Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 7 février 2022 à 19 h

Séance diffusée en direct sur le site Internet de l'arrondissement

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 7 février 2022 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 décembre 2021 à 17h30, de la séance ordinaire du 6 décembre 2021 à 19 h et de la séance ordinaire du 13 décembre 2021 à 19 h.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et commentaires du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1218970001

Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1218690005

Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

20.03 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1229341001

Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.

20.04 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195153001

Approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

20.05 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1215153003

Approuver, dans le cadre du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2022 (rues locales), les listes des rues visées par l'installation de dos d'âne sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce.

20.06 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1217413002

Résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) appel d'offres public 21-18658, et autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement.

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1227397001

Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à «Ruche d'art Pop up» dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

20.08 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1224570001

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 3 800 $.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1228159001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes désignés dans la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables et approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1226609001

Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2022) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010.

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1226609002

Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection des fosses de plantations » sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005

30.03 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1218241011

Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

30.04 Recours judiciaires et règlement de litiges

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1217926001

Radier des livres de la Ville les sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ et tout solde dû réclamés à l'Agence du Revenu du Québec (à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne introuvable et d'une personne morale dissoute) en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du Compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction des travaux publics* - 1228236001

Édicter une ordonnance relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture.

40.02 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction des travaux publics* - 1226880001

Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau et autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

40.03 Règlement - Avis de motion

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290019

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin d'interdire, dans les zones 0243, 0248, 0380, 0381, 0408 et 0415, les agrandissements de bâtiment, impliquant une augmentation de leur taux d'implantation.

40.04 Règlement - Avis de motion

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1229223001

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, puis déposer le projet de règlement.

40.05 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1217078004

Adopter, tel que soumis, le règlement autorisant un emprunt de 7 750 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection, de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements.

40.06 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290037

Statuer sur la demande d'appel de la décision du comité de démolition CD21-005, relativement à la demande de démolition de l'immeuble situé au 6800, boulevard Décarie - Demande de permis de démolition 3002598274.

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290042

Accorder, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), une dérogation à l'alignement de construction pour le bâtiment résidentiel projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec - 6035-6045, boulevard de Maisonneuve Ouest.

40.08 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1226290001

Approuver, conformément aux projets particuliers PP-93 et PP-107, les travaux visant à poser une enseigne sur la façade adjacente à l'avenue Van Horne et une autre sur le mur adjacent au stationnement situé en cour arrière afin de permettre au nouveau commerçant (Nettoyeur Bellingham) du Centre Wilderton de s'afficher adéquatement. Immeuble situé au 2645, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1213558002

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1216290025

Déposer le rapport de consultation écrite et adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1227479001

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1229060001

Déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

60.03 Dépôt

CM *Direction des travaux publics* - 1229387001

Recevoir le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2021.

60.04 Information

CA *Direction des travaux publics* - 1228894001

Annonce du lancement de l'élaboration du Plan Local de Déplacement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1227616001

Motion à l'appui de l'évènement Les Journées de la persévérance scolaire (JPS) du 14 au 18 février 2022 sur la thématique Merci d'être porteur et porteuse de sens.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2022/02/03 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 décembre 2021 à 17h30, de la séance ordinaire du 6 décembre 2021 à 19 h et de la séance ordinaire du 13 décembre 2021 à 19 h.

IL EST RECOMMANDÉ :

Que les procès-verbaux de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 6 décembre 2021 à 17h30, de la séance ordinaire du 6 décembre 2021 à 19 h et de la séance ordinaire du 13 décembre 2021 à 19 h.du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce soient approuvés tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versés aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève Reeves

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 6 décembre 2021 à 17 heures 30, le tout en conformité avec l'Arrêté numéro 2020-029 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 26 avril 2020, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Despina Sourias, , conseillère du district de Loyola;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Hélène Brousseau, chef de division des ressources financières, matérielles et informationnelles ;
Patricia Arcand, conseillère en gestion des ressources financières, chef d'équipe ;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement ;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 17 h 30.

RÉSOLUTION CA21 170282

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 6 décembre 2021 à 17 h 30 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce avec l'ajout au point 10.03.01 de la présentation du budget 2022 et du programme décennal d'immobilisations 2022-2031 par la direction des services administratifs et du greffe.

10.02

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

Gracia Kasoki Katahwa	Remercie les résident-e-s de l'arrondissement de lui avoir fait confiance et a hâte de travailler avec tous les conseillers. Mentionne les éléments principaux du budget et au PDI ainsi que les impacts de la taxe locale. Indique que l'administration travaillera rapidement à la mise en œuvre de certain de ses engagements.
Peter McQueen	Est très fier du 1er budget de la nouvelle administration, rappelle les investissements passés et à venir dans son district.
Despina Sourias	Remercie les citoyen-e-s de Loyola de lui avoir accordé leur confiance et a très hâte de travailler avec eux. Souligne les investissements prévus dans le district de Loyola, notamment dans les infrastructures et les parcs.
Sonny Moroz	Reconnaît que Montréal est situé en territoire autochtone non cédé. Remercie tous les candidats ainsi que sa famille et a hâte de commencer à travailler et collaborer avec les membres du conseil. Fait un historique de son parcours et encourage les citoyens à contacter la Ville et les élus pour leur faire part de leurs préoccupations. Croit que le budget n'est pas représentatif des attentes citoyennes, est préoccupé par l'indexation du budget qui est sous le seuil de l'inflation et s'inquiète du manque de transparence du processus.
Stephanie Valenzuela	Remercie les résident-e-s de Darlington et souligne les investissements qui seront faits dans son district bien qu'elle en souhaiterait davantage.
Magda Popeanu	Remercie les résident-e-s de Côte-des-Neiges qui lui ont accordé leur confiance. Partage son expérience au sein du comité exécutif et offre à ses collègues toute son aide. Est très fière du premier budget de la nouvelle administration de la mairesse Katahwa et en donne le détail.

PRÉSENTATION DU BUDGET 2022 ET DU PDI

Présentation du budget 2022 et du programme décennal d'investissement 2022-2031 de l'arrondissement par la direction des services administratifs et du greffe.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Robyn Dalton	Investissements – travaux routiers sur Fielding
Alex Montagano	Budget et PTI
Jo-Ann Wemmers	Investissements au Village Vendôme – espace vert et design urbain
Félicia Balzano Société de développement commercial Côte-des-Neiges	Budget 2022

La période de questions et de demandes du public de 30 minutes est maintenant terminée.

* en annexe au présent procès-verbal, la liste complète des questions des citoyens.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Sonny Moroz	• S'enquiert des impacts d'une augmentation de l'inflation sur le budget et le PDI.
Peter McQueen	• Demande si les arbres sont désormais capitalisables.
Suspension de la séance extraordinaire et ajournement de la séance ordinaire (résolutions CA21 170283 et CA21 170284)	
Sonny Moroz	• Questionne la centralisation de certains services.

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance.

RÉSOLUTION CA21 170283

SUSPENSION DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Sonny Moroz

De suspendre la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce du 6 décembre 2021 à 17 heures 30 afin de statuer sur la suspension de la séance ordinaire prévue à 19 heures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



RÉSOLUTION CA21 170285

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES - EXERCICE FINANCIER 2022

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour l'exercice financier 2022.

Un débat s'engage.

Madame Magda Popeanu, Monsieur Peter McQueen, Madame Despina Sourias votent en faveur de la proposition.

Monsieur Sonny Moroz et Madame Stéphanie Valenzuela votent contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

30.01 1217078002

RÉSOLUTION CA21 170286

APPROBATION - PDC 2022-2031

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver le programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de l'arrondissement et son financement et d'en approuver la transmission au comité exécutif de la Ville de Montréal;

D'autoriser le lancement des appels d'offres pour lesdits projets.

Un débat s'engage.

Madame Magda Popeanu, Monsieur Peter McQueen et Madame Despina Sourias votent en faveur de la proposition.

Monsieur Sonny Moroz et Madame Stéphanie Valenzuela votent contre la proposition.



ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

30.02 1217078003

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 19 h 12.

_____	_____
Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement substitut

Les résolutions CA21 170282, CA21 170283, CA21 170285 et CA21 170286 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Séance extraordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 17h30
Questions du public

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s.

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question : la question de doit porter exclusivement que sur le budget ou le programme décennal d'immobilisation	Question ou commentaire
1	Robyn	Dalton	Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation	Travaux routiers sur Fielding	Existe-t-il un plan visant à investir dans la reconfiguration de Fielding at Coronation et à préparer le terrain pour que le Dépôt puisse y construire une maison permanente ?
2	Alex	Montagano	Team/Equipe CDN-NDG	Budget and PTI	During the recent election campaign the insufficient borough budget was an election issue. Since the establishment of the borough's, CDN-NDG has consistently been underfunded. Long time editor of Actualities CDN-NDG, Victor Afriat, called it "A Pillage Without Shame". We receive the lowest per capita budget in terms of our operational needs and the PTI. It shows in the lack of investments in infrastructure, and the condition of our parks and facilities - we don't even have proper garbage cans in our parks! Media reports have identified CDN-NDG as being on the bottom end in terms of park space, community centers and swimming pools. What will the newly elected borough council do? Will you defend the residents' of CDN-NDG, the most populous borough in the city and reject this budget? Or will vote along party lines, as was done in the last mandate?
3	Jo-Anne	Wemmers	Vendome Village Association	Investing in green space and urban design in Vendôme Village	Vendome Village is a small residential neighbourhood, cut off from the rest of NDG, which lies east of the Decarie and north of the tracks. Since the MUHC opened its doors in 2015, our quiet corner has experienced a dramatic increase in traffic of all types and a corresponding increase in traffic accidents involving pedestrians and cyclists. The families in this area need safe access to green space in the borough. Prior administrations have recognized the need for change, but failed to follow up. Recently, new green space was been added to NDG west of the Decarie, as well as in CDN north of Queen Mary. Meanwhile, in Vendôme Village there has been an increase in densification and reduction of available space. Will the new

Séance extraordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 17h30
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question : la question de doit porter exclusivement que sur le budget ou le programme décennal d'immobilisation	Question ou commentaire
					administration address the needs of families in Vendôme Village and reserve funds to a) develop an urban plan for the neighbourhood in consultation with the residents and b) enact it ?
4	Félicia	Balzano - directrice générale	Société de développement commercial Côte-des-Neiges	Budget 2022	Madame la mairesse, mesdames les conseillères et messieurs les conseillers, La Société de développement commercial Côte-des-Neiges profite de ce moment pour vous féliciter pour vos élections. La SDC Côte-des-Neiges œuvre activement au développement commercial, culturel ainsi que social du quartier de Côte-des-Neiges. Le tout dans l'objectif de favoriser l'achat local et de proximité, de bonifier l'expérience de visite des citoyens et citoyennes, d'accompagner les commerçants et professionnels et de développer le territoire. Nous tenons à souligner l'importance et la pertinence du soutien financier de l'arrondissement et de la Ville-centre pour appuyer le fonctionnement de notre SDC, mais aussi la mise en place de projets et leur pérennisation par notre SDC. Nous profitons donc de ce moment pour vous remercier de votre appui et nous avons déjà hâte de poursuivre cette collaboration essentielle pour le quartier.

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 6 décembre 2021 à 19 heures, le tout en conformité avec l'Arrêté numéro 2020-029 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 26 avril 2020, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Despina Sourias, , conseillère du district de Loyola;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement ;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA21 170284

SUSPENSION DE LA SÉANCE ORDINAIRE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De suspendre la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce du 6 décembre à 19 heures afin de finaliser la séance extraordinaire de 17 heures 30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

_____

La séance est suspendue à 19 h 02.

_____

Reprise de la séance à 19 h 15.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA21 170287

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 6 décembre 2021 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA21 170288

APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 13 septembre 2021 ainsi que les procès-verbaux des séances extraordinaires du 30 septembre 2021 à 13 h, 19 novembre 2021 à 19 h 15 et 30 novembre 2021, à 16 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

Gracia Kasoki Katahwa	• Remerciements • Marche à la mémoire de Jannai Dopwell-Bailey • Commémoration de la tragédie de la Polytechnique • Féminicides • Hanouka
Peter McQueen	• Remerciements • Commémoration de la tragédie de la Polytechnique • Rues commerciales et temps des Fêtes
Despina Sourias	• Remerciements • Responsabilités au Comité exécutif • Hanouka • Commémoration de la tragédie de la Polytechnique
Sonny Moroz	• Reconnaissance du territoire autochtone non cédé • Remerciements • Crise environnementale mondiale et problématique de logement • Hanouka et temps de Fêtes
Stephanie Valenzuela	• Remerciements et félicitations • Commémoration de la tragédie de la Polytechnique • Temps des Fêtes, Covid-19 et Hanouka
Magda Popeanu	• Remerciements • Développement durable

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

	• Logement, diversité et développement social et culturel • Diversité à la mairie d'arrondissement • Priorité de son mandat • Commémoration de la tragédie de la Polytechnique et féminicides • Fête bouddhiste Bodhi et Hanouka

_____

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Pineda Ra	Salubrité – bail
• Normand Côté	Lumière au terrain de soccer du parc Loyola
• Dina Husseini	Sécurité des piétons
• Daniel Evan	Problématique de bruit et de débris dans le secteur NDG
• Debbie Gardos	Saleté dans les abribus
• Vincent Bealne	Délai pour l'obtention de permis de coupe
• Perrine Poiron	Avenir du Théâtre Empress
• Gérard Routier	Ruelle entre Décarie et Coolbrook et entre Isabella et Dupuis
• Ivana Simic *The Depot's Social Justice Club*	Financement d'une réserve d'items pour soins personnels pour les personnes à faible revenu ou en situation d'itinérance
• Steven Ostroff	Mesure d'apaisement de la circulation ou signalisation dans le secteur Mountain Sights
• Liz Jacobsson	Ajout de poubelles au parc Loyola
• Tadeusz Maj	Circulation routière sur la rue Ponsard
• Katerina Jakerov *The Depot's Social Justice Club*	Ajout d'écrans annonçant les passages d'autobus aux arrêts
• Joel Coppieters *Table ronde/Église presbytérienne de CDN*	Suivi du Plan d'action CDN-NDG pour la réduction de la pauvreté
• Evelyn Ginzburg *The Depot's Social Justice Club*	Travaux sur l'avenue Borden en 2019 / Théâtre Empress
• Khalil Tabbara	SRRR – zone 162
• Marlene Olivares	Coupure d'eau
• Jonathan Pariser	Mesures d'apaisement sur Cavendish
• Krista Paznokaitis	SRRR sur Montclair et lumière au terrain de soccer Trenholme
• Evan Thompson	Rapport de l'Association Skateboard Montréal
• Melissa Green	SRRR sur Addington et espaces disponibles
• Denis Monneuse	Travaux sur Côte-des-Neiges et stationnement
• Martine R	Santé
• John Margolis *Club d'haltérophilie Concordia-International*	Soutien aux sports individuels
• Kimberlee Stedl	Ajout de poubelles autour de l'École Saint-Luc
• Steven Karook *The Depot's Social Justice Club*	Abordabilité des transports

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

• Audrey Klewer	Gentrification et problématique liée aux travaux

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

* en annexe au présent procès-verbal, la liste complète des questions des citoyens.

RÉSOLUTION CA21 170289

PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Sonny Moroz

appuyé par Gracia Kasoki Katahwa

De prolonger la période de questions et de demandes du public pour une durée de 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Jonathan Stein *Coalition de Skatepark NDG*	Consultations concernant un nouveau planchodrome dans NDG
• Cynthia Angrave *The Depot's Social Justice Club*	Logement abordable
• Line Bonneau *AmiEs du boisé Dora-Wasserman*	Boisé Dora-Wasserman
• Hannah Stradford-Kurus *The Depot's Social Justice Club*	STM
• Louise Beaudry	Travaux – problématique d'inondation sur Earnscliffe

La prolongation de la période de questions et de demandes du public de 15 minutes est maintenant terminée.

* en annexe au présent procès-verbal, la liste complète des questions des citoyens.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune question des membres du conseil

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA21 170290

APPROBATION - RÈGLEMENT RÉGIE INTERNE - EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'approuver le règlement de régie interne de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.01 1173408001

RÉSOLUTION CA21 170291

PROLONGATION DE CONTRAT - ENTRETIEN MANA INC. - ENTRETIEN MÉNAGER AU 2140, AVENUE MADISON

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la prolongation du contrat conclu avec la firme Entretien Mana inc. pour une période additionnelle de 12 mois aux mêmes termes et conditions, soit du 7 décembre 2021 au 6 décembre 2022, pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2e et 3e étage du 2140, avenue Madison, à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-17171, pour un montant total de 49 290,75 $ (taxes incluses).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1180235003

RÉSOLUTION CA21 170292

CONTRAT - CSPCA - SERVICE DE REFUGE

ATTENDU QUE l'Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce doit contracter le service de fourrière pour animaux à dispenser sur son territoire;

ATTENDU QUE la *Loi sur les cités et villes* nous permet de conclure directement avec un organisme à but non lucratif (OBNL) un contrat visant la fourniture de services, sans avoir à procéder par soumission publique ou par soumission par voie d'invitation;



ATTENDU QUE la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (canadienne) - CSPCA - dont la place d'affaires est située dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, possède le statut d'organisme à but non lucratif (OBNL);

ATTENDU QUE la CSPCA est disposée à convenir d'un contrat à long terme avec l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour le service de refuge pour animaux.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Peter McQueen

De conclure un contrat de gré à gré avec la CSPCA pour le service de refuge pour animaux dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2023, au tarif mensuel forfaitaire de 15 900 $, pour un total de 381 600 $, toutes taxes comprises, et autoriser une dépense maximale à cette fin de 433 600 $, toutes taxes comprises, incluant les frais de 52 000 $ pour le programme CSRM, les frais d'hébergement et les frais vétérinaires pour les animaux hébergés à la demande de l'arrondissement;

D'autoriser le secrétaire de l'arrondissement à signer le contrat à intervenir entre l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et la CSPCA;

D'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1216290034

RÉSOLUTION CA21 170293

RENOUVELLEMENT DE BAIL - COMMUNAUTO INC. - ESPACES DE STATIONNEMENT

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Sonny Moroz

De reconduire le bail avec l'entreprise Communauto inc., pour la location de :

- trois espaces de stationnement à l'aréna Doug-Harvey aux mêmes conditions, et ce, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023;
- deux espaces de stationnement à l'aréna Bill Durnan aux mêmes conditions, et ce, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023;

au montant mensuel de 80 $ par espace de stationnement;

D'encaisser la recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.03 1218499003

RÉSOLUTION CA21 170294

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - COMITÉ JEUNESSE NDG

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la signature d'une convention de services à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Comité Jeunesse NDG pour la gestion administrative et le soutien auprès d'OSBL reconnus d'une valeur maximale de 262 846,65 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour une durée de 12 mois soit du 1er décembre 2022 au 31 décembre 2022;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1214385014

RÉSOLUTION CA21 170295

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - 4 OSBL - PROGRAMME - ANIMATION DE LOISIRS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder une contribution financière à Maison de jeunes de la Côte-des-Neiges Inc., totalisant 57 266,30 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

D'accorder une contribution financière au Club de plein air NDG, totalisant 85 899,46 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

D'accorder une contribution financière à l'Association pour le développement de la jeunesse Loyola, totalisant 129 724,54 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

D'accorder une contribution financière au Centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 60 000,00 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;



D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1214385015

RÉSOLUTION CA21 170296

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - MAISON DE JEUNES DE LA CÔTE-DES-NEIGES INC. - PROGRAMME ANIMATION DE LOISIRS - MAISON DES JEUNES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'accorder une contribution financière de 44 585,88 $ (toutes taxes incluses si applicables), à la Maison de Jeunes de la Côte-des-Neiges Inc., pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs » volet Maison de jeunes, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1214385016

RÉSOLUTION CA21 170297

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - MAISON DE JEUNES DE LA CÔTE-DES-NEIGES INC. - PROGRAMME ANIMATION DE LOISIRS - J2000

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'accorder une contribution financière à la Maison de Jeunes de la Côte-des-Neiges Inc., totalisant 126 926,66 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour la réalisation du projet « Programme de soutien à l'animation de loisirs » volet J-2000, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1214385017



RÉSOLUTION CA21 170298

OFFRE AU CONSEIL MUNICIPAL - PRISE EN CHARGE - BUREAU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA RÉSILIENCE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'accepter l'offre du Conseil municipal, conformément au premier alinéa de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (R.L.R.Q., c. C-11.4), concernant la prise en charge par le Bureau de la transition écologique et de la résilience, la gestion des permis ainsi que la gestion de registres d'utilisation des pesticides en lien avec l'application du *Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides* (21-041).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1219387001

RÉSOLUTION CA21 170299

OFFRE AU CONSEIL MUNICIPAL - TRAVAUX SUR L'AVENUE HARVARD

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'offrir au conseil municipal la prise en charge par l'arrondissement de la conception, de la surveillance et de la réalisation des travaux de remplacement des conduites d'égout et d'aqueduc secondaires de l'avenue Harvard, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke Ouest de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*; et réserver un montant de 594 906 $ taxes incluses, pour financer la conception et la réalisation des travaux d'élargissement et d'avancées de trottoirs sur le réseau local.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1218720007

RÉSOLUTION CA21 170300

DÉPÔT - ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET REVENUS - ANNÉE 2021

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 31 août 2021 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réels au 31 août 2021 par rapport au 31 août 2020, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.



30.03 1216954005

RÉSOLUTION CA21 170301

PRR-1-2022 - LISTE DES RUES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver, dans le cadre des « Programmes de réfection routière et de mesures d'apaisement de la circulation du réseau local » PRR-1-2022 (rues locales), la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées (corrélatifs, planage et pavage) et des trottoirs, incluant les réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.04 1215153002

RÉSOLUTION CA21 170302

DÉPÔT AU COMITÉ EXÉCUTIF - BILAN ANNUEL ET RAPPORT DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose au Comité exécutif le bilan annuel des dépenses au 31 décembre 2020 et le rapport de la prévision budgétaire au 31 août 2021 relatifs à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles (GMR) par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

30.05 1216954006

RÉSOLUTION CA21 170303

RÈGLEMENT - RÉCLAMATION - GROUPE GEYSER

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D’autoriser le règlement à l'amiable de la réclamation du Groupe Geyser pour un montant de 1 494 998,08$ (taxes incluses), en frais relatif au projet de construction du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



30.06 1219236001

RÉSOLUTION CA21 170304

ORDONNANCES - ÉVÉNEMENTS - SDC EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu
Sonny Moroz

D'autoriser les activités d'animation et de promotion de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges sur le terre-plein de la Placette Côte-des-Neiges situé du côté ouest du chemin de la Côte-des-Neiges entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André du 7 décembre 2021 au 31 mars 2022;

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance OCA21 17053 jointe à la présente permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons, conformément aux exigences de l'ordonnance du 7 décembre 2021 au 31 mars 2022, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance OCA21 17054 jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, du 7 décembre 2021 au 31 mars 2022, à certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1215284019

RÉSOLUTION CA21 170305

ORDONNANCES - ÉVÉNEMENT

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'autoriser l'occupation du domaine public en respectant les directives de la Direction régionale de la santé publique ainsi que selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 décembre 2021 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues, le tout conditionnellement aux règles édictées par les arrêtés ministériels pour la tenue d'événements en présentiel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



40.02 1218942004

RÉSOLUTION CA21 170306

ORDONNANCE - 5801, CHEMIN UPPER-LACHINE - CRÉATION D'UNE MURALE

CONFLIT D'INTÉRÊT

Bien qu'il précise ne pas être en conflit d'intérêt pécuniaire, le conseiller Peter McQueen déclare, avant le début des délibérations, qu'il s'abstiendra de participer aux délibérations et de voter sur cette question.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade ouest du 5801, chemin Upper-Lachine;

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 6 000 $ à Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation de la murale et approuver une convention de contribution financière à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1215284016

RÉSOLUTION CA21 170307

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 4820, AVENUE WILSON

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise a été publié sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 12 octobre 2021, conformément à l'article 16 du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4818-4820, avenue Wilson, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).



ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1216290016

RÉSOLUTION CA21 170308

DÉROGATION MINEURE - 4315, AVENUE DE COURTRAI

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 septembre 2021, la demande de dérogation mineure en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006);

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation mineure a été publié dans sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 20 octobre 2021 afin de statuer sur la demande de dérogation mineure, conformément à l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1);

ATTENDU QU'une période de consultation écrite a été tenue du 20 octobre au 3 novembre 2021, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

De déposer le rapport de consultation écrite;

D'accorder une dérogation mineure à l'article 71 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin d'autoriser pour le bâtiment situé au 4315, avenue de Courtrai, un mur latéral implanté entre 0,21 mètre et 0,26 mètre de la limite latérale de terrain, tel que présenté au certificat de localisation préparé par Étienne Coté, arpenteur-géomètre, en date du 25 février 2021 et portant le numéro de minutes 3953, et estampillés par la Division de l'urbanisme le 14 juin 2021.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1216290023

RÉSOLUTION CA21 170309

DÉROGATION MINEURE - 2161-2167, 2175 ET 2177, AVENUE DE MELROSE

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 13 octobre 2021, la demande en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006);

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation mineure a été publié dans sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 20 octobre 2021, conformément à l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1);



ATTENDU QU'une période de consultation écrite a été tenue du 20 octobre au 3 novembre 2021, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De déposer le rapport de consultation écrite;

D'accorder une dérogation mineure à l'article 573.1 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), afin d'autoriser l'aménagement d'une voie d'accès à double sens menant à une aire de stationnement d'une largeur de 3,6 m au lieu de 5,5 m pour le bâtiment projeté sur le lot 6 405 019 du cadastre du Québec en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), tel que présenté aux documents soumis, et estampillés par la Division de l'urbanisme le 27 août 2021.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1216290028

RÉSOLUTION CA21 170310

PIIA - 4601, CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 13 octobre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du PP-12;

ATTENDU QUE des plans modifiés, qui répondent à la condition émise par le CCU, ont été déposés le 22 octobre 2021;

ATTENDU QUE le Conseil du patrimoine de Montréal a émis des commentaires sur le projet préliminaire en date du 25 janvier 2021 et que ces commentaires ont été suivis en partie par le requérant;

ATTENDU QUE la Direction de l'urbanisme a délivré, le 28 octobre 2021, l'autorisation requise en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* (RLRQ, c. P-9.002);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du PP-12 les travaux visant la construction d'un charnier familial au 4601, chemin de la Côte-des-Neiges, tel que présenté dans les documents suivants :

- plan projet d'implantation réalisé par l'arpenteur-géomètre Jean-Christian Barel, minute 3077, daté du 5 octobre 2021;
- plans d'architecture réalisés par Martin Frenette, architecte, estampillés par la Division de l'urbanisme, en date du 5 octobre 2021;



- document d'architecture de paysage réalisé par Stantec estampillé par la Division de l'urbanisme, en date du 22 octobre 2021;
- lettre de demande d'abattage des 7 arbres de Nadeau Foresterie urbaine en date du 15 décembre 2020.

Le tout, relativement à la demande de permis de construction #3002485734 et le permis d'abattage d'arbre #3002531234.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1216290012

RÉSOLUTION CA21 170311

PIIA - 5157, AVENUE DE COURTRAI

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 septembre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049), les travaux visant l'installation d'enseignes commerciales au 5157, avenue de Courtrai, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillés par la division de l'urbanisme en date du 16 août 2021 et joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3003046989.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1216290022

RÉSOLUTION CA21 170312

PIIA - 5211, AVENUE DE COURTRAI

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 13 octobre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Despina Sourias



D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049), les travaux visant l'installation d'enseignes commerciales au 5211, avenue de Courtrai, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 06 octobre 2021 et joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3003057498.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.09 1216290031

RÉSOLUTION CA21 170313

PIIA - 5273, AVENUE DE COURTRAI

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 13 octobre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Despina Sourias

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049), les travaux visant l'installation d'enseignes commerciales au 5273, avenue de Courtrai, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillé par la Division de l'urbanisme en date du 26 septembre 2021 et joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3002960014.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1216290032

RÉSOLUTION CA21 170314

PIIA - 6570, AVENUE VICTORIA

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 septembre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-77 (résolution CA14 170221);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Despina Sourias
Stéphanie Valenzuela



D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-77(résolution CA14 170221), les travaux visant l'installation d'une enseigne commerciale en façade de l'immeuble situé au 6570, avenue Victoria, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillés par la Division de l'urbanisme en date du 1er novembre 2021, joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3002801454.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1216290026

RÉSOLUTION CA21 170315

PIIA - 5193, AVENUE DE COURTRAI

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 septembre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Despina Sourias

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049), les travaux visant l'installation d'enseignes commerciales au 5193, avenue de Courtrai, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillés par la Division de l'urbanisme en date du 06 août 2021 et joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3003040857.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.12 1216290021

RÉSOLUTION CA21 170316

PIIA - 4984, PLACE DE LA SAVANE

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé, le 13 octobre 2021, d'approuver les plans en vertu du projet particulier PP-120, et des dispositions générales du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276);

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz



appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'approuver, conformément à la résolution CA20 170334, et conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le projet de construction d'un immeuble résidentiel de 10 étages au 4984, place de la Savane, tel que présenté sur les plans ci-joints, estampillés par la Division de l'urbanisme, en date du 9 novembre 2021 - dossier relatif à la demande de permis 3002801194.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.13 1216290029

RÉSOLUTION CA21 170317

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté le règlement modifiant le *Règlement sur les promotions commerciales* (c. P-11) à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2022, afin d'aider les commerçants à s'adapter face aux imprévus de la pandémie et dépose le projet de règlement.

40.14 1215284018



RÉSOLUTION CA21 170318

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

ATTENDU QUE l'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) prévoit que le conseil municipal peut approuver le budget d'une société de développement commerciale, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements;

ATTENDU QUE le conseil municipal, lors de son assemblée du 25 août 2003, a adopté le *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissements de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108);

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement, lors de son assemblée du 27 juin 2017, a autorisé la constitution de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges;

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 et dépose le projet de règlement.

40.15 1215284017

RÉSOLUTION CA21 170319

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2022 et dépose le projet de règlement.

40.16 1216954007

RÉSOLUTION CA21 170320

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, conditionnellement à l'approbation du programme décennal d'immobilisations 2022-2031, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 626 000 $ pour la réalisation de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs et dépose le projet de règlement.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

40.17 1217078001

RÉSOLUTION CA21 170321

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance du conseil d'arrondissement ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté le règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) et dépose le projet de règlement.

40.18 1214570014

RÉSOLUTION CA21 170322

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-126

ATTENDU QUE le Centre de sécurité civile accueille très favorablement la réduction du risque proposée par Lactalis et que cette réduction permettra de diminuer de manière significative les conséquences sur la population en cas d'accident majeur;

ATTENDU QUE l'agrandissement arrière du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'améliorer la salubrité de la production ainsi que la sécurité au travail et ne vise pas à augmenter la production de l'usine;

ATTENDU QUE l'agrandissement latéral du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'installation d'équipements mécaniques permettant la réduction du risque industriel et ne vise pas à augmenter la production de l'usine;

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers du site, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) a été adopté à la séance ordinaire tenue le 21 juin 2021, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU»;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 22 juillet 2021 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 25 août au 8 septembre 2021, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et à la résolution CA21 170144 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 8 septembre 2021 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE les articles 6, 10, 16, 18 19, 20, 21, 22, 23, 24 ainsi que les titres des sections II, IV, VI et de la sous-section I de la section VII et les annexes B, C et D du projet de résolution ont été modifiées, que de nouveaux articles 15 et 22 se sont ajoutés et que la numérotation des articles a été modifiée à partir de l'article 15, dans le but principalement d'autoriser les travaux d'agrandissement latéral et du prolongement de l'écran acoustique et visuel en cour arrière et de prévoir des conditions et des objectifs et critères d'analyse relatifs à ces travaux;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

De déposer le rapport de consultation publique;

D'adopter, avec changement, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers du site, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé des lots 3 320 477, 3 320 482, 3 320 483, 3 802 489, 3 802 490, 3 802 493 et 3 802 494 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers sont autorisés aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :
1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :
a) article 10, afin de permettre une hauteur inférieure à 7 mètres pour l'agrandissement en avant de la façade située au 7460 rue Saint-Jacques;
b) article 383, afin de ne pas exiger un nombre d'arbres selon ce mode de calcul;
c) article 565, afin de permettre une aire de stationnement en cour avant.
2° à l'article suivant du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M c. C-5) :



a) article 6 (paragraphe 2) afin d'autoriser une clôture en cour avant, pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et un muret devant la façade au 7460 rue Saint-Jacques d'une hauteur de plus de 0,9 mètre.

c) article 6 (paragraphe 5) afin d'autoriser une clôture en cour arrière d'une hauteur de plus de 2 mètres.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

4. Malgré l'article 21 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques est autorisée.

5. Malgré l'article 12 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'accès à l'aire de stationnement extérieur situé à l'ouest du bâtiment situé au 7486 de la rue Saint-Jacques n'est plus requis.

6. Préalablement à la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel et impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;

b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;

c. les travaux visés à la section III;

7. En plus des documents et informations normalement exigibles, la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée :

a. d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager pour cette portion du terrain laissée vacante par la démolition du bâtiment;

b. d'un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

c. d'un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

8. Une clôture d'une hauteur de 1,80 mètre maximum, ajourée et composée d'acier peint noir, est autorisée en cour avant.

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES À L'AGRANDISSEMENT EN COUR ARRIÈRE DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES POUR DES FINS D'AMÉLIORATION DE LA SALUBRITÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

9. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques



et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour arrière à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 12 mètres et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 700 m^2.

10. Préalablement à l'agrandissement du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;

b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;

c. les travaux visés à la section III;

11. 23 unités de stationnement pour vélos doivent être aménagées sur le site et aménagées à l'arrière du bâtiment situé au 7470 rue Saint-Jacques.

SECTION III
CONDITIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION D'UN MURET ET À L'AGRANDISSEMENT DEVANT LA FAÇADE DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES

12. Malgré l'article 19 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), un muret d'une hauteur maximale de 5,5 mètres doit être érigé au- devant les équipements mécaniques conformément aux plans joints en annexe F à la présente résolution.

13. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour avant à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 5,5 mètres et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 15 m^2.

14. Les travaux d'aménagements paysagers devant la façade doivent être réalisés après la construction du muret, la transformation et l'agrandissement du bâtiment en façade, conformément aux plans joints en annexe E à la présente résolution.

SECTION IV
CONDITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET À L'AGRANDISSEMENT EN COUR LATÉRALE À DES FINS DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL

15. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour latérale à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 10,3 mètres, qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur le toit et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 90 m^2.

16. Malgré l'article 5 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques



et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'installation des équipements mécaniques est autorisée à l'extérieur des bâtiments.

17. Les seuls nouveaux équipements mécaniques autorisés à l'extérieur des bâtiments sont :

a. trois tours d'eau;
b. une génératrice.

La hauteur maximale de ces équipements mécaniques mentionnés est de 8,7 mètres hors tout.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT DONNANT SUR L'AVENUE WESTMORE

18. Malgré l'article 10 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore comprenant un nombre maximal de 18 unités de stationnement de véhicules peut être aménagé.

19. Préalablement à l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;
b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique, travaux visés à la section VI;
c. les travaux visés à la section III;

SECTION VI
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER POUR LA PORTION DU TERRAIN SITUÉE À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS ET AU PROLONGEMENT DE L'ÉCRAN ACOUSTIQUE ET VISUEL EN COUR ARRIÈRE

20. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être obtenu préalablement à la réalisation de travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et aux travaux de prolongement de l'écran acoustique et visuel.

21. Une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, d'un plan préparé par un expert montrant la composition détaillée de l'écran acoustique et visuel prolongé ainsi qu'une expertise géotechnique relative à la solution de l'écran proposée. Le plan d'aménagement paysager doit être préparé par un expert dans le domaine et comprendre un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres existants et qui seront plantés sur le site.

22. L'écran acoustique et visuel, construit dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant, doit avoir une hauteur minimale de 10 mètres.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION



SOUS-SECTION I
TRAVAUX DE TRANSFORMATION VISANT LA RÉDUCTION DES RISQUES INDUSTRIELS LIÉS AU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DANS LE BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES IMPLIQUANT L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT EN COUR LATÉRALE ET IMPLIQUANT L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

23. Les travaux de transformation visant la réduction des risques industriels liés au système de réfrigération impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments doivent être réalisés à l'intérieur d'un délai de 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

SOUS-SECTION II
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS POUR LA PORTION DU TERRITOIRE LAISSÉE VACANTE PAR LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

24. Les travaux d'aménagements paysagers prévus sur la portion du territoire laissé vacant par la démolition doivent être réalisés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques.
En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

25. La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, d'un permis d'aménagement paysager ou d'un permis d'aménagement d'une aire de stationnement est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

26. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017), et objectifs et des critères d'évaluation cités aux articles 607.2 du Règlement d'urbanisme (01-276) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

<u>Objectif 1 :</u>
Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux sont favorisés;
2° les arbres existants matures doivent être conservés et des mesures de protection appropriées doivent être prises durant les travaux de démolition et de construction;
3° les aménagements paysagers doivent mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques;
4° les aménagements paysagers réalisés sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques doivent participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre



l'usine et le domaine public;
5° la fragilité du milieu naturel de la falaise Saint-Jacques et la présence d'un bois dans la partie sud du terrain doivent être considérés lors du choix des végétaux, de l'entretien et de la construction de l'écran acoustique et visuel;
6° le plan d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels doit prévoir le maintien des arbres existants et la plantation de nouveaux arbres, lorsque l'espace est disponible, la plantation de vignes sur les murs écrans et la construction d'un écran acoustique et visuel végétalisé dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant;
7° les fondations de l'écran visuel et acoustique doivent participer à la consolidation du sol et ainsi ne pas favoriser l'érosion de la falaise;
8° l'aménagement de l'écran visuel et acoustique dans la bande de 5 mètres à partir du talus de la falaise doit minimiser le remblai et le déblai.

Objectif 2 :
Optimiser les agrandissements du bâtiment afin de minimiser leurs superficies et les nuisances sur le voisinage

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les impacts visuels et sonores des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit sont minimisés par des solutions techniques et architecturales;
2° le projet doit tendre à respecter l'implantation et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe B et D.

Objectif 3 :
Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments visés à l'article 16.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la localisation des équipements mécaniques permet de minimiser les nuisances reliées au bruit qu'ils émettent;
2° les études acoustiques doivent démontrer le respect des niveaux sonores mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants comme prévu au règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3 et l'implantation de mesures de mitigation doivent être prévue, le cas échéant, afin de respecter ledit règlement;
3° l'implantation et la volumétrie des équipements mécaniques doivent tendre à respecter l'implantation et les hauteurs montrées aux plans en annexe D.

Objectif 4 :
Mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les équipements mécaniques existants en cour avant doivent être dissimulés depuis la voie publique à l'exception de ceux situés à l'extrémité Est comme montrée au plan A08 joint en annexe E à la présente résolution;
2° l'implantation du muret et de l'agrandissement en façade doit créer un ensemble homogène;
3° la maçonnerie doit constituer le matériau principal de revêtement;
4° l'agrandissement et la transformation de la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques ainsi que le muret en cour avant doivent tendre à respecter les plans joints en annexe E à la présente résolution.

Objectif 5 :
Aménager l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore en bonifiant la végétation.



Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° l'aménagement de l'aire de stationnement doit tendre à respecter les plans joints en annexe F à la présente résolution.

ANNEXE A
Territoire d'application et certificat de localisation.

ANNEXE B
Plan de la falaise et du bois, Plan d'implantation existant et plan d'implantation proposé : plans A00, A01 et A02 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021 et le 2 septembre 2021.

ANNEXE C
Projet d'agrandissement arrière du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plans A09, A09A, A09B, A10, A10A, A11, A11A réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.
Projet d'agrandissement latéral du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plan A11B réalisé par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 2 septembre 2021.

ANNEXE D
Plan montrant l'emplacement, la dimension et la hauteur des équipements mécaniques : plan A16 réalisé par Miguel Escobar, architecte et estampillé par la DAUSE le 2 septembre 2021.

ANNEXE E
Plan de la façade du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plans A06, A07, A08 et A15 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.

ANNEXE F
Plan d'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore : plans A13 et A15 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.19 1213558002

RÉSOLUTION CA21 170323

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-129

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370 à 5420, chemin Queen Mary (5003, avenue Earnscliffe), en vertu de *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modifications ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), a été adopté à la séance ordinaire



tenue le 16 août 2021 , conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 24 août 2021 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU ;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 24 août au 8 septembre 2021, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et à la résolution CA21 170144 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 8 septembre 2021 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 septembre 2021, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'adopter, tel que soumise, la résolution approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370 à 5420, chemin Queen Mary (5003 avenue Earsncliffe), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 087 702 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'usage "Habitation" est autorisé aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger à la disposition 3 de la grille des usages et spécifications 0341 faisant partie de l'annexe A.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

CONDITIONS

4. Un plan sur la gestion des matières résiduelles doit accompagner la demande de permis de transformation;

5. Le projet est assujetti à la délivrance d'un permis de transformation, et ce conformément à l'article 32 du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018).

CHAPITRE IV
DÉLAIS DE RÉALISATION

6. Les travaux visés par la présente résolution doivent débuter dans les 36 mois de l'entrée en vigueur de la présente résolution. À défaut, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.20 1216290015

RÉSOLUTION CA21 170324

NOMINATION DU MAIRE SUPPLÉANT - NOVEMBRE 2021 À AVRIL 2022 INCLUSIVEMENT

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

De nommer Madame Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, mairesse suppléante du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de décembre 2021 à avril 2022 inclusivement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1214570013

RÉSOLUTION CA21 170325

NOMINATIONS - PRÉSIDENT ET MEMBRE TITULAIRE - COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

CONFLIT D'INTÉRÊT

La conseillère Magda Popeanu déclare son intérêt et s'abstient de voter.

De nommer, au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de 2 ans, soit du 7 décembre 2021 au 7 décembre 2023 :

- Madame Magda Popeanu, présidente et membre titulaire du comité;
- Madame Despina Sourias, présidente substitut et membre suppléant du comité;
- Monsieur Sonny Moroz, président substitut et membre suppléant du comité.

Madame Gracia Kasoki Katahwa, Monsieur Peter McQueen, Madame Despina Sourias votent en faveur de la proposition.

Madame Stéphanie Valenzuela et Monsieur Sonny Moroz votent contre la proposition

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

51.02 1216290038

RÉSOLUTION CA21 170326

DÉPÔT - CERTIFICAT DES RÉSULTATS - REGISTRE DU PROJET PARTICULIER PP-128

Madame Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement, dépose le certificat de la tenue de registre concernant la résolution CA21 170269 approuvant le projet particulier PP-128 visant à autoriser un bâtiment commercial et résidentiel d'une hauteur de 15 étages situé sur le lot 6 049 211 dans le cadre du projet de redéveloppement Westbury Montréal, sur le site de l'ancienne usine Armstrong, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

60.01 1214570015

RÉSOLUTION CA21 170327

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

(RCA04 17044), pour les mois de septembre et d'octobre 2021et toutes les dépenses des mois d'août et de septembre 2021.

60.02 1217479011

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 20.

Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement substitut

Les résolutions CA21 170284 et CA21 170287 à CA21 170327 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

ANNEXE : Liste complète des citoyens inscrits et leurs questions.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s.

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
1	Pineda	Ra		Bail	Bonjour. J'ai une question. Que peut-je faire si j'ai signé un bail depuis 2 jours . Alors,le lieu est inhabitable car il y a une plage des cafards. Selon le bail et the Civil Code of Quebec je sais que je Peut faire une résiliation du bail mais je ne sais comment ça marche et je seulement 10 jours pour faire ça. Je suis nouvelle à Montréal. Ou peut je trouver plusieurs d'info. J'habite à Côte des neiges et le landlord ne veux pas me donner mon depo ni le payment de décembre. Merci.
2	Normand	Côté		Loyola Park soccer turf lights	Will the lights on the artificial turf soccer field in Loyola Park be kept on all winter until at least 10pm? The field was well used all through last winter, with residents collaborating in shoveling large parts of the field. I feel this is an important resource for neighbourhood youth, and adults as well.
3	dina	husseini		SÉCURISATION PIETONNIERE	Ca fait plus de 5 ans que je demande un arrêt à l'intersection EKERS/WILDERTON pour assurer une réelle sécurité aux familles et enfants traversant cette rue très dangereuse. Pour contrer à la vitesse des voitures, l'arrondissement à mal investit dans la sécurisation piétonnière en introduisant que des lignes de peintures blanches sur cette intersection. Or, aucun effet positif n'a permis de respecter la limite de vitesse. Dans ce sens, la solution que je demande depuis plus de 3 ans est d'ajouter un arrêt à chaque intersection de cette rue. pouvez-vous agir pour notre sécurité ? j'ai plusieurs vidéos et photos pouvant démontrer le danger de cette intersection. Quand allez-vous être en mesure de répondre à ma demande soit de sécuriser cette zone, limiter la vitesse et ajouter un arrêt ? Merci et félicitations pour vos mandats. Je vous souhaite 4 années de travail de collaboration pour les résident.e.s de CDN-NDG
4	Daniel	Evan		Sound and debris issues in the NDG area.	Hello, My question today comes from someone who is concerned with all of construction coming from multiple buildings near Queen Mary going on to Circle Road. I would like to know if the borough of Cote-des-Neiges-Notre-

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
					Dame-de-Grâce has been doing anything to reduce the amount of noise and debris issues for citizens in the area. If possible, can you please mention if there has been more citizen complaints in the past year than there has been during pre-COVID times. I would like to know this information because many people have been working from home due to the pandemic and have had a tougher time working than usual.
5	Debbie	Gardos		Filthy bus shelters- who is responsible and how do we let them know	I take transit regularly.I frequently come across filthy bus shelters- littered with garbage , I take a photo but don't know who to reach out to let them know . The Stm site does not allow for photos . Their website red is not user friendly. If it is the borough, how do I let them know ? I'm just tired of the filth
6	vincent	beaulne		Bureau des permis de coupe pour NDG	Le 19 avril 2021 ai fait une demande de permis de coupe afin de changer mon entrée d'eau(tel que prescrit par la Ville).5 mois plus tard jmon contracteur a finalement pu faire les travaux.Apres ma demande de permis en avril deux mois de presque silence (pas de nouvelles de ma demande) puis des téléphones de personnes différentes, un suivi tout croche...tout ça sentait l'improvisation a plein nez...et cette impression vraiment désagréable que nos taxes sont mal dépensées et le service aux citoyens vraiment médiocre. J'étais prêt à être patient vu la pandémie mais une telle désorganisation m'inquiète beaucoup. Je veux savoir comment remplacer 12 pieds de tuyau d'entrée d'eau peut être si compliqué. Merci de répondre à ma question et peut être me mettre en contact avec un(e) responsable pour élucider cette question.Je m'inquiète vraiment du manque de services au citoyens ainsi qu'à l'administration de nos taxes. Merci de considérer ma question. VB
7	Perrine	Poiron		État de la situation pour l'avenir de l'Empress Theater	Bonjour, dans le cadre d'une recherche sur l'Égyptomanie au Québec, dans le cadre du centenaire de la découverte de la tombe du pharaon Toutankhamon, la professeure Valérie Angenot (UQAM) va publier un article sur le bâtiment de l'express Theater et parlera bien évidemment de son avenir. Ainsi, nous aimerions savoir où en est l'arrondissement dans les mesures à mettre en place pour la préservation de ce monument patrimonial qu'est l'empress Theater. En avril 2021, il était question de préserver la façade. Quelles sont les décisions qui ont été prise à ce jour sur l'avenir de ce bâtiment? Merci beaucoup.
8	Gérard	ROUTIER		La ruelle entre Décarie et Coolbrook et entre Isabella et	Bonjour, le 20/09/2021, Mr. Marvin Rotrand m'a envoyé une lettre me demandant de porter à votre attention (nouveau conseil municipal), ce qui

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
				Dupuis.	suit : J'aimerais, au nom des riverains de cette ruelle, qu'une caméra articulée avec un zoom soit fixée en direction de la rue Isabella et reliée avec la police pour que cesse les dépôts sauvages de détritus sur la voie publique ainsi que les stationnements illicites. Ceci pour faciliter la libre circulation des entrepreneurs engagés par un ou des résidents, des piétons, sans avoir à enjamber des planches cloutées ou blocs de béton, etc... Merci d'essayer de solutionner ce problème. Je peux vous faire suivre, sur demande la missive, de Mr ROTRAND.
9	Ivana	Simic	The Depot's Social Justice Club	Helping people in situations of low income and homelessness	To help people in situations of low income and homelessness, would you fund and facilitate the process of implementing and running a community pantry that supplies personnel care supplies
10	Steven	Ostroff		Lack of traffic mitigation or signalization on newly opened cul de sac.	The residents of our block Mountain Sights between Vezina and Makenzie were promised traffic mitigation in 2016 and 2017, long before the cul de sac was opened. All residents opposed the street opening. Now open 2 ways, (we were erroneously told it would open one way out of the new development) cars can travel at any speed between the stop sighns. It's dangerous. There are at least 6 young children living on the block, including my own. We insist the borough install a speed bump on our block. Most blocks in our vicinity have them. There has already been a near collision here as a result of speeding. Will it require a tragedy to get something done? Question 2, Crossing Mountain Sights at Vezina is dangerous for pedestrians or cars. Why can't we get speed bumps on Vezina on either side of Mountain Sights? We need a stop sign on Vezina so residents here can safely cross and prevent unrestricted high speed blind turns onto our block.
11	Liz	Jacobsson	None	Garbage cans	It's nice to see the new dog park in Loyola park but why are the only garbage cans located in just that place. The park is big and there are no garbage cans around the outside of the park. There use to be one at the entrance of the park on coronation but that is gone. And now all the blue bins have been collected. People are leaving their poop bags even more now on the floor because there is no where to put them. A lot of people do not have a house and a place to put the poop. Can we please put more garbage cans before the winter comes around the outside of the park. Please. Thank you.
12	Tadeusz	Maj	habite depuis 35 ans dans le cartier	circulation routière.	J'aimerais attirer votre attention sur un problème croissant dans notre

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
			Snowdon		quartier, soit l'augmentation de la circulation automobile le long de la rue Ponsard. Depuis quelque temps, grâce aux nouvelles technologies, les automobilistes raccourcissent leurs trajets sur le tronçon entre la rue Décarie (près de la rue St-Luc) et Queen Mary, principalement aux heures de pointe. Seulement le matin de 8 à 9 heures, les conducteurs ne sont pas autorisés à tourner à droite de Décarie vers Ponsard. Le même problème concerne le tronçon entre la rue Victoria et Queen Mary le long de la rue Mira et ch. Circle. Je voudrais ajouter que parfois le trafic se fait à grande vitesse malgré le limite de 30km/h. J'omets le trafic automobile lié à l'école d'Iona car il est difficile d'empêcher les parents de venir à l'école avec leurs enfants. Pouvez-vous faire quelque chose? Je pense que oui, mais c'est déjà une tâche pour les spécialistes de la circulation routière.
13	Katerina	Jakerov	The Depot's social justice club	Transport	CDN-NDG is among the largest boroughs in Montreal which means we sometimes have to take two or three buses to get somewhere and as a result bus schedules are heavily relied on to get to places on time. Considering not everyone has access to cellphones with phone data so that they are able to track delays in buses is there a way to increase the number of screens in bus stops that display the accurate bus timings so that citizens are able to coordinate and get to places on time.
14	Joel	Coppieters	Table Ronde / Église Presbytérienne de Cote des Neiges	Suivi du Plan d'Action CDN-NDG pour la réduction de la pauvreté	La table ronde pour la réduction de la pauvreté mandaté par l'arrondissement de CDN NDG pour venir en aide à ses 45 000 résidents vivant sous le seuil de la pauvreté avait déposé un plan d'action en septembre 2018, qui a depuis reçu peu de suivi systématique. Les 70 recommandations pratiques et tangibles avaient pourtant été proposées par deux douzaines d'experts et de militants communautaires locales qui connaissent les besoins et les possibilités. Nous avons tenté sans succès durant la campagne électorale de voir les candidat(e)s s'adresser aux recommandations du rapport. Compte tenu l'urgence déchirante du problème, empiré par la pandémie, et notant le désir de la nouvelle administration de bien répondre aux besoins

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
					de la communauté, nous aimerions savoir si la mairesse serait prête a rencontré quelques représentants de la table ronde, le plut tôt possible, pour nous assurer que les recommandations les plus urgentes trouvent place dans les priorités de son nouveau mandat?
15	Evelyn	Ginzburg	Social Justice Club NDG Food Depot	1) Street work on Borden Avenue in the summer of 2019. 2) Empress Theatre	Question 1: In the summer of 2019, a friend of mine who lives on Borden was informed that repairs to the sidewalk on her block (Somerled to Fielding) were slated to take place over the next two months. She was given very little warning and got was quite upset because it was not clear to her if she would be able to park or drive on the street. It was fairly clear that none or the residents we spoke to considered the work necessary. In fact, widening the sidewalks by 8 inches on each side made the street narrower and consequently more difficult to manoeuvre in once there was snow on the ground. We were wondering who authorized this work and on what basis this decision was made. Question 2: What is being planned for the Empress theatre? Who is in charge? Is there any timeline for decisions? Thank you. Evelyn Ginzburg
16	Khalil	Tabbara		Request # 21-97900 / Residents-only parking sticker Zone 162 NON-availability	We moved on 01-07-21 to above address. Visiting your offices, we were informed that we're not eligible to obtain a Residents-only parking sticker Zone 162 allocated for our street & that it's restricted for those living @5025 Rue Paré. We're parking on another far street & finding difficulty everyday & night! It's not acceptable! Why residents of building 5025 rue paré have the privilege to park in-front of our building? They have as well a big basement parking! We have no available spots within our basement parking! I've sent an email to the previous Borough mayor & Casandra Pierre-Chargée de secrétari advised that after validation with the technical office, the current SRRR parking spaces are already insufficient for the request of the addresses eligible for a space & that you cannot add other sticker holders since there is no additional space available in the area. Kindly Expand the zone to solve this problem else provide a solution! Thanks Khalil Tabbara

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
17	Marlene	OLIVARES		Marque de l'eau	Je besoin de savoir pourquoi je n'ai pas de l'eau dans mon bâtiment et même on n'était pas averti
18	jonathan	pariser		cavendish tranqiliter	simply put why was the painted median the best option for slowing traffic and increasing accessibility to all non vehicles , as it clearly only does one. 1) As it stands wheelchair users still use the road during the winter and are now in even more danger. 2) the instant there is snow on the ground the median becomes a free passing lane which is dangerous. 3) based on the demarcations a driver is forbidden from crossing to access a driveway from either direction meaning that all vehicles will need to go on to the side roads to avoid crossing the median. This violation has already been enforced on neighbours with a $300 fine and demerit points. i would like to understand the logic or report that documented the decision of putting in the zone de tranquilite over a double wide sidewalks which bikes could be on as well, or some other year round alternative.
19	Krista	Paznokaitis		Sticker parking and lights in Trenholme park soccer field	I have heard that there may be sticker parking put on Montclair avenue between Sherbrooke and deMaisonneuve. If this is so, who was consulted and how do we go about protesting this. I, personally do not want this for our street and believe that most other residents feel the same way. I would like to know why the lights in the soccer field on Park row east are lit up until 11pm every night when there have been very few soccer games going on. Is this not a huge waste of electricity?
20	Evan	Thompson		Borough Skatepark Report	Can the council please comment on the status of the Skatepark report from the Association Skateboard Montreal? My understanding is they have submitted a report on the state of the skatepark infrastructure in the borough, and this included suggestions for improvements moving forward. Can this report be made public? The NDG skatepark Coalition is excited to continue making progress on improving the skatepark infrastructure in the borough with the new council. Thanks.
21	Melissa	Green		Parking sticker	Its regarding the parking sticker I live on Addington in NDG. So my issue is I am a single mom to an 9 month old baby, I pay to have my parking sticker and a place to park and rarely have space to park on my street. I belive last year they changed the signs last year. NOW the opposite side of the street

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
					anyone can park (no stickers needed) and only a little section on my side of the street has stickers. Therefore everyone who takes the metro or goes to the hospital parks there LEAVING ME with no parking on my own street. Today was raining needed to go to the doctor I came back NO PARKING so I had to park the next street over and carry my SICK baby in the rain I was VERY upset. Somtimes needs to be done ASAP especially once winter starts
22	denis	monneuse		Stationnement impossible en raison des travaux sur chemin de CDN	Bonjour, depuis des mois et encore pour des années, les travaux sur Chemin CDN suppriment des dizaines (voire des centaines) places de stationnement. Il est devenu quasi impossible de trouver un stationnement pour moi qui habite avenue Forest Hill, sachant qu'il n'y a pas assez de stationnement privé. Il faut passer des heures tous les jours pour trouver une place (ce qui engendre beaucoup de pollution). Je ne peux plus inviter un ami ou ma famille chez moi car ils ne peuvent plus stationner leur voiture, ce qui source d'isolement. Quelles solutions proposez-vous ? Quel dédommagement pour ceux qui subissent ce désagrément tous les jours pendant des mois ?
23	Martine	R	The Depots Social Justice Club	Santé	Allez-vous, dans les mois à venir, donner aux Infirmier praticien les mèmes responsabilités que l'Ontario et d'autres provinces du Canada ? Si non, pouvez-vous nous en donner la raison ?
24	john	margolis	Concordia-International Olympic Weightlifting club	Support for individual sport with small membership numbers.	Congratulations to our new mayor and council members. Will the council be offering support to small membership individual sports ? Team sports clearly produce more impressive membership statistics. However, there is also a clientele more attunded to individual and solo training and sport.. In order to maintain the infrastructure that requires we would certainly appreciate support from the Borough to ensure that infrastructure's continued viability. Thank you.
25	Kimberlee	Stedl		Plus de poubelles autour de l'Ecole Saint-Luc	Je demande à la ville de faire quelque chose immédiatement pour augmenter l'emplacement des poubelles autour de L'École Saint-Luc et de revoir l'horaire de ramassage des ordures pour qu'il soit plus fréquent. Précisement, on a besoin d'une poubelle près de l'arrêt de bus devant l'entrée principale Nous avons un sérieux problème avec un manque de poubelles s et une collecte très peu fréquente des ordures sur les terrains entourant L'École Saint-Luc, 6300, chemin de la Côte-Saint-Luc. C'est un problème persistant

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
					depuis plusieurs années qui est pire maintenant à cause de la pandémie et de tous les masques jetés. Les étudiants des écoles publiques méritent d'être traités avec dignité. C'est le fondement de la société québécoise d'avoir l'égalité et les services publics accessibles à tous.
26	Steven	Karook	The Depot's Social Justice Club	Transportation	While we recognize that making transport affordable to Montrealer's is an ongoing and long process, can we work for now, to make transportation free only during non rush hours as a pilot project?
27	Audrey	Klewer		My building is being gentrified by a company that is getting away with destroying the inhabitants quality of life.	There is major work going on in our building (large 7 floors) & on our street; jack hammering, crow bars flying at steel tubs on every floor, starting at 7am & going on through the days. For weeks this torment has been endured & is allowed so long as they notify us and there is no end in sight. How can this be allowed? Tenants who are elderly living here for 30 years or more, families with no way to stop what and how this company is treating us during a pandemic. For so many reasons we, the tenants, need help & protection from companies like Hazelview Properties' gentrification of our homes and our borough.
28	Jonathan	Stein	Coalition de Skatepark NDG	Proposed Project Of The Construction Of A New Skatepark In NDG	Can the council commit to a start date for the consultation meetings with the skatepark user committee to begin the design of the proposed skatepark at Benny? The Coalition de skatepark NDG has assembled the committee and we and the Association Skateboard Montreal are ready to start meetings right away.
29	Cynthia	Angrave	The Depot's social justice club	Low cost housing	What is your plan to increase low cost housing and will you look at other solutions than building more buildings? Are we going to look at solutions that seek to maintain and restore what is currently available?
30	Line	Bonneau	AmiEs du boisé Dora-Wasserman	Boisé Dora-Wasserman	Les services de l'arrondissement, la police et les pompiers sont au courant qu'un campement est établi au boisé Dora-Wasserman depuis l'automne. En présumant que ceci consiste en une occupation non autorisée du domaine public, pouvez-vous partager avec nous la procédure établie par les services de l'arrondissement pour d'une part, retirer ce campement du boisé Dora-Wasserman, site d'un projet de revitalisation et de protection de la biodiversité depuis 2018 et d'autre part, de le faire de manière

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
6 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

	Prénom	Nom	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
					humanitaire? Quel est l'échéancier que les services de l'arrondissement se donnent pour retirer les matelas, les meubles, la tente, et autres objets ou ordures présentement sur le site?
31	Hannah	Stratford-Kurus	Depot NDG Social Justice Club	STM	Request to install bed shelters along Fielding. Current lack-of is an act of discrimination.
32	Louise	Beaudry		Ce que la ville a fait comme job travaux pour éviter une autre inondation rue Earnscliffe Pcq j'ai problème avec assurances	Travaux faits par la ville pour éviter inondations sur Earnscliffe pcq problème tassurances

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 13 décembre 2021 à 19 heures, le tout en conformité avec l'Arrêté numéro 2020-029 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 26 avril 2020, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Despina Sourias, conseillère du district de Loyola;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement substitut.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA21 170328

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 13 décembre 2021 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

_____

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

Gracia Kasoki Katahwa	• Condoléances aux proches d'Étienne Ducas-Vézina • Remerciements et travail à venir • Visite du MADA • Mandat d'administratrice à la STM • Points à l'ordre du jour du CA : contributions aux organismes, bail et prêts de locaux, mesures pour les commerces, motion pour le loisir public

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

	• Souhaits des fêtes
Stephanie Valenzuela	• Renouvellement des prêts de locaux au 6767 Côte-des-Neiges • Multiculturalisme de la ville • Projection pour la SDC Côte-des-Neiges • Souhaits des fêtes • Événement virtuel de la communauté philippine
Despina Sourias	• Importance des instances de concertation sectorielles • Table des organismes jeunesse • Souhaits des fêtes
Sonny Moroz	• Conseil pour les citoyens • Motion au conseil municipal concernant la participation démocratique et demande d'étude indépendante • Conseils d'arrondissement en 2022 • Mois tamoul • Vote contre le budget en arrondissement • Soutien à l'idéal de société tolérante
Peter McQueen	• Condoléances à la famille Ducas-Vézina • Action prévention suicide • Membre de la CMM – motion sur le logement de la mairesse Plante • Travail avec les commerces • Visite du père Noël sur l'avenue de Monkland et la rue Sherbrooke Ouest • Souhaits des fêtes
Magda Popeanu	• Remerciements • Arrêts des services numériques de la Ville • Déneigement – Politique de déneigement • Félicitations à la SDC Côte-des-Neiges • Ordonnances à l'ordre du jour

_____

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Nancy Azzi	Sentier parc NDG/Patinoire parc NDG
• Adam Wertheimer	Boucle pour l'autobus rue Elmhurst et voies réservées
• Darby MacDonald *Projet Genèse*	Rencontre avec la mairesse
• Jessica Nguyen	Fermeture du poste de quartier 11
• Jean-Yves Popovic	Conduite d'égout manquante sur l'avenue Godfrey
• Dina Husseini	Sécurisation pour les piétons – intersection Eckers/Wilderton
• Jeremy Marion	Stationnement – secteur Côte-Saint-Luc/Montclair
• Félicia Balzano *SDC Côte-des-Neiges*	Promotion commerciale
• Elliot Coltin	Pavage du chemin Queen-Mary
• Line Bonneau	Intersection Côte-des-Neiges/Queen-Mary
• Simon Paquette Association des piétions et cyclistes de NDG	Sécurité cyclable
• Maria Braker	Patinoire au parc Maurice-Cullen
• Michael Anderson	Accès à la station Canora
• Diane Chambers	Détérioration du théâtre Empress
• JP Tan	Parcs locaux
• Sharon Leslie	Consultation de la communauté – théâtre Empress



• Ron Pelletier	Sécurisation de l'intersection Cavendish et Sherbrooke
• Geneviève Huftier Tabourin	Fluidité de la circulation de l'autobus 51 sur le chemin Queen-Mary
• Frédéric Mercier	Patinoire au parc Maurice-Cullen
• Libby Cohen *Syndicat de copropriété – 7575 Westover*	Centre d'achat Robert-Burns
• Adam Gordon	Réfection des routes et trottoirs
• Sally DeVera	Financement de l'arrondissement

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

* en annexe au présent procès-verbal, la liste complète des questions des citoyens.

RÉSOLUTION CA21 170329

PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ET DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De prolonger la période de questions et demandes du public pour une durée de 10 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PROLONGATION - PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Nigel Spencer *Piéton Montréal Pedestrian*	Signalisation sur Queen-Mary (entre Victoria et Clanranald) et Décarie
• Norman Sabin	Intersection Terrebonne / Grand
• Mark Goldsmith	Patinoire au parc Maurice-Cullen

La prolongation de la période de questions et de demandes du public de 10 minutes est maintenant terminée.

* en annexe au présent procès-verbal, la liste complète des questions des citoyens.

Madame la mairesse suspend la séance pour une pause de 7 minutes. La séance reprend à 21 h 20.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

● Sonny Moroz	Demande d'organiser une rencontre en janvier concernant l'utilisation hivernale des parcs. Demande s'il est possible d'ajouter une 2e minuterie pour les citoyens posant leur question en direct, et s'il est possible de faire un gros plan sur la personne qui parle pour améliorer l'accessibilité des personnes malentendantes.

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance.

RÉSOLUTION CA21 170330

DÉCLARATION DES ÉLU-ES - COVID-19

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

Que les membres du conseil d'arrondissement, élu-es le 7 novembre 2021, se déclarent adéquatement protégé-es contre la COVID-19 afin d'assumer leurs fonctions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

15.01 1213930002

RÉSOLUTION CA21 170331

CONTRAT - AFFLECK DE LA RIVA ARCHITECTES - CLOS DE VOIRIE MADISON - PROJET 4

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder à Affleck de la Riva Architectes le contrat de services professionnels pour le projet de rénovation d'un bâtiment de service au clos de voirie Madison (contrat 4 - Projet 4), aux prix et conditions de sa soumission;

D'autoriser une dépense à cette fin de 66 685,50 $, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 13 337,10 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D’autoriser une dépense additionnelle de 16 671,38 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 96 693,98 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1216290035

RÉSOLUTION CA21 170332

CONTRAT - AFFLECK DE LA RIVA ARCHITECTES - CLOS DE VOIRIE MADISON - PROJET 5

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder à Affleck de la Riva Architectes le contrat de services professionnels pour le projet de construction d’une dalle et système de lavage d’équipements et matériel roulant et autres travaux de sécurisation au clos de voirie Madison (contrat 4 - Projet 5), aux prix et conditions de sa soumission;

D'autoriser une dépense à cette fin de 74 158,88 $, incluant toutes les taxes;

D’autoriser une dépense additionnelle de 14 831,78 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D’autoriser une dépense additionnelle de 18 539,72 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 107 530,38 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1216290036

RÉSOLUTION CA21 170333

BAIL - 9071-7448 QUÉBEC INC. - 6585, CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES

La conseillère Stéphanie Valenzuela déclare son intérêt personnel et s’abstient de participer aux délibérations et au vote.



Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Sonny Moroz

D'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 9071-7448 QUÉBEC Inc., des locaux situés au 6585, chemin de la Côte-des-Neiges, d'une superficie d'environ 1 595 m², à des fins d'activités communautaires et de loisirs, pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de dix (10) ans, à compter du 1er septembre 2021, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale est de 3 948 002,35 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'Arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1216025009

RÉSOLUTION CA21 170334

PRÊT DE LOCAUX - 11 ORGANISMES - CENTRE COMMUNAUTAIRE "LE 6767"

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Stéphanie Valenzuela

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser la signature de onze ententes de prêt de locaux avec onze organismes sans but lucratif occupant les locaux du Centre communautaire « Le 6767 », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, avec une possibilité de prolongation d'un an soit jusqu'au décembre 2024, le tout représentant des recettes totales de 214 924,80 $, toutes les taxes incluses, si applicables;

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Association des parents de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 14 956,32 $ toutes taxes incluses;

D'autoriser la signature d'un prêt pour les locaux occupés au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Baobab familial, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 40 512,96 $ toutes taxes incluses;

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Club de l'âge d'or « le Dragon d'or », et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 10 491,84 $ toutes taxes incluses;

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Communauté vietnamienne au Canada région Montréal, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 11 784 $ toutes taxes incluses;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D’autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Corporation du développement communautaire de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 6 820,32 $ toutes taxes incluses;

D’autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Femmes du monde de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 20 831,52 $ toutes taxes incluses;

D’autoriser la signature d'un prêt pour les locaux occupés au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Service d’interprète, d’aide et de référence aux immigrants (SIARI), et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 55 591,44 $ toutes taxes incluses;

D’autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV), et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 27 773,52 $ toutes taxes incluses;

D’autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme le Centre de ressources de la communauté noire, et ce, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 26 162,88 $ toutes taxes incluses;

D’autoriser la signature pour la gratuité du local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et ce, pour une durée de mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 0 $;

D’autoriser la signature pour la gratuité du local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l’organisme Club Ami, et ce, pour une durée de mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, le tout représentant une valeur de 0 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1218159002

RÉSOLUTION CA21 170335

CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE ET CONVENTION - À DEUX MAINS INC.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias
Peter McQueen

D'accorder une contribution financière à À Deux Mains Inc., totalisant 122 067,20 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation d'une programmation « Programme - Animation de loisirs » volet J2000, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;



D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1214385018

RÉSOLUTION CA21 170336

CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE ET CONVENTION - JEUNESSE BENNY

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'accorder une contribution financière à Jeunesse Benny, totalisant 89 599,26 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation du projet « Programme - Animation de loisirs », pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et approuver le projet de convention à cette fin;

De signer la convention suite au dépôt des états financiers vérifiés audités pour l'année 2020 après le 15 décembre 2021;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1214385024

RÉSOLUTION CA21 170337

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES ET CONVENTIONS - CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE CÔTE-DES-NEIGES - CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

La conseillère Despina Sourias déclare son intérêt personnel et s'abstient de participer aux délibérations et au vote.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'accorder un soutien financier totalisant 42 640 $ (incluant toutes les taxes si applicables), à l'organisme Carrefour jeunesse emploi de Côte-des-Neiges pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse de Côte-des-Neiges pour la période se terminant le 31 décembre 2023;

D'approuver le projet de convention à cette fin;



D'accorder un soutien financier totalisant 42 640 $ (incluant toutes les taxes si applicables), à l'organisme Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce pour la période terminant le 31 décembre 2023;

D'approuver le projet de convention à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1219160003

RÉSOLUTION CA21 170338

PROLONGATION DE CONVENTION - LES GENS D'AFFAIRES NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (BIZ NDG)

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen
Despina Sourias
Sonny Moroz

De prolonger la période de la convention jusqu'au 30 juin 2022 (initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2021) pour la contribution financière de 101 143 $ accordée à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, dans le cadre du « Fonds de dynamisation des artères commerciales 2021 »;

D'approuver le projet d'addenda à cette fin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1215284012

RÉSOLUTION CA21 170339

CONVENTION ET SOUTIEN FINANCIER - SOCENV - ÉVICTIONS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Stéphanie Valenzuela

appuyé par Magda Popeanu
Sonny Moroz

D'approuver la signature d'une convention de service entre l'arrondissement et la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour réaliser un projet visant la gestion humanitaire et environnementale des biens disposés en bordure de rue lors d'une éviction, du 1er janvier au 31 décembre 2022;



D'autoriser à cette fin une dépense de 114 975 $ (taxes incluses) et de constituer une réserve de 19 545,75 $ (taxes incluses) pour les évictions dépassant le nombre initialement prévu (100);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1218268006

_____

RÉSOLUTION CA21 170340

CALENDRIER 2022 - SÉANCES DU CA

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver, tel que soumis, le calendrier et le lieu des séances ordinaires pour l'année 2022.

Dates
Lundi 7 février
Lundi 7 mars
Lundi 4 avril
Lundi 2 mai
Mardi 7 juin
Lundi 20 juin
Mardi 6 septembre
Lundi 3 octobre
Lundi 7 novembre
Lundi 5 décembre

Le conseil d'un arrondissement doit tenir au moins 10 séances ordinaires par année.

Toutes les séances ordinaires se tiennent à 19 heures.

Les séances ordinaires et extraordinaires se tiendront à la salle du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, située au rez-de-chaussée du 5160, boulevard Décarie, Montréal. Toutefois, selon l'évolution de la pandémie due à la COVID-19, les séances pourraient se tenir en vidéoconférence seulement, en présentiel avec public restreint ou dans des salles mieux adaptées à la mise en place de mesures sanitaires.

_____

Un débat s'engage.

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1214570012

RÉSOLUTION CA21 170341

DÉPENSE ADDITIONNELLE - TRAVAUX DE RÉFECTION - BIBLIOTHÈQUE CÔTE-DES-NEIGES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser une dépense additionnelle de 3 547,04 $, incluant les taxes, pour l'ajustement de contingences en lien avec les travaux de réfection de la chambre de télécommunication dans le cadre du projet de rénovation de la bibliothèque Côte-des-Neiges;

D'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1217838004

RÉSOLUTION CA21 170342

AUTORISATION DE DÉPENSES - FOURNITURE BIENS ET SERVICES POUR 2022

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser des dépenses de la somme de 4 671 300 $, pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1216954008

RÉSOLUTION CA21 170343

ORDONNANCE - ARRÊT OBLIGATOIRE - AVENUE ELLENDALE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa



appuyé par Magda Popeanu

D'édicter, en vertu du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1, articles 3 et 4), l'ordonnance OCA21 17059 pour l'installation d'un arrêt obligatoire sur l'avenue Ellendale en direction nord-est à l'intersection de la rue Mcshane.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1218972001

_____

RÉSOLUTION CA21 170344

ORDONNANCES - PROMOTION COMMERCIALE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'édicter, en vertu du *Règlement sur les promotions commerciales* (R.R.V.M., chapitre P-11 modifié par le RCA20 17341, article 17.4), l'ordonnance OCA21 17060 jointe à la présente décrétant une promotion commerciale dans toutes les zones où sont autorisées les usages de la famille commerce en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), du 1er janvier au 30 avril 2022, afin de permettre les abris d'attente, la vente et les cafés-terrasses dans les cours avant, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec, à certaines conditions;

D'édicter, en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 515), l'ordonnance OCA21 17061 jointe à la présente permettant des enseignes temporaires du 1er janvier au 30 avril 2022, à certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1219223005

_____

RÉSOLUTION CA21 170345

ORDONNANCES - PROMOTIONS COMMERCIALES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), les ordonnances OCA21 17062 et OCA21 17063 jointes à la présente permettant de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux



exigences de ces ordonnances du 1er janvier au 30 avril 2022, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec;

D'édicter, en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce* (01-276, art. 515), les ordonnances OCA21 17064 et OCA21 17065 jointes à la présente permettant des enseignes temporaires du 1er janvier au 30 avril 2022, à certaines conditions;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3, article 20), les ordonnances OCA21 17066 et OCA21 17067 jointes à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, du 1er janvier au 30 avril 2022, à certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1219223006

RÉSOLUTION CA21 170346

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 7 750 000$ pour la réalisation de travaux de réfection et de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements et dépose le projet de règlement.

40.04 1217078004

RÉSOLUTION CA21 170347

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA21 17354

ATTENDU QUE le projet de règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2022 a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA21 17354 sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2022.

Le conseiller Peter McQueen, les conseillères Despina Sourias et Magda Popeanu votent en faveur de la proposition.

La conseillère Stéphanie Valenzuela et le conseiller Sonny Moroz votent contre la proposition.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

40.05 1216954007

_____

RÉSOLUTION CA21 170348

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA21 17355

ATTENDU QUE le règlement modifiant le *Règlement sur les promotions commerciales* (c. P-11) à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2022, afin d'aider les commerçants à s'adapter face aux imprévus de la pandémie a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QU'UNE copie du projet de règlement a été mise à la disposition du public;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA21 17355 modifiant le *Règlement sur les promotions commerciales* (c. P-11) à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2022, afin d'aider les commerçants à s'adapter face aux imprévus de la pandémie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1215284018

_____

RÉSOLUTION CA21 170349

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA21 17356

ATTENDU QUE l'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) prévoit que le conseil municipal peut approuver le budget d'une société de développement commerciale, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements;

ATTENDU QUE le conseil municipal lors de son assemblée du 25 août 2003 a adopté le *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissements de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108);

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement lors de son assemblée du 27 juin 2017 a autorisé la constitution de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges;

ATTENDU QUE le règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QU'UNE copie du projet de règlement a été mise à la disposition du public;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA21 17356 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1215284017

RÉSOLUTION CA21 170350

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA21 17357

ATTENDU QUE le règlement suivant a été précédé d'un avis de motion donné à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c.C-19);

ATTENDU QUE l'objet, la portée et le coût de ce règlement d'emprunt sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

ATTENDU QUE des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter le règlement d'emprunt RCA21 17357 autorisant le financement de 6 626 000 $ pour la réalisation de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1217078001

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA21 170351

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA21 17358

ATTENDU QUE le règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QU'une copie du projet de règlement a été mise à la disposition du public;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, avec changement, le règlement RCA21 17358 sur les tarifs (exercice financier 2022).

Le conseiller Peter McQueen, les conseillères Magda Popeanu et Despina Sourias votent en faveur de la proposition.

La conseillère Stéphanie Valenzuela et le conseiller Sonny Moroz votent contre la proposition.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

40.09 1214570014

_____

RÉSOLUTION CA21 170352

PIIA - 5139, AVENUE DE COURTRAI

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-95 (résolution CA17 170049), les travaux visant l'installation d'une enseigne commerciale au 5139, avenue de Courtrai, tel que présenté sur les plans soumis par le requérant et estampillés par la Division de l'urbanisme en date du 4 novembre 2021 et joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3003043182.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

40.10 1216290039

RÉSOLUTION CA21 170353

PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-131

ATTENDU qu'il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan / 5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa
Sonny Moroz

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017);

De mandater la secrétaire d'arrondissement, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021, pour remplacer l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours et en fixer les modalités.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 648 720 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment commercial existant situé au 5055 rue Buchan, la construction et l'occupation du bâtiment aux fins de l'usage de la catégorie H.7 (36 logements et plus) de la famille Habitation sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a. articles 10 afin d'autoriser une hauteur maximale de 32 mètres et de 7 à 10 étages;
b. article 34 afin d'autoriser une densité approximative de 4,8;



c. articles 52 à 65 afin d'autoriser des marges avant minimale de 4,2 mètres sur la rue Paré et de 5,2 mètres sur la rue Buchan;
d. article 123 afin d'autoriser l'usage de la catégorie H.7;
e. article 328 afin d'autoriser un volume en saillie dans une marge à 1,7 mètre de la limite avant donnant sur la rue Buchan;
f. article 573.4 afin d'autoriser une distance entre deux voies d'accès de moins de 7,5 mètres.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 5055 RUE BUCHAN

4. En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, la demande de démolition doit être accompagnée des documents supplémentaires suivants :

a) un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
b) un plan de gestion des matières résiduelles des futures occupations;
c) un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

5. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, le requérant doit produire :

a) une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution, et ce, dans les 12 mois suivants la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;
b) une lettre de garantie bancaire correspondant à 20% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du projet de construction et d'aménagement paysager, incluant la conservation et la protection des arbres identifiés;
c) l'accord des propriétaires adjacents autorisant l'abattage des arbres mitoyens;
e) un document montrant les mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) et l'arbre public sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B.

La lettre de garantie bancaire que doit fournir le requérant préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation doit :

a) garantir le respect des conditions imposées par la présente résolution et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé;
b) être délivrée par une institution financière canadienne;
c) être irrévocable et inconditionnelle;
d) demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de démolition, le programme de réutilisation du sol dégagé et les conditions imposées par la présente résolution soient réalisés, ou qu'une nouvelle garantie équivalente soit déposée dans le cadre de la demande de construire.

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET



D'OCCUPATION DU BÂTIMENT SITUÉ À L'ADRESSE PROJETÉE 5070 RUE PARÉ

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect des conditions suivantes :
a) le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %;
b) le COS maximal du bâtiment est de 4,8;
c) la hauteur du bâtiment ne doit pas dépasser 10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré;
f) aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée;
g) un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural;
h) un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment;
i) le toit de la portion du bâtiment de 7 étages doit être aménagé avec une terrasse commune et être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2.
j) 13 arbres doivent être plantés sur le site.
k) le pourcentage de verdissement en pleine terre doit être de 8% au minimum.
l) aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) 16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96m^2 doivent être prévus.

SECTION III
DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :
a) d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant les arbres, les variétés, les dimensions des arbres qui seront plantés sur le site en cohérence avec les arbres publics plantés sur le domaine public;
b) d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
1° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
2° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
3° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
4° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
5° la méthode de collecte privée ou publique;
6° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

SECTION IV
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA DÉLIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

8. La conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

SECTION V
DÉLAIS DE RÉALISATION

9. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de construction.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

10. La délivrance d'un permis de construire ou de transformation impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

11. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :
Favoriser la construction d'un bâtiment de facture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° l'expression architecturale retenue doit être adaptée à la transversalité du lot et à la trame urbaine;
2° l'ensemble des façades doivent être traitées de manière cohérente;
3° l'effet de masse créé par les volumes des bâtiments doit être atténué par le jeu de différents volumes et des textures;
4° les appareillages de briques sur les murs de maçonnerie doivent être privilégiés et l'utilisation de panneaux tympans métalliques doit être limitée à des interventions ponctuelles dans la composition des façades;
5° l'entrée secondaire sur la rue Buchan doit être mise en valeur par le recul des colonnes sous le volume en saillie et par une bonification du verdissement et des aménagements au sol;
6°Le traitement architectural du volume en saillie doit apporter une certaine légèreté au bâtiment.
7° les aménagements extérieurs proposés dans les deux cours avant doivent être aménagés en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;
8° l'impact sonore et visuel des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit doit être minimisé;
9° le projet doit tendre à respecter l'implantation, le concept architectural et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe C.

Objectif 2 :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorise et multiplie les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° la plantation d'arbres à moyen ou grand déploiement est favorisée;
2° la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux est favorisée;
3° les équipements mécaniques sont positionnés de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;
4° une portion significative de l'aménagement paysager est composée de matériaux perméables qui contribue à la gestion écologique des eaux sur le site;
5° un aménagement paysager dense permet de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS);
6° la gestion des matières résiduelles proposée a un impact mineur sur les circulations piétonnes, cyclables et véhiculaires;
7°un espace dédié à l'entreposage temporaire des matières résiduelles doit être pourvu, sur au plus 3 côtés, d'un écran paysager à feuillages persistants ou d'une

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

clôture opaque ou d'un élément architectural qui s'harmonisent avec le bâtiment. Cet écran doit avoir comme fonction de protéger et de dissimuler cet espace.
8° le projet d'aménagement paysager doit tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé en annexe D.

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
«Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres»

ANNEXE C
Implantation, élévations et perspectives projetées.

ANNEXE D
Plan d'aménagement paysager
Plan de plantation projeté
Lettres des 2 propriétaires voisins autorisant l'abattage des arbres mitoyens

---

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1216290025

RÉSOLUTION CA21 170354

REFUS D'ADOPTION - PROJET PARTICULIER PP-114

ATTENDU que lors de sa séance du 15 septembre 2021, le comité consultatif a recommandé de refuser la demande;

ATTENDU que le projet ne respecte pas les critères d'évaluation des paragraphes 2° et 3° de l'article 9 du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et considérant notamment que :

- la nouvelle occupation de l'immeuble n'est pas compatible avec le milieu d'insertion puisque l'immeuble est situé au cœur d'un quartier de faible densité composé essentiellement d'habitations unifamiliales;
- la localisation de l'usage résidentiel à l'intérieur du bâtiment, au-dessus d'une aire de stationnement intérieure, ne permet pas la création d'un logement de qualité et ne s'harmonise pas avec la qualité exceptionnelle des logements du secteur;
- la proposition réduit la superficie des 3 autres logements à construire et entraîne la perte d'espace de rangements essentiels à la qualité et la fonctionnalité des unités résidentielles proposée dans le permis de transformation 3001180934-20;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- la proposition ne comporte aucune plus-value pour l'ensemble de la collectivité et du secteur;
- considérant que lors de sa séance du 15 septembre 2021, le CCU a émis un avis défavorable au projet proposé.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen
Magda Popeanu

De refuser l'adoption du projet de résolution décrit ci-dessous en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) qui aurait pour effet de permettre la transformation du bâtiment situé au 5867, chemin de la Côte-Saint-Antoine en quatre unités résidentielles.

___

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire tel que défini sur le plan joint à l'annexe A.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, les usages des catégories H.4 y sont autorisés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

3. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), l'usage « H.4 » de la famille habitation pour un maximum de 4 logements est autorisé.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.12 1216290024

RÉSOLUTION CA21 170355

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - OCTOBRE ET NOVEMBRE 2021

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour le mois de novembre 2021 et toutes les dépenses du mois d'octobre.

60.01 1217479012

RÉSOLUTION CA21 170356

MOTION - IMPORTANCE DU LOISIR PUBLIC

ATTENDU QUE, le 23 août dernier, le conseil municipal a adopté, à l'unanimité, la déclaration visant à reconnaître l'importance du loisir public à Montréal et qu'il a, par conséquent, été résolu que :

La Ville de Montréal :

1- réaffirme l'importance du loisir public comme un service essentiel incontournable au développement socioéconomique et culturel des communautés, et un service de proximité au cœur du mode de vie de la population montréalaise et de sa qualité de vie;

2- reconnaît que le loisir public constitue un apport indéniable à la santé, tant physique que mentale et sociale de toutes et tous, la pandémie ayant mis en lumière comme jamais auparavant la pertinence sociale de la mission du loisir au sein des arrondissements, des quartiers et des milieux de vie;

3- reconnaît l'exceptionnelle contribution des organismes partenaires en loisir public qui, grâce à leur solide expertise, contribuent à dynamiser nos quartiers au quotidien et à faire rayonner notre métropole, et qui ont su démontrer une résilience exemplaire tout au long de la pandémie afin de constamment adapter les offres de services;

4- s'engage à tout mettre en œuvre, en étroite collaboration avec les arrondissements et les acteurs-trices du loisir montréalais, afin de doter la métropole d'une vision du loisir public accessible, rassembleuse, inclusive, novatrice et tournée vers l'avenir, qui positionnera Montréal comme une réelle leader nationale en la matière, et qui inspirera la toute 1ère Politique montréalaise du loisir public.

ATTENDU QUE le loisir est un droit reconnu depuis 1948 et proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (article 24);

ATTENDU QUE, tel que reconnu par la Charte montréalaise des droits et responsabilités de 2006 (article 22), « aux fins de favoriser la jouissance par les citoyennes et les citoyens de leur droit au loisir, à l'activité physique et au sport, la Ville de Montréal s'engage à :



a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif;
b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie;
c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs »;

ATTENDU QUE, tel que reconnu dans la Déclaration de Québec (2008), adoptée lors du 10e congrès de l'Organisation mondiale du loisir (OML), le loisir contribue à la qualité de vie et à la santé des personnes et de leur communauté, tout autant qu'à leur développement social, économique et culturel;

ATTENDU QUE la planification stratégique Montréal 2030 reconnaît l'importance de bâtir une ville à échelle humaine, une dimension qui est au cœur même de l'organisation du loisir public;

ATTENDU QUE le Plan nature et sports reconnaît les multiples effets bénéfiques de la pratique de l'activité physique et l'importance d'offrir un réseau de grands parcs et d'infrastructures sportives exemplaires, ainsi qu'une offre de services accessibles et inclusifs;

ATTENDU QUE tel que reconnu par la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal, la pratique artistique amateur et le loisir culturel sont bénéfiques pour la persévérance scolaire et le développement de l'estime de soi;

ATTENDU QUE, selon l'AQLM («Loisir, communauté locale et qualité de vie - Une politique du Loisir au Québec », 2000, p.8), « Il est bien établi (…) que le choix d'un lieu de résidence tient compte de l'existence d'équipements, d'installations et de services fonctionnels reliés aux activités récréatives et aux opportunités de loisir en général »;

ATTENDU QUE le loisir public est un puissant vecteur d'inclusion sociale, de rétention des familles et de développement de la qualité de vie des quartiers au bénéfice de toutes les Montréalaises et de tous les Montréalais;

ATTENDU QU'une offre de loisir diversifiée, de qualité, de proximité, accessible à toutes les Montréalaises et à tous les Montréalais et adaptée aux nouvelles réalités de la population est importante;

ATTENDU QUE le mandat de Diagnostic du loisir public montréalais réalisé en 2019 par la Commission permanente sur la culture, le patrimoine et les sports afin de « jouer un rôle de leadership et faire de Montréal une référence en loisir », et le rapport de recommandations ont été déposés au conseil municipal d'octobre 2019;

ATTENDU QUE selon l'article 4 de la *Loi sur les compétences municipales*, toute municipalité locale (ville ou arrondissement) a compétence dans les domaines de la culture, des loisirs, des activités communautaires et des parcs;

ATTENDU QU'en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (article 141), « le conseil d'arrondissement est […] responsable de l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels [et qu'il] peut notamment à cette fin soutenir financièrement des organismes dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique ou culturelle »;

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Sonny Moroz

Que l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce appuie la déclaration adoptée à l'unanimité par le conseil municipal le 23 août 2021, reconnaissant ainsi toute l'importance du loisir public à Montréal.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.01 1213571019

_____

RÉSOLUTION CA21 170357

APPUI AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Stéphanie Valenzuela

D'appuyer les projets suivants afin que ces derniers puissent bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme de soutien aux infrastructures sportives et récréatives scolaires et d'enseignement supérieur :

- Réfection d'infrastructures du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM) : piscine/bassin de plongeon et stade extérieur;
- Aménagement de nouveaux gradins permanents pour les terrains de sports extérieurs au Campus Loyola, Université Concordia;
- Rénovation majeure de l'aréna, Collège Jean-de-Brébeuf;
- De s'engager à convenir d'une entente de service avec ces organismes afin que ces derniers demeurent accessibles à l'ensemble de la population de l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1214385023

_____

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 00.

_____	_____
Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement substitut

Les résolutions CA21 170328 à CA21 170357 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ANNEXE : Liste complète des citoyens inscrits et leurs questions.



Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
13 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s.

	Prénom	Nom	Genre	Organisme représenté (s'il y a lieu)	Sujet de la question	Question ou commentaire
1	Nancy	Azzi	Femme		Sentiers parc NDG / Patinoire parc NDG	1. À quand la réfection des sentiers piétonniers du parc NDG? Plusieurs sentiers sont dans un état pitoyable, surtout ceux qui longent la rue Marcil. 2. Est-ce possible d'affecter un plus grand budget pour l'entretien de la patinoire au parc NDG? Depuis plusieurs années, l'entretien est très irrégulier et déficient, parfois même inexistant pendant des semaines. La demande est grandissante pour les activités extérieures, surtout dans le parc NDG.
2	Adam	Wertheimer	Man		Elmhurst bus loop and bus lanes in CDN/NDG	I would first like to congratulate our elected officials on this mandate. I am hoping that they will be able to rise above party politics and focus on the things that unite them (tackling housing, active/public transit, local businesses etc). I have two questions about bus service. 1. I was looking for information on the Elmhurst bus loop. With the bus lane on sherbrooke, rush hour trips on the 105 were greatly improved, but there were still lots of lineups and not enough capacity to meet demand. I was wondering if there are plans to expand the Elmhurst loop to run articulated buses. The plot of land has been empty for at least a decade! 2. I was wondering if there were any plans to improve bus service. The STM has released their "Mouvement Bus" plan, to greatly increase the number of bus lanes by 2025, but no specifics are out yet. In 2019, the 51 was the fifth busiest line on the island, mostly carrying NDGers to Snowdon and back, but it is often stuck behind cars on Queen Mary.
3	Darby	MacDonald	Autre	Projet Genèse	Rencontre avec Projet Genèse	Bonsoir Madame la Mairesse et bienvenue aux nouveaux et anciens membres du conseil, Projet Genèse est une organisme communautaire dans notre

						arrondissement qui cherche à protéger et à améliorer les droits des locataires vulnérables et des personnes à faible revenu dans le quartier. Nous aimerions rencontrer la nouvelle mairesse et nous présenter ainsi que notre travail. Nous vous avons contacté et nous aimerions avoir une réponse et fixer un rendez-vous prochainement. Pouvons-nous espérer que vous nous répondrez rapidement pour discuter de ces questions importantes ?
4	Jessica	Nguyen	Femme		Closing police station 11	My question is to Peter McQueen. You supported the closing of NDG's only police station and said sending our police to Cote-st-luc would lead to better services. It has not, but many of us thought that by Valerie Plante promising to hire 250 new police officers, it would increase police visibility in NDG. Now, she says she meant most hires are to replace retiring officers. Like many, I feel cheated and deceived. What will be done by your administration and yourself to address the problem with police services in NDG?
5	Jean-Yves	Popovic	Man		Conduite d'égout manquante sur Ave Godfrey	La portion de l'Avenue Godfrey au sud du Parc Leduc ne comporte pas de conduite d'égouts, ce que nous avons appris à nos dépens lors de la reconstruction de notre propriété détruite par un incendie en 2017. Les 3 propriétés adjacentes concernées (6226 et 6220 Godfrey, et 4094 Grand Blvd) sont reliées entre elles par une conduite ancienne, vétuste et percée, qui se déverse dans la conduite de Grand Blvd. Ceci n'est évidemment pas conforme, et représente un risque de contamination et de salubrité. Une requête pour poser un égout unitaire est ouverte depuis octobre 2018 (No 18-341-739) et serait entre les mains de la DRE. Nous avons dû installer un système hybride à 2 sorties, pour pouvoir se raccorder au réseau lorsque celui serait installé. Question : les travaux d'installation de l'égout unitaire sont-ils planifiés? Sont-ils synchronisés avec les travaux de remplacement des entrées de service d'eau potable en plomb (afin d'éviter 2 chantiers consécutifs sur la même portion de rue)?
6	dina	husseini	Femme		URGENCE *SÉCURISATION PIÉTON* INTERSECTION EKERS/WILDERTON	Bonjour, Félicitations aux élu.e.s pour votre mandat. Ca fait plusieurs mois/année que je fais la demande d'ajouter un arrêt ou une lumière à l'intersection Wilderton/Ekers. Malheureusement, la réponse qu'on a eu est celle d'ajouter des peintures blanches au milieu de la route. Or, cette intersection très dangereuse n'est jamais

						respecté par les automobilistes (ni même les autobus STM!). Lorsque je veux circuler, il est presque dangereux d'y traverser parce que les voitures roulent très rapidement, mais aussi parce qu'ils ne respectent pas les lignes blanches de l'intersection. Dans ce sens, il n'est jamais prévisible de se sentir en sécurité lorsqu'on traverse cette intersection. Je tiens à savoir s'il y aura des réelles mesures concrètes et à long terme pour ajouter un arrêt aux 4 intersections de cette rue ?
7	Jeremy	Marion	Homme		Stationnement	Étant donné les buildings aux alentours des rues Côte St -Luc et Montclair, ainsi que la réglementation interdisant le stationnement de nuit dans tout Côte St Luc, nous éprouvons beaucoup de difficultés à nous stationner à une distance raisonnable de notre maison. La réglementation actuelle interdit le stationnement en façade (malgré que la disposition spécifique des duplex sur la rue montclair permettrais la construction d'aires de stationnement respectant l'environnement par des haies de cèdres), quelle est la solution pour venir en aide au résident des rues affectées?
8	Félicia	Balzano - Directrice générale	Femme	SDC Côte-des-Neiges	Promotion commerciale	En mon nom et celui de la SDC Côte-des-Neiges, nous souhaitons vous remercier d'appuyer nos actions et celles de nos commerçants en établissant et en prolongeant les périodes de permis de promotion commerciale et leurs conditions. Cette mesure contribue concrètement au dynamisme de nos artères commerciales autant en période estivale qu'hivernale. Cette solution innovante répond activement à la situation actuelle est représente un véritable exemple pour les années subséquentes. Depuis le début de cette mesure, la SDC Côte-des-Neiges y participe activement afin d'en faire bénéficier non seulement ses entreprises membres, mais aussi les citoyens et citoyennes qui peuvent profiter d'une expérience de visite renouvelée et adaptée. Vos équipes et vous sont d'une précieuse aide dans le soutien à l'achat local et à l'adaptation de nos artères aux nouvelles réalités. Nous sommes ravis de pouvoir accueillir à nouveau cette mesure en 2022. Merci de votre appui.
9	Elliot	Coltin	Man		Queen Mary repaving	Queen Mary Road was supposed to be repaved in September. It wasn't and there is absolutely no news about what is supposed to happen. Did the city run out of money or is it being rescheduled ? If the latter, when will the repaving happen and will merchants and residents be advised ?
10	Line	Bonneau	Femme		Intersection CDN et Queen	Traverser l'intersection CDN et Queen Mary à pied et cela équivaut à

					Mary	mettre sa vie en danger. Encore 2 fois la semaine dernière, en traversant du sud au nord à l'ouest de CDN, des automobilistes m'ont coupé la voie alors que j'étais dans le passage piéton sur le chemin Queen Mary allant vers l'ouest et qu'il me restait amplement le temps de me rendre jusqu'au trottoir. J'ai rempli un formulaire en ligne pour le SPVM. On m'a répondu que les automobilistes ne respectent pas la priorité des piétons et on m'a conseillé à l'avenir d'appeler le 911 pour faire intercepter le véhicule. J'entends parler d'une révision de cette intersection depuis 2017. Je sais que Mme Popeanu travaille sur le dossier. Qu'est-ce que l'échéancier prévoit au cours du présent mandat s'échelonnant jusqu'en novembre 2025? Quelles mesures le service de police est-il prêt à déployer pour faire en sorte que les automobilistes respectent le code de la sécurité routière à cet endroit et ce, dès maintenant?
11	Simon	Paquette	Homme	Association des piétons et cyclistes de NDG (APC NDG)	Sécurité cyclable pour tout le monde	Bonjour. Tout d'abord, félicitations pour vos élections respectives. 1- L'Association aimerait connaître le plan concret de la nouvelle administration pour sécuriser, prolonger et améliorer le réseau cyclable dans ce mandat. Le réseau local a stagné ici dans le précédent mandat, mais s'est développé rapidement ailleurs à Montréal. Nous pourrions nous inspirer de Vision Vélo de Rosemont. Que ferez-vous pour que les personnes de tous les âges puissent utiliser leur vélo de manière confortable et sécuritaire partout dans l'arrondissement et ce, à l'année? 2- Plus spécifiquement, nous aimerions demander de sécuriser les avenues Plamondon (entre Macdonald et Westbury) et Isabella (entre Macdonald et Victoria) pour les vélos afin de connecter enfin les axes Est-Ouest dans Côte-des-Neiges à ceux Nord-Sud dans Notre-Dame-de-Grâce. Il faut un plan pour pouvoir traverser Décarie. Merci beaucoup d'avance et au plaisir de se rencontrer!
12	Maria	Braker	Femme		Pour une patinoire au parc Maurice-Cullen	Le parc Maurice-Cullen est très apprécié par les familles du voisinage. Il possède un chalet nouvellement construit et un terrain plat de basketball qui se prêtent parfaitement à l'installation d'une patinoire. En fait, il y a eu une patinoire au parc Maurice-Cullen pendant de nombreuses années, mais il n'y en a plus depuis 2018.

						L'hiver, le parc attire déjà les familles pour faire de la luge. La patinoire permettrait de bonifier l'offre d'activités extérieures hivernales dans ce parc urbain et ainsi promouvoir la santé et le bien-être des résidents, surtout en cette période de pandémie. Notre petition pour une patinoire a déjà plus de 80 signatures de résidents du quartier. Elle se trouve à l'adresse https://www.change.org/p/pour-une-patinoire-au-parc-maurice-cullen. 1) La Ville va-t-elle acquiescer à notre demande pour une patinoire au parc? 2) Sinon, comment expliquez-vous l'investissement de plus de 400 milles qu'a représenté le nouveau chalet en 2013?
13	Michael	Anderson	Homme		Transports	Madame la Mairesse et Madame Stephanie Valenzuela La future station de métro REM Canora est à quelques pas du chemin Bates, mais elle sera difficilement accessible à la majorité des riverains dans le secteur populeux et en forte croissance au sud de Jean-Talon. Les voies ferrées du CP et la rue Jean-Talon sont un énorme obstacle pour atteindre la station, et la CDPQ n'a pas profité des travaux pour construire un édicule sur le chemin Bates. On peut attendre très longtemps avant de traverser à Wilderton lorsqu'il y a un train de marchandises sur la voie du CP, et attendre encore à Jean-Talon parce que les feux de circulation ne priorisent pas les piétons. Est-ce que l'arrondissement prévoit des actions pour faciliter l'accès à la station Canora et rendre les intersections à Bates et à Jean-Talon moins hostiles pour les piétons (passerelles ou tunnels piétons, réfection des trottoirs, mise à niveau des feux, etc.)?
14	Diane	Chambers	Woman		Deterioration of Empress Theatre	Referring to my Sept question to the former Borough Council re deterioration of the Empress Theatre building whose facade is a fine and rare survivor of the Egyptian Revival theatre style, I trust that the new Council will protect it from further disgrace by applying RCA11 17196 article 15 which states that all properties must be kept free of

						graffiti.The Empress was most recently defaced in mid- Sept, reported to my City Councillor and "311", nothing done, a small example of its neglect by its Ville de Montréal owner for over 20 years.The huge response to a Zoom citizen consultation last year indicated great interest in the building's potential community and other uses. But responsibility for the delay in decision making has been deferred to the SHLM who apparently must produce a study. Will the new Borough Council work with urgency to solve this impasse?
15	JP	Tan	Homme		Local parks	There is no money in the 2022 budget to fix up local parks. Why did centre city purchase the green space being the Y on Hampton street for 9M$ if the borough can't do anything to transform the space into a usable park? When will equipment for kids to play with be installed?
16	Sharon	Leslie	Femme		Community input re: Empress	Many diverse ideas were expressed regarding the potential use, activities and management of a Cultural Centre at the Empress. The community has been involved for decades regarding project development. At the last Borough Council meeting, Peter McQueen said that Société d'Habitation de Montreal (SHDM), was finalizing a project, based on the most recent consultation, to go to tenders for architects. However, the community has no information about how SHDM reconciled the differences put forward a year ago. Eventually there will be public consultation on heights, set-backs etc. but the key parameters will be already be set in what is being prepared for tenders. When will the community be consulted on the proposal, prior to tenders being solicited? The community must be involved in shaping this project, as it develops, not just be a rubber stamp at the end. How did SHDM decide which priorities for use were to be retained? When will SHDM present the financial feasibility study?
17	Ron	Pelletier	Homme		Safety for seniors and people with disabilities at the corner of Cavendish and Sherbrooke	Question is for Mayor Gracia Kasoki Katahwa Having established that this corner is recognized dangerous and having been placed on a one year list for consideration, what is the criteria for priority. Where is this intersection on your list of review. Can we count it on your list of urgent matters?
18	Genevieve	Huftier tabourin	Femme		améliorer la fluidité de la circulation de l'autobus 51 sur queen mary	Pour améliorer la fluidité de la circulation de l'autobus 51 sur queen mary, serait-il possible d'avoir une voie réservée aux autobus de 7h à 9h en direction est de hampstead à snowdon et en direction ouest de 15h à 18h?

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
13 décembre 2021 à 19h00
Questions du public

19	Frédéric	Mercier	Homme	Montréal	Pourrait il y avoir à nouveau une patinoire au parc Maurice Cullen?	Pourrait il y avoir à nouveau une patinoire au parc Maurice Cullen?
20	Libby	Cohen	Woman	Syndicat de la propriété le 7575 chemin Westover	Hazardous abandoned Robert-Burns shopping plaza	(1) Regarding the abandoned deteriorating commercial property along Robert-Burns Rd. (Loyola District), can the borough please definitively force the property owners - Cons Properties (Gioia rentals) to PROPERLY and PERMANENTLY block their neglected parking lot (where people continue to dump their garbage or renovation items, and where vagrants have started hanging around)? (2) Can the borough please finally oblige the developers to actively monitor their property, keep it clean and well-lit, and remove loose debris and dangerous overhead signage, especially along the City sidewalk running along the property, which we must use in order to access the walkway and pedestrian underpass along Côte-Saint-Luc Road? (3) Can the borough please get REAL information, and not just the developers' empty 6-month-old promises, as to when this problematic property will start being redeveloped? It has become a hazardous mini-slum for the neighbourhood since it was emptied out two years ago. Thank you!
21	Adam	Gordon	Man		Roads and Sidewalks	Why is there so little money in the capital budget to repair roads and sidewalks ? We are a big Borough and our funding is inadequate to prevent deterioration of our roads and sidewalks ? As well, how much is being budgeted for sidewalk extensions and can that money be transferred to road repaving ?
22	Sally	DeVera	Woman		question to the new mayor	On a per capita basis, our Borough receives lowest amount in transfers from City Hall. We are always underfunded. The Projet Montreal party promised if re-elected to fix that. Will you have been re-elected and you are not fixing that. New funds from City Hall are well below the rate of inflation and the Borough is using a large part of its surplus to pay for services. That shouldn't have to occur either. My question to the new Mayor, why don't you use your influence to ask Valerie Plante to solve the chronic underfunding of the Borough this year ? How much longer do we have to wait ?
23	Nigel	Spencer	Homme	Piéton Montréal	Signalisation sur Queen-Mary	Bonjour: D'abord nos félicitations à ceux et à celles qui sont

				Pedestrian	(entre Victoria et Clanranald) et Décarie.	nouvellement élu(e)s ou ré-élu(e)s au Conseil d'Arrondissement. Notre question concerne les problèmes considérables rencontrés par les piétons sur les axes Queen-Mary et Décarie, notamment à l'angle même de ces deux rues où la traversée des piétons est difficile et périlleuse, ainsi qu'aux angles de Décarie et Côte-Sainte-Catherine (et ailleurs en montant Décarie). On n'a pas le temps de traverser au complet, et plusieurs sont pris pendant longtemps entre les deux voies, quitte à risquer la course contre le feu rouge. Le problème s'accentue en hiver évidemment. Est-ce que l'Arrondissement pourra étudier, et remédier à, la situation difficile, dangereuse et très anxiogène dans laquelle bon nombre de piétons sur trouvent régulièrement sur les axes Queen-Mary et Décarie et nous faire part de la suite, S.V.P.?
24	Norman	Sabin	Man		CDN-NDG Council Dec 13: Intersection Terrebonne / Grand.	Good day, I live near the intersection of Terrebonne and Grand. This intersection is controlled by traffic signals with a cycle time of 70 seconds. Normally, Terrebonne gets 35 seconds green time, as does Grand, which makes sense with traffic volumes being similar on both streets. But, since October, Terrebonne has decreased to 25 seconds green time, and Grand increased to 45 seconds. I'm pretty sure this is a programming error so I made a complaint to 311 Nov 4 (File: 21-297677), but so far no change. I'm not sure what else I can do, so can I request the borough manager check out the problem with his traffic engineers?
25	Mark	Goldsmith	Man		Outdoor skating rinks near Circle road	Why is there no longer a skating rink at Maurice-Cullen park?
	: citoyen.ne.s souhaitant poser leur question en direct (ouverture du micro)					
	: 4e question et suivantes sur un même sujet					

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1218970001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ:

D'accorder à Cimaise, le contrat de services professionnels pour le projet de réfection de la toiture du clos de voirie Darlington, aux prix et conditions de sa soumission;

D'autoriser une dépense à cette fin de 82 609,54 $, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 12 391,43 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de 12 391,43 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de **107 392,40** $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:16

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur

d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218970001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce désire, par le présent dossier décisionnel, octroyer un contrat de services professionnels visant la préparation des plans et devis nécessaires à l'octroi d'un contrat d'exécution des travaux pour la réfection de la toiture du Clos de la voirie Darlington, situé au 6905, av. de Darlington, Montréal.
Le clos de voirie Darlington est situé dans le district Darlington et assure plusieurs services de travaux publics sur le territoire de l'arrondissement. Le bâtiment faisait l'objet d'un bail location-achat de 20 ans, du 1er septembre 1997 au 31 août 2017, date à laquelle le transfert de l'immeuble aux actifs de la Ville de Montréal a été complété.

La toiture a dépassé sa durée de vie utile, des infiltrations d'eau récurrentes se produisent causant des dommages au bâtiment et des inconvénients aux occupants. La réfection est donc nécessaire afin d'assurer la longévité du bâtiment et le confort des occupants.

En résumé, le présent dossier a pour but d'accorder un contrat de services professionnels à une équipe multidisciplinaire afin de permettre la réalisation des différentes études et analyses, plans et devis ainsi que la fourniture de tous les services de suivi des travaux pour ce projet, et ce jusqu'à l'acceptation finale des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

L'immeuble est devenu propriété de la Ville de Montréal le premier septembre 2017.

DESCRIPTION

La firme de professionnels engagée pour le présent mandat aura à fournir les services suivants :

- La préparation des analyses, études, esquisses, plans et devis préliminaires, pour soumissions, pour construction et tel que construits (architecture, structure, civil et électricité);

- Le suivi et la certification de la conformité des travaux de construction;
- Le suivi d'installation et d'approbation des travaux des divers revêtements et finitions;
- Les acceptations provisoires et finales des travaux;
- La rédaction des comptes rendus des réunions;
- La coordination nécessaire avec tous les intervenants internes de la Ville de Montréal;
- Autres services professionnels connexes exigés au cahier des charges.

La rémunération des professionnels se fera selon un mode forfaitaire et en fonction de l'avancement de leur mandat et des travaux de construction. Le tout est régi par les termes de la Convention de services professionnels.

JUSTIFICATION

L'ouverture de soumissions de l'appel d'offres public CDN–NDG-21-AOP-DAI-008 pour l'octroi de contrat multiple de services professionnels a eu lieu le 25 mars 2021. Seulement, les firmes Cimaise et Affleck De La Riva ont déposé des soumissions pour le Contrat 4 (Liste de projets prévisionnels). Le budget estimé avec taxes, des travaux de construction sont de 1 500 000 $, incluant les taxes. La firme Cimaise, a présenté une soumission en tous points conforme à l'appel d'offres et a obtenu le plus haut pointage final après examen par le comité d'évaluation. Le prix soumis par cette firme est de
82 609,54 $, incluant toutes les taxes applicables. Par conséquent, nous recommandons au Conseil d'arrondissement d'accorder le contrat de services professionnels pour le projet de réfection de la toiture du Clos de la voirie Darlington à la firme Cimaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La firme Cimaise, a présenté une soumission en tous points conforme à l'appel d'offres, a obtenu le plus haut pointage final après examen par le comité d'évaluation. Le prix soumis par cette firme est de **71 850,00 $**, avant taxes, pour un total de **82 609,54 $,** incluant toutes les taxes applicables.
Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision de contingences, égale à **15%** du prix de base de La firme Cimaise, soit **12 391,43 $**, incluant toutes taxes.
Conditionnellement à l'approbation de l'arrondissement, cette provision servira à payer des services professionnels supplémentaires selon les conditions du projet.

Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision pour les travaux incidents, égale à **15%** du prix de base de la firme Cimaise, soit **12 391,43 $**, incluant toutes taxes. Cette provision servira à payer des services et des travaux autres que les services de la firme Cimaise, tels que des tests d'étanchéités, laboratoire ou autres.

Le montant net de ristourne est de **98 063,57 $**.

La dépense totale de 107 392,40 $ toutes taxes incluses, représente un coût net de 98 063,57 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, sera financée à 100% par le PDI 2022-2031 de l'arrondissement, par le règlement d'emprunt RCA18 17293.

Les renseignements relatifs au financement, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

MONTRÉAL 2030

Une fois complété, ce projet permettra d'augmenter considérablement la performance énergétique et fonctionnelle de ce bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra d'assurer l'étanchéité du bâtiment pour prolonger sa durée de vie utile et garantir le confort des occupants. Les opérations d'entretien seront considérablement réduites et des coûts importants seront économisés par la Ville. Aussi, les inconvénients liés aux infiltrations d'eau seront éliminés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

SO

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2022 : Début du mandat de services professionnels;
Été 2022 : Octroi du contrat de travaux de construction;
Automne-Hiver 2022 : Début des travaux de construction;
Automne-Hiver 2022 : Fin des travaux et acceptation provisoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. Le Règlement de gestion contractuelle, en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, a été inclus au devis. Les règles d'adjudication des contrats de services professionnels ont été respectées.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlélie TRUDEAU
Agent technique en architecture

Tél : 514-243-3172
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-14

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 438-920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218970001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

FDC-Recommandation Cimaise - Contrat 4 - Projet 3.pdf

GDD CONTRAT 4 - Projet 3 - réfection de la toiture du Clos de voirie Darlington.pdf

Env prix Cimaise contrat 4 - projet 3.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlélie TRUDEAU
Agent technique en architecture

Tél : 514-243-3172
Télécop. :

Projet :	**Réfection de la toiture du Clos de la voirie Darlington**							
Adjudicataire:	**Cimaise**							
Contrat:	**Services professionnels**							
	Appel d'offres public: Contrats multiples - CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3							
CA	**07-févr-22**							
				Tps		**Tvq**		
				5,0%		**9,975%**		**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	100,0%	**71 850,00**	**3 592,50**		**7 167,04**		**82 609,54**
	Divers - Autres trav.							
	Sous-total :	100,0%	**71 850,00**	**3 592,50**		**7 167,04**		**82 609,54**
	Contingences		10 777,50	538,88		1 075,06		12 391,43
	Total - Contrat :		**82 627,50**	**4 131,38**		**8 242,09**		**95 000,97**
Incidences :	Dépenses générales		10 777,50	538,88		1 075,06		12 391,43
	Coût des travaux		**93 405,00**	**4 670,25**		**9 317,15**		**107 392,40**
Ristournes :	Tps	100,00%						4 670,25
	Tvq	50,0%						4 658,57
	Coût net après ristoune							**98 063,57**

Préparé par : Charlélie Trudeau

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : Services professionnels pour des contrats multiples **Contrat 4 – Projet 3 - Réfection de la toiture du Clos de voirie Darlington**	Numéro : CDN-NDG-21-AOP-DAI-008

PARTIE 1					
ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		**Affleck De La Riva**		**Cimaise**	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**83**	**/100**	**82**	**/100**
L'établissement du calcul se fait en fonction du plus haut pointage reçu pour les soumissions des contrats 1, 2 ou 3					

PARTIE 2		
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**AFFLECK DE LA RIVA**	**CIMAISE**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	94 854,38 $	82 609,54 $
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	14	16
Rang et adjudicataire	2	1

CONTRAT 4

ORIGINAL

Liste prévisionnelle

FORMULAIRES DE PRIX - Addenda 2

DOCUMENT À RETOURNER DANS L'ENVELOPPE N° 2 – CONTRAT 4

Cette enveloppe doit contenir uniquement les formulaires de prix du Contrat 4

Liste prévisionnelle

Prix des projets de la Liste prévisionnelle – SOMMAIRE CONTRAT 4 - Addenda 2

Projets - Liste prévisionnelle	Budget estimé, avec taxes, des travaux de construction	PRIX, avant taxes – Honoraires professionnels	PRIX, avec taxes – Honoraires professionnels
Envergure des travaux : Réfection de toitures – entre 300 000 $ et 2 000 000 $.		= case (1)	(2)=1+(tps-tvq)
Projet 1 : Réfection partielle de la toiture de l'aréna Bill-Durnan	200 000 $	39000 $	44840,25 $
Projet 2 : Réfection de la toiture du Centre sportif Côte-des-Neiges	1 500 000 $	71850 $	82609,54 $
Projet 3 : Réfection de la toiture du Clos de voirie Darlington	1 500 000 $	71850 $	82609,54 $
Projet 4 : Rénovation d'un bâtiment de service au clos de voirie Madison	4 00 000 $	86000 $	98878,50 $
Envergure des travaux : de 300 001 à 600 000 $			
Projet 5 : Construction d'une dalle et systèmes de lavage d'équipements et matériel roulant et autres travaux de sécurisation au clos de voirie Madison	400 000 $	89500 $	102902,63 $
Projet 6 : Réaménagements et rénovations du chalet du parc William-Bowie	400 000 $	86600 $	99568,35 $
Envergure des travaux : de 600 001 à 2 000 000 $			
Projet 7 : Réaménagements et rénovations au pavillon du parc Martin Luther-King	1 500 000 $	201350 $	231502,16 $
Envergure des travaux : de 2 000 001 à 4 000 000 $			
Projet 8: Réaménagements et rénovations au chalet du parc Loyola	2 000 000 $	277950 $	319573,01 $
Projet 9 : Aménagement d'un nouveau parc dans le secteur Westbury	2 000 000 $	399000 $	458750,25 $
Total estimé des travaux des projets prévisionnels		1 323 100 $	1 521 234,23 $

Les montants des budgets estimés de la présente liste peuvent être modifiés à la hausse ou à la baisse et par conséquent, les contrats seront accordés sur la base des prix qui seront confirmés au moment de l'octroi de chacun des contrats. La révision des honoraires professionnels sera faite selon les prix confirmés par la Ville. Le coût final des honoraires professionnels sera calculé en fonction du prix réel après construction.

Les contrats de la liste prévisionnelle seront accordés selon l'article 4.4.2 de devis et selon l'article 2 du cahier des Instructions complémentaires aux documents d'appel d'offres.

Réfection de la toiture du Clos de voirie Darlington – Projet 3 - Addenda 2

SOMMAIRE A - Projet 3

Montant de la proposition	**(2)**	71 850 $
Montant des services contingents		(montant à déterminer par la Ville- Maximum de 15 %) $
SOUS-TOTAL = (3)		71 850 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :		3 592,50 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :		7 167,04 $
TOTAL (4)		82 609,54 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ». Contrat 4

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Les soumissions doivent être reçues au plus tard, le 25 mars 2021, avant 11h.

Identification du soumissionnaire

Nom de la compagnie: CIMAISE

Adresse: 4000, St-Ambroise, bureau 395

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H4C2C7	514-272-8125	

Nom de la personne responsable (en majuscules): Jean-François Brosseau

Signature du responsable

Date

Jour	Mois	Année
24	03	2021

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe nº2 ».Contrat 4

Fixer les deux formulaires – Projet 3- ensemble

Le total de la case (4) doit être reporté dans le bordereau détaillé de soumission SOMMAIRE – CONTRAT 4 (Projets de la liste prévisionnelle) –Ligne Projet 3

TABLEAU DES HONORAIRES – Services de base – Réfection de la toiture du Clos de voirie Darlington – Projet 3 - Addenda 2

DISCIPLINE	Pourcentage d'honoraires		Coût estimé des travaux		Honoraires
1. Architecture coordonnateur	4,66 %(1)	X	(1 500 000 $x 100 %)	X	69 850 $
2. Ingénierie (Électricité, détection incendie, etc.)	---------- %(2)	X	(----------x 0 %)	X	----------$
3. Ingénierie (Mécanique CVCA et autres)	---------- %(2)	X	(----------x 0 %)	X	----------$
4. Ingénierie (structure et parasismique)	---------- %(2)	X	(----------x 0 %)	X	----------$
5. Ingénierie (Civil et paysage)	---------- %(2)		(----------x 0 %)	X	----------$
6. Autres services et suivi LEED et autres					1 500 $
6. Frais de reproduction et autres					500 $
Total des honoraires avant taxes (Prix du soumissionnaire)					(1) 71 850 $

Le coût estimé des travaux pour le présent projet est de **un million cinq-cents milles dollars (1 500 000 $, avant taxes)**, calculé selon la définition de l'article 1.1 de la convention de services professionnels, section VII.

(1) Pourcentage appliqué sur le total (100 %) du coût estimé des travaux.

(2) Pourcentage appliqué sur le coût estimé des travaux sous leur responsabilité. Veuillez prendre note, qu'à titre indicatif uniquement et pour quantifier l'offre de la firme, il est estimé que les travaux d'ingénierie représentent une portion de l'ensemble des travaux équivalente à environ, 0% en électricité, 0% environ en mécanique, environ 0% en structure et 0 % en civil et paysage.

(3) Les honoraires totaux de toutes les disciplines, architecture, électricité, mécanique et structure.

(4) **Les données de ce tableau doivent être reportées dans le bordereau détaillé de soumission SOMMAIRE – CONTRAT 4 (Projets de la liste prévisionnelle) –Ligne Projet 3**

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2». Contrat 4-Liste prévisionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1218970001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218970001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1218970001

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

Conformité budgétaire:

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale pour l'obtention de crédits.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							ARRON	CORPO
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés (arrondis au dollar près)	Crédits autorisés (arrondis au dollar près)
Contrat - Cimaise	71,850.00 $	3,592.50 $	7,167.04 $	82,609.54 $	7,176.02 $	75,433.53 $	75,434 $	
Contingences (15%)	10,777.50 $	538.88 $	1,075.06 $	12,391.43 $	1,076.41 $	11,315.02 $	11,316 $	
Dépenses - Contrat	**82,627.50 $**	**4,131.38 $**	**8,242.09 $**	**95,000.97 $**	**8,252.43 $**	**86,748.55 $**	**86,750 $**	**- $**
Services de laboratoire	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Incidences (15%)	10,777.50 $	538.88 $	1,075.06 $	12,391.43 $	1,076.41 $	11,315.02 $	11,316 $	- $
Total des dépenses	**93,405.00 $**	**4,670.26 $**	**9,317.15 $**	**107,392.40 $**	**9,328.84 $**	**98,063.57 $**	**98,066 $**	**- $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre	- $	0.0%
CDN-NDG	98,066.00 $	100.0%

Information budgétaire:

Provenance	**PDI 2022 - Cours Darlington - réfection garage et entrepôt**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2,267,851,012
Projet Simon :	**188676**
Montant :	98,066 $

Imputation	**Cours Darlington - réfection garage et entrepôt**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2,267,851,012
Projet Simon :	**188676**
Montant :	98,066 $

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2022-2031	**98**	**0**	**0**	**0**	**98**
Prévision de la dépense					
Brut	**98**	**0**	**0**	**0**	**98**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**98**	**0**	**0**	**0**	**98**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : janv Année : 2022 **JAN-22** Description de l'écriture : 220121udimite GDD 1218970001 serv prof réfection de la toiture au clos Darlington - Cima

Virement de crédits demandé en vertu de : ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
● L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1218970001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		98,066.00	Règlement RCA18 17293
2	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	000000	21025	00000	75,434.00		Contrat
3	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	012130	21025	00000	11,316.00		Contingences
4	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	012079	21025	00000	11,316.00		Incidences
5														
3														
6														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**98,066.00**	**98,066.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone :
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : janv Année : 2022 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : Nom d'écriture :

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	000000	21025	00000
2	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	012130	21025	00000
3	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	188676	012079	21025	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.188676.000000.21025.00000
2	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.188676.012130.21025.00000
3	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.188676.012079.21025.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.0618017.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0.00	98,066.00
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.188676.000000.21025.00000	75,434.00	0.00
5	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.188676.012130.21025.00000	11,316.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1218970001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Cimaise, d'une somme de 82 609,54 $, incluant les taxes, pour la réfection de la toiture au clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 107 392,40 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public - Contrats multiples CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - Contrat 4 - Projet 3 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

4. pr 3 21-AOP-DAI-008 - Analyse des soumissions.pdf

4. pr 3 - 1218970001 - 21-AOP-DAI-008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste
Tél : 514 830-7568

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-21

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-770-8766
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-21-AOP-DAI-008 - contrat 4 projet 3**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
AFFLECK DE LA RIVA	3346062121	WE B	NA	OK	OK	OK	NA	OK	NA	NA		OK
CIMAISE	1162634092	WE B	NA	OK	OK	OK	NA	OK	NA	NA		OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2022-01-20**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-01-20**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2022-01-20**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2022-01-20.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-21-AOP-DAI-008

No du GDD : 1218970001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de services professionnels en architecture, architecture de paysage et ingénierie – Contrat 4 - Projet 3 de la liste prévisionnelle - Réfection de la toiture au clos Darlington,

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 2 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 12 - 3 - 2021

Ouverture faite le : 25 - 3 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 12 - 3 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs de cahier de charges : 19

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées :

% de réponses : 21

% de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : variée jrs

Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom de la firme	Pointage final	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
AFFLECK DE LA RIVA	14	94 854,38 $	√	4 - PJT 3
CIMAISE	16	82 609,54 $		4 - PJT 3

Information additionnelle

Plusieurs preneurs de cahier de charges sont des sous-traitants. L'un deux est un arrondissement de la Ville de Montréal.
La durée de validité des soumissions varie en fonction du lot (contrat). Elle est de 36 mois pour les soumissions déposées pour les contrats inscrits sur la liste prévisionnelle (Contrat 4).
Seules les firmes Cimaise et Affleck de la Riva ont déposé des soumissions pour le Contrat 4.
La firme 2architecture a obtenu pour les contrats soumis un pointage intérimaire de moins de 70%, de telle sorte que ses soumissions ont été écartées et que ses enveloppes de prix lui ont été retournées.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 20 - 1 - 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1218690005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder à « Site Intégration Plus Inc. », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552) pour une somme maximale de 86 213,95 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public.

D'autoriser une dépense à cette fin de 86 213,95 $, incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 12 932,09 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense totale de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:24

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218690005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet vise à mettre aux normes le système de vidéosurveillance au Clos Darlington.
Le Clos comprend un bâtiment administratif pour les travaux publics, des garages et une cour de voirie.

Le système actuel a atteint la fin de sa vie utile et doit être remplacé. Il ne répond plus aux besoins de prévention et de sécurité puisque plusieurs accidents et vols ont eu lieu au Clos dans les dernières années.
Certaines zones ne sont pas couvertes par des caméras, alors que d'autres zones couvertes n'offrent pas une bonne visibilité.

Pour mener le projet à terme, dans un premier temps, l'arrondissement accordait au printemps 2021 un contrat de services professionnels en vue de la préparation des plans et des devis, ainsi que des services durant la construction.

Dans un deuxième temps, pour permettre l'exécution des travaux, le projet a fait l'objet d'un appel d'offres numéro CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.
L'avis public relatif à l'appel d'offres, dont les résultats font l'objet du présent sommaire décisionnel, a été publié le 1er octobre 2021 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal.
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 22 octobre 2021 à 11 heures au bureau de l'arrondissement en présence de trois représentants de la Division du greffe et d'un représentant de l'équipe des actifs immobiliers de l'arrondissement (voir le procès-verbal d'ouverture en pièce jointe).

La période d'appel d'offres a duré 20 jours de calendrier (excluant la date de publication et la date d'ouverture des soumissions).
Dans le cadre de cet appel d'offres, trois (3) addenda ont été publiés.

No. Addenda	Date	Portée de l'addenda
1	4 octobre 2021	Clarification aux documents administratifs et à la

		procédure de dépôt des soumissions.
2	14 octobre 2021	Clarification aux documents d'appel d'offres
3	15 octobre 2021	Clarification aux documents d'appel d'offres

Trois (3) soumissions conformes ont été reçues par l'arrondissement.

La réalisation des travaux de construction est prévue pour le printemps 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA218690002 - **9 avril 2021** - Accorder un contrat à Bouthillette Parizeau, au montant de 25 869,38 $, incluant les taxes, pour les services professionnels du projet de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 29 749,79 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 prix soumis) - contrat de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038)**.**

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder le contrat à Site Intégration Plus Inc. en vue de la réalisation des travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington.
Les travaux incluront plus spécifiquement:
- La fourniture de 16 nouvelles caméras;
- La fourniture d'un nouvel enregistreur numérique;
- Tous les travaux pour le remplacement et l'ajout des nouvelles caméras;
- La fourniture et les travaux de câblage électrique et réseaux nécessaires au projet.

Le contrat à autoriser par le présent sommaire décisionnel est de 86 213,95 $, incluant les taxes, à cela se rajoute les frais accessoires (contingences et incidences) pour une dépense totale à autoriser de 112 078,14 $ incluant les taxes.

JUSTIFICATION

Sur cinq (5) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission. Les raisons de désistement apparaissent dans l'intervention de la division du greffe.
Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Prix sans contingences et incidences *(taxes incluses.)
Groupe SIP - Site Intégration Plus Inc.	86 213,95 $
Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.	217 302,75 $
Procova inc.	367 920,00 $
Dernière estimation réalisée	117 389,48 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	223 812,23 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	159,60 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	281 706,05 $

(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	326,75 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(31 175,53) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-26,56 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	131 088,80 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	152,05 %

***** T.P.S de 5 % et T.V.Q de 9.975 %

Analyse du tableau :
Le prix du plus bas soumissionnaire conforme, Site Intégration Plus Inc, à 86 213,95 $ taxes incluses est plus bas que l'estimation des coûts à 117 389,48 $ taxes incluses. Il y a une différence de coûts de 31 175,53 $ taxes incluses. Cet écart, qui correspond à 26,56 % entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente, nous parait juste et compétitif.

Prix de base :
Site Intégration Plus Inc, plus bas soumissionnaire conforme, a présenté un prix de 74 984,95 $, pour un total de 86 213,95 $ taxes incluses. Sa soumission est jugée conforme.

Contingences :
Un montant maximal de 15 %, soit 12 932,09 $ taxes incluses, de la soumission acceptée devra être autorisée et ajoutée au bon de commande de l'adjudicataire pour couvrir les frais résultant de conditions imprévues au contrat.

Incidences :
Un montant de 12 932,09 $ taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer, au besoin, des services exécutés par des tiers dans le cadre de ce projet tel que des frais imprévus d'expertises et de laboratoire.

Conclusion et recommandation :
Les vérifications relatives à la conformité du soumissionnaire quant aux Registres des personnes non admissibles du Secrétariat du Conseil du Trésor (RENA), de la RBQ et de la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de la Ville de Montréal sur la gestion contractuelle ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à Site Intégration Plus Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour une somme de 86 213,95 $, incluant les taxes, et d'autoriser une dépense totale de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires (contingences et incidences).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à autoriser est de 99 146,04 $ et des incidences au montant de 12 932,09 $ taxes incluses (soit 102 342,27 $ net de ristournes).
Cette dépense totale de 112 078,14 $ taxes incluses, représentant un coût net de 102

342,27 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, sera financée à 100 % par le PDI 2022-2031 de l'arrondissement par le règlement d'emprunt RCA18 17293.

	Avant taxes	Taxes	Toutes taxes incluses	Net de ristourne
Groupe SIP - Site Intégration Plus Inc.	74 984,95 $	11 229,00 $	86 213,95 $	78 724,82 $
Contingences (15%)	11 247,74 $	1 684,35 $	12 932,09 $	11 808,72 $
Sous-total – Groupe SIP - Site Intégration Plus Inc.	**86 232,69 $**	**12 913,34 $**	**99 146,04 $**	**90 533,55 $**
Incidences	11 247,74 $	1 684,35 $	12 932,09 $	11 808,72 $
Total (avec incidences)	**97 480,44 $**	**14 597,69 $**	**112 078,14 $**	**102 342,27 $**

Les renseignements relatifs au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Les déchets devront être triés en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.
Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le remplacement de l'ancien système aura un impact significatif sur l'amélioration de la sécurité des installations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
· Approbation du dossier par le CA – 07 février 2022;
· Réunion de démarrage – fin février 2022;
· Début des travaux – printemps 2022;
· Date de prévue de fin des travaux – juillet 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission se trouve en deçà du seuil de 5 M $ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie BOISVERT
Conceptrice des aménagements

Tél : 438-920-6426
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-19

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218690005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

Tableau_des_coûts.pdfRÉSULTATS.pdfRécapitulatif PV.pdf

Bordereau soumission_21-AOP-DAI-021.pdfAttestationRQ.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie BOISVERT
Conceptrice des aménagements

Tél : 438-920-6426
Télécop. :

Projet :	**CDN-NDG 21-AOP-DAI-021** **2552 - Clos Darlington** **Mise aux normes système de vidéosurveillance au Clos Darlington** **révision 2021-11-18**					
			Tps **5,0%**		**Tvq** **9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**$**				
	Prix forfaitaire de base	**74 984,95**	3 749,25		**7 479,75**	**86 213,95**
	Sous-total :	**74 984,95**	**3 749,25**		**7 479,75**	**86 213,95**
	Contingences 15%	11 247,74	562,39		1 121,96	12 932,09
	Total - Contrat :	**86 232,69**	**4 311,63**		**8 601,70**	**99 146,04**
Incidences :	Dépenses générales (15%)	11 247,74	**562,39**		1 121,96	12 932,09
	Total - Incidences :	**11 247,74**	**562,39**		**1 121,96**	**12 932,09**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**97 480,44**	**4 874,02**		**9 723,66**	**112 078,14**
Ristournes :	Tps 100,00%					4 874,02
	Tvq 50,0%					4 861,83
	Coût net après ristoune					**102 342,29**

préparé par Emilie Boisvert

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 1 octobre 2021
Date d'ouverture : 22 octobre 2021

CDN-NDG-21-AOP-DAI-021 **Mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington**	
SOUMISSIONS	
NOM DES SOUMISSIONNAIRES	**MONTANT** **Avec taxes**
GROUPE DCR / 9282-0786 QUÉBEC INC.	217 302,75 $
GROUPE SIP – SITE INTÉGRATION PLUS INC.	86 213,95 $
PROCOVA INC.	367 920,00 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	ACQ - PROVINCIALE
2	GROUPE DCR / 9282-0786 QUÉBEC INC.
3	PANAVIDÉO INC.
4	PROCOVA INC.
5	GROUPE SIP – SITE INTÉGRATION PLUS INC.

Préparé le 22 octobre 2021.

…2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-21-AOP-DAI-021

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 22 octobre 2021 à 11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Émilie Boisvert	Gestionnaire immobilier	Division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Edgar Harton	Technicien – greffe et archives	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Danièle Lamy	Analyste de dosiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-21-AOP-DAI-021 - Mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

NOM DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT Avec taxes
GROUPE DCR / 9282-0786 QUÉBEC INC.	217 302,75 $
GROUPE SIP – SITE INTÉGRATION PLUS INC.	86 213,95 $
PROCOVA INC.	367 920,00 $

L'appel d'offres public de la division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans le Journal de Montréal et sur le site SEAO le 1 octobre 2021.

La secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Montréal

Appel d'offres
Exécution de travaux

No Appel d'offres:
CDN-NDG-21-AOP-DAI-021

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

COPIE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Le dépôt des soumissions doit se faire avant 11h00, le vendredi 22 octobre 2021 au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
2021	10	1	2021	10	22	

Titre de l'Appel d'offres

Mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington

Adresse de l'Ouvrage:		**Montant**	
6960 Avenue Darlington, Montréal		Montant total avant taxes :	74 984,95 $
Numéro de l'Ouvrage:	2552	Taxe sur les produits et services 5 % :	3 749,25 $
		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	7 479,75 $
Numéro de Contrat:	CDN-NDG-21-AOP-DAI-021	**Montant total avec taxes:**	**86 213,95 $**

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1160184363	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Site Intégration Plus Inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1356, rue Newton, Boucherville (Québec) J4B 5H2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

SHAWN BATTEN	PRÉSIDENT		
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)		
Signature	2021-10-21 Date	Téléphone :	450-449-0094
		Courriel :	sbatten@groupe-sip.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

SITE INTEGRATION PLUS INC.
1356, RUE NEWTON
BOUCHERVILLE (QUEBEC) J4B 5H2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160184363

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 188130-AWCM-0839141
Date et heure de délivrance de l'attestation : 8 septembre 2021 à 9 h 36 min 43 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 décembre 2021

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1218690005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218690005 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1218690005

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

Conformité budgétaire:

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale pour l'obtention de crédits.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							ARRON	CORPO
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés (arrondis au dollar près)	Crédits autorisés (arrondis au dollar près)
Contrat - Site Intégration Plus Inc.	74,984.95 $	3,749.25 $	7,479.75 $	86,213.95 $	7,489.13 $	78,724.83 $	78,725 $	
Contingences (15%)	11,247.74 $	562.39 $	1,121.96 $	12,932.09 $	1,123.37 $	11,808.72 $	11,809 $	
Dépenses - Contrat	**86,232.69 $**	**4,311.63 $**	**8,601.71 $**	**99,146.04 $**	**8,612.50 $**	**90,533.55 $**	**90,534 $**	**- $**
Services de laboratoire	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Incidences (15%)	11,247.74 $	562.39 $	1,121.96 $	12,932.09 $	1,123.37 $	11,808.72 $	11,809 $	- $
Total des dépenses	**97,480.44 $**	**4,874.02 $**	**9,723.67 $**	**112,078.14 $**	**9,735.87 $**	**102,342.27 $**	**102,343 $**	**- $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre	- $	0.0%
CDN-NDG	102,343.00 $	100.0%

Information budgétaire:

Provenance	**PDI 2022 - Cours Darlington - réfection garage et entrepôt**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2,267,851,012
Projet Simon :	**188676**
Montant :	102,343 $

Imputation	**Mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (ARRON)**
Requérant:	59-00
Projet :	67851
Sous-projet :	2,167,851,006
Projet Simon :	**186739**
Montant :	102,343 $

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2022-2031	**102**	**0**	**0**	**0**	**102**
Prévision de la dépense					
Brut	**102**	**0**	**0**	**0**	**102**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**102**	**0**	**0**	**0**	**102**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : janv Année : 2022 **JAN-22** Description de l'écriture : 220121udimite GDD 1218690005 travaux mise aux normes système de vidéosurveillance

Virement de crédits demandé en vertu de :
○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1218690005

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618017	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		102,343.00	Règlement RCA18 17293
2	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	186739	000000	45010	00000	78,725.00		Contrat
3	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	186739	012130	45010	00000	11,809.00		Contingences
4	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	186739	012079	45010	00000	11,809.00		Incidences
5														
3														
6														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**102,343.00**	**102,343.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone :
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : janv Année : 2022 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : Nom d'écriture : 220120udimite GDD 1218690005 travaux mise aux normes système de vidéosurveillance Clos Darlington-Site Intég

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Teodora Dimitrova Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	186739	000000	45010	00000
2	6406	0618017	800250	03107	57201	000000	0000	186739	012130	45010	00000
3	6406	0618017	800250	03107	54301	000000	0000	186739	012079	45010	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618017.800250.03107.57201.000000.0000.186739.000000.45010.00000
2	6406.0618017.800250.03107.57201.000000.0000.186739.012130.45010.00000
3	6406.0618017.800250.03107.54301.000000.0000.186739.012079.45010.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.0618017.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0.00	102,343.00
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	6406.0618017.800250.03107.57201.000000.0000.186739.000000.45010.00000	78,725.00	0.00
5	6406.0618017.800250.03107.57201.000000.0000.186739.012130.45010.00000	11,809.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1218690005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Site Intégration Plus Inc., au montant de 86 213,95 $, incluant les taxes, pour les travaux de mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington (bâtiment no 2552), et autoriser une dépense à cette fin de 112 078,14 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-DAI-021.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-AOP-DAI-021 - Contrat ao public - AppelOffres.pdf

Analyse des soumissions GDD - 21-AOP-DAI-021.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste
Tél : 514 830-7568

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-21

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-770-8766
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-21-AOP-DAI-021

No du GDD : 1218690005

Titre de l'appel d'offres : Mise aux normes du système de vidéosurveillance au Clos Darlington

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 10 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 22 - 10 - 2021

Ouverture faite le : 22 - 10 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 15 - 10 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 2 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE DCR / 9282-0786 QUÉBEC INC.	217 302,75 $		
GROUPE SIP – SITE INTÉGRATION PLUS INC.	86 213,95 $	√	
PROCOVA INC.	367 920,00 $		

Information additionnelle

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 20 1 - 2022

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-21-AOP-DAI-021**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
Site intégration plus inc.	11600184363	s/o	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		ok
Procova inc.	1143985894	fournie mais non requise	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		ok
Groupe DCR inc.	1169139962	fournie mais non requise	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		ok

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2021-10-22**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2021-10-22**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2021-10-22**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2021-10-22.**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1229341001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Infrastructures et aqueduc
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.), le seul soumissionnaire conforme, le contrat pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, pour une période d'un (1) an, pour une somme maximale de 129 921,75 $, incluant les taxes, conformément aux documents d'appel d'offres public 21-19034 Lot #2;

D'autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $, incluant les taxes (1 soumissionnaire).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-03 08:08

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229341001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Infrastructures et aqueduc
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de maintenir le réseau d'aqueduc en bonne condition, le département d'aqueduc et d'égout a besoin d'effectuer des travaux d'excavation pneumatique. Ces travaux sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des actifs (boîtiers de services, boites de vannes, etc.). Le contrat vise tout d'abord à effectuer rapidement et efficacement des travaux de réparation mineure de boîtes de services (entrée d'eau) et de boîte 180 (vannes de borne d'incendie ou de réseau) et, d'autre part, le remplacement des boîtiers de service d'eau ainsi que le nettoyage de boîtes de vannes des rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont. Pour ce faire, le département d'aqueduc et d'égout a recours à un entrepreneur spécialisé qui offre un service d'excavation pneumatique. Étant donné que l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est également responsable du réseau d'aqueduc de l'arrondissement d'Outremont, il est prévu utiliser les services de creusage pneumatique dans l'exécution des travaux sur le territoire des deux arrondissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 170206 - Mardi 26 juin 2012 - Creusage Pneumatique.
CA15 170222 - Lundi 10 août 2015 - Creusage Pneumatique.
CA17 170160 - Lundi 5 juin 2017 - CREUSAGE RL- Services d'excavation Pneumatique.
CA19 170123 - Lundi 6 mai 2019 - CREUSAGE RL - BOÎTIERS DE SERVICE D'EAU ET DE VANNES DE RUES.
CA20 170310 - Lundi 7 décembre 2020 - CREUSAGE RL - SERVICES D'EXCAVATION PNEUMATIQUE.

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres #21-19034 Lot #2 a pour objet de mettre à la disposition des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont un service

d'excavation par creusage pneumatique ainsi que la main d'oeuvre nécessaire s'y rattachant, pour la réparation mineure ou le remplacement de boîtiers de service d'aqueduc. Ce service comprend la location d'un véhicule muni de tous les équipements et de l'outillage requis pour l'excavation pneumatique, ainsi que le personnel nécessaire en vue d'opérer ces appareils, d'effectuer les réparations mineures ou le remplacement de boîtiers de service d'aqueduc, le remplacement et le nettoyage de boîtiers de vannes.

JUSTIFICATION

L'utilisation du service d'excavation pneumatique diminue de façon significative les délais, les volumes d'excavation et les dégâts causés au terrain des citoyens en comparaison aux travaux d'excavation conventionnels. De plus, la Division de la voirie ne possède ni ce type d'appareil spécialisé dans sa flotte ni la main d'oeuvre nécessaire pour réaliser ces travaux. Considérant que l'arrondissement ne possède pas ce genre d'équipement spécifique, la Direction des travaux publics requiert les services de creusage pneumatiques pour toute l'année, été comme hiver.

Ce service permet au département d'aqueduc :

1. D'améliorer la qualité des travaux;
2. De préserver la santé et sécurité des travailleurs et citoyens;
3. De réduire les coûts liés aux incidents provoqués par les travaux d'excavation ordinaires;
4. D'accélérer l'exécution de travail;
5. De travailler adéquatement en tout temps (été comme hiver).

Pour l'année 2021, environ 400 heures de service de creusage pneumatique ont été utilisées. Ce service est essentiel pour les travaux d'aqueduc et d'égouts.

Le Service de l'approvisionnement était chargé de la publication de l'appel d'offres sur le Système Électronique d'Appel d'Offres du Gouvernement du Québec (SEAO) et dans le journal Le Devoir. Les dates et heures du lancement de l'appel d'offres et d'ouverture des soumissions étaient respectivement le mercredi 10 novembre 2021 à 14 h 46 et le jeudi 09 décembre 2021 à 13 h 30.

Nous avons reçu une seule soumission pour cet appel d'offres. Le soumissionnaire conforme administrativement et techniquement est la compagnie 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL).

L'analyse des prix soumis démontre que le prix soumis est inférieur à l'estimation de la Ville. L'écart entre notre estimation et la soumission de Creusage RL est de 5,83 %.

Année	Estimation Ville	Creusage RL	Écart [(Estimation Creusage RL - Estimation Ville) / Estimation Ville] x 100
2022	120 000 $	113 000 $	**5,83 %**
TOTAL	**120 000 $**	**113 000 $**	
TOTAL (Taxes incluses)	**137 970,00 $**	**129 921,75 $**	

Notre estimation était basée sur les taux horaires d'un contrat de trois ans accordé en 2019

(2019 à 2021). Le taux horaire régulier en 2021 a été de 250$ et, pour le contrat de 2022, nous avons estimé le taux horaire à 275$ pour un appel régulier, soit une augmentation de 10%. Cette augmentation du taux horaire s'explique par l'introduction de nouvelles exigences dans l'appel d'offres (Exigence de carte de compétence CCQ pour les opérateurs et les aides- opérateurs).

Le présent contrat octroyé à Creusage RL (9083-0126 Québec Inc.) serait d'une durée d'un an.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici le tableau de calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services :

		Année 2022	**Total**
Soumission	100%	113 000,00 $	113 000,00 $
TPS	5%	5 650,00 $	5 650,00 $
TVQ	9,975%	11 271,75 $	11 271,75 $
Total Taxes incluses		129 921,75 $	129 921,75 $
Ristourne TPS	100%	(5 650,00) $	(5 650,00) $
Ristourne TVQ	50,00%	(5 635,88) $	(5 635,88) $
Déboursé Net		118 635,87 $	118 635,87 $

Le contrat accordé à Creusage RL (9083-0126 Québec Inc.) s'élève à 129 921,75 $, ce qui représente un déboursé net de ristourne de 118 635,87 $.

Rappelons que depuis 2016, le budget pour la gestion des réseaux d'aqueduc et d'égouts a été intégré au budget de fonctionnement de l'arrondissement.

En 2022, le présent contrat sera donc financé à même le budget de fonctionnement de la Direction des Travaux Publics dans le centre de responsabilité 300763 - CDN Gestion de l'eau. comptable de la Ville.

L'engagement de gestion CN29341001 a été créé afin de réserver les fonds.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permet d'éviter à la Ville de Montréal des dépenses importantes par l'utilisation d'un service spécialisé et ainsi limiter les impacts sociaux (entrave à la circulation, impact socio-économique).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 9 février 2022.
Fin des Travaux : 31 décembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce contrat respecte le règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) par la Ville de Montréal conformément à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes. Il s'inscrit dans la lignée de la prévention de la collusion et de la fraude d'après la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Eliane CLAVETTE, Service de l'eau

Lecture :

Geneviève REEVES, 1er février 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Junaid NEFTCHI
Agent Technique

Tél : 514-294-5490
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229341001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Infrastructures et aqueduc
Objet :	Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.



gdd_grille_analyse_montreal_2030-CPneumatique-21-19034.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Junaid NEFTCHI
Agent Technique

Tél : 514-294-5490
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229341001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Infrastructures et aqueduc
Objet :	Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-19034_SEAO _ Liste des commandes.pdf
21-19034 PV.pdf
21-19034_TCP_Lot#2_CDN-NDG_Outremont.pdf
21-19034_Intervention_Lot #2_CDN-NDG et Outremont.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-27

Annie T THERRIEN
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-19034
Numéro de référence : 1542324
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure ou le remplacement de boîtiers de service d'eau ainsi que pour le nettoyage de vannes de rue - Quatre arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9083-0126 QUÉBEC INC. 190 rue de L'Industrie L'Assomption, QC, J5W 2V1 http://www.creusagerl.com NEQ : 1167914846	Monsieur Sylvain Lortie Téléphone : 514 354-2966 Télécopieur : 450 589-8232	**Commande : (1965439)** 2021-11-15 12 h 33 **Transmission :** 2021-11-15 12 h 33	3627027 - 21-19034 Addenda #1 - Report de date 2021-11-25 14 h 26 - Télécopie 3628567 - 21-19034 Addenda #2 2021-11-29 14 h 48 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
9345-2860 Québec inc. 6060 avenue Raoul-Lassonde Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1E4 NEQ : 1172035884	Monsieur Patrick De Sylva Téléphone : 514 647-5279 Télécopieur :	**Commande : (1969409)** 2021-11-24 13 h 47 **Transmission :** 2021-11-24 13 h 47	3627027 - 21-19034 Addenda #1 - Report de date 2021-11-25 14 h 25 - Courriel 3628567 - 21-19034 Addenda #2 2021-11-29 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9363-9888 Québec inc. 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 http://www.sanivac.ca NEQ : 1172974132	Monsieur Sanivac Sanivac Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1964827)** 2021-11-12 10 h 13 **Transmission :** 2021-11-12 10 h 13	3627027 - 21-19034 Addenda #1 - Report de date 2021-11-25 14 h 25 - Courriel 3628567 - 21-19034 Addenda #2 2021-11-29 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services INFRASPEC Inc. 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8 NEQ : 1166044967	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1964129)** 2021-11-10 15 h 32 **Transmission :** 2021-11-10 15 h 32	3627027 - 21-19034 Addenda #1 - Report de date 2021-11-25 14 h 25 - Courriel 3628567 - 21-19034 Addenda #2 2021-11-29 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP21 0594

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 9 décembre 2021 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Abdenour Touabi, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 21-19034

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure ou le remplacement de boîtiers de services d'eau ainsi que pour le nettoyage de vannes de rue – Quatre arrondissements » est ouverte par l'agent de bureau principal du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire		**Prix**
9083-0126 QUÉBEC INC.	**Lot 1**	54 038,25 $
190, rue de l'Industrie	**Lot 2**	129 921,75 $
L'Assomption (Québec) J5W 2V1	**Lot 3**	134 520,75 $
	Lot 4	71 951,36 $

(4 cautionnements de 2 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 10 et 29 novembre 2021 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 10 et 25 novembre 2021 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

Abdenour Touabi
Agent de bureau – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-19034

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
2	**Arrondissements : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Outremont Services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure ou remplacement de boîtiers de service d'eau ainsiq ue pour le nettoyage de boîtiers de vannes de rue**	9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.)	1	Appels réguliers de semaine	300	Heure	1	260,00 $	78 000,00 $	89 680,50 $
			2	Appels réguliers de soir en semaine et fin de semaine	50	Heure	1	350,00 $	17 500,00 $	20 120,63 $
			3	Appels d'urgence	50	Heure	1	350,00 $	17 500,00 $	20 120,63 $
		Total (9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.))							**113 000,00 $**	**129 921,75 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-19034

No du GDD : 1229341001

Titre de l'appel d'offres : Services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure ou le remplacement de boîtiers de service d'eau ainsi que pour le nettoyage de vannes de rue – Quatre arrondissements.
Lot #2 - Arrondissements Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Outremont

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 11 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 2 - 12 - 2021

Ouverture faite le : 9 - 12 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 29 - 11 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 3 - 2022

Date d'échéance révisée : 9 - 3 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.)	129,921,75 $	√	2

Information additionnelle

Les trois (3) raisons de désistement sont les suivantes : (1) nous ne fournissons pas le service demandé, (1) le projet ne se situe pas dans notre secteur d'activité et (1) notre carnet de commandes est complet présentement.

Préparé par : Francesca Raby

Le 20 - 1 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229341001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Infrastructures et aqueduc
Objet :	Accorder un contrat d'une durée d'un an à Creusage RL (9083-0126 Québec inc.) pour les services d'excavation pneumatique pour la réparation mineure, le remplacement de boîtiers de service d'eau et le nettoyage des boîtiers de vannes de rues dans les arrondissements de Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et autoriser une dépense à cette fin de 129 921,75 $ incluant les taxes, le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 21-19034 Lot #2.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229341001- Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-02

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1229341001

Calcul des dépenses

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Contrat	113,000.00 $	5,650.00 $	11,271.75 $	129,921.75 $	11,285.88 $	118,635.88 $
Total des dépenses	**113,000.00 $**	**5,650.00 $**	**11,271.75 $**	**129,921.75 $**	**11,285.88 $**	**118,635.88 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	118,635.88 $	100.0%

IMPUTATION	2022
2406.0010000.300763.04121.55402.0.0.0.0.0.0	118,635.88 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Gestion de l'eau Activité : Réseau de distribution de l'eau potable Objet : Entr rép - Infrastructures municipales Sous-objet : Général	
Total de la disponibilité	**118,635.88 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1195153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 11:58

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195153001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

L'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a procédé à un appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002 en janvier 2019 afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels pour la conception de plans et devis dans les domaines du génie civil général, du génie municipal, de la circulation et d'aménagements (chaussée, égout, aqueduc et autres).

Trois (3) contrats ont été octroyés le 4 février 2019 à trois (3) firmes génie-conseil et sont en vigueur pour une période de deux (2) ans, selon la répartition budgétaire suivante :

- Contrat no.1 - FNX-INNOV inc. : 767 906,53 $ (TTC) ;
- Contrat no.2 - LES SERVICES EXP inc. : 870 314,76 $ (TTC) ;
- Contrat no.3 - AXOR EXPERTS-CONSEILS inc. : 860 725,85 $ (TTC).

Pour chaque contrat, il s'agit d'une entente-cadre sur demande pour des services professionnels de conception qui ne vise que l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

En février 2021, l'arrondissement a approuvé la première prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2021 au 4 février 2022, de l'entente-cadre conclue avec Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses dans le cadre de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002. Les firmes FNX-INNOV ainsi que AXOR Experts-Conseils

(aujourd'hui FNX-INNOV également) ont refusé la prolongation de leurs contrats.

Étant donné que cette entente avec EXP arrive bientôt à échéance, mais son budget n'est pas épuisé, une prolongation de l'entente-cadre actuelle est nécessaire afin d'assurer le maintien et la continuité des services professionnels requis en conception.

La Direction des Travaux publics souhaite ainsi exercer une deuxième prolongation de douze (12) mois pour le contrat de services professionnels avec Les Services EXP, conformément à l'article 5 des clauses administratives particulières des documents d'appel d'offres, selon les prix et modalités des soumissions et sans augmentation des budgets.

L'arrondissement souhaite prolonger cette entente-cadre afin de bénéficier des mêmes termes et dispositions des contrats actuels, afin d'éviter des délais et coûts supplémentaires associés aux appels d'offres répétitifs.

La firme Les Services EXP a confirmé à la Ville leur accord à prolonger leur contrat d'une année aux mêmes termes et dispositions.

Les prix demeurent identiques et l'arrondissement bénéficiera du maintien des prix de la soumission actuellement en vigueur durant toute la période de prolongation, soit du 5 février 2022 au 4 février 2023.

Les budgets seront autorisés ultérieurement par les instances compétentes lors de l'octroi des contrats spécifiques. Les différents mandats seront confiés à l'aide de bons de commande, dont les crédits proviendront des budgets identifiés par chacun des requérants (la Ville centre et/ou le Service de l'eau et/ou l'arrondissement de CDN-NDG et/ou le programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)). Des crédits du surplus non affecté pourront également financer les contrats.

Aucun impact financier supplémentaire n'est prévu par rapport à l'entente-cadre initiale vu que chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépense

De plus, l'entente-cadre arrivera à échéance lorsque le montant total de l'entente-cadre aura atteint le budget maximal de l'entente-cadre ou à la fin de la période de prolongation de douze (12) mois, selon la première des deux éventualités à survenir.

Cette entente-cadre permet à l'arrondissement de réaliser la conception des plans et devis pour des travaux prévus de 2022 à 2023 dans le cadre des programmes suivants du PTI et autres :

- Programme d'aménagement des rues;
- Programme de réfection du réseau routier;
- Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées;
- Programme de remplacement des entrées de service d'eau en plomb;
- Programme de reconstruction de rues;

Ces programmes contribuent la mise en oeuvre de l'approche « Vision Zéro » et à l'amélioration de l'état, des conditions et de la sécurité des infrastructures routières.

Il est ainsi recommandé d'approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses dans le cadre de l'appel d'offres public CDN-

NDG-19-AOP-TP-002.

Une imputation distincte sera faite pour chaque demande de prestation de service faite auprès de la firme.

La Division des études techniques s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l'enveloppe budgétaire.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 17 janvier 2022
Hélène BROUSSEAU, 17 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure

514-531-6195
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1195153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.



AMP_EXP (1).pdf



Avenant 2 - conv. serv. prof. changement de date.pdf



19-TP-002 - C2 - Avis de prolongation no.2 - EXP.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure

Tél : 514-531-6195
Télécop. : 000-0000

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2020-DAMP-1269
Nº de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

ADDENDA 2

CONVENTION MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, arrondissement de CÔTE-DES-NEIGES- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE** personne de droit public, ayant une adresse au 5160, boul. Décarie, 6e étage, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044);

Ci-après nommé : la **« Ville »**

ET : **Les Services EXP**, ayant sa principale place d'affaires au 1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal (Québec), H3A 3C8, agissant et représentée par M. Gabriel Soufo, ing., Directeur principal, Infrastructures, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 894637008
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241

Ci-après nommé : le **« Contractant »**

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de services professionnels (ci-après, la « Convention initiale ») le 4 février 2019 (résolution numéro CA19 170022);

ATTENDU QUE les parties ont prolongé la convention de services professionnels (ci-après, la «Addenda 1») le 4 février 2021 pour une période de 12 mois (résolution numéro CA21 170012);

ATTENDU QUE l'Addenda 1 vient à échéance le 4 février 2022;

ATTENDU QUE les documents d'appel d'offres no. CDN-NDG-19-AOP-TP-002 prévoient la possibilité de prolonger le contrat pour une durée de 12 mois ou moins chacune pour un maximum de deux (2) prolongations;

CONSIDÉRANT ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale;

ATTENDU QUE le Contractant est d'accord pour prolonger à nouveau la Convention initiale;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Le préambule de fait partie intégrante du présent Addenda 2;

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4 de l'article suivant :

« 4.1 L'Entente est prolongée pour une période de 12 mois comme prévue à l'article 5 des clauses administratives particulières. »

3. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2022

Les Services EXP inc.

Par : _____
Gabriel Soufo, ing. , Directeur principal, Infrastructures

Direction des travaux publics - Division des études techniques
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
2140, rue Madison, 3e étage, Montréal (Québec) H4B 2T4

Montréal, le 23 décembre 2021

Monsieur **Gabriel Soufo, ing.**
Directeur principal, Infrastructures
Les Services EXP inc.

Objet : Avis de prolongation no.2 – AO no. CDN-NDG-19-AOP-TP-002 - EXP Services professionnels en conception de plans et devis (2019-2021)

Monsieur,

Par la présente, l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné. Cette option est définie à la clause 5 de la section III du cahier des charges.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 5 février 2022 au 4 février 2023, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée dans le cadre de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 19 janvier 2022 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

La Ville se réserve le droit de recommander ou non la prolongation, nonobstant votre réponse et l'Adjudicataire ne pourra tenir la Ville responsable et lui réclamer des frais pour un manque à gagner, des pertes, des préjudices et/ou pour dommages-intérêts.

Recevez, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte l'option de prolongation :

2022-01-11 11 janvier 2022

Nom et signature Date

Je refuse la prolongation :

Nom et signature Date

Karine Yaacoub, ing.
Chargée de projets

Cc : M. Farid Ouaret, ing., chef d'équipe
M. Pascal Trottier, ing., chef de division
Mme Julie Faraldo-Boulet, Secrétaire-recherchiste

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Approuver la deuxième prolongation de douze (12) mois, du 5 février 2022 au 4 février 2023, de l'entente-cadre conclue avec la firme Les Services EXP inc., pour des services professionnels d'étude et conception en ingénierie, aux prix et conditions de la soumission, et sans majoration de la dépense totale de l'entente-cadre, maintenue à 870 314,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-002.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier décisionnel vise l'autorisation d'une deuxième prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre sur demande pour des services professionnels d'étude et de conception en ingénierie avec la firme Les Services EXP inc. pour un montant de 870 314.76 taxes incluses, soit, 794 713.38 $ net de ristourne tel que stipulé dans le cahier de charges de l'appel d'offres CDN-NDG-19-AOP-TP-002 pour le contrat numéro 2.

Les différents mandats seront confiés à l'aide de bons de commande, dont les crédits proviendront des budgets identifiés par chacun des requérants, soit, la Ville centre, le Service de l'eau, l'arrondissement de CDN-NDG ou le programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU).

Les crédits nécessaires seront prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement de la Ville centre, de l'arrondissement de CDN-NDG, du Service de l'eau et du TAPU. Des crédits du surplus non affecté pourront également financer les mandats. Une imputation distincte sera faite pour chaque demande de prestation de service faite auprès de la firme.

La Division des études techniques s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l'enveloppe budgétaire.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Guylaine GAUDREAULT

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3488

Directrice

Tél : 438-920-3602
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1215153003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2022 (rues locales), la liste des rues visées par la réalisation des travaux de dos d'âne sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce.

D'approuver, dans le cadre du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2022 (rues locales), la liste des rues visées par la réalisation des travaux de dos d'âne sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 14:55

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215153003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2022 (rues locales), la liste des rues visées par la réalisation des travaux de dos d'âne sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Construction de dos d'âne : Dos d'âne-2022 : (Rues locales / Budget d'Arrondissement)

Conformément au programme d'investissement 2022 (PDI-2022) et en rapport avec les mesures d'apaisement de la circulation, la Division des études techniques a dressé une liste des dos d'âne à réaliser sur ses divers tronçons de rues de l'arrondissement (projet de Dos d'âne-2022).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 21 170040 - Lundi 8 mars 2021 - Approuver, dans le cadre du programme de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-2021 (rues locales) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2021, les listes des rues visées par les projets de RESEP-1-2021 et RESEP-2-2021 pour la réalisation des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, et par le projet de Dos d'âne 2021 pour la construction de dos d'âne sur des rues locales

DESCRIPTION

Programme d'apaisement de la circulation : (Rues locales / Budget de l'Arrondissement)

Liste des rues – DOS D'ÂNE - 2022

# tronçon	Rue	De	À	District
1	**Kent**	Darlington	Wilderton	Darlington
2	**Hudson**	Appleton	Kent	Darlington

3	**Place Decelles N**	Ellendale	Decelles	Darlington
4	**Place Decelles S**	Ellendale	Decelles	Darlington
5	**Plantagenet**	De Soissons	Côte-Ste-Catherine	Côte-des-Neiges
6	**Canterbury**	Côte-Ste-Catherine	Willowdale	Côte-des-Neiges
7	**Fulton**	Westbury	Lemieux	Côte-des-Neiges
8	**Dornal**	Lemieux	Victoria	Côte-des-Neiges
9	**Jean-Brillant**	Westbury	Lemieux	Côte-des-Neiges
10	**Jean-Brillant**	Lemieux	Victoria	Côte-des-Neiges
11	**Gatineau**	Côte-Ste-Catherine	Édouard-Montpetit	Côte-des-Neiges
12	**Brighton**	McShane	Hudson	Côte-des-Neiges
13	**Atherton**	Mountain Sights	Powell	Snowdon
14	**Powell**	Mountain Sights	Atherton	Snowdon
15	**Mountain Sights**	Powell	Atherton	Snowdon
16	**Ponsard**	Circle	Meridian	Snowdon
17	**Mountain Sights**	Dupuis	Édouard-Montpetit	Snowdon
18	**Mountain Sights**	Côte-Ste-Catherine	Dupuis	Snowdon
19	**Mountain Sights**	Bourret	Côte-Ste-Catherine	Snowdon
20	**Trans Island**	Plamondon	Vézina	Snowdon
21	**Trans Island**	Côte-Ste-Catherine	Bourret	Snowdon
22	**Ponsard**	Meridian	Circle	Snowdon
23	**Oxford**	Côte-St-Antoine	Sherbrooke	NDG
24	**Regent**	Upper-Lachine	Saint-Jacques	NDG
25	**Bulmer**	Maisonneuve	cul-de-sac	NDG
26	**Brodeur**	Girouard	Duquette	NDG
27	**Melrose**	Upper-Lachine	St-Jacques	NDG
28	**Clifton**	Upper-Lachine	St-Jacques	NDG
29	**Beaconsfield**	Sylvia-Smith	Upper-Lachine	NDG
30	**Madison**	NDG	Godfrey	Loyola
31	**Borden**	Somerled	Fielding	Loyola
32	**Bessborough**	Côte-St-Luc	Chester	Loyola
33	**Mariette**	Fielding	Somerled	Loyola
34	**Walkley**	Fielding	Somerled	Loyola
35	**Westmore**	Harley	Saint-Jacques	Loyola
36	**Patricia**	Harley	Saint-Jacques	Loyola
37	**Trenholme**	Harley	Elmhurst	Loyola
38	**O'Bryan**	Fielding	Somerled	Loyola
39	**Mayfair**	Somerled	Terrebonne	Loyola
40	**Rosedale**	Chester	Fielding	Loyola
41	**Belmore**	Somerled	Terrebonne	Loyola
42	**MacMahon**	Côte-St-Luc	Chester	Loyola
43	**Rosedale**	Terrebonne	Monkland	Loyola
44	**King-Edward**	Terrebonne	Monkland	Loyola
45	**King-Edward**	Sherbrooke	Monkland	Loyola
46	**Benny Crescent**	Benny	Benny	Loyola

Nota: Cette liste est composée approximativement de 100 unités de dos d'âne sur les diverses rues locales

L'arrondissement se réserve le droit de retrancher une / des rues et/ou un /des dos d'âne.

JUSTIFICATION

Ces travaux permettent l'apaisement de la circulation dans les rues locales résidentielles et institutionnelles en réduisant la vitesse, dissuadant la circulation de transit et diminuant les conflits entre les divers usagers de la route.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement des travaux du présent sommaire décisionnel provient du budget du PDI-2022 de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Toutes les directives et mesures sanitaires relatives à la Covid-19 seront indiquées dans les documents d'appel d'offres des projets du présent sommaire décisionnel.
Les mesures barrières et sanitaires doivent être respectées lors de la réalisation des travaux conformément aux exigences de la Direction de la santé publique.

Enfin, lors de la réunion de démarrage des travaux, le Directeur (ou son représentant) s'assurera de rappeler à tous les intervenants de ces projets, les consignes et mesures dictées par la Direction de la santé publique du Québec afin que les travaux se déroulent de manière sécuritaire pour les travailleurs, les surveillants et le public, dans le respect des règles sanitaires prescrites dans les contrats. Le Directeur assurera une surveillance accrue du respect des consignes sanitaires requises et se réserve le droit, en cas de manquement, d'appliquer des pénalités de non conformité à la situation exceptionnelle de la crise sanitaire mondiale et/ou de suspendre les travaux du contrat jusqu'à nouvel ordre, tel qu'autorisé par les clauses des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernés par les travaux du présent sommaire décisionnel seront informés par lettre de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Parachèvement des documents d'appel d'offres: février 2022.

- Appel d'offres : mars 2022 (Dos d'âne)
- Octroi du contrat : avril 2022 (Dos d'âne)
- Début des travaux : mai 2022 (Dos d'âne)
- Fin des travaux : Août 2022 (Dos d'âne).

Les étapes et calendriers ci-dessus sont donnés à titre indicatif seulement et ces dates pourraient être modifiées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges à préparer pour les documents d'appel d'offres du contrat feront mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue et en évidence la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- harmonisation des documents d'appel d'offres de 2017;
- mise à jour des documents techniques normalisés d'infrastructures DTNI des cahiers des charges des appels d'offres;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- respect des mesures sanitaires de la Covid-19;
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.
- et autres....

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
Ingénieur, chef d'équipe, - Études techniques

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.06

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1217413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) Appel d'offres public 21-18658, et autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ:
De résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) Appel d'offres public 21-18658;

D'autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement;

D'imputer ce crédit de 6 056,16 $, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:44

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1217413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) Appel d'offres public 21-18658, et autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 septembre 2021, EMONDAGE SBP (9211-4560 Québec Inc.), nous a informé que, pour des raisons de manque de main-d'œuvre lié à la pandémie, l'entreprise n'est plus capable de poursuivre ses engagements liés au contrat des travaux d'essouchement d'arbres que l'Arrondissement lui avait octroyé à la suite de l'appel d'offres public au numéro 21-18658, et pour lequel il a été le plus bas soumissionnaire conforme.
À ce moment, 195 essouchages avaient été réalisés sur un total de 300. Il restait donc 105 essouchages à réaliser selon les spécifications prévues au contrat.

Considérant la pandémie en cours et le champ d'activité particulier dans lequel l'entreprise œuvre, son représentant nous a informé être dans l'impossibilité d'embaucher de nouveaux employés afin de respecter ses engagements.

Après analyse du dossier, la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce, a convenu qu'il serait préférable d'en venir à une entente à l'amiable avec EMONDAGE SBP (9211-4560 Québec Inc.) afin de le décharger de la responsabilité d'exécution des 105 souches restantes en contrepartie d'un dédommagement. ÉMONDAGE SBP (9211-4560 Québec Inc.) dédommagera l'arrondissement à hauteur de 6 056,16 $ taxes incluses. Les parties pourraient ainsi se donner quittance finale et mutuelle telle que libellé au document joint à la présente. Cela permettra de mettre un terme au présent contrat et de retourner en appel d'offres en vue d'octroyer un nouveau contrat au printemps.

En résumé, sur un montant initial de 183 528.84 $ taxes incluses, 118 441.50 $ ont été payé. Comme ce contrat était financé en grande partie par les fonds disponibles versés par la ville centre dans le cadre du plan Canopee, la somme non utilisée redeviendra disponible, en 2022, pour l'octroi d'un prochain contrat.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 31 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

514 868-4561
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1217413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) Appel d'offres public 21-18658, et autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement.



Quittance signée (2).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

GDD 1217413002 Addenda

Calcul des dépenses

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Résiliation du contrat	6,056.16 $	- $	- $	6,056.16 $	- $	6,056.16 $
Total des dépenses	**6,056.16 $**	**- $**	**- $**	**6,056.16 $**	**- $**	**6,056.16 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	6,056.16 $	100.0%

IMPUTATION	2022
2406.0010000.300726.03003.44890.012608.0.0.0.0.0	6,056.16 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Bureau technique Activité : Transport - Soutien technique et fonct - à répartir Objet :Récuperation des frais divers S-Objet : Pénalités sur contrats	
Total de la disponibilité	**6,056.16 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1217413002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Résilier le contrat intervenu entre l'arrondissement et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) pour le service d'essouchement (résolution CA21 170121) Appel d'offres public 21-18658, et autoriser le Directeur des travaux publics à signer la quittance entre la Ville de Montréal et Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) prévoyant une indemnité de 6 056,16 $ taxes incluses, au bénéfice de l'arrondissement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217413002 Addenda - certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-31

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

QUITTANCE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, personne morale ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec H3X 2H9, agissant et représentée par Pierre Boutin, Directeur des travaux publics, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA22 170 __

CI-APRÈS APPELÉE "VILLE"

ET : **EMONDAGE SBP (9211-4560 Québec Inc.),** personne morale ayant une place d'affaires au 1763 Rang du Brûlé, St-Antoine-Sur-Richelieu,Québec J0L 1R0, agissant et représentée par BENOÎT POLIQUIN, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE "CONTRACTANT"

QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE

En considérant le paiement de la somme de six mille cinquante-six dollars et seize cents (6056,16 $), taxes incluses, effectué le _____ 2022 par le Contractant, la Ville donne par les présentes pour son propre compte et pour le compte de tous ayants droit quittance complète, finale et définitive à la Ville de toute action, cause d'action, réclamation ou demande, quelle que soit la nature et ce, pour l'ensemble du contrat des travaux d'essouchement 21-18658 qui ont été approuvés par le conseil d'arrondissement à sa séance du lundi 03 mai 2021(résolution CA21 170121).

La présente constitue une transaction au sens des articles 2631 à 2637 du *Code civil du Québec.*

Le 31 ème jour de JANVIER 2022
(Emondage SBP)

Par : _____
Benoît Poliquin

Le _____ ième jour de _____ 2022
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Pierre Boutin

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1227397001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:30

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227397001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

En 2019, la DCSLDS a développé le programme « Animation du voisinage » qui a pour principe directeur de : contribuer à bâtir un milieu de vie fort ; faire la promotion des espaces publics comme un lieu favorable aux initiatives de bon voisinage; renforcer la cohésion sociale dans les milieux de vie; faire la promotion du vivre ensemble et de l'inclusion; inciter les citoyens à partager leurs expériences et à se connaître; contribuer à la vitalité locale; contribuer à des expériences de rapprochement dans les voisinages et contribuer à l'appropriation du voisinage auprès des citoyens et citoyennes.
Depuis plusieurs années, l'organisme Conseil communautaire de NDG inc., fiduciaire pour le Collectif « Cheap Art St-Raymond » (Ruche d'art Pop up) organise des activités destinées à des citoyens et citoyennes réunis autour d'intérêts communs qui leur permettent de faire découvrir des nouvelles pratiques en loisirs culturels et de développer un sentiment d'appartenance dans les différents voisinages où se déroulent les différentes animations. Conformément à l'énoncé de sa mission et aux objectifs du programme « Animation du voisinage », la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) contribue annuellement au succès de ces initiatives.

Dans le cadre de ces initiatives, plusieurs types de soutien peuvent être offerts tels que: la délivrance de permis, le prêt de local, le prêt de matériel et le soutien financier. Ces initiatives sont également parfois encadrées par la présence d'une ressource professionnelle qui accompagne les promoteurs au besoin.

Ce sommaire vise à accorder une contribution financière non récurrente de 3 100 $, toutes

taxes comprises si applicables, dans le cadre du programme « Animation du voisinage », au Conseil communautaire NDG inc., à titre de fiduciaire pour le Collectif «Cheap Art Saint-Raymond» pour la réalisation du projet Ruche d'art «Pop Up» pour l'année 2022. En plus du soutien financier, la DCSLDS offre un accès à des espaces pour la réalisation du projet. Il est important de mentionner que l'arrondissement n'est pas en mesure d'offrir un espace dédié au collectif.

L'organisme a soumis une demande de contribution financière de 5 000 $ pour la réalisation des activités pour la Ruche d'art «Pop Up». La DCSLDS recommande de verser une contribution de 3 100 $ tel que planifié dans son budget de fonctionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19170162 Autoriser le versement d'une contribution, totalisant 3 100 $, incluant les taxes si applicables, au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., fiduciaire pour le Collectif « Cheap Art Saint-Raymond » (activité Ruche d'art « Pop up ») pour des activités de loisirs et récréatives libres qui se dérouleront durant la belle saison, dans le cadre du programme « Animation du voisinage ».
CA18 170172 Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 3 000 $, toutes taxes comprises si applicables, au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., fiduciaire pour le Collectif « Cheap Art Saint-Raymond », pour l'activité Ruche d'art « Pop Up » dans les parcs Georges Saint-Pierre et Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

L'objectif du projet consiste à animer des espaces avec Ruche d'art « Pop-Up » en offrant des ateliers d'art pour les résidents et résidentes de différents voisinages qui sont gérés et réalisés par les membres du collectif «Cheap Art Saint-Raymond» et du réseau Ruche d'art.
Le projet de Ruche d'art « Pop-Up » est une initiative inspirée par le modèle Ruche d'art international, qui relie les studios d'art semblables partout dans le monde. Encore cette année, la Ruche d'art « Pop-Up » offrira du matériel d'art que les gens qui pourront utiliser à leur guise. Il y aura aussi des ateliers d'art et d'artisanat animés par les membres. Un coordonnateur sera présent en tout temps pour la surveillance des activités.
Le collectif souhaite attirer en priorité:
- des parents à faible revenu et nouveaux arrivants ayant accès à peu d'activités artistiques abordables;
- des aînés.ées cherchant à briser l'isolement;
- toutes autres résidents.es intéressé,es à exprimer sa créativité dans un environnement collectif.

Afin de répondre aux besoins en animation de loisir culturel amateur et de soutenir la réalisation d'une offre d'animation libre destinée aux familles du quartier Notre-Dame-de-Grâce, l'arrondissement met à la disposition de cette organisation un « conteneur » maritime spécialement aménagé au parc Georges-Saint-Pierre et offre un soutien financier de 3 100 $ pour l'acquisition de matériaux et pour l'animation. Ces activités se déroulent pendant la saison estivale dans plusieurs parcs, mais aussi à l'année longue dans les HLM et les centres communautaires du quartier.

JUSTIFICATION

Le budget alloué par l'arrondissement à ces activités représente un levier considérable dans le maintien de la vitalité de ces voisinages. Lors des années antérieures, les sommes allouées ont été utilisées à bon escient et les modalités en matière de reddition de compte ont été respectées.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans sa *« Déclaration pour un arrondissement en santé»* et soutiennent le «vivre ensemble» par

la participation et l'ouverture de ces organismes à faire vivre différentes expériences aux citoyens et citoyennes de l'arrondissement.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, l'organisme a déposé une demande d'aide financière et fournis tous les documents et informations nécessaires pour être reconnu et admissible pour la réalisation des activités de voisinage.

- La réalisation de ce projet vient bonifier l'offre de service en loisir culturel amateur;
- La présence du Collectif dans le parc de Georges Saint-Pierre, autres parcs ou dans d'autres centres communautaires animera davantage les divers espaces à travers l'arrondissement;
- Les objectifs sont en lien avec la vocation culturelle que l'arrondissement souhaite développer dans son offre de services aux citoyens et citoyennes;
- Ce projet soutien les actions de la politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre du présent sommaire, le montant accordé pour la réalisation du « Programme - Animation du Voisinage » est de 3 100$ (toutes taxes incluses si applicables), pour une période d'un an, soit du 8 février 2022 au 31 décembre 2022.
Cette dépense est entièrement financée par le budget de fonctionnement de la DCSLDS.

Les crédits ont été réservés par la demande d'achat no. 708906

OSBL	**Durée du contrat**	**Valeur totale** (toutes les taxes incluses si applicables)	**Annuelle (Exercice 2022)**
Conseil communautaire inc, fiduciaire pour le Collectif "Cheap Art" / "La Ruche d'arts"	1 an	3 100$	3 100$

Imputation budgétaire:
2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012135.00000.00000

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030,

- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
- Offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans une approche de vivre ensemble et compte tenu du caractère cosmopolite de l'arrondissement, ces activités favorisent à la fois le développement du sentiment d'appartenance à un quartier et les échanges interculturels nécessaires pour assurer un

milieu de vie de qualité.

- Amélioration de l'offre en loisirs culturels amateur;
- Amélioration des services aux usagers des parcs;
- Favoriser la pratique libre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement souhaite maintenir les services de loisir offerts par l'OSBL nommé dans ce sommaire.
La crise de la COVID-19 nécessite une participation accrue du réseau du loisir communautaire. Durant la crise, les organismes communautaires jouent un rôle important pour offrir un service de proximité adapté aux besoins d'une clientèle diversifiée et en situation difficile.

La mission de l'organisme est au cœur de l'intervention de première ligne dans la mise en place de services pour la clientèle de l'arrondissement.

Advenant une continuité de la pandémie, l'OSBL s'engage à appliquer toutes les règles énoncées dans les décrets ministériels pour le déroulement des activités. Également les mesures sanitaires seront mises en place selon les directives de la DRSP.
Les activités pourront être offertes en ligne selon les mesures sanitaires en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Novembre 2021 : Transmission du programme « Programme Animation du voisinage » et des documents de projets à compléter et à transmettre par l'organisme à l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2022 : Adoption au Conseil d'arrondissement du 7 février.
Février 2022 : Signature de la convention.
Mars 2022 : Émission du versement.
Octobre 2022 : Évaluation et suivi

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-217-5816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : 514-239-4917
Télécop. :



Convention CONSEIL COMMUNAUTAIRE NDG (2).docx.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE INC. (FIDUCIAIRE POUR LA RUCHE D'ART DE NDG)**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) ou régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 204-5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Québec, H4A 1N1, agissant et représentée par Halah Al-Ubai, directrice générale, dûment autorisée, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ :S/O
Numéro d'organisme de charité :107766131RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission qui s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme *d'animation du voisinage* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme *d'animation du voisinage*.**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.5 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver la session printemps-été; et la session d'automne;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trois mille cent dollars (3 100 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée en un seul versement.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars 2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le (inscrire la date précise chaque année) un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties remplissent leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune

responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un

don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Québec, H4A 1N1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE N.D.G INC

Par : _____
Halah Al-Ubaidi, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce,, le 7e jour de février 2022 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Voir document ci-joint

FORMULAIRE DE SOUTIEN FINANCIER EN SPORTS ET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

DEMANDE DE POUR DES PROJETS LOISIRS

SAISONNIERS

En lien avec le **Programme d'animation du voisinage**

DIRECTIVES

ÉTAPE 1

Remplir le formulaire de demande de soutien financier et le retourner par courriel à l'adresse : **dcslds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca**.

Notez que les envois par télécopieur ne sont pas acceptés. Ils seront automatiquement rejetés. De même, les dossiers incomplets, non-signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilités seront automatiquement rejetés.

ÉTAPE 2

L'arrondissement analyse le dossier et effectue la recommandation appropriée au conseil d'arrondissement.

ÉTAPE 3

À la suite de l'approbation de la demande de soutien financier par du conseil d'arrondissement, la DCSLDS confirmera, par avis écrit, le montant du soutien accordé.

Notez qu'un organisme qui ne respecte pas la procédure et/ou qui ne répond pas aux exigences liées aux critères ne pourra être financé par l'arrondissement ni obtenir des services de lui.

ÉTAPE 4

Une fois le projet terminé, l'organisme devra remettre à l'arrondissement, dans les trente (30) jours suivant la fin du projet, une reddition de compte, un bilan ou encore un rapport final ainsi qu'un rapport financier incluant les dépenses réelles.

ÉTAPE 5

De plus, une évaluation conjointe avec l'arrondissement sera réalisée à la fin du projet.

DOCUMENTS À REMETTRE AVEC LE FORMULAIRE

Pour les projets en sports et loisirs saisonnier, les documents suivants devront être joints au formulaire de demande de soutien financier :

- L'engagement de l'organisme;

- La résolution des administrateurs;
- Une copie du certificat d'assurances requis pour le projet saisonnier.

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER POUR DES PROJETS EN SPORTS ET LOISIRS SAISONNIERS

1. **Identification :**

Nom de l'organisme : le Conseil Communautaire de NDG (pour la Ruche d'Art de NDG Art Hive)

Répondant de l'organisme : Halah Al-Ubaidi, Directrice générale

Adresse : 5964 Avenue Notre-Dame-de-Grâce #204, Montreal, QC H4A 1N1

Téléphone :514.484.1471 ext. 226

Courriel : admin@ndg.ca (pour Halah) et ndg.arthive@gmail.com (pour Miles)

2. **Projet :**

Titre du projet :
La Ruche d'Art de NDG / NDG Art Hive

Date de début du projet	Date de fin du projet	# de semaines du projet
1 janvier 2021	30 Avril 2022	26

Jours de semaine	Horaire de l'activité	Type/âge de clientèle	Nombre de participants ciblés
vendredi samedi dimanche lundi	19:00 h à 22:00h 10:00h à 16:00h 10:00h à 16:00h 14:00h à 18:00h	ouvert à tous	15 / événement 40 / evénement 40 / evénement 40 / evénement

Installation(s) utilisée(s)	Type(s) de salle(s) utilisée(s)
Parc Georges St Pierre HLM Saint Raymond Centre Monkland Chalet Parc Girouard	parc salle communautaire centre communautaire parc chalet

Voisinage(s) ciblé(s): NDG au complet, mais plus spécifiquement, les voisinages autour des centres Saint Raymond, Walkley, Westhaven, et Benny. Les jeunes et aînés, les personnes et familles ayant un faible revenu.

1) DESCRIPTION DU PROJET
Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

La Ruche d'Art de NDG est née du Cheap Art Collective du quartier Saint Raymond: les fondateurs du maison hantée annuelle dans le tunnel Melrose et du Parade des Marionnettes. Nous croyons que le développement des communautés et la production d'art sont liés. Nous sommes principalement une association basée sur le bénévolat. Nous sommes soutenu par l'Arrondissement CDN-NDG, le Conseil Communautaire NDG, le Réseau des Ruches d'Art, la Caisse Desjardins NDG, l'OMHM, l'église Unitarienne de Montréal, l'église Unie de Ville Mont Royal, et le conseiller du quartier NDG Peter McQueen. On accepte gracieusement les dons de matériaux de bricolage et de l'argent des citoyen/nes.

Nous offrons les espaces de studios libres, bilingues, accessibles, inclusifs et ouverts à tous.tes. De temps en temps, nous offrons des ateliers structurés et des projets collectifs, mais toujours avec l'option pour l'exploration individuelle. Dès 2015, nous avons atteint plus de 5 000 résidents de toutes sortes de milieux culturels et d'âges, débutant avec notre Ruche d'Art en Parc Girouard les samedi après-midis, puis au HLM Saint Raymond à 5605 Upper Lachine. Juste avant la pandémie, nous nous sommes installés à trois autres HLM dans CDN-NDG: Girouard, Monkland et Bourret. Nous avons rejoint les personnes âgées, de faible revenus, et en isolement extrême. Nous avons offert la contacte humaine importante, les références communautaires, et la place pour l'expression artistique. Nous avons aussi offert des pop-ups intergénérationnels mensuels à la Bibliothèque Benny.

Dans le contexte de la pandémie, nous avons adapté nos services en offrant des programmes en ligne. Quand les règlements ont été levés, nous avons recommencé les Ruches d'Art en présentiel avec moins de personnes et les équipements désinfectés. Nous savons que dans ce temps de pandémie, nos communautés ciblées sont devenues très isolées. Depuis le printemps, nous offrons des Ruches d'Art intérieures dans des résidences HLM en NDG quatre fois par semaine, et nous avons recommencé la Ruche d'Art extérieure dans le parc Georges St Pierre dès le samedi 12 juin.

Nos coûts sont bas étant donné que nous sommes dirigés par le bénévolat, mais nous payons tous les animateurs/rices $20/heure. Nous avons reçu un subvention de Canada Summer Jobs pour embaucher un coordonnateur à temps partiel, donc nous sommes bien positionnés pour agrandir nos services- en additionnant plus de Ruches dans le quartier prioritaires de Saint Raymond et aussi dans les autres HLM a NDG (Bourret, Monkland et Girouard) où habitent beaucoup de personnes âgées qui vivent seules.

2) OBJECTIFS DU PROJET
Décrivez brièvement les objectifs (le comment, le pourquoi).

Notre objectif principal est de continuer et agrandir nos projets Ruches d'Art actuelles. En ce moment, nous offrons une Ruche d'Art le samedi dans le parc Georges St Pierre (jusqu'à ça devient trop froid) et quatre Ruches d'Art dans les résidences HLM. Nous voulons les continuer le plus longtemps possible, surtout en hiver quand les gens sont encore plus isolés.

En termes d'expansion, nous planifions d'établir une série d'ateliers éducatifs spéciaux sur des artistes et techniques spécifiques. Ceux-ci vont être enseignés par des artistes des communautés que nous desservons. Ces ateliers vont inclure des pratiques des beaux-arts, des métiers traditionnels, des techniques basées sur le processus créatif. En plus, nous encourageons les résidents des HLMs de s'entraider et de partager leurs connaissances régulièrement.

Nous voulons ajouter trois nouveaux Ruches d'Art à notre horaire hebdomadaire actuel. Une sera au Centre Communautaire Monkland les lundi après-midis de 14h00 à 18h00, ceci laissera les personnes âgées venir après leurs rendez-vous et les enfants de venir après l'école. Cet événement encouragera les relations intergénérationnelles pour renforcer la communauté. L'autre Ruche d'Art sera dans le parc Girouard ou dans un autre local les dimanches. Ceci permettra aux communautés Juives et aux autres minorités religieuses de participer. Nous aimerions aussi établir un groupe de travail d'aiguille de soirée. Ceci sera principalement pour les femmes qui veulent avoir un espace sûr et sans stress pour briser leur isolement et tisser des liens psycho-sociaux.

Nous voulons aussi soutenir les relations avec les centres communautaires dans les quartiers prioritaires, tels que Walkley, Westhaven, et Benny. Notre but est d'organiser des Ruches d'Art « pop-ups » dans ces locaux pour offrir les opportunités artistiques au different parties de l'arrondissement, et aux gens qui ne pourraient pas nécessairement venir au parc Georges St Pierre.

Nous aimerions organiser de nouveau la grande collecte de cartes fait à la main pour distribuer avec les repas aux personnes âgées durant les fêtes, en partenariat avec le Conseil communautaire NDG. Ce projet implique les garderies du milieu, car les tout-petits créent les cartes (bilingues) à la main pour les aînées du quartier.

Le « pourquoi » en arrière de notre projet :

- 25% des résidents de NDG vivent en pauvreté et selon nos constats ne profitent pas des activités payés comme les classes privées;
- Les familles qui travaillent durant la semaine cherche des activités gratuites la fin de semaine;
- On constate que les familles et les aînées qui fréquentent nos Ruches d'Art ont souvent des besoins psycho-sociaux. Ainsi, nous offrons de l'intervention dans les champs de « développement sociale »;
- Le HLM St-Raymond a une forte composition de résidents avec les défis physiques et en santé mentale et ces résidents bénéficient beaucoup de notre communauté. Ils s'épanouissent à travers nos pratiques collectives;
- Les enfants et jeunes de notre quartier ont besoin des occasions de s'exprimer, de se réunir et de se développer.
- Les gens qui ont survécu du traume ont besoin d'une place sécure pour se guérir ex. les nouveaux arrivants qui viennent des pays ou il y avait la guerre
- Les gens nouvellement arrivés dans le quartier ont besoin des 'portes d'entrées ' pour mieux connaître le quartier et les autres ressources;
- Les résidents du quartier apprécient les occasions de se réunir dans notre diversité et dynamisme;
- Le plan stratégique du quartier, mené par le Conseil communautaire NDG, favorise les projets dans les secteurs prioritaires et la mobilisation citoyenne à travers les arts et la culture;

3) RÉSULTATS ATTENDUS
Décrivez brièvement les résultats mesurables en lien avec les objectifs.

- Nombre de personnes qui fréquentent la Ruche d'Art de NDG (aux trois sites : HLM St-Raymond et Parc Georges St-Pierre et le chalet du parc Girouard)
- Diversité des participants (âge, ethnicité, capacités physiques et cognitives, troubles en santé mentale, durée de résidence dans le quartier etc.)
- Les œuvres créés (individuellement et collectivement)
- Les témoignages des participants
- Les partenariats avec d'autres organismes et institutions ainsi que les résultats de ces projets collectifs
- Les constats et rétroaction de l'équipe de terrain
- Les témoignages de nos partenaires
- Satisfaction des usagers, fréquence de « retours » après la 1ere visite
- Vouloir des participants de s'impliquer dans l'organisation
- Nature des conversations dans les Ruches d'Art entre intervenants et participants ex. soutien psycho-sociale
- Références communautaires et institutionnelles offerts par nos intervenants aux participants
- Capacité de notre organisme d'augmenter le budget, de maintenir un collectif fort et fonctionnel
- Qualité et « vécu » du partenariat avec notre partenaire fiduciaire ainsi qu'avec nos bailleurs

Prévisions budgétaires :

Remplir les cases seulement si applicables.

A) Revenus reliés au projet

Revenus	Description	Montant
Contribution de la Ville de Montréal reliée au projet	Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour projet	5000
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions d'autres sources reliées au projet	OMHM	1000
	Soutien Action Bénévole	5000
	Caisse Desjardins	5000
	Canada Summer Jobs	4000
Revenus autonomes	Cotisation des membres	
	Frais d'activités	2000
	Frais d'inscriptions	
	Activités d'autofinancement	1000
	Autres revenus	2000
Total des revenus reliés au projet		$ 25 000

B) Dépenses reliées au projet

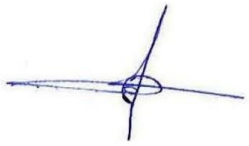
Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			
	Animation	1045	20	20900
	Intervention			
	Gestion admin	100	20	2000
	Soutien technique			
	Autres	30	20	600
Honoraires	Services professionnels			500
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				
Matériel et fournitures				1000
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				
Autres dépenses				
Total des dépenses reliées au projet				25000

3. **Engagement de l'organisme**

Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues dans le Programme d'animation du voisinage et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance du règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du projet, toute somme non-engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.



Signature _____

Date ___**3 Décembre 2021**

__**Halah Al-Ubaidi – Directrice Générale**_____
Nom et fonction du signataire

1-	**IDENTIFICATION DE L'ORGANISME**

Nom : Conseil Communautaire NDG

Adresse : 5964 Ave Notre Dame de Grâce # 204

Téléphone **514 484 1471 ex 226** **Courriel** admin@ndg.ca

2- RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTENDU que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'un projet avec la Ville de Montréal, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme ___Halah Al-Ubaidi_- Directrice Générale à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention comme partenaire avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme __Halah Al-Ubaidi_- Directrice Générale à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Halah Al-Ubaidi - Directrice Générale à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME d'une résolution des administrateurs de la Corporation __Conseil Communautaire NDG__ dûment adoptée lors d'une assemblée ordinaire des administrateurs tenue le __24___e jour du mois de __novembre___2021___.

SIGNÉE à Montréal, par :

Titre : **Titre :**

_____ _____
Nom en lettres moulées Nom en lettres moulées

_____ _____
Signature Signature

_____ _____
Date Date

CONSEIL COMMUNAUTAIRE NDG COMMUNITY COUNCIL

Conseil d'administration
Board of directors 21-22
Malaka Ackaoui, *Présidente*
Bonnie Soutar *Vice-Présidente*
Tomir Glowacki , *Trésorier*
Gerry Lafferty, *Secretary*
Grace Campbell
Lisa Bornstein
Anne Johnston Williams
Christopher Lyons
Renate Betts
Nadine Collins
Jocelyn Boyle
Halah Al Ubaidi, *Directrice générale*

Membres honoraires
Honorary Members
André Biron
Anne Usher
Gail Tedstone

Mandate

Concertation

Mobilisation : Briser l'isolement / Breaking isolation

Services :
Clinique d'impôt/Tax Clinic
Resource Centre de ressources
Dîner communautaire de Noël/
NDG Community Christmas Dinner

#274/21 204 ArtHive Network- Programme d'animation du voisinage

The NDG Art Hive is approaching the Borough for $5,000 of funding to help sustain programming for low income, isolated seniors and families, through our weekly programming in the HLMs in NDG. We recognize that in the fall and winter people are even more isolated and we want to create warm, welcoming spaces where people can come together safely respecting public health protocols, to make art and build community. We are a resident-driven project with only one employee and a few paid facilitators on contract. We are pleased to continue to have the Community Council as a fiduciary organization

Il est résolu que le C.A. autorise H. Al-Ubaidi, directrice générale à soumettre une demande de soutien financier auprès l'arrondissement CDN NDG - **Programme d'animation du voisinage** à titre de fiduciaire. Le montant demandé est de 5,000$ pour 2021

Proposée par Nadine Collins , secondée par Tomir Glowacki , Adopté à l'unanimité.

Résolution #274/21, résolution par courriel, , ArtHive Network- Programme d'animation du voisinage le Lundi 24 Novembre 2021

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville

n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L’Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L’ORGANISME

Nom de l’Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Conten’Art	Parc Georges-Saint-Pierre	Conteneur maritime adapté	1er avril	31 octobre	samedis	variable
Autres installations (Pavillon NDG, centre Monkland..)	Selon les disponibilités de ceux-ci					

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
Chaises		20
Tables		10

ANNEXE 3
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 4

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME D'ANIMATION DU VOISINAGE

Transmettre annuellement:

- ❑ calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);
- ❑ programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
- ❑ publicités (dépliants);
- ❑ résultats d'inscriptions;
- ❑ listes d'inscriptions (par activité, niveau);
- ❑ rapport mensuel de fréquentations;
- ❑ fiches signalétiques/listes d'employés;
- ❑ rapports d'accident (personnes), d'incident, vol, perte, dommages;
- ❑ plan d'action;
- ❑ bilan des réalisations;
- ❑ prévisions budgétaires de l'Organisme pour le Projet;
- ❑ états financiers;
- ❑ le bilan annuel ou les rapports d'activités de l'Organisme.

Documents à rendre disponibles sur demande :

- ❑ Certificats et attestations pertinentes des employés (RCR, stage d'animation et/ou formation, scolarité…);
- ❑ Rapport d'accidents (personnes), d'incidents, vols, pertes, dommages.

En cours de réalisation :

- ❑ Résultats d'inscriptions;
- ❑ Informations permettant l'analyse du profil des jeunes inscrits (code postal, âge, sexe);
- ❑ Rapport de fréquentations.

À la fin du Projet*

- ❑ Rapport annuel d'activités complet;
- ❑ Bilan du plan d'action annuel (avec justification des écarts, s'il y a lieu);
- ❑ Programmation détaillée et grilles horaires hebdomadaires;
- ❑ Présentation des états financiers de l'Organisme;
- ❑ Bilan budgétaire (Ventilation du budget dédié au programme);
- ❑ Présentation des résultats de l'Enquête de satisfaction;
- ❑ Évaluation du plan de promotion;
- ❑ Exemplaire des outils de promotion (publicités, dépliants, etc.);

*Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable au dépôt d'une nouvelle demande de contribution financière.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227397001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.



_gdd_grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1227397001 - Ruche d'art).docx.pdf



PRO_AnimationVoisinage_2019-2023.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
c/s sports loisirs dev. social arr.

Tél : 514-217-5816
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD 1227397001*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG*
Projet : Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;*** ***19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.***			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Le mandat des organismes partenaires consiste à offrir des activités de loisirs et communautaires de proximité. Les attentes de l'arrondissement envers ces organismes est de développer une programmation qui répond aux besoins exprimés par les citoyens et faire en sorte que les activités soient adaptées en conséquence. Dans l'analyse des services proposés dans le cadre de l'animation du voisinage pour une clientèle diversifiée (enfants, adolescents, adultes et aînés), l'arrondissement veille à une répartition des contributions le plus équitablement possible sur le territoire. Le souci d'offrir des services de façon équitable est au cœur des préoccupations de l'arrondissement.*

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Pour faire en sorte que les activités soient attractives et riche pour la population, les organismes doivent faire en sorte que les citoyens.nes pratiquent les activités qui répondent à leur attentes et dans un milieu sécuritaire. Pour se faire, un responsable de l'arrondissement fait un suivi continu pendant la durée du mandat qui permet de confirmer l'atteinte de cette priorité.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROGRAMME D'ANIMATION DU VOISINAGE

2019-2023

Ville de Montréal
Division des sports et des loisirs
Direction de la culture, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

TABLE DES MATIÈRES

Préambule		**3**
Définitions		**4**
Principes directeurs		**5**
1.	**Objectif général du programme**	**6**
2.	**Objectifs spécifiques du programme**	**6**
3.	**Conditions d'admissibilités**	**7**
4.	**Rôle de la DSCLDS**	**7**
5.	**Nature du soutien financier**	**7**
6.	**Modalité de l'obtention du soutien financier**	**8**
7.	**Modification du soutien financier et admissibilité**	**8**
8.	**Modalités de versement du soutien financier**	**9**
9.	**Processus d'analyse de la demande**	**9**
10.	**Reddition de comptes**	**9**
11.	**Évaluation**	**10**

PRÉAMBULE

L'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal définit la culture, les loisirs, les parcs et le développement communautaire et social comme étant des champs de compétence municipale délégués aux arrondissements. Afin de circonscrire son action dans ces domaines et d'assurer une offre de service correspondant aux besoins de sa population, la Ville ou l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce se sont dotés de différentes politiques structurantes comme la Politique familiale, la Politique culturelle, la Politique de sécurité urbaine, la Politique en faveur des saines habitudes de vie, la Déclaration pour un arrondissement en santé, la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif, le Cadre de référence de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour l'attribution d'un soutien financier et le Plan local de développement durable entre autres.

Les fondements de ces politiques s'inscrivent dans une volonté d'assurer aux citoyennes et citoyens de l'Arrondissement une offre de service accessible, diversifiée et de qualité. Un des moyens privilégiés est le soutien des projets inclusifs, notamment en encadrant les OSBL afin de permettre des projets accessibles, sécuritaires et de qualité par le biais de programmes de soutien financier.

Par son Programme d'animation du voisinage, l'Arrondissement souhaite appuyer les organismes sans but lucratif, dont le but est la promotion du vivre-ensemble et du soutien aux actions afin de créer des environnements favorables aux rapprochements entre voisins et la mobilisation citoyenne.

DÉFINITIONS

Événement public

Un événement public se définit comme une activité publique qui se tient sur le domaine public, qui possède un caractère festif, et offert à tous gratuitement. Un événement peut être à caractère social, sportif, culturel, corporatif, communautaire ou religieux.

Voisinage

La proximité ou le voisinage reçoit les services requis au quotidien (espaces verts, parcs de voisinage, camps de jour, sentiers de marche et de vélo, fêtes, centres polyvalents, pataugeoires). Le voisinage est le principal lieu de convergence et de réciprocité de développement des liens sociaux. Il est le premier lieu de socialisation des arrivants, souvent avec leur propre communauté culturelle.

Tiers-lieu

Le tiers lieu, ou la troisième place, est un terme faisant référence aux environnements sociaux qui viennent après la maison et le travail. Le tiers lieu est important pour la société civile, la démocratie, l'engagement civique et instaure un sentiment d'appartenance. Il s'entend comme un volet complémentaire, dédié à la vie sociale de la communauté, et se rapporte à des espaces ou les individus peuvent se rencontrer, se réunir et échanger de façon informelle. Il s'agit d'un endroit que les usagers utilisent quotidiennement, et dans lequel ils font partie de l'environnement, d'autant plus qu'ils le fréquentent. On parle d'ancrage physique ou de sentiment d'appartenance. Le tiers lieu est un espace physique répondant aux besoins d'une communauté présente en ce lieu. Chaque tiers lieu aura donc une personnalité qui lui sera propre et directement rattaché là où il est implanté. Cela fera en sorte que deux tiers lieu, même similaires, seront parfois totalement différents, puisque chacun sera basé sur une communauté d'appartenance incarnée dans un lieu physique donné.

Milieu de vie

Un milieu de vie est un lieu d'accueil, de regroupement, de solidarité, d'échange et d'implication créant un sentiment d'appartenance à la communauté et entre ses membres. Il permet aux membres de se rencontrer, de discuter, de s'entraider, de mettre en commun leur savoir-faire, de partager leurs expériences et d'acquérir ensemble de nouvelles compétences et de saines habitudes de vie, le tout dans un cadre non contraignant, convivial et sans discrimination.[1]

Mobilisation citoyenne

Action de rassembler des citoyens, avec leurs compétences, leurs intérêts et leurs valeurs, autour de projets ou de causes communes, qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie et au développement harmonieux de toute la communauté.

[1] Se référer à la Politique en faveur des saines habitudes de vie (volet 1 et 2) pour l'ensemble des concepts et définitions

PRINCIPES DIRECTEURS

Un OSBL adhère aux principes suivants :

- Promouvoir de saines habitudes de vie auprès de l'ensemble des citoyennes et citoyens;
- Déployer une offre de service diversifié, accessible et de qualité en adéquation avec les besoins des citoyennes et citoyens et plus spécifiquement du quartier et voisinage immédiat;
- Agir comme catalyseur auprès de la communauté et des intervenants dans le développement et le rayonnement de l'offre de services de son milieu.

L'animation du voisinage contribue à bâtir un milieu de vie fort :

- Il fait la promotion des espaces publics comme un lieu favorable aux initiatives de bon voisinage;
- Il renforce la cohésion sociale dans les milieux de vie;
- Il fait la promotion du vivre ensemble et de l'inclusion;
- Il incite les citoyens à partager leurs expériences et à se connaître;
- Il contribue à la vitalité locale;
- Il contribue à des expériences de rapprochement dans les voisinages;
- Il contribue à l'appropriation du voisinage auprès des citoyens.

1. Objectif général du programme

L'Arrondissement CDN-NDG a pour mission d'assurer une offre de services de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire en matière de loisirs, de sports et de vie communautaire, correspondant aux besoins de sa population. Il reconnaît la capacité de ces derniers à prendre en charge l'organisation de l'offre de services dans ces domaines et soutient les initiatives en ce sens.

L'Arrondissement reconnaît que l'animation du voisinage par des OSBL fait partie prenante de la communauté qu'ils desservent.

Le Programme d'animation du voisinage vise à appuyer la réalisation de projets rassembleurs tels que : des événements ponctuels, des activités de courtes durées ou des projets saisonniers réalisés par des OSBL reconnus par l'arrondissement.

2. Objectifs spécifiques du programme

En ce qui concerne l'offre de services à la population, le programme a pour objectifs :

- D'assurer une offre de services accessibles à tous, inclusive et diversifiée en matière de projets rassembleurs, sans discrimination correspondant aux besoins évolutifs de la population de l'Arrondissement;
- De soutenir la communauté en rendant accessible des équipements et des espaces disponibles répondant aux besoins du milieu, selon les disponibilités de l'arrondissement;
- D'informer et accompagner les OSBL des divers règlements et procédures à suivre ainsi que les attentes et obligations associées pour tenir un événement, un projet et/ou une activité;
- De permettre d'agir sur la qualité de vie de toute la population du voisinage;
- De favoriser la mobilisation citoyenne afin d'augmenter leur engagement dans leur communauté;
- De favoriser les interactions de proximité et les échanges entre citoyens.

3. Conditions d'admissibilités

Pour être admissible au Programme d'animation du voisinage, un OSBL doit répondre aux conditions suivantes :

- Être reconnu[2] par l'Arrondissement de Côte-des-neiges─Notre-Dame-de-Grâce et se conformer aux conditions de maintien de cette reconnaissance;
- Démontrer sa capacité à gérer la réalisation et la mise en œuvre du Programme d'animation du voisinage;
- Se conformer à l'ensemble des règlements et conditions municipales et provinciales concernant la tenu d'un événement et/ou activité sur le domaine public ou dans une installation;
- Mettre en place différentes mesures permettant d'assurer la qualité de l'offre de services et la sécurité de la clientèle;
- S'engager à respecter l'ensemble des normes et des obligations auxquelles tout organisme peut être assujetti pour la réalisation de son événement, de son projet et/ou d'une activité;

4. Rôle de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

La DCSLDS de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce est responsable de la coordination du programme de soutien financier. Elle a pour mandat de s'assurer que les balises du programme sont appliquées sur l'ensemble de son territoire. Elle est également responsable du programme et de son suivi budgétaire.

5. Nature du soutien financier

Le soutien financier prend la forme d'une contribution octroyée pour une durée déterminée afin de soutenir une partie des coûts liés à la réalisation du projet, de l'événement et/ou de l'activité qui s'inscrit dans le Programme d'animation du voisinage. Cette contribution est disponible, sous réserve de la disponibilité et de l'approbation des crédits par les autorités municipales et de la conformité des OSBL à l'ensemble des conditions d'admissibilités décrites au point 3.

[2] Se référer à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce

Les coûts admissibles seront évalués et déterminés par la DCSLDS selon les prévisions budgétaires incluses à la demande de soutien financier.

La contribution financière de l'Arrondissement constitue un levier financier qui est complémentaire à d'autres sources de financement.

6. Modalité de l'obtention du soutien

L'organisme doit:

- Présenter à l'Arrondissement le formulaire de demande dans les délais requis;
- S'assurer de répondre aux critères d'admissibilités et de reconnaissance;
- Produire les documents exigés en matière de reddition de comptes prévus par la convention de contribution ou protocole d'entente;
- Tenir compte des disponibilités financières du programme.

7. Modification du soutien financier et admissibilité

Toute modification ou annulation du projet doit être présenté et accepté par la DCSLDS. Elles peuvent entrainer un ajustement à la contribution accordée. Ceci devra se faire au moyen d'un avis écrit incluant une analyse de la situation et les raisons justifiant la demande de modification ou d'annulation à la DCSLDS par un représentant dûment autorisé par une résolution du conseil d'administration de l'organisme à l'adresse suivante : 5160, boulevard Décarie, bureau 400, Montréal, Québec, H3X 2H9 ou par courriel à l'adresse suivante : dclsds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca.

Sur réception de l'avis, la DCSLDS procédera à une analyse de la demande en fonction de :

- De la nature de l'avis et des justifications fournies;
- L'admissibilité au programme et du voisinage concerné;
- L'effort financier nécessaire dans le cadre du présent programme de la part du promoteur.

8. Modalités de versement du soutien financier

L'Arrondissement de CDN-NDG et les organismes concluront une convention de contribution ou un protocole d'entente selon le cas, qui sera entérinée par le Conseil d'arrondissement. Ces conventions/ententes seront d'une durée déterminée en lien avec les dates du projet, de l'événement et/ou de l'activité.

9. Processus d'analyse de la demande

Toutes les demandes déposées par les OSBL seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par la DCSLDS en fonction des paramètres du Programme d'animation du voisinage dont :

- L'accessibilité, la diversité, la sécurité et la qualité du projet, de l'événement et/ou de l'activité en fonction des besoins de la communauté;
- La complémentarité et la pertinence du projet, de l'événement et/ou de l'activité pour le voisinage ciblé;
- La saine gestion financière de l'organisme;
- Le rayonnement du projet, de l'événement et/ou de l'Activité et les retombées dans la communauté de l'arrondissement (le voisinage);
- La viabilité des prévisions budgétaires présentées;
- Les disponibilités financières du programme.

10. Reddition de comptes

Les OSBL admissibles au Programme d'animation du voisinage doivent maintenir leur statut de reconnaissance à jour.

Un rapport suite au projet, de l'événement et/ou de l'activité doit être soumis tel que convenu dans la convention de contribution ou le protocole d'entente, faisant état des résultats obtenus, du déroulement, des faits saillants, des indicateurs et d'un rapport financier qui inclut les dépenses réelles.

L'organisme doit conserver des pièces justificatives de toutes les dépenses effectuées dans le cadre du programme, lesquelles pourraient être demandées à des fins de vérification.

11. Évaluation

Une rencontre pourra être prévue afin d'évaluer la conformité de la mise en place du projet. Cette rencontre permettra d'évaluer les avancées et l'atteinte des objectifs du programme.

Les OSBL devront se conformer aux procédures qui seront établies et transmettre à l'Arrondissement, dans les délais prescrits, les informations pertinentes en lien avec les indicateurs identifiés dans le tableau de bord.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1227397001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1227397001 - Certification des fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1227397001**
Nature du dossier	**Contribution financière – Animation de voisinage**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :

Accorder une contribution financière au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc., totalisant 3 100 $, incluant toutes taxes si applicables, pour la réalisation de projet relatif à « Ruche d'art Pop up » dans le cadre du programme « Animation du voisinage », pour des activités réalisées en 2022, et approuver le projet de convention à cet effet.

Cette dépense est entièrement assumée par le budget de fonctionnement 2022 de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement et sera imputé comme suit :

Imputation*	**2022**
2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012135.00000.0000 CR: CDN - Conventions de contribution A: Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général Au: Animation de voisinage	3 100,00 $
Total	**3 100,00 $**

* L'organisme possède un numéro de charité et est exempt de taxes.

La somme payable à l'organisme sera versée en un seul versement conditionnel à ce qu'il ait respecté les termes et conditions de la convention.

La demande d'achat # 708906 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande requis sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1224570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 3 800 $.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 3 800 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
NDG Community Council a/s Jing Bai 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, suite 204, Montréal, Québec H4A 1N1	Organiser plusieurs activités pour célébrer le nouvel an lunaire. Ces activités comprennent une danse du lion qui sera jouée à l'extérieur de Sherbrooke Ouest, des activités de fabrication d'artisanat en ligne.	**Total : 800 $** Peter McQueen 400 $ Despina Sourias 400 $
Les Optimistes du 5250 Gatineau a/s Monsieur Ahmed Drissi 5250, avenue Gatineau Montréal (Québec) H3T 1Z9	Pour l'organisation d'une fête Noel et Nouvelle année pour les résidents de l'immeuble. Cet événement aidera à combattre la tendance d'isolement et assurer de la bonne santé mentale de nos aînées en leur permettant d'avoir une vie sociale active.	**Total : 1 000 $** Magda Popeanu 1 000 $

Association des locataires de l'habitation Isabella a/s Mme Lidi Costache 999-4550, avenue Isabella Montréal Québec H3T 2A2	Organiser différentes activités sociales pendant l'année dans le but de briser l'isolement et favoriser le contact entre les diversités culturelles. Pendant la pandémie, nous avons soutenu plusieurs familles pour leur assurer la sécurité alimentaire. De plus, pour égayer la vie de ces personnes, nous offrons des paniers avec des denrées alimentaires lors des fêtes des différentes communautés, ainsi qu'un souper aux 25 enfants qui vivent dans le bâtiment.	**Total : 1 000 $** Magda Popeanu 1 000 $
Association des ressortissants de la Grenade de Montréal a/s Nicole Swann C.P. 271, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4	Organiser la célébration de la fête nationale de la Grenade en 2022.	**Total : 500 $** Stephanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
Association culturelle roumaine a/s Corina Diana Haiduc 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau b.693.5 Montréal (Québec) H3S 2T6	Préparer et livrer des paquets alimentaires chez les membres du Club d'Or de l'Association Culturelle Roumaine. Organiser l'équipe d'appel téléphonique «Bonjour! Ça va?» qui s'adresse surtout aux nos aînés seuls pour répondre à leurs besoins.	**Total : 500 $** Magda Popeanu 500$

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier

décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 11:53

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224570001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 3 800 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Madame Gracia Kasoki Katahwa, mairesse d'arrondissement, Madame Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, Monsieur Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce, Madame Despina Sourias, conseillère du district de Loyola, Monsieur Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et de Madame Stéphanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 3 800 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 3 800 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élu-e-s.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

s.o.

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 3 800 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier viser à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 3 800 $. La dépense totale est imputée aux budgets des élu-e-s, tel que décrit dans la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Toutes les activités qui font l'objet d'une contribution financière devront être faites en conformité avec les règles reliées à l'état d'urgence sanitaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 31 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brunna DORNELAS-MATOS
Analyste de dossier

Tél : 514 770-8766
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 770-8766
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1224570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 3 800 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1224570001 Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-02

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Numéro de dossier	**1224570001**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 3 800 $ comme suit :

Somme de Total		Donateur					
Organisme	**DA**	**Magda Popeanu**	**Peter McQueen**	**Despina Sourias**	**Stephanie Valenzuela**	**Sonny Moroz**	**Total général**
Association culturelle roumaine	715215	500 $					500 $
Association des locataires de l'habitation Isabella	715214	1 000 $					1 000 $
Association des ressortissants de la Grenade de Montréal	715395				250 $	250 $	500 $
NDG Community Council	715373		400 $	400 $			800 $
Les Optimistes du 5250 Gatineau	715212	1 000 $					1 000 $
Total général		**2 500 $**	**400 $**	**400 $**	**250 $**	**250 $**	**3 800 $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	2 500 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	400 $
Despina Sourias	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004465.0	400 $
Stephanie Valenzuela	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004466.0	250 $
Sonny Moroz	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004467.0	250 $
Total général		3 800 $

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1228159001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables.

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Baobob familial pour la somme de 10 636 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Bibliothèque publique juive pour la somme de 2 292 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges pour la somme de 10 980 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Conseil communautaire Notre-Dame-deGrâce inc.pour la somme de 33 729 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Corporation de développement communautaire de CDN pour la somme de 24 739 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme La cafétéria communuataire Multicaf pour la somme de 15 000 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme L'Institut Fraser Hickson pour la somme de 35 000 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Les YMCA du Québec pour la somme de 12 500 $, toutes taxes comprises si applicables

D'approuver la signature de la convention avec l'organisme Parents engagés pour la petite enfance pour la somme de 25 379 $, toutes taxes comprises si applicables

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228159001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

En lançant la Politique de l'enfant, en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0 à 17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Un ensemble d'initiatives ont été mises en place à l'échelle des quartiers pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion.
En 2020, force est de constater que la pandémie et les mesures mises en place pour la mitiger ont transformé les milieux de vie et le quotidien des enfants et leur famille. Les enjeux de pauvreté et de discrimination ont été amplifiés. Cette situation inhabituelle est susceptible d'avoir des impacts sur le développement, la participation et le bien-être des enfants et leur famille, en particulier pour les plus vulnérables d'entre eux.

En 2021, dans ce contexte, la Ville réitère son engagement à soutenir le développement du plein potentiel de tous les enfants - indépendamment de leurs origines, identités et conditions - en luttant contre les discriminations, l'exclusion et en renforçant les solidarités. Reconnaissant l'expertise et l'engagement des arrondissements et de leurs organismes partenaires dans la création et le maintien de milieux de vie inclusifs, sécuritaires et stimulants, la Ville accorde une enveloppe budgétaire annuelle de 2,1 M$, sur 2 ans, aux 19 arrondissements. Ce financement permettra de soutenir la réalisation de projets locaux favorisant le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion.

Les projets financés doivent viser un ou plusieurs des objectifs suivants :

- Favoriser l'accès à une alimentation saine;
- Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs;
- Soutenir l'accès et l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC);
- Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative;
- Encourager la participation citoyenne, l'engagement social et la transition écologique;
- Lutter contre les différentes formes de discriminations;
- Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant;
- Favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du milieu.

Les principes directeurs suivants doivent guider les actions à poser :

- L'inclusion de tous les enfants;
- L'écoute des besoins;
- L'accompagnement vers l'autonomie;
- La flexibilité des réponses;
- Le travail en partenariat.

L'arrondissement est responsable de coordonner la mise en œuvre des projets sur son territoire.

Il peut soutenir tout projet soit :

- sélectionner à la suite d'un appel de projets;
- issu d'un plan d'action de l'arrondissement;
- issu d'une instance de concertation locale impliquant des acteurs agissant auprès des enfants, des jeunes et des familles sur son territoire.

Cette démarche s'inscrit dans une vision qui place la diversité et l'inclusion sociale au cœur des préoccupations de l'administration pour les prochaines années. La Ville s'assure, à travers son prochain plan d'action Diversité et Inclusion 2021-2025, que ces dimensions soient prises en compte dans l'ensemble de ses interventions afin de répondre de manière la plus appropriée aux enjeux qui s'y rattachent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21170044 du 8 mars 2021
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 217 526 $,(toutes taxes comprises si applicables), pour l'année 2021, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les onze (11) projets de convention à cet effet.

CE19 0419 du 13 mars 2019
Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs

CM17 0166 du 20 février 2017
Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

CM16 0785 du 20 juin 2016
Adopter la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

DESCRIPTION

Un appel de projets a été lancé du 18 décembre au 29 janvier 2021 aux organismes reconnus par l'Arrondissement. Onze projets ont été recommandés au Conseil d'arrondissement du 8 mars 2021. Parmi les onze organismes qui ont soumis leurs rapports finaux, neuf étaient conformes aux exigences du programme. Compte tenu du contexte sanitaire encore très changeant et de l'épuisement des acteurs communautaires, la décision a été prise de les reconduire.

● Nom de l'organisme: Baobab familial
● Nom du projet: Parents confiants, enfants rayonnants: l'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges
● Brève description du projet: Ce projet vise non seulement l'enrichissement de l'expérience parentale pour les parents dont les enfants sont âgés de 0 à 12 ans mais aussi le développement d'un réseau d'entraide, la compréhension et l'appropriation de la société d'accueil particulièrement pour les jeunes familles, les chefs de famille monoparentale isolés sur le plan social, linguistique, à faible revenu.
- Montant de la contribution recommandée: 10 636 $

● Nom de l'organisme: Bibliothèque publique juive
● Nom du projet: Heure du conte inclusive avec interprétation ASL
● Brève description du projet: Ce projet vise à initier les familles sourdes à la langue des signes américaine (ALS) en leur offrant une heure du conte via Zoom. Ce programme permet ainsi de mettre en relation des familles souvent isolées et aux enfants de développer leur vocabulaire et d'être stimulés pendant cette période de crise sanitaire.
- Montant de la contribution recommandée: 2 292 $

● Nom de l'organisme: Centre communautaire de loisir de Côte-des-Neiges
● Nom du projet: Un peu plus de répit
● Brève description du projet: Ce projet vise à bonifier l'offre de Répit offerte aux enfants qui vivent des situations familiales complexes. Il s'agit de jumeler chaque jeune avec un bénévole «mentor» avec qui le jeune pourrait faire des sorties régulières et établir une relation de confiance avec un adulte signifiant.
- Montant de la contribution recommandée: 10 980 $

● Nom de l'organisme: Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce inc.
● Nom du projet: Papa et moi
● Brève description du projet: En collaboration avec les centres Walkley et Saint-Raymond, ce projet vise à offrir aux pères l'occasion de s'impliquer activement dans la vie de leurs enfants en développant leurs aptitudes parentales.
- Montant de la contribution recommandée: 33 729 $

● Nom de l'organisme: Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges
● Nom du projet: Halte garderie mobile
● Brève description du projet: Ce projet est issu de la concertation entre les membres de la Table Famille. Il vise à offrir aux familles isolées qui n'ont pas accès au CPE, un moment de répit pour qu'ils puissent s'intégrer, s'impliquer et s'épanouir. Pour les enfants, la Halte garderie est un milieu stimulant et sécuritaire où ils peuvent socialiser en français. C'est aussi une opportunité d'offrir des emplois de qualité comme éducatrices à des résident.e.s du quartier afin d'acquérir de l'expérience professionnelle.
- Montant de la contribution recommandée:24 793 $

● Nom de l'organisme:La cafétéria communautaire Multicaf
● Nom du projet: Je grandis avec des fruits et légumes frais
● Brève description du projet: Par le biais des marchés sociaux, le projet vise à développer chez les enfants et les adolescents des compétences sur la saine alimentation.
- Montant de la contribution recommandée: 15 000 $

● Nom de l'organisme: L'Institut Fraser Hickson

● Nom du projet: MinibiblioPlus
● Brève description du projet: Ce projet vise à l'aide d'une équipe d'experts à former des bénévoles qui offriront des heures de contes aux enfants des secteurs défavoriser de l'arrondissement afin d'inculquer aux enfants le goût de lire et d'apprendre.
- Montant de la contribution recommandée:35 000 $

● Nom de l'organisme: Les YMCA du Québec
● Nom du projet: C-Vert
● Brève description du projet: Ce projet vise à développer chez les jeunes de 14 à 17 ans les connaissances, les compétences et la confiance pour agir comme écocitoyen avec une approche basée sur l'éducation expérientielle, l'autonomisation et l'apprentissage de la démocratie en groupe.
- Montant de la contribution recommandée: 12 500 $

● Nom de l'organisme: Parents engagés pour la petite enfance
● Nom du projet: Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu
● Brève description du projet: Ce projet vise à soutenir et à accompagner 70 familles dans le développement de leurs enfants en offrant 60 activités autour de la lecture.
- Montant de la contribution recommandée:25 379 $

JUSTIFICATION

Les neuf projets répondent aux objectifs et aux critères d'admissibilité du Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Les activités et les services proposés sont d'intérêt pour les populations ciblées par le programme. Ces projets ont eu lieu en 2021 malgré les restrictions sanitaires et ont donné des résultats qui participent à soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant, favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative, favoriser l'accès à une alimentation saine, encourager la participation citoyenne, l'engagement social et la transition écologique.
Seulement deux projets ne sont pas reconduits en 2022, faute pour l'un de n'a pas avoir eu lieu et pour l'autre d'avoir connu des difficultés pour se réaliser dans les délais prescrits, mais qui est autorisé à prolonger les activités non réalisées en 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 170 309 $ taxes incluses si applicable, est prévue au budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale. Les fonds ont été transférés de la ville centre à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce sur l'imputation budgétaire suivante:
2406.0010000.300775.05803.61900.016491.0000.003455.000000.00000.00000

Les demandes d'achats ont été préparées pour réserver les fonds sur cette imputation.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes pour les mêmes projets se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé en 2021	Soutien recommandé en 2022	Soutien au projet global %	Numéro de demande d'achat
Baobab familial	Parents confiants,	10 636 $	10 636 $	87%	713916

	enfants rayonnants: l'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges				
Bibliothèque publique juive	Heure du conte inclusive avec interprétation ASL	2 292 $	2 292 $	100%	713920
Centre communautaire de loisir de Côte-des-Neiges	Un peu plus de répit	11 659 $	10 980 $	100%	713922
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce inc.	Papa et moi	33 729 $	33 729 $	100%	713924
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	Halte garderie mobile	49 586 $	24 793 $	46%	713926
La cafétéria communautaire Multicaf	Je grandis avec des fruits et légumes frais	15 000 $	15 000 $	15%	713931
L'Institut Fraser Hickson	MinibiblioPlus	35 000 $	35 000 $	22%	713942
Les YMCA du Québec	C-Vert	12 500 $	12 500 $	31%	713948
Parents engagés pour la petite enfance	Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu	25 379 $	25 379 $	67%	713950

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité Montréal 2030 suivante :
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
Résultats attendus: favoriser l'accès à une alimentation saine, à la persévérance scolaire et la réussite éducative; encourager la participation citoyenne, l'engagement social et la transition écologique, soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant;

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle
L'appel de projets a été élaboré en explicitant la nécessité de concevoir des propositions répondant aux besoins de l'ensemble de la population incluant les groupes sociaux vivant des

discriminations, en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection.
Des cartes présentant les caractéristiques de la population et permettant de cibler les secteurs les plus vulnérables ont été développées et ainsi rejoindre des zones à forte concentration de personnes vulnérables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par le soutien financier accordé à ces organismes, l'arrondissement s'assure que les jeunes auront accès à des services et des activités axées sur le développement de leur plein potentiel notamment:
Promouvoir et valoriser des compétences parentales positives;
Faire en sorte que les parents de milieux vulnérables soient sensibilisés aux bienfaits de la lecture sur le développement des tout-petits et lisent davantage à leurs enfants;
Augmenter l'engagement et l'Implication des papas auprès des tout-petits;
Parfaire les connaissances et les compétences d'un groupe d'adolescents et adolescentes à l'éco-citoyenneté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ces projets auront besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront s'entendre à cet effet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Conforme au calendrier de réalisation du projet ou de chacun des projets.

    - Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement**.** Un premier rapport est souhaitable à la mi-étape et un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet. L'organisme s'engage à remplir sur la plateforme GSS les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Veronica PINZON, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Veronica PINZON, 27 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Agente de développement

Tél : 514-8726011
Télécop. : 514-872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-4956
Télécop. : 514 872-4585



CON_FondsDI_Baobab_familial.pdf



CONV_FondsDI_YMCA.docx.pdf



CON_FondsDI_Parents_engagés.docx.pdf



CON_FondsDI_MultiCaf.docx.pdf



CON_FondsDI_Institut_Fraser_Hickson.docx.pdf



CON_FondsDI_CELO.docx.pdf



CON_FondsDI_CDC-CDN.docx.pdf



CON_FondsDI_CCNDG.docx.pdf



CON_FondsDI_Bibliothèque_juive.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BAOBAB FAMILIAL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Julie Ledoux, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 893582825RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des ressources pour les familles nouvellement arrivées à Côte-des-Neiges;

.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention

au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille six cent trente six dollars (10 636 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de huit mille cinq cent neuf dollars (8509 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cent vingt-sept dollars (2127 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

BAOBAB FAMILIAL

Par : _____
Julie Ledoux
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no)

ANNEXE 1
PROJET

#6611 - Parents confiants, enfants rayonnants: L'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges - Demande de soutien financier (envoyée le 19 janvier 2022 à 10:19)

Nom de l'organisme	Mission
Baobab Familial	Le Baobab Familial est la maison de familles de Côte-des-Neiges. Nous offrons un milieu de vie qui favorise l'entraide, l'échange et le sentiment d'appartenance à son quartier et sa ville. Nous accueillons et soutenons les familles dans leur quotidien en enrichissant leur vie familiale et communautaire. Nos programmes tels que le répit à domicile, le soutien scolaire, les sorties, les ateliers, programme pour les adolescents, halte-garderie, etc. cherchent à répondre aux besoins des familles souvent issues de l'immigration. A travers ces services, nous visons à créer un lien de confiance afin de mieux intervenir en cas de besoin.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Parents confiants, enfants rayonnants: L'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges
Numéro de projet GSS: 6611

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Julie
Nom: Ledoux
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 734-4097
Numéro de télécopieur: (514) 734-0244
Courriel: direction@baobabfamilial.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Julie
Nom: Ledoux
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-02-08	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Considérant le profil sociodémographique du secteur (2285 ménages de 5 personnes et +, 21% des enfants en famille monoparentale, 32% des enfants dans les familles ont entre 6 et 14 ans) et considérant les besoins exprimés par nos membres et partagés par les différents organismes qui composent la table de concertation famille de CDN, nous pouvons statuer que le développement du plein potentiel des enfants passe par le développement de l'expérience parentale et familiale, et particulièrement de la valorisation et du développement des compétences parentales chez les parents, et de manière plus spécifique, chez les parents qui vivent certaines difficultés, enjeux et défis, permanents ou temporaires.

Le projet vise non seulement l'enrichissement de l'expérience parentale, pour des parents d'enfants de 0 à 12 ans, mais aussi le développement du réseau d'entraide, la compréhension et l'appropriation de la culture de la société d'accueil, ainsi que l'appartenance à la communauté. Il est conçu pour répondre aux besoins des parents qui sont jeunes, chefs de famille monoparentale, isolés sur le plan social, linguistique ou démographique, ou peu scolarisés, ou encore qui ont un faible revenu ou des conditions de vie difficiles (logement insalubre, violence, etc.). Dans CDN, beaucoup de familles vulnérables vivent dans l'isolement, pour plusieurs raisons systémiques et intersectionnelles, grandement exacerbées par la situation sanitaire d'urgence qui perdure depuis mars 2020.

Les ateliers du projet proposés favorisent ainsi le partage des expériences parentales, familiales et individuelles, et les discussions ouvertes et respectueuses entre participants, ainsi que le développement d'un réseau de soutien et d'entraide. Ainsi, pour répondre aux conditions d'isolement des familles vulnérables, nous interviendrons auprès de ces dernières, afin de valoriser les expériences parentales multiples, les compétences parentales positives; favoriser le développement d'une communauté bienveillante et d'environnements sains et sécuritaires contribuant au plein potentiel des enfants.

Nous organiserons des ateliers pour informer, partager et apprendre sur les rôles parentaux, la santé, le développement, la sécurité et le comportement, et viser à informer, outiller et rassurer les parents pour qu'ils augmentent leur confiance en eux et leurs moyens. En devenant confiants et sécurisants pour leurs enfants, ils contribueront à créer des milieux adaptés et accueillants, dans un environnement sain et stimulant. Ainsi, la sécurité des enfants et leur comportement s'amélioreront par une meilleure compréhension des parents de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants, et des liens se créeront entre les participants et avec les intervenantes, pour développer un sentiment d'appartenance au groupe et à la communauté, et une meilleure connaissance des ressources et outils à leur disposition.

Constitution groupes (voir informations complémentaires)

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Promouvoir et valoriser les compétences parentales positives.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents sont informés, outillés et rassurés, confiants et sécurisants pour les enfants.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres thématiques (virtuelles ou présentielles) sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	2	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie offert pendant l'activité - virtuelle ou présentielle, selon la situation sanitaire.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	3	2	6

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile ou appels téléphoniques auprès des familles du Baobab Familial et de la Fondation de la Visite
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants vivent dans un milieu adapté et accueillant, dans un environnement sain et stimulant.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres thématiques (virtuelles ou présentielles) sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	2	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie offert pendant l'activité - virtuelle ou présentielle, selon la situation sanitaire.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	3	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Des ateliers parents-enfants (à la maison - virtuel pour le groupe - ou dans l'organisme - en présentiel pour le groupe) ont lieu au cours du programme.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	2	1	1	2	16

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile ou appels téléphoniques auprès des familles du Baobab Familial et de la Fondation de la Visite.
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La sécurité des enfants et leur comportement s'améliorent, par une meilleure compréhension des parents à l'égard de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres thématiques (virtuelles ou présentielles) sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	2	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie (virtuelle ou présentielle) offert pendant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	3	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Quiz ludique (virtuel ou présentiel) sur l'expérience et les compétences parentales.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	1	2	8

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile ou appels téléphoniques auprès des familles du Baobab Familial et de la Fondation de la Visite.

IMPACT(S) VISÉ(S)

Partager et valoriser les expériences parentales multiples et variées.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des liens entre les parents participants se créent, ainsi qu'avec les intervenantes: les participants développent un sentiment d'appartenance au groupe et à la communauté.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Repas communautaire (virtuel ou présentiel) après les rencontres thématiques.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	1	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie (virtuel ou présentiel) offert pendant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	1	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Une activité de groupe développée par les participants et à laquelle ils participent.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	1	2	8

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Autres, veuillez préciser	Observations et interventions des intervenantes-animatrices et des mères-visiteuses, lors des ateliers et à l'extérieur de ceux-ci.
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants développent une confiance en leur sentiment d'autoefficacité et leurs compétences, et leur sens de l'autonomie est valorisé.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres thématiques (virtuelles ou présentielles) sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	2	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité (virtuelle ou présentielle).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	7	1	3	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Atelier cinéma: visionnement du film «Babies» et réflexion collective sur l'expérience familiale à travers le monde.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	2	2	8

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Discussions informelles post-ateliers (lors des repas partagés, au Baobab Familial, à la halte-garderie, lors de suivis téléphoniques, etc.).
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile ou des suivis téléphoniques auprès des familles du Baobab Familial et de la Fondation de la Visite.
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants ont une meilleure connaissance des organismes et ressources du quartier, et sont outillés en cas de situation difficile.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Selon la situation sanitaire: visite ou sortie de groupe ou individuelle, pour aller à la rencontre des intervenants et organismes du quartier.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	3	2	8

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Service de halte-garderie (virtuelle ou présentielle) offert pendant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	3	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Atelier collaboratif (virtuel ou présentiel) avec La Ruche de Côte-des-Neiges permet aux participants de se familiariser avec les ressources du quartier, en cas de besoin.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	2	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: chemin de la Côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 599
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Rencontres virtuelles (Zoom ou autre)

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Favoriser l'accès à une alimentation saine
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	10	20	0	30

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Les statuts d'immigration et socioéconomique, le sexe, le genre et la situation familiale ont leur effet sur la participation. Les conditions logistiques de l'atelier étaient propices à la participation des femmes, mères, en congé de maternité ou recherche d'emploi. Dans un quartier qui regroupe de nombreuses familles immigrantes, fréquemment, un des deux parents travaille et, selon les traditions et les cultures, il s 'agit souvent de l'homme, du père. Les mères sont disponibles pour participer à des ateliers parentaux.

Notre projet vise aussi à créer un espace de parole et d'écoute pour les pères. Un ajustement des horaires, de la formule et du contenu des ateliers est en cours. Il s 'agit d'un des projets du Baobab Familial, en lien avec la valorisation de la participation des pères et de leur expérience parentale. La Fondation de la Visite travaille aussi présentement à favoriser la coparentalité.

Le statut d'immigration est aussi lié au statut socioéconomique, donc à la capacité de se déplacer pour les ateliers. Plusieurs ont affirmé que cela leur prenait trop de temps, avec les enfants, donc elles préféraient rester à la maison, bien qu'une halte-garderie était offerte. C'était particulièrement le cas pour les familles qui n'ont pas accès aux subventions pour services de garde (demandeurs d'asile). Nous avons donc pris en considération cet enjeu, au même titre que la situation d'urgence sanitaire, en offrant des ateliers en ligne si le présentiel n'est pas possible.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Fondation de la Visite

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Appui financier	1 546,60 $	Non

Nom de la personne ressource: Denise Landry
Adresse courriel: fondation@delavisite.org
Numéro de téléphone: (514) 329-2800
Adresse postale: 11832 avenue Bellevois
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3G1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Baobab Familial

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Appui financier	2 067,17 $	Oui

Nom de la personne ressource: Julie Ledoux
Adresse courriel: direction@baobabfamilial.org
Numéro de téléphone: (514) 734-4097
Adresse postale: 599-6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Halte-garderie mobile (Corporation de développement communautaire de CDN)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Appui financier	652,80 $	Oui

Nom de la personne ressource: Yasmina Bilali
Adresse courriel: hgm@baobabfamilial.org
Numéro de téléphone: (514) 919-5536
Adresse postale: 695-6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Club Ami

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 596-6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	30,71 $	1,00	6,14 $	24	1	884,40 $
Intervenant(e)	21,63 $	4,00	17,30 $	20	3	6 229,20 $
Mère-visiteuse / Père-visiteur	16,11 $	4,00	12,89 $	20	2	3 093,20 $
Éducateur(trice)	17,00 $	4,00	13,60 $	16	1	1 305,60 $
Total						**11 512,40 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	4 266,57 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet ⓘ
Coordonnateur(trice)	0,00 $	0,00 $	884,40 $	**884,40 $**	884,40 $
Intervenant(e)	6 229,20 $	0,00 $	0,00 $	**6 229,20 $**	6 229,20 $
Mère-visiteuse / Père-visiteur	1 546,60 $	0,00 $	1 546,60 $	**3 093,20 $**	3 093,20 $
Éducateur(trice)	652,80 $	0,00 $	652,80 $	**1 305,60 $**	1 305,60 $
Total	**8 428,60 $**	**0,00 $**	**3 083,80 $**	**11 512,40 $**	**11 512,40 $**

Frais d'activités				Total
Équipement: achat ou location	100,00 $	0,00 $	0,00 $	**100,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	550,00 $	0,00 $	0,00 $	**550,00 $**
Photocopies, publicité	200,00 $	0,00 $	0,00 $	**200,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	4 266,57 $	
Autres	1 200,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 200,00 $**
Total	**2 050,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 050,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**13,76 %**			
Frais administratifs	**158,00 $**	**0,00 $**	**1 182,77 $**	**1 340,77 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9 %**			
Total	**10 636,60 $**	**0,00 $**	**4 266,57 $**	**14 903,17 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

L'année 2021 du projet fut plutôt intéressante, puisqu'elle nous a permis d'expérimenter deux types d'animation, l'une en ligne et l'autre en personne, dans le contexte sanitaire actuel. Après un groupe plutôt difficile à gérer et mener à bien en ligne (le recrutement était ardu, les participantes n'étaient pas toujours au rendez-vous car elles vivaient une fatigue technologique ou avaient les enfants à la maison, etc.), nous avons pu avoir un groupe très motivé à l'automne 2021. En effet, ce groupe qui a été animé en présentiel nous a permis de ré-affirmer qu'il était essentiel pour les participant.e.s de se rencontrer et de communiquer face à face, pour mieux créer des liens d'entraide et développer et valoriser leurs compétences et expériences parentales (voir rapport final 2021). Nous avons aussi eu la chance d'offrir nos ateliers dans les locaux de nos partenaires de Club Ami qui sont fermés les vendredis matins et qui nous ont offert leur local, faute de locaux disponibles dans notre immeuble. Ce fut un franc succès.

À noter que nous avons cependant indiqué les mêmes activités possibles qu'à notre demande de 2021, au cas où la situation sanitaire changerait à nouveau. En ce qui concerne les consignes sanitaires et leur application, nous avons choisi d'indiquer que les activités pourraient se donner soit en ligne ou en personne, tout dépendant des autorisations dont nous disposons. Cependant, il est important de noter que le Baobab Familial a développé de nombreuses mesures sanitaires consignées dans des protocoles sanitaires adaptés aux activités que nous menons.

De plus, en lien avec la mobilisation des pères à participer à ce type d'ateliers, nous avons dû reconsidérer nos pratiques et intentions, de même que les objectifs visés. Ainsi, nous devons prendre le temps de bien développer des ateliers et une formule qui conviendra aux hommes et pères du quartier, ce que nous faisons en ce moment et allons faire en collaboration entre intervenants des organismes participants.

Plusieurs nouveaux éléments sont à considérer dans l'implantation du projet: nous avons décidé de fournir et livrer des boîtes à lunch aux participants si les ateliers se donnent en ligne, pour pouvoir tout de même prendre un repas collectif à la fin de chaque séance. Nous avons aussi choisi cette formule en présentiel, pour éviter la contamination et les contacts. Une membre du Baobab Familial qui offre un service traiteur est notre fournisseur, créant ainsi un bon modèle d'autonomie et d'empowerment pour les participant.e.s.

De plus, le Baobab Familial développe présentement des trousses/boîtes à outils à livrer aux participants chaque semaine (si les ateliers sont en ligne) ou à fournir en personne, à la fin de la série d'ateliers.

Nous souhaitons toujours maintenir la coanimation des ateliers, mais nous souhaitons revenir à deux animatrices-intervenantes, voire trois, selon la taille du groupe, car la charge pour une seule intervenante formée est trop élevée. La coanimation permet aussi une adaptation plus aisée des ateliers et aide à réaliser les rencontres pré-groupes pour valider l'engagement des participant.e.s aux ateliers.

Nous souhaitons aussi tenir des ateliers et séances bilingues. En effet, nous avons eu l'expérience de groupes francophones et anglophones depuis le début du financement de ce projet par la Politique de l'enfant ou par le FDIS, et nous constatons que nous nous retrouvons fréquemment avec des groupes bilingues, en fin de compte. La coanimation permet de jongler entre l'anglais et le français, comme nous l'avons expérimenté cet automne, et favorise la participation des parents issus de l'immigration récente et de communautés plus vulnérables ou isolées.

Nous souhaitons aussi à nouveau valoriser le partage d'expériences entre les participants et, bien que nous croyons que des ateliers en présentiel favorisent mieux le partage et l'entraide, nous sommes aussi conscientes que la situation sanitaire actuelle ne permettra peut-être pas de donner ces ateliers en personne. Ainsi, nous devons développer des stratégies pour poursuivre la création de liens d'entraide et le développement des compétences parentales, pour contribuer au développement du plein potentiel des enfants. Créer des espaces de parole sécuritaires, sains et positifs permettra sans aucun doute d'atteindre ces objectifs.

Dans la section Impacts, résultats et activités, les ateliers sont détaillés sur 8 semaines, pour deux groupes. En ajoutant les semaines de recrutement, développement, intervention et bilan, nous arrivons à 24 semaines. De plus, le projet est constitué de deux groupes distincts. Un groupe rassemblera des participantes d'un groupe de 2021 qui souhaitent poursuivre le partage d'expériences et de compétences, et un autre groupe rassemblera de nouvelles participant.e.s incluant, idéalement, des hommes.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution 2022-01.docx.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220116-093405.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Julie Ledoux** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Parents confiants, enfants rayonnants: L'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges** pour Baobab Familial.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



16 janvier 2022

Julie Ledoux

Directeur(trice)

Date

I

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 4335, avenue Hampton, Montréal (Québec) H3A 2L3, agissant et représentée par Michel Forgues, directeur dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 121364749
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006001374
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active saine et engagée pour tous.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille cinq cent dollars (12 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cinq cent dollars (2500 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4335, avenue Hampton, Montréal (Québec) H3A 2L3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Forgues, directeur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7ejour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6518 - C-Vert - Demande de soutien financier (envoyée le 23 décembre 2021 à 11:59)

Nom de l'organisme	Mission
Les YMCA du Québec	Profondément enracinés au Québec depuis près de 170 ans, nous sommes un témoin quotidien des défis auxquels nos communautés sont confrontées. Par notre action, et grâce à la générosité de nos partenaires et donateurs, nous aidons des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Nous aidons à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent, et qui réservent un accueil indéfectible aux différence. Notre mission: Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: C-Vert
Numéro de projet GSS: 6518

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Michel
Nom: Forgues
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 250-1011
Numéro de télécopieur: (514) 849-5863
Courriel: michel.forgues@ymcaquebec.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Michel
Nom: Forgues
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-02-08	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Nous souhaitons intervenir auprès des jeunes de 14 à 17 ans les **compétences et la confiance** pour pouvoir influencer leur avenir de leur planète et devenir des **acteurs de la transition écologique dans leur milieu.** Nous utilisons une approche basée sur l'autonomisation (empowerment) composée d'ateliers de formation, de réalisations concrètes dans la communauté des participants, d'échanges entre pairs et avec les adultes et d'expériences en nature pour leur donner des connaissances et des outils de base pour **développer leur capacité d'agir** et à sensibiliser leur milieu.

L'ampleur des problèmes environnementaux et sociaux fait vivre aux jeunes un sentiment d'impuissance et un pessimisme quant à leur avenir générant de plus en plus d'écoanxiété. Un sondage de la firme Abacus en 2018 démontre que **les jeunes québécois de 15 à 30 ans croient que le changement climatique est l'enjeu dont les gouvernements devraient faire leur priorité absolue**. Les jeunes ont le pouvoir de faire partie de la solution, voire d'être des moteurs des changements nécessaires à venir mais leur influence ne peut s'exercer sans les outils permettant de **comprendre, de vouloir et de pouvoir agir selon leurs propres priorités**. Or, ces outils sont souvent difficiles d'accès pour les jeunes en général, et particulièrement pour ceux issus de milieux défavorisés.

En parallèle, on observe que les enfants et les jeunes passent de moins en moins de temps à jouer dehors et à être en contact direct avec la nature. Le phénomène a été nommé **déficit nature** et ses effets sont multiples : augmentation de l'obésité, du trouble du déficit de l'attention et de la dépression.

C-Vert répond à ces préoccupations avec un programme qui combine l'**engagement écocitoyen à long terme** et les **expériences en nature**. En donnant l'opportunité aux jeunes de mettre en œuvre des projets qu'ils choisissent et planifient en collaboration avec des partenaires du milieu, C-Vert développe par l'action **le goût de l'engagement social et de la participation citoyenne**. Du côté expérience nature, les expéditions sont, dans beaucoup de cas, la première expérience des participants qui proviennent souvent de familles à faibles revenus ou sont de nouveaux arrivants.

Finalement, le programme C-Vert répond à des orientations du **Plan en développement social 2020-2024 de CDN-NDG,** particulièrement en ce qui concerne le volet 10 sur la Participation publique et l'engagement social – C-Vert incite les jeunes à contribuer aux différents processus de participation citoyenne - et le volet 2 sur les transports actifs - en offrant aux participants des vélos et en effectuant des déplacements de façon sécuritaire.

Depuis 2007, **plus de 275 jeunes ont participé à C-Vert dans CDN-NDG, une participation d'une durée de 1 à 5 ans**. Nous souhaitons poursuivre notre travail visant le **développement du plein potentiel** des jeunes, tout en permettant à la communauté de bénéficier des traces durables et viables de leur leadership.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 45 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront développé des connaissances et des compétences liées à l'écocitoyenneté.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des connaissances environnementales des participants et des gestes environnementaux qu'ils posent au quotidien.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres hebdomadaires des groupes C-Vert et C-Vert+ où les jeunes participent à des ateliers environnementaux et posent des actions environnementales (présentiel ou virtuel au besoin)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	1	2	4	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Forum C-Vert où les jeunes de tous les groupes C-Vert et C-Vert+ de Montréal, Québec et Gatineau réseautent et rencontrent des acteurs du milieu environnemental (en virtuel au besoin)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	7	15	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Événements de convergence entre les C-Vert+ et participation à des événements de d'autres organismes pour créer un réseau avec d'autres jeunes engagés (EN-JEU, INM, etc) (en virtuel au besoin)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	2	2	3	7	3

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des compétences personnelles chez les participants (entre autres, le leadership, la communication, le travail d'équipe et des compétences techniques en environnement)

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir un stage d'actions environnementales rémunérés de 4 semaines aux participants de C-Vert ayant participé aux réunions hebdomadaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	16	7	1	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir des ateliers de sécurité à vélo en groupe durant le stage d'été (C-Vert) et effectuer les déplacements en stage à vélo. (offrir un vélo usagé, un casque et un cadenas, au besoin)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	4	2	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 45 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront une meilleure compréhension de leur milieu de vie et des acteurs clés.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation importante de la connaissance des organismes de l'arrondissement CDN-NDG par les jeunes.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'un panel communautaire avec les organismes du quartier pour connaitre les besoins, leurs actions et discuter de collaboration potentielles (virtuel ou présentiel si permis)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	2	1	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
La majorité des actions et des projets mis sur pied par les C-Vert et les C-Vert+ se font en partenariat avec des organismes du quartier et des groupes de citoyens (incluant le stage)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	4	3	3	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable du bénévolat chez les jeunes (plus de jeunes en font et/ou ils en font plus souvent).

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités de bénévolat auprès d'organismes du quartier organisées par et pour les C-Vert et les C-Vert+

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	3	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la participation citoyenne des jeunes de C-Vert et de C-Vert+

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Assister à un conseil d'arrondissement et/ou à une séance de consultation publique (possibilité d'y participer ou d'y déposer un mémoire, selon l'intérêt).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	2	1	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tenir un atelier sur la participation citoyenne et/ou faire une simulation d'élection (en période électorale)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	2	2	2	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, 45 jeunes de CDN-NDG auront créé un lien d'attachement avec la nature.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La majorité des participants affirment constater une progression de leur sentiment d'attachement à la nature et leur envie de la protéger.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tenue de sorties en nature incluant des activités d'interprétation et de rapprochement avec la nature (hiver, été et automne)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	1	24	2	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter l'accès à la nature en ville

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Visiter 3 grands parcs ou parcs natures de Montréal

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	3	4	1	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: YMCA Notre-Dame-de-Grâce
No civique: 4335
Rue: Hampton
Code postal: H4A 2L3
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Encourager la participation citoyenne, l'engagement social et la transition écologique

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	18	25	2	45

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Les YMCA ont entamé la formation de leur personnel au printemps 2020 avec l'organisme Relais-Femme et la coordonnatrice du programme C-Vert au niveau régional a fait partie de cette première cohorte. Nous n'avons pas encore formé et réalisé l'analyse ADS+ avec l'équipe de C-Vert. Malgré la formation de la coordonnatrice du programme, nous sentons que nous manquons d'outils pour réaliser cette analyse. C'est cette recherche de support et d'outils qui a retardé notre projet d'analyse, en plus de tous les impondérables dus à la COVID-19. Notre souhait est de la mettre en œuvre au courant de l'année 2022.

Ceci étant dit, il est important de noter que les questions de diversité et d'inclusion sont au coeur de notre travail. En septembre 2021, un comité composé de quelques intervenants C-Vert s'est formé pour réfléchir à la question et faire des propositions pour rendre le programme C-Vert plus inclusif autant dans son approche que dans son contenu. L'ensemble de l'équipe d'intervenants a fait une formation sur les questions de diversité et d'inclusion avec le conseiller en DIS au YMCA. Enfin, notre formulaire de participation a été bonifié dans le but de récolter des informations démographiques et autres qui nous permettront de mieux connaitre nos participants et leurs vulnérabilités.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Secrétariat à la Jeunesse du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	34 138,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: André-Anne Lacasse
Adresse courriel: andre-anne.lacasse@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (418) 643-8864
Adresse postale: 875, Grande-Allée Est
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1R 4Y8

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6675, Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1T1

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Corridor Écologique Darlington - Université de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3333, Côte-Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1C8

Nom du partenaire: École
Précision: Collège Villa-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projet potentiel stage d'été		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242, boulevard Décarie
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3K4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Programme Coyote

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projet potentiel stage		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3712, avenue du Parc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 2J1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Cyclo Nord-Sud

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Autres : précisez Vente de vélos usagés pour les participants de C-Vert		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 8717, 8e avenue
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1Z 2X4

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	20,98 $	24,00	86,63 $	52	1	30 687,80 $
Total						**30 687,80 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	34 138,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	9 000,00 $	0,00 $	21 687,40 $	**30 687,40 $**	30 687,80 $
Total	**9 000,00 $**	**0,00 $**	**21 687,40 $**	**30 687,40 $**	**30 687,80 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	3 500,00 $	**3 500,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	300,00 $	**300,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	400,00 $	**400,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	1 600,00 $	**1 600,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	2 500,00 $	0,00 $	3 260,00 $	**5 760,00 $**
Total	**2 500,00 $**	**0,00 $**	**9 060,00 $**	**11 560,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**24,79 %**			
Frais administratifs	**1 000,00 $**	**0,00 $**	**3 390,60 $**	**4 390,60 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,41 %**			
Total	**12 500,00 $**	**0,00 $**	**34 138,00 $**	**46 638,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

ADAPTATION DE LA PROGRAMMATION - COVID-19

Notre objectif est d'offrir le programme en présentiel dans la mesure du possible tout en respectant les mesures émises par la Santé publique. C'est pourquoi le groupe C-Vert de la cohorte 2021-2022 est composé de 15 jeunes car il s'agit de la capacité maximale du local utilisé au YMCA NDG.

Voici les principales modifications/adaptations possibles à la programmation en 2022 :

-Réunions hebdomadaires : Les rencontres ont lieu en présentiel, tout en respectant la distanciation physique. Le masque est porté en tout temps sauf lors de la collation. Du désinfectant à main est disponible en tout temps. Si la santé publique le demande, nous sommes prêts à faire les rencontres en virtuel.

-Campings : Une formule COVID a été mise sur pied cet automne pour nos expéditions qui a donné de très bons résultats. Le séjour est plus court (une nuitée au lieu de 2) et le couché se fait en cabine, distancié. Malgré ces mesures, les jeunes ont beaucoup apprécié de sortir de Montréal et de passer un bon moment en nature, accompagné par des guides d'expérience. C'est cette formule qui est prévue pour l'hiver, si la santé publique le permet. Nous envisageons également de faire des séjours d'une seule journée en dernier recours.

-Forum C-Vert : Nous travaillons présentement à un Forum en présentiel mais complètement en plein-air. Si c'est impossible de faire ce type de rassemblement en mai, nous opterons pour le virtuel.

-Stage d'été : Ayant expérimenté le stage d'été en 2020 et 2021, nous sommes confiants que le stage pourra avoir lieu en 2022 en présentiel, en respectant les consignes de la santé publique. La grande majorité des activités aura lieu à l'extérieur.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget 2022 - C-Vert - global.pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Convention des signataires contrats YMCA- CA 29MR21 FINAL.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20211223-115725.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Michel Forgues** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **C-Vert** pour Les YMCA du Québec.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Michel Forgues	**Date**
Directeur(trice)	

I

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PARENTS ENGAGÉS POUR LA PETITE ENFANCE,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 208, Montréal (Québec) H4A 1N1, agissant et représentée par Maÿliss Clara, coordonnatrice, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 832624662 RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir, d'élaborer et de soutenir, particulièrement au Québec, des programmes principalement à domicile, visant à améliorer l'aptitude des parents immigrants et issus de milieux défavorisés, à renforcer la capacité d'apprendre de leurs enfants en bas âge ainsi qu'à mieux préparer ces derniers à l'école;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille trois cent soixante dix-neuf dollars (25 379 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt mille trois cent trois dollars (20 303 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille soixante-seize dollars (5076 $),après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 208, Montréal (Québec) H4A 1N1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

PARENTS ENGAGÉS POUR LA PETITE ENFANCE

Par : _____
Maÿliss Clara, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6548 - Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu - Demande de soutien financier (envoyée le 14 janvier 2022 à 10:51)

Nom de l'organisme	Mission
Parents engagés pour la petite enfance	Parents engagés pour la petite enfance a la mission d'offrir, d'élaborer et de soutenir, particulièrement au Québec, des programmes principalement à domicile, visant à améliorer l'aptitude des parents immigrants et issus de milieux défavorisés à renforcer la capacité d'apprendre de leurs enfants en bas âge ainsi qu'à mieux préparer ces derniers à l'école.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu
Numéro de projet GSS: 6548

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Maÿliss
Nom: Clara
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 484-1471
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordinationpep@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Maÿliss
Nom: Clara
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-02-08	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Parents engagés pour la petite enfance s'adresse aux parents d'enfants d'âge préscolaire (0-5 ans). Le programme s'adresse aux familles qui présente un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité (faible revenu, monoparentalité, nouveaux arrivants, etc.).

Selon l'enquête de 2013 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) une personne sur cinq, au Québec, soit 19 % de la population, est à risque d'éprouver de grandes ou de très grandes difficultés à lire et à écrire. (Des clés pour comprendre la littératie en 2014 : comment parvenir à une meilleure interprétation des résultats du PEICA en matière de littératie, Hervé Dignard, juin 2014,) De plus, seulement 36% des parents québécois lisent de temps en temps à leur enfants (Sondage CROP, 2014). Voilà pourquoi notre organisme veut mettre davantage d'emphase sur l'alphabétisation précoce auprès de nos familles. Nous voulons que les familles du programme « Ensemble, on joue, on apprend ! » apprennent l'importance de la lecture chez les tout-petits et conçoivent les moments de lecture comme une occasion privilégiée de partager un moment entre parent-enfant.

Le cerveau d'un enfant est conçu pour apprendre avant même qu'il assimile la lecture. C'est pourquoi les activités d'alphabétisation précoce contribuent à leur développement cognitif, langagier et de connaissances générales. Introduire la lecture dès les premières semaines de l'enfant, de façon ludique, c'est lui permettre de se développer selon son plein potentiel, ainsi que d'encourager la persévérance scolaire et la réussite éducative.

Avec la situation de la COVID-19 au Québec et les changements constants des directives de la santé publique, il devient plus difficile pour les familles d'avoir accès aux livres pour enfants dans les bibliothèques, puisque les familles ne peuvent plus parcourir les allées, comme auparavant et doivent connaître les livres ou faire des recherches, afin de réserver des livres. Le PEP désire soutenir et accompagner les parents dans le développement de leur enfant; en mettant à jour les 60 activités autour de la lecture élaborées en 2021 et la création de 20 nouvelles activités autour de la lecture, qui seront offertes aux familles lors de leurs rencontres hebdomadaires téléphoniques ou en visioconférence. Nous voulons aussi offrir une livraison de livre(s) hebdomadaire aux familles, afin qu'ils puissent compléter les activités avec le livre, et en découvrir de nouveaux, choisi par l'intervenante en fonction des goûts et du développement de l'enfant. Finalement, nous voulons proposer des activités de groupe interactives, en lien avec la littératie, puisqu'en plus de favoriser la socialisation elles diminuent les impacts psycho-sociaux de l'isolement social, pour favoriser le sentiment d'appartenance des familles à la communauté et l'engagement à la société, plus que nécessaire présentement.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative, contribuer à l'autonomisation des parents et renforcer les liens familiaux pour les 80 familles participantes

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
85 % des parents intègrent, dans leur quotidien, des activités d'alphabétisation précoce

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Création de 20 nouvelles fiches d'activités et mise à jour des 60 fiches créées en 2021 en lien avec la littératie précoce.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	2	3		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Soutien personnalisé lors rencontres téléphoniques ou en visioconférences, au choix des parents, dans la réalisation des activités encourageant la littératie précoce

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	1	1	4	20

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activité parent-enfant à domicile en lien avec l'alphabétisation précoce

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	1	1	4	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Outiller les parents des 80 familles participantes sur l'alphabétisation précoce

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
80% des familles estiment avoir davantage de support dans l'accompagnement à la littératie précoce

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Soutien personnalisé lors des rencontres téléphoniques ou des visioconférences au choix des parents

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
	30	1	2	4	20

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Soutien personnalisé dans le choix et la réalisation des fiches d'activités et du matériel en lien avec la littératie précoce

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	1	1	4	20

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Distribution hebdomadaire à domicile de livres choisis par les intervenantes, selon les goûts et le développement de l'enfant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	30	1	1	4	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Briser l'isolement social et faciliter l'engagement dans la communauté de 50 familles et 60 enfants participants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
60% parents et enfants participent aux activités de groupe en lien avec l'alphabétisation précoce

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités de groupe traitant de l'importance de la littératie précoce sur les différentes sphères développementales de l'enfant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	6	1	3	4	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 5964
Rue: avenue Notre Dame de Grâce
Numéro de bureau: 206
Code postal: H4A 1N1
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Domicile des parents et des intervenantes (appels téléphoniques et visioconférences)

Nom du lieu: Domicile des parents (livraison de livres)

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	80	80	0	160

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Notre programme est offert aux familles qui se retrouvent au croisement de plusieurs facteurs de vulnérabilité soit : familial, socio-économique, individuel ou environnemental. Les familles qui bénéficient le plus de ce que nous offrons sont les familles immigrantes, sans réseau de soutien, monoparentales, à faible revenu, avec plus d'un enfant et les familles dont les parents ont une faible scolarité ou sont non diplômés. Leurs enfants ne fréquentent pas les services de garde et leur situation est parfois très précaire dû aux raisons de leur départ du pays d'origine et aux conditions d'entrée au Canada. Notre soutien les aide à accompagner leurs enfants à l'entrée à l'école maternelle et à mettre en place dans la famille des pratiques éducatives qui les suivront toute leur vie. Les pères bénéficient aussi des bienfaits de notre programme. Suite au recrutement d'un accueillant homme, nous visons que ces pères soient encouragés, au quotidien, à passer des moments de plaisir partagés avec leurs enfants et à participer aux activités de groupe que nous organisons à plusieurs reprises dans l'année. Pour rejoindre ces familles, le moyen du bouche-à-oreille, entre parent, vivant dans un même immeuble ou se connaissant par l'intermédiaire des différents groupes qu'ils fréquentent est le plus efficace. Nous recevons aussi beaucoup de références des autres organismes, des intervenantes ICS et du CLSC. Notre projet est pensé en prenant en considération l'inclusion de cette clientèle.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (Programme d'action communautaire sur le terrain de l'Éducation)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Josée Robert
Adresse courriel: josee.robert@education.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 643-9754
Adresse postale: 1035, rue De La Chevrotière, 13e étage
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1R 5A5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: Mesure 3.1 Milieux de vie favorables

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Maëlle Ortscheit
Adresse courriel: maelle.ortscheit.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 528-2400
Adresse postale: 1301, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1M3

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Desjardins Caisse Versants du Mont Royal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 500,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Pauline Cailliau
Adresse courriel: pauline.x.cailliau@desjardins.com
Numéro de téléphone: (514) 274-7777
Adresse postale: 1155, avenue Bernard
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H2V 1V5

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation Chamandy

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	11 898,97 $	Non

Nom de la personne ressource: Floriane Lemoine
Adresse courriel: floriane@chamandyfoundation.org
Numéro de téléphone: (514) 989-5545
Adresse postale: 1480 rue Sherbrooke ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 1L3

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de développement	20,00 $	20,00	60,00 $	34	1	15 640,00 $
Coordonnateur(trice)	25,00 $	5,00	18,75 $	34	1	4 887,50 $
Intervenant(e)	18,00 $	11,00	29,70 $	34	4	30 967,20 $
Total						**51 494,70 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	39 398,97 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet
Agent(e) de développement	10 000,00 $	0,00 $	5 640,00 $	**15 640,00 $**	15 640,00 $
Coordonnateur(trice)	0,00 $	0,00 $	4 887,50 $	**4 887,50 $**	4 887,50 $
Intervenant(e)	12 067,73 $	0,00 $	19 599,47 $	**31 667,20 $**	30 967,20 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	0,00 $	39 398,97 $		
Total	**22 067,73 $**	**0,00 $**	**30 126,97 $**	**52 194,70 $**	**51 494,70 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	2 500,00 $	**2 500,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	300,00 $	**300,00 $**
Déplacements	1 486,00 $	0,00 $	1 772,00 $	**3 258,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	700,00 $	**700,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**1 486,00 $**	**0,00 $**	**5 272,00 $**	**6 758,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**10,43 %**			
Frais administratifs	**1 825,27 $**	**0,00 $**	**4 000,00 $**	**5 825,27 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**8,99 %**			
Total	**25 379,00 $**	**0,00 $**	**39 398,97 $**	**64 777,97 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Les impacts du contexte imprévisible de la COVID-19 ont été importants pour les familles que nous avons accompagnées cette année. Avec quelques modifications apportées à nos services de visites à domicile (rendez-vous téléphoniques ou visioconférences), le soutien apporté par nos intervenantes tout au long du confinement et par la suite, reste un soutien essentiel aux familles, pour les aider à surpasser leurs difficultés dans ce contexte. Les besoins de ces familles se sont multipliés avec la fermeture de nombreux services et notre équipe à dû utiliser leur ingéniosité pour assister ces familles. Bien que les rencontres parents-intervenantes se font à distance pour le moment, nous comptons recommencer les visites à domicile dès que la situation devient sécuritaire autant pour les familles que pour les intervenantes, afin de renforcer le lien de confiance avec les intervenantes et de faciliter la transmission d'informations.

Les parents d'enfants de 0-5 ans, avec un soutien à par appels téléphoniques ou par visioconférences d'une intervenante, apprennent à observer leur enfant et choisir pour lui/elle des activités stimulantes adaptées à ses intérêts et son niveau de développement. À partir de ces observations se fait le choix d'activités selon les intérêts et les capacités de l'enfant, visant à développer ses habiletés dans chacune des sphères de développement (langagière, cognitive, motrice, sociale et affective). La semaine suivante, les parents ont l'opportunité d'échanger autour de leurs questionnements ou sujets relatifs à l'exercice de leur parentalité. L'intervenante explore alors avec les parents différentes stratégies éducatives positives visant à identifier et répondre adéquatement aux besoins de leur enfant, un exercice de valorisation des compétences parentales. L'intervenante offre aussi des informations et référencements vers des ressources et services disponibles sur le territoire, selon les besoins de la famille. Puisque la pratique de la lecture parent-enfant est une activité qui peut être facilement intégrer dans les routines quotidiennes, il est important de pouvoir offrir une variété d'activités qui va pouvoir convenir à plusieurs types de ménages, afin de lui donner une place importante au cœur de la vie familiale.

Notre projet de développement d'activités parents-enfants d'alphabétisation précoce doit aussi s'adapter aux nouvelles réalités pour l'année à venir. Nous maintenons l'objectif de développer au minimum 60 activités parents-enfant dans notre programme « Ensemble, on joue, on apprend ! », activités qui s'ajouteront à celles déjà dans notre banque d'activités. Les activités qui seront créées seront intégrées dans notre programme et serviront pour de nombreuses années à venir.

De plus, nous avons élaborés, au cours de l'année passée, un outil virtuel, permettant l'accès de nos activités aux parents ayant suivis le programme, mais n'ayant plus besoin du suivi accru d'une intervenante. Cet outil permet aux parents autonomes d'avoir accès à une banque de données d'activités et de continuer à favoriser le développement de leur enfant par eux-mêmes.

Concernant les activités de groupe, nous proposons de les maintenir en adaptant leurs conditions, afin de respecter les mesures sanitaires en vigueur. Les activités de groupe représentent des moments de socialisation et des moments que parents-enfants ont plaisir à partager ; mais aussi, elles sont importantes pour diminuer les impacts psycho-sociaux de l'isolement social, pour favoriser le sentiment d'appartenance des familles à la communauté et l'engagement à la société. C'est pourquoi nous proposons de les conserver, mais de les donner aux moyens de vidéoconférence. Nous aimerions continuer leur élaboration comme prévu l'année dernière (3 ateliers sur les habiletés des enfants) et les compléter au moyen de conférences pré-existantes avec nos partenaires.

Nous voudrions aussi élaborer un système de distribution de livres hebdomadaire, pour que les familles aient accès facilement à une grande variété de livres jeunesses. Bien que les bibliothèques soient ouvertes aux familles et qu'elles peuvent compter sur l'aide des libraires, elles doivent commander les livres et ne peuvent plus parcourir les allées comme auparavant. Avoir à commander les livres d'avance présente un frein pour certaines familles qui ne maîtrisent pas nécessairement le français ou l'anglais. Le fait de pouvoir voir et feuilleter les livres leur permettent de faire un choix plus facilement. Nous optons pour un système de livraison, car la mobilité des familles d'enfants de 0-5 ans est souvent réduite et rendu difficiles par des contraintes de temps et économique.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé Fonds diversité 2022.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
letter of support PEP-Fraser Hickson 2022.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Fonds diversité et inclusion sociale 2022.docx	Validité du 2022-01-05

Engagement du répondant

Nom du fichier
document d'engagement signé 20220112.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Maÿliss Clara** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu** pour Parents engagés pour la petite enfance.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



2022-01-12

Maÿliss Clara

Coordonnateur(trice)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3600, avenue Barclay, bureau°320, Montréal (Québec) H3S 1K5, agissant et représentée par Jean-Sébastien Patrice, Directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 133112821RP0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1143699263
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 113112821RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage

à : 4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de

Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document

concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente

Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement.

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la

contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 29 octobre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente

(30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal (Québec) H3S 1K5, et tout avis doit être adressé à l'attention de Jean-Sébastien Patrice, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice , directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1
PROJET

#6575 - Je grandis avec les fruits et légumes frais 2.0 - Demande de soutien financier (envoyée le 12 janvier 2022 à 13:00)

Nom de l'organisme	Mission
La cafétéria communautaire MultiCaf	MultiCaf est un organisme de lutte à la pauvreté qui inscrit son action dans l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire. Pour accomplir cette mission, de concert avec les organismes du quartier et de Montréal, MultiCaf s'engage à : Offrir divers services et activités répondant aux besoins alimentaires de sa région; - Offrir des services d'information et de référence aux usagers et membres de l'organisme; - Identifier les causes et les problèmes reliés à la pauvreté afin de développer des stratégies pour mieux intégrer les personnes à faible revenu dans leur milieu; - Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Je grandis avec les fruits et légumes frais 2.0

Numéro de projet GSS: 6575

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 603-2728
Numéro de télécopieur: (514) 733-2760
Courriel: j-spatrice@multicaf.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-06-04	2022-10-29

Date limite de réception du rapport final
2022-11-29

Résumé du projet

Depuis l'implantation du projet de marché social itinérant à l'été 2018 et, avec l'implantation du projet "je grandis avec les fruits et légumes frais à l'été 2021, nous avons constaté qu'il y avait de grands défis pour les familles avec de jeunes enfants dans les différents espaces publics que nous occupions. Des défis de natures économiques, sociales et occupationnelles. Nous avons également constaté que les marchés permettaient aux familles de se réapproprier les espaces publics et, ce faisant, d'en faire des lieux plus sécuritaires. Ce projet a permis en 2021 à porter à un autre niveau le plaisir de découvrir la saine alimentation via l'utilisation de fruits et légumes frais pour les enfants de 5 à 17 ans. Nous avons constaté que, dû à la pandémie, une augmentation de résidents et résidentes du quartier ont participé aux différents marchés proposés à l'été 2021. 46% des personnes inscrites étaient des enfants de moins de 17 ans. Nous constatons également un grand intérêt pour le développement de connaissance et de compétences et une grande curiosité des enfants envers l'ajout des fruits et légumes frais dans une saine alimentation.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les enfants des secteurs desservis par nos marchés sociaux et vivants en situation de pauvreté, adoptent et maintiennent de saines habitudes alimentaires.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer l'autonomie alimentaire de 50 familles et, de façon précise, les enfants et les adolescents par l'acquisition de compétences en cuisine et en agriculture.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rencontres citoyennes pour présenter le programme estival, mousser le marché social itinérant et mobiliser la communauté autour des enjeux sociaux, environnementaux et politiques de l'alimentation.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semestre	2	1	2	5	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Améliorer les connaissances de 80 enfants et adolescents en lien avec une saine alimentation.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les ateliers seront l'occasion pour apprendre une recette simple, adapté à l'âge des participants et qui ne requiert aucune cuisson (fruits et légumes) ou une technique de cuisine.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	4	2	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Animer des activités dans des espaces publics et, ce faisant améliorer la sécurité dans ces endroits.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activité ludique où la saine alimentation et les saines habitudes de vie seront les sujets centraux.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	4	2	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc Nelson Mandela

Nom du lieu: Parc de la Savane

Nom du lieu: Parc Martin Luther King

Nom du lieu: Place Darlington

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès à une alimentation saine
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	115	140	2	257

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous utilisons un processus qui vise à discerner, au cours de la conception de nos différents projets, les effets distincts que pourra avoir sa réalisation sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socioéconomiques différentes qui les caractérisent. Nous avons effectué, lors de la phase 1.0 du projet l'été dernier, à un sondage et à des questionnaires afin de cerner les besoins différenciés exprimés et prendre en considération les formes d'oppressions distinctes vécues par différentes femmes dans des contextes spécifiques et les défis particuliers auxquels elles peuvent faire face. Les résultats de ce sondage vont modifier le cadre de nos activités proposées et la structure de celles-ci.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: Communauté résiliante post Covid

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	45 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Caroline Marier
Adresse courriel: caroline.marier.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 528-2400
Adresse postale: 1560 Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4M1

Nom du partenaire: Office municipal d'habitation de Mtl
Précision: Valeria Taranto

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Prêt de terrain		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 415, rue Saint-Antoine Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H2Z 1H8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: MultiCaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	15 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Jean-Sébastien Patrice
Adresse courriel: j-spatrice@multicaf.org
Numéro de téléphone: (514) 603-2728
Adresse postale: 3600 avenue Barclay bureau 320
Ville: Autre
Province: Laval
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emploi Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	18 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Député fédéral
Adresse courriel: qc-summer_ete-gd@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (514) 736-2727
Adresse postale: 1575, boulevard Chomedey
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H7V 2X2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Promis

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3333 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1C8

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CCOMTL

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3755, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 1E2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Association Cigogne

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3333 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1C8

Nom du partenaire: Participant.es
Précision: Groupe de citoyens bénévoles (30)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: Parc de la Savane, Place Darlington, Parc MLK et Parc Nelson Mandela
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Congrégation religieuse
Précision: United Church of Mount Royal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Lex Green
Adresse courriel: oneputt@videotron.ca
Numéro de téléphone: (514) 893-4238
Adresse postale: 1800 boul Graham
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3R 1G9

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	88 000,00 $	
Autres	0,00 $	0,00 $	29 773,00 $	**29 773,00 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**34 523,00 $**	**34 523,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**33,52 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**4 305,00 $**	**4 305,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**4,18 %**			
Total	**15 000,00 $**	**0,00 $**	**88 000,00 $**	**103 000,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
extrait-de-resolution-10-01-2022.pdf	Validité du 2022-01-10

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220110-120724.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Jean-Sébastien Patrice** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Je grandis avec les fruits et légumes frais 2.0** pour La cafétéria communautaire MultiCaf.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



10 janvier 2022

Jean-Sébastien Patrice

Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme,

brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 4 juin au 29 octobre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION

CONTRACTUELLE Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*

(RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la

Ville; 8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel

d'offres; 11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.
5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement

solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que

toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences

exclusives; c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'INSTITUT FRASER HICKSON**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3755, rue Botrel, Montréal, Québec, H4A 3G8 agissant et représentée par Asha Dixit directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 10740 3446 RT001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006 6130030
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 10740 3446 RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'enrichir la communauté et améliorer les niveaux d'alphabétisation en travaillant de concert avec nos partenaires, à faciliter l'accès aux livres et à nos services en commerçant par les jeunes et les populations vulnérables;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-huit mille dollars (28 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de sept mille dollars (7000 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3755, rue Botrel, Montréal, Québec, H4A 3G8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

L'INSTITUT FRASER HICKSON

Par : _____
Asha Dixit, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6512 - minibiblioPLUS propulsé par Fraser Hickson - Demande de soutien financier (envoyée le 13 janvier 2022 à 14:49)

Nom de l'organisme	Mission
L'Institut Fraser-Hickson, Montréal	Notre mission est d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et apprendre, grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: minibiblioPLUS propulsé par Fraser Hickson

Numéro de projet GSS: 6512

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Asha
Nom: Dixit
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@minibiblioplus.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Asha
Nom: Dixit
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-02-08	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

La littératie est une compétence essentielle pour le bon développement des enfants qui doit être développée dès la naissance. Selon l'OCDE, le niveau de littératie est loin d'être satisfaisant au Canada comme au Québec : 53,3 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignent pas le seuil acceptable de niveau 3 sur 5 (PIAAC, 2012).

Pour relever ce défi, nous souhaitons recruter de plus en plus de partenaires dans des quartiers défavorisés, afin d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et d'apprendre grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Pour ce faire, nous offerons gratuitement un programme enligne et en présentiel :

• Éveil à la lecture enligne et en présentiel : des heures du conte hebdomadaires animées par nos bénévoles (formés par notre équipe d'experts) et des ateliers sur l'importance de l'alphabétisation précoce animés par notre personnel expert adressés aux parents et aux intervenants/éducatrices incluant une boîte à outils d'éveil à la lecture. À travers nos activités , nous encourageons et soutenons une culture de lecture et de l'apprentissage. Les enfants développent ainsi de meilleures compétences en alphabétisation, un amour permanent pour la lecture, une plus grande capacité d'apprentissage, ce qui leur assure de meilleures chances de réussite scolaire et d'obtenir un bon emploi et d'assurer leur bien-être dans l'avenir. Nous croyons fermement qu'une meilleure alphabétisation diminue à terme l'inégalité sociale et la pauvreté . Notre objectif est aussi de sensibiliser les parents sur l'importance de la lecture dans le bon développement de leurs enfants. En encourageant la lecture dans un contexte familiale, nous espérons que de plus en plus de parents liront régulièrement à leurs enfants. Nous incitons aussi les familles à utiliser plus activement les services offerts par leur bibliothèque de quartier. Environ 12 000 participants bénéficient de nos programmes, dont plus que 7 000 enfants de moins de 8 ans.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Encourager la réussite scolaire des enfants en ajoutant 15 nouveaux sites partenaires plutôt axé sur la composante d'éveil à la lecture

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Ajouter 15 nouveaux sites partenaires de plus

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recrutement de nouveaux partenaires = 15 de plus (communiquer avec 40 parternaires potentials)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	40	2	40	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recrutement et formation de 20 nouveaux bénévoles d'animation de l'heure du conte.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	20	7	20	1

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Que les parents lisent d'avantage à leurs enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
De plus en plus de parents lisent à leurs enfants à la maison et fréquentent leurs bibliothéque du quartier

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Animer 6 ateliers pour les parents et 2 pour les éducateurs (rices) sur l'importance de l'alphabétisation précoce et comment lire aux enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	8	2	8	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation via notre site Web et nos médias sociaux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	250	5	2	500	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation via notre participation et collaboration aux événements communautaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	20	7	20	100

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser une culture de la lecture et de l'apprentissage dans le quartier CDN-NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Prés de 13 500 participants développent un amour pour la lecture contribuant à leur développement global

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Animation de l'heure du conte chez nos partenaires par nos bénévoles enligne et en personne

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1 200	2	112	30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Appeler et suivre régulièrement avec nos 112 partenaires (nouveaux et actuelles) pour répondre à tous leurs besoins et exigences

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	200	5	2	112	30

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Mobiliser 80 bénévoles formés pour contribuer à notre mission.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Mobiliser 80 bénévoles pour animer l'heure de conte enligne ou en en présentiel et aider le personnel lors des événements.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	80	2	80	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Animer 2 ateliers de groupe d'alphabétisation précoce pour nos bénévoles (nouveaux et existants) par notre équipe d'experts

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	2	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 3755
Rue: Botrel
Numéro de bureau: s-102
Code postal: H4A 3G8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**: Favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du milieu

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	6750	6750	0	13500

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
- Nous recruterons des partenaires des quartiers qui ont le plus besoin de programmes comme le nôtre. Nous avons une liste d'environ 40 partenaires potentiels des secteurs Darling ton, Wakley, Westhaven, St-Raymond, Barclay-Goyer-Bedford et Mountain Sights .

- Nous travaillerons en collaboration avec des partenaires pour animer des ateliers de développement de l'alphabétisation précoce pour les éducateurs afin de leur fournir des moyens simples et pratiques de travailler avec les enfants des familles allophones et des nouveaux arrivants.

- Dans nos ateliers de développement de l'alphabétisation précoce pour les parents , nous fournirons des ressources prêtes à l'emploi que les parents pourront intégrer tout en lisant à leurs enfants. Par exemple, un guide de lecture pour un livre populaire, une liste de thèmes divisés par saisons, etc. Cela aidera les parents qui sont aux prises avec des contraintes de temps, par ex. ménages monoparentaux.

- Nos vidéos de l'heure du conte préparés par les bénévoles aident les parents ayant une connaissance limitée des langues officielles à suivre et lire à leurs enfants à la maison. Nous continuerons à faire plus de vidéos de ce genre et à former nos bénévoles à mieux prononcer les mots.

- - Nous continuerons à encadrer d'autres organisations d'alphabétisation et viserons à co-créer des ressources et des ateliers qui répondent aux besoins de la communauté.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Réseau Réussite Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Amel Boudina
Adresse courriel: aboudina@resaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 609-6955
Adresse postale: 4255, rue Wellington, local 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Éditions les 400 Coups

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Don de livres		Non

Nom de la personne ressource: Nicolas Trost
Adresse courriel: nicolas@editions400coups.com
Numéro de téléphone: (514) 381-1422
Adresse postale: 4609, rue d'Iberville Bureau 300
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H2H 2L9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: First Book Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Dons de livres		Oui

Nom de la personne ressource: Tessa Eisenberg
Adresse courriel: teisenberg.@firstbook.org
Numéro de téléphone: (902) 456-2768
Adresse postale: 90 Burnhamthorpe Road Wes t, Suite 1502
Ville: Autre
Province: Ontario
Code postal: L5B 3C3

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Chamandy, Eric T. Webster, Hewitt, Peacock, Rossy,

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	130 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: ASHA DIXIT
Adresse courriel: direction@minibiblioplus.org
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Adresse postale: 3755 rue Botrel
Ville: Ville de Montréal
Province: QC
Code postal: H4A 3G8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Éducateur(trice)	27,00 $	35,00	70,00 $	44	1	44 660,00 $
Coordonnateur(trice)	20,00 $	35,00	39,00 $	44	1	32 516,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	22,00 $	28,00	50,00 $	44	1	29 304,00 $
Commis-comptable	36,00 $	6,00	15,00 $	44	1	10 164,00 $
Total						**116 644,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	150 000,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet** ⓘ
Éducateur(trice)	14 818,00 $	0,00 $	29 842,00 $	**44 660,00 $**	44 660,00 $
Coordonnateur(trice)	6 685,00 $	0,00 $	25 831,00 $	**32 516,00 $**	32 516,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	2 997,00 $	0,00 $	26 307,00 $	**29 304,00 $**	29 304,00 $
Commis-comptable	0,00 $	0,00 $	10 164,00 $	**10 164,00 $**	10 164,00 $
Total	**24 500,00 $**	**0,00 $**	**92 144,00 $**	**116 644,00 $**	**116 644,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	550,00 $	0,00 $	9 156,00 $	**9 706,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	4 500,00 $	0,00 $	14 200,00 $	**18 700,00 $**
Photocopies, publicité	700,00 $	0,00 $	9 000,00 $	**9 700,00 $**
Déplacements	250,00 $	0,00 $	2 500,00 $	**2 750,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	3 000,00 $	**3 000,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	150 000,00 $	
Autres	1 000,00 $	0,00 $	5 000,00 $	**6 000,00 $**
Total	**7 000,00 $**	**0,00 $**	**42 856,00 $**	**49 856,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**26,95 %**			
Frais administratifs	**3 500,00 $**	**0,00 $**	**15 000,00 $**	**18 500,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**10 %**			
Total	**35 000,00 $**	**0,00 $**	**150 000,00 $**	**185 000,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Nos petits ont besoin de nous, dès leur naissance, pour donner un sens au monde dans lequel nous vivons . Alors que nous nous engageons avec eux à travers les pouvoirs magiques du livre, nous stimulons leur imagination, satisfaisons leur curiosité et catapultons leur estime de soi. Même pendant la pandémie, nous avons continué à soutenir nos partenaires en adaptant notre service enligne tout en gardant en même temps des comptes comme objectif. Cette subvention est crucial pour nous car elle nous aidera à atteindre les enfants et les familles qui ont le plus besoin de notre initiative, en particulier dans les quartiers défavorisés de CDN-NDG. Cela nous aidera à ajouter de nouveaux livres intéressants, en français et anglais à notre collection déjà diversifiée. Cela nous permet d'offrir les lecture hebdomadaires ainsi que les ateliers pour bénévoles, parents et éducatrices etc. Nous voulons continuer à développer nos partenariats dans la communauté. Nous avons établi au moins une quarantaine de centres de la petite enfance et organismes locaux comme sites partenaires potentiels. Nous avons travaillé fort à établir des bonnes relations et nos partenaires sont très contente avec nos programmes. Par contre, sans cette subvention nous risquons diminuer la confiance de nos partenaires et d'offrir un service complet à ceux qui ont le plus besoins. Les familles CDN-NDG desservent bénéfices beaucoup de nos programmes et ils nous ont encore besoin pour les guider et les conseiller sur l'alphabétisation précoce. Nous sommes fières d'être une source réputée en littératie et de continuer à avoir un impact positif dans la communauté.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
minibiblioPLUS_Budget (1).pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
INFO MINIBIBLIOPLUS 2021 CDN NDG.pdf	*Non applicable*
Témoignages minibiblioPLUS 2021.pdf	*Non applicable*
minibiblioPLUS- Montreal gazette Sept 2021.pdf	*Non applicable*
Collage Photo 2021.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
RESOLUTION DU CONSEIL D_Asha Dixit 2022.pdf	Validité du 2022-01-11

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220110-044326.pdf

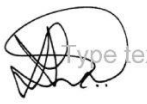
Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Asha Dixit** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **minibiblioPLUS propulsé par Fraser Hickson** pour L'Institut Fraser-Hickson, Montréal.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



10 janvier 2022

Asha Dixit

Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ
[Non applicable]

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, agissant et représentée par Claude Lavoie, directrice générale dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 119767895TR0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006184509TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir aux citoyens de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif, visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'action communautaire et l'éducation populaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille neuf cent quatre vingt dollars (10 980 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de huit mille sept cent quatre vingt quatre dollars (8 184 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille sept cent quatre-vingt seize dollars (2 796 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par

l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Claude Lavoie, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6641 - Un peu plus de Répit - Demande de soutien financier (envoyée le 21 janvier 2022 à 10:04)

Nom de l'organisme	Mission
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE DES NEIGES	Offrir aux résidents de la Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux et participatif, visant l'épanouissement personnel et le développement collectif, par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Un peu plus de Répit

Numéro de projet GSS: 6641

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Claude
Nom: Lavoie
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 733-1478
Numéro de télécopieur: (514) 733-7481
Courriel: direction.generale@cclcdn.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Claude
Nom: Lavoie
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-02-08	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Le projet s'inscrit dans le cadre du Répit, activité que le Celo organise depuis plusieurs années au profit de familles en besoin de soutien et de répit. Né d'un besoin criant de soutien aux familles vulnérables, le Répit accueille entre 6 et une quinzaine de jeunes par session, jeunes identifiés et référés majoritairement par les ressources du CIUSSS. Comme les besoins grandissent et que les financements diminuent, le Celo a pensé développé cette formule où un jeune de 6 à 12 ans est jumelé à un bénévole qui deviendrait son mentor pour une durée d'au moins 1 an. Les grandes étapes du projet consistent en du développement d'une banque de bénévoles spécifiques au Répit, de la formation, des sorties supervisées par l'équipe d'animation régulière du Répit pour culminer avec le jumelage enfant / mentor. Nous avons pu expérimenter à l'an 1 du projet, à l'élaboration de la formation, à une offre de formation à quelques bénévoles. Nous comptons poursuivre le prototypage pour devenir pleinement autonome dans nos pratiques en 2023. Évidemment, le projet d'articule autour de trois axes ou principes qui constituent le fondement même du Répit, à savoir: le loisir, la socialisation et la créativité.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici décembre 2022, le projet aura permis d'identifier, de former et d'accompagner une dizaine de mentors qui pourront bonifier le temps de Répit aux familles vulnérables de CDN.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation du temps de soutien aux familles et aux jeunes de 4 heures / mois.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recruter des bénévoles ayant des profils en travail social, intervention délinquance, animation culturelle, loisir, ou autres domaines similaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	4	1	10	1	3

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Former les bénévoles à partir de la formation développée à l'automne 2021

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	4	1	20	1	3

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Accompagner les bénévoles par du personnel de l'équipe du Répit lors de sorties supervisées avec les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	4	6	3	1	3

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Créer et animer un espace de partage et de transfert de connaissances pour soutenir les mentors

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	4	3	2	1	3

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 5347
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges
Numéro de bureau:
Code postal: H3T 1Y4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	6	4	0	10

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Autres ou ne s'applique pas à ce projet

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Ce que nous recherchons. ce sont des adultes signifiants auxquels les jeunes peuvent s'identifier et qui peuvent représenter un modèle pour les jeunes i.e. un adulte signifiant. Dans ce contexte, nous allons dans le recrutement, travailler autant que possible avec l'écriture épicène, nous allons diffuser notre offre dans les réseaux traditionnels et les instances de concertations, dans l'offre de formation nous avons visé l'intégration d' exemples variés (incluant la réalité des personnes ostracisées, racisées et marginalisées, tout comme celles des familles monoparentales, des familles de nouveaux arrivants. etc). Pour la tenue des formations, comme pour l'ensemble des formations que nous offrons au Celo, nous adoptons toujours nos horaires aux personnes avec lesquelles nous intervenons afin de nous adapter à leur réalité. Par exemple, dernièrement, nous avons envisager offrir des formations après 19h30 pour permettre aux personnes ayant des jeunes enfants de se rendre disponible, nous avons envisagé la possibilité d'offrir plusieurs petits blocs de formation plutôt qu'une session de 3 heures en continu. Le coordonnateur et l'équipe du Répit fait aussi beaucoup de suivi individuel pour assurer une bonne intégration des messages transmis, une possibilité d'adaptation rapide advenant un constat de discrimination ou une situation qui pourrait présenter un potentiel de préjugés.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: Travailleurs sociaux

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5700 chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25,00 $	4,00	2,00 $	30	1	3 060,00 $
Animateur(trice)	17,00 $	3,00	9,00 $	18	4	4 320,00 $
Total						**7 380,00 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Formateur(trice)	400,00 $	7		2 800,00 $
Total				**2 800,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	3 060,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 060,00 $**	3 060,00 $
Animateur(trice)	4 320,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 320,00 $**	4 320,00 $
Formateur(trice) *(poste forfaitaire)*	2 800,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 800,00 $**	2 800,00 $
Total	**10 180,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**10 180,00 $**	**10 180,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	800,00 $	0,00 $	0,00 $	**800,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**800,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**7,29 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**10 980,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**10 980,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

La session d'automne, nous aura permis de développer une formation spécifique de près de 30 heures réparties entre les contenus suivants: Psychologie de l'enfant (6h), Intervention graduée (3h), Estime de soi et lien d'Attachement (3h) Communication interculturelle (3h), Trouble d'opposition (3h), Gestion de crise (2h), Trouble TDAH (4h) et Mécanisme de défense (3h) Tous les formeteurs possèdent une solide expérience dans leur domaine mais connaissent aussi la dynamique du Celo et du Répit.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
20220121_Réso_Un peu plus de Répit_Celo.jpg	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220116-012210_Celo.pdf

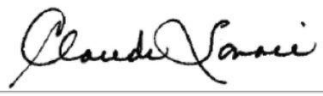
Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Claude Lavoie** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Un peu plus de Répit** pour CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE DES NEIGES .

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



16 janvier 2022

Claude Lavoie
Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Alessandra Devulsky, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 136925096RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006479151
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-treize dollars (24 793 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-neuf mille huit cent trente quatre dollars (19 834$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille neuf cent cinquante neuf dollars (4 959 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Alessandra Devulsky
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6626 - Halte Garderie Mobile de CDN - Demande de soutien financier (envoyée le 17 janvier 2022 à 13:14)

Nom de l'organisme	Mission
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	La CDC de Côte-des-Neiges (CDC de CDN) est un regroupement multisectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale. La CDC de CDN joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier. Depuis 2017 la CDC de CDN pilote une démarche de planification stratégique de quartier impliquant des organismes communautaires, des institutions et des résident.es. Le plan du quartier, adopté en mars 2018, comprend du travail sur cinq priorités : la salubrité des logements, l'accès aux emplois de qualité, l'accès aux logements abordables, des activités pour briser des barrières linguistiques et une réponse dynamique aux besoins de base.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Halte Garderie Mobile de CDN

Numéro de projet GSS: 6626

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Alessandra
Nom: Devulsky
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 961-1330
Numéro de télécopieur:
Courriel: alessandra@conseilcdn.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Alessandra
Nom: Devulsky
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-03-09	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

La Halte -garderie mobile (HGM) est un projet collectif créé par la Table famille , un comité de la CDC de Côte-des -Neiges. Le projet HGM a pour objectif de favoriser l'intégration, l'implication et l'épanouissement des familles isolées , à faible revenu et nouvellement arrivées dans le quartier et de soutenir les familles dans le développement de leurs enfants. Les organismes constatent aussi que de nombreuses familles de réfugiées sont particulièrement vulnérables et n'ont pas accès aux centres de petites enfances (CPE), pour d'autres familles notamment immigrantes, refugiées ou nouvellement arrivées, il s'avère que la transition vers l'école soit extrêmement difficile. La Halte-garderie crée un espace sécuritaire et stimulant, favorisant la socialisation des enfants et le développement de la pratique de la langue française. Ce qui permet aux parents de suivre des cours de francisation, d'être sur le marché de l'emploi ou tout simplement avoir du répit. Le projet offre aussi une occasion de premier emploi comme éducatrices et éducateurs aux personnes issues de l'immigration et la diversité culturelle et résidant dans le quartier pour la plus part.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Éducation populaire pour les parents dans le but de les soutenir dans le développement de leurs enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Favoriser la réussite éducative et l'accès à l'information sur l'éducation et le système scolaire au Québec

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Programmation annuelle d'ateliers parentaux en mode virtuel

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	6	6	3	2	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Enrichir les compétences parentales et répondre aux besoins des parents, des chefs de familles monoparentales, isolés socialement ou peu scolarisés

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Cafés rencontres thématiques

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	3	1	11

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Favoriser le lien entre les écoles et les familles dans le but de faciliter le passage de la garderie à l'école

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3	5	4	5	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser l'accès à l'information et l'orientation des familles vers les organismes du quartier.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Une équipe d'éducatrices et éducateurs (10 personnes) bien informée sur les services des organismes et services offerts dans le quartier

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations de l'équipe et mise à jour des informations en lien avec les services offerts dans le quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	4	1	3	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la réussite éducative des enfants et consolider les acquis pour faciliter la transition vers l'école

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer les habiletés sociales et éducatives des enfants

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de musique et de lecture

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	3	7	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités thématiques amusantes et éducatives

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	3	7	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Collaboration avec l'association des enseignants immigrants du Québec pour offrir une préparation aux enfants qui transitent vers l'école

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	4	1	2	1	8

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: clsc de Côte-des-Neiges
No civique: 5700
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC
Code postal: H3T 2A8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Association des parents des Côte-des-Neiges
No civique: 6767
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: SIARI
No civique: 6767
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Baobab Familial
No civique: 6767
Rue: Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre communautaire Moutain Sights
No civique: 7802
Rue: Ave Mountain Sights, Montréal, QC
Code postal: H4P 2B2
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: HEC Montréal
No civique: 3000
Rue: Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, QC
Code postal: H3T 2A7
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: association jamaïcaine de Montréal
No civique: 4065
Rue: Rue Jean-Talon O, Montréal, QC
Code postal: H4P 1W6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	300	455	0	755

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La Halte-garderie mobile (HGM) intègre certains éléments de l'ADS+. Par exemple, le recrutement des éducatrices tient compte de l'ADS+ en priorisant l'embauche de femmes issues de l'immigration, résidentes du quartier, minorités visibles et à faible revenu. Le projet cherche également à favoriser l'inclusion des parents et enfants vivant de nombreuses barrières (par exemple, barrières liées au revenu et aux origines, notamment une immigration récente et le statut de demandeur d'asile). Les organismes bénéficiant des services de la HGM veillent à rejoindre les familles isolées et vulnérables , les minorités visibles, les familles avec une barrière linguistique, les familles racisées et les nouveaux arrivants. Afin de mieux outiller les organismes et les éducatrices, des formations ADS+ seront offertes pour mieux répondre aux besoins de ces populations. Cette nouvelle perspective participe à réduire les écarts, à favoriser l'inclusion de toutes les familles du quartier et à contribuer à l'épanouissement de l'ensemble de personnes impliquées (enfants, parents et éducateurs-trices).

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Ministère de la Famille du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Fatemeh Sahar Radi Choulani
Adresse courriel: direction@multiecoute.org
Numéro de téléphone: (514) 378-3430
Adresse postale: 3600, avenue Barclay, bureau 460
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: CDC de CDN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	9 358,19 $	Oui

Nom de la personne ressource: Alessandra Devulsky
Adresse courriel: alessandra@conseilcdn.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 961-1330
Adresse postale: 6767 chemin de la Côte-des-Neiges #695
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	30,61 $	35,00	187,98 $	43	1	54 151,19 $
Total						**54 151,19 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	9 358,19 $	20 000,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	24 793,00 $	9 358,19 $	20 000,00 $	**54 151,19 $**	54 151,19 $
Total	**24 793,00 $**	**9 358,19 $**	**20 000,00 $**	**54 151,19 $**	**54 151,19 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**0 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**24 793,00 $**	**9 358,19 $**	**20 000,00 $**	**54 151,19 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

La Halte-Garderie Mobile est un service incontournable pour les familles vulnérables et isolées de Côte-des-Neiges. Ce financement permettra de continuer à garder en place un projet qui dur depuis 20 ans déjà. Depuis, le projet n'a cessé de grandir et d'être attentif aux besoins des familles tout en développant des partenariats avec les organismes communautaires du quartier.

Nous offrons des milieux de garde sécuritaire et cela est d'autant plus important en cette période de crise sanitaire. C'est un milieu stimulant avec une belle pédagogie éducative que nous proposons pour les tout-petits. La présence de halte-garderie communautaire dans les organismes partenaires du projet leur permet de pouvoir développer leur appartenance au quartier et de favoriser leur participation citoyenne.

La HGM est également un beau tremplin pour les éducatrices-eurs qui sont pour la plupart issus de l'immigration. Nous leur offrons une insertion sociale et professionnelle dans le monde du travail québécois.

Dans un autre ordre d'idée, nous tenons à souligner notre collaboration continu avec les Intervenants.es Communautaires Scolaires de la Table Jeunesse avec qui vous travaillons de concert mais également avec tous les membres de la CDC et plus particulièrement de la Table famille afin de répondre aux besoins exprimés par les familles de notre quartier.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution HGM 2022[80852].pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220114-123512.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Alessandra Devulsky** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Halte Garderie Mobile de CDN** pour Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Alessandra Devulsky	2022/01/14
Directeur(trice) général(e)	**Date**

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE Inc.** , personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 204, Montréal (Québec) H4A 1N1, agissant et représentée par Halah Al-Ubaidi, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 107766131 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir, améliorer et soutenir le bien-être de la communauté de Notre-Dame-de-Grâce et de ses résidents. Il joue aussi le rôle « concertation locale » par son mandat de Table de quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente trois mille sept cent vingt-neuf dollars (33 729 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-six mille neuf cent quatre vingt-trois dollars (26 983 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille sept cent quarante-six dollars (6746 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 204, Montréal (Québec) H4A 1N1, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Halah Al-Ubaidi. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE Inc.

Par : _____
Halah Al-Ubaidi
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6635 - Papa et Moi - Demande de soutien financier (envoyée le 17 janvier 2022 à 16:48)

Nom de l'organisme	Mission
Conseil Communautaire Notre -Dame - De -Grâce	Fondée par la communauté de Notre-Dame-de-Grâce, notre organisme est à l'écoute, mobilise, facilite et agit. Nous encourageons les partenariats entre les résidents, les partenaires communautaires et les acteurs clés pour qu'ils identifient et répondent aux besoins et aux enjeux émergeants afin d'élaborer des stratégies et trouver des solutions.À titre d'alliés, nous œuvrons pour l'ensemble de la communauté tout en soutenant et en renforçant les personnes les plus vulnérables et isolées. Par ses efforts, le Conseil communautaire Notre-Dame de-Grâce vise l'atteinte d'une communauté socialement juste, inclusive et durable.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Papa et Moi
Numéro de projet GSS: 6635

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 484-1471
Numéro de télécopieur:
Courriel: admin@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Activités de sensibilisations visant les familles

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Porte a porte

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	10	2	2		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Kiosques d'informations (mai-octobre)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	6	2	2		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Possibilités d'implication communautaires (bénévolat, soutien entre pairs)- Encourager et soutenir les pères à s 'engager dans des activités bénévoles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	3	1	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Séance virtuelle d'informations générales sur la paternité

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	2	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Briser l'isolement des pères en créant un réseau multi-culturel, multi-âges de pères de famille des quartiers prioritaires de NDG en mettant l'emphase sur la promotion des diversités culturelles

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers offerts par des organisations du quartier, amélioration de l'accès aux ressources , développement de l'autonomie

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	11	2	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Discussions de groupe, partage des défis et meilleures pratiques parentales incluant l'intégration aux diverses cultures , méthode d'empowerment, etc

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	11	2	1	2	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités d'exposition à la culture québécoise (sorties , ateliers ....)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	3	1	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Amélioration notable de l'implication des pères du quartier dans la vie quotidienne et le développement de leur enfant d'ici la fin 2022

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Meilleur équilibre de la charge parentale des parents , permettant une meilleure intégration au milieu du travail

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de discussions sur les rôles parentaux et activités liées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	3	2	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités pratiques parents enfants (i.e. cuisine, art, litterature, jeux)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	11	1	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers technologiques et activités concretes (atelier de développement aptitudes technologiques , aide aux devoirs , pratiques des connaisances et soutien)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	6	2	2	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Approffondis sement de la relation père-enfant

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités père-enfant (activités culturelles et loisirs)- Développement de la relation par le jeux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	11	2	2	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Soutien dans le rôle de parent

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Appels de soutien individuel

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	11	2	0,5	30	1

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de soutien d'encadrement scolaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	2	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers dédiés aux parents d'adolescents (aborder les specificités des ados , les ressources , les défis ...)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	3	1	2	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Virtuel

Nom du lieu: Centre communautaire Walkley (et environs)
No civique: 6650
Rue: Chemin de la Côte st-Luc
Code postal: H4V 1G8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Communautaire St-Raymond
No civique: 5600
Rue: Chemin Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir l'accès et l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC)
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du milieu

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	60	30	0	90

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Minorités visibles

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Au cours des années , nous avons noté une différence importante dans la participation des activités familiales entre les hommes et les femmes : ce sont majoritairement les mamans qui se présentent à ce type d'activités . Les études démontrent que le lien d'attachement entre le père et l'enfant est important pour le développement de ce dernier. De plus , notre projet nous a permis d'identifier un besoin de soutien des pères . Le projet Papa et moi recherche donc le développement d'un meilleur soutien aux parents s'identifiant comme figure paternelle afin d'avoir un impact à long terme sur le développement des enfants et sur la vie familiale. Les perceptions du rôle de père varient également selon les cultures et nous recherchons un partage et la découverte par chacun de nouvelles opportunités familiales . Également, l'offre d'activités virtuelles permet un accès plus large aux parents présentant une mobilité réduite, atteignant ainsi un groupe souvent plus isolé.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Comité jeunesse
Précision: Comité Jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3757 Prud'homme
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3H8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	18,00 $	25,00	51,75 $	41	1	20 571,75 $
Coordonnateur(trice)	23,00 $	2,50	6,61 $	41	1	2 628,51 $
Total						**23 200,26 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Animateur(trice) spécialisé(e)	150,00 $	6		900,00 $
Agent(e) de liaison	4 100,00 $	1		4 100,00 $
Total				**5 000,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet** ⓘ
Intervenant(e)	20 571,75 $	0,00 $	0,00 $	**20 571,75 $**	20 571,75 $
Animateur(trice) spécialisé(e) *(poste forfaitaire)*	900,00 $	0,00 $	0,00 $	**900,00 $**	900,00 $
Coordonnateur(trice)	2 628,51 $	0,00 $	0,00 $	**2 628,51 $**	2 628,51 $
Agent(e) de liaison *(poste forfaitaire)*	4 100,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 100,00 $**	4 100,00 $
Total	**28 200,26 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**28 200,26 $**	**28 200,26 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 404,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 404,00 $**
Photocopies, publicité	125,00 $	0,00 $	0,00 $	**125,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**2 529,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 529,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**7,5 %**			
Frais administratifs	**3 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 000,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**8,89 %**			
Total	**33 729,26 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**33 729,26 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Resolution signataire 2021-2022.pdf	Validité du 2022-10-01

Engagement du répondant

Nom du fichier
20220115_152718.jpg

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

ASUS VivoBook

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

e, soussigné **Halah Al-Ubaidi** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le

ojet **Papa et Moi** pour Conseil Communautaire Notre -Dame -De -Grâce.

tteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de

odification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

15 /01 / 2022

Halah Al-Ubaidi

Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 8 février au 31 décembre 2022.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre du Fonds diversité Inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables
Sommaire 1228159001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1, carré Cummings, Montréal (Québec) H3W 1M6, agissant et représentée par Michael Crelinsten, directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme centre de ressources pour la communauté juive de Montréal et de bibliothèque publique pour le quartier. ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 (spécifier le Plan d'action de quelle année) de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités

proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme; assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.2 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de Covid-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Clause linguistique

Toute communication de l'Organisme devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français,

ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux mille deux cent quatre-vingt douze dollars (2 292 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- Au montant de deux mille deux cent quatre-vingt douze dollars (2 292 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 21 août 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1, carré Cummings, Montréal (Québec) H3W 1M6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE

Par : _____
Michael Crelinsten
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de février 2022 (Résolution no).

ANNEXE 1 PROJET

#6617 - Heure du conte inclusive avec interprétation ASL - Demande de soutien financier *(brouillon, créé le 17 janvier 2022 à 15:38)*

Nom de l'organisme	Mission
Jewish Public Library	The Jewish Public Library (JPL) remains unique among Montreal's - and the world's - Jewish institutions. A full service lending and research library containing North America's largest circulating Judaica collection, we are an internationally-recognized resource while also meeting the informational, educational and recreational needs of Jewish Montrealers of all ages and backgrounds. Our Main Library holds over 150,000 items in our five official languages; our 30,000-item Children's Library also offers many activities for children up to 14 years of age; and our Archives help preserve and honour Canada's Jewish history for generations to come. We are also a key provider of adult cultural and educational programming for our community.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce- Appel sur invitation Fonds diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des famille vulnérables (Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables)

Informations générales

Nom du projet: Heure du conte inclusive avec interprétation ASL

Numéro de projet GSS: 6617

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Barbara
Nom: Whiston
Fonction: Chargé(e) de projet
Numéro de téléphone: (514) 345-2627
Numéro de télécopieur:
Courriel: barbara.whiston@jplmontreal.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Michael
Nom: Crelinsten
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2022-04-05	2022-08-20

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2022-09-20

Résumé du projet

La bibliothèque pour enfants Norman Berman de la Bibliothèque publique juive a travaillé avec «Seeing Voices Montreal», une troupe de théâtre spécialisée dans les programmes inclusifs pour les sourds / malentendants, pour développer une série de programmes destinés aux familles sourdes et / ou malentendantes. Ces programmes initient les familles à l'ASL et mettent en relation les familles parlant l'ASL entre elles. En raison du coût élevé de ces programmes, le JPL a organisé 1 ou 2 de ces programmes par an. Cependant, pendant la pandémie, le besoin d'heures du conte accessibles en ASL est devenu encore plus important car les familles n'ont pas la possibilité d'interagir entre elles et de rencontrer d'autres personnes confrontées aux mêmes défis. Maintenir le programme sur Zoom comporte des défis technologiques qui rendent le programme encore plus cher (écran vert pour rendre l'image du livre suffisamment grande, plus d'un interprète ASL, etc.) En janvier 2021, nous avons organisé une version pilote du programme sur Zoom et 42 familles y ont participé. Les familles ont demandé que le programme soit régulier au fur et à mesure que leurs enfants apprennent l'ASL - soit parce qu'ils sont eux-mêmes sourds ou ont des membres de leur famille sourds et ont besoin de stimulation pour rester en contact, pour développer l'alphabétisation et le vocabulaire et pour aider leur santé mentale pendant la pandémie. Par la suite, avec le soutien de ce programme de financement, nous avons présenté une heure de contes ASL pendant plusieurs semains, avec beaucoup de succés.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcer l'alphabétisation de la communauté sourde anglophone et créer des opportunités pour les familles sourdes / malentendantes / ayant des besoins spéciaux de se rencontrer.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduire l'isolement dans cette communauté accentuée par les restrictions de la pandémie sur les réunions

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Plusieurs heures de conte inclusive qui se concentrent spécifiquement sur la langue des signes américaine avec l'ajout de l'anglais pour faciliter l'inclusion des parents et des enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	1	1	1	40

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 5151
Rue: Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Numéro de bureau:
Code postal: H3W 1M6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative
- **Le développement du plein potentiel des enfants de 0 à 17 ans et la qualité de vie des familles vivant en situation de vulnérabilité ou à risque d'exclusion - Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables**:
  Soutenir et accompagner les parents dans le développement de l'enfant

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	11	28	1	40

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Comme la majorité de notre communauté à la Bibliothèque publique juive est composée de juifs anglophones, la communauté juive sourde parle majoritairement la langue des signes américaine (ASL), et non la LSQ (langue des signes québécoise). Nous atteindrons ce groupe démographique grâce à nos partenariats avec «Seeing Voices Montreal», Ometz, le Deaf Anglo Literacy Centre et le MAB Mackay.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Participant.es
Précision: Interprètes et acteurs

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2200 Boul Crémazie E #209
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2E 2Z8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de projet	31,00 $	2,00	0,00 $	6	1	372,00 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	80,00 $	1,00	0,00 $	6	2	960,00 $
Chargé(e) de communication	55,00 $	1,00	0,00 $	6	2	660,00 $
Total						**1 992,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Fonds Diversité et Inclusion pour enfants et familles vulnérables	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	0,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Agent(e) de projet	372,00 $	0,00 $	0,00 $	**372,00 $**	372,00 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	960,00 $	0,00 $	0,00 $	**960,00 $**	960,00 $
Chargé(e) de communication	660,00 $	0,00 $	0,00 $	**660,00 $**	660,00 $
Total	**1 992,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 992,00 $**	**1 992,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	200,00 $	0,00 $	0,00 $	**200,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	100,00 $	0,00 $	0,00 $	**100,00 $**
Total	**300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**300,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**13,09 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**2 292,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 292,00 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**0,00 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
autorisation-du-president-du-conseil-pdf-2021-02-05-601d8b737bcb6.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Documentd'engagement JPL-BPJ Montreal Jan17 2022.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Michael Crelinsten** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Heure du conte inclusive avec interprétation ASL** pour Jewish Public Library.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

17/01/22

Michael Crelinsten — **Date**

Directeur(trice) exécutif(ve)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 5 avril au 21 août 2022

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la

personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.
Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

***** Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1228159001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228159001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1228159001**
Nature du dossier	**Contribution financière** **Politique de l'enfant 2022**
Financement	**Transfert corporatif du Service de la diversité et l'inclusion sociale au budget de fonctionnement de la DSLCDS**

Ce dossier vise à :

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

Les organismes sélectionnés sont :

Nom de l'organisme	Nom du projet	Soutien recommandé 2021 ($)	Numéro de demande d'achat
Baobab familial*	Parents confiants, enfants rayonnants: l'expérience parentale comme tremplin pour les familles de Côte-des-Neiges	10 636 $	713916
Bibliothèque publique juive	Heure du conte inclusive avec interprétation ASL	2 292 $	713920
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges*	Un peu plus de répit	10 980 $	713922
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce inc.*	Papa et moi	33 729 $	713924
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	Halte-garderie mobile	24 793 $	713926
La cafétéria communautaire Multicaf*	Je grandis avec des fruits et légumes frais	15 000 $	713931
L'Institut Fraser Hickson*	MinibiblioPlus	35 000 $	713942
Les YMCA du Québec	C-Vert	12 500 $	713948
Parents engagés pour la petite enfance*	Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu	25 379 $	713950

* L'organisme possède un numéro de charité et est exempt de taxes.

La somme nécessaire à ce dossier est prévue au budget 2022 du Service de la diversité et l'inclusion sociale. Les fonds ont été transférés conformément au GDD 2208798004 vers le budget de fonctionnement de la DCSLDS de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce sur l'imputation budgétaire suivante :

9 conventions de contributions financières	2022
2406.0010000.300775.05803.61900.016491.0000.003455.000000.00000.0000 CR: CDN - Événements publics A: Développement social O: Contribution à d'autres organismes SO: Autres organismes P: Politique de l'enfant	170 309 $
TOTAL*	**170 309 $**

* toutes taxes incluses si applicables

Les demandes d'achat ont été préparées afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1226609001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'Arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2022) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010.

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'Arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2022) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:42

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226609001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'Arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2022) - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010.

CONTENU

CONTEXTE

Pour des besoins d'entretien sur le réseau artériel, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a été sollicité par le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) pour procéder à des travaux de réfection mineure de trottoirs sur des rues artérielles. Les travaux vont permettre d'atténuer et/ou d'éliminer, selon le cas, les dégradations avancées de trottoirs avant une éventuelle intervention de réhabilitation à court terme de la Ville Centre sur ces rues dans le cadre de Programme complémentaire de planage-revêtement.
En vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal et du règlement 02-003-1, il est nécessaire de demander l'autorisation au Conseil municipal pour que l'Arrondissement procède à la réalisation, à la gestion et à la surveillance des travaux de reconstruction mineure de trottoirs sur les rues faisant partie du réseau routier artériel administratif de la Ville de Montréal.

Le nouvel encadrement administratif numéro C-OG-SUM-P-20-002, portant sur le traitement des demandes de projets d'aménagement et de réaménagement de rues faisant partie du réseau routier artériel administratif de la Ville de Montréal (RAAV) soumises par les arrondissements au conseil de la Ville en vertu de l'article 85, prévoit un dépôt des demandes l'année précédant la date souhaitée d'exécution des travaux. L'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a transmis sa liste des tronçons de rues pour lesquels des travaux de réfection mineure de trottoirs sont envisagés en 2022, cette demande a été présentée le **8 décembre 2021** au **Carrefour Mobilité** via la plate-forme en ligne. Cependant, un accord préalable de la Direction de la mobilité a été accordé à l'arrondissement CDN-NDG le **1er octobre 2021** pour financer les travaux de réfection mineure de trottoirs sur le réseau artériel administratif de la Ville de Montréal en 2022.

Le 8 décembre 2021, le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) a accepté de financer la première portion de la dépense évaluée par l'arrondissement pour la réaliser ces travaux. Une portion optionnelle est en attente d'approbation du SUM selon la disponibilité de l'enveloppe budgétaire résiduelle du programme.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN–NDG) possède l'expertise et la compétence technique pour superviser la conception, la réalisation et la surveillance des travaux de réfection et de construction d'infrastructures sur le réseau routier artériel. Par conséquent, il souhaite offrir au Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de réaliser des travaux de reconstruction mineure de trottoirs faisant partie du réseau

artériel dans le cadre de l'appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-010 (RMTA-2022) portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD # 1180615001: Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans des rues du réseau artériel administratif de la Ville.
GDD # 1197060001 : Offrir au conseil municipal, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge, par l'arrondissement, de la coordination et de la réalisation des travaux de reconstruction mineure de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2019) - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-029.

GDD # 1197060003 : Accorder à Cojalac inc., le contrat au montant de 2 573 947,77 $, taxes incluses (excluant les contingences), pour les travaux de reconstruction mineure de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2019) (rues artérielles) et autoriser une dépense à cette fin de 2 911 342,55 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires - Appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-TP-029 (3 soumissionnaires).

GDD # 1216609001 : Offrir au conseil municipal, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge par l'Arrondissement, la coordination et la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2021) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-014.

GDD # 1216609004 : Accorder à Groupe ABF inc., le contrat au montant de 1 145 172,74 $, taxes incluses, portant sur les travaux de réfection mineure de trottoirs là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (RMTA-2021) et autoriser une dépense à cette fin de 1 499 690,01 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-014.

DESCRIPTION

La réalisation du projet qui sera pris en charge par l'Arrondissement consiste à la réalisation des travaux de reconstruction mineure de trottoirs, de bordures, là où requis, sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
La conception et la préparation des plans et devis seront faites à l'interne et n'engendrent aucune dépense additionnelle pour l'arrondissement.

Les travaux incluent notamment les interventions suivantes :

- Reconstruction de trottoirs monolithiques et trottoirs boulevards en béton;

- Reconstruction d'entrées pour véhicules et rampes d'accès universel (RAU) avec installation de plaques podotactiles;
- Désaffectation d'entrées pour véhicules;
- Travaux de réparation sur les puisards et les utilités publiques sur le trottoir;
- Réfection, nivellement des espaces en arrière bordure ou arrière trottoirs en terre, gazon, pavé de béton, asphalte, etc.;
- Tous autres travaux connexes.

Les modalités du transfert des projets des services corporatifs vers l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce sont les suivantes :

- Coordination et suivi avec le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM);

- Conception et préparation des plans et devis;
- Supervision et suivi des services professionnels (surveillance, contrôle quantitatif, arpentage, etc.);
- Supervision et suivi des travaux;
- Toutes les activités connexes.

Liste des rues du RMTA-2022

Les travaux de réfection mineure de trottoirs dans le cadre du projet (RMTA-2022), seront réalisés sur les tronçons de rues du réseau artériel administratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, mentionnés dans les listes ci-dessous (liste 1 & 2).

- Liste 1: représente la liste des rues où des travaux de réfection routière seront réalisés éventuellement par la Ville centre dans le Programme complémentaire de planage-revêtement.
- Liste 2: représente la liste des rues où des travaux de réhabilitation des rues sont prévus par la Ville Centre en 2023 dans le cadre des travaux de PCPR et PRCPR.

Toutefois et sous toute réserve, l'ensemble des rues (liste 1 & 2) peuvent faire l'objet de certaines modifications (remplacement, ajout, annulation ou report des travaux en 2023, etc.).

Liste 1:

Réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) CDN-NDG

Séq #	District	Rue	De	A	Type
1	Snowdon	Sax	Labarre	Bougainville	Artériel
2	NDG	Grand Boulevard	Somerled	Fielding	Artériel
3	Loyola	West Broadway	Somerled	Fielding	Artériel
4	Loyola	West Broadway	Fielding	Chester	Artériel

Liste 2 :

Réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) CDN-NDG

Séq #	District	Rue	De	A	Type
5	CDN	Lacombe	Légaré	Lavoie	Artériel
6	Snowdon	de la Côte-Sainte-Catherine, chemin	Décarie, boulevard	de Westbury, avenue	Artériel
7	Darlington	de la Côte-Sainte-Catherine, chemin	Hudson, chemin	Decelles, avenue	Artériel

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état avancé de dégradation des trottoirs sur les rues artérielles mentionnées dans les listes ci-dessus, il est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier la dégradation accrue des sections de trottoirs afin d'améliorer la sécurité des déplacements des piétons. Aucun aménagement géométrique ne sera réalisé sur ces rues artérielles dans le cadre de l'appel d'offres du projet de RMTA-2022.

Les travaux relatifs aux travaux de réfection mineure de trottoirs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce s'inscrivent dans le cadre suivant :

- Fermeture partielle de la voie de stationnement;
- L'accès et déplacement des citoyens et des riverains;
- L'amélioration de l'état des trottoirs;
- La garantie de la sécurité du public;
- Le prolongement de la pérennité des infrastructures routières;
- L'assurance de la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire seront entièrement financés par le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) de la Ville Centre.
Le 8 décembre 2021, le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) a accepté de financer la première portion de la dépense évaluée par l'arrondissement pour réaliser ces travaux.

Le 21 janvier 2022, Le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) a accepté de financer la portion additionnelle (optionnelle) relative aux contrats de PCPR-PRCPR-2023 de la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
- L'amélioration de l'état des trottoirs;
- La garantie de la sécurité du public;
- Le prolongement de la pérennité des infrastructures routières;
- L'assurance de la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En vue de réaliser les travaux durant l'été 2022, la préparation des documents d'appel d'offres (plans et devis) doit être entamée et parachevée le plus tôt possible.
Comme les travaux sont localisés sur le réseau artériel de la Ville de Montréal, l'offre de l'Arrondissement devra faire l'objet d'une acceptation par le Conseil municipal, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) :
- Début des travaux: mai 2022
- Fin des travaux: septembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que, conformément aux règlements en vigueur, le cahier des charges à préparer pour les documents d'appel d'offres fera mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Le dossier respectera au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- Gestion des contingences et des incidences
- Politique de gestion contractuelle des contrats
- Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction
- Dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats
- Accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal
- Respect des clauses contractuelles en matière de la Santé et de la Sécurité du Travail (SST)
- Application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Patrick RICCI, 21 janvier 2022
Hélène BROUSSEAU, 21 janvier 2022
Jean CARRIER, 21 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fethi FATHI
Ingénieur

Tél : 514-237-2394
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-20

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1226609002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection des fosses de plantations » sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 80 000 $ à assumer par l'Arrondissement pour la réalisation du contrat.

D'offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations » sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:43

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226609002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection des fosses de plantations » sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public CDN-NDG-22-AOP-TP-005 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 80 000 $ à assumer par l'Arrondissement pour la réalisation du contrat.

CONTENU

CONTEXTE

Avec l'adoption de son *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* (Ville de Montréal, 2010) et son *Plan Montréal durable 2016-2020* (Ville de Montréal, 2016), la Ville de Montréal s'est engagée à passer d'un indice de canopée de 20 % à 25 % d'ici 2025. Cet engagement se traduit par le *Plan d'action canopée 2012-2021* qui souligne la nécessité de planter 300 000 arbres sur le territoire de l'agglomération d'ici 2025, dont 75 000 sur territoire public.
Au mois de septembre 2021, suite à une demande formulée par l'Arrondissement au Service des Grands Parcs, nous avons reçu la confirmation de la reconduction du programme de déminéralisation par la création des nouvelles fosses d'arbres ou le réaménagement de fosses existantes qui a été mis sur pied afin de combler, en partie, ce déficit de sites prêt-à-planter en bordure de rue. Ce programme élaboré par le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), consiste en l'allocation d'une aide financière aux arrondissements et un accompagnement qui permettra de créer de nouveaux emplacements, mais aussi d'améliorer les conditions de croissance des arbres.

Ainsi, en collaboration avec la division de la voirie et des parcs de l'arrondissement CDN-NDG, la division des études techniques souhaite accompagner l'effort mis en oeuvre par le SGPVMR et offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception et la réalisation d'un projet de construction, d'agrandissement et de réaménagement de fosses d'arbre CFA-2022 sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville de Montréal (RAAV).

Ces travaux seront ainsi financés par l'allocation réservée à chaque arrondissement dans le cadre du programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations mis sur pied par le SGPVMR.

Ils permettront notamment le verdissement des zones de vulnérabilité aux vagues de chaleur, l'atténuation de l'ilôt de chaleur que constituent les rues susmentionnées, la construction de nouvelles fosses d'arbres simples et doubles, la mise aux normes de fosses d'arbres existantes et

l'amélioration des conditions de vie d'arbres existants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 20 170162 : D'accorder à Le Paysagiste C.B.L. inc. le contrat au montant de 203 250,05 $ taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, sur l'avenue de Monkland entre l'avenue Girouard et Grand Boulevard dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2020) - Appel d'offres public CDN-NDG-20-AOP-TP-003. (Dossier # 1205153006).
GDD # 1218720001: Offrir, au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme « d'Aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations » sur le boulevard Décarie, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

GDD # 1218720004: Accorder à Ramcor construction inc., le contrat au montant de 277 123,09 $, taxes incluses, portant sur les travaux de construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation, là où requis, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CFA-2021) et autoriser une dépense à cette fin de 336 835,40 $ incluant les taxes, les contingences et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-21-AOP-TP-015.

DESCRIPTION

Le projet visé par l'arrondissement consiste à réaliser la construction de nouvelles fosses d'arbres et le réaménagement de fosses d'arbres existantes dénuées d'arbres, et ce, sur :
- le boulevard Décarie, entre les rues de la Savane et Des Jockeys,
- la rue Sherbrooke Ouest entre le Grand boulevard et la rue Walkley;
- l'avenue Girouard entre chemin de la Côte-Saint-Luc et l'avenue Monkland,

Ces rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville (RAAV). Aussi les travaux seront réalisés sur l'avenue Harley entre l'avenue Elmhurst et la rue Westbroadway (rue locale).

L'Arrondissement souhaite ainsi prendre en charge la conception et la réalisation de ce projet.

L'Arrondissement s'engage à respecter les modalités et conditions applicables à cette offre de services, comme convenu avec la Direction de la mobilité, et conformément à l'encadrement administratif C-OG-SUM-P-20-002.

Les travaux en question incluent notamment, l'aménagement ou le réaménagement de vingt-trois (23) fosses d'arbres agrandies répartit comme suit :

- Boulevard Décarie, entre les rues de la Savane et Des Jockeys : Sept (7) fosses d'arbres (4 simples et 3 combinées);
- Rue Sherbrooke Ouest entre le Grand boulevard et la rue Walkley : Six (6) fosses d'arbres (5 simples et 1 combinée);
- Avenue Girouard entre Chemin de la Côte-Saint-Luc et l'avenue Monkland :Trois (3) fosses d'arbres (2 simples et 1 combinée);
- Avenue Harley entre l'avenue Elmhurst et la rue West broadway : Sept (7) fosses d'arbres simples.

Déminéralisation CFA-2022							
Num.	#Civ.	Rue	De	À	Côté	Locale ou RAAV	District.
1	6200	Sherbrooke O.	Kensington	Grand Boulevard	S	Artérielle	Loyola
2	6530-86	Sherbrooke O.	Walkley	Cavendish	S	Artérielle	Loyola
3	6530-86	Sherbrooke O.	Walkley	Cavendish	S	Artérielle	Loyola
4	6405-15	Sherbrooke O.	Benny	Cavendish	N	Artérielle	Loyola
5	6405-15	Sherbrooke O.	Benny	Cavendish	N	Artérielle	Loyola
6	6475-85	Sherbrooke O.	Benny	Cavendish	N	Artérielle	Loyola
7	6470-90	Sherbrooke O.	Cavendish	Benny	S	Artérielle	Loyola
8	4500	Girouard	Terrebone	Côte-Saint-Luc	O	Artérielle	NDG
9	4464-66	Girouard	Terrebonne	Monkland	O	Artérielle	NDG
10	4458-60	Girouard	Terrebonne	Monkland	O	Artérielle	NDG
11	4450-54	Girouard	Terrebonne	Monkland	O	Artérielle	NDG
12	4428-30	Girouard	Terrebonne	Monkland	O	Artérielle	NDG
13	4368-70	Girouard	Terrebonne	Monkland	O	Artérielle	NDG
14	7411-27	Harley	Elmhurst	West Broadway	N	Locale	Loyola
15	7325-33	Harley	Elmhurst	West Broadway	N	Locale	Loyola
16	7325-33	Harley	Elmhurst	West Broadway	N	Locale	Loyola
17	7340	Décarie	Paré	Des Jockeys	O	Artérielle	Snowdon
18	7340	Décarie	Paré	Des Jockeys	O	Artérielle	Snowdon
19	7700	Décarie	Ferrier	Paré	O	Artérielle	Snowdon
20	8000	Décarie	De la Savane	Ferrier	O	Artérielle	Snowdon
21	8140	Décarie	De la Savane	Ferrier	O	Artérielle	Snowdon
22	8250	Décarie	Limite	De la Savane	O	Artérielle	Snowdon
23	8250	Décarie	Limite	De la Savane	O	Artérielle	Snowdon

Sous toutes réserves, 28 nouveaux arbres sont prévus d'être plantés à la suite de ce projet.

Les modalités du transfert du projet des services corporatifs vers l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce sont les suivantes :

- Supervision et suivi des services professionnels (production des documents d'appel d'offres, surveillance, contrôle qualitatif, arpentage, études géotechniques et environnementales, etc.);
- Coordination et suivi avec les entreprises d'utilités publiques (Commission des services

électriques, Hydro-Québec, Bell, Énergir, etc.);
- Lancement de l'appel d'offres public pour la réalisation des travaux;
- Financement de la réalisation;
- Supervision et suivi des travaux;
- Toutes les activités connexes.

JUSTIFICATION

Les travaux visés s'inscrivent dans un cadre plus large de lutte contre le réchauffement climatique en favorisant une déminéralisation de l'espace public, ce qui a pour effet de diminuer les îlots de chaleurs qui sont à l'origine d'une pollution accrue et d'améliorer le drainage et l'absorption des eaux de pluie afin de soulager le réseau d'égout notamment lors de périodes de crues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces travaux seront financés par le programme « d'Aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations » mis sur pied par le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) qui prévoit une enveloppe de 300 000 $ pour permettre aux arrondissements de réaliser des projets de verdissement et de déminéralisation.
Dans le cadre de ce projet, un montant de **300 850 $** de financement a été accordé à l'arrondissement CDN-NDG par le SGPVMR pour la réalisation de vingt-trois (23) fosses d'arbres agrandies (18 fosses d'arbre simples de type 3 et 5 fosses combinées de type 4).

Le calcul du montant de financement est basé sur des montants unitaires par type de fosses. Un montant de **9 800 $** est accordé pour chaque fosse d'arbre simple de type 3 et un montant de **25 060 $** pour chaque fosse d'arbre combinée de type 4.

Étant donnée, que ces montants unitaires pour chaque type de fosses n'ont pas été actualisés depuis le début de programme « d'Aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantations » en 2017 et vu l'inflation des prix sur le marché cette année, il est fort probable que le montant de financement total accordé à l'Arrondissement dans le cadre de déminéralisation 2022 ne couvrira pas l'intégralité des dépenses pour réaliser ce contrat. **Donc, l'Arrondissement pourrait avoir à débourser des sommes d'argent additionnelles pour couvrir les frais de contingences et les frais incidents(techniques et professionnels).** Cette dépense additionnelle à assumer par l'Arrondissement a été évaluée à un montant de **80 000 $** et sera financé par le surplus libre de l'Arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Diminution des îlots de chaleur composés de zones minéralisées;
- Contribuer au verdissement des tronçons ciblés;
- Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En vue de réaliser les travaux durant l'été 2022, la conception des plans et devis doit être entamée et parachevée le plus tôt possible.
Comme les travaux sont localisés sur le réseau artériel de la Ville de Montréal, l'offre de l'Arrondissement devra faire l'objet d'une acceptation par le Conseil municipal, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Acceptation de l'offre de l'Arrondissement au Conseil municipal : février, sous toute réserve.
- Parachèvement des documents d'appel d'offres : fin février 2022;
- Période d'appel offres pour la réalisation des travaux : mars 2022;
- Octroi de contrat pour la réalisation des travaux : avril 2022, sous toute réserve;
- Réalisation des travaux : été 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Anne DESAUTELS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Tommy BEAULÉ, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Hélène BROUSSEAU, 21 janvier 2022
Anne DESAUTELS, 21 janvier 2022
Tommy BEAULÉ, 21 janvier 2022
Jean CARRIER, 21 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fethi FATHI
Ingnieur

Tél : 5142372394
Télécop. : 5148720918

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-20

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1218241011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal et réserver un montant de 416 000 $ taxes incluses, pour financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local.

D'offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal et réserver un montant de 416 000 $ taxes incluses, pour financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-03 09:07

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218241011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal et réserver un montant de 416 000 $ taxes incluses, pour financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme de réaménagement géométrique, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a présenté une demande de projet au carrefour mobilité afin d'obtenir un financement pour la conception et la réalisation en 2022, de travaux d'avancées de trottoirs sur le réseau artériel administratif de la Ville de Montréal.
Cette demande incluait plusieurs intersections, dont les intersections suivantes :

1. Terrebonne / West Broadway à proximité de l'école Saint-Luc (A85_CDN21-0931)
2. Beaucourt / Saint-Kevin à proximité de l'école Azrieli Talmud Torah (A85_CND21-0930)
3. Lemieux / Saint-Kevin à proximité de l'école Azrieli Talmud Torah (A85_CND21-0930)
4. Stirling / Côte-Sainte-Catherine munie de feux de circulation (A85_CND21-0932)
5. Marcil / Sherbrooke munie de feux de circulation (A85_CDN21-0941)

Le 8 décembre 2021, la Direction de la mobilité a accepté de financer la dépense évaluée pour la réalisation de projet de réaménagement géométrique aux quatre premières intersections citées ci-haut en 2022. L'intersection Marcil / Sherbrooke n'a pas été retenue.

Cependant, un projet d'aménagement de rue du chemin Côte-Sainte-Catherine entre Darlington et Vincy d'Indy a été planifié pour l'année 2023. Ainsi, il a été convenu avec la Direction de la mobilité d'intégrer les travaux prévus à l'intersection Stirling/Côte-Sainte-Catherine à même le projet d'aménagement du chemin Côte-Sainte-Catherine prévu en 2023 afin d'éviter une démolition et reconstruction des travaux. Ainsi, l'intersection Stirling / Côte-Sainte-Catherine est retirée de la programmation des travaux 2022 de l'Arrondissement. À cet effet, l'Arrondissement a demandé la Direction de la mobilité de remplacer cette intersection par l'intersection Marcil / Sherbrooke. La demande a été acceptée par le carrefour mobilité le 31 janvier 2022.

Ainsi, l'Arrondissement souhaite offrir, au Conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux de réaménagement géométrique de quatre (4) intersections appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA170055 : Offrir au Conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement de six (6) intersections munies de feux de circulation, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal (dossier # 1196725002).
CE19 0552 et CM19 0450 : Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour le réaménagement de six (6) intersections appartenant au réseau artériel administratif de la Ville (dossier # 1191097005).

CA170018 : Offrir au Conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que le financement pour le réaménagement géométrique de deux (2) intersections munies de feux de circulation, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, et annuler la résolution du CA19 170055 (dossier : 1208241002).

CE21 0358 et CM21 0319 : Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues et de voies cyclables pour l'année 2021 (dossier : 1211097001).

DESCRIPTION

La réalisation du projet qui sera prise en charge par l'Arrondissement consiste à effectuer le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville de Montréal.

Numéro de dossier CM	Intersection	District	Tronçon local / artériel	Aménagement	Financement
A85_CDN21-0931	Terrebonne / West Brodway	Loyola	Local/ Artériel	Saillies sur Terrebonne et West Broadway	SUM et Arrondissement
A85_CND21-0930	Beaucourt / Saint-Kevin	Snowdon	Artériel	Saillies sur Saint-Kevin et Beaucourt	SUM
A85_CND21-0930	Saint-Kevin / Lemieux	Snowdon	Artériel	Saillies sur Saint-Kevin et Lemieux	SUM
A85_CND21-0941	Marcil/Sherbrooke	NDG	Local	Saillies simples sur Marcil Interventions feux de circulation	SUM et Arrondissement

L'Arrondissement s'engage à respecter les modalités et conditions applicables à cette offre de services, comme convenu avec la Direction de la mobilité, et conformément à l'encadrement administratif C-OG-SUM-P-20-002.

Le réaménagement géométrique inclut notamment :

1. La construction d'avancées de trottoirs dotées de fosses de plantation et

l'élargissement des trottoirs afin de sécuriser les déplacements;
2. Déplacement et mise aux normes des feux de circulation, lorsque requis;
3. Le remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur le domaine privé et public pour les branchements à l'intérieur des limites des travaux, financé par la Direction des réseaux d'eau;
4. Des interventions sur les utilités publiques réparties dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
5. Un planage de la couche d'asphalte;
6. Une réparation de la fondation, si requise;
7. La pose de revêtement bitumineux sur les surfaces planées.

Les modalités du transfert du projet des services corporatifs vers l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce sont les suivantes :

- Supervision et suivi des services professionnels (production des documents d'appel d'offres, surveillance, contrôle qualitatif, arpentage, études géotechniques et environnementales, etc.);
- Coordination et suivi avec les entreprises d'utilités publiques (Commission des services électriques, Hydro-Québec, Bell, Énergir, etc.);
- Lancement de l'appel d'offres public pour la réalisation des travaux;
- Financement de la réalisation;
- Supervision et suivi des travaux;
- Toutes les activités connexes.

JUSTIFICATION

Le réaménagement géométrique proposé vise notamment à réduire la longueur de traversée piétonne et à augmenter la visibilité aux intersections situées aux abords des écoles. Elle permet aussi de modifier le comportement des automobilistes en réduisant la vitesse et en améliorant ainsi l'environnement pour les résidents et les piétons.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité a accepté de prendre en charge, en totalité pour le réseau artériel et les feux de circulation, le financement du projet de réaménagement géométrique de quatre (4) intersections par le PTI 2022. Le budget estimé pour la conception et la réalisation de ce projet incluant les incidences et les services professionnels est de 1 339 779 $ net ristourne pour les travaux sur le réseau artériel et/ou les feux :

1. Terrebonne / West Broadway (A85_CDN21-0931) : 292 724 $
2. Beaucourt / Saint-Kevin et Lemieux / Saint-Kevin (A85_CND21-0930) : 851 965 $
3. Marcil / Sherbrooke (A85_CND21-0941) : 195 090 $

L'Arrondissement devra financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local. Le budget provenant des mesures d'apaisement de la circulation sur le réseau local est estimé à 416 000 $ et sera financée à hauteur de 232 000$ par le report de PDI 2020 et à hauteur de 184 000$ par le PDI 2022 affecté aux mesures d'apaisement de la circulation:

1. Terrebonne / West Broadway : 156 000 $
2. Marcil / Sherbrooke : 260 000 $

En vertu de l'encadrement administratif numéro C-OG-SUM-P-20-002, l'écart entre le montant de la dépense totale et le budget estimé ne peut excéder 20% de ce dernier.

De plus, les budgets estimés pour la réalisation de ce projet sont réservés à même l'enveloppe allouée par la Direction de la mobilité à ces projets. Comme ces budgets sont planifiés pour l'année 2022, il est requis que l'ensemble des travaux liés à ce projet soient terminés avant la fin de l'année 2022.

Par ailleurs, dans le cadre de son programme de réaménagement géométrique, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a présenté une demande de subvention en 2019 auprès du Ministère des Transports du Québec (MTQ) associé à son programme d'aide financière au développement du transport actif dans les périmètres urbains (TAPU). Ce programme prévoit la subvention de 50 % du coût des travaux de construction pour la sécurisation des déplacements à proximité des écoles jusqu'à concurrence de 500 000 $ par école.

Cette demande incluait plusieurs intersections situées à proximité des écoles, dont les intersections appartenant au réseau artériel de la Ville de Montréal suivantes :

1. Terrebonne / West Broadway
2. Beaucourt / Saint-Kevin
3. Lemieux / Saint-Kevin

Toutefois, les restrictions budgétaires de la Ville de Montréal ont entraîné l'annulation et le report de ces projets, ce qui n'a pas permis une réalisation des travaux avant le 31 mars 2021, tel qu'exigé en vertu de la lettre d'entente du MTQ. À cet effet, l'Arrondissement a transmis une demande de report de la subvention à l'année financière 2022.

MONTRÉAL 2030

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Améliorer la sécurité des clientèles vulnérables (piétons, écoliers et personnes à mobilité réduite);
- Apaiser la circulation;
- Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur;
- Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Avant le 31 janvier de l'année de réalisation, l'arrondissement soumet un *dossier décisionnel* à son conseil d'arrondissement, afin que celui-ci adopte, en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, une résolution visant à offrir ses services au conseil de la ville en vue de la prise en charge de la réalisation desdits projets. Étant donné qu'il n'y a pas de séance de conseil d'arrondissement au mois de janvier, le carrefour mobilité a accepté que la résolution soit adoptée au conseil d'arrondissement du 7 février 2022.

En vue de réaliser les travaux durant l'été 2022, la conception des plans et devis doit être entamée et parachevée le plus tôt possible.

Comme les travaux sont localisés sur le réseau artériel de la Ville de Montréal, l'offre de l'Arrondissement devra faire l'objet d'une acceptation par le conseil municipal, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

De plus, la réalisation des travaux est sous toute réserve de l'acceptation de la Direction de

la mobilité des plans à 50 % d'avancement et pour construction.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Si la Ville de Montréal est dans l'incapacité de respecter l'échéancier des travaux contractuels en raison d'une force majeure, exemple, le cas de la pandémie (Covid-19), la mise à jour de l'échéancier devra être révisée relativement à la situation de l'état de la crise sanitaire pendant cette période-là.
Les consignes et mesures annoncées et imposées par le gouvernement du Québec pourront notamment avoir un impact sur les aspects suivants, sans s'y limiter :

- Disponibilité du Consultant pour le parachèvement des documents d'appel d'offres;
- L'appel d'offres, et/ou de l'ouverture de soumission;
- La réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acceptation de l'offre de l'Arrondissement au Conseil municipal : mars 2022, sous toute réserve.

- Parachèvement des documents d'appel d'offres :mi-mars 2022;
- Période d'appel offres pour la réalisation des travaux : avril-mai 2022;
- Octroi de contrat pour la réalisation des travaux : séance du mois de juin 2022, sous toute réserve;
- Réalisation des travaux : été à automne 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Tommy BEAULÉ, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean HAMAOUI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marc BRETON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Jean CARRIER, 2 février 2022
Tommy BEAULÉ, 1er février 2022
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, 31 janvier 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1218241011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement géométrique de quatre (4) intersections, appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal et réserver un montant de 416 000 $ taxes incluses, pour financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise l'autorisation par le conseil d'arrondissement de la prise en charge des travaux de réaménagement des intersections en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

Le financement total et les coûts des contrats pour la réalisation des travaux seront connus lorsque les différents contrats seront octroyés selon les procédures d'appel d'offres de la Ville.

À date, la Direction de la mobilité a accepté de prendre en charge, en totalité pour le réseau artériel et les feux de circulation, le financement du projet de réaménagement géométrique de quatre (4) intersections par le PTI 2022. L'arrondissement de CDN-NDG, pour sa part, devra financer les travaux de voirie ainsi que les incidences et les services professionnels pour les travaux sur le réseau local. L'arrondissement réserve donc un montant estimé de 416 000 $ à même son budget d'immobilisations afin de financer ces travaux.

Les coûts définitifs des travaux, les aspects financiers détaillés ainsi que la répartition entre les divers intervenants seront présentés plus tard dans le dossier d'autorisation des contrats.

FICHIERS JOINTS

GDD 1218241011-Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-02

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1218241011

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas d'intervention du Service des finances.

Ce dossier vise la prise en charge par l'arrondissement des travaux de conception et de réalisation des travaux pour le réaménagement de quatre intersections appartenant au réseau artériel administratif de la Ville.

Ce dossier vise également à réserver une somme qui devra être financée par l'arrondissement pour assurer, en plus des travaux énoncés précédemment, la réalisation de travaux de compétence locale. L'arrondissement s'engage donc à réserver un montant de 416 000$ (net de ristourne) à même ses reports de budgets d'immobilisations (PDI) 2020 et aussi avec l'enveloppe PDI de 2022 déjà affectés aux mesures d'apaisement de la circulation pour assurer la réalisation de ce projet.

Voici l'estimation de la dépense à financer par l'arrondissement pour les travaux de réaménagement géométrique sur les intersections citées.

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Estimation de dépenses	361,817.79 $	18,090.89 $	36,091.32 $	416,000.00 $	36,136.55 $	379,863.45 $
Total des dépenses	**361,817.79 $**	**18,090.89 $**	**36,091.32 $**	**416,000.00 $**	**36,136.55 $**	**379,863.45 $**

L'arrondissement procédera donc à un virement budgétaire PDI afin de réserver les sommes dès l'approbation de ce dossier au conseil d'arrondissement. La somme de 416 000$ sera ainsi réservée jusqu'à l'octroi du contrat prévu en 2022.

Information budgétaire:

Provenance	**Report PDI 2020: Mesures d'apaisement de la circulation**
Projet :	55754
Sous-projet :	2055754-001
Projet Simon :	**181015**
Montant :	232,000.00 $

Provenance	**PDI 2022: Mesures d'apaisement de la circulation**
Projet :	55754
Sous-projet :	2255754-001
Projet Simon :	**184468**
Montant :	184,000.00 $

Imputation	**PDI 2022: mesures apaisement de la circulation**
Requérant:	59-00
Projet :	55754
Sous-projet :	2255754-001
Projet Simon :	**184468**
Montant :	416,000.00 $

en milliers

	2022	2023	2024	Ult	TOTAL
Budget au net au PDI - 2022-2024	**416**	**-**	**-**	**-**	**416**
Prévision de la dépense					
Brut	**416**	**-**	**-**	**-**	**416**
BF					**-**
Autre	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Sub-C	**-**	**-**	**-**		**-**
Net	**416**	**-**	**-**	**-**	**416**
Écart	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1217926001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville les sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ et tout solde dû réclamés à l'Agence du Revenu du Québec (à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne introuvable et d'une personne morale dissoute) en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du Compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

Nous recommandons d'approuver la radiation des sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ ainsi que tout solde dû par l'Agence du Revenu du Québec relativement au compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01 pour les frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.
IMPUTATION RADIATION (SIMON): Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
RADIATION RECETTES DIVERSES: 2101 0000000 000000 00000 11808 000000
MONTANTS À RADIER: 9 185,03 $ et 5 275,03 $ en capital, 15,00 $ de frais ainsi que tout solde dû.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2021-12-22 11:33

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217926001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville les sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ et tout solde dû réclamés à l'Agence du Revenu du Québec (à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne introuvable et d'une personne morale dissoute) en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du Compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

CONTENU

CONTEXTE

2626, avenue Bates (Dossier 20-002396)

Le ou vers le 9 juillet 2019, le Service des finances nous a mandaté pour recouvrer de Revenu Québec, à titre d'administrateur provisoire des biens non réclamés, la somme de 9 185,03 $ en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage d'un arbre dangereux.

L'arbre était situé sur une ruelle privée localisée derrière le 2626, avenue Bates soit le lot 2 482 540 Cadastre du Québec. Ladite ruelle est toujours la propriété de Juliette Timmins, personne introuvable. Cette ruelle est aujourd'hui occupée par les propriétaires riverains.

2805, rue Douglas (Dossier 21-000622)

Le ou vers le 16 février 2021, le Service des finances nous a mandaté pour recouvrer de Revenu Québec, à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne morale dissoute soit Les Immeubles Town, la somme de 5 275,03 $ en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage d'un arbre dangereux.

L'arbre était situé sur une ruelle privée localisée derrière le 2805, rue Douglas soit le lot 2 482 544 Cadastre du Québec. Ladite ruelle est toujours la propriété de l'entreprise dissoute Les Immeubles Town. Cette ruelle est aujourd'hui occupée par les propriétaires riverains.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Radier des livres de la Ville les sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ et tout solde dû réclamés à l'Agence du Revenu du Québec (à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne introuvable et d'une personne morale dissoute) en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du Compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

JUSTIFICATION

Nous avons présenté des demandes de remboursement à Revenu Québec pour l'ensemble de ces frais. Revenu Québec étant seulement chargé d'administrer le patrimoine des personnes introuvables ainsi que des compagnies dissoutes, il est donc responsable des dettes jusqu'à concurrence de la valeur des biens de ce dit patrimoine. Revenu Québec refuse d'acquitter les factures qui concernent des arbres situés dans ces ruelles invoquant que les propriétaires riverains, s'étant approprié ces ruelles, auraient acquis ces dernières par prescription. De surcroît, Revenu Québec nous a confirmé qu'elle ne détient aucun patrimoine pour la personne introuvable soit Juliette Timmins.
Nos chances d'obtenir un jugement favorable contre Revenu Québec et les propriétaires sont inexistantes. De plus, sachant à l'avance qu'aucun bien se trouvant dans le patrimoine de Juliette Timmins, il serait aussi injustifié d'engendrer des coûts supplémentaires dans le recouvrement de ces frais contre sa succession.Du reste, les riverains occupants des espaces de ces ruelles privées n'en sont pas les propriétaires et une acquisition par prescription aurait à être confirmée par jugement d'un tribunal et à se refléter au registre foncier, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Vu les circonstances, nous recommandons d'approuver la radiation des sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ ainsi que tout solde dû, relativement au compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

IMPUTATION RADIATION (SIMON): Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
RADIATION RECETTES DIVERSES: 2101 0000000 000000 00000 11808 000000
MONTANTS À RADIER: 9 185,03 $ et 5 275,03 $ en capital, 15,00 $ de frais ainsi que tout solde dû.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Claudine UWAMARIYA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ANDRAWOS
Analyste en droit

Tél : 514 872-9656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-12-16

Paule BIRON
Avocate et chef de division

Tél : 5148685256
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2021-12-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2021-12-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1217926001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Radier des livres de la Ville les sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ et tout solde dû réclamés à l'Agence du Revenu du Québec (à titre d'administrateur provisoire des biens d'une personne introuvable et d'une personne morale dissoute) en recouvrement des frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du Compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Je certifie qu'il y a des sommes réservées à cette fin pour donner suite à la présente décision par Stephane P PLANTE, Directeur d'arrondissement:

Nous recommandons d'approuver la radiation des sommes de 9 185,03 $ et de 5 275,03 $ en capital en plus des frais de 15,00 $ ainsi que tout solde dû par l'Agence du Revenu du Québec relativement au compte 55-219379-1 de l'année 2018 Mod 04 et de l'année 2021 mod 01 pour les frais d'intervention d'urgence pour l'abattage des arbres dangereux situés derrière le 2626, chemin Bates et le 2805, rue Douglas à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

MONTANTS À RADIER: 9 185,03 $ et 5 275,03 $ en capital, 15,00 $ de frais ainsi que tout solde dû.

Imputation :
2101.0000000.000000.00000.11808.000000.0000.000000.000000.00000.00000

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-12-20

Claudine UWAMARIYA
Agent comptable
Tél : 514-872-2243

Maryse CANUEL
agent(e) comptable analyste
Tél : 514-872-5455
Division : Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1228236001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture

Suite aux arguments évoqués, il est recommandé de:

- Implanter un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et la place Guillaume-Couture
- Conserver toute autre réglementation en vigueur

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 08:41

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228236001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture

CONTENU

CONTEXTE

La Division des études techniques de l'arrondissement a été mandatée pour faire une étude relative à l'implantation d'un panneau d'arrêt à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture. Cette demande serait motivée par la présence d'un parc à cette intersection et une circulation de transit sur cette rue afin d'éviter le feu de circulation à l'intersection Monkland et Girouard. Afin de justifier cette demande, les critères du Tome V du MTQ ont été étudiés ainsi que quelques critères additionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

n/a

JUSTIFICATION

Les critères techniques relatifs à l'implantation de cet arrêt sont tous remplis. L'absence d'accidents depuis 2014 à cette intersection laisse par contre croire que cet arrêt aurait plutôt comme effet de sécuriser la traversée des piétons plutôt que de régler un problème de danger. Bien que l'ajout de l'arrêt soit recommandé, cet arrêt n'aura probablement pas d'effet sur le problème de transit qui a été signalé. Ce problème pourrait plutôt être adressé par une mise à sens unique vers l'est de la place Guillaume-Couture.
Plus de détails sont disponibles dans la note technique en pièce jointe de ce sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts à défrayer pour l'installation de la signalisation selon les taux demandés par la Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités de Plan stratégique Montréal 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une signalisation annonçant l'ajout de cet arrêt sera installée 30 jours avant sa mise en place.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Préparation des ordres de travail

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le signataire de la recommandation atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-01-05

Simon L LEFEBVRE
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514 557-6631
Télécop. :

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228236001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture



Grille d'analyse Montréal 2030 - Google Documents.pdf



Avis technique, ajout d'un arrêt Earnscliffe - place Guillaume-Couture.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon L LEFEBVRE
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514 557-6631
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228236001*
Unité administrative responsable : *Division des études techniques*
Projet : *Implantation d'un arrêt à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de place Guillaume-Couture*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Sécuriser l'intersection afin de favoriser les transports actifs*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Avis technique

Division des études techniques
Direction des travaux publics
2140, avenue Madison, 3e étage
Montréal, (Québec)
H4B 2T4

DATE DE RÉCEPTION	20 octobre 2021
DEMANDEUR	Pierre Boutin
ÉCHÉANCIER SOUHAITÉ	23 décembre 2021
ANALYSTES	Simon Lefebvre

OBJET Analyse pour l'ajout d'un arrêt à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture

CONTEXTE ET DESCRIPTION DE LA DEMANDE

La Division des études techniques de l'arrondissement a été mandatée pour effectuer une étude ayant comme objet l'ajout d'un signal d'arrêt à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture (voir images 1 et 2). Pour évaluer cette proposition, les normes du MTQ seront vérifiées, un comptage sera effectué et les caractéristiques de l'intersection seront observées. Ce rapport est divisé en trois sections : l'évaluation des critères du MTQ, l'évaluation de critères additionnels et nos recommandations.

Image 1 : Schéma SIGS de l'intersection et des rues avoisinantes



Image 2 : Image de l'approche sud de l'intersection



ÉVALUATION DES CRITÈRES DU MTQ

Cette section du rapport évalue si les critères établis par le MTQ (Tome V, section 2.4.1) sont respectés à cette intersection afin de déterminer si l'ajout d'un signal d'arrêt sur chacune des approches est possible. Six critères seront évalués : le rapport des débits entrants, la vitesse pratiquée, la proximité aux autres signaux, la visibilité, la présence de terre-plein et le nombre de voies.

1. **Rapport des débits entrants**

''Le rapport du débit entrant de la route la plus achalandée sur le débit entrant de la route secondaire est inférieur ou égal à 2,3;'' [1]

Pour ce scénario, la route la plus achalandée est l'avenue Earnscliffe et la route secondaire est la place Guillaume-Couture. Les rapports de débits sont illustrés dans le tableau ci-dessous (Tableau 1).

Tableau 1 : Rapports des débits entrants

Période de la journée	Débit Earnscliffe (nbre de véhicules)	Débit Guillaume-Couture (nbre de véhicules)	Ratio
7h à 19h	353	223	1,65

On note que le rapport des débits entrants est inférieur à 2,3. **<u>Cette condition est satisfaite.</u>**

[1] Tome V section 2.4.1-1

2. **Vitesse pratiquée**

"La vitesse pratiquée au 85e centile sur chacune des approches du carrefour est inférieure à 70 km/h;" [2]

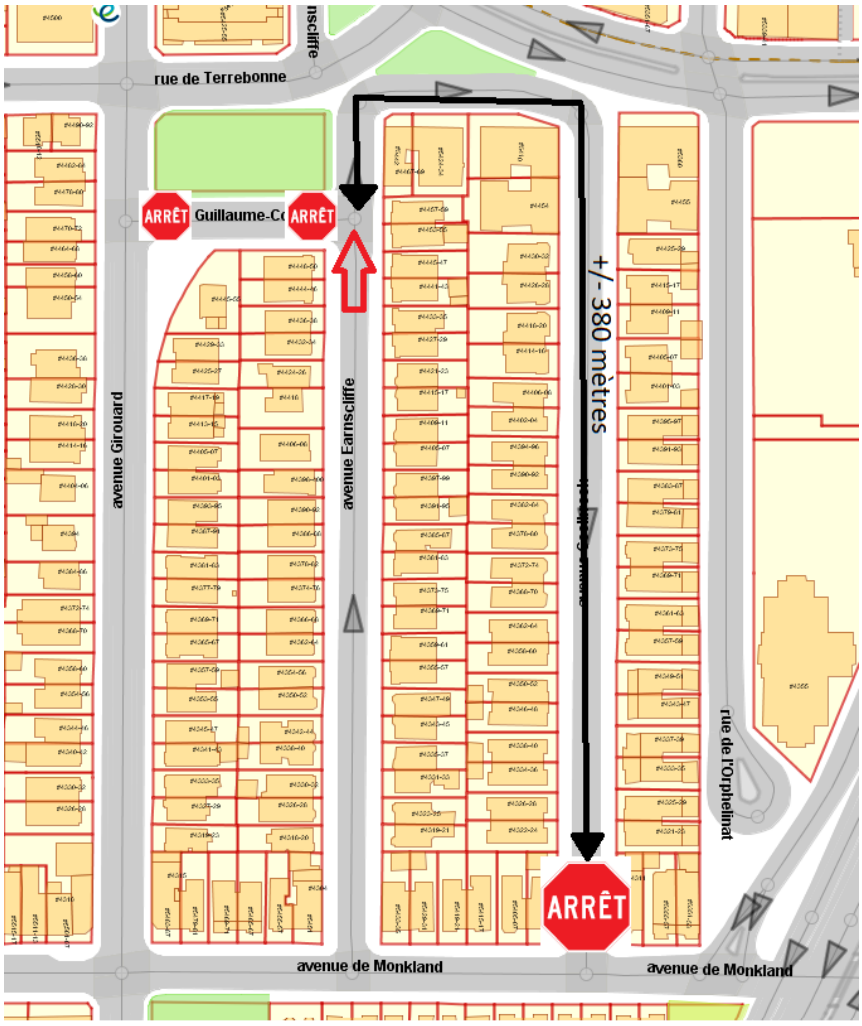
Les données de vitesses observées ne sont pas disponibles pour cette intersection. Cependant, la limite de vitesse des 2 approches est de 30km/h. Il est donc raisonnable d'assumer que le 85^{e} percentile de la vitesse pratiquée est inférieur à 70km/h. **Cette condition est satisfaite.**

3. **Proximité aux autres signaux**

"Il n'y a pas, sur la route la plus achalandée, de feux de circulation à moins de 250m, ni de panneaux «Arrêt» à moins de 150m de part et d'autre du carrefour;" [3]

La proximité aux autres signaux de circulation, dans ce cas-ci le signal d'arrêt à l'intersection des avenues Coolbrook et Monkland, est illustrée ci-dessous (Image 3). Il n'y a pas de signaux de circulation sur l'avenue Earnscliffe en tant que tel. Le signal d'arrêt à l'intersection Coolbrook et Monkland qui est le prolongement de l'avenue Earnscliffe à cet endroit se trouve à environ 380 mètres. **Cette condition est satisfaite.**

Image 3 : Distance par rapport aux autres signalisations



[2] Tome V section 2.4.1-2

[3] Tome V section 2.4.1-3

4. **Visibilité du nouveau signal d'arrêt**

''Lorsqu'il y a un risque qu'à l'approche d'un carrefour un véhicule arrêté ou stationné bloque la vue d'un éventuel panneau «Arrêt» à droite et qu'il est impossible d'installer un signal avancé d'arrêt et également impossible de placer un panneau «Arrêt» à gauche lorsque la circulation s'effectue dans le même sens, il faut que l'arrêt et le stationnement soient interdits en bordure de chacune des approches de l'intersection. La distance, à partir du panneau «Arrêt», sur laquelle cette interdiction s'applique est égale à 60% de la distance indiquée au tableau 2.28–1;'' [4]

La visibilité du nouveau signal d'arrêt est illustrée par l'image 2 en deuxième page de ce rapport.

Il y a la possibilité que cet arrêt soit caché par de gros véhicules stationnés en bordure de rue. La rue étant à sens unique, il est toutefois possible d'installer un panneau de chaque côté. Des interdictions d'arrêt à moins de 5 mètres de l'intersection pourraient également être installées afin d'améliorer cette visibilité, ainsi qu'un marquage au sol délimitant la ligne d'arrêt. **Cette condition est satisfaite.**

5. **Présence de terre-plein**

''Les chemins publics à 4 voies contiguës sont pourvues d'un terre-plein surélevé aux approches de l'intersection;'' [5]

Cette intersection n'a pas quatre voies de circulation contiguës et donc un terre-plein surélevé à cette intersection n'est pas requis. **Cette condition ne s'applique pas.**

6. **Nombre de voies**

''aucune des approches ne compte plus de 2 voies par sens.''[6]

Cette intersection ne compte qu'une voie de circulation sur l'avenue Earnscliffe et qu'une voie de circulation dans chaque direction sur la place Guillaume-Couture. **Cette condition ne s'applique pas.**

Selon les normes du MTQ, tous les critères sont satisfaits.

[4] Tome V section 2.4.1-4
[5] Tome V section 2.4.1-5
[6] Tome V section 2.4.1-6

ÉVALUATION DES CRITÈRES ADDITIONNELS

Présence de générateurs

L'intersection de l'avenue Earnscliffe et la place Guillaume-Couture est adjacente au parc du même nom. Elle se trouve aussi à proximité d'une petite zone commerciale et au cœur d'un quartier résidentiel enclavé par des voies artérielles ou autoroutières. Selon le comptage effectué, le nombre de piétons utilisant cette intersection est également assez élevé par rapport au nombre de véhicules. Un total de 386 piétons a été recensé à cette intersection durant la période du comptage pour 611 véhicules. Des 386 piétons, 247 ont été comptabilisés pour l'approche en direction est, soit environ les deux tiers. L'arrêt proposé étant à l'approche sud, il aurait un impact direct sur la traversée de ces piétons en obligeant les véhicules à s'arrêter et à leur donner priorité. L'origine et la destination de ces piétons n'est pas connue, mais l'emplacement de cette intersection près du parc, de la zone commerciale, de secteurs résidentiels et, un peu plus loin, du métro Villa-Maria peut favoriser cette intersection à l'intérieur de plusieurs parcours de marche. **Ceci constitue un critère favorable à l'ajout d'un arrêt.**

Analyse d'accidents (2014-2019)

Depuis 2014, aucun accident n'a été répertorié à cette intersection. L'absence d'accidents à cette intersection **n'est pas un critère favorable à l'ajout d'un signal d'arrêt.**

RECOMMANDATION

Malgré que le critère des accidents ne soit pas favorable, tous les autres critères étudiés dans ce rapport en ce qui a trait à l'ajout d'un arrêt sont respectés.

Bien que cet arrêt ne règlerait pas un problème de sécurité évident, il pourrait être considéré dans une optique de prévention. Aucun critère en défaveur de cet arrêt n'a été identifié, ce qui rend le refus de cette demande injustifié. La présence d'un nombre important de piétons à cette intersection vient également jouer en faveur de cet ajout, dans un but d'atténuation de la circulation et pour favoriser les transports actifs. Dans cette optique, les résultats du comptage qui ont été effectués ont aussi mis en évidence un nombre plus élevé de véhicules tournant à gauche vers la place Guillaume-Couture qu'en direction nord pour continuer sur Earnscliffe, surtout aux heures de pointe. Ce constat peut laisser penser que cette circulation en est une de transit entre l'avenue de Monkland et l'avenue Girouard. Earnscliffe et Guillaume-Couture étant des rues locales, leur fonction n'est pas d'accueillir du transit. Il pourrait donc être envisagé à plus long terme d'autres mesures d'atténuation telles que la mise à sens unique de la place Guillaume-Couture vers l'est afin de limiter l'achalandage dans ce secteur résidentiel.

En conclusion, **l'ajout d'un panneau d'arrêt à l'approche sud de l'intersection Earnscliffe et Guillaume-Couture est recommandé.**



OCA21 170XX.doc

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphe 1º)

Ordonnance numéro OCA21 170XX (C-4.1) relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture

À la séance ordinaire du 7 février 2022, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

- L'implantation d'un arrêt obligatoire à l'approche sud de l'intersection de l'avenue Earnscliffe et de la place Guillaume-Couture
- Conserver toute autre réglementation en vigueur

GDD 1228236001

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 7 FÉVRIER 2022

_____
Le maire d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1226880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment privé situé au 5250, avenue Gatineau.

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $ à l'organisme MU pour la réalisation de la murale et approuver une convention de contribution financière à cette fin.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 09:52

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226880001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

CONTENU

CONTEXTE

Par ses politiques et programmes, la Ville de Montréal a notamment pour objectifs d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyens dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. Un de ces moyens passe par l'art mural.

Un projet de réalisation d'une murale en lien avec le projet de la Promenade Jean-Brillant a été déposé par la division des Études Techniques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. S'agissant d'un bâtiment privé, la réalisation de cette murale doit faire l'objet d'une ordonnance conformément à l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196).* De plus, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce s'était engagé à octroyer un soutien financier de 25 000 $ pour la réalisation de cette murale. À noter que ce financement est conditionnel à l'obtention du financement via le Programme d'art mural de la ville de Montréal, volet 1, ainsi qu'une confirmation écrite de la part du propriétaire du bâtiment précisant qu'il est en accord avec ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170212 - Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade sud du bâtiment privé situé au 5820, boulevard Décarie. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 20 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

CA17 170295 - Édicter l'ordonnance numéro OCA17 17046 en vertu de l'article 15 du

Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur le côté ouest du bâtiment privé situé au 5976, avenue de Monkland - 1177551005

CA18 170187 - Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade ouest du bâtiment privé situé au 5770, chemin Upper-Lachine, autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 7 000 $ au Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce et approuver la convention de contribution financière - 1187551004

DESCRIPTION

L'organisme de bienfaisance MU a pour mission de créer et réaliser des murales ancrées dans les communautés locales pour embellir Montréal. Afin d'ajouter un élément d'art public dans le projet de la Promenade Jean-Brillant, tel que proposé par de nombreux résidents et usagers du secteur, il est proposé d'ajouter une murale sur le côté nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250 avenue Gatineau. L'ordonnance donne l'autorisation à l'organisme MU, de réaliser la murale.

Les documents suivants sont en pièces jointes du présent sommaire :

§ Plan du secteur
§ Demande d'autorisation
§ Convention de contribution financière

JUSTIFICATION

L'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement est nécessaire en vertu du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 171196).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds requis pour octroyer une contribution financière non récurrente de 25 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU sont disponibles au budget de fonctionnement de l'arrondissement et seront imputés selon les instructions comptables décrites dans la certification de fonds.

La demande d'achat numéro 714675 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

MONTRÉAL 2030

Ce projet répond aux orientations de Montréal 2030 en matière d'innovation et de créativité. Plus précisément, le projet répond au critère de soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-234-7907
Télécop. : 514-872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-26

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1226880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-234-7907
Télécop. : 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

Plan du secteur.pdf



5250 Gatineau côté nord.jpg

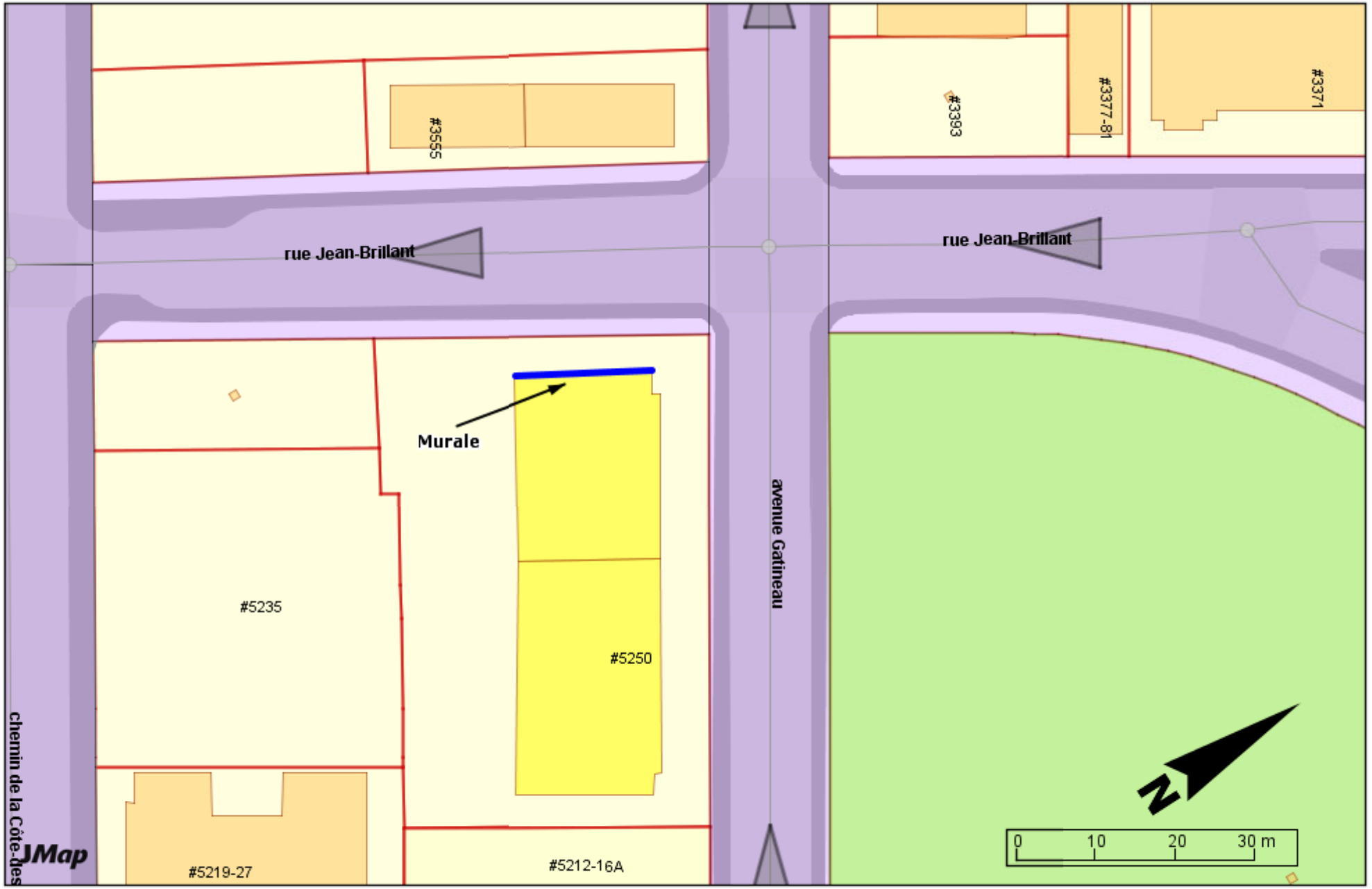
Formulaire demande d'autorisation murale 5250 Gatineau.pdf

Mu OMHM lettre d'appui.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-234-7907
Télécop. : 514-872-0918



sigMTL

Producteur: LEDUC, JONATHAN

Date: 25/01/2022

1:665


Google

Dossier: 1226880001

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE MURALE À UN BÂTIMENT PRIVÉ

Nom de l'organisme / propriétaire demandeur : OMHM

Adresse du bâtiment: 5250 Gatineau

Facade concernée du bâtiment: E☐ O☐ N☒ S☐

Le niveau où la murale va être réalisé: SS☐ RC☒ 2☐ 3☒ +☒ Sur toute la hauteur

Nombre d'étage du bâtiment: 1☐ 2☐ 3☐ 4☐ +☒ 5

Matériau sur lequel la murale va être réalisé: Béton

Thème de la murale: à déterminer

Superficie de la murale à réaliser: 16 m x 24 m

Esquisse de la murale annexée: Oui ☐ Non ☒

Photo du bâtiment annexée: Oui ☒ Non ☐

Signature du demandeur: Jonathan Leduc

Nom du propriétaire:

Adresse du propriétaire:

Catégorie de bâtiment:

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction d'arrondissement
5160, boulevard Décarie, bureau 600,
Montréal (Québec) H3X 2H9

Le 25 janvier 2022

Madame Élizabeth-Ann Doyle
Mu
1-81, boulevard de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2X 1J6

Objet : Réalisation murale 2022 – Contribution de l'arrondissement

---

Madame,

Nous vous confirmons par la présente l'intérêt de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce à la réalisation d'une nouvelle murale donnant sur le mur nord du 5250 avenue Gatineau dans le cadre du projet de réaménagement de la rue piétonne Jean-Brillant. À titre de partenaire, l'arrondissement entend vous accorder un soutien financier de 25 000$. Ce soutien sera octroyé sous réserve de l'obtention d'une ordonnance du conseil d'arrondissement, procédure habituelle. Le financement de l'arrondissement est également conditionnel à l'obtention du financement du programme d'Art Mural 2022 volet 1.

De plus, comme demandé par le Programme d'art mural, les permis d'occupation nécessaires seront délivrés pour les besoins de réalisation de la murale.

Veuillez agréer, Madame, nos sincères salutations.

Stephane Plante
Directeur d'arrondissement

SP/JL/IG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1226880001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250, avenue Gatineau. Autoriser à cette fin une contribution financière non récurrente de 25 000 $ incluant toutes les taxes si applicables, à l'organisme MU et approuver la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1226880001 - certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1226880001

Calcul des dépenses

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	25,000.00 $	- $	- $	25,000.00 $	- $	25,000.00 $
Total des dépenses	**25,000.00 $**	**- $**	**- $**	**25,000.00 $**	**- $**	**25,000.00 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	25,000.00 $	100.0%

IMPUTATION	2022
2406.0010000.300722.03101.61900.0.0.0.0.0.0	25,000.00 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Graffitis domaine public Activité : Nettoyage et balayage des voies publiques Objet : Contributions à d'autres organismes	
Total de la disponibilité	**25,000.00 $**



OCA22 170XX (RCA11 17196)- 5250 Gatineau.doc

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÈGLEMENT INTERDISANT LES GRAFFITI ET EXIGEANT QUE TOUTE PROPRIÉTÉ SOIT GARDÉE EXEMPTE DE GRAFFITI
(RCA11 17196, article 15)

Ordonnance numéro OCA22 170XX (RCA11 17196)
relative à la réalisation d'une murale

À la séance ordinaire du 7 février 2022, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce autorise :

1. La réalisation d'une murale sur la façade nord de l'édifice de l'OMHM situé au 5250 avenue Gatineau, conformément à l'article 15 du *Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196);

2. L'équipe d'artiste de l'organisme MU réalisera la murale.

GDD 1226880001

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 7 FÉVRIER 2022.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves



conv_realisation_murales J-B.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) **ou** régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 1-71 boulevard De Maisonneuve Est, Montréal, Québec H2X 1J6, agissant et représentée par Ann-Elizabeth Doyle, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O993
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 811229756RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un organisme à but non lucratif, dont la mission est de promouvoir et soutenir l'art public dans la région métropolitaine de Montréal, par le biais d'un projet à caractère artistique et social, soit la réalisation de murales ancrées dans la communauté locale. MU base sa philosophie et sa méthodologie autour de deux axes d'intervention complémentaires et inter reliés: la DÉMOCRATISATION DE L'ART et le DÉVELOPPEMENT SOCIAL;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution, prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le

niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la direction de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme, prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout

document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui

faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Conditions spéciales

4.9.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé, l'esquisse de la murale et copie de l'entente conclue avec l'artiste pour chaque murale qui démontre notamment que l'Organisme a les droits prévus aux articles 12.1.2 et 12.1.3;

4.9.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50 %) de la surface, si cette détérioration survient à la suite de circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze-mille-cinq-cent dollars (12 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant douze-mille-cinq-cent dollars (12 500 $), suite à la réalisation du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1e novembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limites territoriales, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou aux documents relatifs au Projet et réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatif au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1-71 boulevard De Maisonneuve Est, Montréal, Québec H2X 1J6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Mu

Par :_____
Ann-Elizabeth Doyle, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 7 février, 2022 (Résolution CA-_____).

ANNEXE 1

PROJET

L'organisme de bienfaisance MU a pour mission de créer et réaliser des murales ancrées dans les communautés locales pour embellir Montréal. Afin d'ajouter un élément d'art public dans le projet de la Promenade Jean-Brillant, tel que proposé par de nombreux résidents et usagers du secteur, il est proposé d'ajouter une murale sur le côté nord du bâtiment de l'OMHM situé au 5250 avenue Gatineau.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme s'engage à :

- Faire état de la contribution de l'Arrondissement dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'Arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.03

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1216290019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace (01-276), afin d'interdire, dans les zones 0243, 0248, 0380, 0381, 0408 et 0415, les agrandissements de bâtiment, impliquant une augmentation de leur taux d'implantation.

Attendu l'article 114 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1);
IL EST RECOMMANDÉ :

De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace (01-276), afin d'interdire, dans les zones 0243, 0248, 0380, 0381, 0408 et 0415, les agrandissements de bâtiment, impliquant une augmentation de leur taux d'implantation.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:40

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216290019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace (01-276), afin d'interdire, dans les zones 0243, 0248, 0380, 0381, 0408 et 0415, les agrandissements de bâtiment, impliquant une augmentation de leur taux d'implantation.

CONTENU

CONTEXTE

Le 13 septembre 2021, le conseil d'arrondissement a mandaté la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises afin d'élaborer un projet de règlement, en concertation avec le milieu, visant à assurer l'intégration des agrandissements dans leur milieu d'insertion et à préserver les cours et le verdissement des espaces extérieurs privés, incluant la canopée formée des arbres matures existants. Un avis de motion a également été donné afin d'interdire temporairement les agrandissements de bâtiment dans certaines zones, le temps d'élaborer ce projet de règlement. Cette interdiction temporaire (effet de gel) a été applicable du 13 septembre 2021 au 13 novembre 2021.

Il est proposé de renouveler cette interdiction temporaire pour une nouvelle période de 60 jours.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

514 868-4561
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1229223001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement intitulé « Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ».

IL EST RECOMMANDÉ :

De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229223001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement intitulé « Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ».

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement intérieur du conseil de ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial a été modifié en mars 2021 pour tenir compte des nouveaux pouvoirs accordés à la Ville suite à l'adoption, en 2017, de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Cela permet maintenant aux arrondissements d'adopter des règlements sur les Sociétés de développement commercial conformément à ces nouveaux pouvoirs qui leur ont été délégués.
Dans cette optique, advenant le dépôt éventuel auprès de l'arrondissement d'une requête conforme afin de créer une nouvelle SDC, et ce, provenant d'une association de marchands locale, le conseil d'arrondissement doit, en guise de démarche préparatoire, adopter un nouveau règlement sur les sociétés de développement commercial à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Pour ce qui est de la seule SDC déjà en opération dans notre arrondissement, la SDC Expérience Côte-des-Neiges créée en 2017, celle-ci continuera d'opérer sous la juridiction du règlement actuel de notre arrondissement (Règlement sur les sociétés de développement commercial (RCA04 17047), car ce règlement sera conservé. Par contre, suite à l'adoption du nouveau règlement portant sur les SDC, et objet de ce sommaire décisionnel, toutes nouvelles SDC qui seront créées dans notre arrondissement le seront sous la juridiction de ce nouveau règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RCA04 17047 - Règlement sur les sociétés de développement commercial

DESCRIPTION

De façon générale, l'adoption de ce règlement permet à l'arrondissement de traiter les requêtes éventuelles de constitution, d'agrandissement ou de dissolution des Sociétés de développement commercial et de nommer un administrateur sur le conseil d'administration de ces organismes.

JUSTIFICATION

L'adoption du Règlement encadrant la création d'une Société de développement commercial (SDC) dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est essentielle pour gérer la création et le fonctionnement de toute nouvelle SDC, ainsi que ses relations avec la Ville et l'arrondissement.
À court terme, le projet de règlement permet d'assurer un contexte réglementaire adéquat pour encadrer toutes démarches éventuelles pour la création d'une SDC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Advenant la création d'une SDC et, en vertu d'une entente existante avec le Service des finances, la Ville pourra percevoir une cotisation auprès des établissements d'affaires situés dans le district commercial proposé et verser ensuite la dite cotisation à la SDC. Le budget de la SDC est voté en assemblée générale par les membres.
Par ailleurs, dans la nouvelle Charte, le plan de décentralisation de la Ville prévoit que seule la Ville aura la responsabilité d'envoyer une facture détaillée pour prélever les taxes communes ainsi que la tarification ou les taxes spéciales qu'elle retournera dans les arrondissements qui en auront décidé ainsi.

L'arrondissement devra prévoir des budgets nécessaires pour la tenue des registres et scrutins référendaires, le cas échéant.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La création d'une SDC permet d'établir une permanence qui travaille exclusivement à la promotion, à la revitalisation au développement d'un secteur commercial défini, principe auquel l'arrondissement souscrit.
Cette permanence peut devenir, avec les moyens financiers mis à sa disposition par les cotisations des membres, un interlocuteur privilégié qui représente un secteur donné, en vue de la réalisation d'objectifs économiques communs.

De plus, une SDC peut disposer de moyens substantiels pour mettre en branle différents projets comme : la mise en oeuvre des campagnes de promotion et de publicité, l'organisation d'événements en toute saison, le développement des partenariats, l'embellissement et l'installation de décorations saisonnières extérieures dans le quartier, une présence accrue sur le Web et dans les médias sociaux, etc.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 7 février 2022: Avis de motion et dépôt du projet de règlement
CA du 7 mars 2022 : Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire adjoint(e) - developpement economique

Tél : 438-824-7877
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-17

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229223001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Adopter le Règlement intitulé « Règlement sur les sociétés de développement commercial constituées en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1229223001 - Règlement SDC CDN-NDG.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-19

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CONSTITUÉES EN VERTU DE LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MÉTROPOLE DU QUÉBEC, À L'ÉGARD DU TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Vu le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

Vu les articles 27 et 79.1 à 79.8 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« Charte » : la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

« district » : un district à l'égard duquel une société de développement commercial a compétence conformément à l'article 79.1 de l'annexe C de la Charte;

« Loi » : la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

« secrétaire » : le secrétaire de l'arrondissement, agissant comme greffier aux fins de l'application des dispositions de la sous-section 14.1 de la section XI de la Loi et des articles 79.1 à 79.8 de l'annexe C de la Charte, conformément à l'article 27 de cette annexe;

« société » : une société de développement commercial visée aux articles 79.1 à 79.8 de l'annexe C de la Charte;

« terme » : la période comprise entre deux assemblées générales annuelles;

« ville » : la Ville de Montréal;

« zone » : la zone définie par règlement du conseil d'arrondissement et à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district.

2. Un district doit comprendre au moins 50 établissements et plus de 50% des établissements de la zone dans laquelle se situe le district.

Un établissement et le contribuable qui le tient ou l'occupe sont respectivement un établissement d'entreprise imposable et son occupant au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1).

3. Tous les contribuables qui tiennent un établissement dans le district sont membres de la société et, sous réserve de l'article 458.23 de la Loi, ont droit de vote à ses assemblées; ils ne possèdent qu'un seul droit de vote par établissement.

4. Un contribuable qui commence à occuper un établissement dans le district d'une société, en cours d'exercice financier, devient membre de la société et, dans le cas d'un établissement existant, succède aux droits et obligations de l'occupant précédent qui cesse alors d'être membre.

5. Une société peut prévoir, selon des modalités et à des conditions établies dans ses règlements, l'adhésion volontaire d'une personne qui tient un établissement hors du district ou qui occupe un immeuble, autre qu'un établissement, situé dans le district ou hors de celui-ci.

6. Une société doit principalement œuvrer au développement économique de son district dans le respect de toute stratégie de développement économique adoptée par la ville.

Une société peut établir des services communs à l'intention de ses membres et de leurs clients, exploiter un commerce dans le district, construire et gérer un garage ou un parc de stationnement et exécuter des travaux sur la propriété publique ou privée avec le consentement du propriétaire.

CHAPITRE II
CONSTITUTION

7. Une requête en constitution d'une société doit, en vue de sa présentation au conseil de l'arrondissement, être déposée auprès du secrétaire.

Cette requête doit être signée par un nombre minimal de contribuables tenant un établissement dans le district. Ce nombre est de :

1° 10, s'ils sont moins de 100;

2° 20, s'ils sont 100 ou plus mais moins de 250;

3° 30, s'ils sont 250 ou plus mais moins de 500;

4° 40, s'ils sont 500 ou plus.

Cette requête doit contenir les mentions suivantes :

1° Le nom des requérants;

2° l'adresse de leur établissement;

3° les limites du district, en utilisant, autant que possible, le nom des rues;

4° le nom proposé pour la société;

5° l'adresse proposée pour son siège social.

Elle doit être accompagnée d'une liste des noms et adresses des contribuables tenant un établissement dans le district, de même que d'un croquis de ce district.

8. Dans les 45 jours de la réception de cette requête, le conseil ordonne au secrétaire d'expédier, par poste recommandée, ou de faire notifier à tous les contribuables qui tiennent un établissement dans le district, un avis les informant qu'un registre sera ouvert, afin de recevoir la signature de ceux qui s'opposent à la formation de la société.

Le secrétaire joint à l'avis une copie de la requête et des documents qui l'accompagnent, le nom et l'adresse des contribuables à qui l'avis a été notifié ou signifié et le texte du présent règlement.

Le secrétaire détermine l'endroit, les dates et les heures d'enregistrement des signatures et fournit le registre requis.

Le lieu où le registre est ouvert doit être situé à l'intérieur du district ou à une distance d'au plus deux kilomètres du périmètre de ce district.

9. Le secrétaire doit faire afficher à l'endroit où est tenu le registre :

1° une copie de la requête en constitution de la société;

2° une copie du règlement décrétant la zone;

3° une copie du présent règlement.

10. Aux fins de la signature du registre et de la votation lors d'un scrutin relatifs à une requête en constitution d'une société prévue à l'article 79.2 de l'annexe C de la Charte, un contribuable qui tient un établissement dans le district peut exercer ses droits comme suit dans les cas suivants :

1° si ce contribuable est une société ou une association visée aux articles 2186 à 2279 du Code civil du Québec, par l'entremise de l'un des associés, membres, administrateurs ou employés, désigné par procuration;

2° si ce contribuable est une personne morale, par l'entremise de l'un de ses membres, administrateurs, dirigeants ou employés, désigné par résolution.

Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 528 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2) s'appliquent aux personnes désignées en vertu des paragraphes 1º et 2º du premier alinéa du présent article.

Dans les autres cas, le contribuable doit signer le registre et voter personnellement.

11. Il ne peut y avoir qu'une seule signature par établissement.

12. À l'assemblée du conseil d'arrondissement qui suit la tenue du registre, le secrétaire informe le conseil du résultat du registre des oppositions.

13. Si un scrutin doit être tenu, le secrétaire formule la question qui en fait l'objet, en vue de savoir si les contribuables qui tiennent un établissement dans le district visé sont pour ou contre la constitution de la société.

14. Le secrétaire fixe le jour du scrutin dans un délai de 90 jours du dépôt de la requête. Il notifie par poste recommandée ou fait notifier à tous les contribuables tenant un établissement dans ce district, 15 jours au moins avant le jour fixé, un avis les informant de la tenue d'un scrutin.

Il détermine également le ou les endroits où il sera tenu et en fait mention dans l'avis qu'il expédie.

Le lieu où le scrutin est ouvert doit être situé à l'intérieur du district ou à une distance d'au plus deux kilomètres du périmètre de ce district.

15. Le secrétaire doit faire afficher à chaque endroit où est tenu le scrutin les documents prévus à l'article 9.

16. À l'assemblée du conseil de l'arrondissement qui suit la tenue du scrutin, le secrétaire informe le conseil du résultat du scrutin.

CHAPITRE III
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ORGANISATION

17. Une première assemblée générale des membres, dite assemblée générale d'organisation, doit être tenue dans les 60 jours suivant la constitution de la société.

18. Sous réserve du deuxième alinéa, les signataires de la requête en constitution de la société remettent contre récépissé ou expédient par poste recommandée un avis de

convocation à l'assemblée générale d'organisation, à tous les membres, au moins 10 jours avant l'assemblée.

Dans le cas d'une société d'au moins 1000 membres, les signataires de la requête en constitution doivent, au moins 10 jours avant l'assemblée générale d'organisation, publier dans au moins un quotidien distribué dans le territoire de l'arrondissement un avis de convocation aux membres.

L'avis de convocation prévu aux premier et deuxième alinéas doit préciser les jours, heure et lieu de l'assemblée et reproduire l'ordre du jour de celle-ci.

19. Les matières suivantes doivent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'organisation :

1° élection du président et du secrétaire de l'assemblée;

2° lecture de la résolution constituant la société;

3° étude et adoption d'un règlement de régie interne;

4° élection d'un président d'élection, d'un secrétaire d'élection et d'au moins deux scrutateurs;

5° élection de six administrateurs;

6° rémunération des administrateurs;

7° choix d'un vérificateur.

20. Seuls les membres peuvent assister à l'assemblée générale d'organisation. Toutefois, un membre peut, au moyen d'une procuration écrite signée par lui, y déléguer une personne physique pour l'y représenter. Cette procuration doit, le cas échéant, autoriser expressément cette personne à voter.

Nul ne peut représenter plus d'un contribuable à cette assemblée.

21. Lors de l'assemblée générale d'organisation, un préposé doit tenir, à l'entrée du local où a lieu l'assemblée, un registre des présences dans lequel doivent être mentionnés les noms et les adresses des établissements des membres.

Chaque membre qui assiste à l'assemblée générale d'organisation doit s'inscrire auprès du préposé au registre des présences. Chaque fondé de pouvoirs doit faire de même et remettre à ce préposé la procuration du membre qui l'autorise à assister à l'assemblée.

22. Lors de l'assemblée générale d'organisation, l'élection des administrateurs se fait par scrutin secret. La mise en candidature se fait sur place, sur proposition d'un membre appuyée par deux autres membres.

23. Pour toute autre matière que l'élection des administrateurs, le vote se fait à main levée sauf si, sur la proposition d'un membre, l'assemblée se prononce affirmativement sur le choix d'un scrutin secret.

24. Lors d'un vote par scrutin secret, le dépôt des bulletins de vote se fait sur appel d'après la liste des membres présents. Toutefois, dans le cas d'une société d'au moins 1000 membres, l'appel des membres par leur nom n'est fait que si, sur la proposition d'un membre, l'assemblée se prononce affirmativement sur le choix de cette méthode.

Les bulletins de vote sont disposés dans une boîte, et le scrutin est ensuite dépouillé devant l'assistance.

25. L'assemblée élit :

1° trois administrateurs dont le mandat prend fin à la première assemblée générale annuelle;

2° trois administrateurs dont le mandat prend fin à la deuxième assemblée générale annuelle.

CHAPITRE IV
CONSEIL D'ADMINISTRATION

26. Le conseil d'administration est formé de neuf personnes. Six personnes sont élues par l'assemblée générale parmi les membres de la société; une personne est désignée par le conseil d'arrondissement parmi ses membres ou parmi les fonctionnaires ou employés de la ville, et deux personnes sont désignées par les membres élus du conseil d'administration.

27. Le conseil d'administration élit, parmi les administrateurs, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, qui ont titre de dirigeants. La même personne peut être secrétaire et trésorier.

28. L'élection des dirigeants doit être faite chaque année après l'assemblée générale annuelle.

29. Après leur premier mandat, les administrateurs ont un mandat de deux termes.

Un administrateur peut être réélu ou désigné de nouveau, à condition que le règlement de régie interne le permette.

30. La charge d'un administrateur devient vacante en cas de démission, de révocation ou de perte de la qualité de membre.

Aux fins du premier alinéa, un administrateur a démissionné s'il a remis une lettre de démission au conseil d'administration ou s'il a été absent sans motif suffisant à trois réunions consécutives du conseil d'administration.

31. Le conseil d'administration peut, par résolution, remplacer un administrateur élu dont la charge devient vacante. Le remplaçant demeure en fonction jusqu'à la fin du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

32. En plus de gérer les affaires courantes de la société, le conseil d'administration doit notamment :

1° transmettre une copie certifiée du projet de règlement de régie interne de la société au secrétaire aux fins de son approbation par le conseil d'arrondissement;

2° contrôler la tenue des registres internes;

3° effectuer et contrôler les placements;

4° exiger un cautionnement de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de la société;

5° assurer le siège social et les biens de la société contre les risques d'incendie, de vol et de responsabilité;

6° lors de l'assemblée générale annuelle, rendre compte de son mandat et soumettre le rapport annuel aux membres;

7° transmettre, dans les trois mois de la fin de l'exercice financier, une copie des états financiers certifiés au secrétaire et, sur demande, aux membres;

8° faciliter le travail du vérificateur;

9° entretenir, avec les représentants des autres sociétés, des rapports propres à susciter des échanges profitables.

33. Le quorum du conseil d'administration est de cinq administrateurs.

34. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité. Le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

CHAPITRE V
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

SOUS-CHAPITRE I
Dispositions applicables à toutes les assemblées générales

35. Sous réserve du deuxième alinéa, une assemblée générale doit être convoquée au moyen d'un avis remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée, à tous les membres, au moins 10 jours avant l'assemblée.

Dans le cas d'une société d'au moins 1000 membres, l'avis de convocation des membres de la société à une assemblée générale doit être publié, au moins 10 jours avant l'assemblée, dans au moins un quotidien distribué dans le territoire de l'arrondissement.

L'avis de convocation prévu au présent article doit préciser les jour, heure et lieu de l'assemblée et reproduire l'ordre du jour de celle-ci.

36. Lors d'une assemblée générale, les articles 20 à 25 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au mode de représentation aux assemblées, à l'inscription des membres, à la mise en candidature et à l'élection des administrateurs et, sous réserve du deuxième alinéa du présent article, aux modalités du vote.

Dans le cas d'une société d'au moins 1000 membres, l'appel des membres par leur nom lors d'un scrutin secret n'est fait que si le règlement de régie interne de la société impose cette méthode.

37. Les décisions d'une assemblée générale se prennent au vote de la majorité des membres présents et votants.

38. Un membre ne peut être élu au conseil d'administration ni exercer son droit de vote lors d'une assemblée générale que s'il a acquitté sa cotisation ou la partie de sa cotisation devenue exigible, avant le jour de l'assemblée.

SOUS-CHAPITRE II
Dispositions applicables à l'assemblée générale annuelle

39. Chaque année, à compter de l'année suivant celle de la constitution d'une société, une assemblée générale annuelle des membres doit être tenue avant le 31 mars ou, dans le cas d'une société d'au moins 1000 membres, avant le 30 septembre.

40. Les matières suivantes doivent être inscrites à l'ordre du jour de cette assemblée :

1° rapport du conseil d'administration;

2° présentation des états financiers certifiés et du rapport du vérificateur;

3° élection des administrateurs dont le mandat est terminé;

4° choix d'un vérificateur.

SOUS-CHAPITRE III
Dispositions applicables à l'assemblée générale du budget

41. Chaque année, y compris celle de la constitution de la société, le conseil d'administration doit convoquer ses membres à une assemblée générale du budget qui doit être tenue au plus tard le 30 septembre. Cette assemblée peut être tenue le même jour que l'assemblée générale annuelle, mais elle ne peut la précéder et elle doit être tenue séparément.

À cette assemblée, le conseil d'administration présente le budget de fonctionnement de l'année budgétaire subséquente et les projets comportant des dépenses en capital dont le financement peut être effectué par un emprunt.

42. Dans le cas où l'avis de convocation à l'assemblée, au cours de laquelle le budget doit être adopté, est remis ou expédié aux membres, il doit être accompagné d'une copie des documents relatifs au budget et aux projets comportant des dépenses en capital.

CHAPITRE VI
ASPECTS FINANCIERS

43. L'exercice financier de la société s'étend du 1er janvier au 31 décembre, sauf l'année de sa constitution.

44. Le budget approuvé par les membres doit être déposé auprès du secrétaire au plus tard le 1er novembre, sauf le premier budget qui peut être déposé après cette date et qui peut couvrir une période allant de la date de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit celle de cette constitution.

45. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent un établissement le premier jour de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé.

46. Le secrétaire perçoit ces cotisations et en fait remise à la société comme suit :

1° les sommes perçues à la date d'échéance du compte de cotisation sont remises au plus tard 30 jours à compter de cette date;

2° par la suite, les sommes perçues au cours d'un mois sont remises au plus tard le dernier jour du mois suivant.

Le secrétaire fait rapport au conseil d'arrondissement sur les résultats de la perception des cotisations au plus tard 90 jours après la date d'échéance des comptes et, par la suite, aussi souvent que le conseil de l'arrondissement le requiert.

47. Tout emprunt dont l'objet est le financement d'un projet dont la dépense de nature capitale dépasse 33 % du budget de la société doit être approuvé par le conseil d'arrondissement.

CHAPITRE VII
MODIFICATIONS DE LA ZONE OU DU DISTRICT ET DISSOLUTION

48. Toute requête prévue à l'article 79.2 de l'annexe C de la Charte et visant la modification de la zone, du district ou la dissolution de la société doit, en vue de sa présentation au conseil de l'arrondissement, être déposée auprès du secrétaire.

49. Le secrétaire détermine l'endroit, les dates et les heures d'enregistrement des signatures aux fins de la consultation prévue à l'article 79.2 de l'annexe C de la Charte visant la modification de la zone, du district ou la dissolution de la société et fournit le registre requis.

50. Le secrétaire doit faire afficher à l'endroit où est tenu le registre :

1° Une copie de la requête;

2° Une copie du présent règlement.

51. Les articles 8 à 16 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux fins de la consultation prévue à l'article 79.2 de l'annexe C de la Charte visant la modification de la zone, du district ou la dissolution de la société.

52. Une requête en modification du district n'est pas recevable si elle a pour effet de réduire à moins de cinquante le nombre de membres de la société.

53. En cas de dissolution, le solde provenant de la liquidation de la société est dévolu aux membres proportionnellement à leur cotisation.

GDD 1229223001

XX-XXX/10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.05

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1217078004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 7 750 000$ pour la réalisation de travaux de réfection, de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements.

ATTENDU QUE le règlement suivant a été précédé d'un avis de motion donné à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 décembre 2021, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c.C-19);
ATTENDU QUE l'objet, la portée et le coût de ce règlement d'emprunt sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

ATTENDU QUE des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ:

D'adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement d'un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 7 750 000$ pour la réalisation de travaux de réfection et de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements.

.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:27

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217078004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlememt d'emprunt autorisant un emprunt de 7 750 000$ pour la réalisation de travaux de réfection, de protection d'immeubles et pour l'achat d'équipements.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 7 750 000 $ dans le cadre du programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 pour des travaux de protection et mise aux normes de bâtiments, de même que pour l'achat d'équipements.
Ce règlement permettra de réaliser, dans l'ensemble du parc immobilier de l'arrondissement, des travaux de maintien et de mise aux normes des immeubles, de même que l'achat d'équipements en vue de l'utilisation souhaitée des bâtiments.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 2 décembre 2019: CA19 170343: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 6 267 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Le 15 janvier 2018: CA18 170017: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020, un règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt d'une valeur de 7 750 000 $ afin de réaliser les types de travaux concernant la réfection et la mise aux normes des bâtiments de l'arrondissement.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal (article 148), ce règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter.

Les travaux pourront consister en la réfection majeure des différents bâtiments de l'arrondissement, dont les arénas, les pavillons et les chalets de parcs munis de salles communautaires. Plusieurs types de travaux pourront être financés par ce règlement d'emprunt, tels que la réfection de toitures, de structures de bâtiment, d'équipements de plomberie, la mise aux normes de réseaux électriques et d'une piscine intérieure, de même que la réfection de locaux, incluant l'achat de nouveaux d'équipements, en vue de l'utilisation future des bâtiments.

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement d'emprunt constitue l'étape essentielle pour la réalisation de ces projets d'immobilisations. Il permettra de débuter le processus administratif et d'enclencher le processus d'appels d'offres et par la suite, l'octroi de contrats pour réaliser les travaux reliés au programme de réfection de bâtiments.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Suite à l'approbation du PDI 2022-2031, les besoins financements en terme de réfection d'immeubles sont répartis, pour les trois prochaines années, comme suit:

2022	2023	2024	TOTAL
2 930 000$	2 698 000$	3 830 000$	**9 458 000$**

Financement requis:

(RCA18 17293, CA18 170017), montant de 7 239 000 $	7 239 000 $
Portion utilisée	(4 383 000) $
(RCA19 17326, CA19 170343), montant de 6 267 000 $	6 267 000 $
Portion utilisée	- $
Solde disponible à partir des règlements antérieurs actifs	**9 123 000 $**
moins: Budgets PDI antérieurs reportés	(7 415 000) $
Solde disponible pour financer les besoins pour 2022-2023-2024 **(A)**	1 708 000 $
PDI planifié en 2022, 2023 et 2024 **(B)**	9 458 000 $
Total du financement additionnel requis (B-A)	**7 750 000 $**

Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder 20 ans.

Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce selon les modalités prévues à l'article 4 du règlement.

MONTRÉAL 2030

Bien que l'adoption du règlement d'emprunt ne découle pas des orientations édictées dans la planification stratégique Montréal 2030, cet exercice s'inscrit dans le cadre des pratiques de saine gestion budgétaire à la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 13 décembre 2021;
- Adoption du PDI 2022-2031 par le conseil municipal;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement;

- Parution de l'avis public pour la tenue de registre;
- Tenue du registre;
- Approbation du règlement d'emprunt par le Ministère des Affaires Municipales;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appel d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Cheffe d'équipe - conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-12-08

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-868-3644
Télécop. :



RCA21Règl-emprunt 1217078004.doc

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA21 170XX RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 750 000 $ POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION ET DE PROTECTION D'IMMEUBLES ET POUR L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS

VU l'article 146.1 ET 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

À la séance du XX XXXX 20XX, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Un emprunt de 7 750 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de réfection, protection et de mise aux normes d'immeubles, de même que pour l'achat d'équipements visant à l'utilisation souhaitée des bâtiments.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication, laquelle ne peut être antérieure à la date d'adoption par le conseil municipal du PDI 2022-2031, comportant la dépense financée par le présent règlement.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXX 202X.

La mairesse d’arrondissement,
GRACIA KASOKI KATAHWA

La secrétaire d’arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1216290037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur la demande d'appel de la décision du comité de démolition CD21-005, relativement à la demande de démolition de l'immeuble situé au 6800, boulevard Décarie – Demande de permis de démolition 3002598274.

ATTENDU qu'un appel de la décision du comité de démolition a été reçu par écrit;
ATTENDU que la demande d'appel de la décision du comité de démolition provient du requérant et vise la décision défavorable du comité de démolition;

ATTENDU que la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment conformément à la réglementation sont une opportunité d'augmenter l'offre en matière de commerces et de logements locatifs dans ce quartier;

ATTENDU que les conditions imposées répondent aux préoccupations soulevées par le comité, notamment en matière d'intégration architecturale, de verdissement et de gestion des matières résiduelles;

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser, conformément au Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), la démolition de l'immeuble situé aux 6800, boulevard Décarie et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, aux conditions suivantes :

1. Que les documents suivants soient soumis préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition :
    1. un plan de la façade Décarie qui illustre un agencement des fenêtres de plus grandes dimensions et qui marquent le caractère principal de cette façade, tel qu'illustré sur les plans joints au présent sommaire intitulé "Nouvelle façade proposée";

    2. un plan d'aménagement paysager qui prévoit au moins 15 % de verdissement du toit et 20 % de verdissement au sol et localisant un espace extérieur dédié à la gestion des matières résiduelles ;

    3. un plan de gestion des matières résiduelles, tel que le document joint

au présent sommaire et intitulé "Plan de gestion des matières résiduelles". En plus des éléments déjà prévus, ce plan devra également inclure un volet pour la gestion pour les matières compostables;

4. un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

5. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier;

2. Qu'une demande de permis pour la construction d'un projet conforme à la réglementation d'urbanisme, au projet de réutilisation du sol dégagé, et aux présentes conditions, soit déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, et ce, dans les 12 mois suivants la présente approbation;

3. Que les travaux de démolition soient entrepris dans les 6 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;

4. Que les travaux de démolition soient terminés dans les 12 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;

5. Qu'aucun logement ne soit entièrement aménagé sous le niveau du rez-de-chaussée.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:34

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216290037**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur la demande d'appel de la décision du comité de démolition CD21-005, relativement à la demande de démolition de l'immeuble situé au 6800, boulevard Décarie – Demande de permis de démolition 3002598274.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du comité de démolition de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 25 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02-17009). Cette demande d'appel concerne la demande de démolition # 3002598274, déposée le 22 janvier 2021, et visant l'immeuble portant l'adresse 6800, boulevard Décarie.
Cette demande d'appel fait suite à la décision défavorable rendue par le comité lors de sa séance du 11 août 2021.

En vertu de l'article 26 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), le conseil d'arrondissement doit statuer sur cette demande, car le requérant a interjeté appel de la décision du comité. À cet effet, le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute autre décision. Il peut notamment imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé.

Conformément à l'article 14 dudit règlement, la décision doit être prise en évaluant l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties, en tenant compte des critères suivants :

1. l'état de l'immeuble visé par la demande;
2. la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;
3. le coût de la restauration;
4. l'utilisation projetée du sol dégagé;
5. lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires (ne s'applique pas dans ce cas);
6. la valeur patrimoniale de l'immeuble.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2021-08-11 / CD21 005 : Refuser le certificat d'autorisation de démolition pour la propriété

située au 6800, boulevard Décarie (pièce jointe au présent dossier).

DESCRIPTION

L'immeuble visé
L'immeuble visé par la demande est un bâtiment de 2 étages, implanté en fond de lot, situé au 6800, boulevard Décarie à l'intersection sud-est de l'avenue Vézina.

Construit en 1957, l'étude patrimoniale réalisée par l'atelier Robitaille Thifault a relevé que le bâtiment n'a aucune valeur patrimoniale et ne possède aucune caractéristique architecturale représentative du secteur. Le bâtiment qui est occupé par l'entreprise Phillips Security Agency, afin d'y abriter ses serveurs, n'est pas situé dans un secteur patrimonial et ne fait pas l'objet d'une protection patrimoniale au niveau municipal, provincial ou fédéral.

Le bâtiment a également fait l'objet d'une expertise par Zarrabi et associés inc., experts-conseils en date du 23 mars 2021. Le rapport fait état que la réutilisation de la structure pour permettre un projet résidentiel n'est pas recommandée compte tenu des importants travaux qui devraient être mis en place afin de rencontrer les exigences minimales de construction.

En effet, l'option de conserver l'immeuble existant pour y aménager un nouveau projet n'est pas envisageable, en autre, en raison du format de l'immeuble existant, de son implantation en fond de lot et des travaux de grandes importances qui seraient requis, tel que la reconstruction d'une partie des systèmes structuraux hors sol et en sous-oeuvre.

Donc, pour des raisons économiques, de sécurité, de logistique et d'échéancier, il est fortement recommandé de démolir et reconstruire toute la structure existante.

Projet de remplacement
Le projet de remplacement prévoit la construction d'un bâtiment résidentiel, comprenant 20 logements avec un rez-de-chaussée commercial. Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- hauteur de 6 étages (20 m);
- aucun stationnement pour véhicules motorisés;
- salle à déchets réfrigérée au sous-sol;
- au moins 15 % de verdissement au toit;
- au moins 20 % de verdissement au sol;
- 20 unités de stationnement pour vélo aménagées à l'intérieur;
- entrée résidentielle, sur Vézina.

L'usage résidentiel du projet de remplacement est compatible avec le milieu environnant et le gabarit proposé est caractéristique des têtes d'îlot reconverties en habitation sur le boulevard Décarie.

De plus, le bâtiment s'inscrit dans la continuité de l'alignement résidentiel sur le boulevard Décarie. Les parements extérieurs proposés sur l'ensemble des façades sont composés, principalement, de maçonnerie (brique blanche), de panneaux d'aluminium noir et de verre. La nouvelle construction s'intègre, au plan architectural, au bâtiment adjacent, situé sur le boulevard Décarie.

Avis préliminaire du comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 26 mai 2021, le projet a été présenté une première fois afin d'obtenir un avis préliminaire. Les principales préoccupations du CCU portaient sur les éléments suivants :

- le choix des matériaux et des couleurs proposées. Certains membres aiment l'idée d'une

couleur plus pâle qui amène un certain contraste avec les bâtiments voisins et qui sera beaucoup plus chaleureuse dans la réalité que sur les dessins. D'autres croient plutôt que cette couleur n'est pas l'idéal pour un bâtiment faisant face au boulevard Décarie puisque la saleté s'y logera plus facilement et sera plus apparente.
- la cohérence de l'architecture du bâtiment proposé avec les autres bâtiments qui forment la tête d'îlot sur Décarie;
- le verdissement déficient dans le projet proposé (au sol et sur le toit);
- la gestion des matières résiduelles;
- l'implantation du bâtiment proposé qui n'est pas aligné avec le bâtiment voisin du côté de la ruelle.

Ils proposent que le projet soit modifié pour rendre plus cohérent à l'ensemble et souhaitent que le bâtiment soit aligné du côté de la ruelle avec le bâtiment voisin.

À la suite de cet avis préliminaire, le requérant a déposé des documents pour répondre aux commentaires du CCU. Parmi ceux-ci, notons, entre autres :

- Une proposition bonifiée de verdissement du site (qui fait partie du projet soumis lors du comité de démolition);
- un argumentaire pour démontrer que l'implantation proposée permettait d'offrir 5 logements supplémentaires et de plus grande dimension par rapport à une implantation alignée au bâtiment adjacent (lettre du 16 juin 2021 et le document intitulé " Density Calculation " en pièces jointes);
- des précisions, à même les plans d'architecture, sur les modalités pour la gestion des matières résiduelles.

Opposition reçue

Aucune opposition n'a été déposée avant la tenue de la séance du comité de démolition du 11 août 2021.

Présentation au comité de démolition

Avis de la division de l'urbanisme

Le 11 août 2021, la demande de démolition et le projet de remplacement ont été soumis au comité de démolition. La Division de l'urbanisme a recommandé au comité de démolition d'autoriser la demande, avec certaines conditions, pour les raisons suivantes :

- La demande satisfait aux critères applicables du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009);
- Le bâtiment visé par la demande de démolition présente peu d'intérêt patrimonial et ne possède aucune caractéristique architecturale représentative du secteur;
- L'usage résidentiel proposé du projet de remplacement est compatible avec le milieu environnant et constitue une amélioration de l'offre en logements locatifs et commerces de proximité pour le secteur;
- L'implantation proposée permet d'optimiser la superficie de plancher et d'offrir 5 logements supplémentaires (25 % de +);
- Le bâtiment existant est dérogatoire à la hauteur minimale prescrite (2 étages) et à l'alignement de construction;
- Le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009) impose l'exigence de fournir une garantie bancaire d'un montant équivalent à 15 % de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière assurant le respect des conditions imposées et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé;
- La construction devra répondre aux exigences d'atténuation acoustique pour un usage sensible conformément aux articles 122.12 et 122.13 du Règlement d'urbanisme (01-276);

- Le verdissement devra se conformer à l'article 386.2 du règlement d'urbanisme 01-276 (minimum de 15 % de verdissement au toit).

Décision du comité de démolition
Lors de cette séance, le comité a formulé une décision défavorable à la proposition basée sur les éléments suivants:

- la composition architecturale proposée de la façade Décarie ne marque pas suffisamment le caractère principal de cette façade, notamment de par la présence de petites fenêtres au centre de celle-ci;
- les plans de l'aménagement paysager proposé ne contiennent pas le détail et l'information nécessaire pour juger de la viabilité et de l'acceptabilité de la proposition, conformément aux règles de l'art et aux exigences du règlement d'urbanisme 01-276;
- la viabilité de la gestion des matières résiduelles des futurs occupants n'est pas démontrée et que le retrait latéral (ruelle) de l'implantation du bâtiment pourrait être une opportunité pour l'aménagement d'un espace d'entreposage temporaire de ces matières lors des journées de collecte.

Appel de la décision
Un appel de la décision, par le requérant, a été reçu par écrit le 28 septembre 2021. Essentiellement, cet appel vise à répondre aux arguments mis de l'avant par le comité de démolition pour formuler sa décision. L'appel de la décision est joint au présent dossier.

JUSTIFICATION

Après avoir déposé un appel de la décision du comité, le requérant a entrepris des discussions avec la DAUSE afin de soumettre un projet qui répondrait le mieux aux enjeux qui ont incité le comité à rendre une décision défavorable à la demande.
Le requérant a donc soumis à la DAUSE une nouvelle perspective qui illustre la façade Décarie comportant un agencement de fenêtres de plus grandes dimensions et qui marquent de façon cohérente le caractère principal de cette façade, un nouveau plan d'aménagement paysager, illustrant les plantations et la superficie de verdissement au toit et au sol ainsi qu'un plan de gestion des matières résiduelles qui prévoit utiliser le recul de 0.76 m entre le bâtiment et la ruelle pour entreposer temporairement les déchets, les jours de collectes.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande donc de modifier la décision du comité et de rendre une décision favorable au projet en y prévoyant les conditions suivantes :

1. Que les documents suivants soient soumis préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition :
    1. un plan de la façade Décarie qui intègre un agencement des fenêtres, de plus grandes dimensions et qui marquent le caractère principal de cette façade, essentiellement tel qu'illustré sur le plan joint au présent sommaire intitulé " Nouvelle perspective ";
    2. un plan d'aménagement paysager qui prévoit au moins 15 % de verdissement du toit et 20 % de verdissement au sol et localisant un espace extérieur dédié à la gestion des matières résiduelles ;
    3. un plan de gestion des matières résiduelles, tel que le document joint au présent sommaire et intitulé " Plan de gestion des matières résiduelles ". En plus des éléments déjà prévus, ce plan devra également inclure un volet pour la gestion des matières compostables. Il est important de noter qu'à la suite d'une communication avec la division des travaux publics de l'arrondissement, l'aménagement d'une aire d'entreposage temporaire dans un espace qui pourrait être créé par le retrait latéral (ruelle), tel que

proposé par le CCU, serait trop éloigné de la voie publique pour que les camions puissent faire la collecte des déchets. Puisque les déchets doivent être déposés sur le domaine public, les plans d'aménagement paysager devront prévoir un espace à cet effet sur la rue Vézina;
4. un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
5. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier;

2. Qu'une demande de permis pour la construction d'un projet conforme à la réglementation d'urbanisme, au projet de réutilisation du sol dégagé, et aux présentes conditions, soit déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, et ce, dans les 12 mois suivants la présente approbation;
3. Que les travaux de démolition soient entrepris dans les 6 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;
4. Que les travaux de démolition soient terminés dans les 12 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;
5. Qu'aucun logement ne soit entièrement aménagé sous le niveau du rez-de-chaussée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En vertu de l'article 19 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), une garantie bancaire égale à 15 % de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière, dans le cas où aucun élément paysager ou architectural ne doit être conservé afin d'être intégré au programme de réutilisation du sol dégagé a été déposé à l'arrondissement au montant suivant;
Évaluation de la propriété au rôle d'évaluation foncière:
Terrain: 193 200 $
Bâtiment: 494 400 $
Total: 689 60 0$

689 600 $ X 15 % = **103 440 $**

Contribution pour logements sociaux, abordables et familiaux
La demande de permis de construire sera assujettie au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041). Selon les informations préliminaires disponibles, les contributions approximatives suivantes seront exigibles :
Contribution aux logements sociaux : environ 25 169 $
Contribution aux logements abordables : puisque la propriété n'est pas située dans une zone de logement abordable et que la superficie résidentielle est inférieure à 4 500 m.c. (1223.25 m.c.) aucune contribution n'est exigée.
Contribution aux logements familiaux : puisque le projet prévoit moins de 50 logements (20 logements prévus) aucune contribution n'est exigée.

MONTRÉAL 2030

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Compte tenu de l'état d'urgence sanitaire et dans le respect des décrets ministériels portant sur les procédures autres que référendaires qui font partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens, la possibilité pour toute personne intéressée de se faire entendre par le comité d'étude des

demandes de démolition a été remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à la décision, le permis sera délivré ou refusé.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-05

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345

Approuvé le : 2022-01-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Statuer sur la demande d'appel de la décision du comité de démolition CD21-005, relativement à la demande de démolition de l'immeuble situé au 6800, boulevard Décarie – Demande de permis de démolition 3002598274.

Demande (documents du requérant)

Projet_2021-08-11_Décarie.pdf 2021-08-11_amén_pays.pdf 6800 Décarie_Étude Patrimoine.pdf

2148-01 - Rapport analyse STR Démo - 6880 Boul. Décarie - 2021-03-23 (1).pdf

Lettre démolition.pdf 2021-06-16_Lettre_recul_ruelle.pdf DENSITY CALCULATION (1).pdf

Analyse et présentation de la Division de l'urbanisme

_2021-07-30_Décarie_6800_DÉMO.pptx.pdf

Décision du comité de démolition

CD21-005_Signé.pdf

Appel de la décision

Lettre - revision de la decision CEDD - le 1 Septembre, 2021.pdf

Perspective préliminaire de la nouvelle façade proposée

6800 DECARIE 2021-12-28 plans and elevations_compressed.pdf

Plan de gestion des matières résiduelles



6800 DECARIE_GMR_2021-12-28.pdf

Plan préliminaire d'aménagement paysager proposé



231221 RÉVISION APPARTEMENTS BLEU CIEL.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :



VUE DE JOUR

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-1



VUE DE NUIT

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-2



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

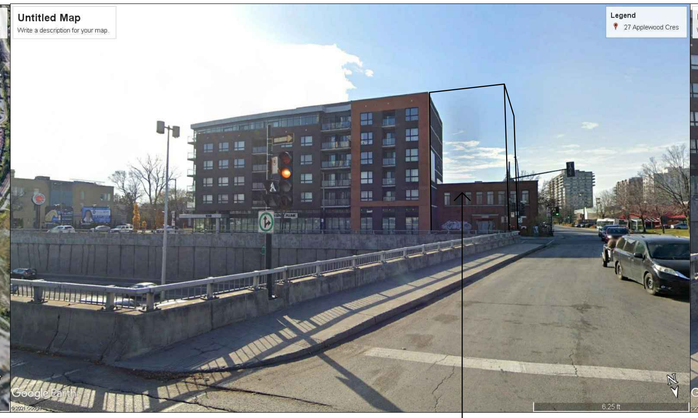
6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

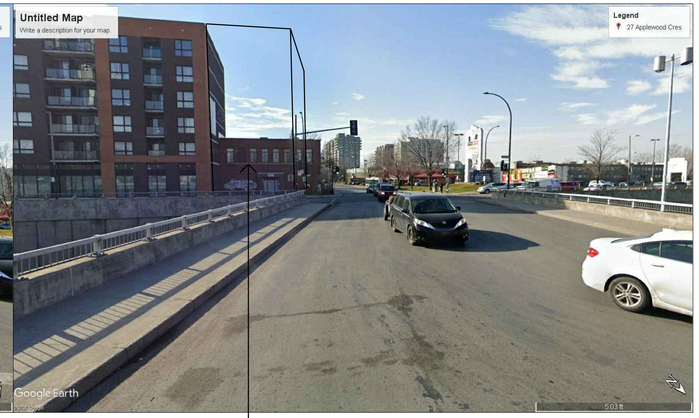
PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-3

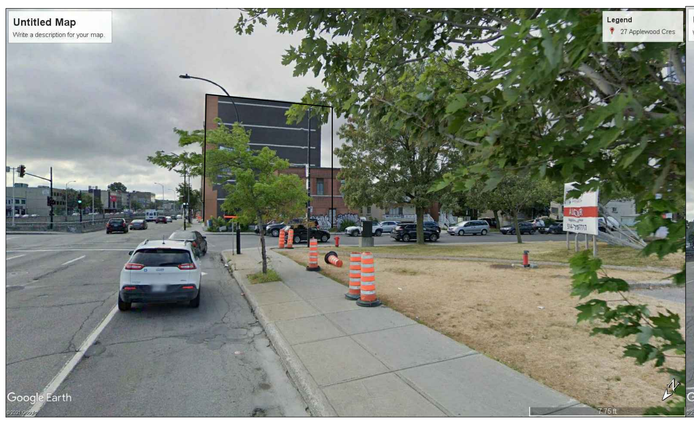




EMPLACEMENT DU PROJET



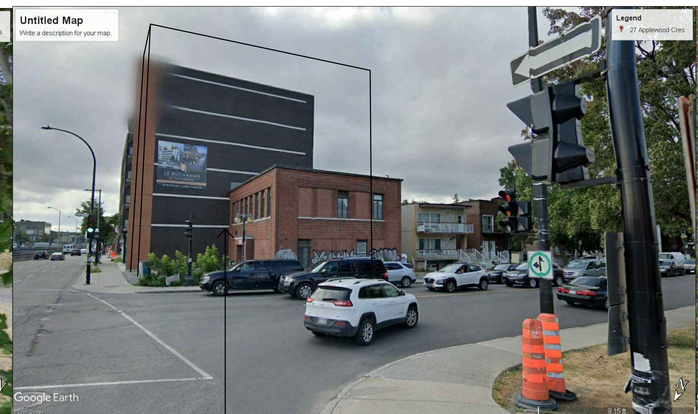
EMPLACEMENT DU PROJET



LOT ADJACENT NORD

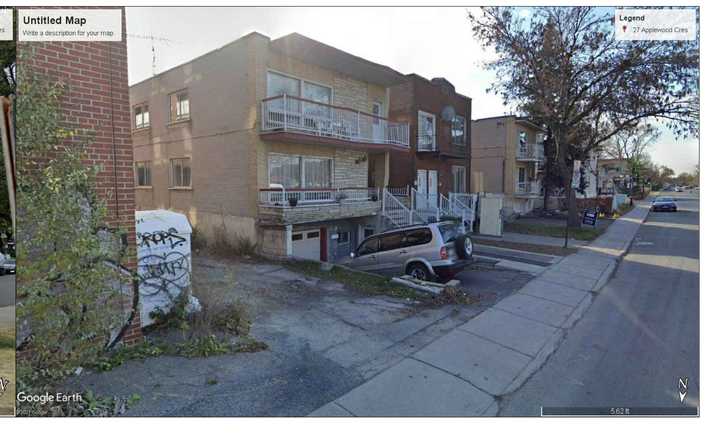
SUR BOULEVARD DECARIE

STATIONNEMENT DU MAIL CARRE DECARIE



EMPLACEMENT DU PROJET

RUE VEZINA



DUPLEX VOISIN

RUE VEZINA

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

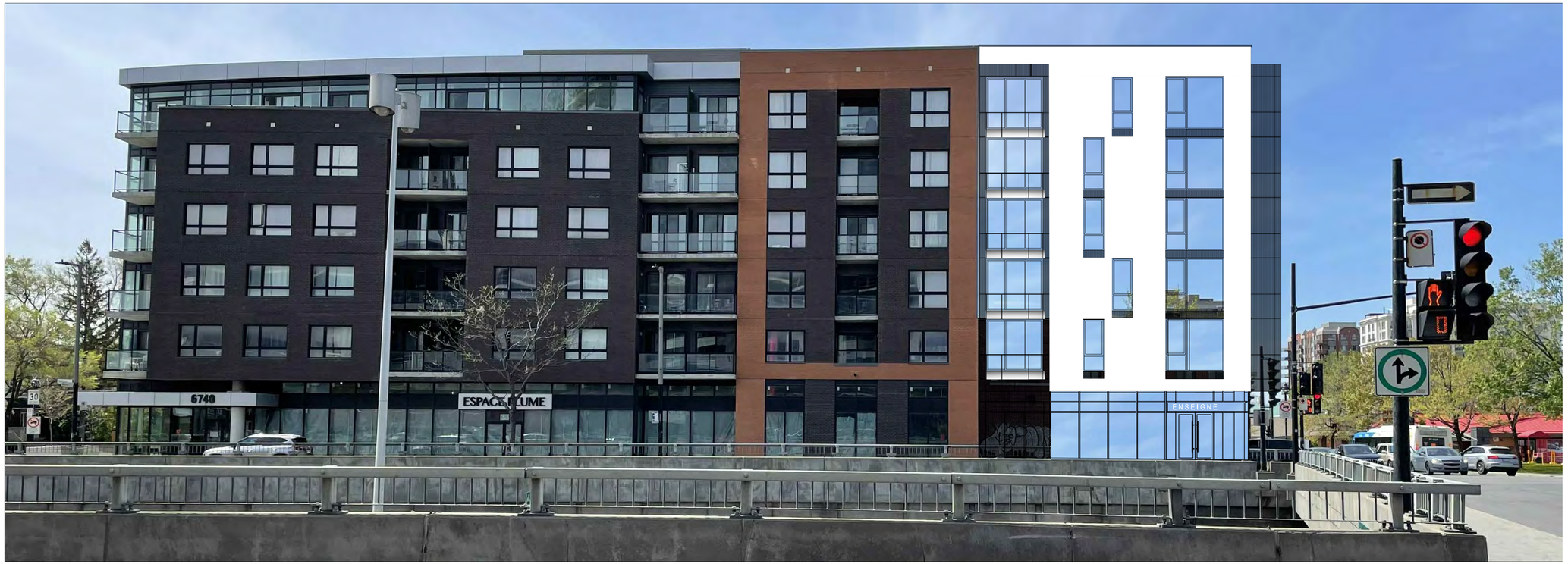
TITRE

PHOTOS
VOISINAGE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-4



ÉLÉVATION DES RUE VEZINA



ÉLÉVATION DES BOULEVARD DECARIE

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI, 2021
PERMIS	LE 19 MAI, 2021
PERMIS	LE 23 JUIN, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

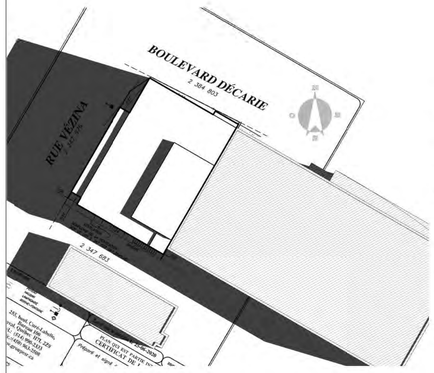
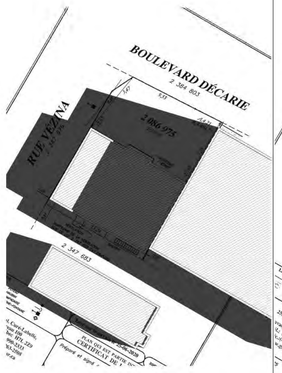
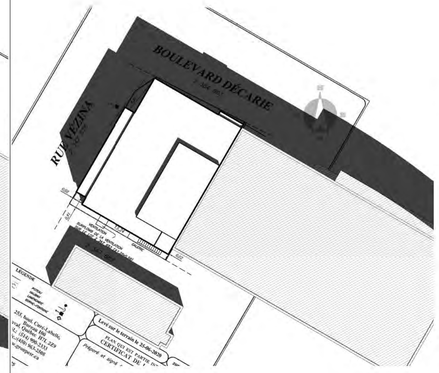
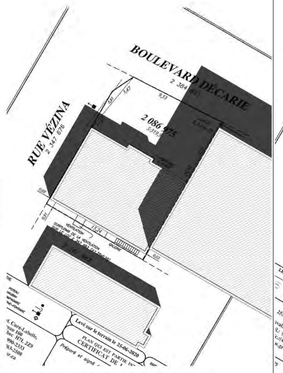
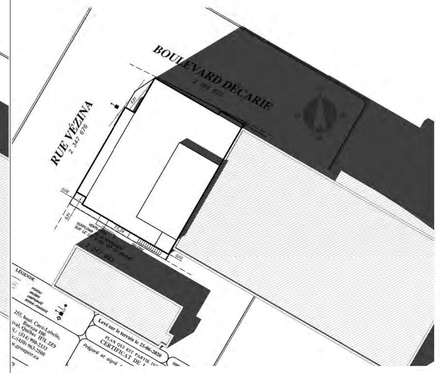
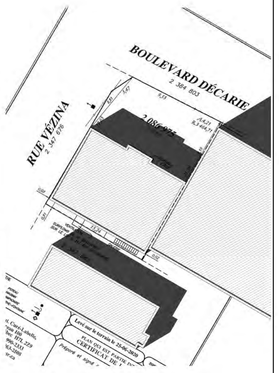
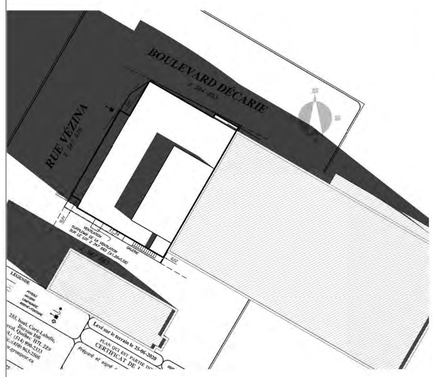
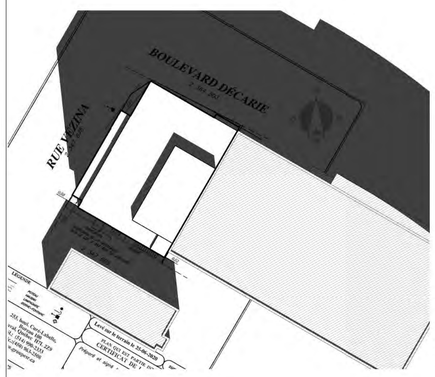
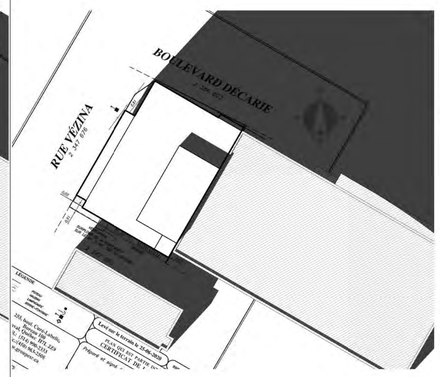
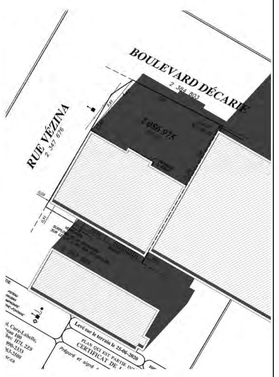
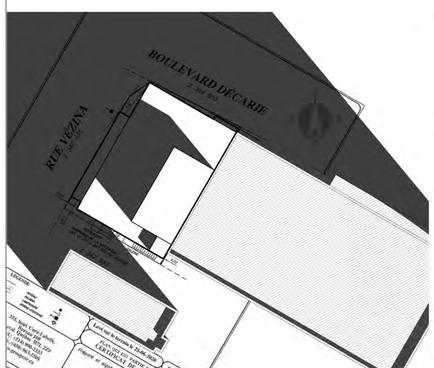
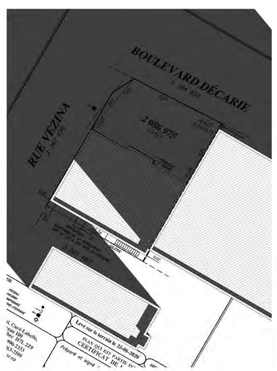
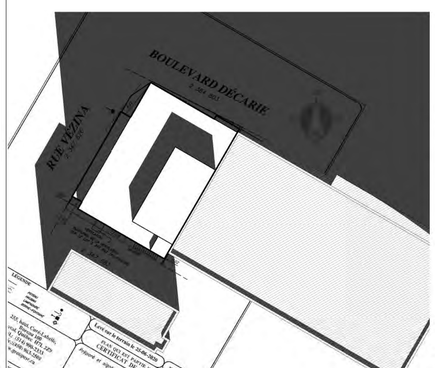
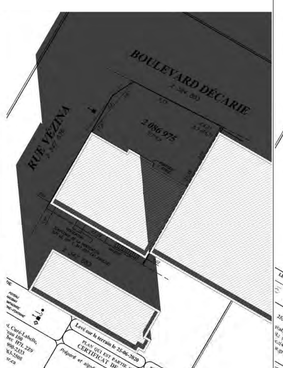
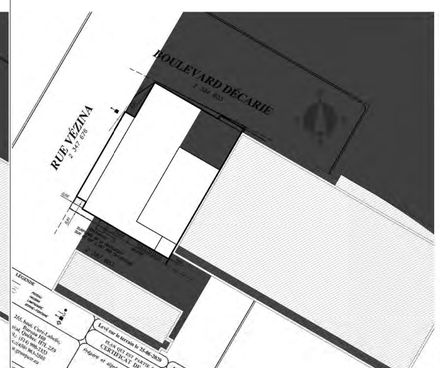
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ÉLÉVATION DES RUES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-5

	PROPOSE	EXISTANT	PROPOSE	EXISTANT	PROPOSE	EXISTANT
JUIN						
	10:00 AM		12:30 PM		3:00 PM	
SEPTEMBRE						
	10:00 AM		12:30 PM		3:00 PM	
DECEMBRE						
	10:00 AM		12:30 PM		3:00 PM	

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT.

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	17 MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: INFO@RUBINGOLDENBERG.COM

PROJET

APPARTEMENTS
BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

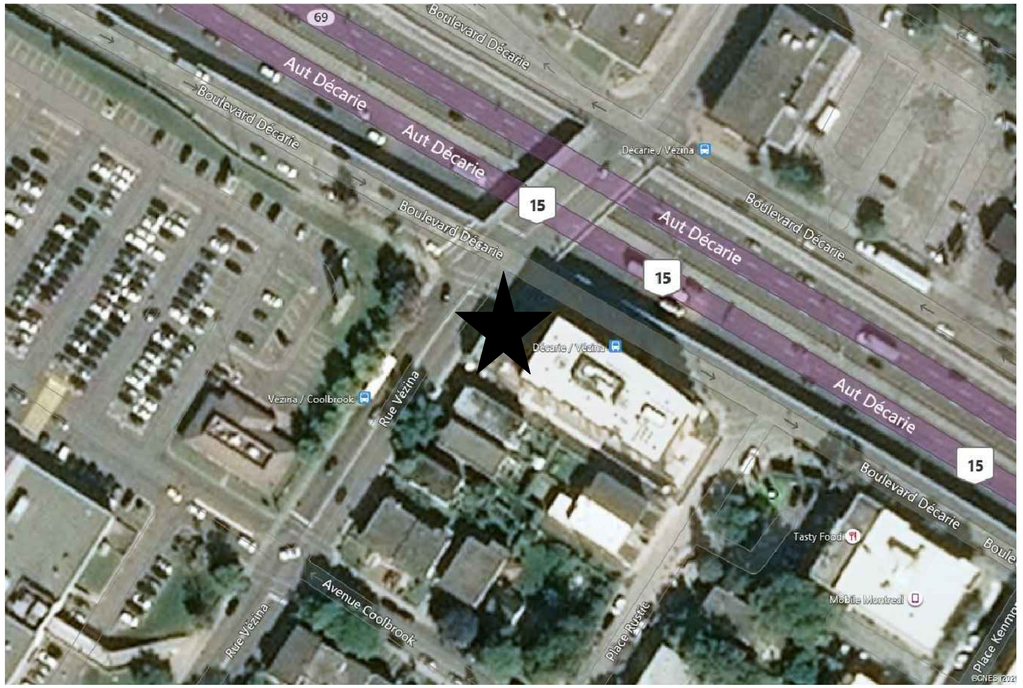
TITRE

ETUDE D'OMBRE

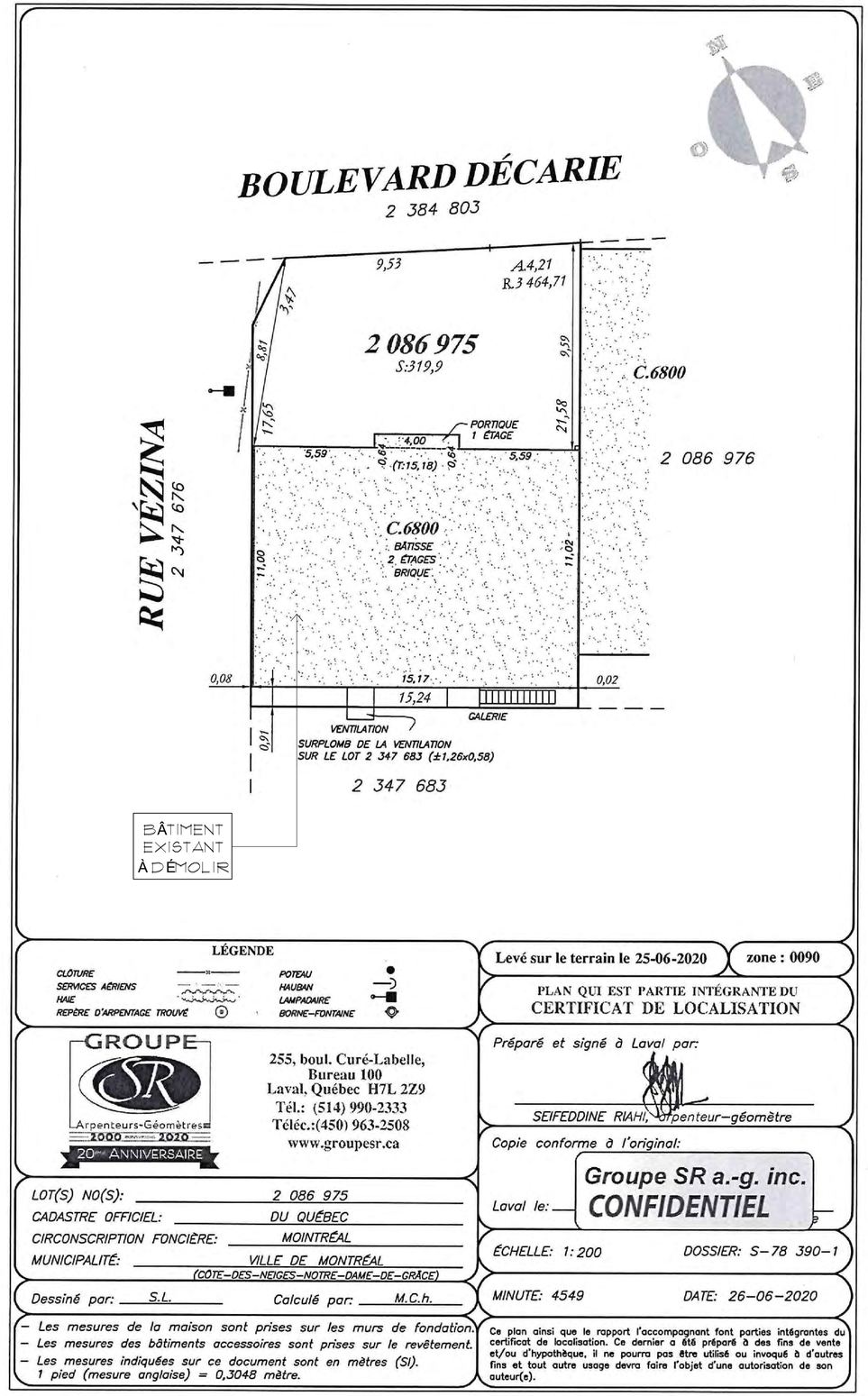
EXISTANT

PROPOSE

ECHELLE	Date	NO. PROJET
1/32" = 1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	
Author	RG	SK-000



1 A100 EMPLACEMENT DU SITE



LÉGENDE

CLÔTURE — POTEAU
SERVICES AÉRIENS — HAUBAN
HAIE — LAMPADAIRE
REPÈRE D'ARPENTAGE TROUVÉ — BORNE–FONTAINE

Levé sur le terrain le 25-06-2020 | zone : 0090

PLAN QUI EST PARTIE INTÉGRANTE DU CERTIFICAT DE LOCALISATION

GROUPE SR Arpenteurs-Géomètres 2000 2020 20e ANNIVERSAIRE
255, boul. Curé-Labelle,
Bureau 100
Laval, Québec H7L 2Z9
Tél.: (514) 990-2333
Téléc.:(450) 963-2508
www.groupesr.ca

Préparé et signé à Laval par:

SEIFEDDINE RIAHI, arpenteur–géomètre

Copie conforme à l'original:

Laval le: Groupe SR a.-g. inc. CONFIDENTIEL

LOT(S) NO(S): 2 086 975
CADASTRE OFFICIEL: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MOINTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
(CÔTE–DES–NEIGES–NOTRE–DAME–DE–GRÂCE)

ÉCHELLE: 1: 200 DOSSIER: S–78 390–1

Dessiné par: S.L. Calculé par: M.C.h.

MINUTE: 4549 DATE: 26–06–2020

– Les mesures de la maison sont prises sur les murs de fondation.
– Les mesures des bâtiments accessoires sont prises sur le revêtement.
– Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
1 pied (mesure anglaise) = 0,3048 mètre.

Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties intégrantes du certificat de localisation. Ce dernier a été préparé à des fins de vente et/ou d'hypothèque, il ne pourra pas être utilisé ou invoqué à d'autres fins et tout autre usage devra faire l'objet d'une autorisation de son auteur(e).

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021

RGA RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES
4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

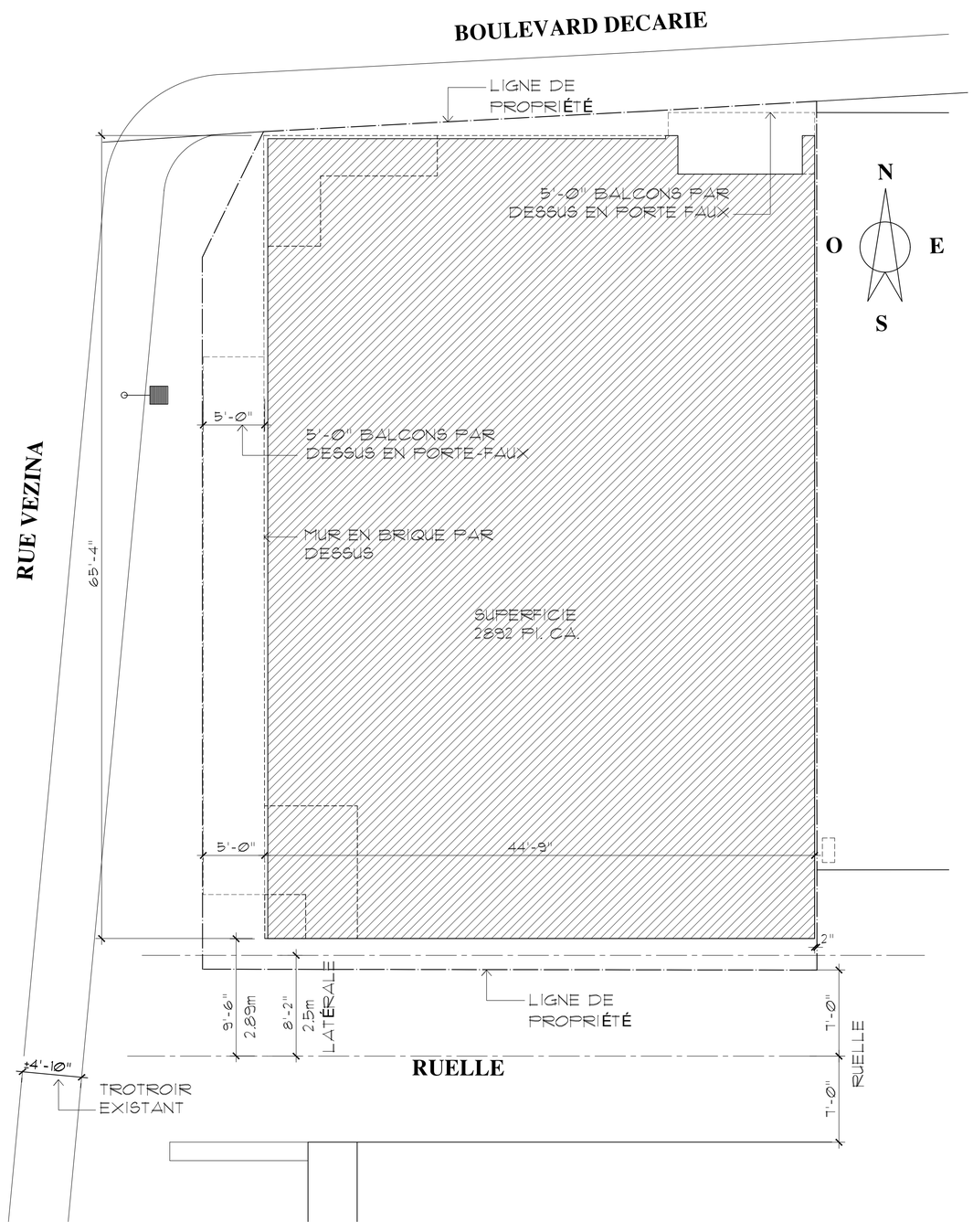
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

EMPLACEMENT DU SITE
PLAN DU SITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A100



1 / A101 PLAN DU SITE
3/16" = 1'-0"

ARPENTAGE :

TOUS LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU TERRAIN
PROVIENNENT DU PLAN PRÉPARÉ PAR:
SR GROUPE INC.

DOSSIER : S-78 390-1
MINUTE : 4549
EN DATE DU : 26-06-2020

STATISTIQUES DU PROJET :

ZONAGE:
SUPERFICIE DU TERRAIN: 3443 PI. CA. (319.9 M.PA)
3443x0.84=2892 PI.CA. SUPERFICIE PERMIS (TAUX D'IMPLANTATION 70% MAJORE PAR 1.2=84%)
TAUX D'IMPLANTATION PROPOSE:
2892 PI.CA. 84%

DENSITE:
4.5X3443=15,493 PI.CA.

DENSITE PROPOSE :
R.D.C. 2,736x0.85=2,326 PI.CA
ETAGES 2-6 :2,889-421=2,468 PI.CA.
SS-1:640 PI.CA.
2326+2468X5+744=15,410 PI.CA.

NOMBRE D'UNITE :
REZ-DE-CHAUSSEE :
ESPACE LOCATIF COMMERCIALE:1729 PI. CA.

PLANCHER NIVEAU 2 - 6 :
20 UNITES TOTALE
- 5 DE 2 CHAMBRES
- 5 DE 1 CHAMBRES
- 10 STUDIOS

- 26 VELOS

- VERDISSEMENT AU R.D.C.: (228+160) / 3443=11.3%
- VERDISSEMENT AU TOIT: 520/3443=15%

VERDISSEMENT TOTAL: 26.3%

TABLEAU D'ANALYSE CODE DU BÂTIMENT

FOLIO : 2013 PROJET : 6800 BOULEVARD DECARIE DATE : 2020.12.17

CODE EN VIGUEUR / Applicable code
- ☐ Code national de bâtiment (2010) / National building code (2010)
- ■ Code construction de Québec (2010)/ Quebec building code (2010)
- ☐ Code construction de l'Ontario (2012) / Ontario building code (2012)
- ☐ Autres / Other
- ■ Division / Section 3
- ☐ Division / Section 9
- ☐ Division / Section 10

TYPE DE PROJET / Project type
■ Nouveau / New ☐ Agrandissement / Expansion ☐ Modification

PARTIE DU CODE UTILISÉ / Part of the code used
■ 3 ☐ 9 ☐ 10

AIRE DU BÂTIMENT / Building area — 1.1.3.2
Nouveau / New 268 m² 2892 p² — Existant / Existing 0 m² 0 p² — =Total 268 m² 2892 p²
Sous-sol 1/ Basement 268 m² 2892 p² — Rez-de-chaussée / Ground floor 268 m² 2892 p² — Étage Typ. 2-6 / Typ floor 2-6 268 m² 2889 p²

HAUTEUR DE BÂTIMENT / Building height — 1.1.3.2
Hors-sol / Above ground 6 étages / 6 floors — Sous-sols / Basement 1 étage / 1 floor — En mètre / Metric 20 m 65'-7" pi

USAGE PRINCIPAL / Major Occupancy — 3.1.2.2
- ☐ A1 Spectacle / Performance
- ☐ A2 Lieu de réunion / Assembly
- ☐ A3 Aréna / Arena
- ☐ A4 Plein air / Open air
- ☐ B1 Détention / Detention
- ☐ B2 Centre de soins / Care center
- ■ C Habitations / Residential
- ☐ D Affaires / Business
- ☐ E Commerce / Mercantile
- ☐ F1 Industriel (risque élevé) / Industrial (high risk)
- ☐ F2 Industriel (risque moyen) / Industrial (medium risk)
- ☐ F3 Industriel (risque faible) / Industrial (low risk)

USAGE SECONDAIRE / Secondary Occupancy — 3.1.2.2
Storage garage separation floor 1.5Hr 3.3.5.6.1
Garage vestibule 3.3.5.7 3)4) Fire Separation 0 Hr
- ☐ A1 Spectacle / Performanc
- ☐ A2 Lieu de réunion / Assembly
- ☐ A3 Aréna / Arena
- ☐ A4 Plein air / Open air
- ☐ B1 Détention / Detention
- ☐ B2 Centre de soins / Care center
- ☐ C Habitations / Residential
- ☐ D Affaires / Business
- ■ E Commerce / Mercantile
- ☐ F1 Industriel (risque élevé) / Industrial (high risk)
- ☐ F2 Industriel (risque moyen) / Industrial (medium risk)
- ☐ F3 Industriel (risque faible) / Industrial (low risk)

NOMBRE DE PERSONNES / Number of people — 3.1.16.1
■ Selon le code / per code — As ☐ Selon l'usage / As per occupancy (to be displayed) — 10 personnes par étage X5 / 43 pour commerce
Total : 93 personnes

Le bâtiment est classé et prévu dans le cas ou le Seperation des suites 1Hr 3.3.1.1.1) Storage Rooms 1 Hr 3.3.4.3.1

RESISTANCE AU FEU / Fire protection — 3.2.2
Classification 3.2.2.48
Usage principal / Main occupancy C — Usage secondaire / Secondary occupancy E
☐ Combustible ■ Incombustible / Noncombustible ☐ Gros bois d'oeuvre / Heavy timber
Plancher / Floor 60 min. — Mur porteur / Bearing wall 60 min. — Issue / Egress 120 min.
Toit / Roof 0 hr. — Colonnes port. / Structural column 60 min.
Mezzanine N.A. — Arc porteur / Bearing arch 60 min.
*var.: selon la condition

NOMBRE DE RUES / Number of streets — 3.2.2.10
Rue ou voie d'accès / Street or driveway ■ 1 ☐ 2 ☐ 3

FAÇADE NORD / AXE 1: BOULEVARD DECARIE — North face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 286 m² 3075 p² — Distance limitative / Limiting distance +15 m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 100% — % Baie actuelle/ % Actual building face 49% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face — ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding — ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

FAÇADE SUD / AXE 5 : RUELLE — south face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 290 m² 3124 p² — Distance limitative / Limiting distance 2.89m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 21% — % Baie actuelle/ % Actual building face 21% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face — ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding — ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

FAÇADE OUEST / AXE A: RUE VEZINA — West face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 417 m² 4491 p² — Distance limitative / Limiting distance +15 m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 100% — % Baie actuelle/ % Actual building face 66% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face — ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding — ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

ALARM INCENDIE / Fire alarm	■ Requis / Required — ☐ Non requis / Not required	3.2.4.1
AVERTISSEMENT FUMÉE / Smoke detector	■ Requis / Required — ☐ Non requis / Not required	3.2.4.21
ALIMENTATION EN EAU / Water supply	■ Adéquat / Required — ☐ À vérifier / To be verified — ☐ Pompe requise / Pump required — ☐ Réservoir requis / Reservoir required	3.2.5.7
GICLEUR / Sprinkler	■ Tout le batiment / Entire building — ☐ Sous-sol seulement / Basement only — ☐ Non requis / Not required	3.2.5.13
RACCORD POMPIER / Fire dept. connection	■ Requis / Required — ☐ Non requis / Not required	3.2.5.16
BATIMENT GRANDE HAUTEUR / high rise building	☐ Oui / Yes — ☐ Ascenseur dédié pompier — ☐ Réseau communication ■ Non / No — ☐ Issue séparé SS & étage — ☐ Désemfumage	3.2.6
COLONNE MONTANT / Standpipe	■ Oui / Yes — ☐ Non / No	

MEZZANINE / Mezzanine — 3.2.8
NOTE: non applicable
☐ 10% aire de bâtiment / 10% building area — ☐ 40% aire de bâtiment / 40% building area — =Total 0 m² 0 p²
☐ 1 Nb d'issues requises / Nbr egress required — ☐ Plus d'une / pour l'étage / More than one

DISTANCE DE PARCOURS / Travel distance (m)	☐ 10 ☐ 25 ☐ 30 ☐ 40 ■ 45 ☐ 60 ☐ 105 ☐ perimetre (3.4.2.5.2) \ perimeter	3.4.2.5
SUBSTANCES DANGEREUSES / Hazardous substances	☐ Oui / Yes — ■ Non / No	
MUR COUPE FEU / Fire rated wall **AXE "D".**	■ 2 hrs rés. au feu (150 mm au-dessus du toit) / 2 hrs fire rated (150 mm above roof) — ☐ Non requis / Not required ☐ 4 hrs rés. au feu (900 mm au-dessus du toit) / 4 hrs fire rated (900 mm above roof)	3.1.10
SUBDIVISION DE COMBES / Attic space division	☐ 300 m² — ☐ 600 m² — ■ Non requis / Not required	3.1.11.5
COMPARTIMENTATION SOUS-SOL / Fire containment in basement	☐ Requis (600 m²) / Required — ■ Non requis (gicleur) / Not required (sprinkler)	3.2.1.5
AIRE COMMUNIQUANTE / Interconnected floor space	☐ Oui / Yes — ■ Non / No — ☐ Vestibule requis / Hallway required	3.2.8
CONCEPTION SANS OBSTACLE / Barrier free design	■ Requis / Required — ☐ Non requis / Not required — Explication entrée principale	3.8

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021
PERMIS	LE 23 JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES
4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

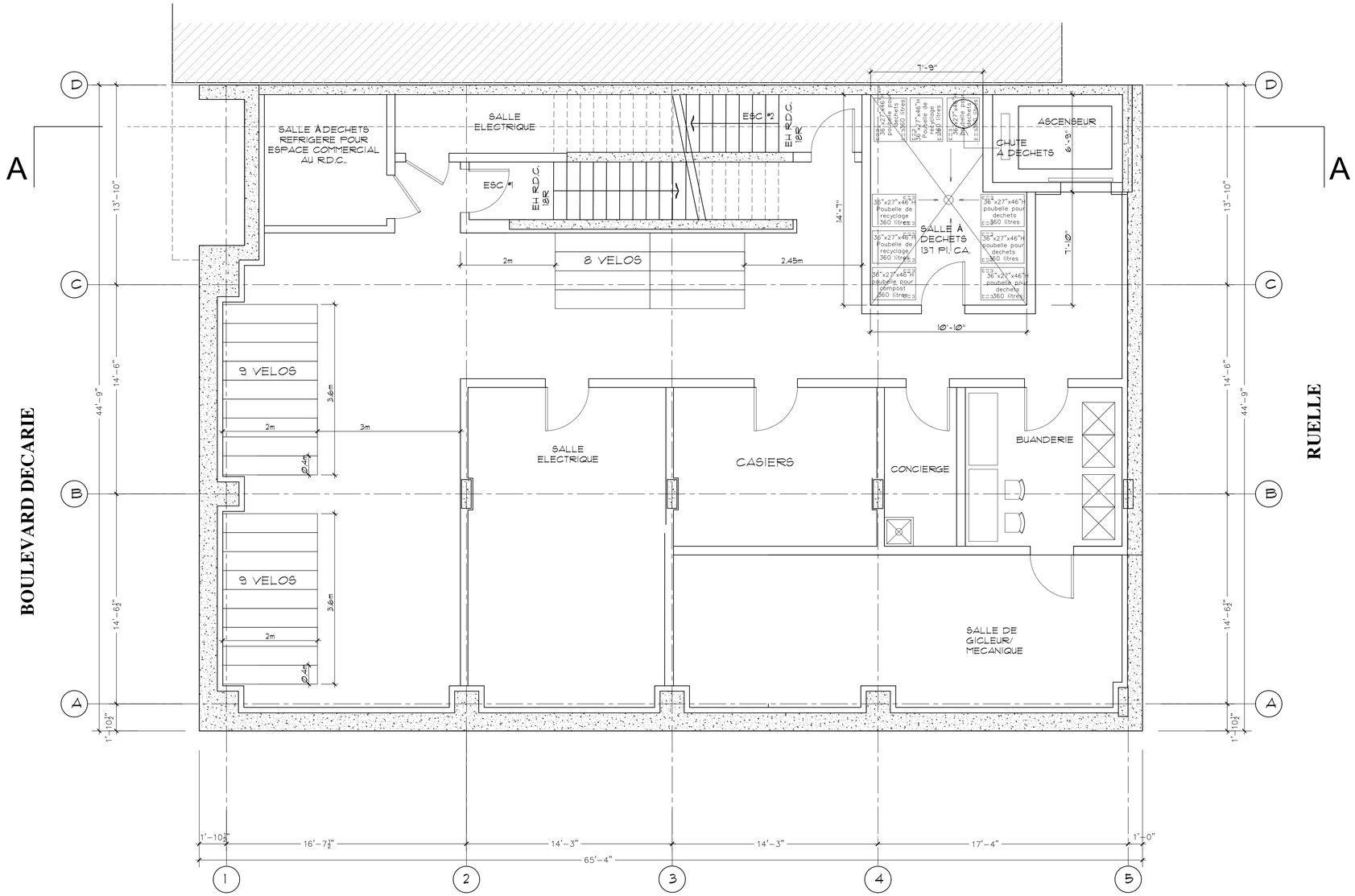
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DU SITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A101



1 A150 PLAN DE SOUS SOL 1
1/4" = 1'-0"

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19. MAI. 2021
PERMIS	LE 23. JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DE SOUS SOL 1

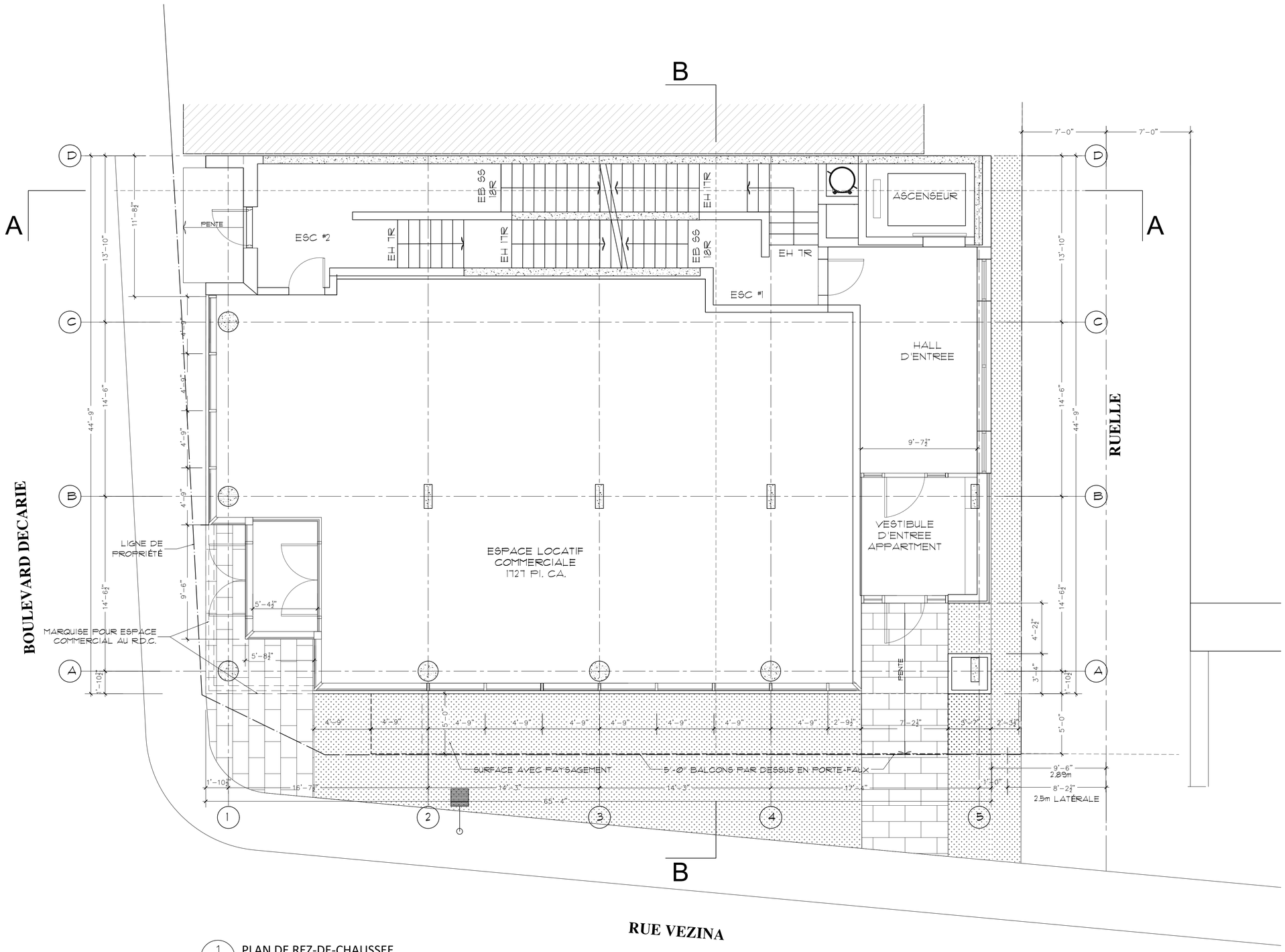
ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC. 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A150

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI, 2021
PERMIS	LE 19, MAI, 2021
PERMIS	LE 23, JUIN, 2021



1 / A201 PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE
1/4" = 1'-0"

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

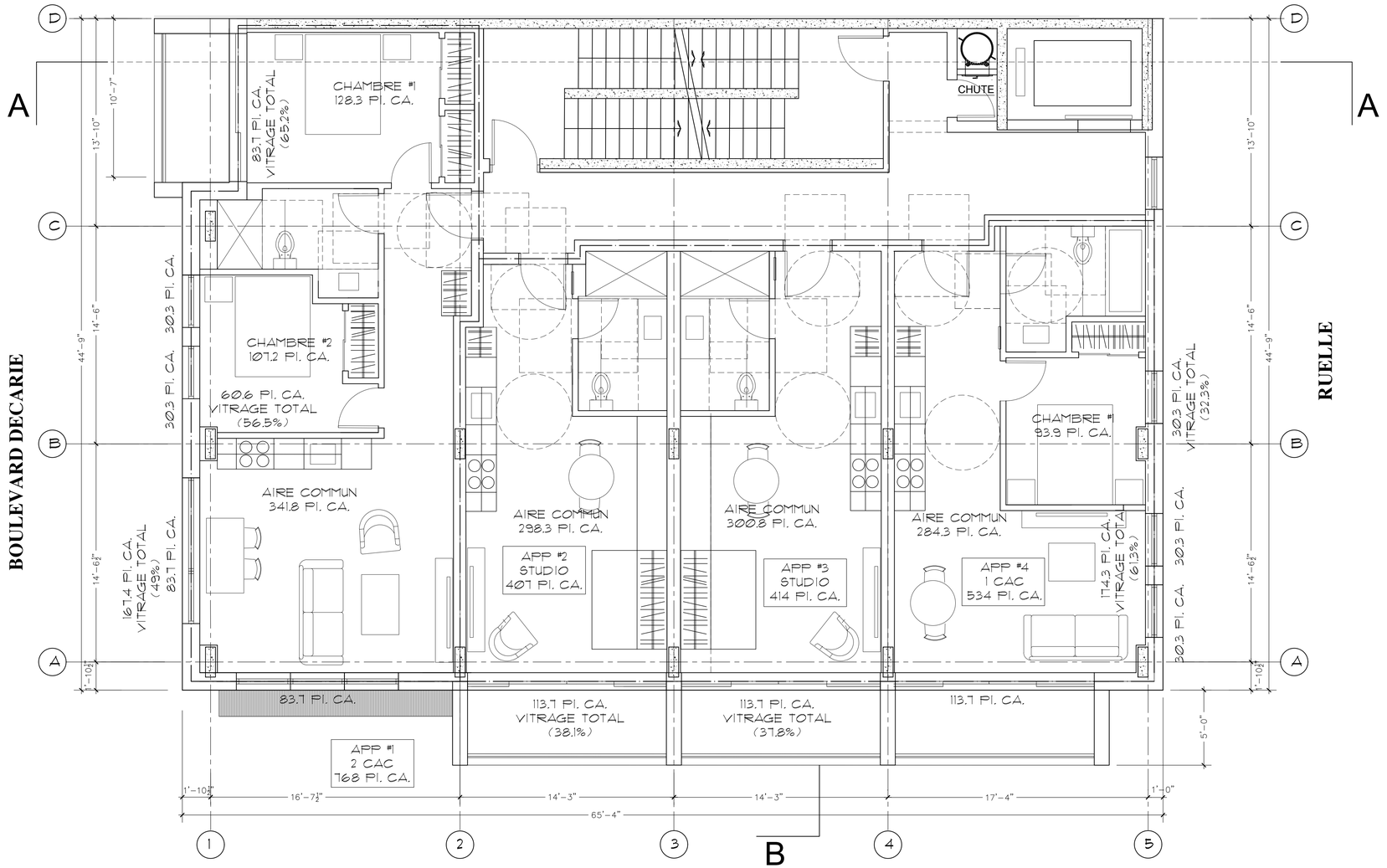
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A201



1 / A202 PLAN DE L'ETAGE TYPE (2-6)
1/4" = 1'-0"

DIMENSIONS DES LOGEMENTS:

UNITES 101-501 (5 APPARTMENTS) 2 CACS : 768 PI.CA.
UNITES 102-502 (5 APPARTMENTS) STUDIOS : 407 PI.CA.
UNITES 103-503 (5 APPARTMENTS) STUDIOS : 414 PI.CA.
UNITES 104-504 (5 APPARTMENTS) 1 CAC : 534 PI.CA.

UNITES TOTALES: 20 APPARTMENTS

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

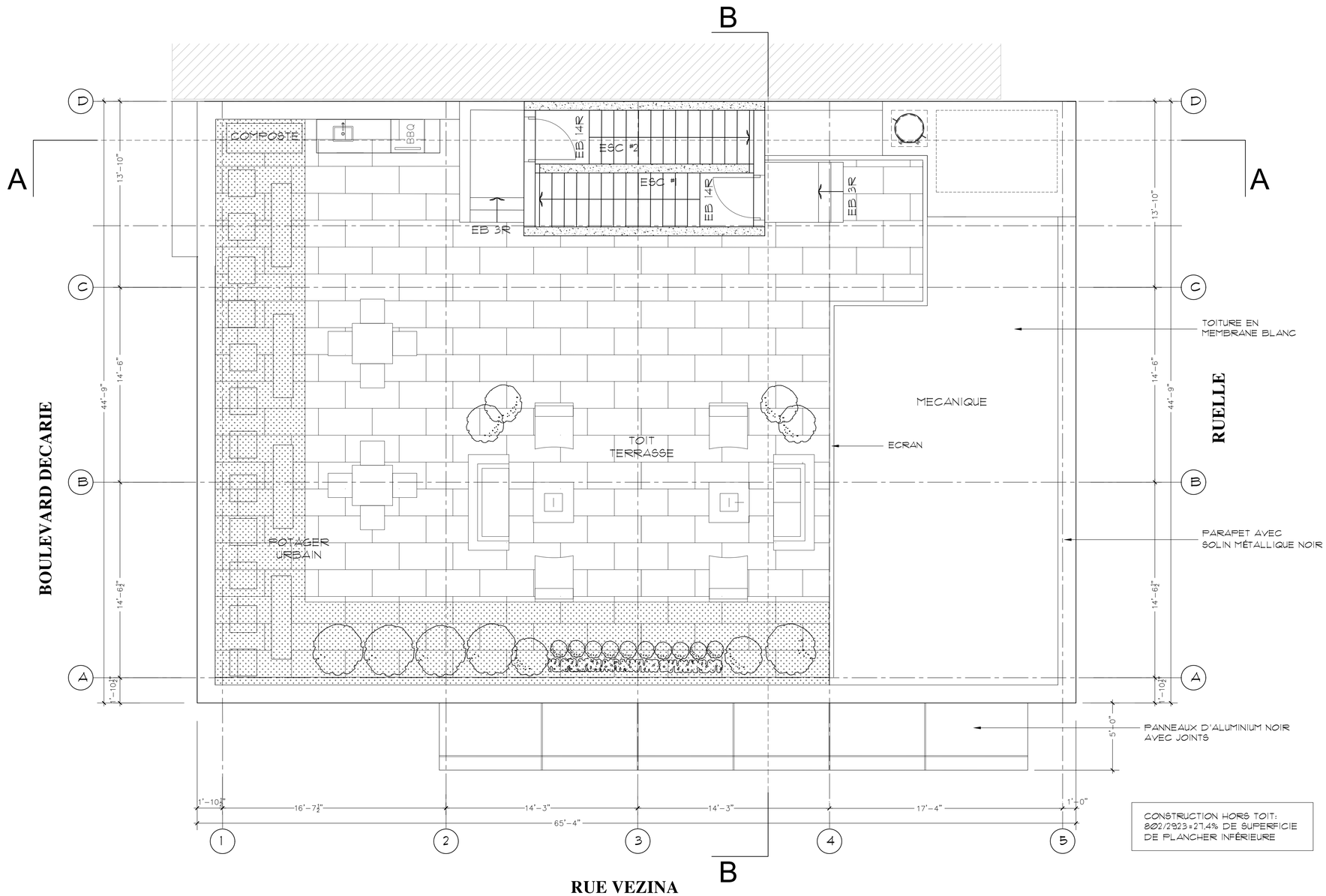
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DE L'ETAGE TYPE (2-6)

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A202



CONSTRUCTION HORS TOIT:
802/2923=27.4% DE SUPERFICIE
DE PLANCHER INFÉRIEURE

1 / A300 PLAN DU TOIT
1/4" = 1'-0"

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

TITRE

PLAN DU TOIT

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC. 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A300

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021
PERMIS	LE 23 JUIN. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

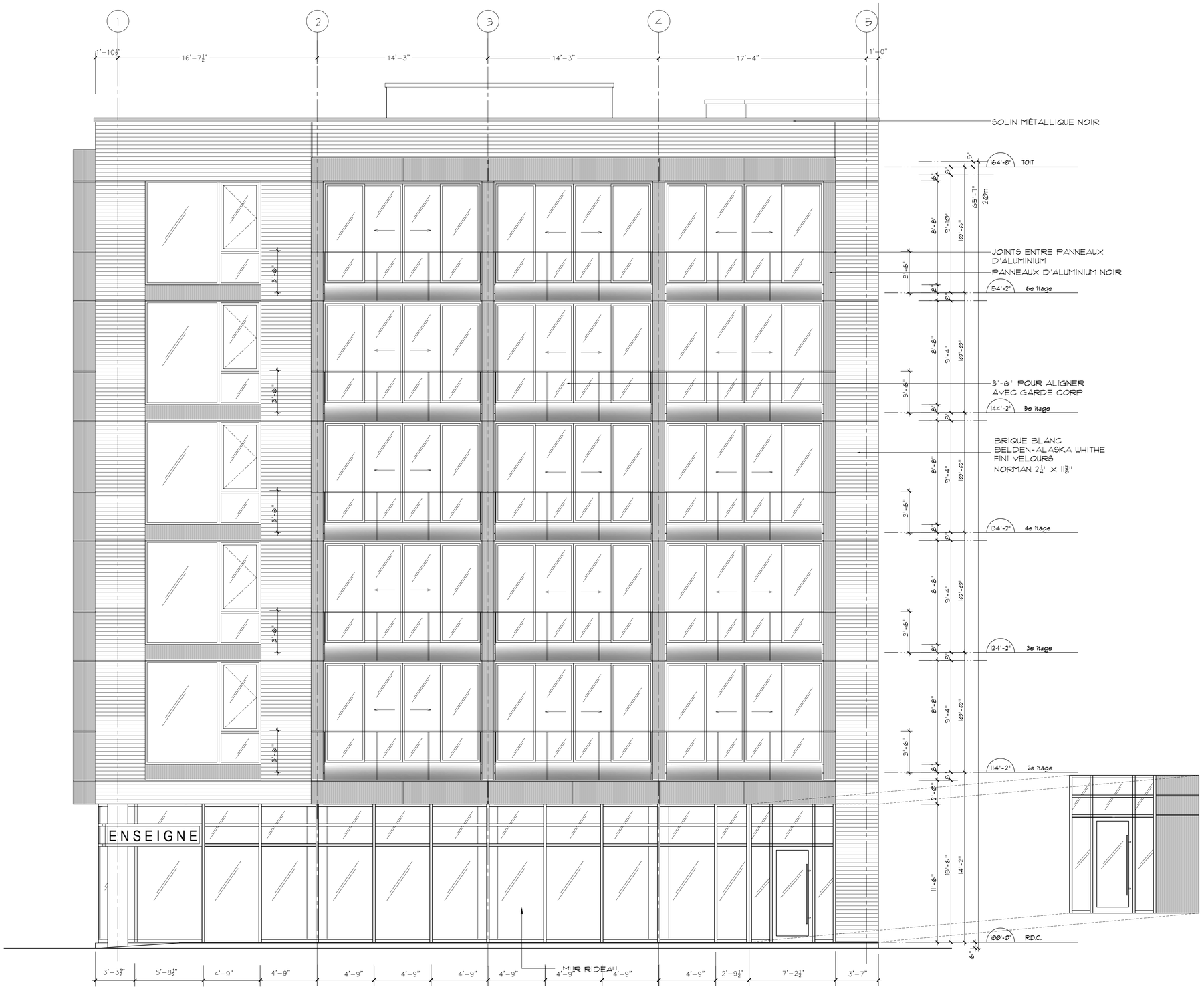
6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION
BOULEVARD DECARIE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A400





DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021
PERMIS	LE 23 JUIN. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION
RUE VEZINA

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A401

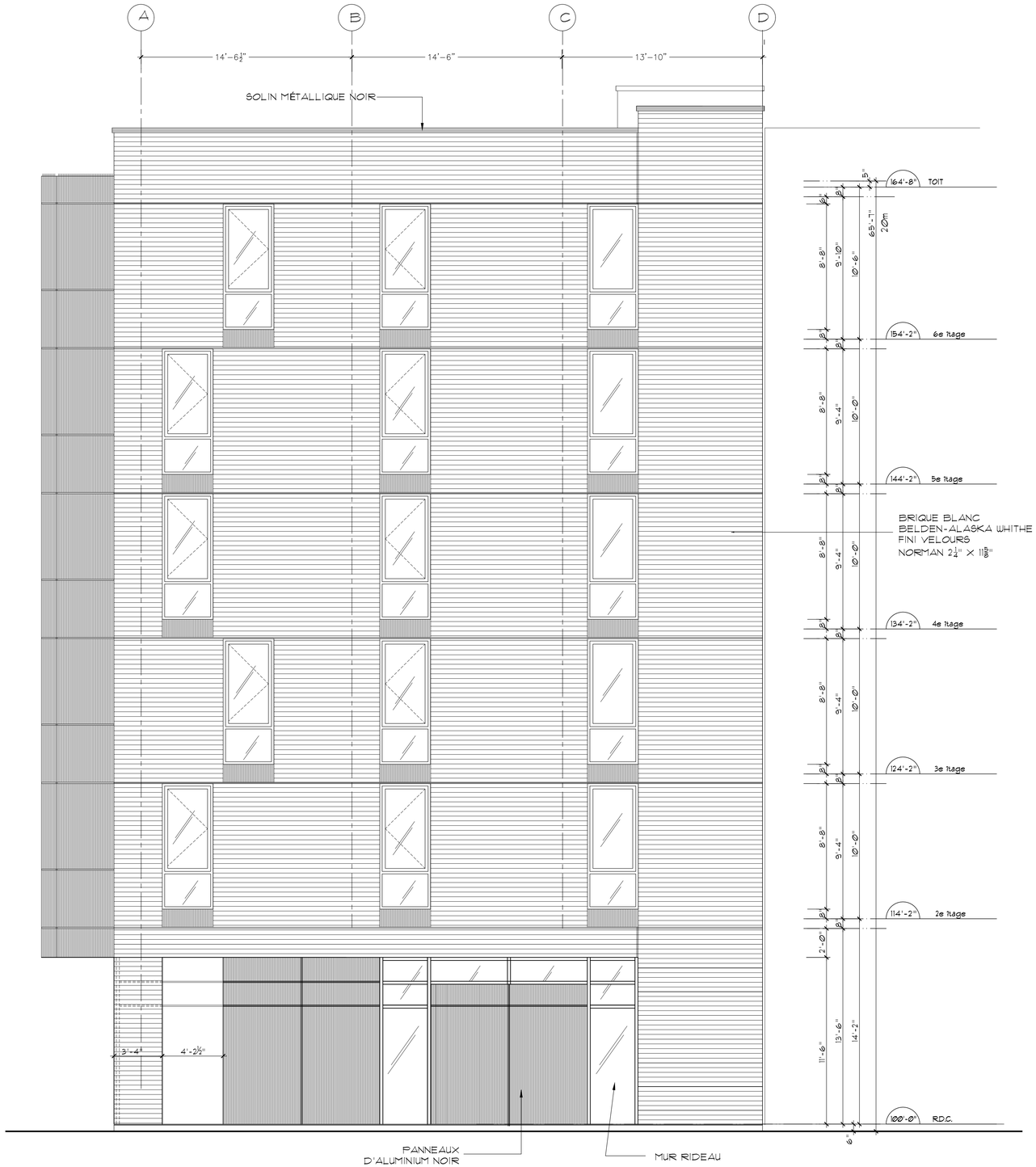




PHOTO DE LA BRIQUE INSTALLEE



MATERIELS ET COULEURS

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

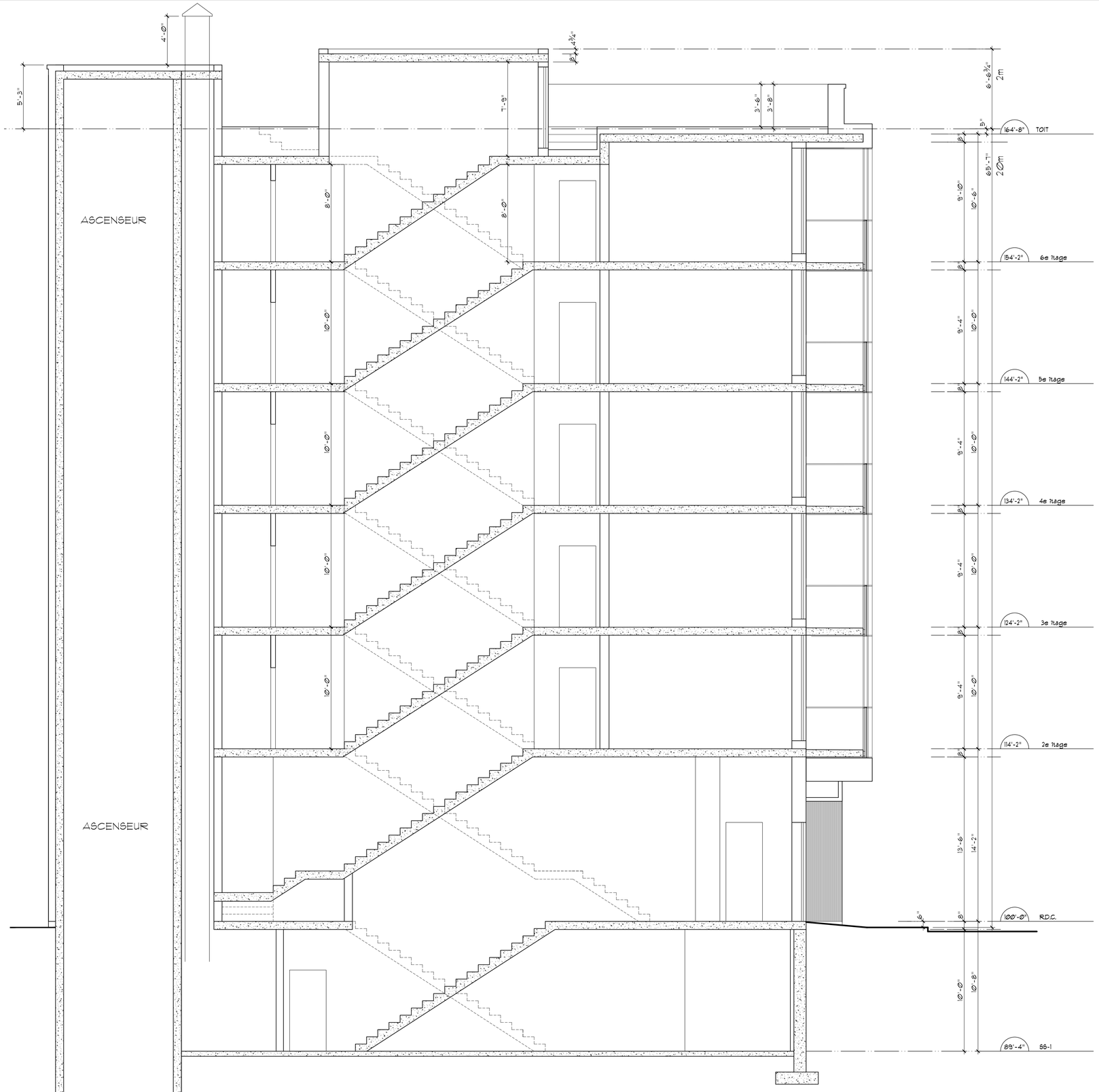
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION RUELLE &
MATERIELS ET COULEURS

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A402



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

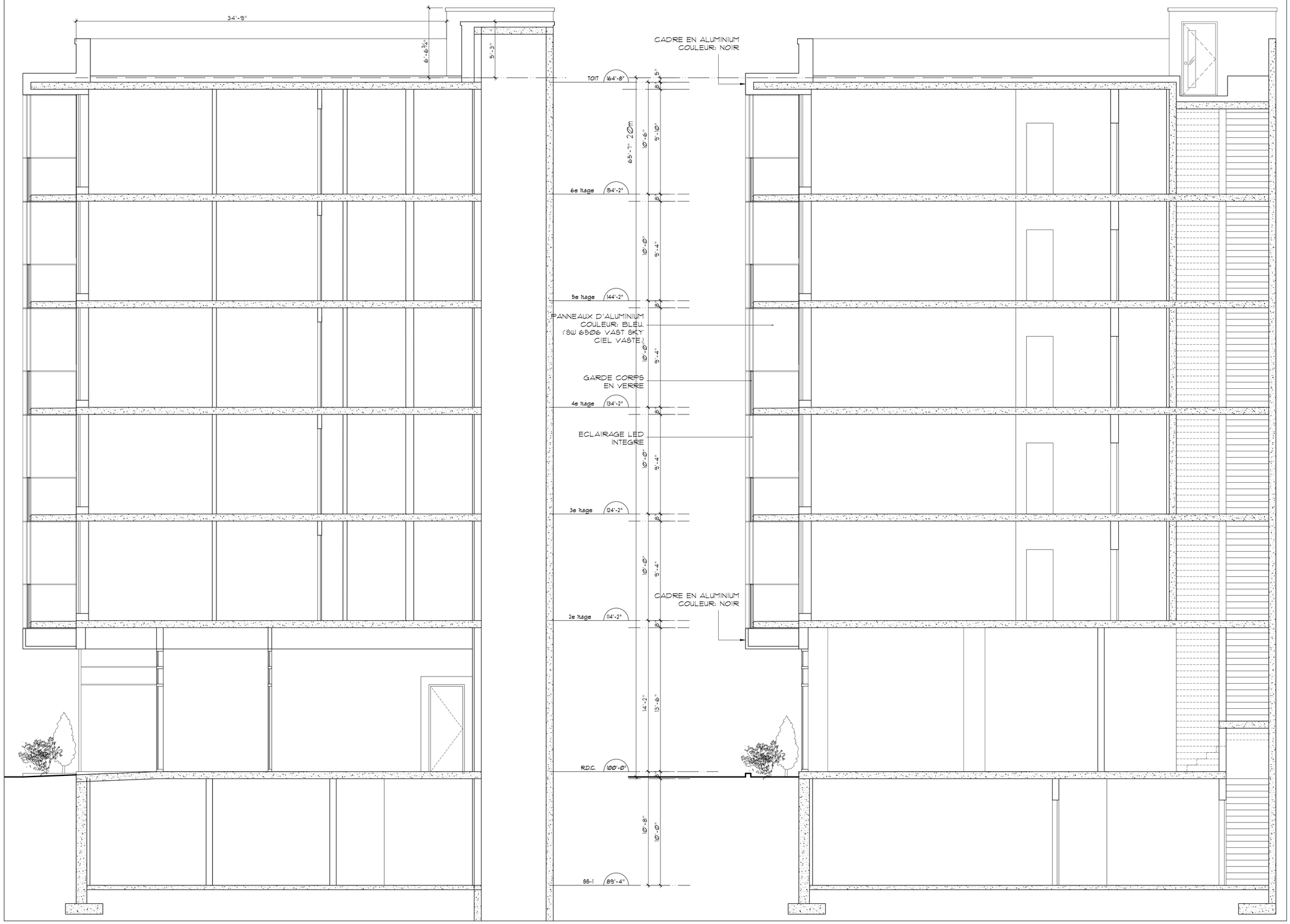
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

COUPES GENERALE
A-A

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-450



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

COUPES GENERALE
B-B

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A451

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

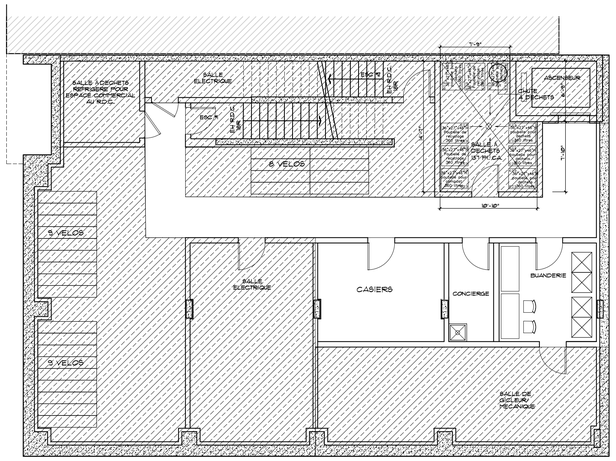
COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

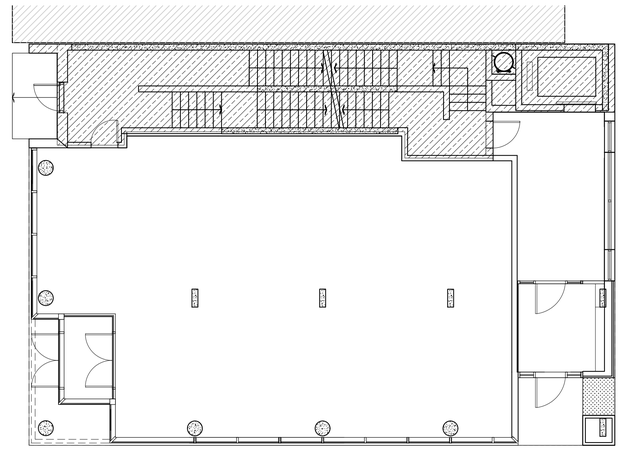
DENSITE:
4.5X3443=15,493 PI.CA.

DENSITE PROPOSE :
R.D.C. : 2,326 PI.CA
ETAGES 2-6 : 2,468 PI.CA.
SS-1: 827 PI.CA.

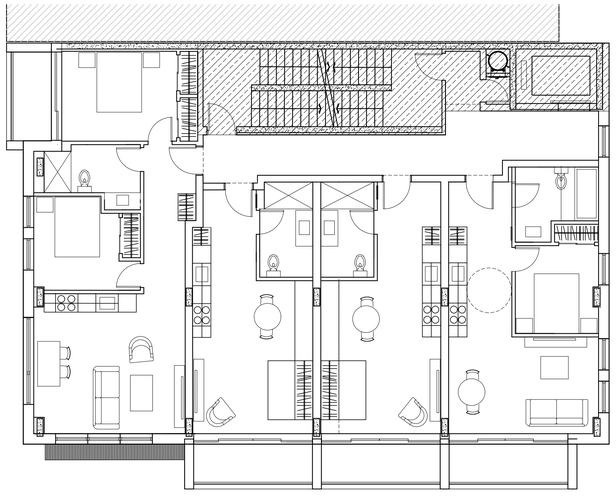
TOTAL: 2326+2468X5+744=15,410 PI.CA.



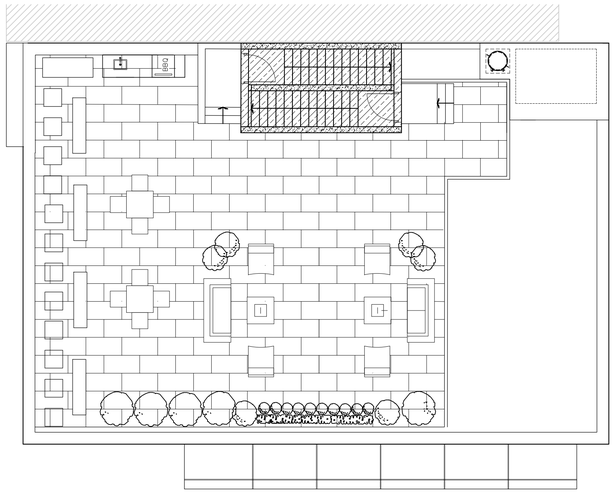
SS-1: TOTAL :2,892 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR , MECANIQUE, VELOS: 2, 148SQ.FT.
2892-2065=744 SQ.FT.



R.D.C. TOTAL :2,736 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 621 SQ.FT. 22.6%
15% REDUCTION PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 2736X15%=410 SQ.FT.
2736-410=2,326 SQ.FT.



ETAGES 2-6: TOTAL :2,889 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 421 SQ.FT. 14.6%
15% REDUCTION POUR PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR PERMIS
2,889-421=2,468 SQ.FT.



TOIT: TOTAL :179 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 179 SQ.FT. 100%

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 23, JUIN, 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES
4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

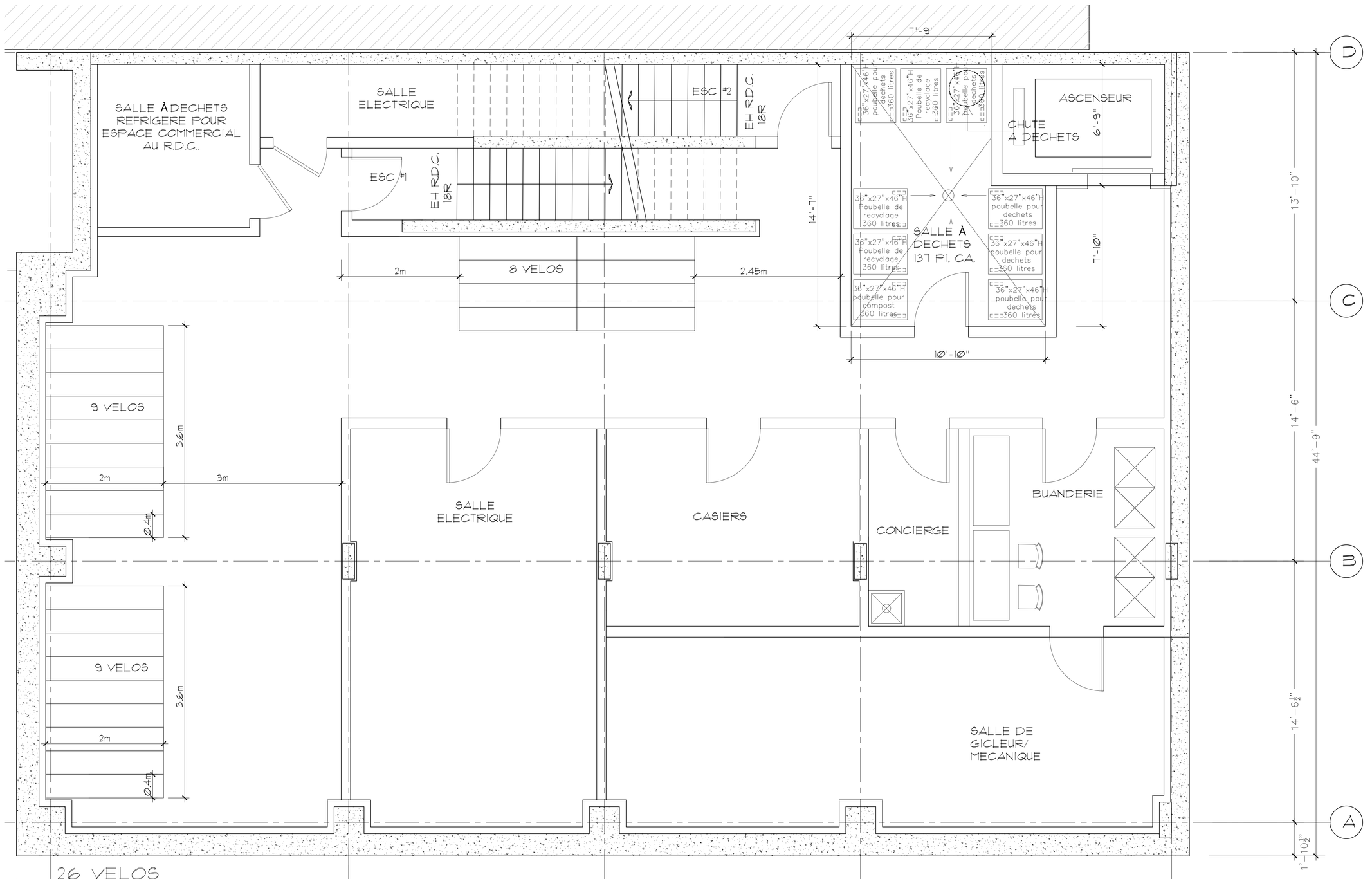
PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

TITRE

DENSITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/8"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
YHG	RG	A500



26 VELOS

1. Un minimum de 19 unités de stationnement sont requises. 1342m2 /70m2 = 19 unités (art. 612, 614).
2. Une voie de circulation d'une largeur d'au moins .2m doit être prévue et précisée pour l'aire de stationnement vélos (art.618.2.

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETIALS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECTS WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
INFOMATION	JUNE 18 2021
INFOMATION	JUILLET 13 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

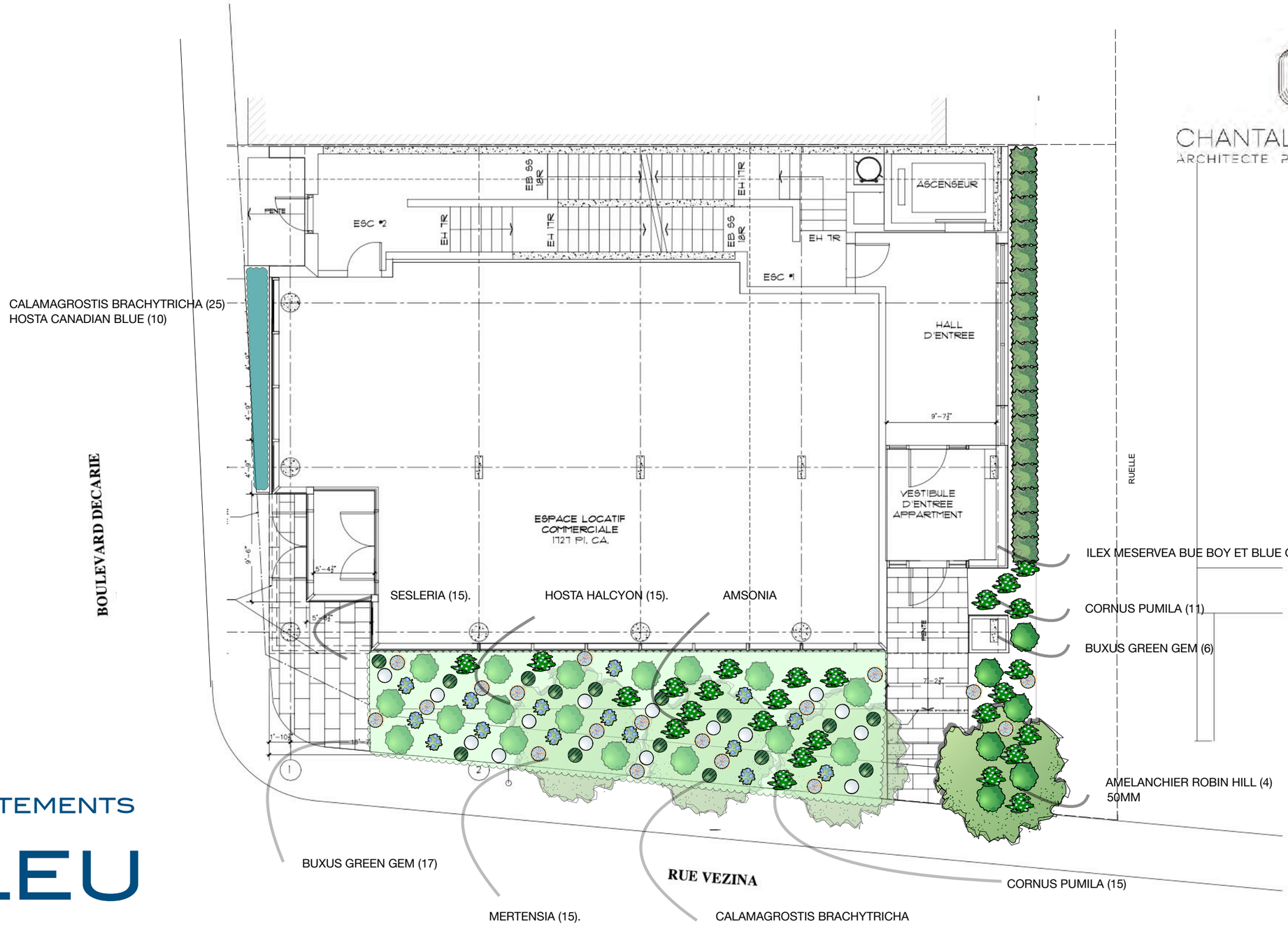
TITRE

VELOS

SALLE À DECHETS

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
3/16"=1'-0"	JUNE, 2021	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
YHG	RG	A150

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER



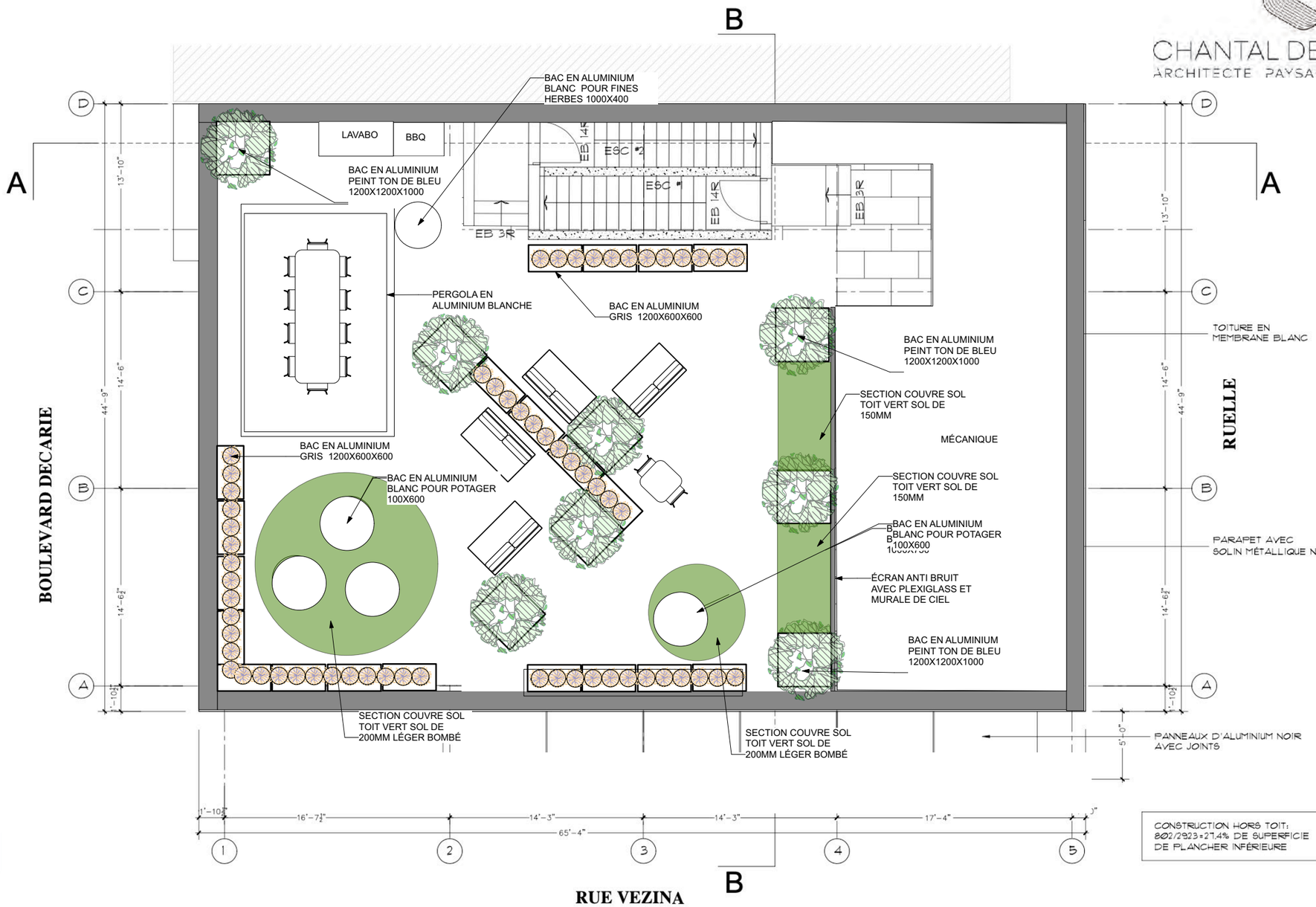
APPARTEMENTS

BLEU CIEL

1 APPARTEMENTS BLEU CIEL AMÉNAGEMENT PAYSAGER
Scale: 1:100

PLAN

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE PAYSAGISTE - DESIGNER



SUPERFICIE DE VERDISSEMENT REQUIS
AU TOIT
520PC 15% DE LA SUPERFICIE DU TERRAIN
CALCUL:
8 bacs à petits arbres= 128pc
5 potager: 60pc
20 bacs graminées=160 pc
Section de toiture verte: 200pc

=548pc de verdure

APPARTEMENTS

BLEU CIEL

TOIT TERRASSE

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER



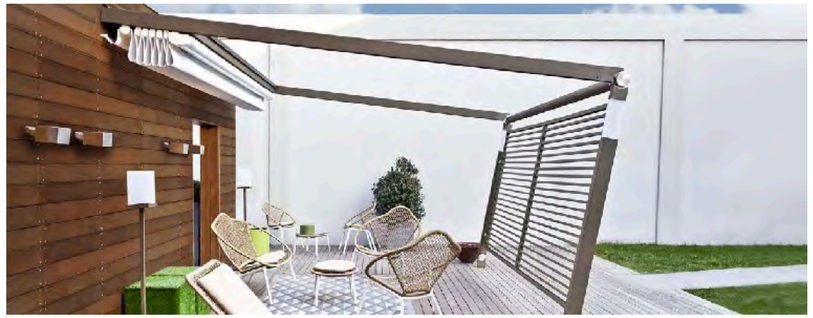








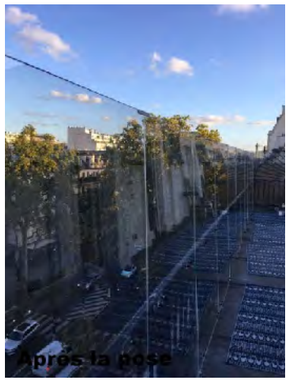
PANICUM NORTHWIND ET PANICUM VIRGATUM APPACHE ROSE



EXEMPLE DE PERGOLA ALUMINIUM



POTAGER ROND.
IMPRIMÉ POUR CACHER MÉCANIQUE.



ÉCRAN DE PLEXI ET IMAGE DE NUAGE.



SALIX VIMINALIS POUR
BAC CARRÉ

APPARTEMENTS

BLEU CIEL

TOIT TERRASSE

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER



BUXUS GREEN GEM



HOSTA CANADIAN BLUE



HOSTA HALCYON



AMÉLANCHIER ROBIN HILL



ILEX MESERVEA BLUE GIRL ET BLUE BOY



AMSONIA BLUE ICE



SESLERIA AUTOMNALIS



CALAMAGROSTIS BRACHYTRICHA



MUSCARI BLEU



MERTENSIA VIRGINICA

APPARTEMENTS

BLEU CIEL

VÉGÉTAUX

ÉTUDE DE VALEURS PATRIMONIALES ET ARCHITECTURALES **DU 6800 BOULEVARD DÉCARIE**



VERSION | 2021-08-05

ATELIER ROBITAILLE + THIFFAULT
ARCHITECTURE
DESIGN URBAIN
PAYSAGE

3641, Saint-Laurent, 3e étage
Montréal (Québec) H2X 2V5
T > 514-678-3952

www.atelierct.ca

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION

1.1 Mise en situation 5

1.2 Mandat et équipe de rédaction 6

1.3 Méthodologie 6

1.4 Principales sources 7
1.4.1 Sources physiques 7
1.4.2 Sources primaires 7
1.4.3 Sources secondaires 7

2. IDENTIFICATION DU SITE

2.1 Présentation du contexte urbain 8

2.2 Présentation du site 9

2.3 Certificat de localisation 10

3. DOCUMENTATION HISTORIQUE

3.1 Histoire du secteur 11

3.2 Histoire de l'îlot du 6800 boulevard Décarie 15

4. ÉTABLISSEMENT DE LA VALEUR PATRIMONIALE

4.1 Valeur documentaire 25
4.1.1 Ancienneté 25
4.1.2 Valeurs historiques 25

4.2 Valeur architecturale 26
4.2.1 Degré d'authenticité 26
4.2.2 État physique 27
4.2.3 Concepteur 40
4.2.4 Production courante 40
4.2.5 Synthèse des impacts de l'état physique 42

4.3 Valeur contextuelle 43
4.3.1 Aménagement du terrain 43
4.3.2 Cadre environnant 43
4.3.3 Point d'intérêt 43

4.4 Synthèse de la valeur patrimoniale 44

BIBLIOGRAPHIE 47

ANNEXES

A-1 Chaîne de titres

A-2 Rapport d'ingénierie

A-3 Estimation comparative des coûts de projet

1. INTRODUCTION

1.1 MISE EN SITUATION

La présente étude a pour objectif l'évaluation des valeurs patrimoniales et architecturales de l'immeuble commercial situé au 6800 boulevard Décarie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal.

L'étude est réalisée dans le contexte de la vente de l'immeuble à la compagnie 9410-2092 Québec inc., qui étudie un projet d'habitation pour l'ensemble du site.

Lors de notre visite du 16 juillet 2021, l'immeuble était occupé par la compagnie de sécurité Philips Security Agency.



Le 6800 boulevard Décarie, à l'angle de l'intersection avec la rue Vézina (photo: Google, 2019)

1.2 MANDAT ET ÉQUIPE DE RÉDACTION

C'est dans le cadre de la procédure d'analyse, d'un projet de développement impliquant la démolition d'une propriété existante que le mandat d'une étude de valeur patrimoniale de l'immeuble a été confié à l'Atelier Robitaille Thiffault. La portée de cette étude vise, d'une part, l'établissement de l'intérêt patrimonial de cet édifice et, d'autre part, l'évaluation sommaire de l'état de l'immeuble existant afin d'en préciser le degré d'authenticité et l'intégrité. Les conclusions de l'analyse devraient permettre de documenter et de guider les interventions à venir pour le 6800 boulevard Décarie.

La présente étude s'appuie sur les termes de référence en matière patrimoniale élaborés par la Division de l'expertise en patrimoine et de la toponymie de la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal. Christian Thiffault, architecte, a assuré la supervision de l'étude. Roxane Fortier, architecte, a réalisé la recherche documentaire et la co-rédaction du texte, en plus de la conception du document graphique.

1.3 MÉTHODOLOGIE

L'analyse de l'immeuble est réalisée en regard de la recherche sur l'évolution du cadre physique et de son usage, puis l'évaluation sommaire de l'état actuel du site et du bâtiment.

Cette étude s'appuie sur trois types de sources : les sources physiques, les sources primaires et les sources secondaires. Bien que peu de documents de sources primaires concernant le bâtiment comme tel aient été retrouvés, l'ensemble des documents permet d'avoir une idée juste quant à la valeur patrimoniale de l'édifice. Le document présent est le résultat de l'ensemble des recherches et analyses permettant ainsi de conclure l'étude.

1.4 PRINCIPALES SOURCES

SOURCES PHYSIQUES

Une inspection s'avérait essentielle pour documenter et comprendre le bâtiment. Il a été ainsi possible d'en évaluer les qualités architecturales (matériaux, détails, proportions, etc.), l'évolution et la condition physique observable aujourd'hui.

Les relevés qualitatif et photographique qui ont mené à l'évaluation de l'état général du bâtiment existant ont été effectués lors d'une visite le 16 juillet 2021.

SOURCES PRIMAIRES

Bien qu'il s'agisse d'un édifice modeste et qu'aucun des dessins architecturaux n'ait été retrouvé, certaines sources primaires utiles ont été consultées. À titre d'exemple, les chaînes de titre du Bureau de la publicité des droits de Montréal ainsi que les registres fonciers et les rôles d'évaluation foncière des lots permettent d'avoir une idée des dates de construction et de modifications des immeubles et de connaître le nom des propriétaires au fil du temps.

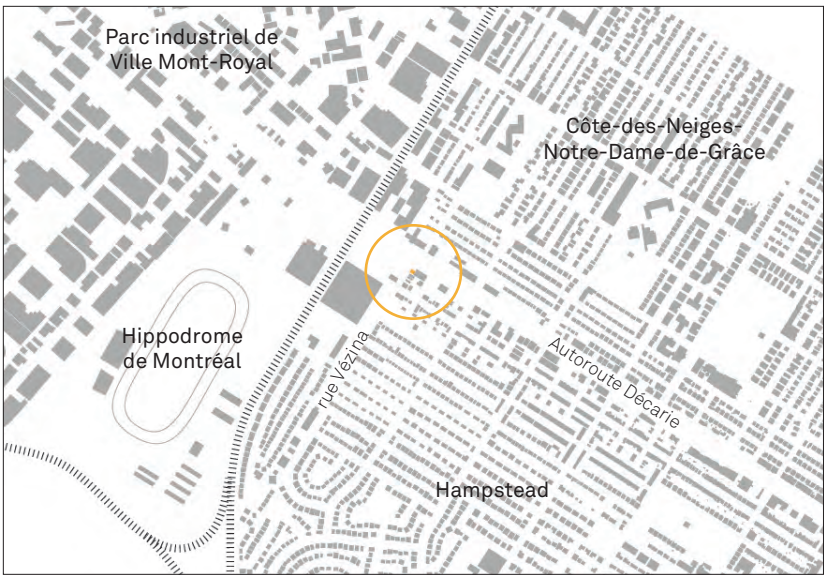
L'examen des archives a porté principalement sur les cartes d'époque, images satellites et photographies historiques qui démontrent l'évolution de la trame urbaine des lots et du secteur à travers le temps. Les principaux fonds et collections consultés sont ceux de la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec (Cartes et plans, Albums Massicotte) et du Musée McCord. Les chaînes de titre du registre foncier du Québec ont également été consultées.

SOURCES SECONDAIRES

Parmi les sources secondaires consultées, citons Montréal en évolution (MARSAN, 1974), l'Atlas historique de Montréal (ROBERT, 1994) et Pignon sur rue – Les quartiers de Montréal (BENOÎT et GRATTON, 1991).

2. IDENTIFICATION DU SITE

2.1 PRÉSENTATION DU CONTEXTE URBAIN



Le site se retrouve dans l'arrondissent de Côtes-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à la limite entre un secteur résidentiel de moyenne densité dans une trame régulière et un secteur commercial et industriel présentant de grands ensembles construits.

On remarque une forte présence de bâtiment à haute densité sur les artères automobiles tels que les bâtiments résidentiels à plusieurs étages, des bâtiments commerciaux et des bureaux.

En effet, le site à l'étude est localisé dans un secteur actif en developpement résidentiel.

site à l'étude



1



4



2



5



3



6

1
Station de Métro
Namur

2
Centre commercial
Décarie Square

3
Bâtiment de moyenne densité à usage mixte

4
Bâtiment de basse densité.
Maison et plex résidentiel

5
Parc Rosemary-Brown

6
Bâtiment de haute densité.
Usage mixte

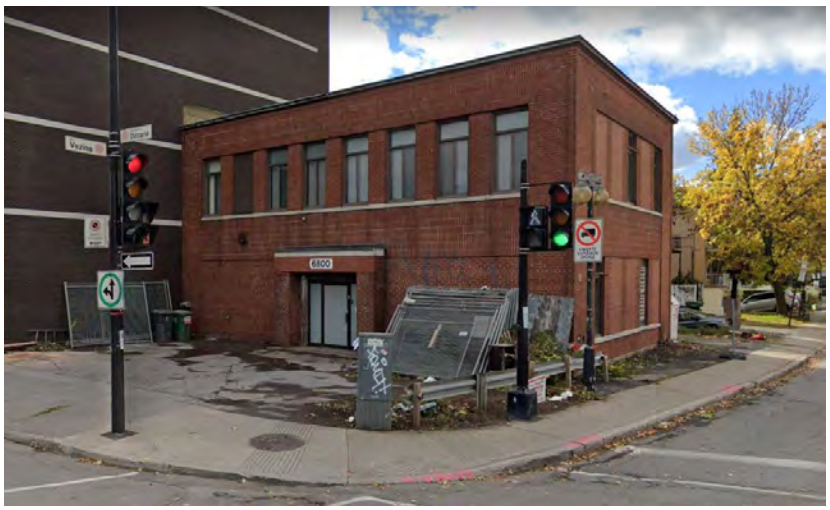
2.2 PRÉSENTATION DU SITE

Répertoriée par le numéro de lot 2 086 975 de la circonscription foncière de Montréal du cadastre du Québec, la propriété à l'étude se trouve dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce. Elle se situe sur le côté ouest du boulevard Décarie, au coin sud de la rue Vézina.

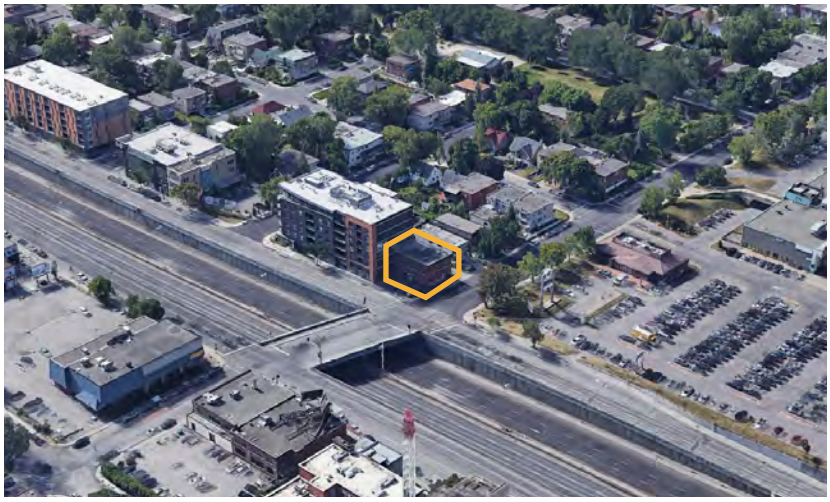
Localisé à la limite d'un secteur à dominante résidentielle, le bâtiment concerné par l'étude se trouve sur la voie de service de l'autoroute Décarie qui est un secteur mixte, à dominante commerciale.

Le terrain a une superficie totale de 319,9 m.ca. La propriété est composée d'un bâtiment industriel construit en 1957 occupant un peu plus de la moitié du site, soit 175,3 m.ca. L'immeuble à caractère fonctionnaliste présente une volumétrie simple cubique, à toit plat, sur deux étages hors sol. L'ensemble se compose majoritairement de briques.

La propriété présente un taux d'occupation de 55% et la totalité du terrain non construit est pavée ou asphaltée. Par conséquent, on n'y retrouve aucune végétation, mis à part quelques plantes en friche au coin la propriété sur l'intersection et derrière le batiment. La propriété comporte une entrée charretière pour les accès véhiculaires. L'accès principal au bâtiment se trouve sur la façade du bâtiment sur le boulevard Décarie et les issues de secours débouchent sur l'entrée charretière donnant sur la rue Vézina. Une espace de stationnement est aménagée devant l'immeuble, accessible uniquement par le boulevard Décarie.



1

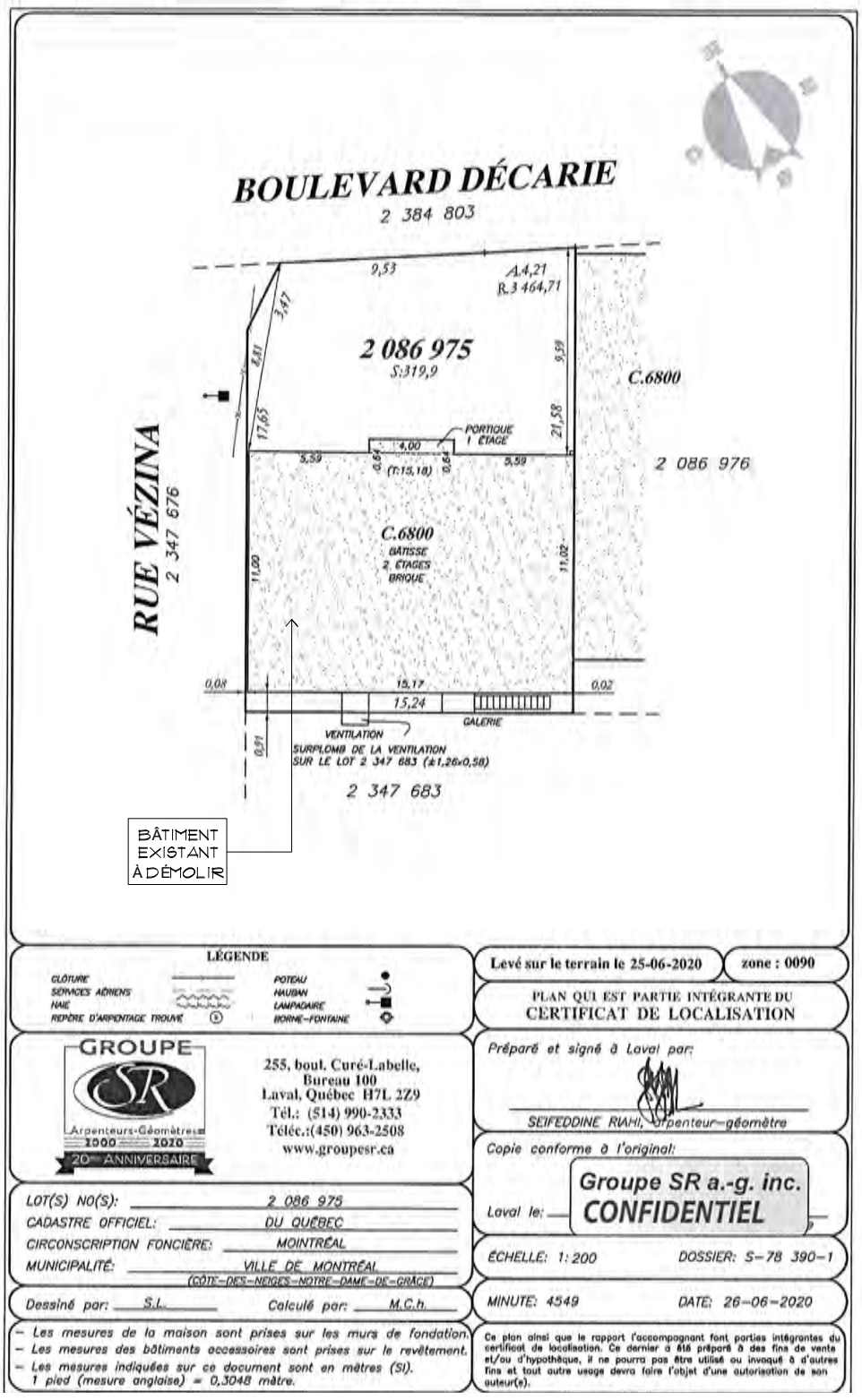


2

1
Photo du 6800 boul. Décarie (Google Maps, 2020).

2
Vue aérienne de la propriété du 6800 boul. Décarie (Google Earth, 2020).

2.3 CERTIFICAT DE LOCALISATION



3. DOCUMENTATION HISTORIQUE

3.1 HISTORIQUE DU SECTEUR

Plutôt excentré par rapport au centre-ville de Montréal, le secteur de Côtes-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, aux abords du Boulevard Décarie, s'est développé tardivement. Lors de la colonisation, les premiers établissements s'implantent d'abord sur le site du Vieux-Montréal et peu à peu les besoins d'approvisionnement alimentaire entraînent une mise en valeur agricole de la périphérie des bourgs.

La division du territoire selon le système seigneurial a une incidence importante sur le développement de l'île. Afin de procéder à la concession des terres, les seigneurs divisent l'île en côtes, au fur et à mesure des besoins. Celles-ci sont généralement définies selon divers incidents géographiques (relief, cours d'eau, forêt, etc.). Toutefois, la seigneurie de Montréal en raison de la forme en «boomerang» de l'île et de la présence du Mont Royal possède une configuration irrégulière comparativement au reste de la Nouvelle-France. Cette particularité du parcellaire influencera la disposition du premier réseau routier, notamment le Boulevard Décarie et le chemin Queen-Mary qui sont apparents sur la carte de Montréal en 1890.

Les figures ci-jointes nous permettent de situer l'emplacement du site en question du 6800 boulevard Décarie au sein de la seigneurie de Montréal, localisé dans des villages de Côte-des-Neiges et de Notre-Dame-de-Grâce. Ces villages se sont développés plus tardivement par rapport au reste de l'île en raison de leur localisation à l'intérieur des terres.

On remarque également que la division des terres dans le secteur qui nous occupe est de façon régulière, suivant l'orientation et les périmètres des anciennes seigneuries. Toutefois, le développement des rangs à l'ouest du Boulevard Décarie s'est fait perpendiculairement dans ce secteur, du chemin Queen-Mary jusqu'à la limite nord (aujourd'hui l'autoroute 40).

Pendant plus de deux siècles, la population du territoire actuel de Côte-des-Neiges -Notre-Dame-de-Grâce s'adonne majoritairement à l'agriculture. Les premières terres sont concédées aux colons français dès le XVII[e] siècle pour être défrichées et cultivées. Les produits des jardins maraîchers et des vergers exploités du XIX[e] siècle jusqu'au



1

1
Carte de Montréal en 1890, par Malingre (source : BANQ).
Division des terres selon le système seigneurial.

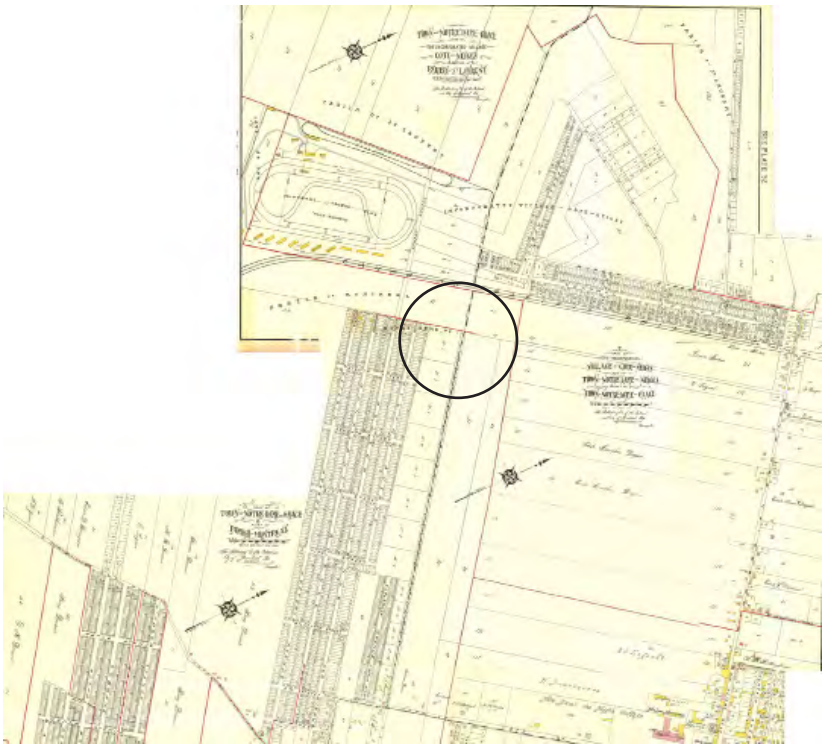
début du XXe siècle acquièrent une grande réputation, en particulier le melon de Montréal, que l'on réclame jusque dans les hôtels de New York.

La municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce, créée en 1876, est annexée à Montréal en 1910.

La municipalité du village de Côte-des-Neiges, créée en 1862, est annexée à Montréal en 1910. Au début du XXe siècle, son développement se concentre autour du village. Le caractère rural et champêtre du chemin de la côte des Neiges persiste pendant la première moitié du XXe siècle. Durant cette période, le développement urbain se fait lentement le long des grands axes (les actuels chemins de la Côte-des-Neiges, de la Côte-Sainte-Catherine et Queen-Mary).



2



3

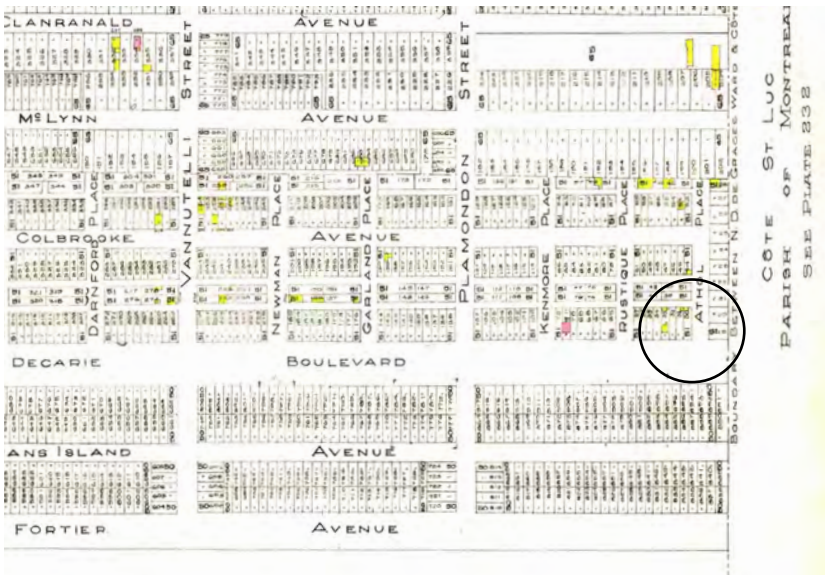
2
Extrait de Atlas of the City and Island of Montreal, 1879, par Hopkins (source : BANQ).
Le secteur à l'étude présente une trame urbaine parallèle au Boulevard Décarie.

3
Extrait de *Atlas of the island and city of Montreal and Ile Bizard*, 1907, A. R. Pinsoneault. (source : BANQ).
Le secteur à l'étude voit un début de subdivision des terres agricoles en trames perpendiculaires au boulevard Décarie.

L'expansion de la ville dès les années 1920 se calque sur le réseau de tramways, véritable système nerveux de la ville. Le réseau rejoint Notre-Dame-de-Grâce en 1908 et contribue grandement au développement du secteur en urbanisant les anciennes terres de la ferme Décarie. À ce titre, un autre élément ayant fortement contribué au développement du secteur est le prolongement du chemin Décarie vers le Nord alors qu'il se terminait autrefois à la hauteur de Snowdon. Le village se concentre autour de l'église Notre-Dame-de-Grâce.

Vers les années 1920, le secteur Notre-Dame-de-Grâce voit une augmentation des habitants anglophones due à l'inauguration du chemin de fer. On remarque donc la construction de nombreuses institutions anglophone telles que des écoles et des églises dont plusieurs sont qualifiées actuellement comme étant des édifices patrimoniaux.

Le développement urbain résidentiel du secteur en question débute avec grâce à l'inauguration progressive des lignes de tramway. On remarque que le Boulevard Décarie et le chemin Queen-Mary sont les seules dessertes de transport dans ce secteur selon le répertoire de tramway de Montréal en 1929. Ainsi, plusieurs immeubles de moyenne densité ainsi que des espaces commerciaux sont construits au long de ces grands axes de circulation vers les années 1930. On retrouve des grands logements dans des immeubles de trois ou quatre étages, certains ayant la typologie de conciergerie en forme de U avec cours et galeries. Les anciennes seigneuries se divisent en îlots résidentiels.



4



5

4
Extrait de *Atlas of the City of Montreal and vicinity in four volumes.* 1912-1914, Chas. E. Goad Co. (source : BANQ).
On remarque le lot 51 30 inhabités en 1913

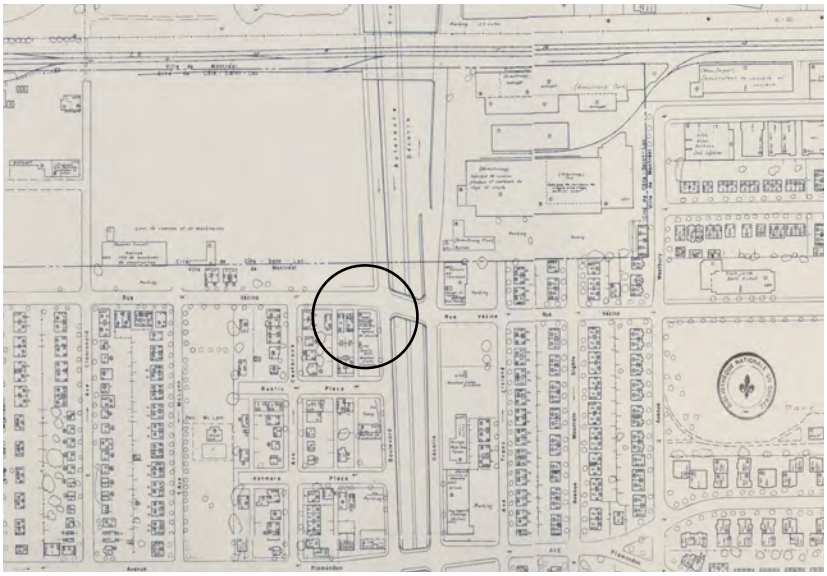
5
==Extrait de World *Atlas and Gazetteer*, 1939 (source : BANQ).
Vue globale du secteur d'auparavant de Notre-Dame-de-Grâce, Hampstead et Côte-St-Luc.



6

La deuxième moitié du XXe siècle est ensuite marquée par l'importance croissante de la voiture. Le réseau autoroutier se développe très rapidement dans les années 1960 et on assiste à une autre croissance urbaine importante cette fois associée au développement rapide de la banlieue. L'autoroute Décarie, ouverte en 1967, coupe à travers le quartier et transforme l'apparence du boulevard. On remarque ainsi sur les photos d'archives présentées dans cette étude que ce dernier était autrefois une rue importante pour le transport automobile et les industries. À proximité du site, on y retrouvait notamment les usines de Armstrong.

Depuis 2002, le quartier se joint à Côte-des-Neiges afin de devenir l'arrondissement Côtes-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.



7

6
Photo: carte de la compagnie des tramways de Montréal,1929. (source: archives BANQ).
On remarque le boulevard Décarie étant artère de transport en tramway en 1929.

7
Plan d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:600. en1975, Service d'urbanisme de la ville de Montréal. (source : BANQ).
On remarque le bâtiment du 6800 boulevard Décarie présent ainsi que son commerce documenté comme étant une agence de sécurité.

3.2 HISTOIRE DE L'ÎLOT DU 6800 BOULEVARD DÉCARIE

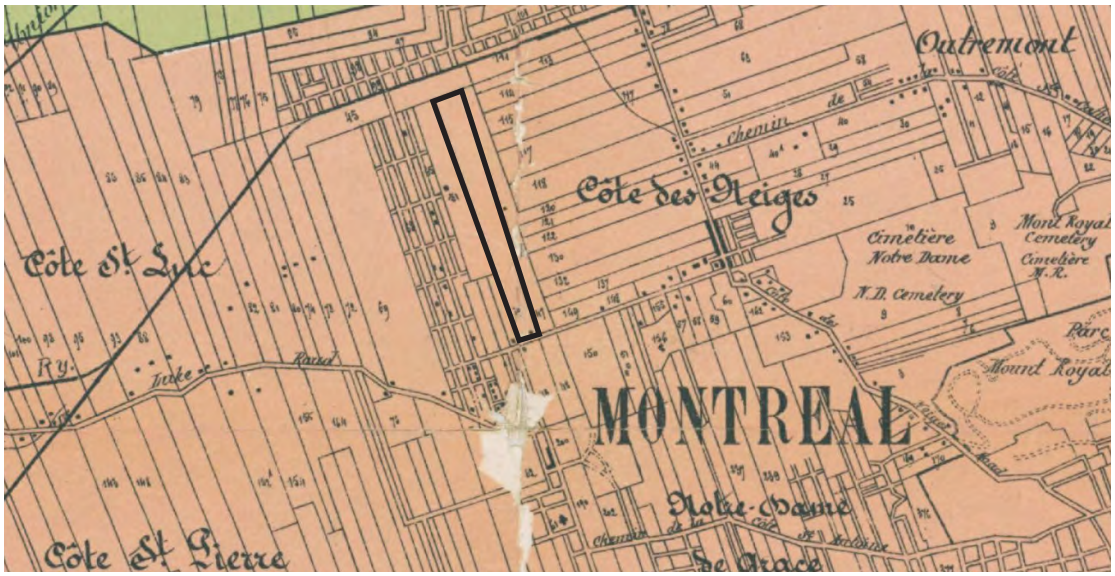
L'immeuble sis au 6800 boulevard Décarie est situé sur l'îlot compris la rue Vézina au nord, le boulevard Décarie à l'est, l'avenue Coolbrook à l'ouest et la place Rustic au sud.

Tel que mentionné précédemment, cette portion Côtes-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a longtemps été occupée par les terres agricoles. La carte de 1890 nous démontre que le boulevard Décarie et la rue Vézina qui bornent l'îlot sur laquelle se trouve actuellement la propriété qui nous concerne, découle du découpage en lots dessiné à la fin du XIX^{e}. Le lot actuel du projet concerné serait situé à l'extrémité du coin nord-est de la seigneurie parallèle au boulevard Décarie (annoté sur l'image no.1).

On peut voir que sur la carte qu'en 1913 l'îlot du 6800 Décarie semble avoir été subdivisé en trois îlots définit par le boulevard Décarie, la place Rustic, l'avenue Coolbrook et la place Athol (maintenant la rue Vézina). Les deux rues qui coupe cet îlot parallèle au boulevard Décarie se sont transformées graduellement depuis en entrée charretière, en ruelle verte et puis en cour privée. Il se peut que les lots 51-30 et 51-31 correspondent au lot actuel.

Sur la carte de 1945, on remarque la présence de quelques nouveaux immeubles proche du secteur. L'îlot 8234 est défini, sur lequel les lots étroits donnant sur le boulevard Décarie semblent avoir été fusionnés en 3 lots distincts.

C'est après l'inauguration de l'autoroute Décarie que le cadastre du secteur demeure presque identique à celui d'aujourd'hui. Ainsi, sur la carte de 1975, on observe le secteur ayant la majorité des immeubles résidentiels toujours présents, le parc Rosemary-Brown implanté ainsi que la rue Vézina (autrefois nommé place Athol).



1

1
Carte de Montréal en 1890, par Malingre (source : BANQ).
Division des terres selon le système seigneurial.

1913



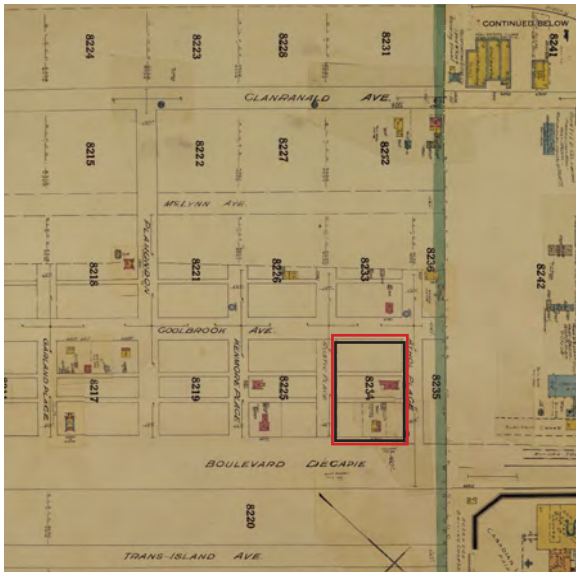
2A



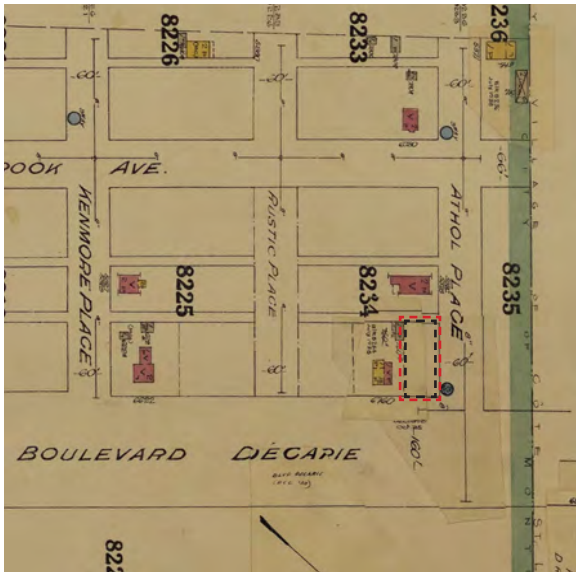
2B

2A, 2B
Extrait de *Atlas of the City of Montreal and vicinity in four volumes.* 1912-1914, Chas. E. Goad Co.
(source : BANQ).
L'îlot et le lot du 6800 boulevard Décarie en1913

1940



3A



3B

3A, 3B
Extrait de *Insurance plan of the city of Montreal, volume VII (including volume XV) including towns of Mount Royal and Hampstead.* Revised to 1940, Underwriters' Survey Bureau.
(source : BANQ).
L'îlot et le lot du 6800 boulevard Décarie en1940

îlot actuel
îlot sur la carte
lot actuel
lot sur la carte

1975



4A



4B

4A, 4B
Plan d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:600. en1975, Service d'urbanisme de la ville de Montréal. (source : BANQ).
L'îlot et le lot du 6800 boulevard Décarie en1975

2020



5A



5B

5A, 5B
Carte aérienne actuelle (source : Google earth 2020).
L'îlot et le lot du 6800 boulevard Décarie en2020

Les photographies plus anciennes du secteur de Décarie témoignent le passé agricole. La terre agricole appartenant à James Snowdon est à droite sur l'image no.6.



6

6
Photo du Boulevard Décarie en 1931.(Source: archives de Montréal)
La vue correspond aujourd'hui à l'endroit de la station Namur sur le boulevard Décarie.



7

7
Vue du Boulevard Décarie en 1943. (Source: archives de Montréal)
La vue correspond à l'intersection avec l'avenue Van Horne (à droite) et le boulevard Décarie vers le nord (à gauche).





8



9



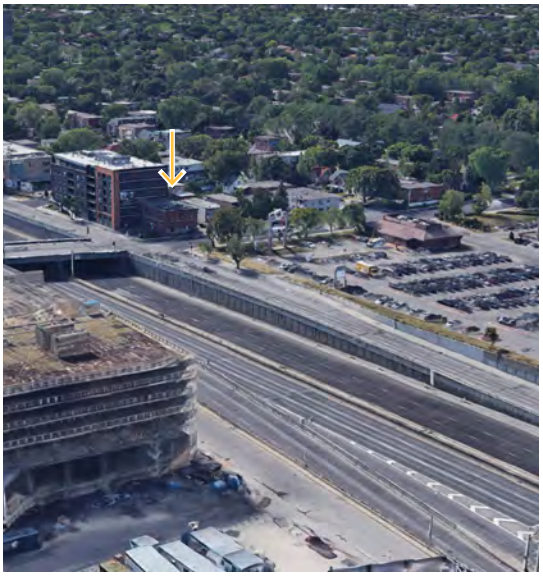
On aperçoit le bâtiment du 6800 boulevard Décarie dans son état original en 1961. L'immeuble ne semble pas avoir été rénové depuis à l'exception des fenêtres et de la porte d'entrée, sur laquelle une enseigne représentait la compagnie de sécurité "Dominion Electric Protection Co". On remarque les bâtiments de l'entourage proche ont été majoritairement démolis tel que les industries de la compagnie Pressure Pipe qui occupait l'îlot adjacent à celui du site, sur la rue Vézina. Les maisons à versants derrière le 6800 boulevard Décarie sont également démolies et laissent place à des plex.

8
Photo de la rue Vézina à l'intersection avec le boulevard Décarie en 1961 (source : archives de Montreal).

9
Vue de la rue Vézina à l'intersection avec le boulevard Décarie en 2020 (source : Google maps).
Vue comparative.



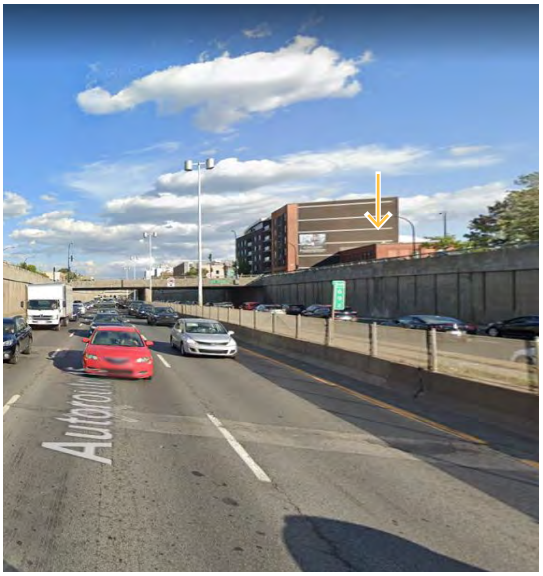
10



11



12



13

10
Photo aérienne du secteur en 1961. (Source: archives de la ville de Montréal)

11
Vue aérienne du secteur en 2020 (Source: Google earth 2020)
Vue comparative

12
Photo du boulevard Décarie en 1961. (Source: archives de la ville de Montréal)

13
Vue aérienne du secteur en 2020 (Source: Google earth 2020)
Vue comparative



14



15

La compagnie Pressure Pipe Limited tel que présent sur les photos en 1961 occupait l'immense îlot faisant face à celui du site sur la rue Vézina.

14
Vue de l'intersection entre la rue Vézina et le boulevard Décarie en 1961. (Source: archives de la ville de Montréal)

15
Vue depuis le passage ferroviaire Canadian Pacific vers un immeuble appartenant à Pressure Pipe Limited 2020 (Source: archives de la ville de Montréal)

Les usines de la compagnie Pressure Pipe ainsi que quelques plex donnant sur la rue Vézina ont été démolis pour laisser place à un espace de stationnement et le centre commercial Carré Décarie, construit en 1976.



16



17

16
Photo aérienne du secteur en 1976. (Source: archives de la ville de Montréal)
On remarque la présence de l'autoroute Décarie qui a été inaugurée en 1967. Les nouvelles constructions sont de plus haute densité.

17
Vue aérienne du secteur en 2020. (Source: Google earth 2020)
Vue comparative

4. ÉTABLISSEMENT DE LA VALEUR PATRIMONIALE

4.1 VALEUR DOCUMENTAIRE

4.1.1 ANCIENNETÉ

L'immeuble du 6800 boulevard Décarie fut construit au début du XXe siècle en 1957.

Nos recherches ne nous ont pas permis de dresser un portrait complet des modifications apportées au bâtiment. Toutefois, il est évident qu'aucune rénovation importante n'a eu lieu.

En termes d'ancienneté, les témoins du même type de bâtiment sont souvent vacants ou démolis pour laisser place à des constructions contemporaines.

Montréal compte un bon nombre d'ensembles industriels datant de la décennie suivant la Seconde Guerre mondiale. La grande majorité de ceux-ci présente la même architecture fonctionnaliste avec résurgence de détails décoratifs d'inspiration art déco en façade sur le boulevard Décarie L'architecture industrielle de ces années peut présenter des caractéristiques dignes de mention lorsque les techniques constructives dénotent l'influence de la modernité au niveau des matériaux employés, des espaces dégagés, de l'abondance de la fenestration ou de l'adaptation ingénieuse à un procédé industriel exigeant.

Dans le cas du bâtiment sis au 6800 boulevard Décarie, un degré de sophistication peu complexe des façades nous lègue une architecture à caractère utilitaire sans caractéristique digne de mention. L'ancienneté de l'immeuble n'est pas ici un critère à retenir puisque l'état physique des éléments intérieurs et extérieurs est en état de détérioration et d'abandon.

4.1.2 VALEUR HISTORIQUE

La propriété du 6800 boulevard Décarie, depuis sa construction en 1956, a été conçue comme une bâtisse commerciale de deux étages avec un sous-sol technique. Le revêtement extérieur étant composé de brique rouge.

La faiblesse des sources primaires consultées ne nous a pas permis à ce jour de connaître avec exactitude le nombre d'occupants ou le nombre de propriétaires qui se sont succédé, mais selon notre compréhension, le bâtiment aurait été occupé principalement comme bâtiment de service pour le secteur industriel.

Comme c'est souvent le cas pour les anciennes constructions industrielles et commerciales, la valeur historique des immeubles sur le boulevard Décarie est difficilement quantifiable étant peu ou pas documentée à l'exception des bâtiments d'importance tels que l'ancien Théâtre Snowdon.

4.2 VALEUR ARCHITECTURALE

4.2.1 DEGRÉ D'AUTHENTICITÉ

Selon les images d'archive retrouvées, le bâtiment du 6800 ne semble pas avoir subi de modifications importantes à son enveloppe outre quelques persiennes qui ont remplacé certaines fenêtres.

Implantée avec un recul important par rapport au trottoir le bâtiment tranche avec l'alignement des immeubles voisins. Ce bâtiment de coin est mitoyen avec l'immeuble résidentiel construit récemment 6 étages.

La façade principale sur le boulevard Décarie est peu ornementée et présente une symétrie avec l'entrée principale centrée.

La façade sur Isabella présente un aspect d'une grande sobriété avec quelques fenêtres ou persiennes.

La façade arrière ou latérale donne sur la ruelle et présente une marge de recul de 91cm où l'on retrouve l'escalier d'issue du 2e étage longeant le bâtiment. Cette façade de facture purement fonctionnelle ne présente aucune ornementation. On y retrouve aucune fenêtre, mais plutôt des persiennes et conduits de ventilation.



1

1
Vue du coin Décarie et Vézina (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

4.2.2 **ÉTAT PHYSIQUE**

La construction du 6800 boulevard Décarie présente un état général faible. Les composantes de l'enveloppe sont en majorité la brique avec des insertions de bandes horizontales de pierre. Les fenêtres ne sont pas d'origine et sont majoritairement en aluminium. La structure d'origine en béton est visible dans certains locaux techniques.

L'intérieur reflète assez peu ce que l'on devait y retrouver à l'origine, puisque, depuis plusieurs années, un local de serveur a été aménagé à l'étage. Par contre, étant donné la vocation technique de l'immeuble, il est peu probable que les espaces intérieurs aient présenté un intérêt architectural. Les composantes d'origine qui demeurent en place dénotent un important degré d'usure en lien avec le temps.

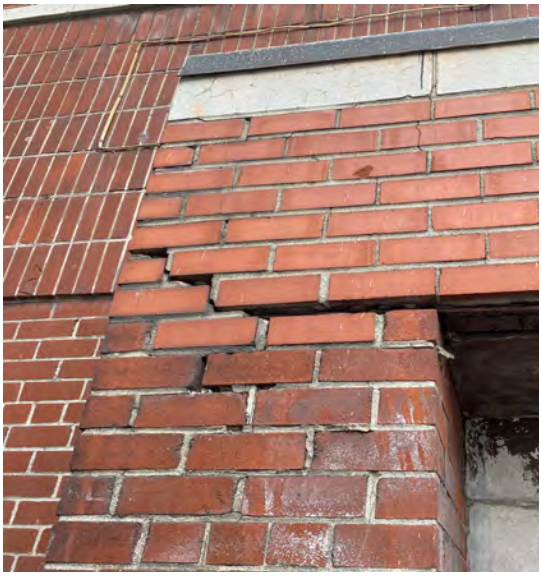
Le bâtiment étant toujours occupé, les systèmes de chauffage et de plomberie sont toujours en fonction ce qui n'a pas causé de dégradation supplémentaire au bâtiment existant.

Le recyclage de l'immeuble concerné est difficilement envisageable en raison de sa forme, de son implantation en fond de lot et de sa conception à vocation industrielle.

Pour toutes ces raisons, la conservation de cet immeuble dans son état physique actuelle ne présente pas d'intérêt significatif.



2



4



3



5

2
Façade élévation sur Décarie (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

3
Façade vue de Décarie (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

4
Fissures importantes dans la brique autour de l'entrée principale (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

5
Entrée principale (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



6



7



8



9

6
Rebus, végétation et graffitis, coin Décarie et Vézina (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

7
Détail de brique et de toiture en mauvaise condition (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

8
Rebus, végétation et graffitis, coin Décarie et Vézina (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

9
Stationnement extérieur en mauvaise condition (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



10



11



12



13

10
Coin arrière et rue Vézina
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

11
Fenêtre du 2e étage
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

12
Bande de terrain entre le bâtiment et le trottoir sur la rue Vézina
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

13
Fenêtre du 2e étage sur la rue Vézina
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



14



15



16

14
Persiennes à l'arrière du bâtiment
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

15
Façade arrière donnant sur la ruelle
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

16
Vitrine du commerce
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



17



18

17
Issue condamnée au RDC sur la façade arrière
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

18 et 19
Escalier d'issue du 2e étage sur la façade arrière vers la ruelle et accès au toit
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



19

20, 21, 22
Escaliers intérieurs et hall d'entrée
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



20



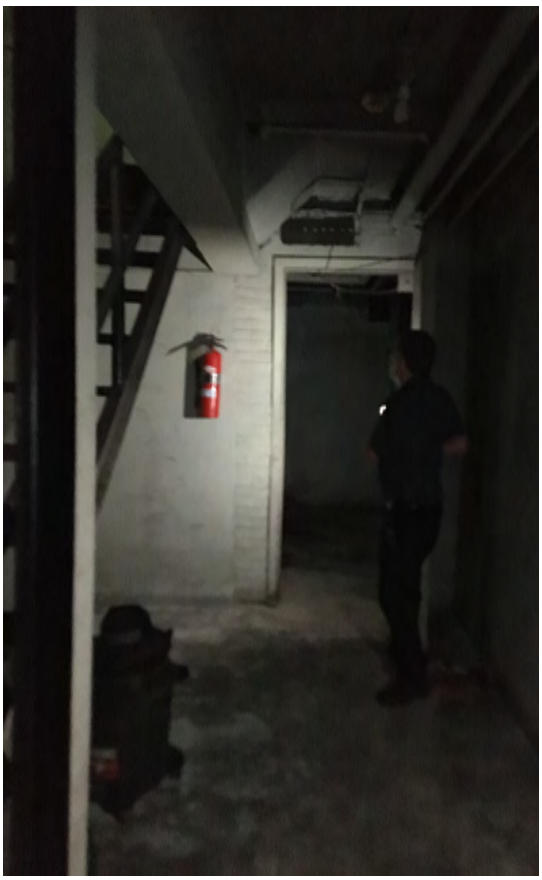
21



22



23



24

23, 24
Accès au sous-sol
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



25

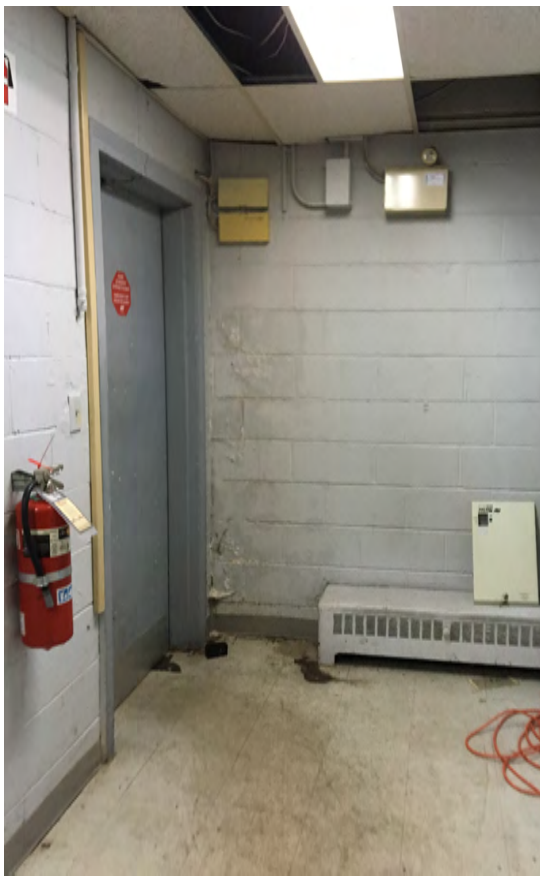


26

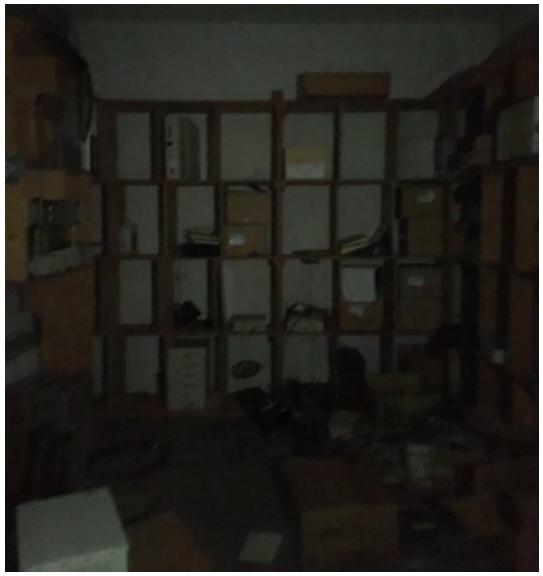
24, 25, 26
Local technique au sous-sol
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



27

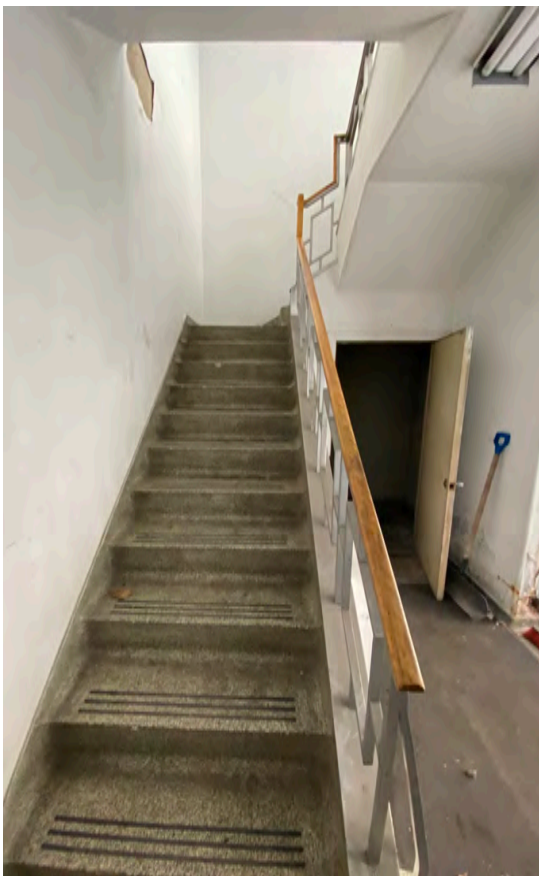


28

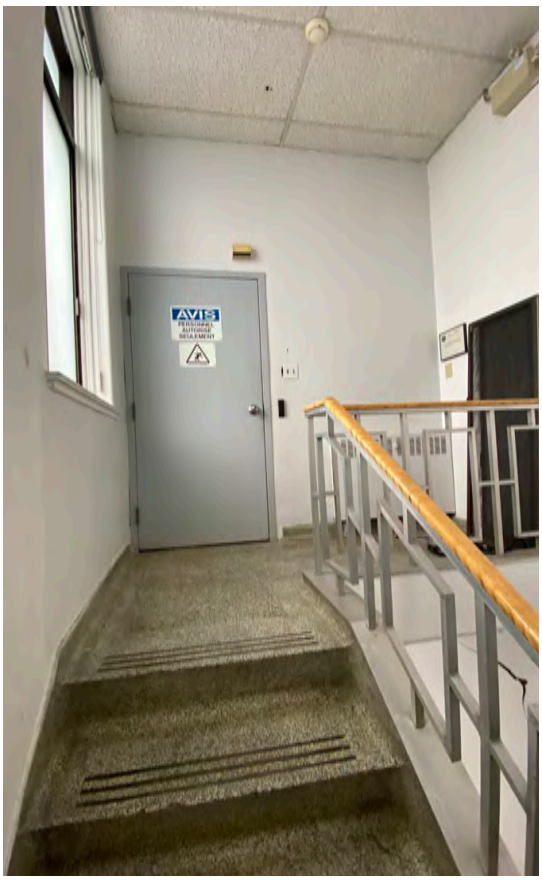


29

27, 28, 29
Locaux d'entreposage et atelier au RDC
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



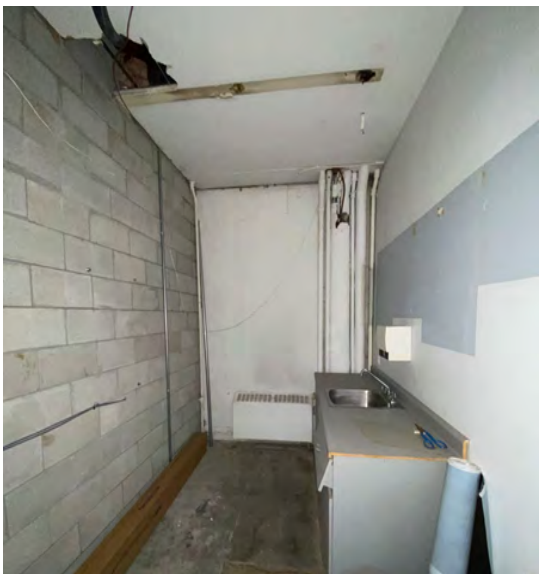
30



31



32



33

30, 31
Escalier principal d'accès au 2e étage
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

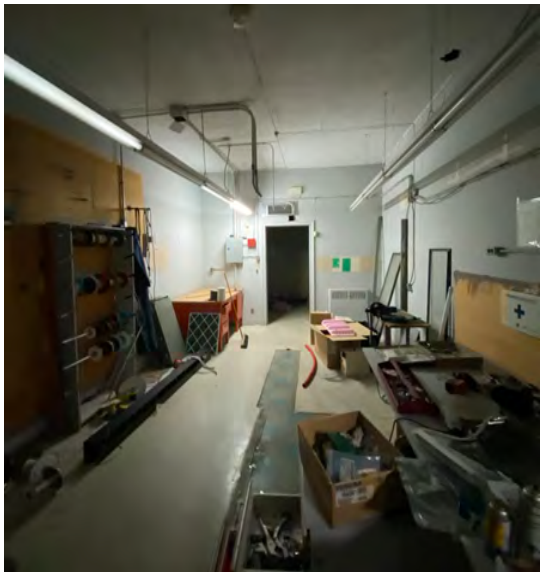
32, 33, 34, 35, 36, 37
Local technique au 2e étage
(source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



34



35



36



37



38



39



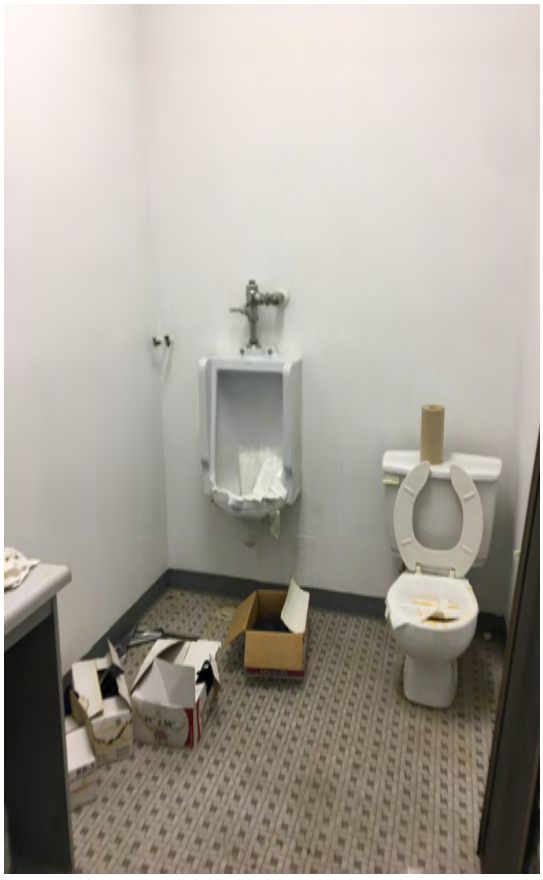
40



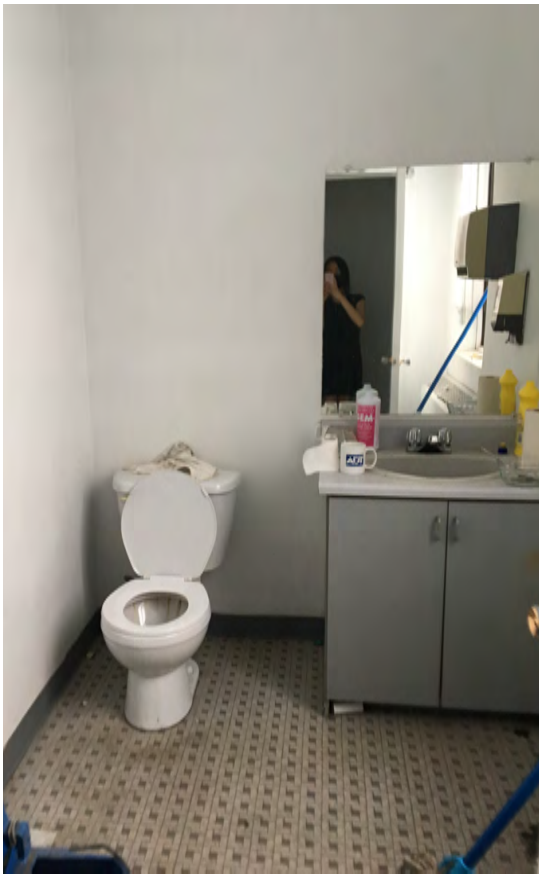
41

38, 39, 41
Local de serveurs au 2e étage (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)

40
Sortie de secours au 2e étage donnant sur l'escalier extérieur dans la ruelle (source : Atelier Robitaille Thiffault, 2021)



42



43

42
Salle de toilette hors d'usage
au 2e étage
(source : Atelier Robitaille
Thiffault, 2021)

43
Salle de toilette fonctionnelle
au 2e étage
(source : Atelier Robitaille



44



45

44, 45
Fenêtres au 2e étage
(source : Atelier Robitaille
Thiffault, 2021)

4.2.3 **CONCEPTEUR**

Les documents consultés ne nous ont pas permis d'identifier le concepteur de la construction sur le site.

4.2.4 **PRODUCTION COURANTE**

Le bâtiment situé au 6800 boulevard Décarie s'inscrit dans la vague d'industrialisation qui a pris d'assaut Montréal dans la période d'après-guerre. Le bâtiment de type industriel à caractère utilitaire est un représentant courant du type architectural que l'on retrouve systématiquement le long des corridors ferroviaires, dans les secteurs à vocation industrielle ou en insertion dans le tissu résidentiel. Le faible intérêt des espaces intérieurs ne permet pas d'isoler la propriété d'une production courante pour laquelle de nombreux exemples existent sur le territoire montréalais.



46



47



48

46
Bâtiment résidentiel adjacent
(source : Google Maps 2020)

47
Quartier résidentiel et mixte Westbury
(source : Google Maps 2020)

48
Stationnement automobile
(source : Google Maps 2020)

4.2.5 SYNTHÈSE DES IMPACTS DE L'ÉTAT PHYSIQUE DU BÂTIMENT EXISTANT

	Bâtiment existant	Exigences pour nouveau projet	Niveau de risque
Conformité au code du bâtiment			
Type de construction	Combustible (béton)	Incombustible (Acier, béton)	●
Protection incendie	Aucun système de gicleurs	Système de gicleurs requis	●
Parcours sans obstacle	Non	Requis pour un nouveau projet résidentiel	●
Séparations coupe-feu			
• Mur mitoyen	Inconnue	2h	●
• Plancher entre le S-S et RDC	Inconnue (non conforme)	2h	●
• Plancher entre Commerces et logements	Inconnue (non conforme)	2h	●
• Planchers entre logements	Inconnue (non conforme)	1h	●
• Escalier d'issue et puits d'ascenseur	Inconnue (non conforme)	2h	●
Conformité des issues	Non, 2 issues non conformes	2 issues requises	●
Valeur acoustique de l'enveloppe	Non conforme pour des logements	Requis (40 dBA)	●
Efficacité énergétique des bâtiments			
Enveloppe	Non conforme	Requis	●
Portes et fenêtres	Non conforme	Requis	●
Qualité de l'air intérieur			
Système de ventilation	Aucune mesure de contrôle de la qualité de l'air avec le système de ventilation existant	Idéalement requis en fonction d'un usage résidentiel et de la proximité de l'autoroute	●
Présence de contaminants	Présence d'amiante dans le plâtre et de résidus industriels	Éliminer les contaminants	●

Les couleurs représentent le niveau d'impact sur les occupants:

- ● impact léger au niveau du confort et l'accessibilité
- ● impact moyen pouvant affecter le confort et la sécurité
- ● impact important affectant la sécurité

4.3 VALEUR CONTEXTUELLE

4.3.1 AMÉNAGEMENT DU TERRAIN

L'immeuble du 6800 boulevard Décarie étant situé en fond du lot 2 086 975 un espace résiduel important est présent en façade occupé par une zone de stationnement envahie par une végétation en friche et des rebus.

Lors de notre visite du 16 juillet 2021, l'aménagement del'escalier d'issue donnant sur la ruelle était en condition de détérioration avancée et la végétation en friche occupe entièrement l'espace.

4.3.2 CADRE ENVIRONNANT

Bien qu'il soit situé face au Boulevard Décarie, le bâtiment ne constitue pas un point de repère important.

Il est cependant nécessaire de mentionner qu'en raison du niveau d'usure du bâtiment, de la valeur foncière qui grimpe ainsi que le développement de la ville favorisant une clientèle de locataire dans ce secteur, plusieurs constructions de ce type ont été rénovées ou rasées afin de favoriser des logements résidentiels contemporains.

4.3.3 POINT D'INTÉRÊT

L'importance historique ou symbolique de ce bâtiment au sein de la communauté de Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce n'a pu être qualifiée en raison de l'absence d'information dans les sources consultées.



Façade Décarie


Façade Vézina et arrière

4.4 SYNTHÈSE DE LA VALEUR ARCHITECTURALE ET PATRIMONIALE

BÂTIMENT DU 6800 BOUL. DÉCARIE

	Faible	Moyen	Fort
Valeur documentaire			
Ancienneté	●		
Valeur historique	●		
Valeur architecturale			
Degré d'authenticité		●	
État physique	●		
Concepteur	●		
Production courante	●		
Valeur contextuelle			
Aménagement du terrain	●		
Cadre environnant	●		
Point d'intérêt	●		
Intérêt patrimonial	●		



1

CONCLUSION

En raison de la faible valeur historique de l'architecture et de l'état physique impliquant des risques pour la sécurité des occupants, le maintien de l'immeuble est peu recommandable.

L'option de conserver l'immeuble existant pour y aménager un nouveau projet impliquerait n'est pas envisageable en raison du format de l'immeuble et des travaux de grande importance tel qu'une reconstruction d'une partie des systèmes structuraux hors sol et en sous-oeuvre, l'isolation de l'enveloppe, l'étanchéisation des fondations, le remplacement de toutes les portes et fenêtres, un repositionnement des escaliers d'issue, l'ajout d'un ascenseur et la reconstruction des planchers, cloisons intérieures et mur mitoyen pour assurer une résistance au feu adéquate.

Ainsi, la conservation des façades existantes qui représentent une valeur architecturale et patrimoniale faible n'est pas une option réaliste puisqu'elle serait complexe et onéreuse en raison de l'importance des travaux requis et des limites du site, en plus d'occasionner des délais et des désagréments inutiles pour le voisinage.

1
Le 6800
Boulevard Décarie
(Atelier RT, 2021)

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

CARTES

CHARLAND Louis, Plan de Montréal en 1801, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.
BOXER Frederick N., Plan de Montréal en 1861, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

GOAD, Charles E. Plan of the City of Montreal, 1909, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, volumes 1 à 12, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal et Direction du développement urbain de la Ville de Montréal.

HOPKINS, H.W. Atlas of the City and Island of Montreal, 1879, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

PINSONEAULT, A.-R. Atlas of the Island of Montreal and Ile Bizard, 1907, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

SICOTTE Louis-Wilfrid, Plans officiels de la paroisse de Montréal, 1878, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

SERVICE D'URBANISTE DE LA VILLE DE MONTREAL. Plans d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:600, 1930,-1957,Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY, 1929.Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

MALINGRE. Carte de Montréal en 1890, Bibliothèque nationale du Québec à Montréal.

ÉTUDES

VILLE DE MONTRÉAL - Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, « Processus d'analyse de l'intérêt patrimonial d'un lieu : version préliminaire ». Ville de Montréal, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine; Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise.

LIVRES

BENOÎT, Michèle et Roger GRATTON. 1991. « Pignon sur rue - Les quartiers de Montréal ». Montréal, Guérin.

ROBERT, Jean-Claude. 1994. « Atlas historique de Montréal ». Montréal, Art Global.

MARSAN, Jean-Claude. 1974. « Montréal en évolution ». Montréal, Fides.

SITES INTERNET

Archives de la Ville de Montréal : http://archivesdemontreal.ica-atom.org

Histoire du boulevard Décarie: http://archivesdemontreal.com/2019/04/18/le-boulevard-decarie-avant-lavenement-de-lautoroute/

Bibliothèque et Archives nationales du Québec : http://www.banq.qc.ca

Bing Maps : http://www.bing.com/maps/

Évaluation foncière : http://evalweb.ville.montreal.qc.ca

Google Maps : https://maps.google.ca

Histoire de Notre-Dame-de-Grâce : https://imtl.org/quartier/Notre-Dame-De-Grace.php

Histoire de Notre-Dame-de-Grâce : https://montreal.ca/apropos/cote-des-neiges-notre-dame-de-grace

Registre foncier du Québec en ligne : http://www.registrefoncier.gouv.qc.ca/Sirf/

Ville de Montréal : http://ville.montreal.qc.ca.

ANNEXES

CHAINE DE TITRES

LOT 2 086 975 (Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce)

1957	**ANNÉE DE CONSTRUCTION**
	PROPRIÉTAIRE(S) INCONNU(S)
2012	**DOMINION ELECTRIC PROTECTION CO**
2018	**TYCO INTEGRATED SECURITY CANADA. INC.**
2019	**TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY CANADA. INC.**
2020	**9418 - 9479 Québec Inc.**

RÉALISATION DE L'ÉTUDE

Ont collaboré à la réalisation de cette étude :

ATELIER ROBITAILLE + THIFFAULT
3641 boulevard Saint-Laurent,
Montréal (Québec) H2X 2V5
t. 514.678.3952
www.atelier-rt.ca | info@atelierct.ca

Christian Thiffault, architecte MOAQ (Montréal)
Christine Robitaille, architecte MOAQ (Montréal)
Roxane Fortier, architecte MOAQ (Montréal)

Ce document est la propriété de ATELIER ROBITAILLE + THIFFAULT.
Toute reproduction même partielle ne peut se faire sans son approbation préalable.

ATELIER
ROBITAILLE +
THIFFAULT

3641, Saint-Laurent, 3e étage
Montréal (Québec) H2X 2V5
T > 514-678-3952

www.atelier-rt.ca

Rapport d'ingénierie

Projet : **Inspection de condition pour nouv. projet**
Adresse : **6800 Boulevard Décarie Montréal, QC**
Client : M. Sean Erez
Projet No : 2148
Rapport No : 2148-01

Date : 22 mars 2023
Modifiée le :
Préparé par : Jean-Charles Lavigne,
Vérifié par : Mohsen Zarrabi, ing

ZARRABI ET ASSOCIÉS INC.
245 Victoria, Suite 530
Westmount QC
Tél: (514) 817-4984
info@zarrabietassocies.com
www.zarrabietassocies.com

À l'attention de : M. Sean Erez

1 Description du projet

1.1 Introduction

Selon votre demande, nous vous fournissons un court rapport pour l'inspection de la propriété dont vous nous avez confié le mandat. Ce rapport vise essentiellement à évaluer l'état structural du bâtiment existant afin de déterminer s'il peut être inclut dans le projet de développement résidentiel et commercial prévu sur le site.

Le projet consiste essentiellement à augmenter la superficie habitable sur le site ainsi qu'à augmenter la hauteur total du bâtiment en ajoutant 4 étages (total final de 6 étages et 1 sous-sol). La modernisation de l'enveloppe est également prévue. (Photos 1)

1.2 Inspection

Pour ce rapport, nous avons procédé à une analyse visuelle de la condition du bâtiment. Aucun échantillon n'a été prélevé lors de la visite. Notre visite des lieux s'est déroulée le 10 mars 2021 vers 8h00 pour une durée d'environ 1 heure. Prendre note que les photos présentes dans le rapport ont été prises lors de cette visite.

1.3 Description sommaire du bâtiment existant

1.3.1 Il s'agit de bâtiments industriels de 2 étages abritant une salle de serveurs et des entrepôts de matériaux électroniques.

1.3.2 On retrouve un sous-sol partiel ne couvrant pas toute la superficie de la bâtisse. Le sous-sol abrite une salle mécanique (chaufferie).

1.3.3 Le bâtiment est d'une constitution structurale mixte en béton armé pour la partie avant (Photos 2) et en structure d'acier avec dalle sur pontage métallique pour la partie arrière (Photos 3).

1.3.4 La fondation est en béton coulé.

1.3.5 Le revêtement principal est de la maçonnerie de briques.

1.3.6 Les murs extérieurs et intérieurs sont en blocs de béton (Photos 4).

2 Observations

En général, le bâtiment est dans un état acceptable, mais on note certaine déficiences :

2.1 Défaillances architecturales

2.1.1 L'étanchéité à l'eau de la majorité des ouvertures de portes et fenêtres est défaillances. On note plusieurs fuites d'eau et des dommages dans les finis autour des ouvertures (Photos 5). De l'extérieur, les joints de calfeutrant sont à remplacer et plusieurs fenêtres sont désuètes.

2.1.2 L'étanchéité à l'eau des compositions des murs est défaillante. Aucune membrane extérieure ne semble être présente. On note aussi plusieurs fissures dans la le revêtement de briques autour du bâtiment (Photos 7).

2.1.3 Aussi, on ne retrouve presqu'aucun contrôle thermique ni isolant dans les compositions.

2.2 Défaillances structurales :

2.2.1 Le parvis et la marquise d'entrée sont instables. On notre plusieurs signes de mouvement comme des fissures dans la brique et la dalle du parvis (Photos 9). Le problème semble être causé par l'affaissement de la fondation de cette partie de la bâtisse. La réparation ou la démolition est nécessaire

2.2.2 On note certaines autres fissures dans le revêtement de briques sur le côté droit de la bâtisse (Photos 7). Ces dernières sont plutôt mineures. Elle semble être causé par la dilatation thermique et la présence de faiblesses naturelles dans la géométrie (joint verticaux). La corrosion de certains linteaux libres a pu également causer des contraintes et des fissures autour des ouvertures. Il ne semble pas y avoir d'instabilité pour l'instant.

2.2.3 L'escalier de secours extérieur est rouillé (Photos 8). Ça capacité structurale n'est pas menacée pour l'instant, mais il devrait être repeint bientôt pour éviter toute perte de capacité future.

2.2.4 One remarque de petites fissures dans les murs de fondation au sous-sol et dans l'escalier (Photos 10). Le phénomène est mineur et peut être dû au manque d'armature dans le mur et à de petits mouvements de la fondation.

3 Analyse

3.1 Condition générale de l'existant

À la lumière de nos observations et si on exclut le parvis d'entrée, le bâtiment inspecté ne représentent pas de déficience structurale majeure. La structure semble même plutôt en bonne condition.

Du côté architectural, le bâtiment reflète les normes et méthodes de son époque et il y a pratiquement aucun élément conforme aux normes d'aujourd'hui. L'absence de membrane et d'isolant dans les compositions de murs rend le bâtiment peu efficient en énergie et prompt à l'infiltration d'eau. Cependant, le manque d'entretien est la cause principale de l'infiltration d'eau notée sur place (Photos 6). Il est aussi possible qu'il y ait contamination par champignons et moisissures. Le remplacement de tous les finis intérieurs est recommandé.

3.2 Évaluation de l'intégration structurale du bâtiment existant au nouveau projet

Bien qu'il soit en bon état structural, intégrer le bâtiment existant au nouveau projet est pratiquement impossible selon notre analyse.

3.2.1 La structure existante n'a pas la capacité pour permettre l'ajout de plusieurs étages. C'est impossible de construire la nouvelle structure par-dessus, car le projet prévu est en béton armé et donc très lourd. Ce type de construction ne peut pas être ajouté par-dessus une charpente d'acier légère ou des murs de maçonnerie (blocs de béton).

3.2.2 Le bâtiment existant ne dispose pas de système de résistance de charges latérales suffisant pour absorber les charges sismiques des nouveaux étages prévus. Ajouter des murs de refend est possible, mais il serait difficile d'y attacher efficacement les planchers existants.

3.2.3 La nouvelle empreinte au sol prévue est différente de celle du bâtiment existant. En effet, les façades existantes sont trop reculées par rapport à la rue. Le projet prévoit une façade alignée sur la ligne de lot sur le boulevard Décarie et plus près de la rue Vézina également. C'est une problématique importante, car en déplaçant la position des façades, les colonnes existantes se retrouvent mal situées dans le volume intérieur. Cette situation devient vite un case tète du point de vue architectural qu'il vaut mieux éviter.

3.2.4 Le nouveau projet prévoit un sous-sol sur toute la superficie. Pour le réaliser, il faudrait donc une excavation complète sous le bâtiment existant. Vu les nombreux murs de blocs de béton et la géométrie existante, cette opération serait difficile et dangereuse, voire impossible.

3.3 Sommaire des travaux qui seraient requis pour intégrer le bâtiment existant au nouveau projet

3.3.1 Démolition du revêtement de briques et des finis intérieurs pour isolation et décontamination.

3.3.2 Remplacement des ouvertures.

3.3.3 Démolition complète des façades sur Décarie et Vézina.

3.3.4 Déplacement et renforcement des colonnes principales. Le renforcement des poutres et des planchers eux-mêmes est possiblement requis.

3.3.5 Ajout de murs de refends pour la stabilité latérale.

3.3.6 Excavations en sous-œuvre et remplacement de toutes les fondations.

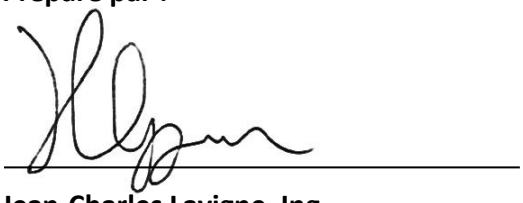
4 Conclusion

Avec le constat de tous les travaux requis, on est plutôt d'avis que la meilleure solution du point de vue économique et environnementale est de démolir le bâtiment existant. Vu les critères et objectifs visés par le nouveau projet de développement, le design architectural de la bâtisse originale sera perdu de toute façon dans le processus. Comme elle est sans valeur, conserver et renforcir seulement la charpente du bâtiment est donc inutile et selon nous. Cela poserait des défis énormes qui complexifieraient le projet inutilement.

On recommande fermement la démolition de bâtiment existant afin de facilité la construction du nouveau projet sur le site. Le nouveau bâtiment sera alors beaucoup plus uniforme et performant énergétiquement, qu'il serait possible de réaliser en intégrant le bâtiment existant. Il répondra également mieux à vos besoins en évitant les contraintes architecturales engendrées par ce dernier.

Nous espérons ce document à votre entière satisfaction et n'hésitez pas à communiquer avec nous pour de plus amples informations.

Préparé par :



Jean-Charles Lavigne, Ing

OIQ No. : 5052536

Vérifié par :



Mohsen Zarrabi, Ing

5 Photos



Photos 1 – Perspective extérieure du projet prévu (extrait plan Rubin + Goldenberg)



Photos 2 – Structure de béton typique du bâtiment existant.





Photos 3 – Structure d'acier typique du bâtiment existant.



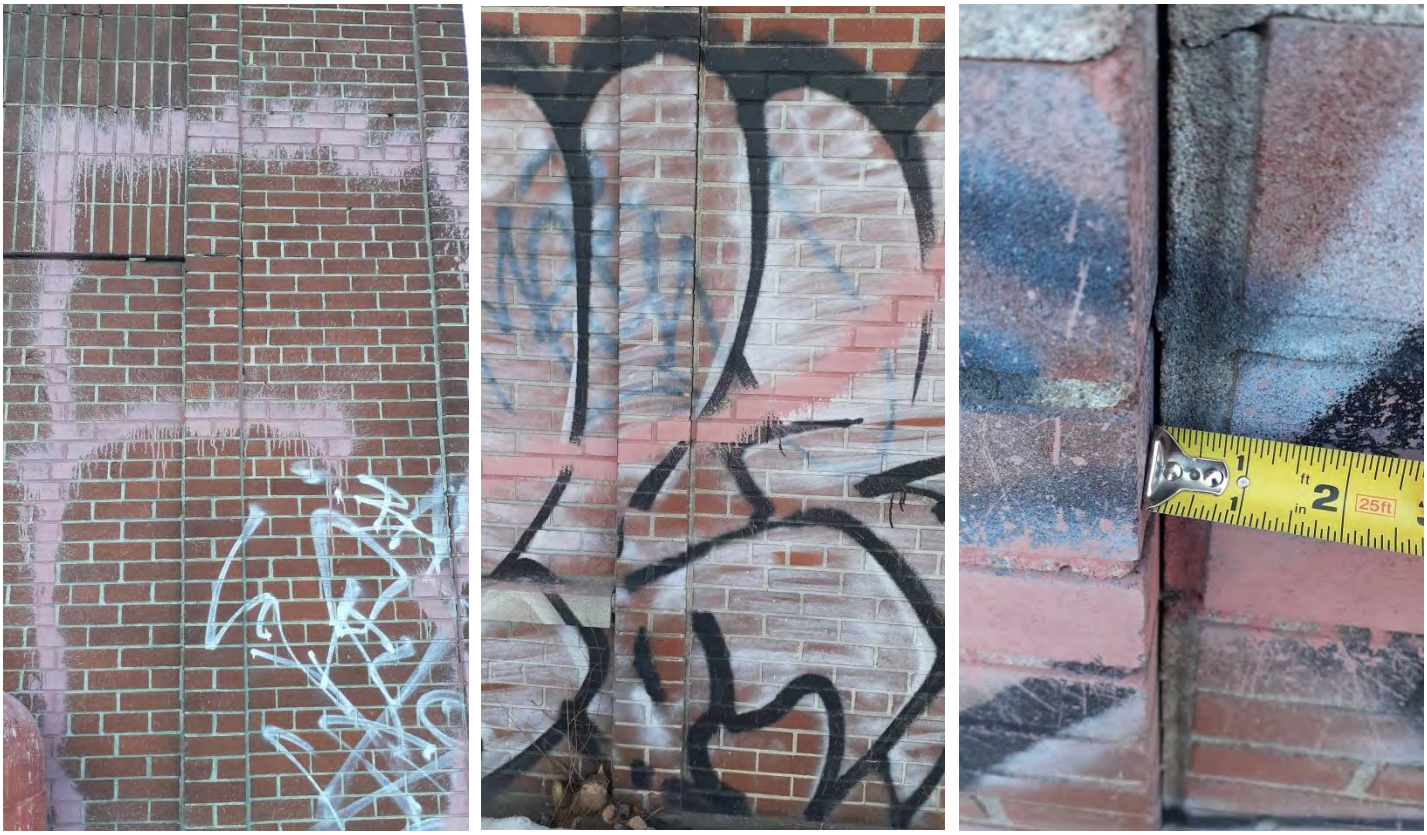
Photos 4 – Mur de blocs de béton intérieurs typiques



Photos 5 – Condition des ouvertures



Photos 6 – Dommages par l'eu dans les finis intérieurs



Photos 7 – Fissures verticales dans revêtement de briques



Photos 8 – Condition de l'escalier de secours arrière









Photos 9 – Condition du parvis et de la marquise d'entrée





Photos 10 – Fissures dans mur de fondation existant

LES CONSTRUCTIONS
MAXIME LANGEVIN
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Saint-Jérôme, le 9 août 2021

9418-9479 QUEBEC INC
Propriétaire du bâtiment existant
6800 Décarie, Mtl. Qc

Objet: **Lettre explicative – démolition/reconstruction bâtiment existant et proposé**

À qui de droit,

La présente se veut une courte lettre explicative concernant le projet prévu au 6800 Décarie.

Il est prévu de construire un projet de rénovation majeur de 6 étages à cette adresse.

Après maintes vérifications sur place pour préparer l'exécution du projet avec notre ingénieur, il s'avère impossible d'ajouter des étages additionnels sur l'existant.

Trop de renforts sont requis et impliquerait de remplacer pratiquement 100% de la structure afin de rencontrer les normes de constructions d'aujourd'hui.

Basés sur 20265 pi.ca à un coût de $200.00/pi.ca de construction, nous prévoyons un coût de construction d'approximativement $4,053,000.00+Tx.

À ce montant, il faut additionner le coût de démolition du même bâtiment, soit un budget de $160,000.00+Tx, considérant celui-ci comme exempt de tout contaminant pour l'instant.

Je demeure disponible pour toute question si besoin est.

Maxime Langevin
Président

Date: le 16 juin, 2021

M. Frederick Alex Garcia, architecte
M. Dino Credico, Conseiller en amenagement
Ville de Montréal
Arrondissement Cote-de-Neiges, Notre Dame de Grace

Project : Construction d'un bloc appartement neuf, 6800 Boulevard Decarie, Montréal, Qc.

Bonjour messieurs,

Nous sommes très heureux que le 26 mai 2021, le comité consultatif d'urbanisme ont émis une recommandation favorable à notre demande de démolition pour l'édifice existant situé à 6800 boulevard Décarie. Cependant, la condition exigée que le bâtiment soit aligné du côté de la ruelle avec le bâtiment voisin serait impossible à accepter pour les raisons suivantes :

1. Notre terrain mesure seulement 319.9 m. ca. (3 443 pi. ca.) Le taux d'implantation permis aux coins des rues est de 84% (ce qui a été proposé dans notre soumission) qui donne 2 892 pi ca de superficie brute par étage. C'est superficie est déjà réduit au RDC pour l'entrée vers les appartements que nous avons déjà reculer pour aligner avec le duplex voisin sur Vézina. Malgré la superficie restreinte du site, il nous faut quand même deux escaliers de secours ainsi qu'un ascenseur règlementaire, ce qui représente 23% de la superficie de chaque étage; le résultat étant que nous n'aurons que 2 227 pi ca utilisable pour les logements. Si, en plus des contraintes déjà énumérées, on devrait s'aligner avec le voisin tout au long de la ruelle, le bâtiment perdrai 250 pi ca par étage pour une implantation de 1 977 pi ca – ce qui éliminerait le logement de 2 CAC par étage.
2. Le projet ne sera pas viable financièrement car la superficie de plancher construisible ne justifierait pas coûts de construction pour un si petit immeuble. De plus, mon client a un bail présentement avec un locataire qui utilise le bâtiment tel quel et il préférerait continuer à louer son immeuble que d'engendrer des pertes en essayant de construire un immeuble inefficace à cause de son faible taux d'implantation.
3. Le bâtiment voisin a un taux d'implantation de 84%; la marge de recul le long de la ruelle était nécessaire pour maintenir ce taux d'implantation. Nous devrions avoir le droit à cette même implantation et c'est encore plus important dû au fait que notre terrain est si petit.
4. Nous avons aussi remarqué que le propriétaire du 6740 boulevard Décarie a installé une clôture à la limite de sa propriété dans la ruelle. Le résultat est de créer une ruelle d'une largeur double avec plus d'asphalte visible du trottoir. Notre proposition réduit la largeur de l'ouverture sur la ruelle de la rue Vézina pour ne pas donner plus d'ampleur à la ruelle.
5. L'augmentation de la marge de recul impliquerait le retrait d'un logement par étage (voir plan). L'impact financier du retrait des logements serait une perte de valeur du bâtiment de $1.44M - $2.4M (loyer = 5 x $1,200/mois = $72,000/an @ 5% = $1.44M ou 3% = $2.4M)

Nous sommes vraiment intéressés à procéder avec ce projet mais nous demandons que la ville enlève la condition concernant la marge de recul dans la ruelle.
Nous espérons d'avoir des nouvelles bientôt.

Merci,

Rhona Goldenberg, architecte
Rubin Goldenberg Architectes
4453 Ste. Catherine West,
Westmount, Québec

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

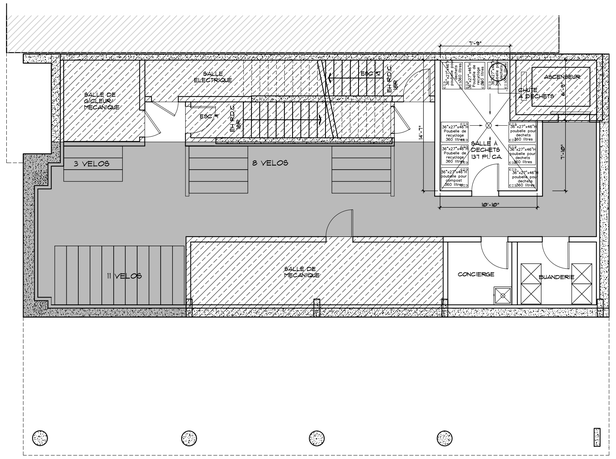
COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

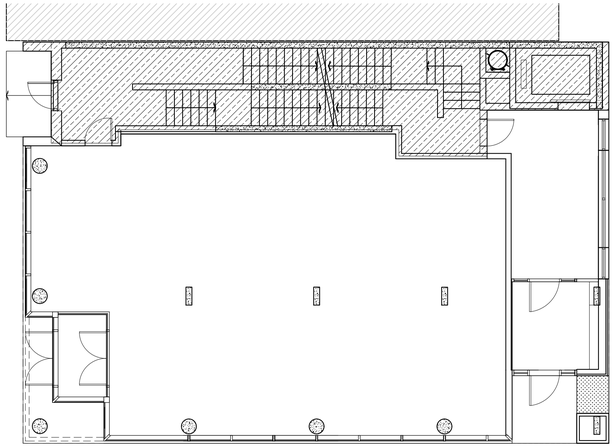
DENSITE:
4.5X3443=15,493 PI.CA.

DENSITE PROPOSE :
R.D.C. : 2,326 PI.CA
ETAGES 2-6 : 2,468X5=12,340 PI.CA.
SS-1: 827 PI.CA.

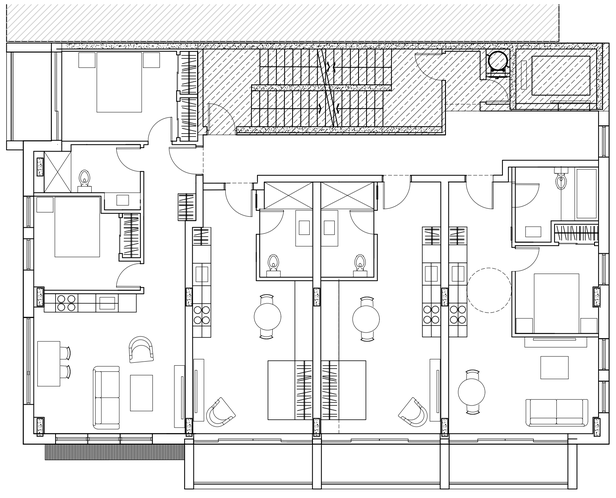
TOTAL: 2326+12340+827=15,493 PI.CA.



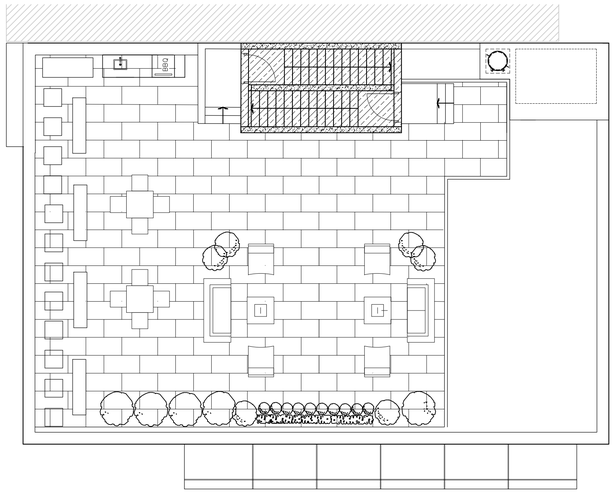
SS-1: TOTAL :1,884 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: SQ.FT. 378+83+257=718 SQ.FT. (38%)
15% REDUCTION PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 1884X15%=283 SQ.FT.
VÉLOS ET ALLÉS AU STATIONNEMENT: 774 SQ.FT.
1884-283-774=827 SQ.FT.



R.D.C. TOTAL :2,736 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 621 SQ.FT. (22.6%)
15% REDUCTION PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 2736X15%=410 SQ.FT.
2736-410=2,326 SQ.FT.



ETAGES 2-6: TOTAL :2,889 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 421 SQ.FT. (14.6%)
15% REDUCTION POUR PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR PERMIS
2,889-421=2,468 SQ.FT.



TOIT: TOTAL :179 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 179 SQ.FT. 100%

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021
PERMIS	AOUT 3, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

TITRE

DENSITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/8"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
YHG	RG	A500

attachant

Comité de démolition

11 août 2021

6800, boulevard Décarie - # 3002598274

Ordre du jour

Ouverture de la séance

1. **Présentation des membres**
2. **Lecture et adoption de l'ordre du jour**
3. **Procédures relatives à une demande de permis de démolition**
4. **Étude du dossier :**
    1. **Présentation de la demande et de l'analyse de la Direction**
    2. **Questions et commentaires du public**
    3. **Questions et commentaires des membres du comité**
    4. **Décision du comité**

Fermeture de la séance

PROCÉDURES

Processus d'opposition

EXTRAIT DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

148.0.7 *Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les 10 jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les 10 jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité, selon le cas.*

Avant de rendre sa décision, le comité doit considérer les oppositions reçues; ses séances sont publiques.

Il peut en outre tenir une audition publique s'il l'estime opportun.

Aucune opposition n'a été reçue - fin de la période: 11 août 2021

Appel de la décision du comité

EXTRAIT DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

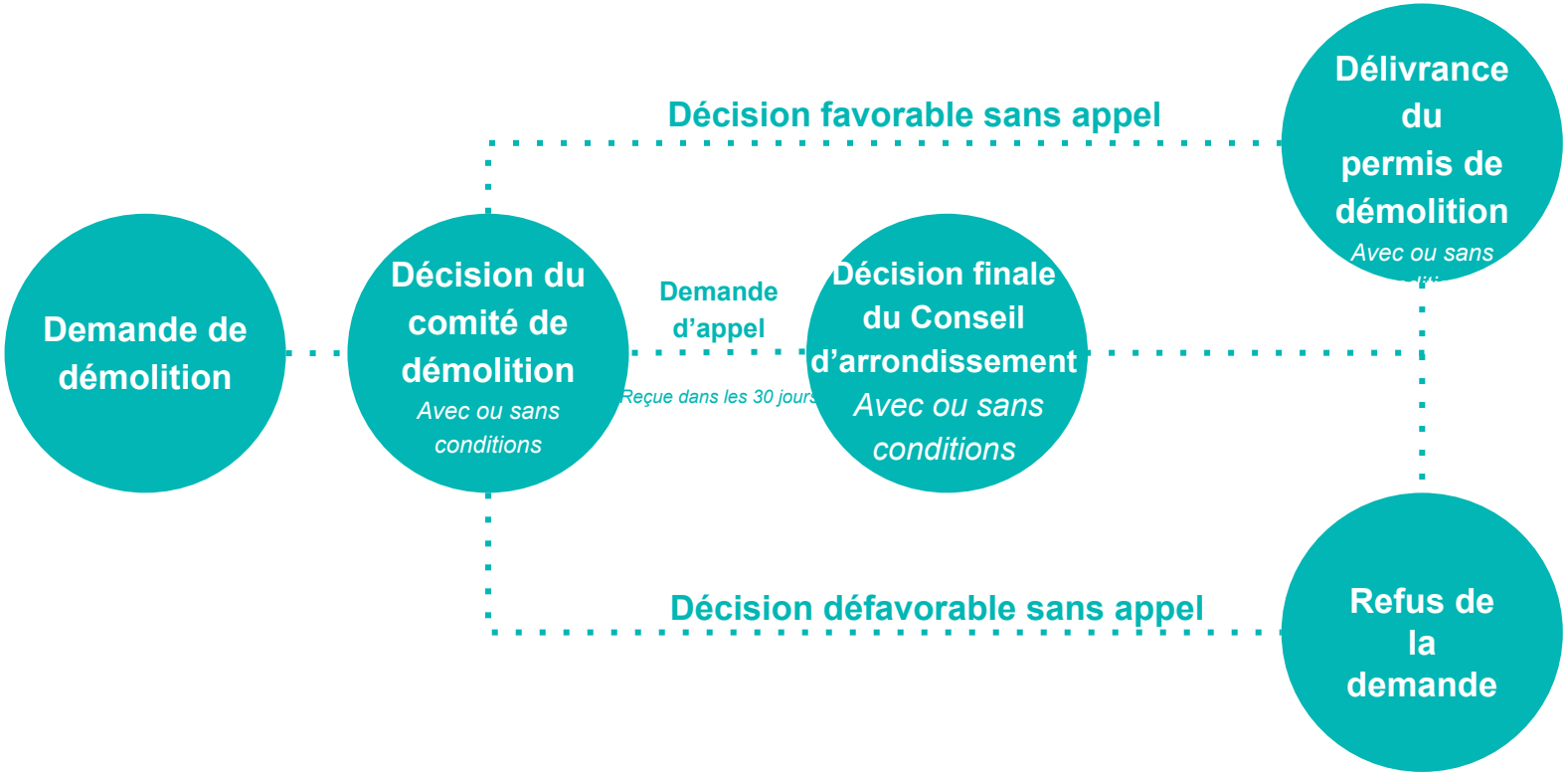
148.0.19. *Toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de cette décision devant le conseil.*

Tout membre du conseil, y compris un membre du comité, peut siéger au conseil pour entendre un appel interjeté en vertu du premier alinéa.

- **Le citoyen qui souhaite faire appel de la décision peut transmettre par écrit sa demande à la secrétaire d'arrondissement**

- **Le conseil d'arrondissement fixera une date pour entendre l'appel et les parties concernées.**

Échéance


Demande de démolition
Décision du comité de démolition
Avec ou sans conditions
Demande d'appel
Reçue dans les 30 jours
Décision finale du Conseil d'arrondissement
Avec ou sans conditions
Décision favorable sans appel
Délivrance du permis de démolition
Avec ou sans
Décision défavorable sans appel
Refus de la demande

Critères d’évaluation

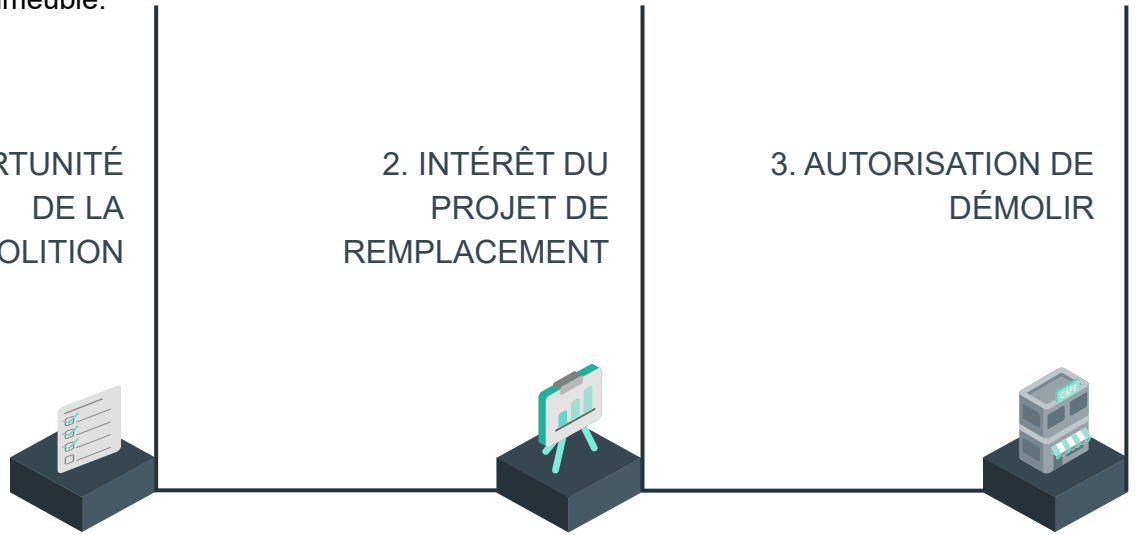
Le comité autorise la démolition s’il est convaincu de l’opportunité de la démolition compte tenu de l’intérêt public et de l’intérêt des parties, en tenant compte des critères suivants :

- l’état de l’immeuble visé par la demande;
- la détérioration de l’apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;
- le coût de la restauration;
- l’utilisation projetée du sol dégagé;
- la valeur patrimoniale de l’immeuble.

1. OPPORTUNITÉ DE LA DÉMOLITION

2. INTÉRÊT DU PROJET DE REMPLACEMENT

3. AUTORISATION DE DÉMOLIR



EXTRAIT DE L'ANALYSE PRÉLIMINAIRE

Délibération du comité - Séance à huis clos du 26 mai 2021

- La couleur pâle des matériaux ne fait pas l'unanimité des membres. Certains apprécient la couleur qui amène un contraste avec le bâtiment voisin. D'autres trouvent que ce n'est pas idéal puisque la saleté peut s'y loger facilement et sera plus apparente, surtout pour un bâtiment sur le boulevard Décarie

- Les membres soulèvent également leurs préoccupations concernant l'architecture du bâtiment.

- Les membres trouvent que le verdissement du site est insuffisant. Le requérant doit proposer un verdissement d'une partie du toit

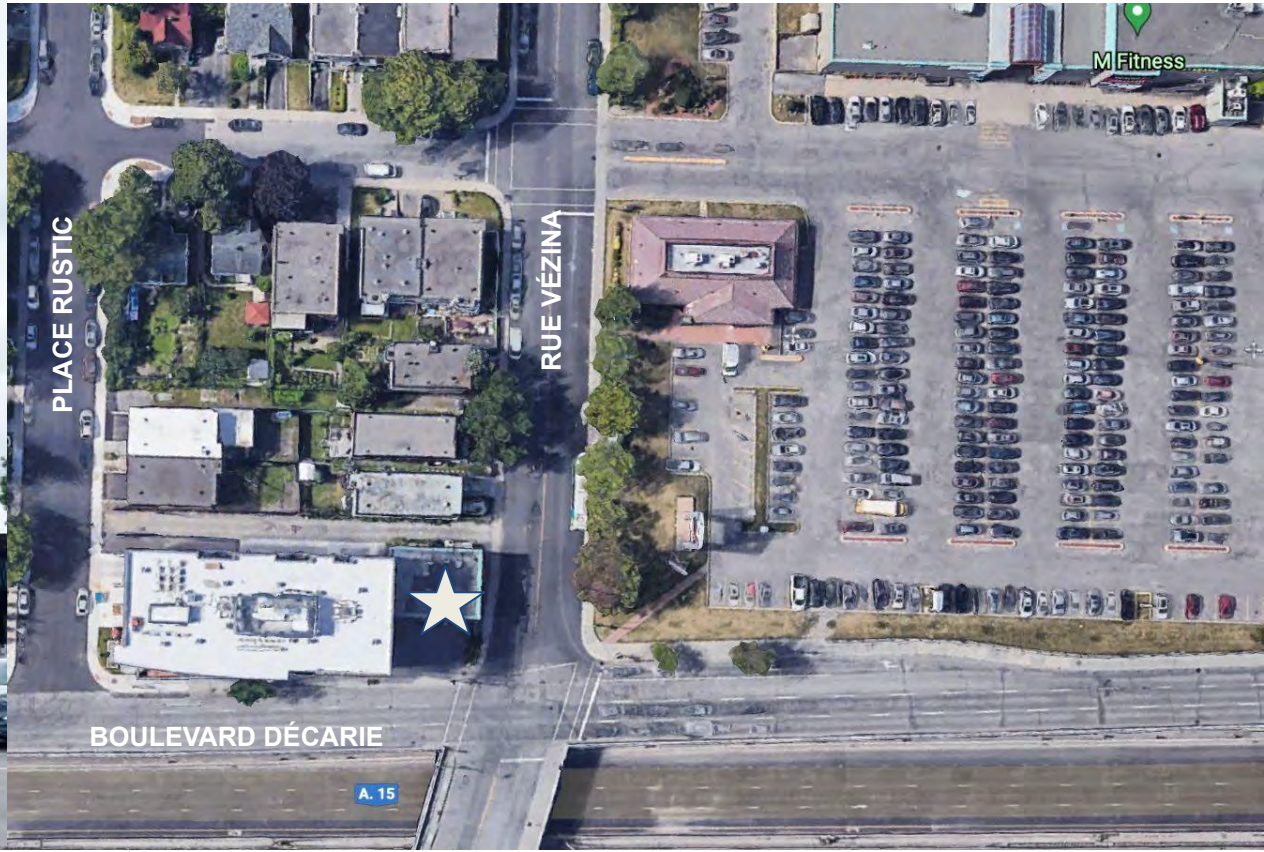
- Les membres sont inconfortables avec l'implantation du bâtiment proposé qui n'est pas aligné avec le bâtiment voisin du côté de la ruelle. Ils proposent que le projet soit modifié pour rendre plus cohérent l'ensemble.

- La problématique de la gestion des déchets est abordée. Cette question sera évoquée lors du comité de démolition

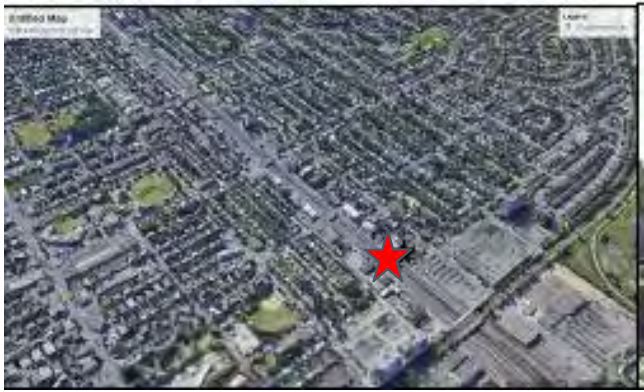
PRÉSENTATION DE LA DEMANDE ET ANALYSE DE LA DIRECTION

CONTEXTE





CONTEXTE





Emplacement du projet



Emplacement du projet



Terrain de stationnement - Côté Nord



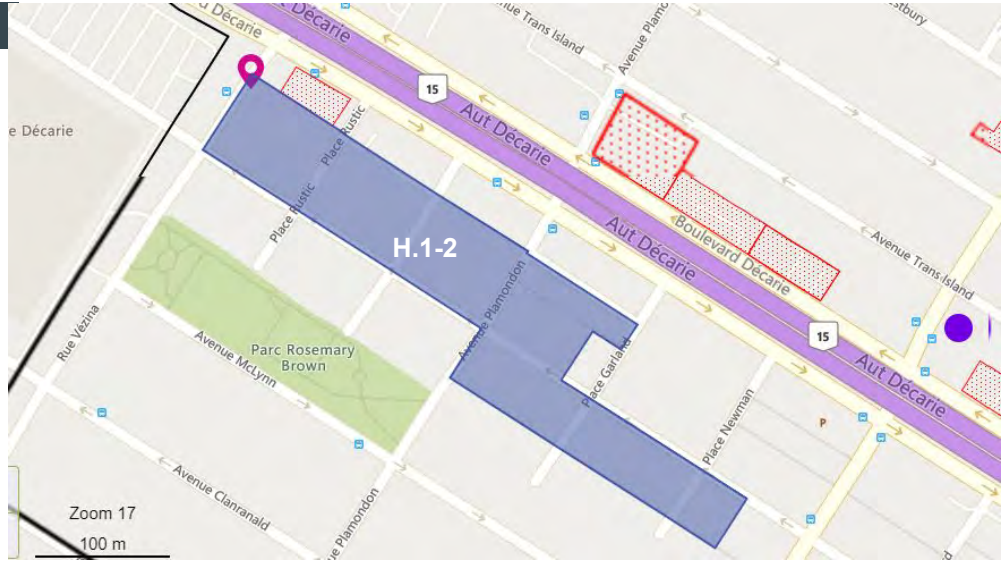
Emplacement du projet



Duplex - Rue Vézina

CONTEXTE




Décarie
15
Aut Décarie
Boulevard Décarie
Avenue Trans Island
H.1-2
Place Rustic
Avenue Plamondon
Parc Rosemary Brown
Avenue McLynn
Rue Vézina
Place Garfield
Place Newman
Avenue Clanranald
Zoom 17
100 m


Rue Vézina Montréal, Québec
RUE VÉZINA

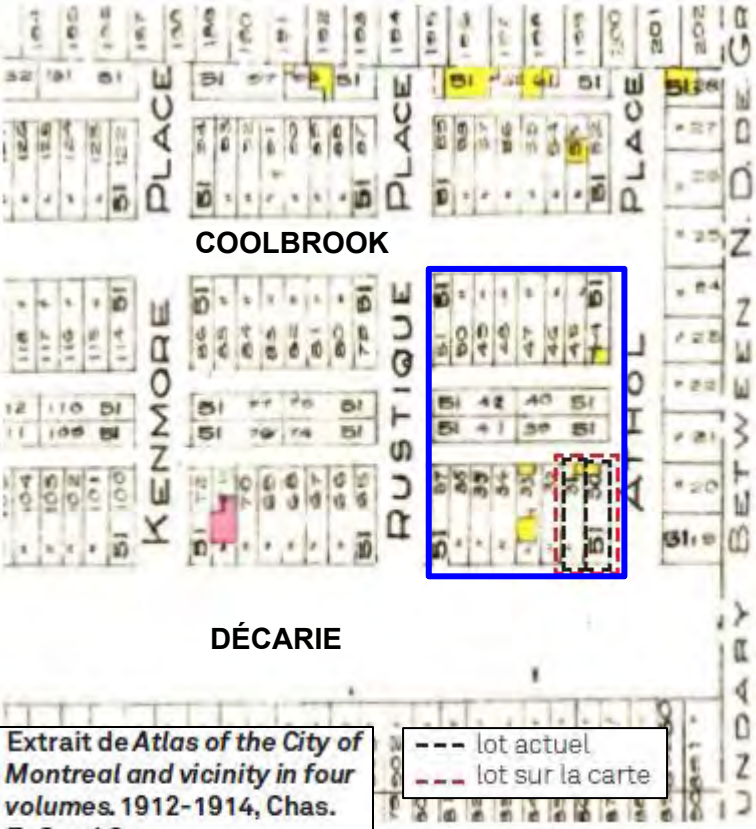
CONTEXTE



- ➔ Bâtiment construit en 1957
- ➔ Usages autorisés: ***commerces et services de moyenne intensité***, restaurants rapides, commerces lourds et ***habitations*** (C.4, C.4.1, C.6(1), H)
- ➔ Hauteur : 2 étages (dérogatoire à la hauteur minimale prescrite)
- ➔ Alignement en recul p/r à l'alignement établi (dérogatoire)
- ➔ Stationnement en cour avant
- ➔ Espace en location pour une compagnie informatique qui y entrepose ses serveurs
- ➔ Adjacent à un secteur d'habitation de faible densité (sur Vézina)

ÉTUDE PATRIMONIALE

1913



Extrait de *Atlas of the City of Montreal and vicinity in four volumes*. 1912-1914, Chas. E. Goad Co. (source : BANQ).
L'îlot et le lot du 6800 boulevard Décarie en1913

Extraits de l'étude de valeur patrimoniale et architecturale

VALEUR HISTORIQUE

- Anciennement terrain occupé par une terre agricole
- En 1913 l'îlot du 6800 semble avoir été subdivisé en 3 îlots
- Bâtiment commercial de 2 étages avec sous-sol technique construit en 1956-57
- Après l'inauguration de l'autoroute Décarie le cadastre du secteur demeure presque identique à celui d'aujourd'hui
- Occupé principalement comme bâtiment de service pour le secteur industriel
- Valeur historique difficilement quantifiable étant peu ou pas documenté

6800, BOULEVARD DÉCARIE - ÉTUDE PATRIMONIAL



6
Photo du Boulevard Décarie en 1931.(Source: archives de Montréal)
La vue correspond aujourd'hui à l'endroit de la station Namur sur le boulevard Décarie.



7
Vue du Boulevard Décarie en 1943. (Source: archives de Montréal)
La vue correspond à l'intersection avec l'avenue Van Horne (à droite) et le boulevard Décarie vers le nord (à gauche).



1961



Extraits de l'étude de valeur patrimoniale et architecturale



VALEUR CONTEXTUELLE

- Bien qu'il soit situé sur le boulevard Décarie, le bâtiment ne constitue pas un point de repère important

- Il est cependant nécessaire de mentionner qu'en raison du niveau d'usure du bâtiment, de la valeur foncière qui grimpe ainsi que le développement de la ville favorisant une clientèle de locataire dans ce secteur, plusieurs constructions de ce type ont été rénovées ou rasées afin de favoriser des logements résidentiels contemporains.

- L'importance historique ou symbolique de ce bâtiment au sein de la communauté de Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce n'a pu être qualifiée en raison de l'absence d'information dans les sources consultées.

Extraits de l'étude de valeur patrimoniale et architecturale



ÉTAT PHYSIQUE DE L'IMMEUBLE

- La construction présente un état général faible.
- Les composantes de l'enveloppe sont en majorité la brique avec des insertions de bandes horizontales de pierre.
- Les fenêtres ne sont pas d'origine et sont majoritairement en aluminium.
- Étant donné la vocation technique de l'immeuble, il est peu probable que les espaces intérieurs aient présenté un intérêt architectural.
- Les composantes d'origine qui demeurent en place dénotent un important degré d'usure en lien avec le temps.
- Le recyclage de l'immeuble concerné est difficilement envisageable en raison de sa forme, de son implantation en fond de lot et de sa conception à vocation industrielle.
- ***Pour toutes ces raisons, la conservation de cet immeuble dans son état physique actuelle ne présente pas d'intérêt significatif.***

Extraits de l'étude de valeur patrimoniale et architecturale



VALEUR ARCHITECTURALE

- Bâtiment qui ne semble pas avoir subi de modifications importantes
- Implantée avec un recul important p/r au trottoir
- Le bâtiment tranche avec l'alignement des bâtiments voisins
- La façade principale est peu ornementé et présente une symétrie avec l'entrée principale centrée
- La façade Vézina présente un aspect de grande sobriété avec quelques fenêtres ou persiennes
- La façade arrière (ruelle) présente une marge de recul de 91 cm ou l'on retrouve l'escalier d'issue du 2e étage. Façade de facture purement fonctionnelle et ne présente aucune ornementation

SYNTHÈSE DE LA VALEUR PATRIMONIALE ET ARCHITECTURALE

	Faible	Moyen	Fort
Valeur documentaire			
Ancienneté	●		
Valeur historique	●		
Valeur architecturale			
Degré d'authenticité		●	
État physique	●		
Concepteur	●		
Production courante	●		
Valeur contextuelle			
Aménagement du terrain	●		
Cadre environnant	●		
Point d'intérêt	●		
Intérêt patrimonial	●		

Extraits de l'étude de valeur patrimoniale et architecturale

CONCLUSION

En raison de la faible valeur historique de l'architecture et de l' état physique impliquant des risques pour la sécurité des occupants, ***le maintien de l'immeuble est peu recommandé*.**

L'option de conserver l'immeuble existant pour y aménager un nouveau projet n'est pas envisageable en raison du format de l'immeuble et des travaux de grande importance tel qu'une reconstruction d'une partie des systèmes structuraux hors sol et en sous-oeuvre, l'isolation de l'enveloppe, l'étanchéisation des fondations, le remplacement de toutes les portes et fenêtres, un repositionnement des escaliers d'issue, l'ajout d'un ascenseur et la reconstruction des planchers, cloisons intérieures et mur mitoyen pour assurer une résistance au feu adéquate.

Ainsi ***la conservation des façades existantes qui représentent une valeur architecturale et patrimoniale faible n'est pas une option réaliste*** puisqu'elle serait complexe et onéreuse en raison de l'importance des travaux requis et des limites du site, en plus d'occasionner des délais et des désagréments inutiles pour le voisinage

ÉVALUATION DE L'ÉTAT GÉNÉRAL DU BÂTIMENT

Extraits du rapport d'ingénierie

Défaillances architecturale

- L'étanchéité à l'eau de la majorité des portes et fenêtres est défaillantes. On note plusieurs fuites d'eau et des dommages dans les finis autour des ouvertures. De l'extérieur, les joints de calfeutrants sont à remplacer et plusieurs fenêtres sont désuètes.

- L'étanchéité à l'eau des compositions des murs est défaillante. Aucune membrane extérieure ne semble être présente. On note aussi plusieurs fissures dans le revêtement de briques autour du bâtiment





Extraits du rapport d'ingénierie

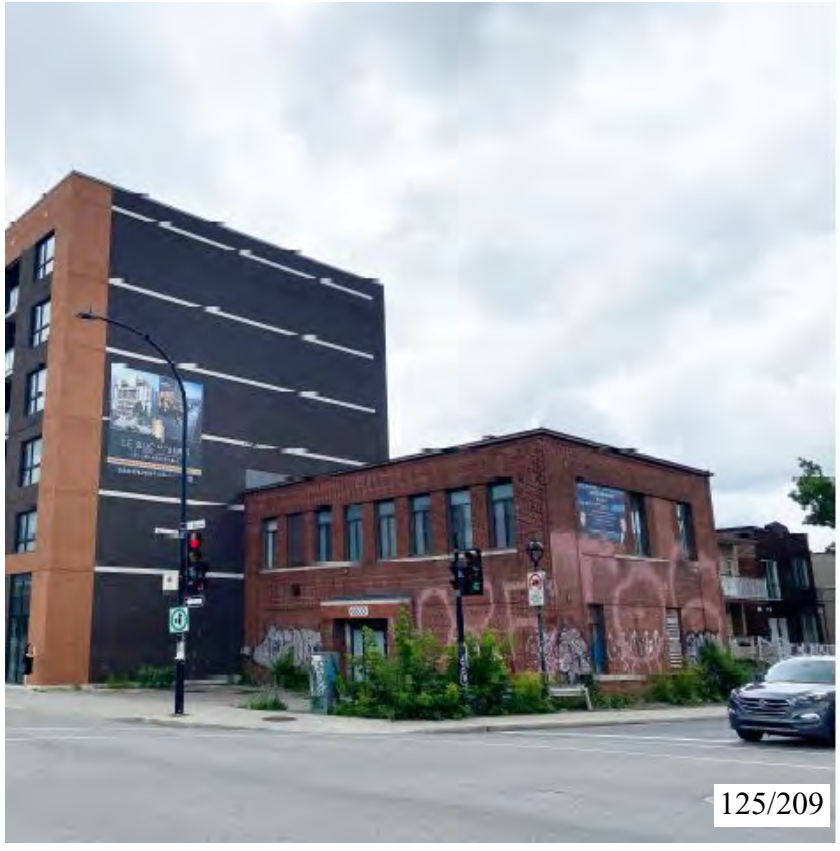
Condition générale du bâtiment existant

- À la lumière des observations, le bâtiment ne représentent pas de déficience structurale majeure. La structure semble même plutôt en bonne condition

- Du côté architecturale, le bâtiment reflète les normes et méthodes de son époque. il n'y pratiquement aucun élément conforme aux normes d'aujourd'hui.

- L'absence de membrane et d'isolant dans les compositions des murs rend le bâtiment peu efficient en énergie et prompt à l'infiltration d'eau. Cependant, le manque d'entretien est la cause principale de l'infiltration d'eau notée sur place

- Possibilité de contamination par champignons et moisissures. Le remplacement de tous les finis intérieurs est recommandé.



Extraits du rapport d'ingénierie

Défaillances architecturale

- L'étanchéité à l'eau des compositions des murs est défaillante. Aucune membrane extérieure ne semble être présente. On note aussi plusieurs fissures dans le revêtement de briques autour du bâtiment.

- Aussi, on ne retrouve presque aucun contrôle thermique ni isolant dans les compositions





Extraits du rapport d'ingénierie



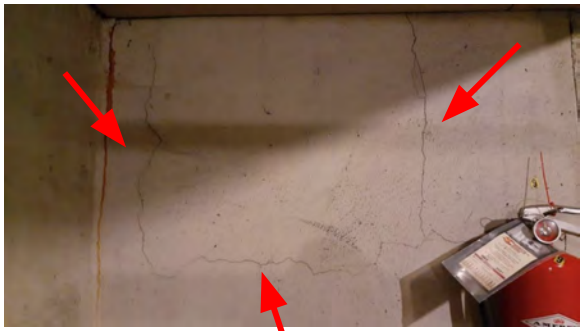


Défaillances structurales

- Le parvis et la marquise d'entrée sont instables. On note plusieurs signes de mouvements comme des fissures dans la brique et la dalle de parvis. Le problème semble être causé par l'affaissement de la fondation de cette partie de la bâtisse



Extraits du rapport d'ingénierie





Défaillances structurales

- On remarques de petites fissures dans les murs de fondations au sous-sol et dans l'escalier. Le phénomène est mineur.

Extraits du rapport d'ingénierie

3.2 Évaluation de l'intégration structurale du bâtiment existant au nouveau projet

Bien qu'il soit en bon état structural, intégrer le bâtiment existant au nouveau projet est pratiquement impossible selon notre analyse.

3.2.1 La structure existante n'a pas la capacité pour permettre l'ajout de plusieurs étages. C'est impossible de construire la nouvelle structure par-dessus, car le projet prévu est en béton armé et donc très lourd. Ce type de construction ne peut pas être ajouté par-dessus une charpente d'acier légère ou des murs de maçonnerie (blocs de béton).

3.2.2 Le bâtiment existant ne dispose pas de système de résistance de charges latérales suffisant pour absorber les charges sismiques des nouveaux étages prévus. Ajouter des murs de refend est possible, mais il serait difficile d'y attacher efficacement les planchers existants.

3.2.3 La nouvelle empreinte au sol prévue est différente de celle du bâtiment existant. En effet, les façades existantes sont trop reculées par rapport à la rue. Le projet prévoit une façade alignée sur la ligne de lot sur le boulevard Décarie et plus près de la rue Vézina également. C'est une problématique importante, car en déplaçant la position des façades, les colonnes existantes se retrouvent mal situées dans le volume intérieur. Cette situation devient vite un case tète du point de vue architectural qu'il vaut mieux éviter.

3.2.4 Le nouveau projet prévoit un sous-sol sur toute la superficie. Pour le réaliser, il faudrait donc une excavation complète sous le bâtiment existant. Vu les nombreux murs de blocs de béton et la géométrie existante, cette opération serait difficile et dangereuse, voire impossible.

Extrait de l’avis du contracteur

- Après maintes vérifications sur place pour préparer l’exécution du projet avec notre ingénieur il s’avère impossible d’ajouter des étages additionnels sur l’existants

- Trop de renforts sont requis et impliquerait de remplacer pratiquement 100% de la structure afin de rencontrer les normes de construction d’aujourd’hui



Extrait de l’avis du contracteur

- Après maintes vérifications sur place pour préparer l’exécution du projet avec notre ingénieur il s’avère impossible d’ajouter des étages additionnels sur l’existants

- Trop de renforts sont requis et impliquerait de remplacer pratiquement 100% de la structure afin de rencontrer les normes de construction d’aujourd’hui



Extraits du rapport d'ingénierie

Sommaire des travaux requis pour intégrer le bâtiment existant au projet

- Démolition du revêtement de briques et des fini intérieurs pour isolation et décontamination
- Remplacement des ouvertures
- Démolition complète des façades sur Décarie et Vézina
- Déplacement et renforcement des colonnes principales. Le renforcement des poutres et des planchers eux mêmes est possiblement requis
- Ajout de murs de refends pour la stabilité latérale
- Excavation en sous-sol et remplacement de toutes les fondations

Coûts de transformation du bâtiment existant

- ***IMPOSSIBLE DE RESTAURER LE BÂTIMENT À DES FINS D'HABITATION SELON LE RAPPORT D'INGÉNIEUR ET LE CONTRACTEUR***

Coûts estimés de démolition et construction du nouveau bâtiment

- **160 000$ (DÉM) + 4 053 000$ (NC) = 4 213 000 + Tx**

Même s'il était possible de restaurer une partie du bâtiment pour l'intégrer au projet de remplacement, les travaux nécessaires pour réaliser cette opération exigerait la démolition de plus de 50% du volume des façades du bâtiment existant. Au sens du règlement, ceci constitue une démolition.

Extraits du rapport d'ingénierie - Zarabbi et associés inc.

Conclusion

- Avec le constat de tous les travaux requis, la meilleure solution du point de vue économique et environnementale est de démolir le bâtiment existant.

- Vu les critères et objectifs visé par le nouveau projet, le design architectural de la bâtisse originale sera perdu dans le processus.

- Comme elle est sans valeur, conserver et renforcer seulement la charpente du bâtiment est inutile. Cela poserait des défis énormes qui complexifierait le projet.

- Le nouveau bâtiment sera beaucoup plus uniforme et performant énergétiquement, qu'il serait possible de réaliser en intégrant le bâtiment existant. Il répondra également mieux aux besoins en évitant les contraintes architecturales.



RÉGLEMENTATION

RÉGLEMENTATION

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

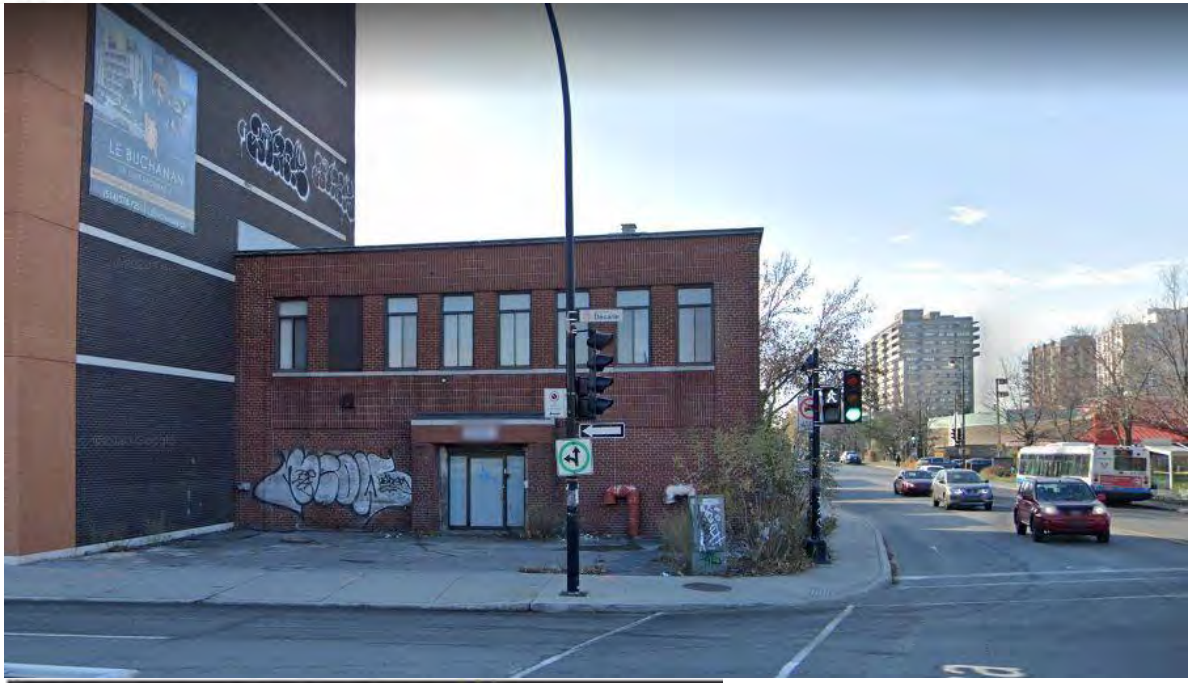
Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Le bâtiment existant est dérogatoire:

- Hauteur du bâtiment existant : 2 étages
- Alignement de construction sur Décarie

CATÉGORIES D'USAGES		Zone 0090
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20



DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Taux d'implantation autorisé
70% X 1.2 (article 41) = 84%

PROJET DE REMPLACEMENT

PROJET DE DÉVELOPPEMENT - IMPLANTATION PROPOSÉE

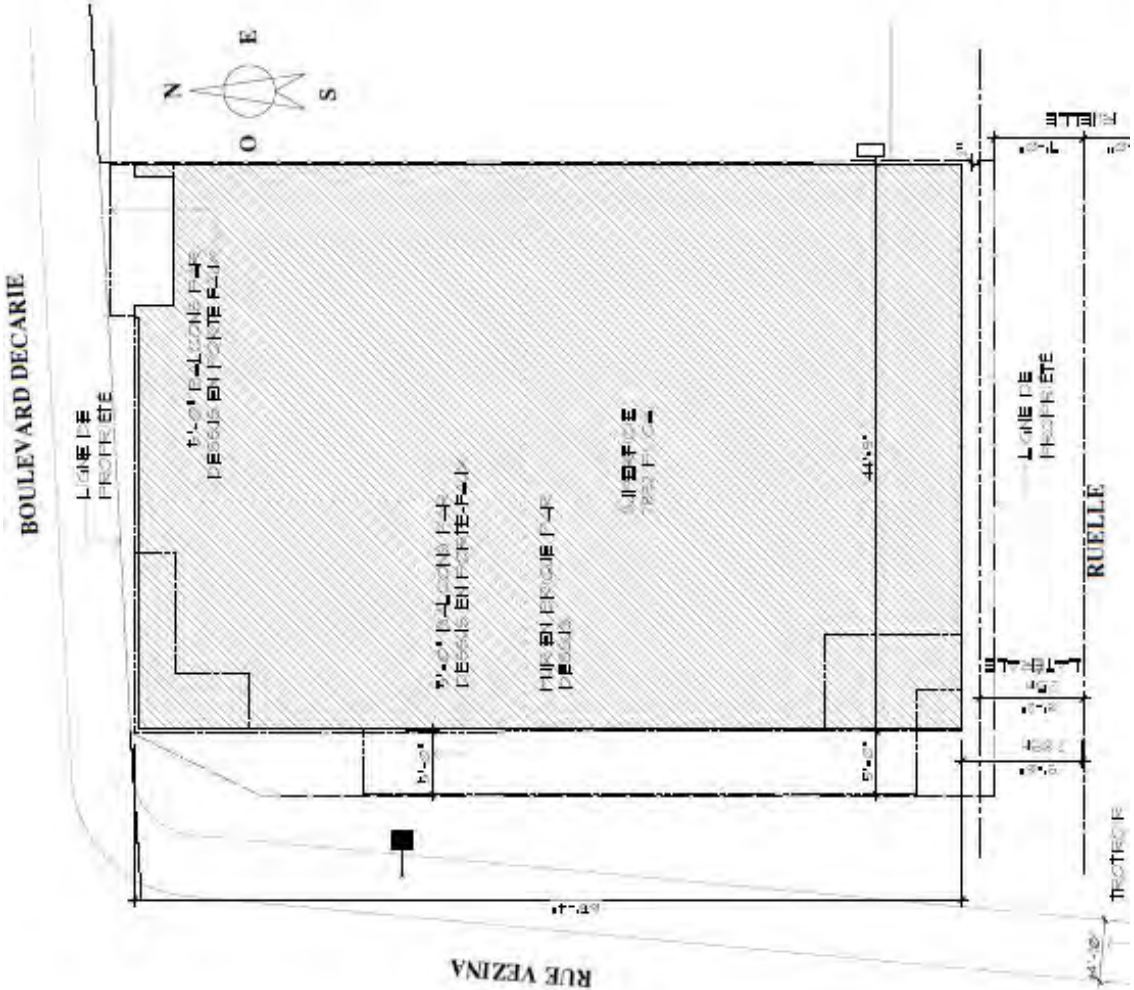


Statistiques du projet de remplacement du sol dégagé
Bâtiment mixte - Commercial/Habitation

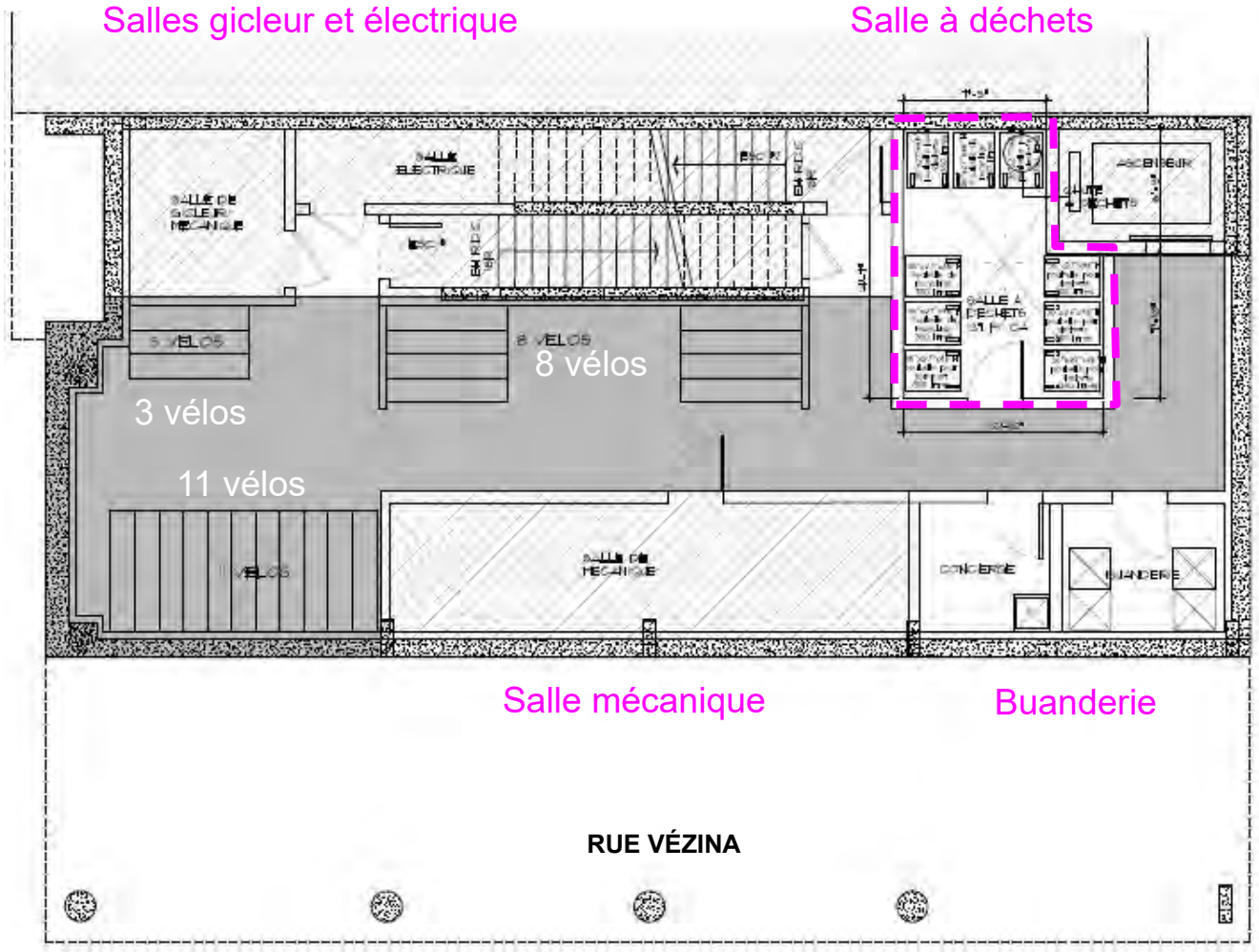
Superficie de terrain:	319.9 m.c.
Implantation proposé:	84% (268.7 m.c.)
Hauteur:	6 étages/ 19.75 m
Densité:	4.5
Nombre de log.:	20
Stationnement pour vélo:	22
Stationnement auto:	0
Aménagement au toit:	15% de la superficie du terrain
Secteur patrimonial:	Non

Puisque le terrain est situé en bordure d'une autoroute, le projet devra être soumis à une révision architecturale pour évaluer les mesures prises pour limiter les nuisances causée par le bruit

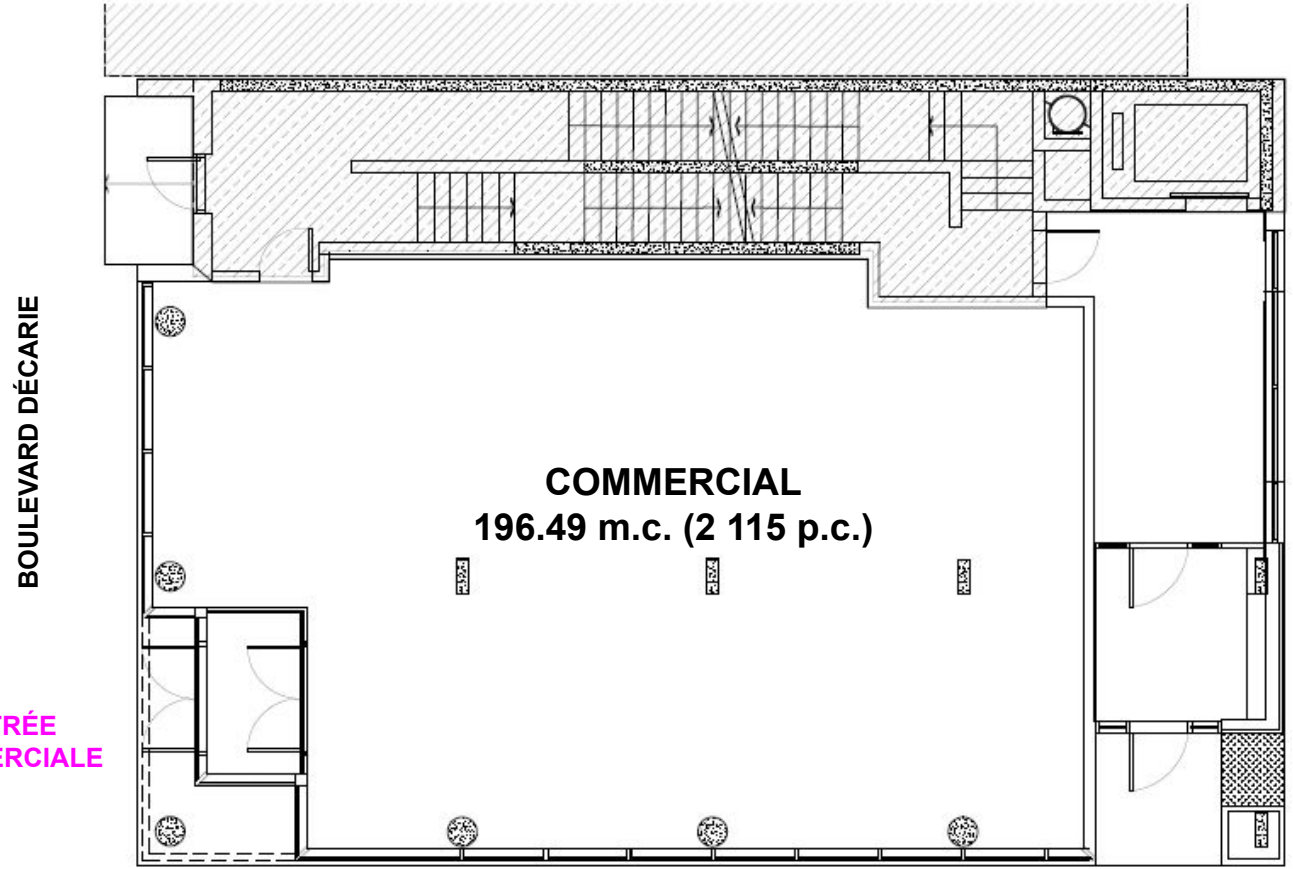
PROJET DE DÉVELOPPEMENT - IMPLANTATION



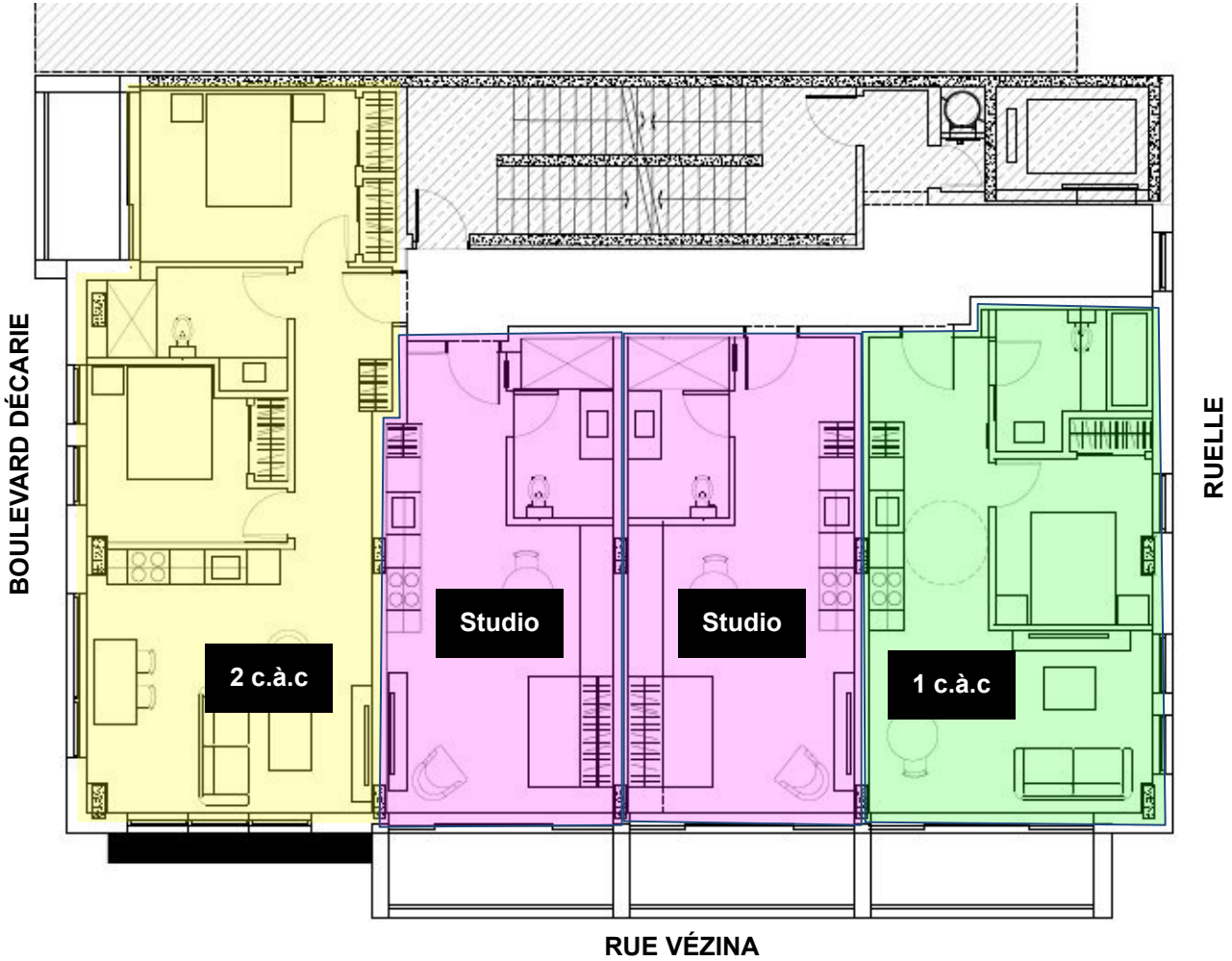
PROJET DE DÉVELOPPEMENT - SOUS-SOL



PROJET DE DÉVELOPPEMENT - REZ-DE-CHAUSSÉE

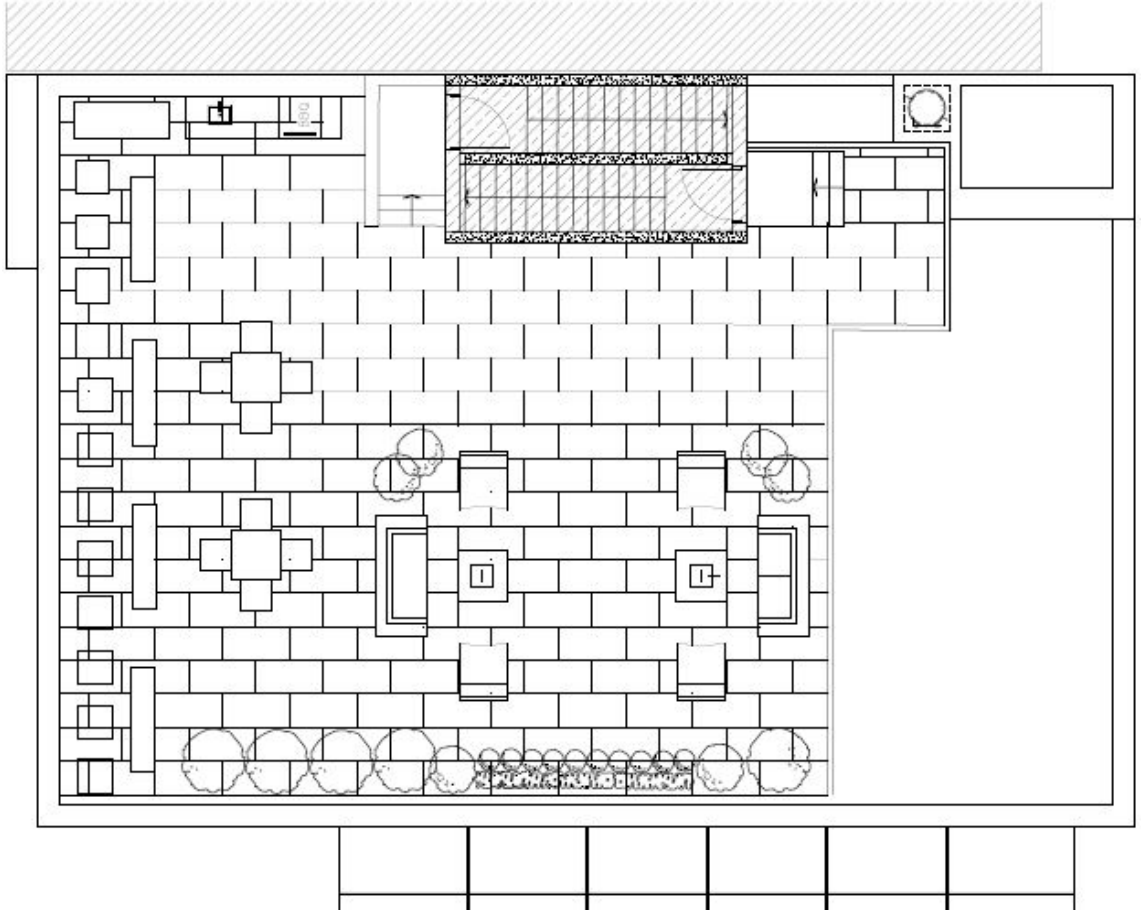


PROJET DE DÉVELOPPEMENT - ÉTAGES TYPES 2 À 6



TYPE D'UNITÉ	
Studio	10 (50%)
1 c.à.c.	5 (25%)
2 c.à.c.	5 (25%)
Total	20

PROJET DE DÉVELOPPEMENT - TOIT



Taux d'implantation proposé = 84%

Doit prévoir au moins 15% de la superficie du terrain pour la verdissement sur le toit (±48 m.c.)

ÉLÉVATION EST (Boulevard Décarie)





PHOTO DE LA BRIQUE INSTALLÉE

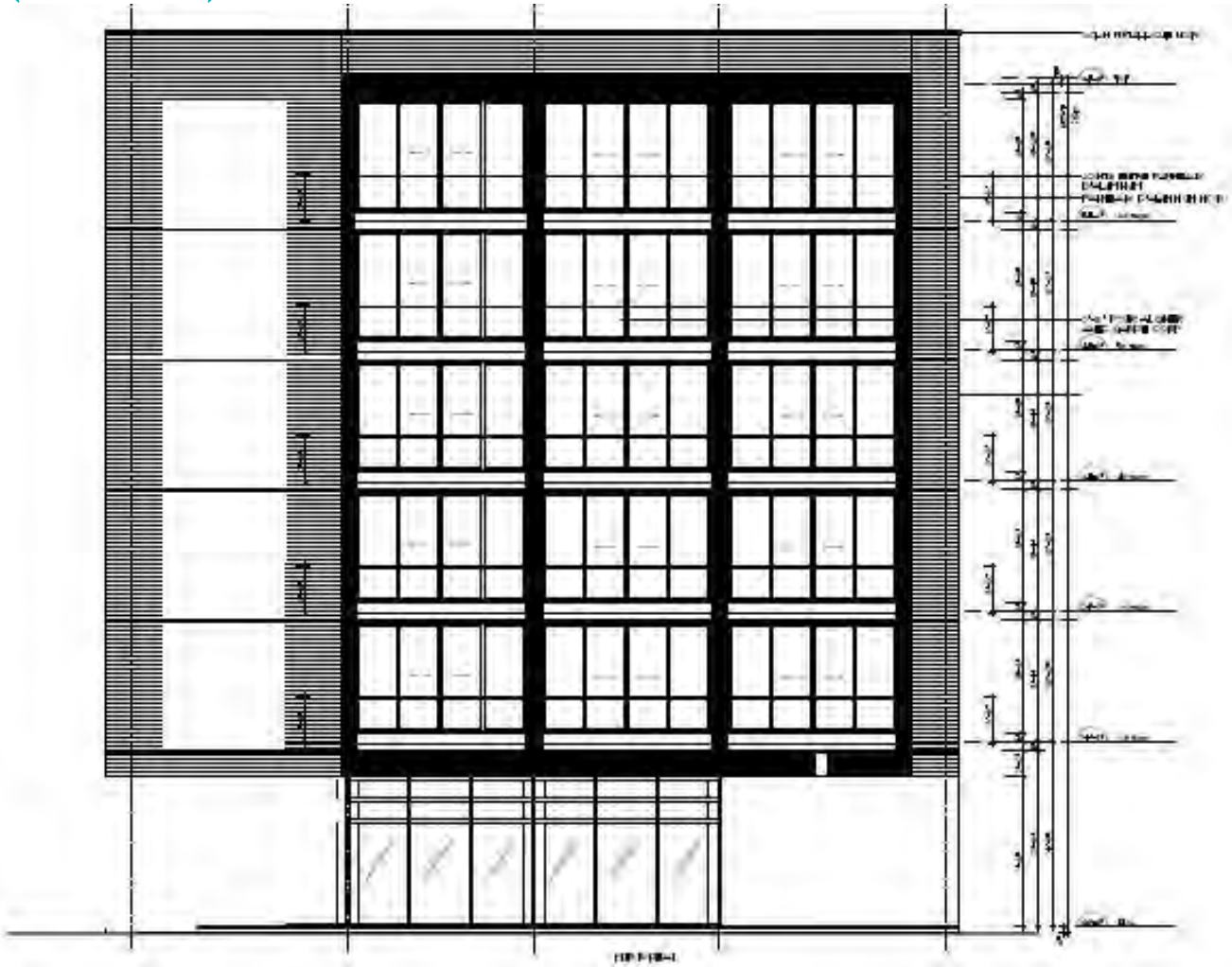


MATERIELS ET COULEURS

ÉLÉVATION EST (Boulevard Décarie)



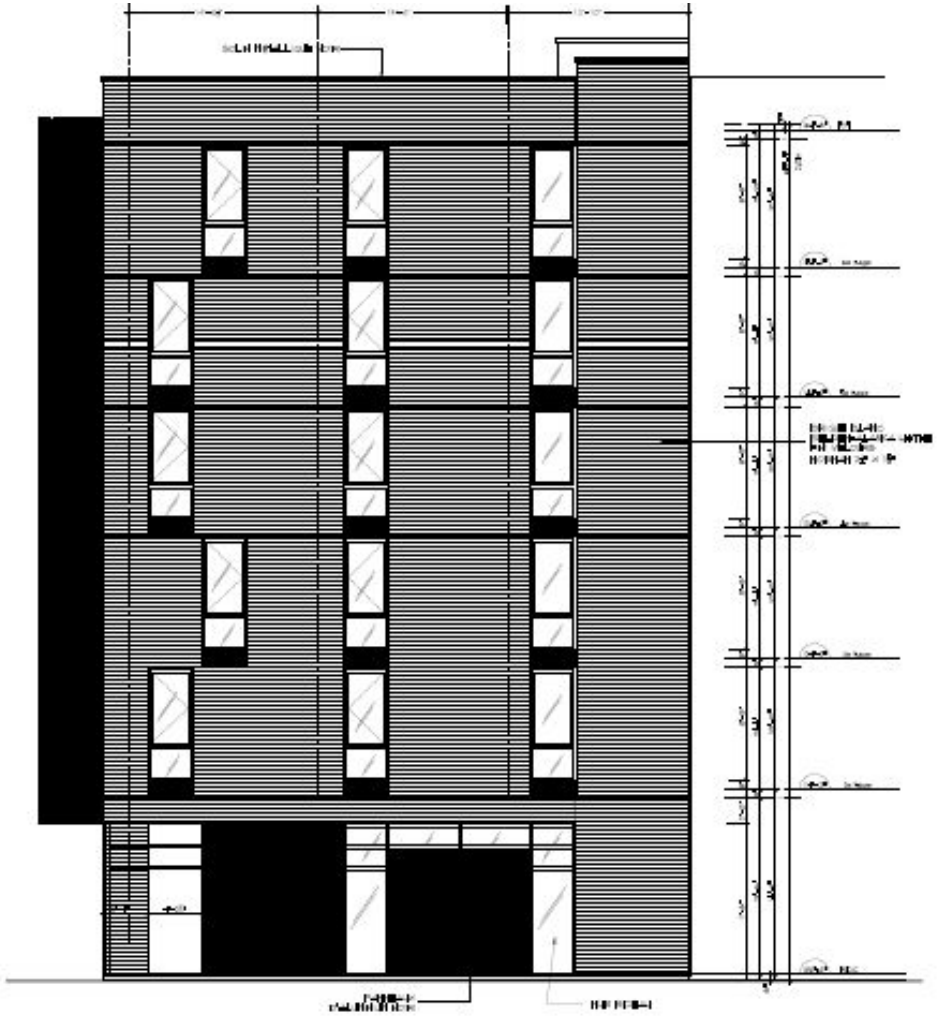
ÉLÉVATION NORD (Rue Vézina)



ÉLÉVATION NORD (Rue Vézina)



ÉLÉVATION SUD
(Ruelle)



PERSPECTIVES



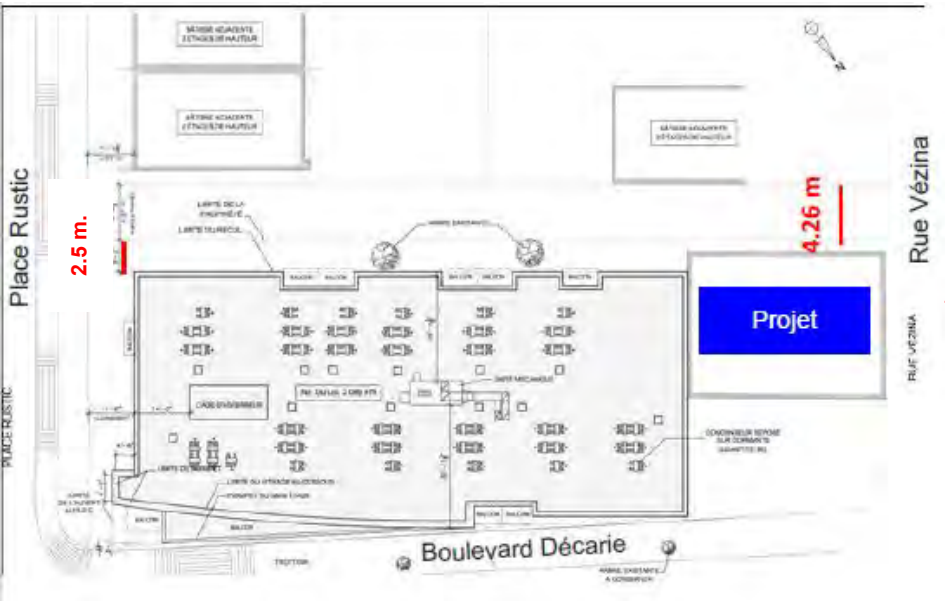


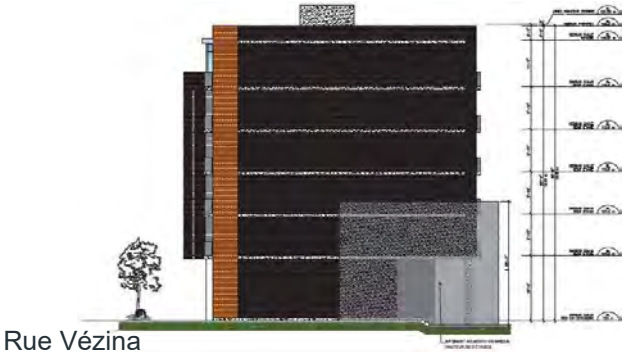
EXTRAITS DE LA LETTRE DU REQUÉRANT POUR MAINTENIR L'IMPLANTATION PROPOSÉE

Superficie du terrain = 319.9 m.c. (3443 p.c.)
Taux d'implantation proposé: **268.68 m.c. - TI = 84%**

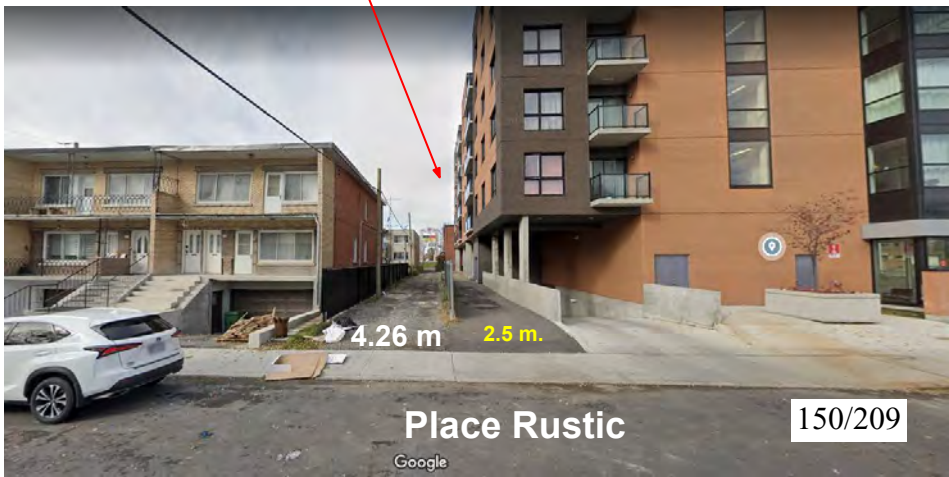
- Le projet doit prévoir 2 escaliers d'issue et un ascenseur ce qui représente 23% de la superficie de plancher/étage
- Au total, on obtient une superficie de **207.90 m.c./étage** pour aménager de nouveaux logements
- Si on demande un recul du mur arrière afin d'obtenir un alignement avec le bâtiment voisin on retranche un autre 23.23 m.c./étage pour une superficie de **184.67 m.c./étage.**
- Selon le promoteur, une telle superficie disponible pour aménager des logements n'est pas viable financièrement et ne justifierait pas les coûts de construction du nouveau bâtiment
- L'augmentation de la marge de recul impliquerait le retrait de 1 logement/étage. L'impact financier du retrait des 5 logements serait une perte de valeur du bâtiment qui varierait entre 1.44 M et 2.4 M. (loyer moyen 1 200$/mois)

IMPLANTATION PROPOSÉE - CONTEXTE





Rue Vézina



IMPLANTATION PROPOSÉE - IMPACT

Implantation proposée

TYPE D'UNITÉ		
Studio	10 (50%)	401 p.c. - 414 p.c.
1 c.à.c.	5 (25%)	534 p.c.
2 c.à.c.	5 (25%)	577.3 P.C.
Total	20	

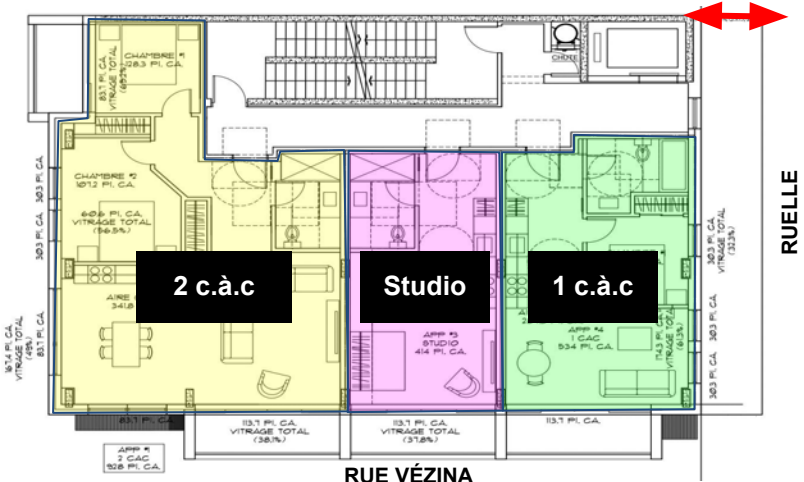
762 mm



Recul pour aligner le mur avec le bâtiment voisin

TYPE D'UNITÉ		
Studio	5 (33%)	414 p.c.
1 c.à.c.	5 (33%)	534 p.c.
2 c.à.c.	5 (33%)	928. P.C.
Total	15 (25%)	

2.5 m.



AMÉNAGEMENT PAYSAGER

AMÉNAGEMENT PAYSAGER - NIVEAU DE LA RUE



SUPERFICIE DU TERRAIN
3443PC
SUPERFICIE VERDISSEMENT EN PLEINE TERRE 720PC
720/3443*100%=20%

CALAMAGROSTIS BRACHYTRICHA (25)
HOSTA CANADIAN BLUE (10)





BOULEVARD DÉCARIE

ILEX MESERVEA BLUE BOY ET BLUE GIRL (18)

AMÉLANCHIER ROBIN HILL (4)



RUE VÉZINA

AMÉNAGEMENT PAYSAGER - PLANTATION



CORNUS PUMILA ÉTÉ



CORNUS PUMILA HIVER



BUXUS GREEN GEM



HOSTA CANADIAN BLUE



HOSTA HALCYON



AMÉLANCHIER ROBIN HILL



ILEX MESERVEA BLUE GIRL ET BLUE BOY

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER

Feuillage persistant et épineux d'un bleu vert très foncé, très luisant. Il sert d'écrin à une fructification rouge particulièrement abondante et décorative dès l'automne. A la fois tolérant aux sols calcaires, facile à cultiver, résistant à la pollution et aux embruns et très ornemental, il s'agit de l'un des meilleurs cultivars de houx créés en Amérique. A planter à mi-ombre ou au soleil non brûlant.



AMSONIA BLUE ICE



SESLERIA AUTOMNALIS



CALAMAGROSTIS BRACHYTRICHA



MUSCARI BLEU



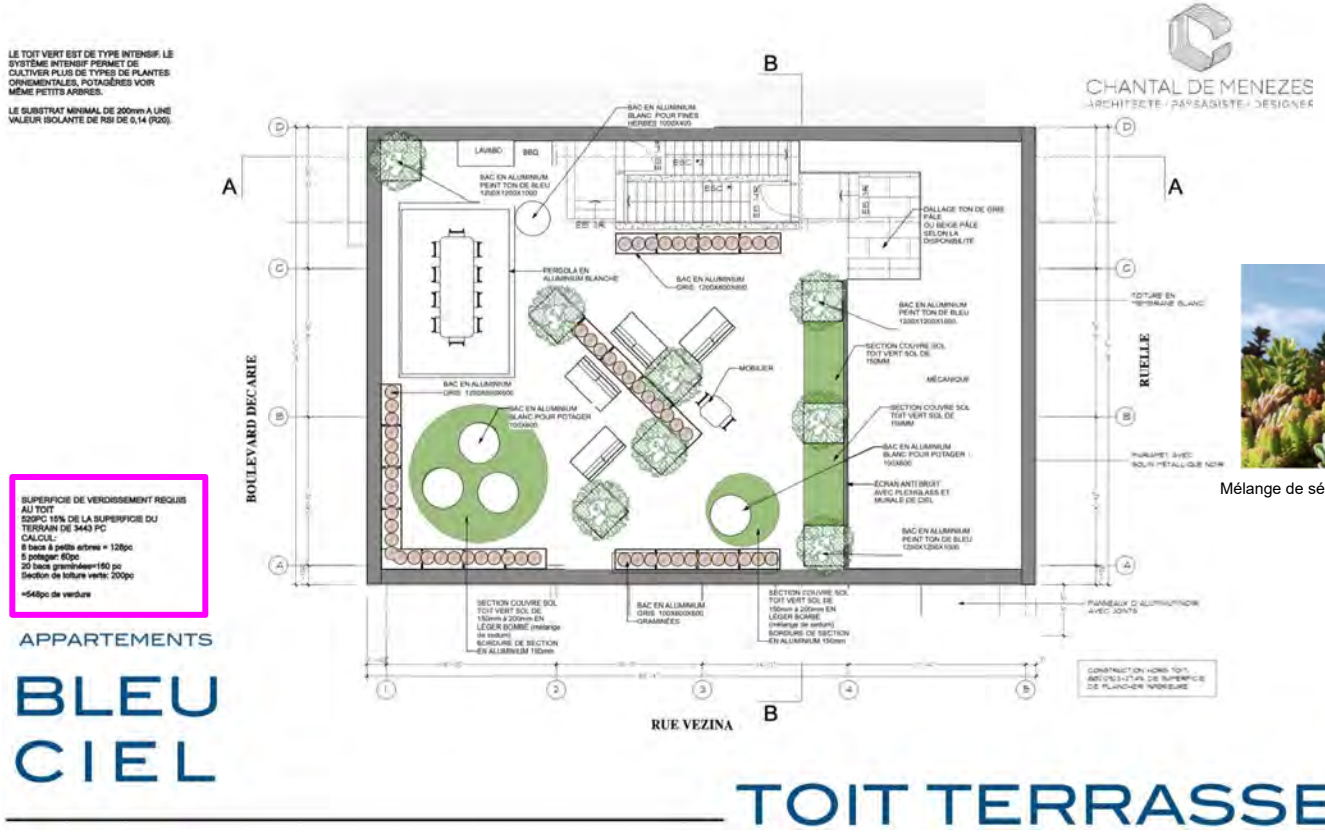
MERTENSIA VIRGINICA

BLEU CIEL

VÉGÉTAUX

AMÉNAGEMENT PAYSAGER - TOIT

Aux yeux de plusieurs membres du comité, le verdissement est déficient dans le projet proposé. Un verdissement partiel du toit viendra compenser ce manquement et cet aspect sera étudié lors du prochain comité de démolition.





Mélange de sédum pour plantation 150-200 mm deterre

Article 386.2 = verdissement au toit (en pleine terre) = 15% de la superficie du terrain pour un TI de 84%

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER







PANICUM NORTHWIND ET PANICUM VIRGATUM APPACHE ROSE







EXEMPLE DE PERGOLA ALUMINIUM



POTAGER ROND.

ÉCRAN DE PLEXI

IMPRIMÉ POUR CACHER MÉCANIQUE.

SALIX VIMINALIS POUR BAC CARRÉ

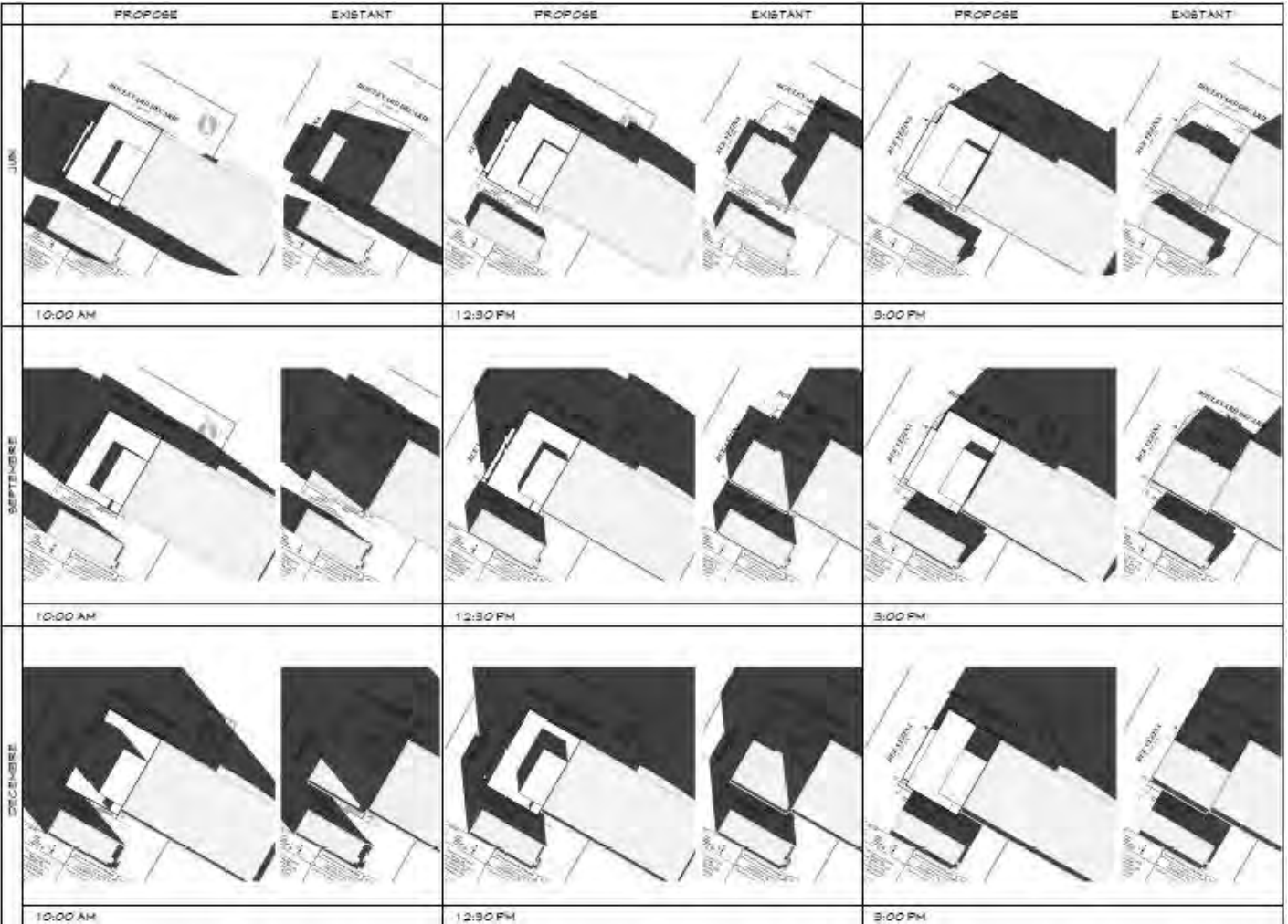
MÉLANGE DE SEDUM POUR PLANTATION 150-200mm de terre

APPARTEMENTS
BLEU
CIEL

TOIT TERRASSE

ÉTUDE D’ENSOLEILLEMENT

PROJET DE DÉVELOPPEMENT - ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT



Les impacts se feront sentir surtout sur le domaine public

ÉTUDE SUR LES DÉPLACEMENTS

560. Le nombre d'unités de stationnement pour véhicules routiers ne doit pas excéder le nombre maximal autorisé dans le tableau suivant :

EXIGENCES RELATIVES AU NOMBRE D'UNITÉS DE STATIONNEMENT POUR VÉHICULES ROUTIERS		
USAGES	NOMBRE MAXIMAL D'UNITÉS AUTORISÉ PAR SUPERFICIE DE PLANCHER DANS UNE ZONE À PROXIMITÉ D'UN ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT COLLECTIF STRUCTURANT	NOMBRE MAXIMAL D'UNITÉS AUTORISÉ PAR SUPERFICIE DE PLANCHER DANS UNE ZONE ÉLOIGNÉE D'UN ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT COLLECTIF STRUCTURANT
FAMILLE HABITATION		
Tous les usages de la famille habitation	1 unité/ 150m²	1 unité/ 90m²

Recommandations

Au vu du projet et de son impact, nous n'exigeons pas la réalisation d'une étude de circulation pour ce projet. De plus, demander une étude de circulation pour un projet de cette ampleur, voire imposer du stationnement souterrain sur une si petite parcelle, quand le projet propose une formule sans stationnement, vient contredire la politique de l'arrondissement sur la question du stationnement et la promotion de la mobilité durable. En effet, le premier levier pour faire réduire la dépendance à l'usage de l'automobile réside dans la réduction de l'offre de stationnement.

ANALYSE DE LA DIRECTION

SOMMAIRE DE L'ANALYSE PRÉLIMINAIRE

Critères	Commentaires
1° l'état de l'immeuble	Le bâtiment ne représentent pas de déficience structurale majeure. La structure semble même plutôt en bonne condition. Il n'y pratiquement aucun élément conforme aux normes d'aujourd'hui.
2° la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;	Le bâtiment construit en 1957 n'a pas de valeur patrimoniale répertoriée Le bâtiment actuel ne contribue pas au renforcement ou à l'évolution du milieu bâti La présence d'un immeuble industriel abritant des serveurs informatiques a peu d'intérêt pour le secteur Le bâtiment est dérogatoire à la réglementation (hauteur = 2 étages et alignement de construction)
3° le coût de la restauration;	➔ Il est impossible de restaurer le bâtiment existant pour l'intégrer à la nouvelle construction car il n'a pas la capacité de permettre l'ajout de plusieurs étages. ➔ La nouvelle empreinte au sol est différente de celle du bâtiment existant. En déplaçant les façade, les colonnes se retrouvent mal situées dans le volume intérieur ➔ Le nouveau projet prévoit un sous-sol. Pour le réaliser, il faudrait une excavation complète sous le bâtiment existant. Vu la géométrie existante du bâtiment, cette opération serait difficile et dangereuse voire impossible ➔ Même s'il était possible de restaurer une partie du bâtiment pour l'intégrer au projet de remplacement, les travaux nécessaires pour réaliser cette opération exigerait la démolition de plus de 50% du volume des façades du bâtiment existant. (Donc constitue une démolition)
4° L'utilisation projetée du sol dégagé;	L'usage mixte proposé du projet de remplacement est compatible avec le milieu environnant et constitue une grande amélioration pour le secteur. Le programme du projet de remplacement offre une diversité de typologie d'habitation pouvant répondre aux besoins locaux de la population; La nouvelle construction s'intègre aux nouveaux développement à proximité sur le boulevard Décarie, par son architecture contemporaine; L'étude d'ensoleillement ne montre pas l'impact significatif lié au projet de remplacement en comparaison avec le bâtiment existant.
5° La valeur patrimoniale de l'immeuble.u	L'étude patrimoniale a démontré que la valeur historique, contextuelle et architecturale est faible. Le bâtiment n'est pas situé dans un secteur patrimonial et ne fait pas l'objet d'une protection patrimoniale au niveau municipal, provincial ou fédéral.

LA DIRECTION EST FAVORABLE POUR LES RAISONS SUIVANTES :

- La demande satisfait aux critères applicables du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009);
- Le bâtiment visé par la demande de démolition présente peu d'intérêt patrimonial et ne possède aucune caractéristique architecturale représentative du secteur;
- L'usage résidentiel proposé du projet de remplacement est compatible avec le milieu environnant et constitue une amélioration de l'offre en logements locatifs et commerces de proximité pour le secteur;
- L'implantation proposé permet d'optimiser la superficie de plancher et d'offrir 5 logements supplémentaires (25% de +);
- Le bâtiment existant est dérogatoire à la hauteur minimale prescrite (2 étages) et à l'alignement de construction;
- Le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009) impose l'exigence de fournir une garantie bancaire d'un montant équivalent à 15% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière, assurant le respect des conditions imposées et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé
- La construction devra répondre aux exigences d'atténuation acoustique pour un usage sensible conformément aux articles 122.12 et 122.13 du Règlement d'urbanisme (01-276);
- Le verdissement devra se conformer à l'article 386.2 du Règlement d'urbanisme (01-276).

RECOMMANDATION DE LA DIRECTION

LA DIRECTION RECOMMANDE D'AUTORISER LA DEMANDE AUX CONDITIONS SUIVANTES :

- Que les documents suivants soient soumis préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition :
  - un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
  - un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier;
  - un plan de gestion des matières résiduelles détaillée qui assure le déplacement de tous les déchets (recyclage, compost et déchets résiduelles);
  - une étude d'ingénieur en structure qui recommande des méthodes de démolition de manière à garantir la préservation de l'intégrité structurale et coupe-feu du bâtiment mitoyen durant la démolition et la construction du nouveau bâtiment;
  - une étude acoustique formulant des recommandations conformément aux articles 122.12, 122.13 du Règlement d'urbanisme de CDN-NDG (01-276);
  - Un plan d'aménagement paysager détaillant le toit vert et un plan d'entretien de toutes les plantations;
  - Une lettre de garantie bancaire d'un montant équivalent à 15% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle

- Qu'une demande de permis pour la construction d'un projet conforme à la réglementation d'urbanisme et au projet de réutilisation du sol dégagé soit déposée préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition et ce dans les 12 mois suivants la présente approbation;

- Que les travaux de démolition soient entrepris dans les 6 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition et soient terminés dans les 12 mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC

RAPPORT DE CONSULTATION - DU 28 JUILLET AU 11 AOÛT 2021

Demande pour autoriser la démolition d'un bâtiment de 2 étages et la construction du projet de remplacement du sol dégagé - 6800 boulevard Décarie

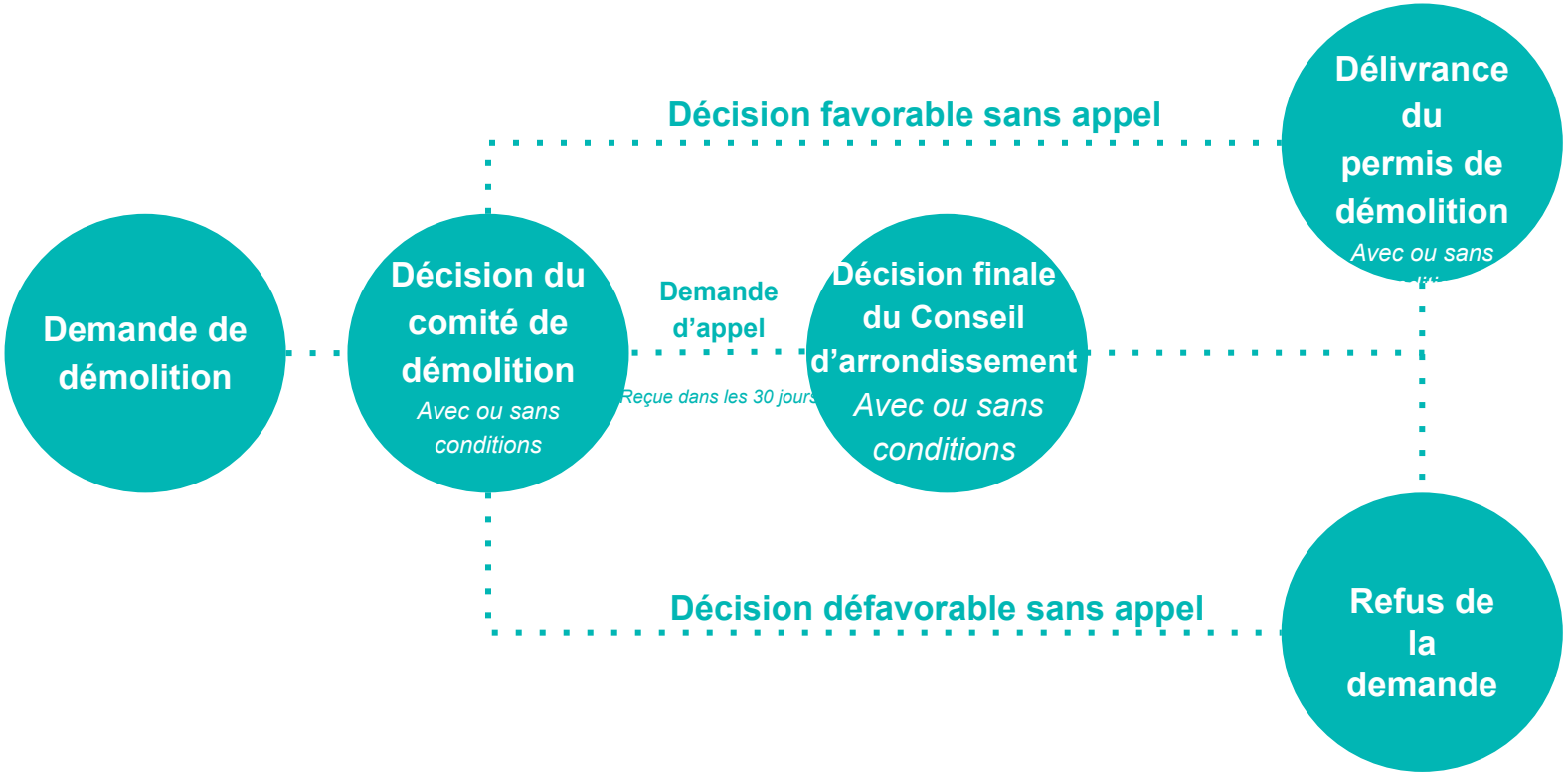
Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une questions ou un commentaire	Détail
Formulaire Web	0	S/O
Par la poste ou courriel	0	S/O

QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU COMITÉ

DÉCISION DU COMITÉ

MERCI

Échéance


Demande de démolition
Décision du comité de démolition
Avec ou sans conditions
Demande d'appel
Reçue dans les 30 jours
Décision finale du Conseil d'arrondissement
Avec ou sans conditions
Décision favorable sans appel
Délivrance du permis de démolition
Avec ou sans
Décision défavorable sans appel
Refus de la demande

CERTIFICAT DE LOCALISATION



Extrait de l'avis du contracteur

LES CONSTRUCTIONS
MAXIME LANGEVIN
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Saint-Jérôme, le 9 août 2021

9418-9479 QUEBEC INC
Propriétaire du bâtiment existant
6800 Décarie, Mtl. Qc

Objet: Lettre explicative – démolition/reconstruction bâtiment existant et proposé

À qui de droit,

La présente se veut une courte lettre explicative concernant le projet prévu au 6800 Décarie.

Il est prévu de construire un projet de rénovation majeur de 6 étages à cette adresse.

Après maintes vérifications sur place pour préparer l'exécution du projet avec notre ingénieur, il s'avère impossible d'ajouter des étages additionnels sur l'existant.

Trop de renforts sont requis et impliquerait de remplacer pratiquement 100% de la structure afin de rencontrer les normes de constructions d'aujourd'hui.

Basés sur 20265 pi.ca à un coût de $200.00/pi.ca de construction, nous prévoyons un coût de construction d'approximativement $4,053,000.00+Tx.

À ce montant, il faut additionner le coût de démolition du même bâtiment, soit un budget de $160,000.00+Tx, considérant celui-ci comme exempt de tout contaminant pour l'instant.

Je demeure disponible pour toute question si besoin est.

Maxime Langevin
Président

GRILLE DES USAGES ET SPÉCIFICATIONS

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Zone **0090**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.
2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.
3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.
4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
6. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

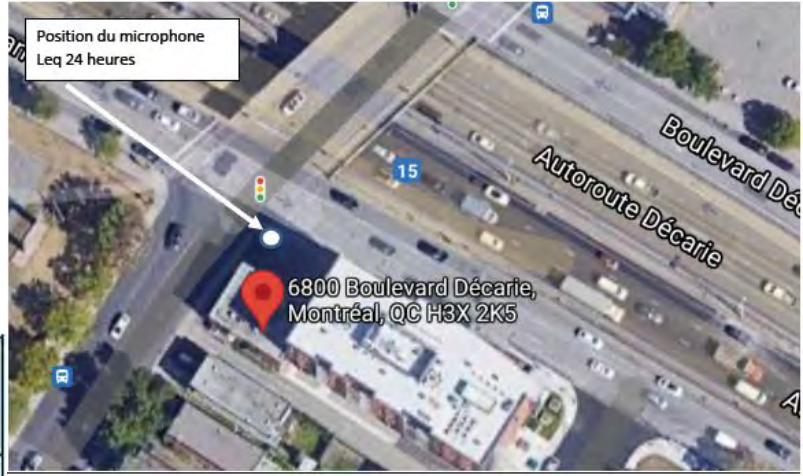
SYNTHÈSE DES IMPACTS DE L'ÉTAT PHYSIQUE DU BÂTIMENT EXISTANT

	Bâtiment existant	Exigences pour nouveau projet	Niveau de risque
Conformité au code du bâtiment			
Type de construction	Combustible (béton)	Incombustible (Acier, béton)	
Protection incendie	Aucun système de gicleurs	Système de gicleurs requis	
Parcours sans obstacle	Non	Requis pour un nouveau projet résidentiel	
Séparations coupe-feu			
• Mur mitoyen	Inconnue	2h	
• Plancher entre le S-S et RDC	Inconnue (non conforme)	2h	
• Plancher entre Commerces et logements	Inconnue (non conforme)	2h	
• Planchers entre logements	Inconnue (non conforme)	1h	
• Escalier d'issue et puits d'ascenseur	Inconnue (non conforme)	2h	
Conformité des issues	Non, 2 issues non conformes	2 issues requises	
Valeur acoustique de l'enveloppe	Non conforme pour des logements	Requis (40 dBA)	
Efficacité énergétique des bâtiments			
Enveloppe	Non conforme	Requis	
Portes et fenêtres	Non conforme	Requis	
Qualité de l'air intérieur			
Système de ventilation	Aucune mesure de contrôle de la qualité de l'air avec le système de ventilation existant	Idéalement requis en fonction d'un usage résidentiel et de la proximité de l'autoroute	
Présence de contaminants	Présence d'amiante dans le plâtre et de résidus industriels	Éliminer les contaminants	

Les couleurs représentent le niveau d'impact sur les occupants:

- impact léger au niveau du confort et l'accessibilité
- impact moyen pouvant affecter le confort et la sécurité
- impact important affectant la sécurité

ÉTUDE IMPACTS SONORES



RÉSULTATS SUR LE TERRAIN

Dates des mesures	Durée des mesures	Niveaux sonores
Le 14 juillet 2021	Leq 24 heures De 7 h à 7h	65.0 dBA*
Les 13 et 14 juillet 2021	Leq nuit de 23 h à 7 h	64.1 dBA*
Le 13 juillet 2021	Leq jour/soir de 7 h à 23 h	65.3 dBA*

Le niveau Leq 24 heures a été mesuré à :

- environ 10 mètres de l'emprise du boulevard Décarie Nord
- environ 33 mètres de l'emprise de l'autoroute Décarie
- environ 57 mètres de l'emprise du boulevard Décarie Sud

Mesures effectuées le 13 et 14 juillet 2021
Les niveaux mesurées pendant 24 heures ont pris en considérations tous les bruits dans le voisinage

Conclusion

Nous avons mesuré un niveau sonore Leq 24 heures de 65.0 dBA sur le site du futur projet situé au 6800 boul. Décarie et coin Vézina à Montréal. Le niveau Leq 24 heures et les résultats des mesures de bruit Leq Jour/soir de 65.3 et Leq nuit de 64.1 ne rencontrent pas les exigences du règlement sur le bruit de la ville de Montréal, Arrondissement Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce stipulant que le niveau sonore du bruit routier doit être de 55 dBA ou moins sur une période de 24 heures pour un espace de détente à l'extérieur du bâtiment au sol et de 40 dBA ou moins à l'intérieur du bâtiment.

Afin d'atteindre les niveaux dictés par le règlement 01-276 de la ville de Montréal, Arrondissement Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce, nous vous proposons l'étude de mitigation suivante :

Fenestrations (vitrage double):

- Installer une fenestration ayant un STC entre 37 et 39 et un OITC entre 29 et 31
- Vitre 6mm laminé
- Espace d'aire 12 mm
- Vitre 6 mm

Mesures de mitigation

Murs extérieur:

- Construire les murs extérieurs avec parement de maçonnerie
- À la finition du mur, du côté intérieur, ajouter une membrane thermo-acoustique RéfleXor et un gypse ⅝ type X

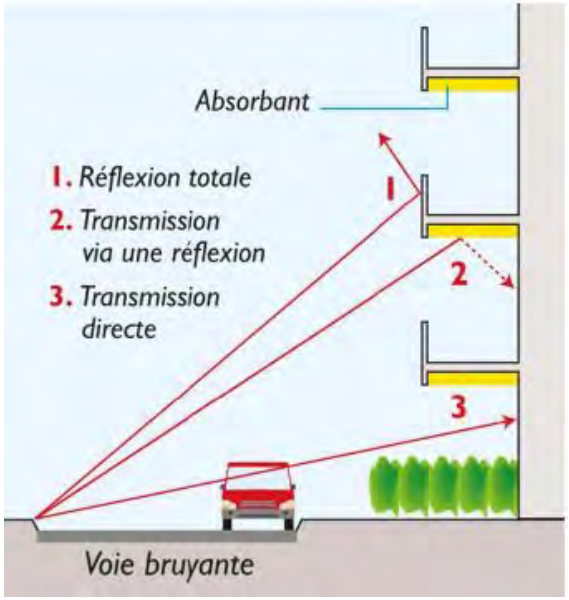
Il importe de considérer que le résultat sonore intérieur n'est pas que relié à la fenestration : si le reste de l'enveloppe extérieure n'est pas suffisamment performante, il est possible que le niveau sonore intérieur excède la limite de 40 dBA recherchée. Il est attendu que les parois extérieures non fenêtrées apportent un indice d'insonorisation égal ou supérieur à STC 55.

Finalement, il ne sera pas possible de respecter le critère sonore intérieur en situation de fenêtres ouvertes. C'est pourquoi, il est recommandé de prévoir une climatisation de type split (non mural pour conserver l'étanchéité de l'enveloppe extérieure du bâtiment) afin d'assurer un contrôle de la température intérieure malgré la fermeture de fenêtres.

Mesures de mitigation

Aire de détente extérieure (balcons)

Pour les espaces en hauteur (balcons), le niveau sonore peut être apporté à des valeurs s'approchant de 55 dBA à l'aide d'un garde-corps de verre hermétique (sans espaces ou ouvertures sous celui-ci) de 1,2 m de hauteur et l'ajout de matériel absorbant au plafond des balcons (voir figure ci-dessous). Le matériel absorbant choisi devra offrir un indice d'absorption sonore minimum de NRC 0.90.



Paramètres de zonage	Bâtiment existant	Proposition	Commentaires
Hauteur (en mètre et étages)			
Densité			
Taux d’implantation (Superficie et %)			
Unité de stationnement			
Unité de stationnement vélo			
% de verdissement du site			
etc.			

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

DÉCISION NUMÉRO	CD21 005
DEMANDE DE PERMIS DE DÉMOLITION	
Requérant :	RUBIN+GOLDENBERG ARCHITECTS a/s Rhona Goldenberg
Immeuble visé :	6800, Boulevard Décarie
Demande de permis :	3002598274

DÉCISION RENDUE À LA SUITE DE L'AUDITION PUBLIQUE TENUE LE 11 AOÛT 2021 À 18 H 30, À MONTRÉAL PAR VIDÉOCONFÉRENCE, À LAQUELLE ASSISTENT MESDAMES MALAKA ACKAOUI, ISABELLE DUMAS, DJEMILA HADJ-AMOU ET JACQUELINE MANUEL SIÉGEANT SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR MARVIN ROTRAND, EN REMPLACEMENT DE MONSIEUR CHRISTIAN ARSENEAULT, FORMANT LE QUORUM.

- Considérant que la composition architecturale proposée de la façade Décarie ne marque pas suffisamment le caractère principal de cette façade, notamment de par la présence de petites fenêtres au centre de celle-ci;
- Considérant que les plans de l'aménagement paysager proposé ne contient pas le détail et l'information nécessaire pour juger de la viabilité et de l'acceptabilité de la proposition, conformément au règles de l'art et aux exigences du règlement d'urbanisme 01-276;
- Considérant que la viabilité de la gestion des matières résiduelles des futurs occupants n'est pas démontrée et que le retrait latéral (ruelle) de l'implantation du bâtiment pourrait être une opportunité pour l'aménagement d'un espace d'entreposage temporaire de ces matières lors des journées de collecte;

Il est proposé par Mme Malaka Ackaoui;
Appuyé par Mme Isabelle Dumas;

DE REFUSER le certificat d'autorisation de démolition pour la propriété située au 6800, boulevard Décarie, le tout conformément au *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Les personnes présentes sont, en outre, informées que tout intéressé peut, dans les trente (30) jours de la décision du comité, interjeter appel de cette décision par écrit, devant le conseil d'arrondissement, et de son effet sur la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

Le président substitut du comité,

Marvin Rotrand

Rubin+Goldenberg Architectes
4453 Ste. Catherine o.,
Westmount, Québec
H3Z 1R6

Mme. Geneviève Reeves, avocate
Division du greffe, Arrondissement Côte-des-neiges Notre-Dame-de-grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
Sujet : Demande de révision de la décision du comité de démolition à l'égard du 6800, boul. Décarie.

Me. Reeves,

En vertu de l'article 148.0.19 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, nous demandons au conseil d'arrondissement de Côte-des-neiges Notre-Dame-de-grâce de réviser la décision du comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD) de refuser la démolition du bâtiment situé 6800, boulevard Décarie, suite à l'audition publique tenue le 11 août 2021 à 18h30, à Montréal par vidéoconférence.

Nous présentons les raisons suivantes en réponse aux raisons évoquées par le comité pour le refus :

CÉDD : Considérant que la composition architecturale proposée de la façade Decarie ne marque pas suffisamment le caractère principal de cette façade, notamment de par la présence de petites fenêtres au centre de celle-ci;

Réponse : Nous avons retravailler la façade principale (côté Décarie) afin d'augmenter la fenestration (veuillez voir FRONT ELEVATION.pdf)

CÉDD : Considérant que les plans de l'aménagement paysager propose ne contient pas le détail et l'information nécessaire pour juger de la viabilité et de l'acceptabilité de la proposition, conformément aux règles de l'art et aux exigences du règlement d'urbanisme 01-276;

Réponse : Le plan proposé était préliminaire; notre architecte paysagiste à élaborer ses dessins pour ajouter les détails habituelle (veuillez voir PAYSAGER.pdf)

CÉDD : Considérant que la viabilité de la gestion des matières résiduelles des futurs occupants n'est pas démontrée et que le retrait latéral (ruelle) de l'implantation du bâtiment pourrait être une opportunité pour l'aménagement d'un espace d'entreposage temporaire de ces matières lors des journées de collecte;

Réponse : Nous avons mandaté un expert en gestion des matières résiduelles pour préparer un plan détaillé qui vous sera envoyé en septembre.

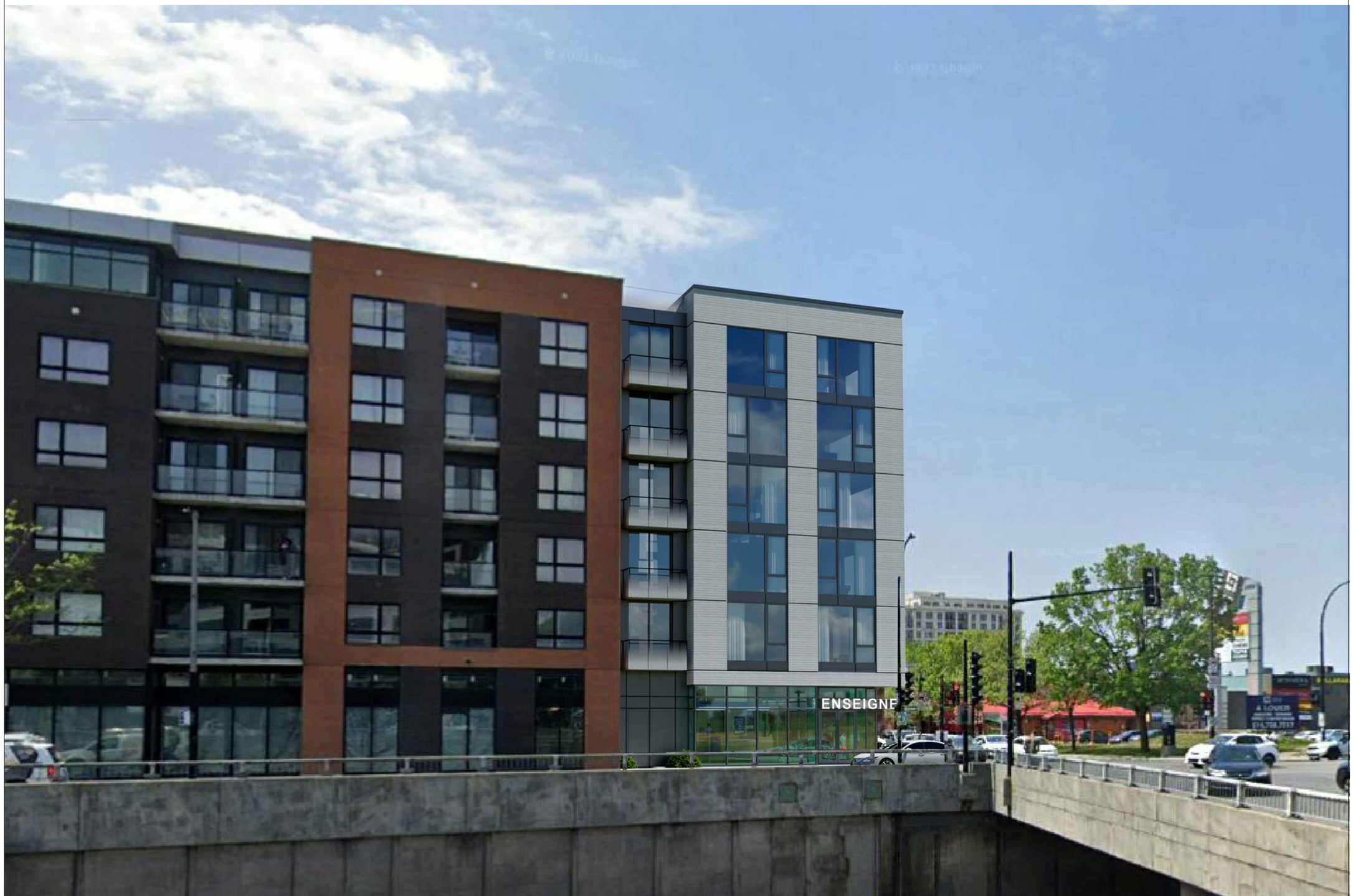
Quant à la question d'augmenter le retrait latéral sur le côté Vézina pour accommoder l'entreposage temporaire de ces matières, nous vous rappelons qu'un espace dédié à l'entreposage des bacs de recyclage et déchets est déjà prévu au sous-sol.

Les exigences du code (CNB) pour la taille de l'ascenseur ainsi que le besoin de 2 issues de secours et d'un vide-ordures nécessitent une surface importante de la plaque de plancher. Dans les plans proposés, ces éléments nécessitent l'utilisation de 14,6% de la dalle de plancher. Si l'on doit réduire la plaque de plancher, le pourcentage de la plaque de plancher dédié à ces exigences obligatoires deviendra près de 16 % de la plaque de plancher. Il est à noter que tous les appartements doivent désormais satisfaire aux exigences du "Décret 990-2018 visant l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite à l'intérieur des logements".

Afin de répondre à ces exigences, nous ne pouvons pas réduire la profondeur du bâtiment et conserver quatre logements par étage. De plus, nous comprenons que la ville souhaite d'encourager les promoteurs à construire des logements d'une superficie minimale raisonnable pour assurer une meilleure qualité de vie pour les occupants, ce qui est aussi notre but, et c'est pour cela que nous devons absolument maintenir le retrait latéral proposé du côté Vézina.

Merci,

Rhona Goldenberg, architecte MOAQ



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-1



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-2



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

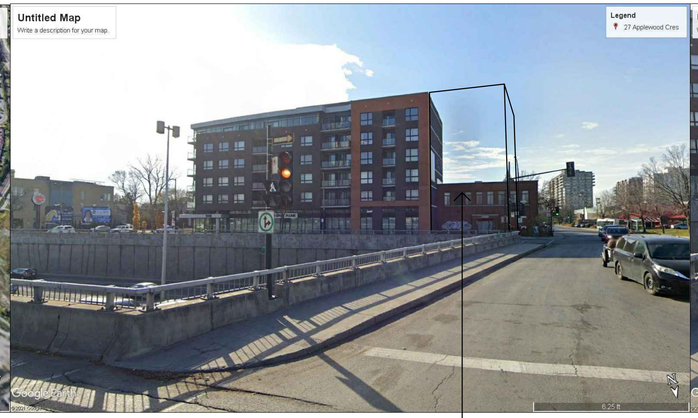
6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

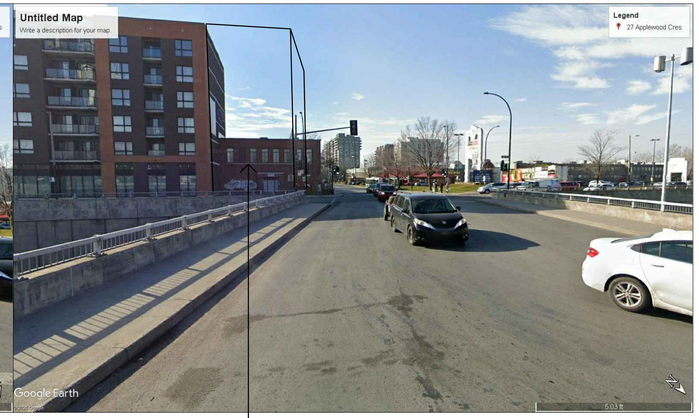
PERSPECTIVES

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-3

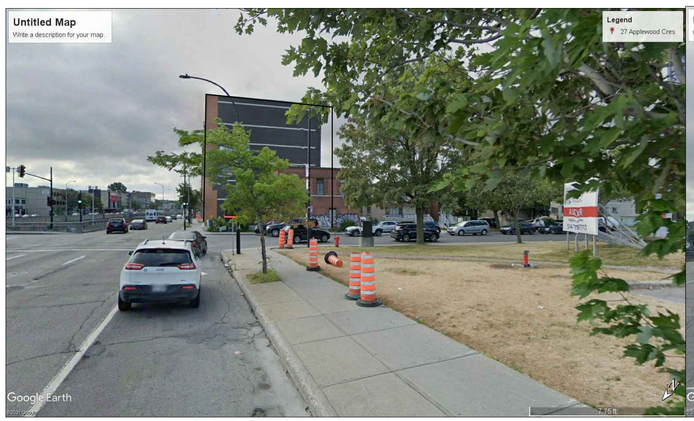




EMPLACEMENT DU PROJET



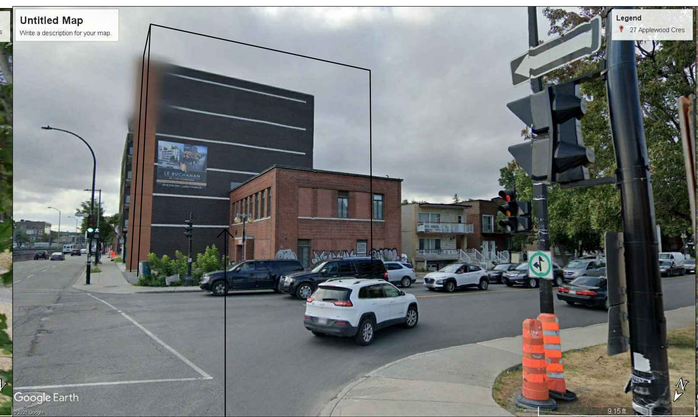
EMPLACEMENT DU PROJET



LOT ADJACENT NORD

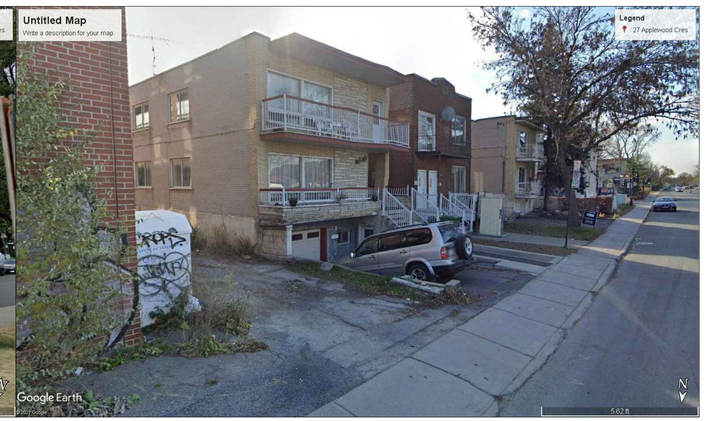
SUR BOULEVARD DECARIE

STATIONNEMENT DU MAIL CARRE DECARIE



EMPLACEMENT DU PROJET

RUE VEZINA



DUPLEX VOISIN

RUE VEZINA

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

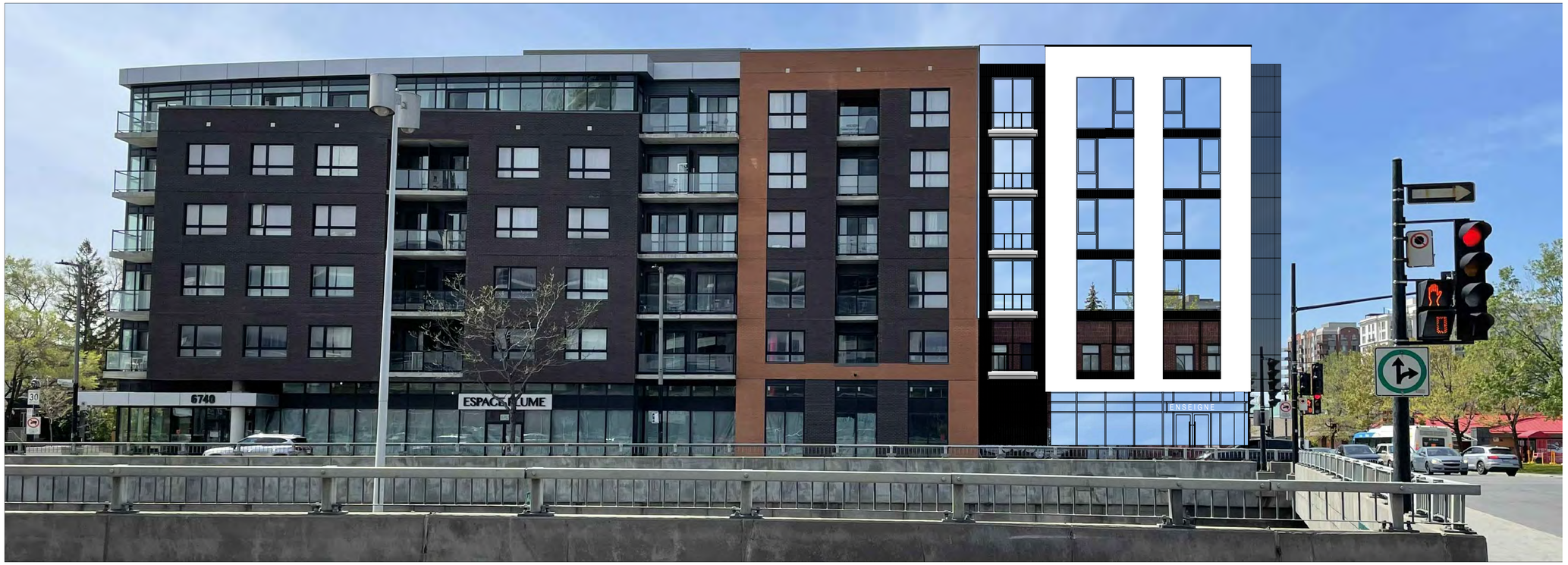
TITRE

PHOTOS
VOISINAGE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-4



ÉLÉVATION RUE VEZINA



ÉLÉVATION BOULEVARD DECARIE

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI, 2021
PERMIS	LE 19 MAI, 2021
PERMIS	LE 23 JUIN, 2021
PERMIS	LE 12 NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

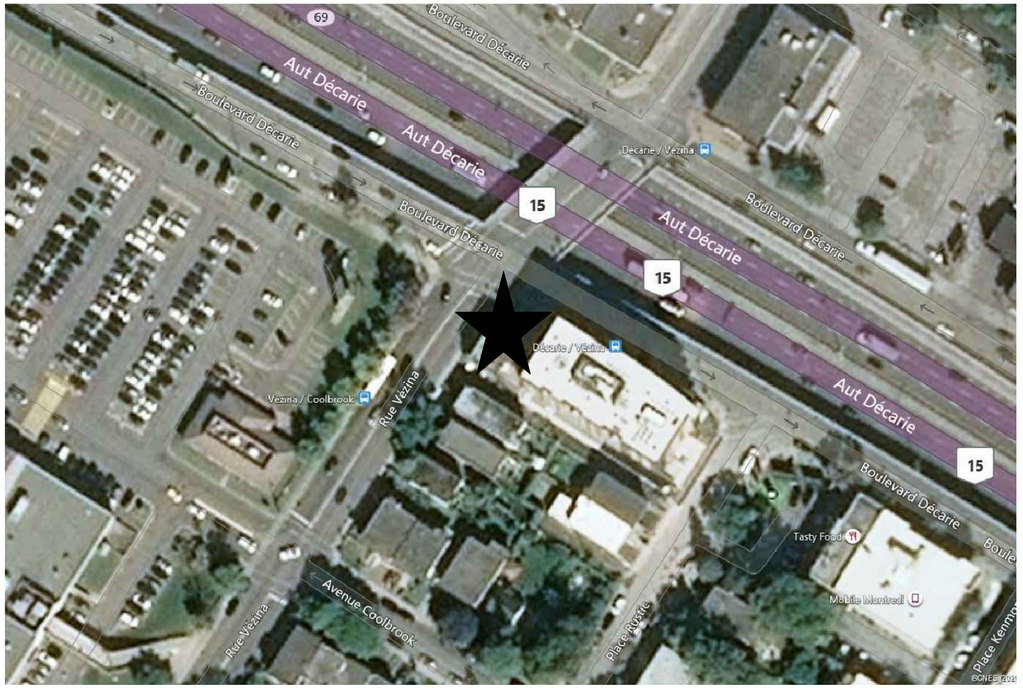
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

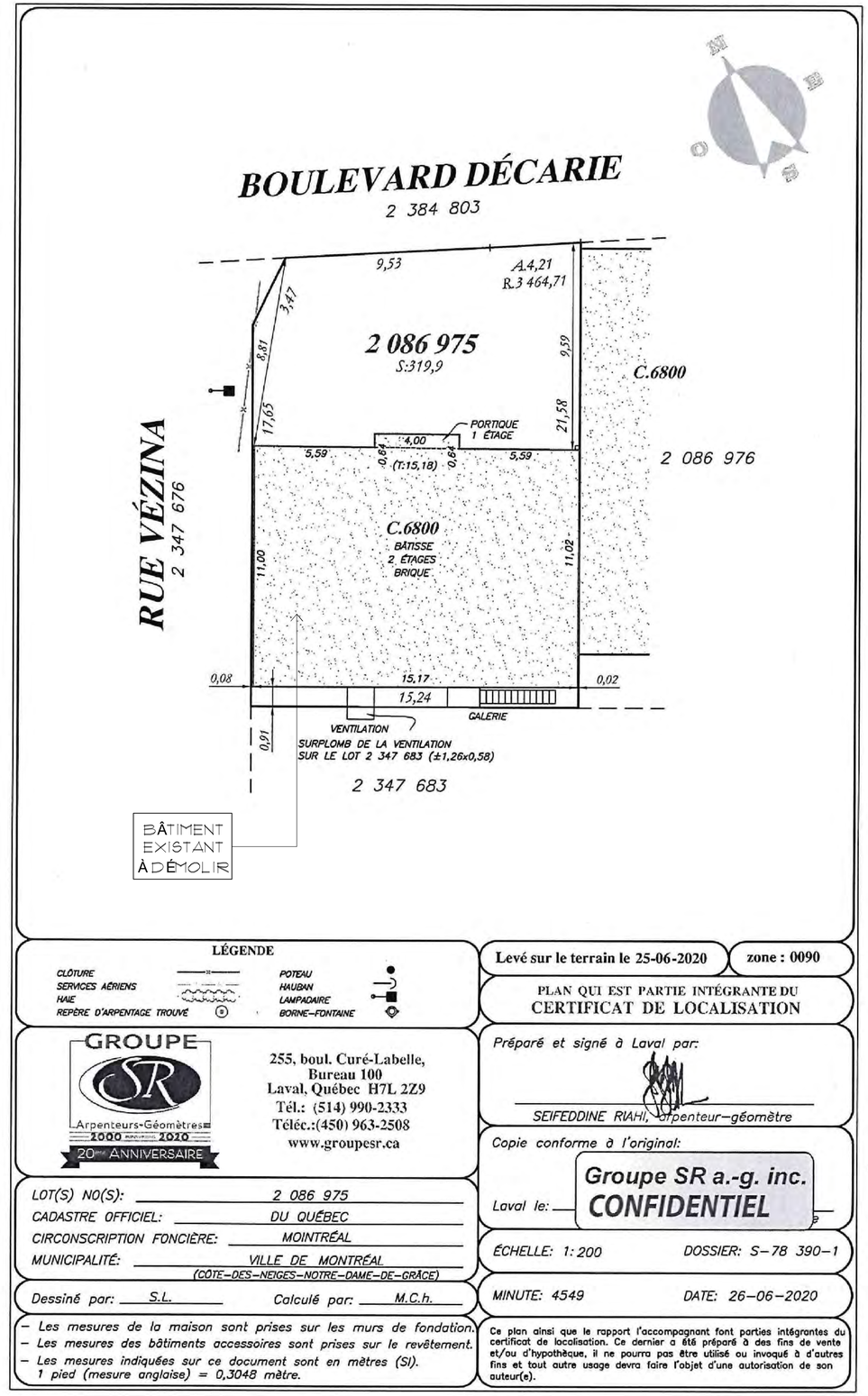
TITRE

ÉLÉVATIONS

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	P-5



1 A100 EMPLACEMENT DU SITE



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021

RGA
RUBIN + GOLDENBERG
ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

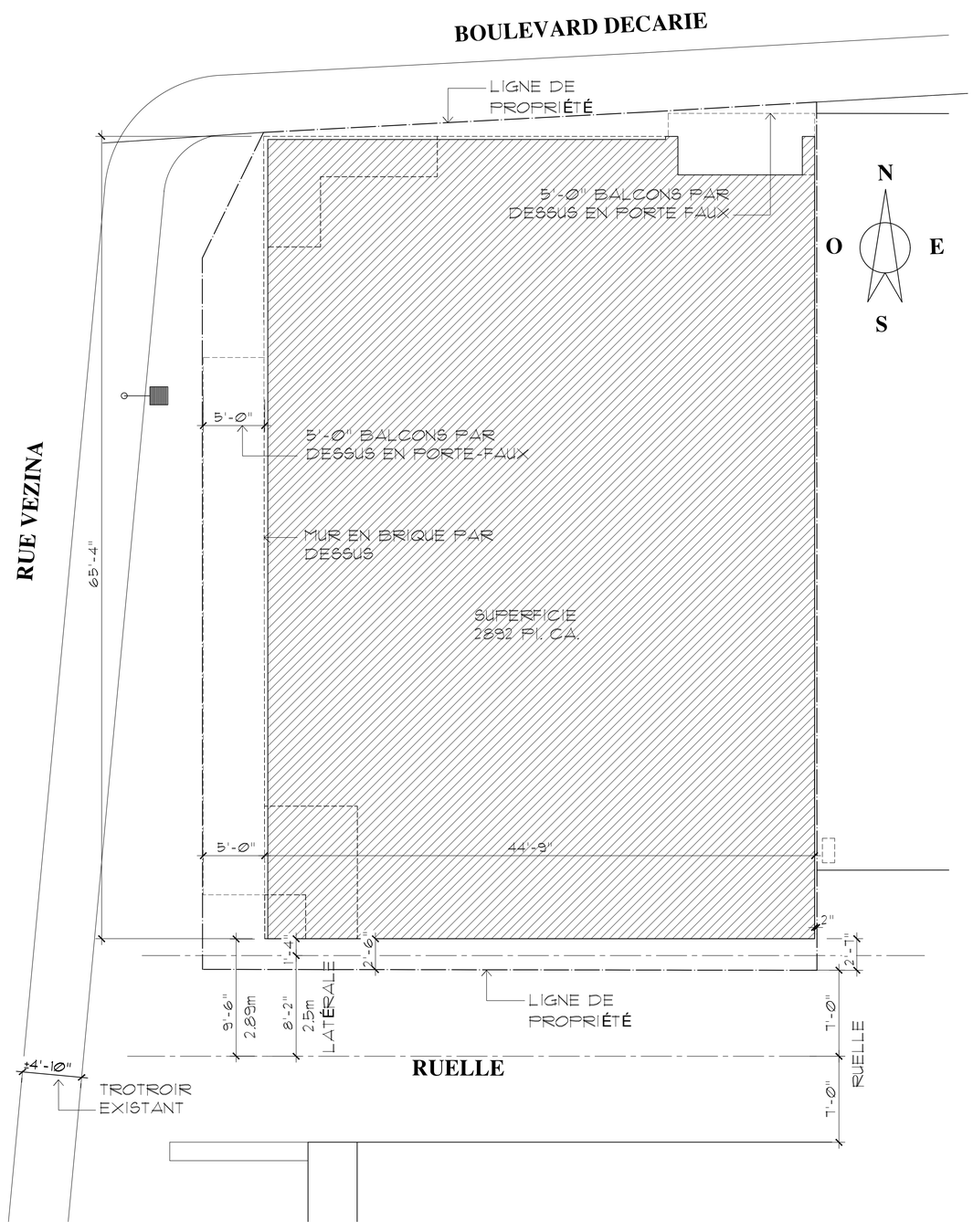
6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

EMPLACEMENT DU SITE

PLAN DU SITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-100



1 / A101 PLAN DU SITE
3/16" = 1'-0"

ARPENTAGE :

TOUS LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU TERRAIN
PROVIENNENT DU PLAN PRÉPARÉ PAR:
SR GROUPE INC.

DOSSIER : S-78 390-1
MINUTE : 4549
EN DATE DU : 26-06-2020

STATISTIQUES DU PROJET :

ZONAGE:
SUPERFICIE DU TERRAIN: 3443 PI. CA. (319.9 M.PA)
3443x0.84=2892 PI.CA. SUPERFICIE PERMIS (TAUX D'IMPLANTATION 70% MAJORE PAR 1.2=84%)
TAUX D'IMPLANTATION PROPOSE:
2892 PI.CA. 84%

DENSITE:
4.5X3443=15,493 PI.CA.

DENSITE PROPOSE :
R.D.C. 2,736x0.85=2,326 PI.CA
ETAGES 2-6 :2,889-421=2,468 PI.CA.
SS-1:640 PI.CA.
2326+2468X5+744=15,410 PI.CA.

NOMBRE D'UNITE :
REZ-DE-CHAUSSEE :
ESPACE LOCATIF COMMERCIALE:1729 PI. CA.

PLANCHER NIVEAU 2 - 6 :
20 UNITES TOTALE
- 5 DE 2 CHAMBRES
- 5 DE 1 CHAMBRES
- 10 STUDIOS

- 26 VELOS

- VERDISSEMENT AU R.D.C.: (228+160) / 3443=11.3%
- VERDISSEMENT AU TOIT: 520/3443=15%

VERDISSEMENT TOTAL: 26.3%

TABLEAU D'ANALYSE CODE DU BÂTIMENT

FOLIO : 2013 PROJET : 6800 BOULEVARD DECARIE DATE : 2020.12.17

CODE EN VIGUEUR / Applicable code
- ☐ Code national de bâtiment (2010) / National building code (2010)
- ■ Code construction de Québec (2010)/ Quebec building code (2010)
- ☐ Code construction de l'Ontario (2012) / Ontario building code (2012)
- ☐ Autres / Other
- ■ Division / Section 3
- ☐ Division / Section 9
- ☐ Division / Section 10

TYPE DE PROJET / Project type
■ Nouveau / New ☐ Agrandissement / Expansion ☐ Modification

PARTIE DU CODE UTILISÉ / Part of the code used
■ 3 ☐ 9 ☐ 10

AIRE DU BÂTIMENT / Building area — 1.1.3.2
Nouveau / New 268 m² 2892 p² — Existant / Existing 0 m² 0 p² — =Total 268 m² 2892 p²
Sous-sol 1/ Basement 268 m² 2892 p² — Rez-de-chaussée / Ground floor 268 m² 2892 p² — Étage Typ. 2-6 / Typ floor 2-6 268 m² 2889 p²

HAUTEUR DE BÂTIMENT / Building height — 1.1.3.2
Hors-sol / Above ground 6 étages / 6 floors — Sous-sols / Basement 1 étage / 1 floor — En mètre / Metric 20 m 65'-7" pi

USAGE PRINCIPAL / Major Occupancy — 3.1.2.2
- ☐ A1 Spectacle / Performance
- ☐ A2 Lieu de réunion / Assembly
- ☐ A3 Aréna / Arena
- ☐ A4 Plein air / Open air
- ☐ B1 Détention / Detention
- ☐ B2 Centre de soins / Care center
- ■ C Habitations / Residential
- ☐ D Affaires / Business
- ☐ E Commerce / Mercantile
- ☐ F1 Industriel (risque élevé) / Industrial (high risk)
- ☐ F2 Industriel (risque moyen) / Industrial (medium risk)
- ☐ F3 Industriel (risque faible) / Industrial (low risk)

USAGE SECONDAIRE / Secondary Occupancy — 3.1.2.2
Storage garage separation floor 1.5Hr 3.3.5.6.1
Garage vestibule 3.3.5.7 3)4) Fire Separation 0 Hr
- ☐ A1 Spectacle / Performanc
- ☐ A2 Lieu de réunion / Assembly
- ☐ A3 Aréna / Arena
- ☐ A4 Plein air / Open air
- ☐ B1 Détention / Detention
- ☐ B2 Centre de soins / Care center
- ☐ C Habitations / Residential
- ☐ D Affaires / Business
- ■ E Commerce / Mercantile
- ☐ F1 Industriel (risque élevé) / Industrial (high risk)
- ☐ F2 Industriel (risque moyen) / Industrial (medium risk)
- ☐ F3 Industriel (risque faible) / Industrial (low risk)

NOMBRE DE PERSONNES / Number of people — 3.1.16.1
■ Selon le code / per code — As ☐ Selon l'usage / As per occupancy (to be displayed) — 10 personnes par étage X5 / 43 pour commerce
Total : 93 personnes

Le bâtiment est classé et prévu dans le cas ou le Seperation des suites 1Hr 3.3.1.1.1) Storage Rooms 1 Hr 3.3.4.3.1

Classification 3.2.2.48 — 3.2.2

Usage principal / Main occupancy C — **Usage secondaire / Secondary occupancy** E — 3.2.2

☐ Combustible ■ Incombustible / Noncombustible ☐ Gros bois d'oeuvre / Heavy timber

RESISTANCE AU FEU / Fire protection — 3.2.2
Plancher / Floor 60 min. — Mur porteur / Bearing wall 60 min. — Issue / Egress 120 min.
Toit / Roof 0 hr. — Colonnes port. / Structural column 60 min.
Mezzanine N.A. — Arc porteur / Bearing arch 60 min.
*var.: selon la condition

NOMBRE DE RUES / Number of streets — 3.2.2.10
Rue ou voie d'accès / Street or driveway ■ 1 ☐ 2 ☐ 3

FAÇADE NORD / AXE 1: BOULEVARD DECARIE North face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 286 m² 3075 p² — Distance limitative / Limiting distance +15 m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 100% — % Baie actuelle/ % Actual building face 49% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

FAÇADE SUD / AXE 5 : RUELLE south face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 290 m² 3124 p² — Distance limitative / Limiting distance 2.89m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 21% — % Baie actuelle/ % Actual building face 21% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

FAÇADE OUEST / AXE A: RUE VEZINA West face — 3.2.3.7
*Distance limitative au-delà de 15m avec protection gicleurs = 100 % d'ouverture permise.
Superficie / Area 417 m² 4491 p² — Distance limitative / Limiting distance +15 m — ☐ Résistance au feu ¾ h / résistance ¾ h
% De baie permise/ % Allowed building face 100% — % Baie actuelle/ % Actual building face 66% — ☐ Résistance au feu 1 h / résistance 1 h
■ Façade incombustible / Noncombustible face ☐ Revêtement incombustible / Noncombustible cladding ☐ Résistance au feu 2 h / Fire resistance 2 h

ALARM INCENDIE / Fire alarm — 3.2.4.1
■ Requis / Required ☐ Non requis / Not required

AVERTISSEMENT FUMÉE / Smoke detector — 3.2.4.21
■ Requis / Required ☐ Non requis / Not required

ALIMENTATION EN EAU / Water supply — 3.2.5.7
■ Adéquat / Required ☐ À vérifier / To be verified ☐ Pompe requise / Pump required ☐ Réservoir requis / Reservoir required

GICLEUR / Sprinkler — 3.2.5.13
■ Tout le batiment / Entire building ☐ Sous-sol seulement / Basement only ☐ Non requis / Not required

RACCORD POMPIER / Fire dept. connection — 3.2.5.16
■ Requis / Required ☐ Non requis / Not required

BATIMENT GRANDE HAUTEUR / high rise building — 3.2.6
☐ Oui / Yes ☐ Ascenseur dédié pompier ☐ Réseau communication
■ Non / No ☐ Issue séparé SS & étage ☐ Désenfumage

COLONNE MONTANT / Standpipe
■ Oui / Yes ☐ Non / No

MEZZANINE / Mezzanine — 3.2.8
NOTE: non applicable
☐ 10% aire de bâtiment / 10% building area ☐ 40% aire de bâtiment / 40% building area =Total 0 m² 0 p²
☐ 1 Nb d'issues requises / Nbr egress required ☐ Plus d'une / pour l'étage / More than one

DISTANCE DE PARCOURS / Travel distance (m) — 3.4.2.5
☐ 10 ☐ 25 ☐ 30 ☐ 40 ■ 45 ☐ 60 ☐ 105 ☐ perimetre (3.4.2.5.2)\ perimeter

SUBSTANCES DANGEREUSES / Hazardous substances
☐ Oui / Yes ■ Non / No

MUR COUPE FEU / Fire rated wall — 3.1.10
AXE "D".
■ 2 hrs rés. au feu (150 mm au-dessus du toit) / 2 hrs fire rated (150 mm above roof)
■ 4 hrs rés. au feu (900 mm au-dessus du toit) / 4 hrs fire rated (900 mm above roof)
☐ Non requis / Not required

SUBDIVISION DE COMBES / Attic space division — 3.1.11.5
☐ 300 m² ☐ 600 m² ■ Non requis / Not required

COMPARTIMENTATION SOUS-SOL / Fire containment in basement — 3.2.1.5
☐ Requis (600 m²) / Required ■ Non requis (gicleur) / Not required (sprinkler)

AIRE COMMUNIQUANTE / Interconnected floor space — 3.2.8
☐ Oui / Yes ■ Non / No ☐ Vestibule requis / Hallway required

CONCEPTION SANS OBSTACLE / Barrier free design — 3.8
■ Requis / Required ☐ Non requis / Not required Explication entrée principale

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19. MAI. 2021
PERMIS	LE 23. JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES
4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

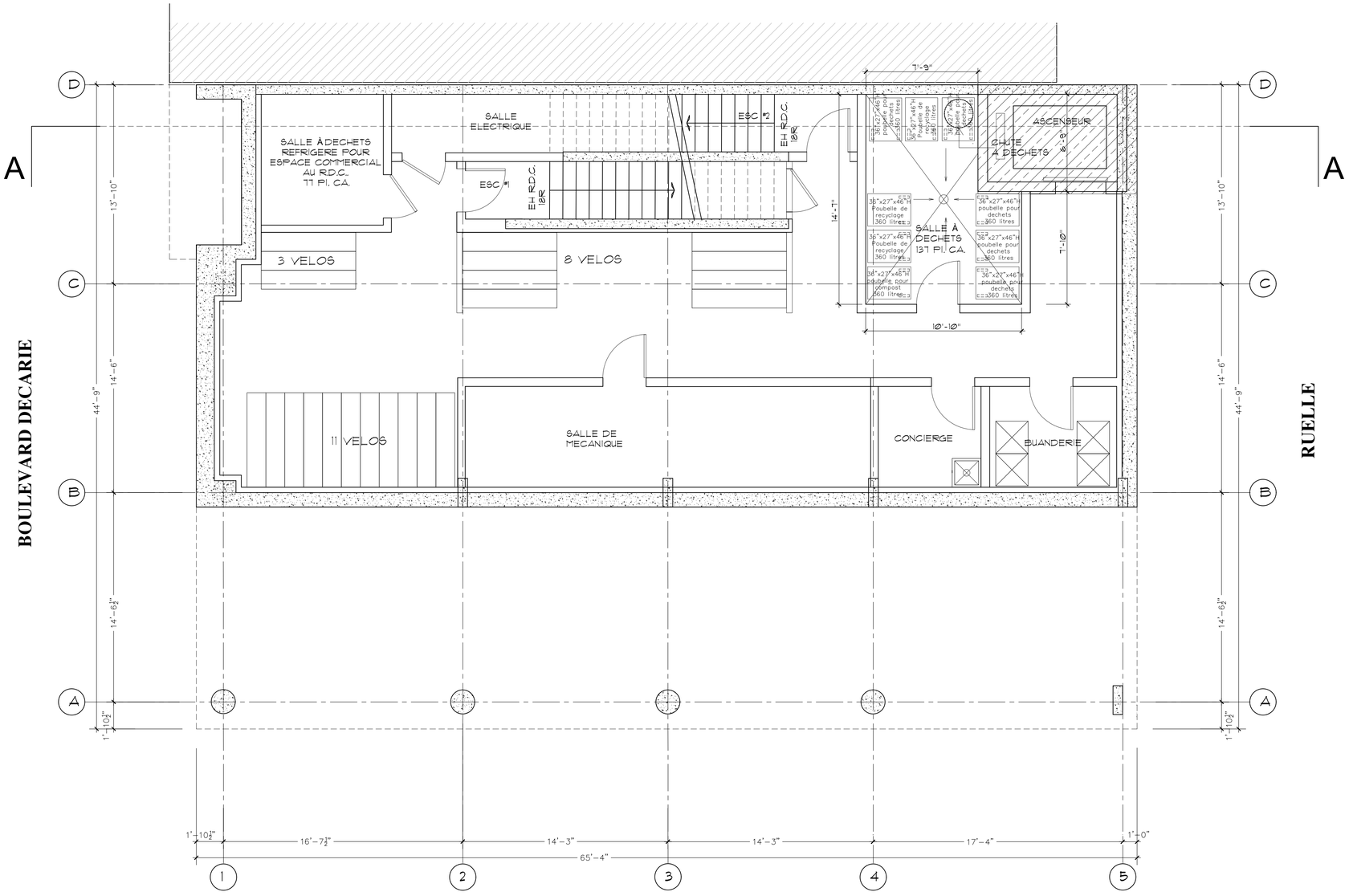
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DU SITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
-	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-101



1 / A150 PLAN DE SOUS SOL 1
1/4" = 1'-0"

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DE SOUS SOL 1

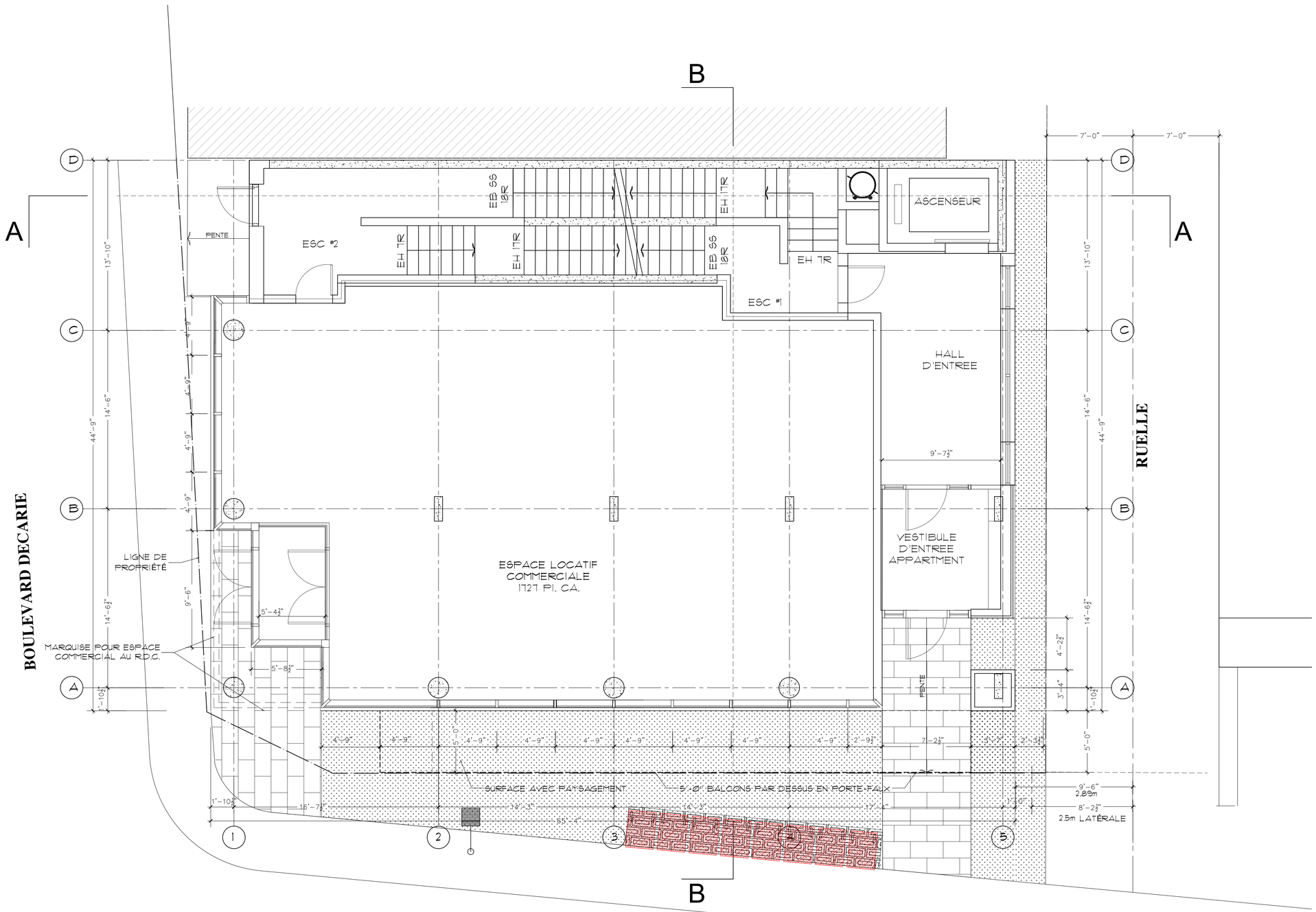
ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-150

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021



1 / A201 PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE
1/4" = 1'-0"

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES
4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE

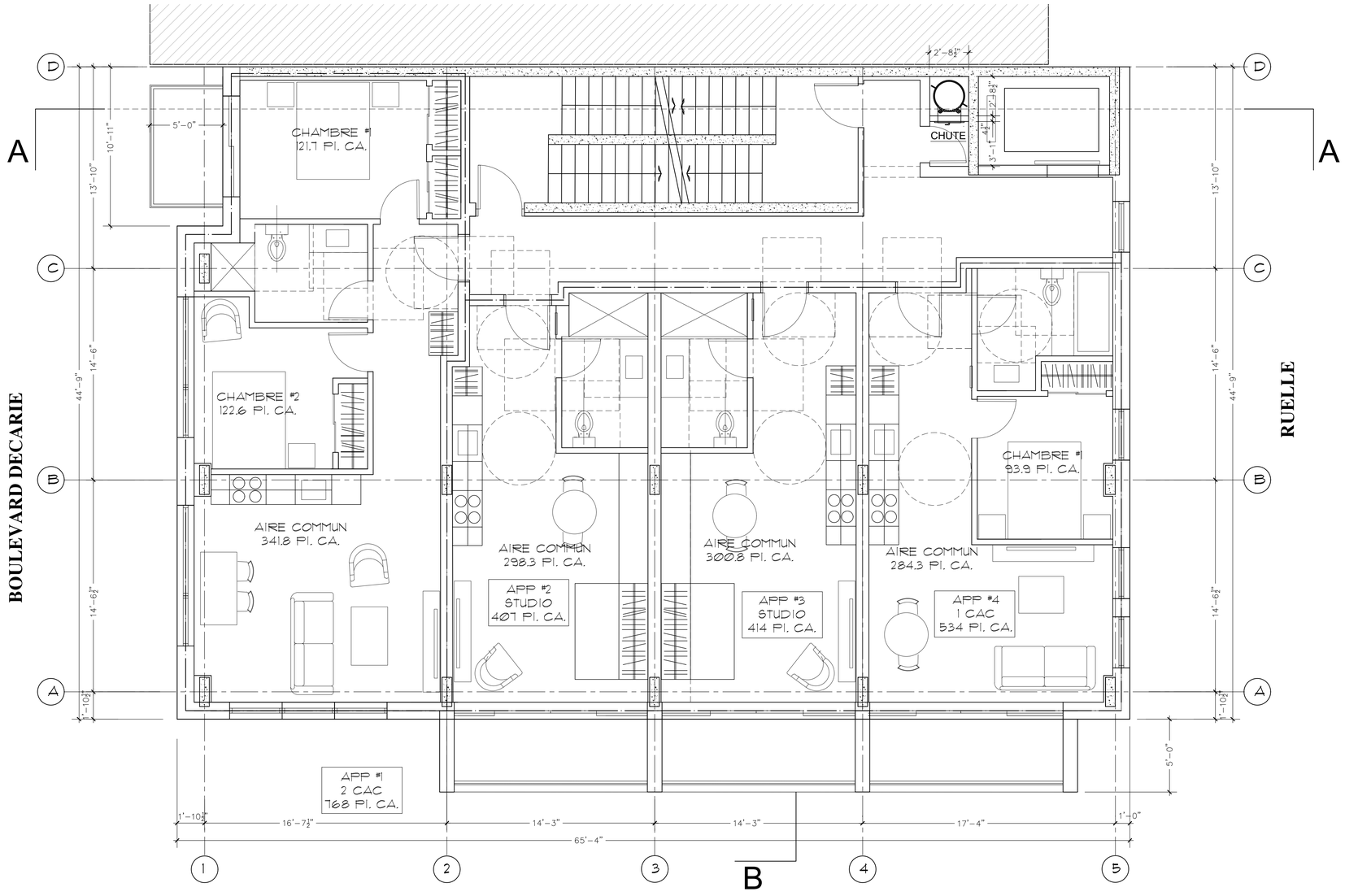
ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-201

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021



1 A202 PLAN DE L'ETAGE TYPE (2-6)
1/4" = 1'-0"

DIMENSIONS DES LOGEMENTS:

UNITES 101-501 (5 APPARTMENTS) 2 CACS : 768 PI.CA.
UNITES 102-502 (5 APPARTMENTS) STUDIOS : 407 PI.CA.
UNITES 103-503 (5 APPARTMENTS) STUDIOS : 414 PI.CA.
UNITES 104-504 (5 APPARTMENTS) 1 CAC : 534 PI.CA.

UNITES TOTALES: 20 APPARTMENTS

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

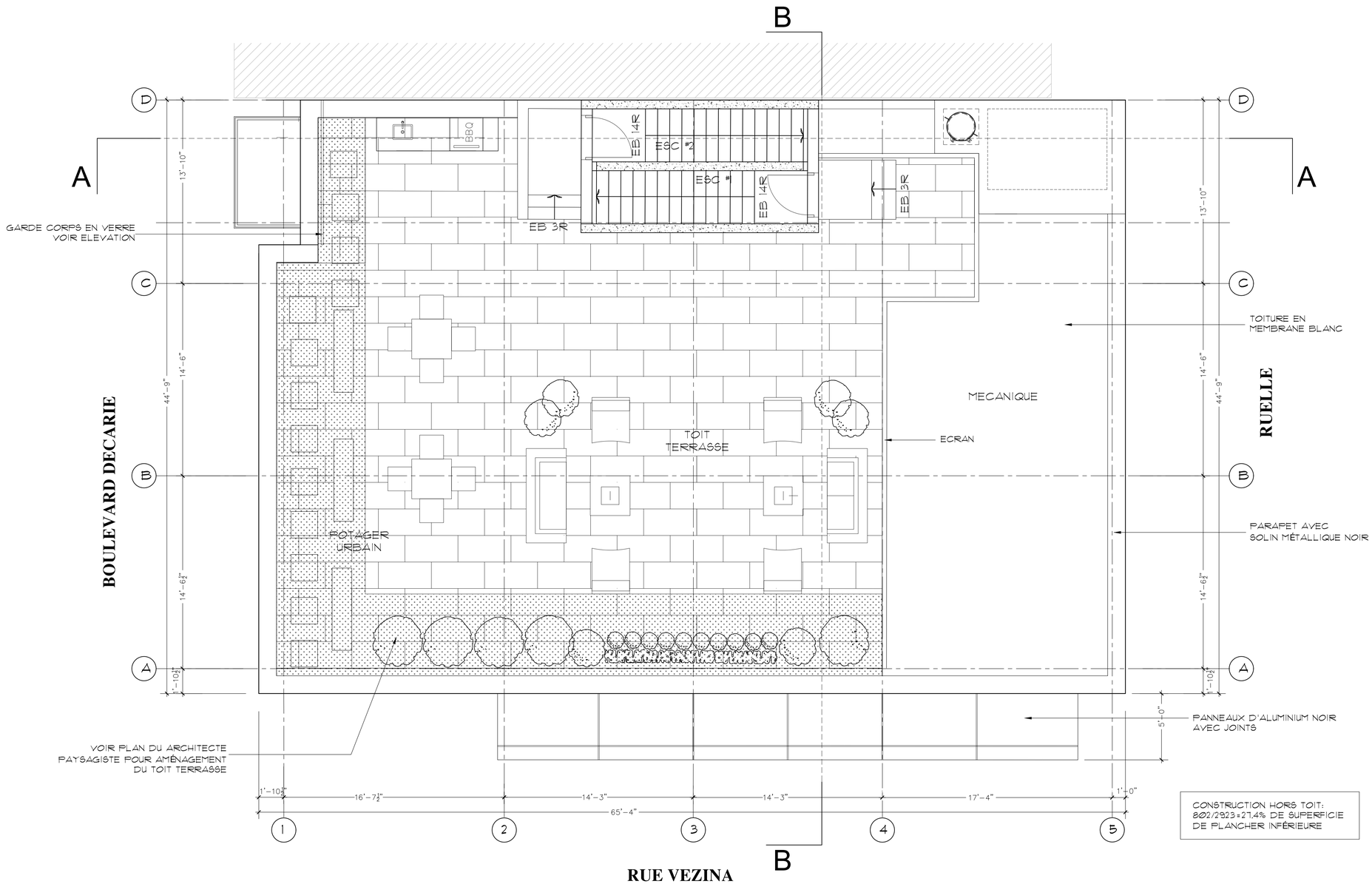
TITRE

PLAN DE L'ETAGE TYPE (2-6)

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-202

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT



CONSTRUCTION HORS TOIT:
802/2923=27.4% DE SUPERFICIE
DE PLANCHER INFÉRIEURE

1 / A300 PLAN DU TOIT
1/4" = 1'-0"

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

TITRE

PLAN DU TOIT

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC. 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-300

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

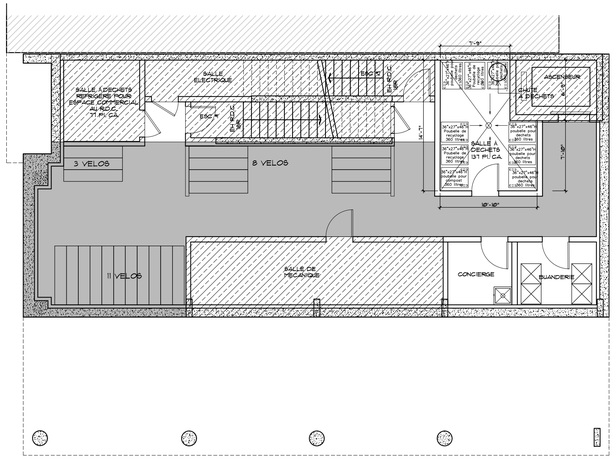
COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

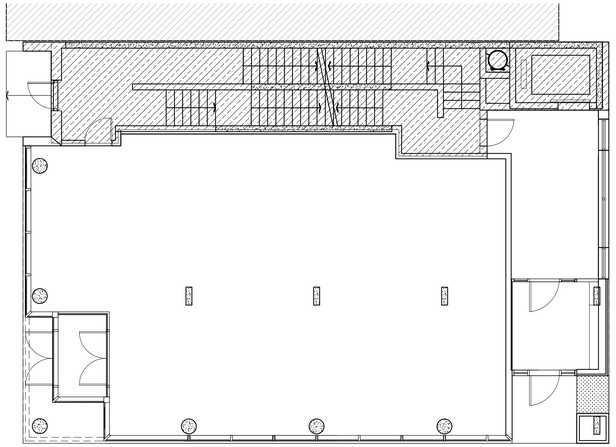
DENSITE:
4.5X3443=15,493 PI.CA.

DENSITE PROPOSE :
R.D.C. : 2,326 PI.CA
ETAGES 2-6 : 2,468X5=12,340 PI.CA.
SS-1: 827 PI.CA.

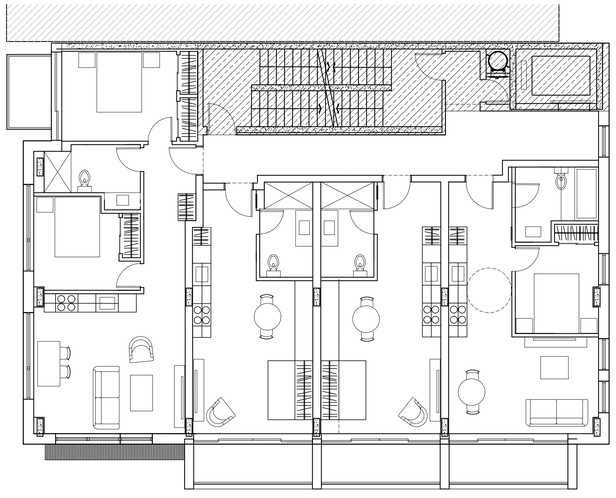
TOTAL: 2326+12340+827=15,493 PI.CA.



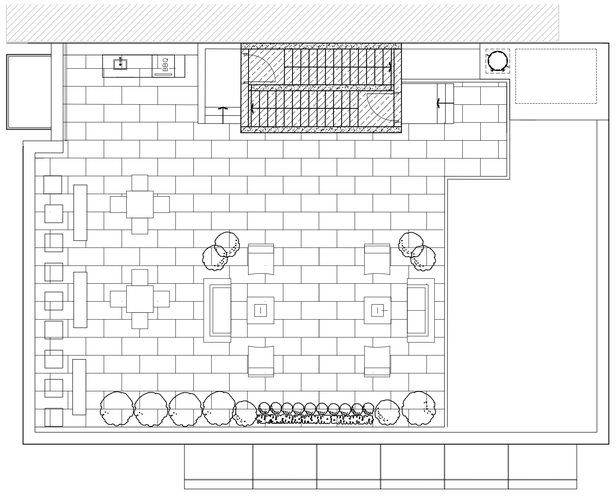
SS-1: TOTAL :1,884 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: SQ.FT. 378+83+257=718 SQ.FT. (38%)
15% REDUCTION PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 1884X15%=283 SQ.FT.
VÉLOS ET ALLÉS AU STATIONNEMENT: 774 SQ.FT.
1884-283-774=827 SQ.FT.



R.D.C. TOTAL :2,736 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 621 SQ.FT. (22.6%)
15% REDUCTION PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 2736X15%=410 SQ.FT.
2736-410=2,326 SQ.FT.



ETAGES 2-6: TOTAL :2,889 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 421 SQ.FT. (14.6%)
15% REDUCTION POUR PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR PERMIS
2,889-421=2,468 SQ.FT.



TOIT: TOTAL :179 SQ.FT.
PUIT D'ESCALIERS ET D'ASCENSEUR: 179 SQ.FT. 100%

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	JUILLET 13, 2021
PERMIS	AOUT 3, 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

TITRE

DENSITE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/8"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
YHG	RG	A-500

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

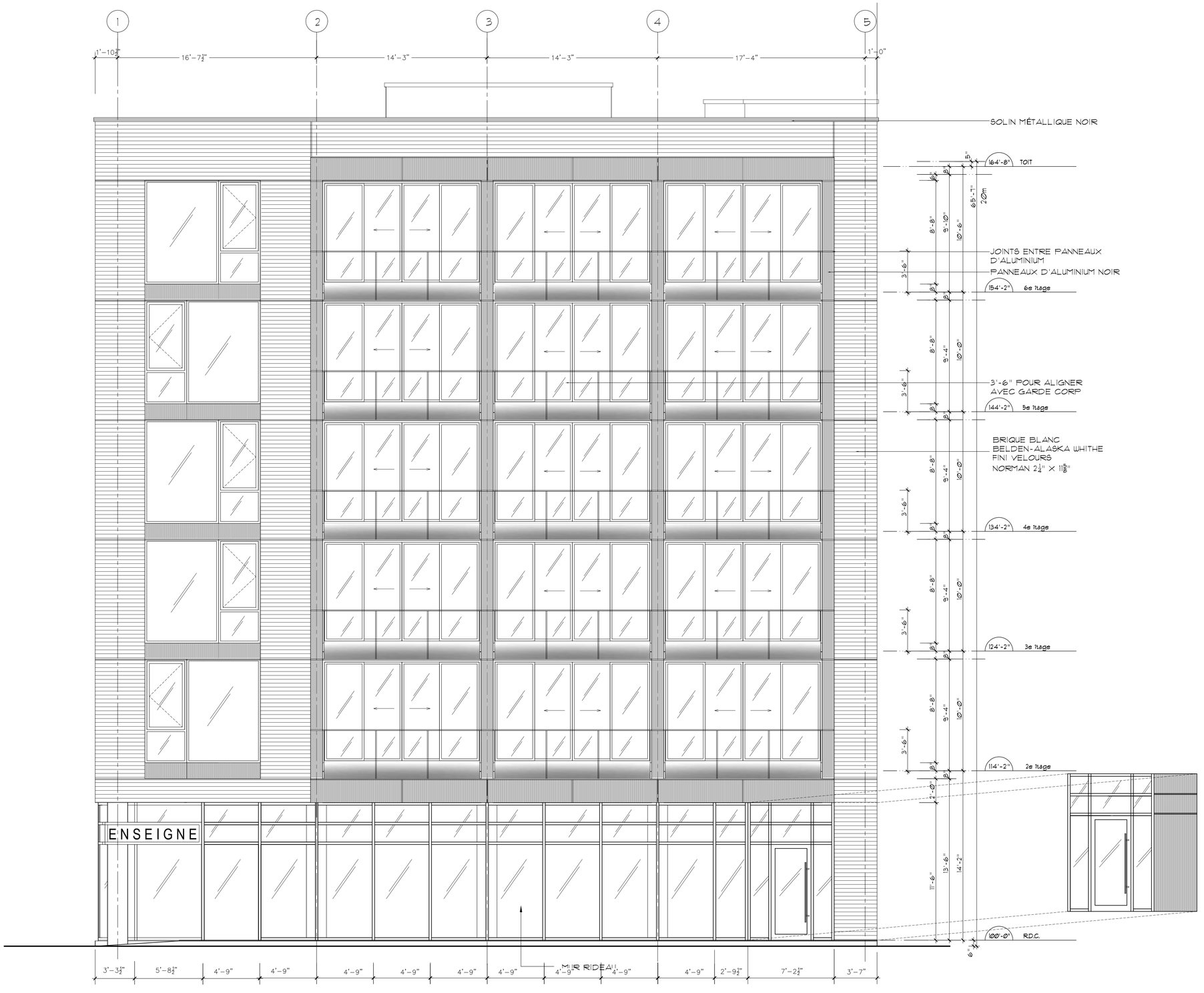
6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION
BOULEVARD DECARIE

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-400





DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 23, JUIN. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION
RUE VEZINA

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-401

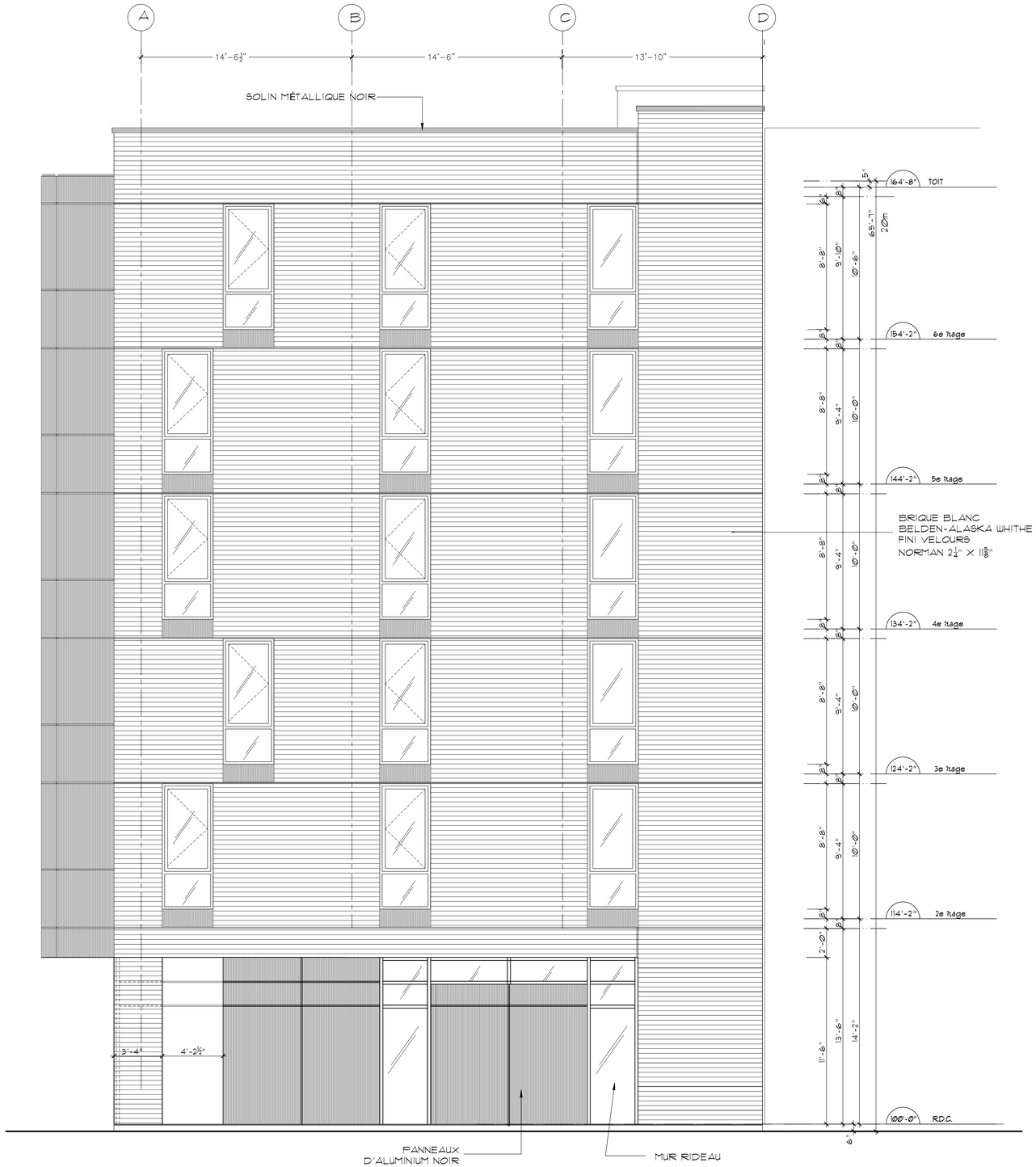




PHOTO DE LA BRIQUE INSTALLEE



MATERIELS ET COULEURS

DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19 MAI. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

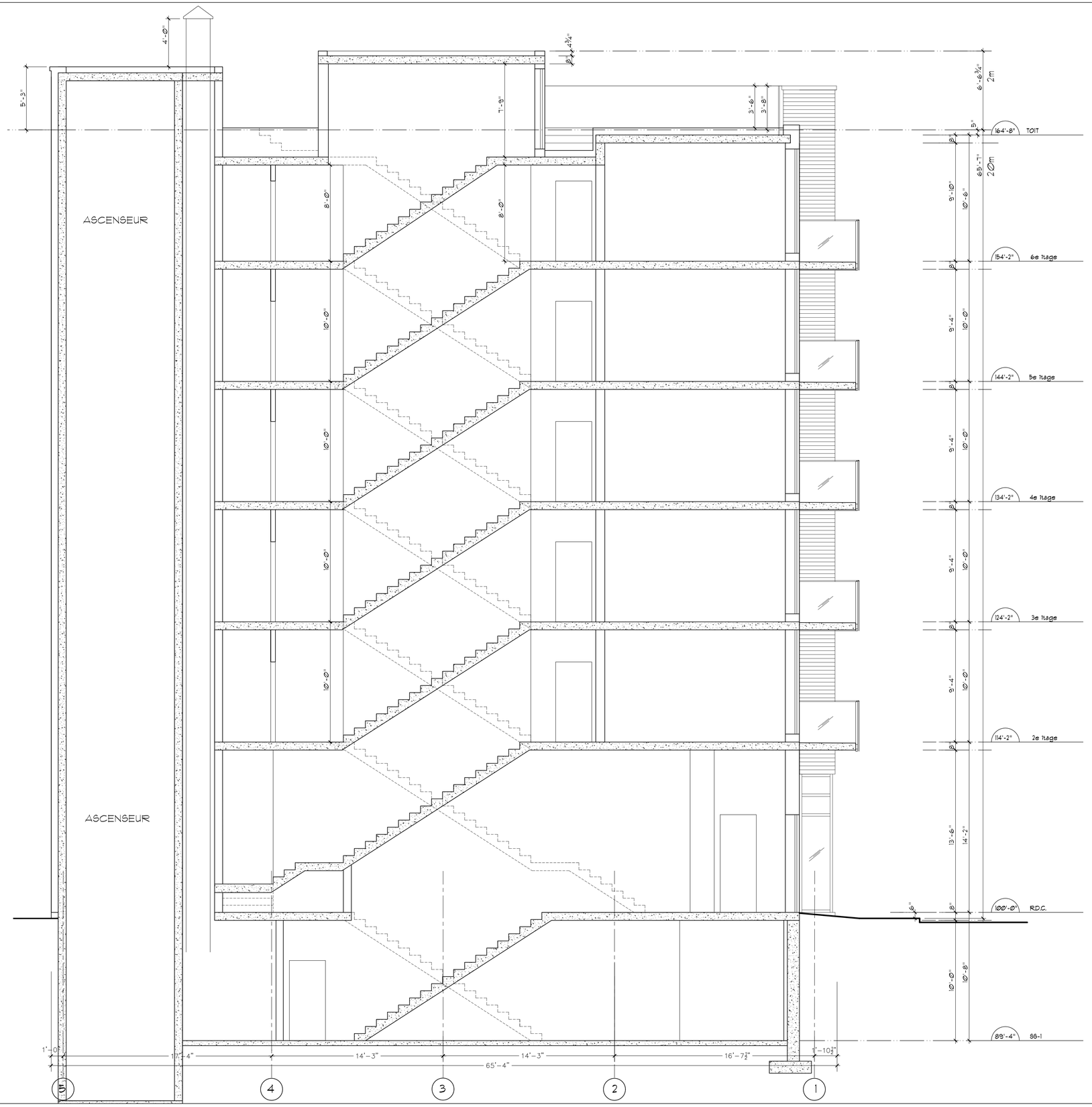
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

ELEVATION RUELLE &
MATERIELS ET COULEURS

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-402



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

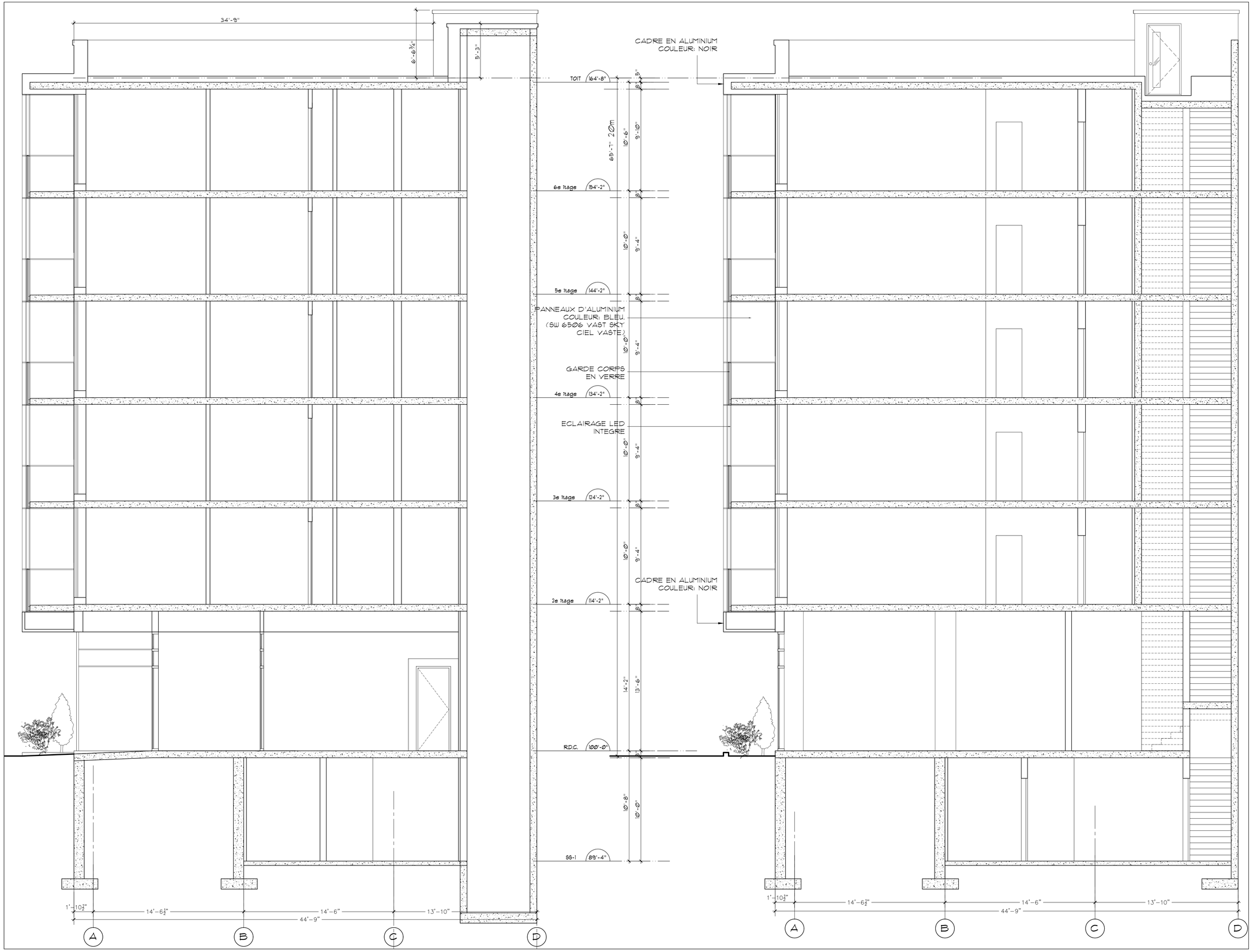
APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

COUPES GENERALE
A-A

ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-450



DROIT D'AUTEUR RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NE PAS UTILISER POUR UNE AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ECRITE DE L'ARCHITECTE.
L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES MESURES, TOUS LES PLANS, DETAILS ET SPECIFICATIONS AINSI QUE LES CONDITIONS PARTICULIERES AU PROJET, ET RAPPORTER TOUTES LES ERREURS, OMISSIONS ET ANOMALIES A L'ARCHITECTE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
LES COTES SUR PLANS ONT PRIORITES SUR L'ECHELLE.
TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE CONFORME AUX NORMES, LOIS ET CODES LES PLUS RECENTS EN VIGUER ET CE POUR TOUS LES CORPS DE METIER.
CE DESSIN NE DOIT PAS ETRE UTILISE SANS LE TAMPON ET LA SIGNATURE DE L'ARCHITECTE.

COPYRIGHT RUBIN GOLDENBERG ARCHITECTS 2006
NOT TO BE USED FOR ANY OTHER PROJECT WITHOUT THE ARCHITECT'S WRITTEN CONSENT.
CONTRACTOR MUST VERIFY AND CHECK ALL JOB DIMENSIONS, PLANS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO THE ARCHITECT BEFORE PROCEEDING WITH THIS WORK.
FIGURED DIMENSIONS TO TAKE PRECEDENCE OVER SCALE.
ALL WORK TO CONFORM TO MOST RECENT APPLICABLE NORMS, BYLAWS AND CODES FOR ALL GIVEN TRADES.
THIS DRAWING IS NOT TO BE USED FOR ANY PURPOSE UNLESS STAMPED AND SIGNED BY THE ARCHITECT

REV.	DESCRIPTION	DATE

ISSUED FOR	DATE
PERMIS	LE 17 DEC. 2020
PERMIS	LE 06 MAI. 2021
PERMIS	LE 19, MAI. 2021
PERMIS	LE 12, NOV. 2021

RUBIN + GOLDENBERG ARCHITECTES

4453 ST CATHERINE ST WEST
WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 1R6
TEL: 514 278 4342 FAX 514 272 5296
EMAIL: info@rubingoldenberg.com

PROJET

APPARTEMENTS BLEU CIEL

6800 BOULEVARD DECARIE,
COTE-DES-NEIGES, QC

TITRE

COUPES GENERALE
B-B

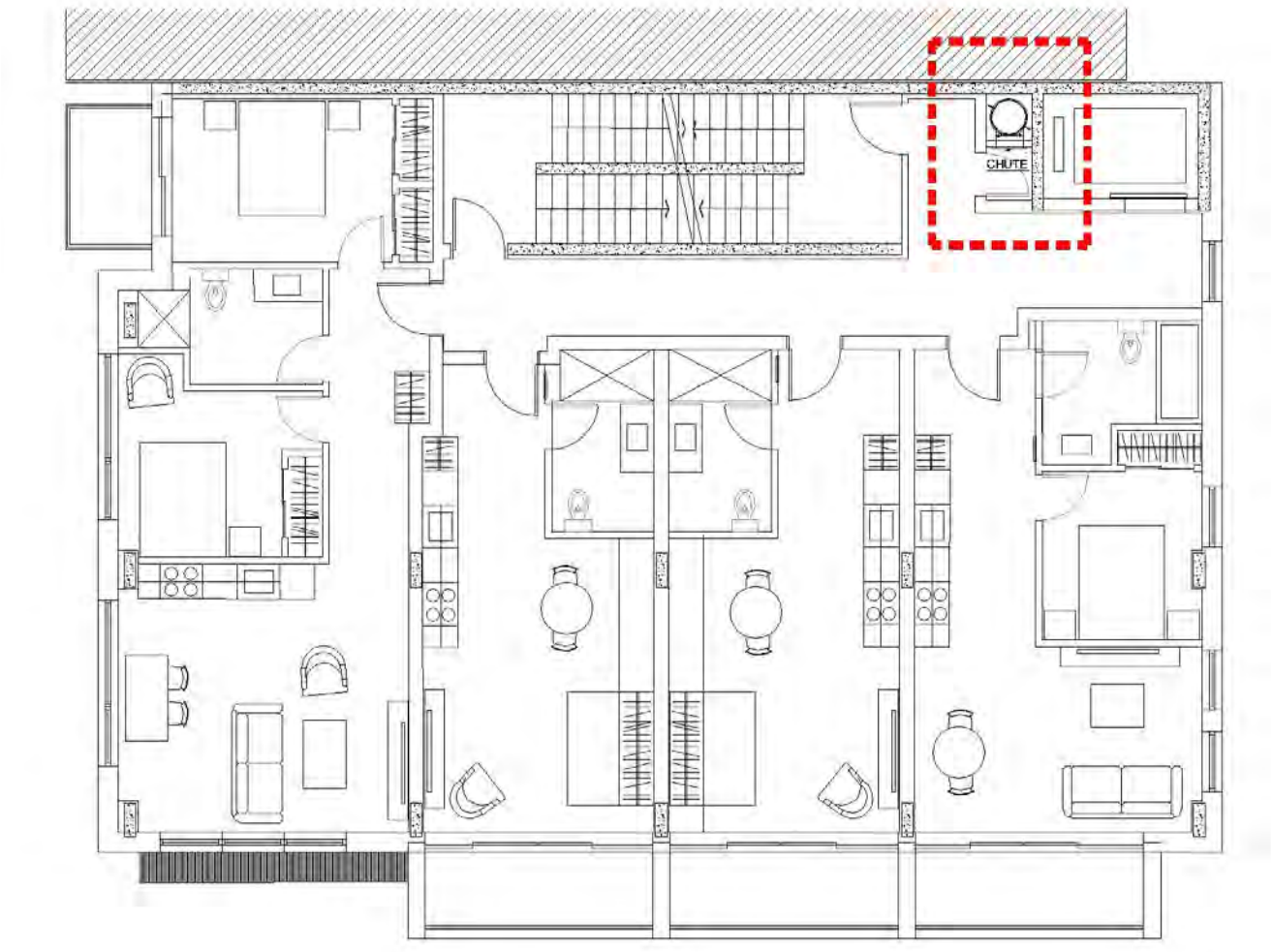
ECHELLE	DATE	NO. PROJET
1/4"=1'-0"	DEC, 2020	2013
DESSINE PAR	VERIFIE PAR	DESSIN NO.
JG	RG	A-451

Date: le 2 novembre, 2021

Gestion des matières résiduelles
Project : Construction d'un bloc appartement neuf, 6800 Boulevard Decarie, Montréal, Qc.
Demande de démolition 3002598274

Ce projet est constitué d'un bâtiment de 6 étages. Le RDC est destiné à des fins commerciaux et les 5 autres étages seront des appartements locatifs. Nous proposons 2 appartements studio par étages pour 10 occupants, 1 appartement 1 CAC par étage pour 5 occupants et 1 appartement 2 CAC par étage pour 10 occupants. Le total des occupants résidentiel prévue est de 25 personnes.

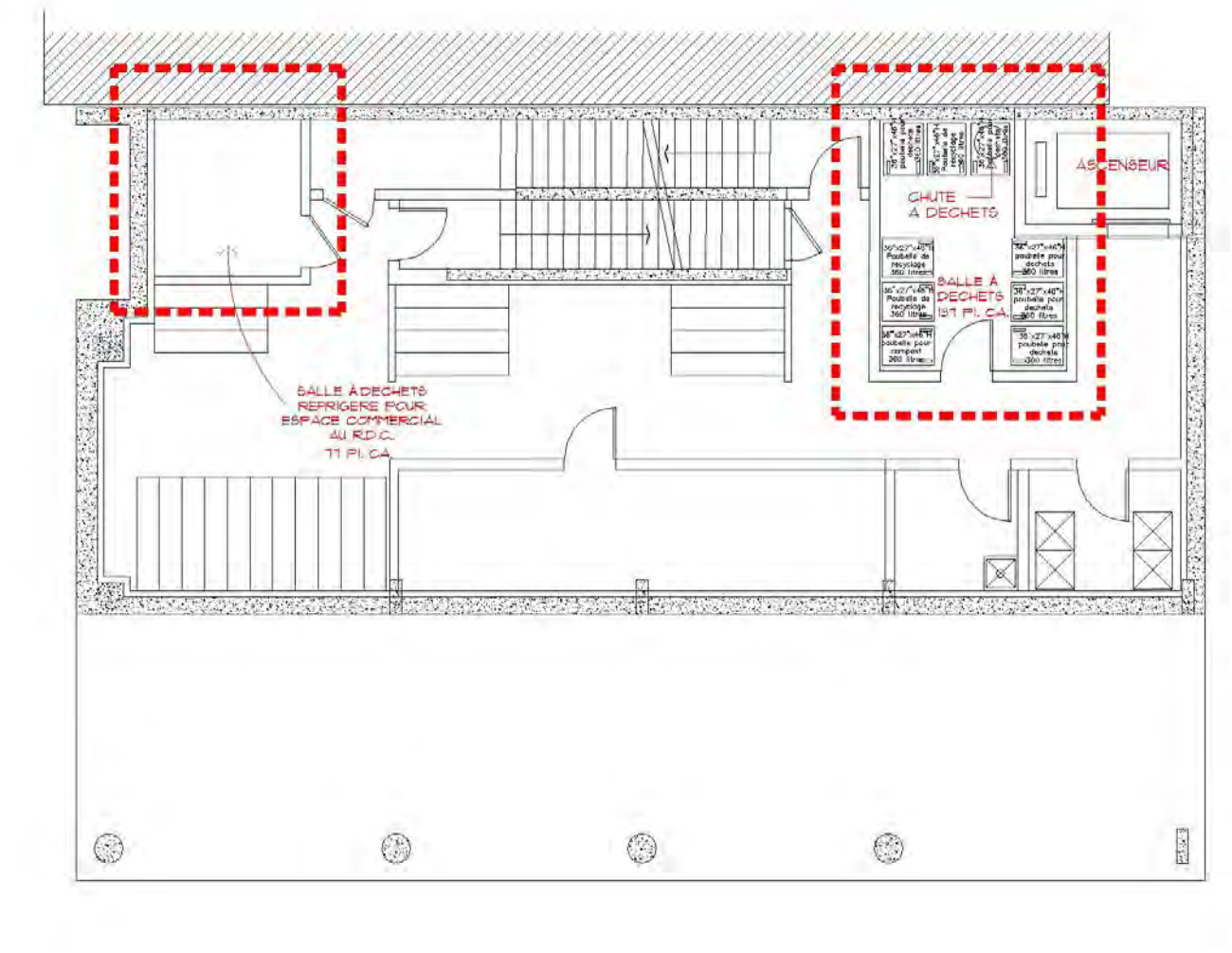
Chaque étage résidentiel sera muni d'une chute a déchets selon le plan de l'étage type. La chute disposera d'une manette pour sélectionner le type de matière résiduelle soit déchet, ou recyclage. Lors de la sélection du matériel a recycler ou à jeter, la chute se place dans la position désirée qui aboutira dans le conteneur respectif dans la salle a déchets réfrigérés au sous-sol. La chute va être muni d'un robinet en haut pour faciliter le nettoyage de la chute.



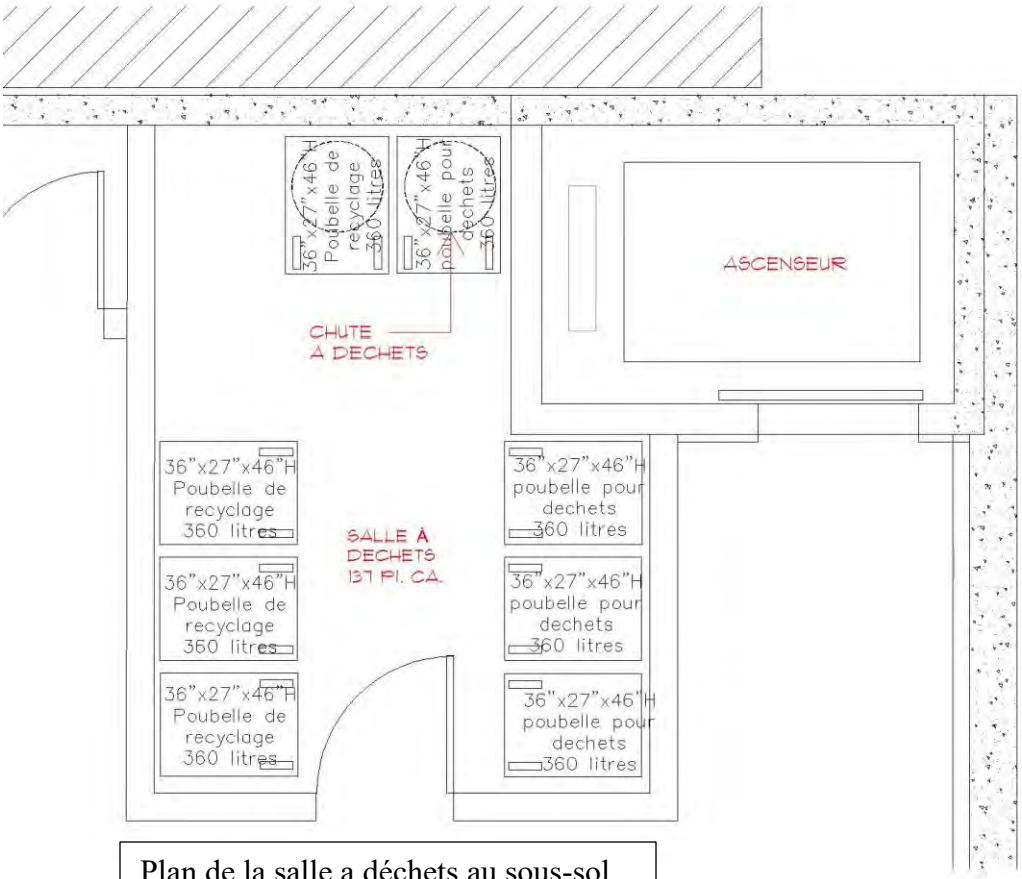
Plan de l'Etage Type

Un espace de 12.7 mètres carrés est réservé au sous-sol a l'entreposage des matières résiduelles abritant 8 conteneurs amovibles de 360 litres chacun (4 pour les déchets et 4 pour le recyclage). Cette salle a déchets réfrigérés sera construit des matériaux lavables. Ça va être muni d'un robinet et un drain au plancher pour faciliter le nettoyage de la pièce. Voir plan du sous-sol.

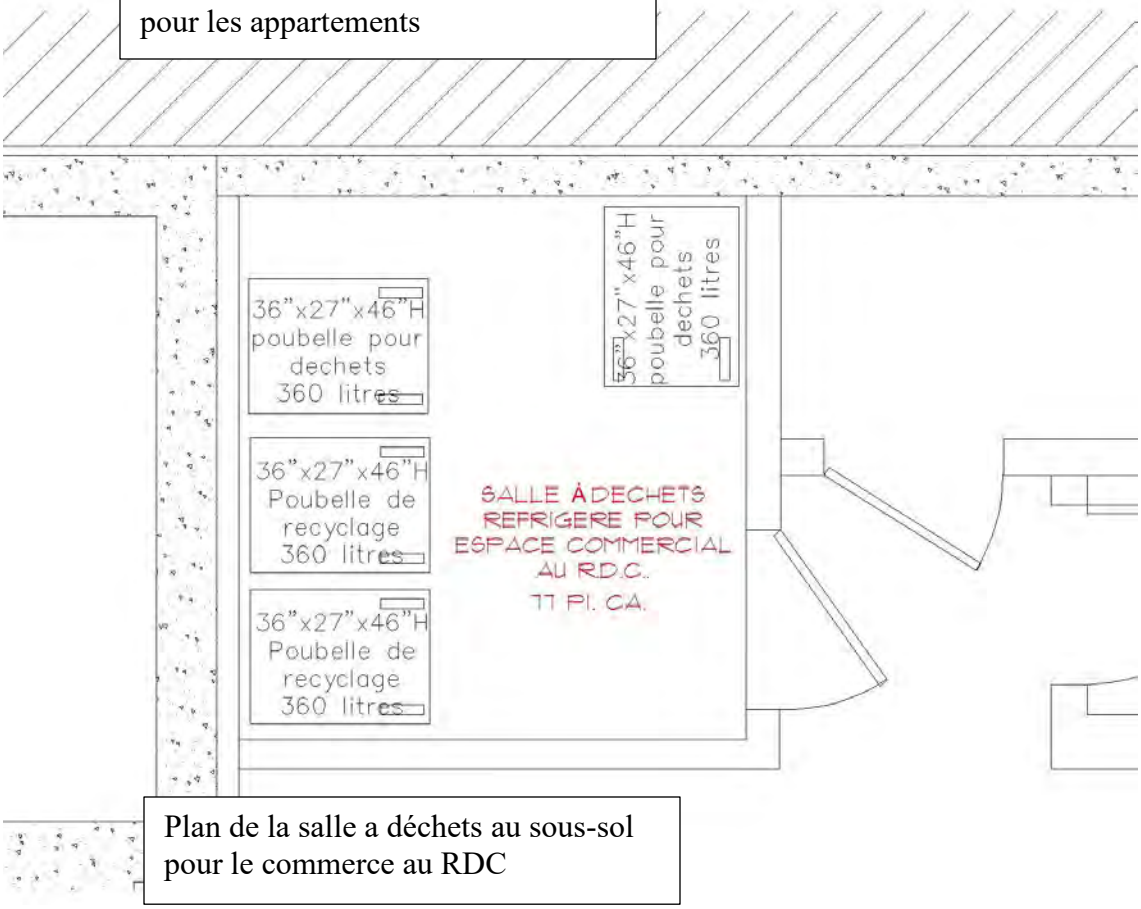
Les matières résiduelles du commerce au RDC seront déposées dans leur salle a déchets réfrigérés au sous-sol. Un espace de 7.15 mètres carrées est réservé pour l'entreposage des matières résiduelles abritant 4 conteneurs amovibles de 360 litres chacun (2 pour les déchets et 2 pour le recyclage).



Plan de Sous-sol

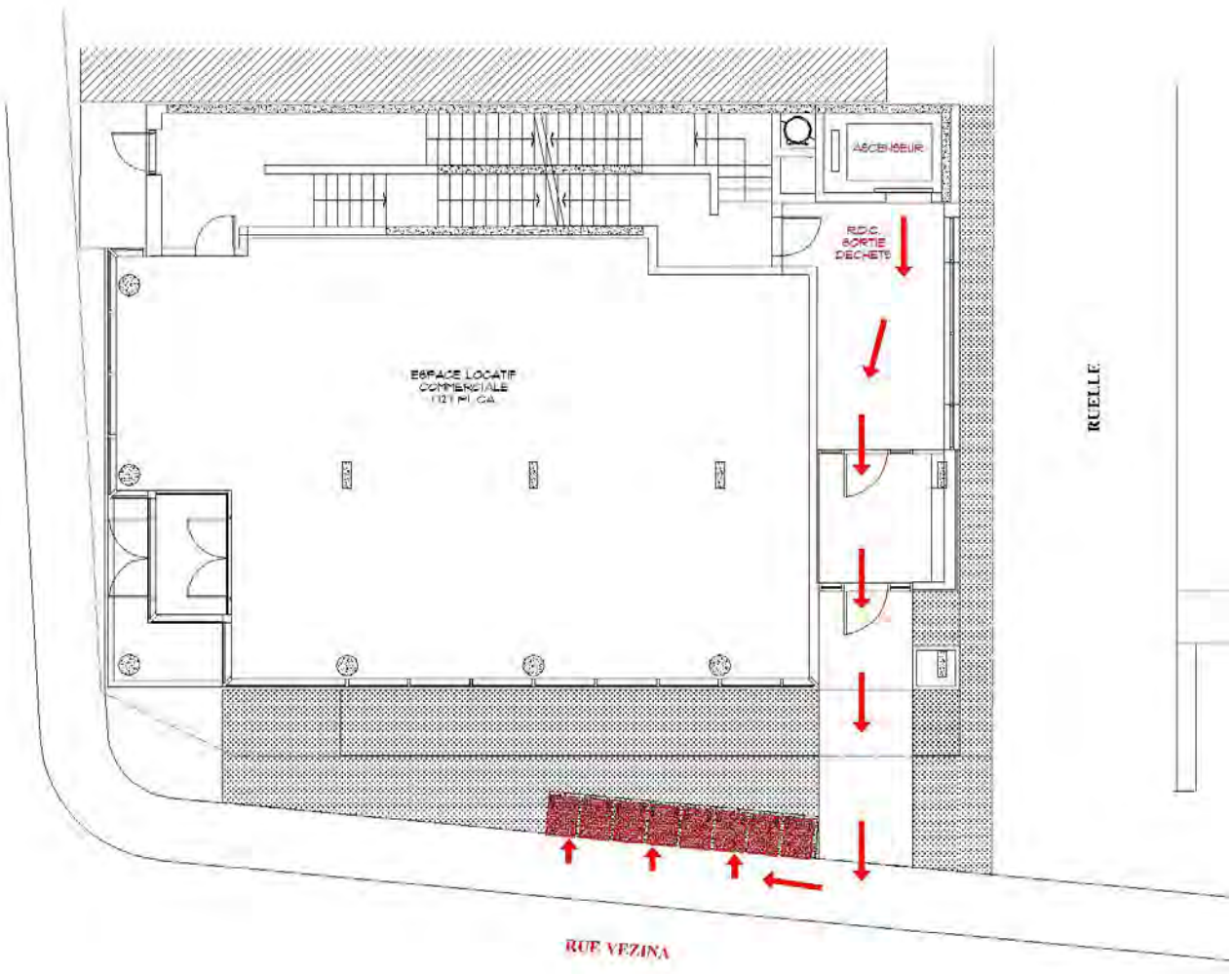


Plan de la salle a déchets au sous-sol pour les appartements



Plan de la salle a déchets au sous-sol pour le commerce au RDC

Le jour de la collecte municipale, le concierge des appartements sera chargé de sortir les conteneurs amovibles de la salle a déchets au sous-sol en utilisant l'ascenseur qui est localisé directement à coté de cette pièce. De leur cote, le responsable qui travaille au commerce sera chargé de sortir les conteneurs amovibles de la salle a déchets au sous-sol en utilisant l'ascenseur. Les conteneurs vont être entreposer sur le terrain dans la Rue Vezina jusqu'au temps de la collecte municipale.



CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER











PANICUM NORTHWIND ET PANICUM VIRGATUM APPACHE ROSE











EXEMPLE DE PERGOLA ALUMINIUM



POTAGER ROND.

ÉCRAN DE PLEXI

IMPRIMÉ POUR CACHER MÉCANIQUE.

SALIX VIMINALIS POUR BAC CARRÉ

MÉLANGE DE SEDUM POUR PLANTATION 150-200mm de terre

APPARTEMENTS
BLEU CIEL

TOIT TERRASSE



CORNUS PUMILA ÉTÉ



CORNUS PUMILA HIVER



BUXUS GREEN GEM



HOSTA CANADIAN BLUE



HOSTA HALCYON

Tapez pour saisir du texte.



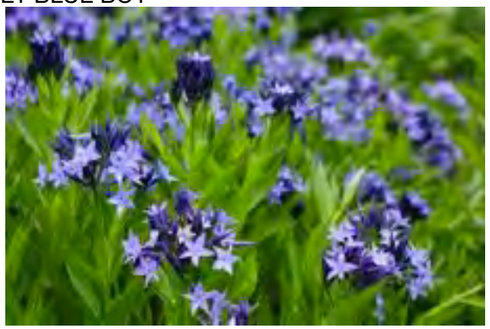
AMÉLANCHIER ROBIN HILL



ILEX MESERVEA BLUE GIRL ET BLUE BOY

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER

Feuillage persistant et épineux d'un bleu vert très foncé, très luisant. Il sert d'écrin à une fructification rouge particulièrement abondante et décorative dès l'automne. A la fois tolérant aux sols calcaires, facile à cultiver, résistant à la pollution et aux embruns et très ornemental, il s'agit de l'un des meilleurs cultivars de houx créés en Amérique. A planter à mi-ombre ou au soleil non brûlant.



AMSONIA BLUE ICE



SESLERIA AUTOMNALIS



CALAMAGROSTIS BRACHYTRICHA



MUSCARI BLEU

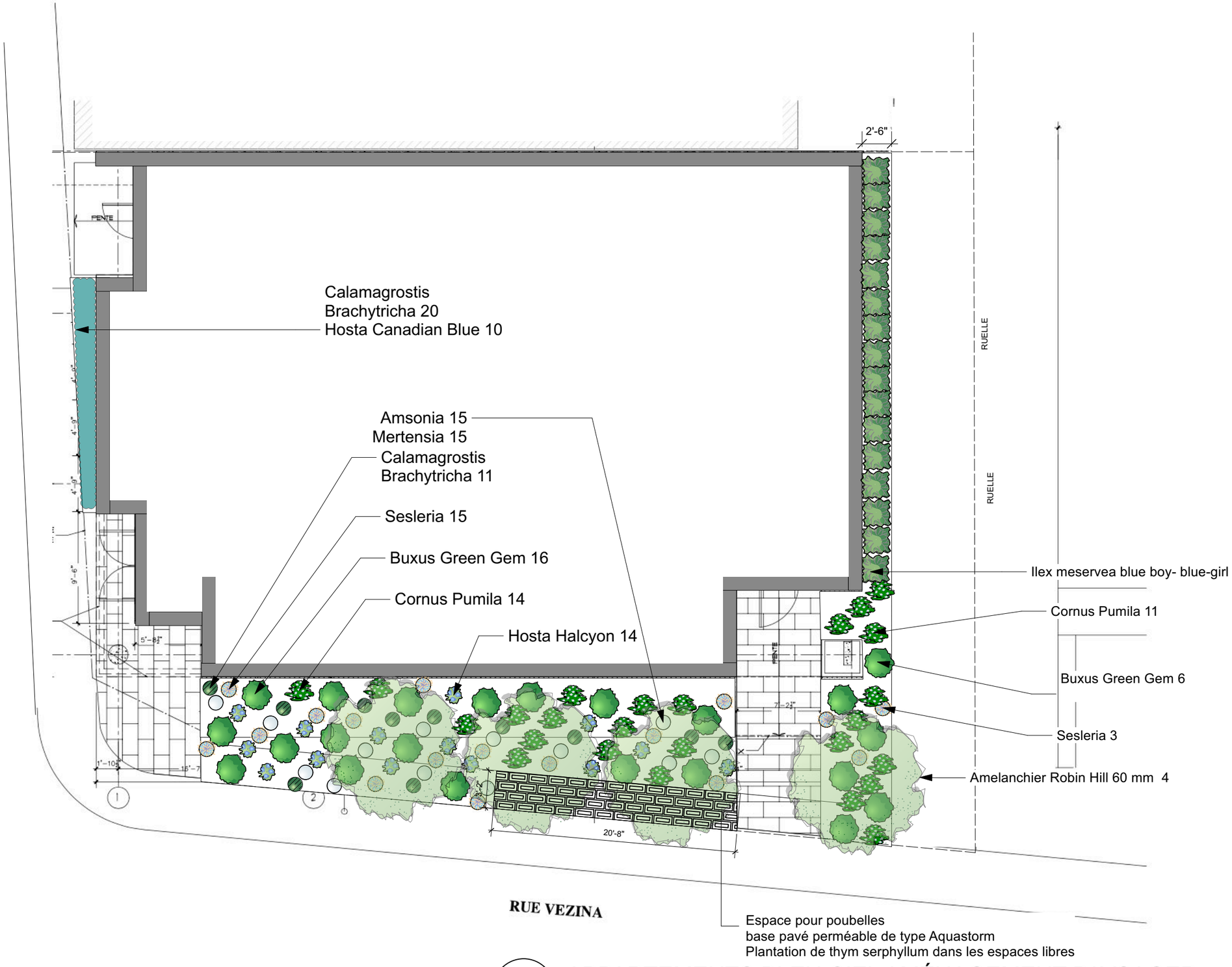


MERTENSIA VIRGINICA

BLEU CIEL VÉGÉTAUX

SUPERFICIE DU TERRAIN
3443PC
SUPERFICIE VERDISSEMENT EN PLEINE TERRE 652PC
729/3443*100%=21,17%

Révision 23 décembre 2021



CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE · PAYSAGISTE · DESIGNER

APPARTEMENTS
BLEU
CIEL

1 APPARTEMENTS BLEU CIEL AMÉNAGEMENT PAYSAGER
Scale: 1:100

PLAN









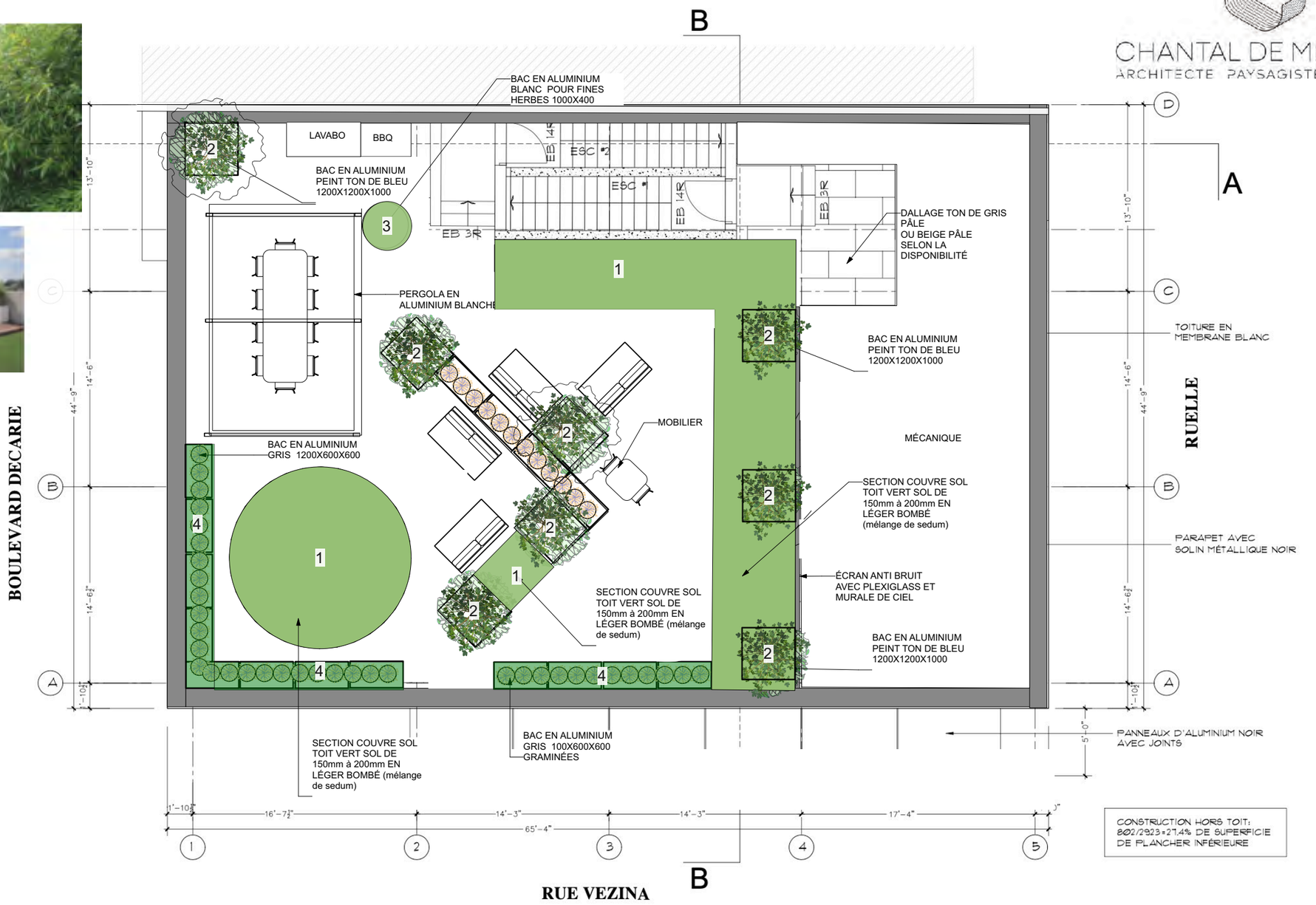
LE TOIT VERT EST DE TYPE INTENSIF. LE SYSTÈME INTENSIF PERMET DE CULTIVER PLUS DE TYPES DE PLANTES ORNEMENTALES, POTAGÈRES VOIR MÊME PETITS ARBRES.

LE SUBSTRAT MINIMAL DE 200mm A UNE VALEUR ISOLANTE DE RSI DE 0,14 (R20).

SUPERFICIE DE VERDISSEMENT REQUIS AU TOIT
520PC 15% DE LA SUPERFICIE DU TERRAIN DE 3443 PC
CALCUL:

1. Section de toiture verte: 452pc
2. Bacs à petits arbres = 128pc
3. Potager: 10pc
4. Bacs graminées=100 pc

Notre proposition
=690 pc de verdissement =20%



CONSTRUCTION HORS TOIT:
802/2923=27.4% DE SUPERFICIE DE PLANCHER INFÉRIEURE

CHANTAL DE MENEZES
ARCHITECTE PAYSAGISTE - DESIGNER

APPARTEMENTS

BLEU CIEL

TOIT TERRASSE

PLAN TOIT TERRASSE VERSION 14 OCTOBRE 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1216290042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une dérogation à l'alignement de construction pour le bâtiment résidentiel projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, Boul de Maisonneuve Ouest).

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 décembre 2021, la demande en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006);
ATTENDU qu'un avis relativement à la demande de dérogation mineure a été publié sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce le 12 janvier 2022, conformément à l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1);

ATTENDU QU'une période de consultation écrite a été tenue du 12 au 26 janvier 2022, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

IL EST RECOMMANDÉ :

De déposer le rapport de consultation écrite.

D'accorder une dérogation mineure à l'article 60 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser une dérogation à l'alignement de construction pour le bâtiment résidentiel projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), tel que présenté au plan projet d'implantation préparé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, en date du 31 mai 2021 et portant le numéro de minutes 29 284, et estampillés par la Division de l'urbanisme le 9 décembre 2021.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:35

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216290042**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une dérogation à l'alignement de construction pour le bâtiment résidentiel projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, Boul de Maisonneuve Ouest).

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser une dérogation à l'alignement de construction donnant sur le boulevard de Maisonneuve tel qu'exigé par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276). Une dérogation à cette disposition peut être obtenue conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006).

Le projet

Le bâtiment projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, boul. de Maisonneuve) - Demande de permis de construction 3002965515 prévoit la construction d'un bâtiment de 37 logements répartis sur 3 étages avec mezzanines. Un total de 12 unités de stationnement automobile sont proposées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2021-03-11 / CA21 170076 : Résolution autorisant la démolition de l'immeuble et son projet de remplacement (1213558014).
2021-10-13 / CA 21 170262 : Résolution autorisant une dérogation mineure aux articles 573.1 et 584 du règlement d'urbanisme 01-276, afin d'autoriser l'aménagement d'une voie d'accès à double sens menant à une aire de stationnement d'une largeur de 3,2 m au lieu de 5,5 m et une porte de garage située à 4,5 m de la limite avant au lieu de 5,5 m pour le bâtiment projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, boulevard De Maisonneuve Ouest).

DESCRIPTION

Le cadre réglementaire

Le projet de remplacement déroge à l'article 60 du règlement d'urbanisme 01-276, qui stipule que sur un terrain de coin, l'alignement de construction est établi de façon à être ni plus rapproché ni plus éloigné qu'un plan de façade d'un bâtiment bordant la même voie publique, à la même intersection, sans toutefois être plus en retrait qu'un plan de façade de référence d'un bâtiment adjacent. Dans le cas qui nous occupe, l'alignement dudit bâtiment sur le boul. de Maisonneuve devrait se conformer à l'alignement défini par le référent situé au 2190 avenue Hampton (lot 2 606 615) sans être en retrait du 2174-2180 avenue Belgrave (lot 2

606 893) implanté à 0,11 m de la limite de propriété.

Le plan projet d'implantation réalisé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, sous sa minute 29 284, daté du 31 mai 2021, illustre que le bâtiment projeté est implanté à une distance variant entre 0,26 m et 0,96 m de la limite d'emprise du boul. de Maisonneuve. Cette non-conformité est en partie provoquée par la volonté de préserver une bande végétalisée en bordure du boulevard de Maisonneuve, mais également afin de préserver une implantation du bâtiment parallèle au trottoir.

Cette dérogation mineure permettrait d'autoriser pour la construction d'un bâtiment résidentiel, un alignement de construction variant entre 0,16 m et 0,85 m en retrait de l'alignement prescrit à 0,11 m le long du boul. de Maisonneuve Ouest et ce, malgré l'article 60 du règlement d'urbanisme 01-276.

En vue de déterminer si le projet est recevable, la demande de dérogation mineure doit remplir les conditions énumérées à l'article 3 du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006) que l'on retrouve dans le tableau suivant :

CONDITIONS (Article 3)	CONFORMITÉ	COMMENTAIRES
a) Supprimé	S.O.	S.O.
b) l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;	Oui	L'application des modalités réglementaires régissant les alignements de construction causerait un préjudice au requérant en créant un dépassement du taux d'implantation maximal permis et en obligeant une implantation non parallèle à la rue;
c) la demande doit respecter les objectifs du plan d'urbanisme;	Oui	La demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
d) la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;	Oui	La dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
e) Supprimé	S.O.	S.O.
f) dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction pour ces travaux et les a effectués de bonne foi.	Oui	Les travaux n'ont pas encore débuté.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises conclut que la demande est conforme au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006) et formule un avis favorable pour les raisons suivantes :

- La dérogation étudiée respecte les conditions d'autorisation prévue par le règlement sur les dérogations mineures tel que le respect des objectifs du plan d'urbanisme;
- L'application des modalités réglementaires régissant les alignements de construction causerait un préjudice au requérant en créant un dépassement du taux d'implantation maximal permis et en obligeant une implantation non parallèle à la rue;
- La dérogation étudiée ne concerne pas l'usage et la densité d'occupation du sol;

- La dérogation étudiée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Lors de sa séance du 15 décembre 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette demande de dérogation mineure doit faire l'objet d'une procédure d'audition, comme prescrit par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).
Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 22 mars 2020 l'arrêté ministériel 2020-008 qui a ensuite été modifié par l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, puis par l'arrêté ministériel 2020-049 du 4 juillet 2020 et l'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020.

L'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020 prévoit notamment :

« Que toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours, en tenant compte de la partie écoulée d'une consultation écrite en cours au moment de la prise d'effet du présent arrêté, conformément au sixième alinéa du dispositif de l'arrêté numéro 2020-049 du 4 juillet 2020; ».

Dans les circonstances, l'arrondissement s'est prévalu de la procédure de remplacement prévue à l'arrêté ministériel 2020-074 et tiendra une consultation écrite d'une durée de 15 jours en remplacement de l'audition prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Un avis public sera affiché sur le site internet de l'arrondissement à cet effet. Les citoyennes et citoyens disposeront d'un délai de 15 jours pour transmettre leurs commentaires écrits, par formulaire en ligne, courriel ou par la poste.

Les commentaires reçus et les réponses fournies à l'arrondissement seront colligés dans un rapport de consultation écrite, lequel fait partie du présent dossier décisionnel soumis au conseil d'arrondissement.

L'arrondissement ce prévaut de la procédure de remplacement prescrite par l'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020, car la tenue d'une consultation écrite maintient le caractère transparent et consultatif de la démarche tout en assurant la sécurité des

participants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier et étapes subséquentes
12 janvier 2022 : Publication de l'avis de demande dérogation mineure;
26 janvier 2022 : Fin de la consultation écrite;
7 février 2022 : Présentation du rapport de consultation et de la demande au conseil d'arrondissement pour décision.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs et plus particulièrement au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-13

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB

directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-01-14

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une dérogation à l'alignement de construction pour le bâtiment résidentiel projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, Boul de Maisonneuve Ouest).

Extrait du PV du CCU - 2021-12-15

2021-12-15_4.2_Extrait_PV_6035-6045, boul. de Maisonneuve.pdf

Plans joints à la demande

29 284 JLL IMP-(Hampton & Maisonneuve)-Tampon.pdf

Rapport de la consultation écrite

Rapport de consultation écrite - DM 6035-6045 De Maisonneuve.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-4031
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 15 décembre 2021 à 17 h 22

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

4.2 6035-6045, Boul de Maisonneuve - Dérogation mineure

Étudier, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une dérogation à l'alignement de construction, pour le bâtiment résidentiel de 37 logements, projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, Boul de Maisonneuve) - dossier relatif à la demande de permis 3002965515.

Présentation : Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement

Description du projet

Le bâtiment projeté sur le lot 2 606 886 du cadastre du Québec (6035-6045, Boul de Maisonneuve) - Demande de permis de construction 3002965515 prévoit la construction d'un bâtiment de 37 logements répartis sur 3 étages avec mezzanines. Un total de 12 unités de stationnement automobile sont proposées.

Une résolution autorisant la démolition de l'immeuble et son projet de remplacement a été adoptée le 11 mars 2021 par le conseil d'arrondissement. (CA21 170076)

Le projet de remplacement déroge à l'article 60 du Règlement d'urbanisme de CDN-NDG (01-276), qui stipule que sur un terrain de coin, l'alignement de construction est établi de façon à être ni plus rapproché ni plus éloigné qu'un plan de façade d'un bâtiment bordant la même voie publique, à la même intersection, sans toutefois être plus en retrait qu'un plan de façade de référence d'un bâtiment adjacent.

Dans le cas qui nous occupe, l'alignement dudit bâtiment sur le boul. de Maisonneuve devrait se conformer à l'alignement défini par le référent situé au 2190 avenue Hampton (lot 2 606 615) sans être en retrait du 2174-2180 avenue Belgrave (lot 2 606 893) implanté à 0,11 m de la limite de propriété.

Le plan projet d'implantation réalisé par Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, sous sa minute 29 284, daté du 31 mai 2021, illustre que le bâtiment projeté est implanté à une distance variant entre 0,26 m et 0,96 m de la limite d'emprise du boul. de Maisonneuve. Cette non-conformité est en partie provoquée par la volonté de préserver une bande végétalisée en bordure du boulevard de Maisonneuve, mais également afin de préserver une implantation du bâtiment parallèle au trottoir.

Cette dérogation mineure permettrait d'autoriser pour la construction d'un bâtiment résidentiel, un alignement de construction variant entre 0,16 m et 0,85 m en retrait de l'alignement prescrit à 0,11 m le long du boul. de Maisonneuve Ouest et ce, malgré l'article 60 du Règlement d'urbanisme de CDN-NDG (01-276), qui stipule que sur un terrain de coin, l'alignement de construction est établi de façon à être ni plus rapproché ni plus éloigné qu'un plan de façade d'un bâtiment bordant la même voie publique, à la

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

même intersection, sans toutefois être plus en retrait qu'un plan de façade de référence d'un bâtiment adjacent.

- Limite est : 0,16 m (retrait)+ 0,11 m (alignement) = 0,27 m de la limite de terrain
- Limite ouest : 0,85 m (retrait) + 0.11 m (alignement = 0,96 m de la limite de terrain

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

Considérant que la dérogation étudiée respecte les conditions d'autorisation prévue par le règlement sur les dérogations mineures tel que le respect des objectifs du plan d'urbanisme;
Considérant que l'application des modalités réglementaires régissant les alignements de construction causerait un préjudice au requérant en créant un dépassement du taux d'implantation maximal permis et en obligeant une implantation non parallèle à la rue;
Considérant que la dérogation étudiée ne concerne pas l'usage et la densité d'occupation du sol;
Considérant que la dérogation étudiée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Par conséquent, après étude des documents présentés, la Direction formule un AVIS FAVORABLE à la demande de dérogation mineure.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l'analyse de la Division.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Division de l'urbanisme

2021-12-09

1216290042

CDN-NDG

RUELLE

3 015 407

59,40

60,40 60,56 60,24 59,93 59,61 1,22 59,45 59,55 59,49 59,60 1,22 59,63

Bordure

Balcon Balcon Balcon 42,92 Balcon Balcon Balcon

2,00 16,81 0,76 21,89 0,27

Corniche en surplomb

59,67 59,61 59,50 59,57 59,49 59,58 59,48 59,58 59,54 59,46 59,55 59,47 59,53 59,64 59,52 59,43

4,23 0,89 2,13 3,03 28,75

59,42 59,47 59,57 59,50 59,40 59,47

4,75 3,35 2,01 3,21

Trottoir

2 608 299

BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST

59,49 59,40 59,31 59,48 59,38 3,05 0,85 2,07 59,50 4,16 0,96

59,44 59,40 59,32 59,36 59,38 59,31 59,22 59,30 59,32 59,18

Piste cyclable

26,82 Terrasse 9,61 3,44

Élévation du toit= 67,90

4,79

0,00 3,47

2 606 649

0,00

N.C.: 2201 et 2203

Élévation du toit= 67,90

7,46

Bâtiment projeté 3 étages N.C. ???

2 606 886

S: 1 017,0 m²

1,64 1,64 1,65 7,75 7,40

Entrée sous-sol Terrasse Terrasse Terrasse Balcon

2,96

60,12 60,00 0,26 0,26 0,00 Pavage 1,46 1,46

Top BM Élev.: 60,46

Enseignes

59,44 59,36 59,22 59,20 59,30

59,75 59,82 59,62 59,46 59,56 59,39 59,33 59,36 59,30 59,25 59,22 59,18 59,21 59,26 59,25 59,14 59,07 59,15 59,15 59,29 59,30 59,18 59,29 59,30 59,22 59,14 59,20

Entrée charretière Entrée charretière Trottoir

2 608 343

AVENUE HAMPTON

59,50 59,33 59,30 59,33 59,33 59,29 59,28 59,37 59,53 59,58 59,24 59,23 59,36 59,42 59,21 59,21

LÉGENDE :

- : Puisard
- : Regard
- : Valve d'aqueduc
- : Borne-Fontaine
- : Lampadaire
- : Poteau électrique
- : Hauban
- : Fils électrique aérien

ÉCHELLE: 1 : 200

LEVÉ LE: 29 mai 2020

Requérant: 9416-5826 Québec Inc.
Fins: Satisfaire les exigences municipales

Notes:
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
- Les élévations indiquées sur ce document sont géodésiques.
- Ce plan ne devra pas être utilisé ou invoqué pourd'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.

1/1

PROJET D'IMPLANTATION

(Sujet à l'approbation municipale)

Ce plan ne peut être utilisé que pour fin d'obtention du permis de construction

CIVITAS ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
Numéro sans frais 1-888-399-6767

Lot (s): 2 606 886

Cadastre: du Québec

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité: Ville de Montréal

Arrondissement: Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

MINUTE: 29 284 | DOSSIER: ALON-201767-1 | Dessiné par: AW

Préparé à Longueuil

le: 31 mai 2021

Jean-Luc Léger
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Sceau - Copie conforme

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Date:

Rapport de consultation écrite – 12 au 26 janvier 2022

Dérogation mineure pour le bâtiment situé au 6035-6045, boulevard de Maisonneuve Ouest (lot 2 606 866)

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 12 janvier 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant la demande de dérogation mineure pour le bâtiment situé au 6035-6045, boulevard de Maisonneuve Ouest, laquelle permettrait d'autoriser pour un bâtiment projeté, un alignement de construction variant entre 0,16 m et 0,85 m en retrait de l'alignement prescrit à 0,11 m le long du boul. de Maisonneuve Ouest et ce, malgré l'article 60 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) , qui stipule que sur un terrain de coin, l'alignement de construction est établi de façon à être ni plus rapproché ni plus éloigné qu'un plan de façade d'un bâtiment bordant la même voie publique, à la même intersection, sans toutefois être plus en retrait qu'un plan de façade de référence d'un bâtiment adjacent.

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	0	s/o
Par la poste ou courriel	0	s/o

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1226290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément aux projets particuliers PP-93 et PP-107, les travaux visant à poser une enseigne sur la façade adjacente à l'avenue Van Horne et une autre sur le mur adjacent au stationnement situé en cour arrière afin de permettre au nouveau commerçant (Nettoyeur Bellingham) du Centre Wilderton de s'afficher adéquatement. Immeuble situé au 2645, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 décembre 2021, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) **et** des projets particuliers PP-93 et PP-107.
IL EST RECOMMANDÉ :

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et des projets particuliers PP-93 et PP-107 l'installation de deux enseignes pour l'immeuble situé au 2645, avenue Van Horne tel que présentés sur les plans P-1 à P-3 réalisés par International Néon, et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, le 10 décembre 2021, joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:32

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226290001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément aux projets particuliers PP-93 et PP-107, les travaux visant à poser une enseigne sur la façade adjacente à l'avenue Van Horne et une autre sur le mur adjacent au stationnement situé en cour arrière afin de permettre au nouveau commerçant (Nettoyeur Bellingham) du Centre Wilderton de s'afficher adéquatement. Immeuble situé au 2645, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'autorisation d'enseignes portant le logo du nouveau commerçant " Bellingham Nettoyeurs " et située au 2645, avenue Van Horne, a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 janvier 2021.
Les travaux comprennent une proposition pour l'affichage de deux enseignes. La première sera apposée sur la façade du bâtiment adjacent à l'avenue Van Horne et la seconde sur le mur arrière donnant sur le stationnement.

La délivrance du certificat d'affichage est assujettie au dépôt et à l'approbation préalable des plans par le conseil d'arrondissement (PIIA) en vertu des projets particuliers PP-93 et PP-107.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170147 Adopter le projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).
CA19 170036 Adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), la résolution approuvant le projet particulier PP-107 visant à autoriser des enseignes sur les bâtiments situés au 2615 à 2875, avenue Van Horne, et à cette fin, de modifier et bonifier le projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne et la construction d'un développement mixte (« PP-93 »).

DESCRIPTION

La demande vise à installer deux enseignes formées de lettres individuelles lumineuses au DEL, représentant le nom du commerçant " Bellingham Nettoyeurs ". La superficie des enseignes sont les suivantes

- une enseigne d'une superficie de 2,88 m^2, sur le mur adjacent à l'avenue Van Horne;
- une enseigne, d'une superficie de 0,96 m^2, sur le mur adjacent au stationnement, situé en cour arrière.

La superficie cumulative totale des deux enseignes, est de 3,84 m^2 alors que la superficie maximale autorisée est fixée à 0,315 m^2, calculé en fonction de la formule, $E_{nseigne}$ = Q X S/100, énoncée à l'article 446 du règlement d'urbanisme 01-276.

Lorsque les enseignes ne respectent pas les dispositions du PP-107, l'approbation de celles-ci peut être autorisée en vertu des critères de l'article 42 du PP-93 (voir article 17 du PP-117)..

JUSTIFICATION

Analyse de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

● Considérant que la proposition, qui vise à installer 2 enseignes rencontre les critères d'analyse;
● Considérant que l'objectif de la proposition est d'assurer la visibilité du local, qui n'a pas de façade active, en plusieurs points d'entrée, tout en évitant une multiplication inutile d'enseignes.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que le projet respecte les critères d'intégration énoncés à l'article 42 du projet particulier PP-93. Pour cette raison, elle recommande l'approbation de la demande telle que proposée. Le document de présentation de la direction est joint au présent dossier.

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Lors de sa séance du 15 décembre 2021, les membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ont recommandé d'autoriser la demande telle que proposée. L'extrait de la recommandation est joint au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 février 2022 Décision au conseil d'arrondissement (C.A.).
L'approbation des plans par le Conseil (C.A.) est requise pour la délivrance d'un certificat d'autorisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-25

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2022-01-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver, conformément aux projets particuliers PP-93 et PP-107, les travaux visant à poser une enseigne sur la façade adjacente à l'avenue Van Horne et une autre sur le mur adjacent au stationnement situé en cour arrière afin de permettre au nouveau commerçant (Nettoyeur Bellingham) du Centre Wilderton de s'afficher adéquatement. Immeuble situé au 2645, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

Plans

2021-12-15_CCU_PLAN_1226290001.pdf

Analyse de la direction

4.4_2546 Van Horne__PIIA_ENS.pdf

Procès verbal du CCU

2021-12-15_4.4_Extrait_PV_2645, avenue Van Horne.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

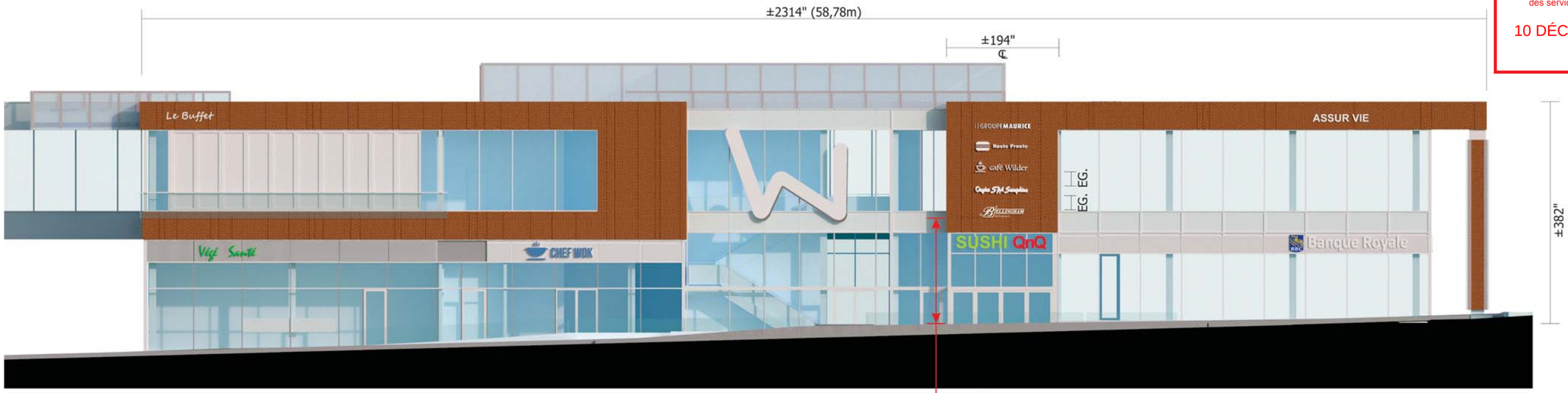
Tél : 514 868-4463
Télécop. :

PLAN
P-1

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

10 DÉCEMBRE 2021

CDN-NDG



ÉLÉVATION PRINCIPALE AVANT (RUE VAN HORNE)
ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



DÉTAIL RAPPROCHÉ
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"



A **NOUVEL ENSEMBLE DE LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUSES AU DEL** **X1**
SCALE: 1" = 1'-0"

SUPERFICIE TOTALE: 10.28 pi² / 0,96m²
POIDS TOTAL: ±120 Lbs

DETAILS	**"BELLINGTON"**
DESCRIPTION:	ILLUMINATED CHANNEL (LED's)
SIDE:	WHITE
1" TRIM:	WHITE
FACE:	3/16" WHITE ACRYLIC FACE

NOTE: LOGO NON-STANDARD POUR CE SITE SEULEMENT
COULEURS EXACTES A SUIVRE

Option 2

RELEVÉ DE SITE REQUIS

LES ENSEIGNES SONT SUJETTES À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC

International Néon

CLIENT	FIRST CAPITAL ASSET MANAGEMENT	SITE	Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	7600 BOUL. VIAU LOCAL RDC 11	ADRESSE:	AVENUE VAN HORNE	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P:	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	FAX:	TEL:	FAX:	DIR:	WIP2020\BELLINGHAM\WILDERTON_QC\ELEV\SIGNAGE

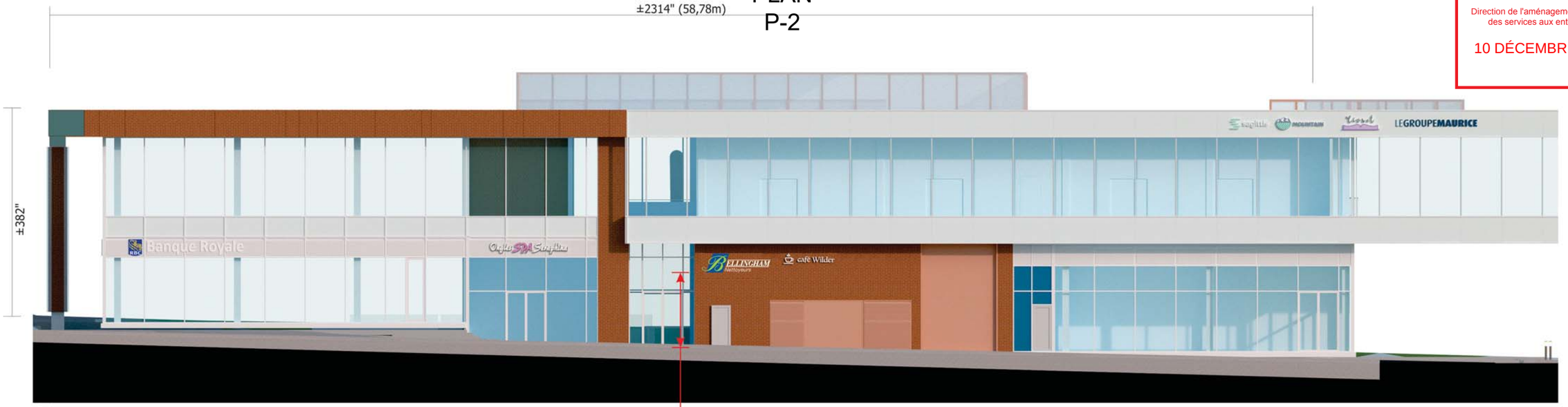
5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

PLAN
P-2

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

10 DÉCEMBRE 2021

CDN-NDG



ÉLÉVATION ARRIERE (STATIONNEMENT)
ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



DÉTAIL RAPPROCHÉ
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"



B **NOUVEL ENSEMBLE DE LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUSES AU DEL** **X1**
SCALE: 1" = 1'-0"

SUPERFICIE TOTALE: 10.28 pi² / 0,96m²
POIDS TOTAL: ±220 Lbs

DETAILS LOGO	
DESCRIPTION:	ILLUMINATED CHANNEL (LED's)
SIDE:	BLUE
1" TRIM:	BLUE
FACE:	3/16" WHITE ACRYLIC FACE W/ 3M VINYL GRAPHICS FRONT APPLIED

DETAILS BELLINGTON"	
DESCRIPTION:	ILLUMINATED CHANNEL (LED's)
SIDE:	WHITE
1" TRIM:	WHITE
FACE:	3/16" WHITE ACRYLIC FACE

NOTE: LOGO NON-STANDARD POUR CE SITE SEULEMENT
COULEURS EXACTES A SUIVRE

Option 3

RELEVÉ DE SITE REQUIS

LES ENSEIGNES SONT SUJETTES À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC

International Néon

CLIENT	FIRST CAPITAL ASSET MANAGEMENT	SITE	Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	7600 BOUL. VIAU LOCAL RDC 11	ADRESSE:	AVENUE VAN HORNE	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P.:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P.:	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	FAX:	TEL:	FAX:	DIR:	WIP2020\BELLINGHAM\WILDERTON_QC\ELEV\SIGNAGE

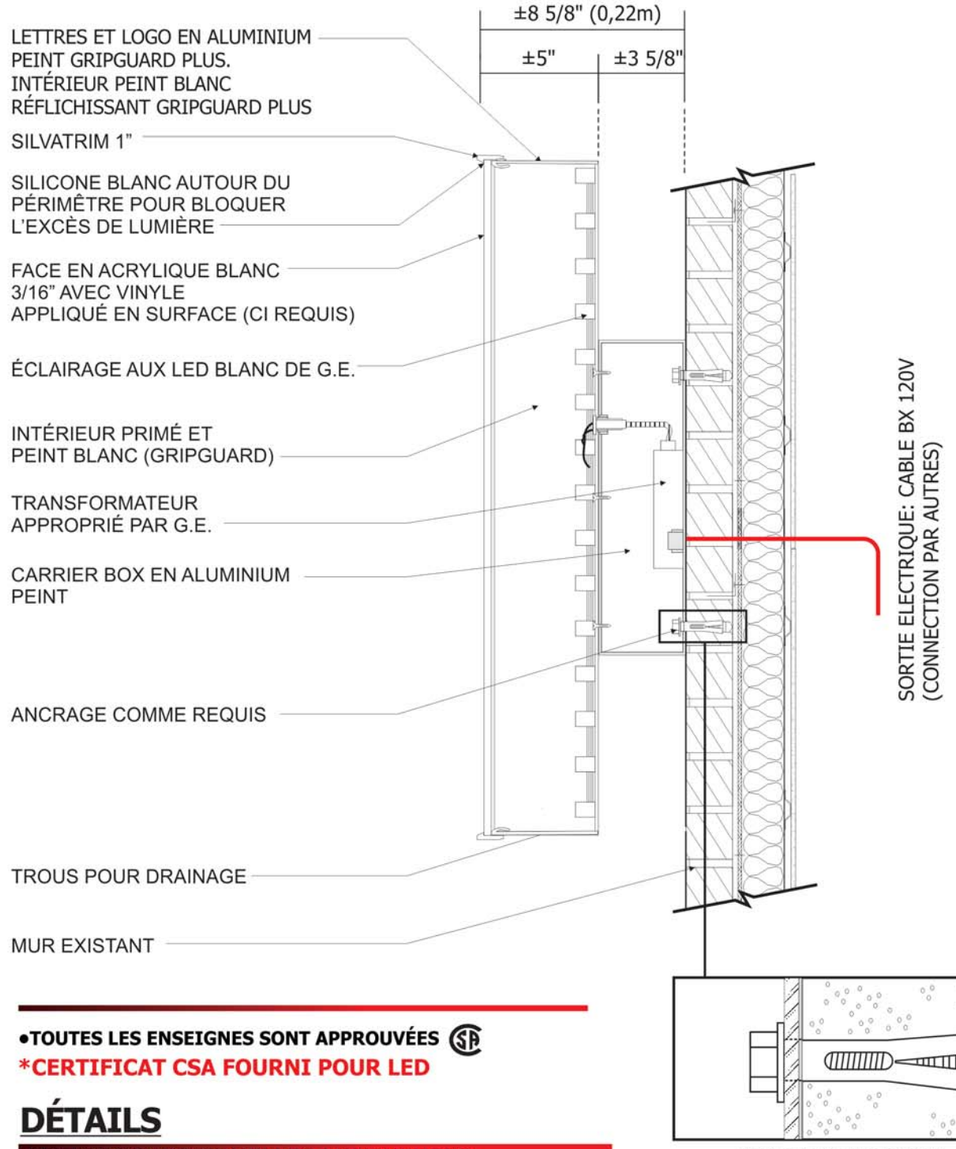
5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tél: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

PLAN
P-3

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

10 DÉCEMBRE 2021

CDN-NDG



•TOUTES LES ENSEIGNES SONT APPROUVÉES

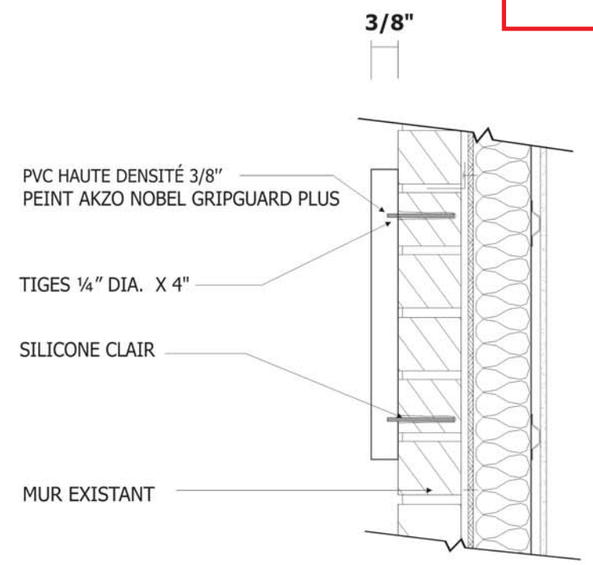
***CERTIFICAT CSA FOURNI POUR LED**

DÉTAILS

LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUSES

Échelle: Aucune

LE CLIENT DOIR S'ASSURER QUE LE MUR EST SUFFISANT POUR SUPPORTER TOUTES LES CHARGES DE L'ENSEIGNE



DÉTAILS

LETTRES NON-LUMINEUSES EN PVC 3/8"

Échelle: Aucune

LES ENSEIGNES SONT SUJETTES À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC

International Néon

CLIENT	FIRST CAPITAL ASSET MANAGEMENT	SITE	Bellingham • Complexe Wilderton, Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	7600 BOUL. VIAU LOCAL RDC 11	ADRESSE:	AVENUE VAN HORNE	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QUÉBEC C.P:	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	FAX:	TEL:	FAX:	DIR:	WIP2020\BELLINGHAM\WILDERTON_QC\ELEV\SIGNAGE

5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

CD NDG
attachant

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

15 décembre 2021

PIIA – 2645, avenue Van Horne – #3002589454

01 CONTEXTE

Approuver, en révision architecturale (PIIA) les plans pour l'installation d'enseignes sur le bâtiment en vertu des PP-93 et PP-107

02 ANALYSE

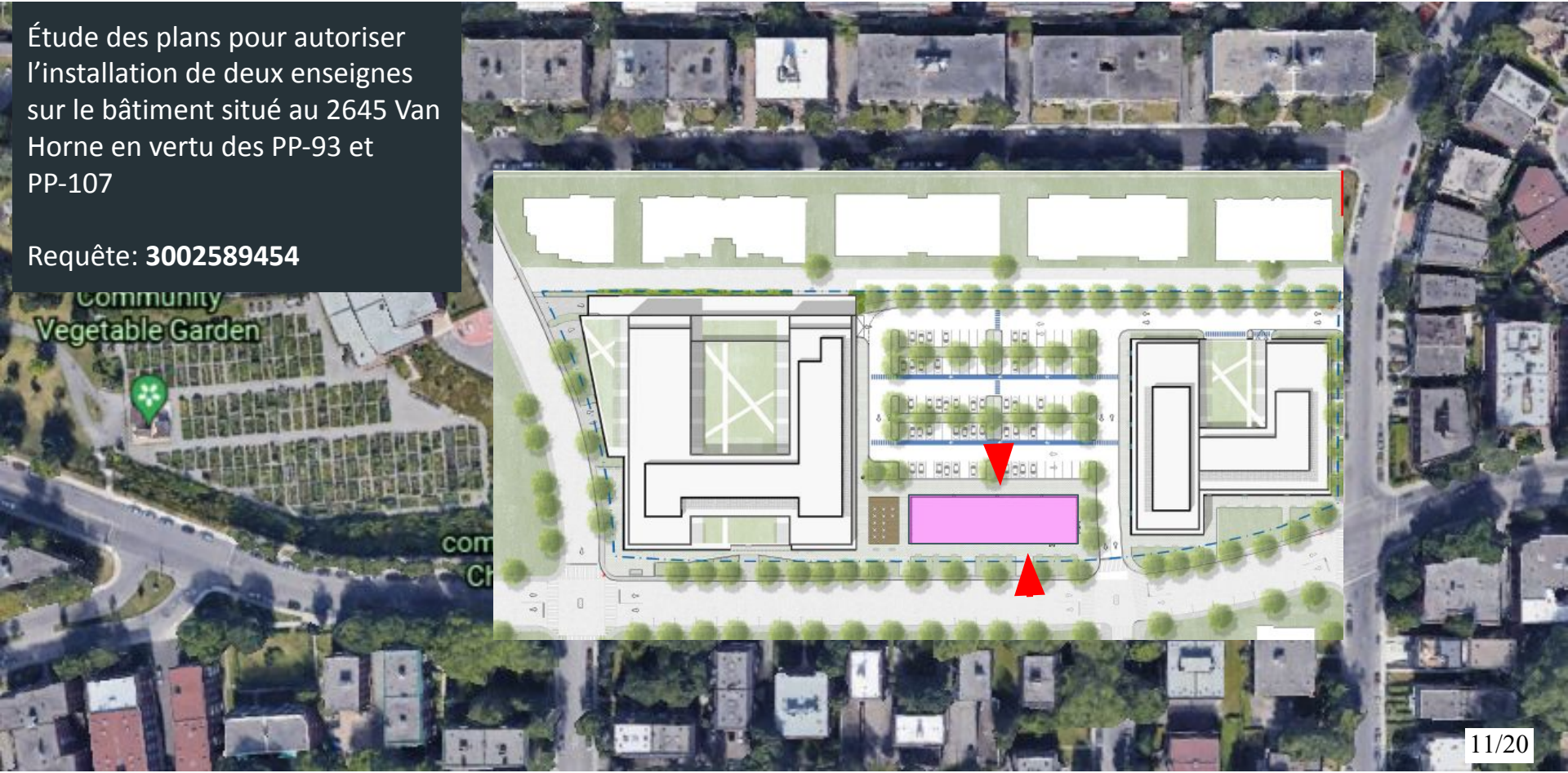
Installer 2 enseignes (2,88 m^2 et 0,96 m^2)
Critères de l'article 42 du PP-93

03 RECOMMANDATION

La DAUSE est favorable

Étude des plans pour autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 2645 Van Horne en vertu des PP-93 et PP-107

Requête: **3002589454**



Selon art 5 du PP-107 on doit utiliser la formule de l'art 446 du 01-276

$$E_{nseigne} = Q_1 \times S / 100 =$$

E = superficie maximale de l'enseigne autorisée;
Q_1 = quota de superficie Q1 au tableau de l'article 442 en fonction de la catégorie d'usages principale autorisée;

CATEGORIE D'USAGES PRINCIPALE	Q1
C.1(2), C.2	0,5 m²

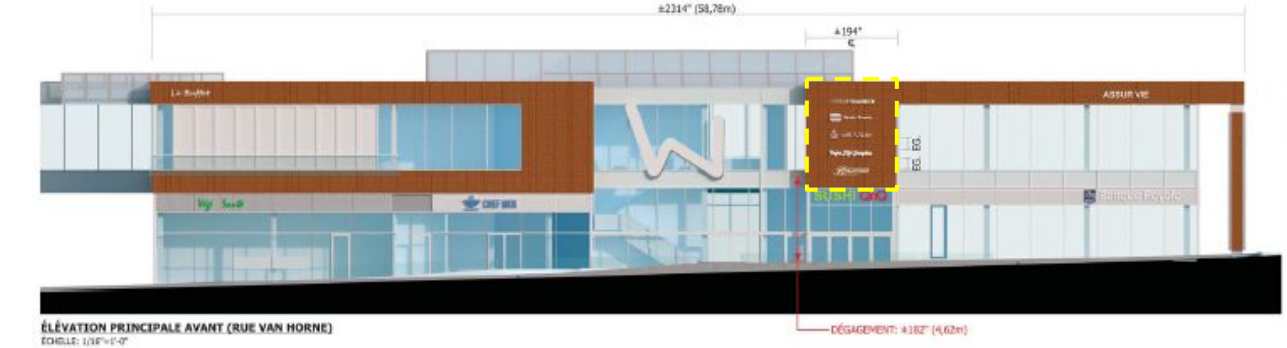
S = superficie de plancher de l'établissement exprimée en multiple de 1 m^2 = 63 m^2

Superficie autorisée
$E_{nseigne}$ = 63 m^2 x 0,5 m^2/100 = **0.315 m²**

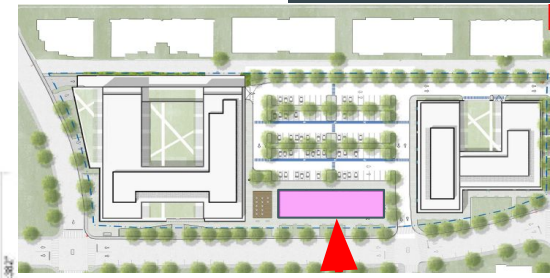
Projet - 2 enseignes proposées
2,88 m^2 + 0,96 m^2 = **3,84 m²** > **0.315 m²** - Non-conforme

Selon art 18 du PP-107 : CCU requis selon les critères de l'article 42 du PP-93

ÉLÉVATION VAN HORNE



ÉLÉVATION PRINCIPALE AVANT (RUE VAN HORNE)
ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"





DÉTAIL RAPPROCHÉ
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"



A NOUVEL ENSEMBLE DE LETTRES INDIV
SCALE: 1" = 1'-0"
SUPERFICIE TOTALE: 10.28 pi² / 0,96m²
POIDS TOTAL: ±120 Lbs

NOTE: LOGO NON-STANDARD
COULEURS EXACTES A SUIVRE

LES ENSEIGNES SONT SUJETTES À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

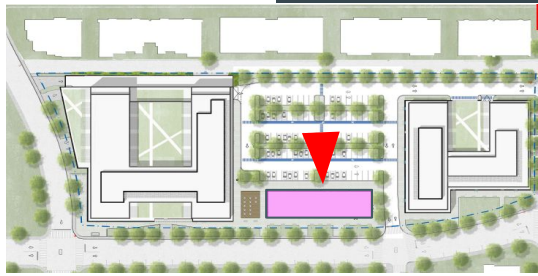
Superficie d'enseigne proposée 2,88 m²



ÉLÉVATION STATIONNEMENT (COUR INTÉRIEURE)



ÉLÉVATION ARRIERE (STATIONNEMENT)
ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"





DÉTAIL RAPPROCHÉ
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"



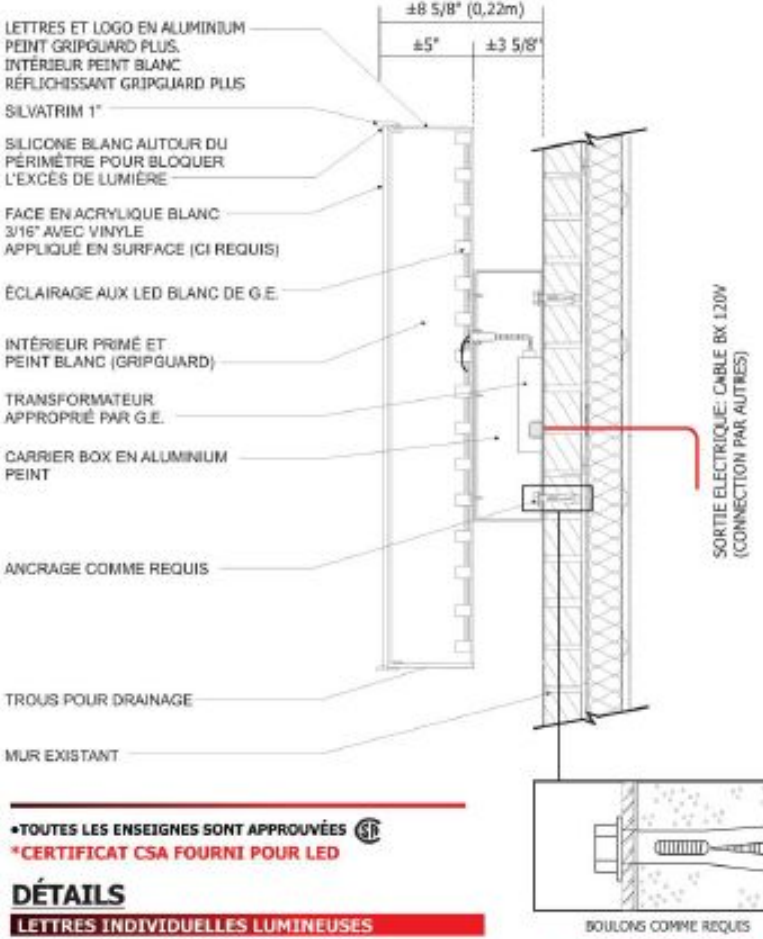
B NOUVEL ENSEMBLE DE LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUSES AU DEL X1
SCALE: 1" = 1'-0"
SUPERFICIE TOTALE: 10.28 pi² / 0,96m²
POIDS TOTAL: ±220 Lbs

DÉTAILS	LOGO	DÉTAILS	"BELLINGTON"
DESCRIPTION	ILLUMINATED CHANNEL (LED's)	DESCRIPTION	ILLUMINATED CHANNEL (LED's)
SIDE:	BLUE	SIDE:	WHITE
1" TRIM:	BLUE	1" TRIM:	WHITE
FACE:		FACE:	

NOTE: LOGO NON-STANDARD POUR CE SITE SEULEMENT
COULEURS EXACTES A SUIVRE

Superficie d'enseigne proposée 0,96 m²

LES ENSEIGNES SONT SUJETTES À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.



•TOUTES LES ENSEIGNES SONT APPROUVÉES

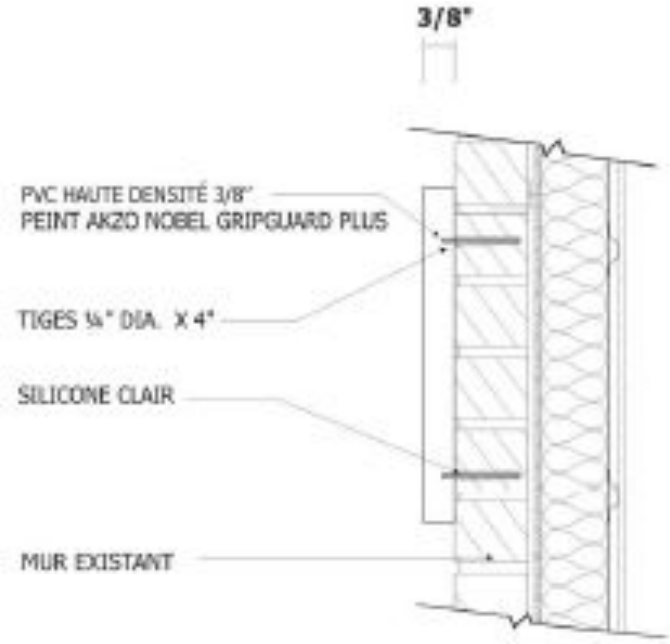
*CERTIFICAT CSA FOURNI POUR LED

DÉTAILS

LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUSES

Échelle: Aucune

LE CLIENT DOIR S'ASSURER QUE LE MUR EST SUFFISANT POUR SUPPORTER TOUTES LES CHARGES DE L'ENSEIGNE



DÉTAILS

LETTRES NON-LUMINEUSES EN PVC 3/8"

Échelle: Aucune

- Considérant que la proposition, qui vise à installer 2 enseignes rencontre les critères d'analyse;
- Considérant que l'objectif de la proposition est d'assurer la visibilité du local, qui n'a pas de façade active, en plusieurs points d'entrée, tout en évitant une multiplication inutile d'enseignes.

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux critères d'analyse de l'article 42 du PP-93 et formule un **AVIS FAVORABLE** au projet.

MERCI

3002893256	2645, avenue Van Horne	Enseignes	Titre VIII en vertu de l'article 42 du PP-93
ARTICLE	**CRITÈRES**	**ÉVALUATION**	**REMARQUES**
42 - 1°	Le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment sur lequel elle est installée et doivent contribuer à sa mise en valeur dans un contexte plutôt résidentiel;	☑	Les enseignes seront posées dans les zones établies par le PP-107 et leur traitement et dimensions permettent la visibilité du local qui n'a pas de façade active.
42 - 2°	Dans le cas où l'enseigne comporte un dispositif d'éclairage, celui-ci doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne;	☑	La dispersion lumineuse se limite à la surface d'enseigne.
42 - 3°	Les enseignes doivent être traitées avec sobriété étant donné que le projet s'insère dans un secteur résidentiel.	☑	Le traitement des enseignes est sobre et esr cohérents avec celles qui seront posées sur les murs

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 15 décembre 2021 à 17 h 22

5160, boul. Décarie, rez-de-chaussée, en vidéoconférence

Extrait du procès-verbal

4.4 2645, Avenue Van Horne - PIIA enseigne

Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et des projets particuliers PP-93 et PP-107, les travaux visant à poser deux enseignes d'une superficie cumulative de 3,84 m^2 afin de permettre au commerçant, qui occupe un local n'ayant pas de façade active du Centre Wilderton, de s'afficher adéquatement. Immeuble situé au 2645, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande de permis 3002589454.

Présentation : M. Dino Credico, conseiller en aménagement

Description du projet

Une demande de permis pour installer 2 enseignes a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 19 janvier 2021.

La demande vise installer une enseigne, d'une superficie de 2,88 m^2, sur le mur adjacent à l'avenue Van Horne, et une autre, d'une superficie de 0,96 m^2, sur le mur adjacent au stationnement, situé en cour arrière.La superfice cumulative totale des deux enseignes est de 3,84 m^2 alors que la superficie maximale autorisée est fixée à 0,315 m^2, calculé en fonction de la formule, $\mathbf{E_{nseigne} = Q\ X\ S/100}$, énoncée à l'article 446 du règlement d'urbanisme 01-276;

Lorsque les enseignes ne respectent pas les dispositions du PP-107, l'approbation de celle-ci peut être autorisée en vertu de l'article 17 du PP-107 en vertu des critères de l'article 38 du PP-93.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

Analyse de la Direction

Considérant que la proposition, qui vise à installer 2 enseignes rencontre les critères d'analyse;

Considérant que l'objectif de la proposition est d'assurer la visibilité du local, qui n'a pas de façade active, en plusieurs points d'entrée, tout en évitant une multiplication inutile d'enseignes.

Après étude des documents présentés, la Division conclut que le projet est conforme aux critères d'analyse de l'article 42 du PP-93 et formule un avis favorable au projet.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Délibération du comité

Les membres du comité sont en accord avec l'analyse de la Division.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Dossier # : 1213558002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le Centre de sécurité civile accueille très favorablement la réduction du risque proposée par Lactalis et que cette réduction permettra de diminuer de manière significative les conséquences sur la population en cas d'accident majeur;

ATTENDU QUE l'agrandissement arrière du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'améliorer la salubrité de la production ainsi que la sécurité au travail et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

ATTENDU QUE l'agrandissement latéral du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'installation d'équipements mécaniques permettant la réduction du risque industriel et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers du site, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) a été adopté à la séance ordinaire tenue le 21 juin 2021, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU».

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 22 juillet 2021 dans un endroit

bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 25 août au 8 septembre 2021, conformément aux règles du décret 2021-054 du 16 juillet 2021 et à la résolution CA21 170144 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 8 septembre 2021 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 6 décembre 2021 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de résolution ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers du site, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé des lots 3 320 477, 3 320 482, 3 320 483, 3 802 489, 3 802 490, 3 802 493 et 3 802 494 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagements paysagers sont autorisés aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :
1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a) article 10, afin de permettre une hauteur inférieure à 7 mètres pour l'agrandissement en avant de la façade située au 7460 rue Saint-Jacques;
b) article 383, afin de ne pas exiger un nombre d'arbres selon ce mode de calcul;
c) article 565, afin de permettre une aire de stationnement en cour avant.

2° à l'article suivant du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M c. C-5) :

a) article 6 (paragraphe 2) afin d'autoriser une clôture en cour avant, pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et un muret devant la façade au 7460 rue Saint-Jacques d'une hauteur de plus de 0,9 mètre.
c) article 6 (paragraphe 5) afin d'autoriser une clôture en cour arrière d'une hauteur de plus de 2 mètres.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

4. Malgré l'article 21 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques est autorisée.

5. Malgré l'article 12 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'accès à l'aire de stationnement extérieur situé à l'ouest du bâtiment situé au 7486 de la rue Saint-Jacques n'est plus requis.

6. Préalablement à la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel et impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;
b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;
c. les travaux visés à la section III;

7. En plus des documents et informations normalement exigibles, la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée :

a. d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager pour cette portion du terrain laissée vacante par la démolition du bâtiment;
b. d'un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
c. d'un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

8. Une clôture d'une hauteur de 1,80 mètre maximum, ajourée et composée d'acier peint noir, est autorisée en cour avant.

SECTION II

CONDITIONS RELATIVES À L'AGRANDISSEMENT EN COUR ARRIÈRE DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES POUR DES FINS D'AMÉLIORATION DE LA SALUBRITÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

9. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour arrière à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 12 mètres et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 700 m^2.

10. Préalablement à l'agrandissement du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;
b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;
c. les travaux visés à la section III;

11. 23 unités de stationnement pour vélos doivent être aménagées sur le site et aménagées à l'arrière du bâtiment situé au 7470 rue Saint-Jacques.

SECTION III
CONDITIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION D'UN MURET ET À L'AGRANDISSEMENT DEVANT LA FAÇADE DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES

12. Malgré l'article 19 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), un muret d'une hauteur maximale de 5,5 mètres doit être érigé au- devant les équipements mécaniques conformément aux plans joints en annexe F à la présente résolution.

13. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour avant à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 5,5 mètres et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 15 m^2.

14. Les travaux d'aménagements paysagers devant la façade doivent être réalisés après la construction du muret, la transformation et l'agrandissement du bâtiment en façade, conformément aux plans joints en annexe E à la présente résolution.

SECTION IV
CONDITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET À L'AGRANDISSEMENT EN COUR LATÉRALE À DES FINS DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL

15. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour

latérale à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 10,3 mètres, qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur le toit et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 90 m^2.

16. Malgré l'article 5 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'installation des équipements mécaniques est autorisée à l'extérieur des bâtiments.

17. Les seuls nouveaux équipements mécaniques autorisés à l'extérieur des bâtiments sont :

a. trois tours d'eau;
b. une génératrice.

La hauteur maximale de ces équipements mécaniques mentionnés est de 8,7 mètres hors tout.

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT DONNANT SUR L'AVENUE WESTMORE

18. Malgré l'article 10 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore comprenant un nombre maximal de 18 unités de stationnement de véhicules peut être aménagé.

19. Préalablement à l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;
b. les travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique, travaux visés à la section VI;
c. les travaux visés à la section III;

SECTION VI
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER POUR LA PORTION DU TERRAIN SITUÉE À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS ET AU PROLONGEMENT DE L'ÉCRAN ACOUSTIQUE ET VISUEL EN COUR ARRIÈRE

20. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être obtenu préalablement à la réalisation de travaux d'aménagements paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et aux travaux de prolongement de l'écran acoustique et visuel.

21. Une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain situé à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, d'un plan préparé par un expert montrant la composition détaillée de l'écran acoustique et visuel prolongé ainsi qu'une expertise géotechnique relative à la solution de l'écran proposée. Le plan d'aménagement paysager doit être

préparé par un expert dans le domaine et comprendre un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres existants et qui seront plantés sur le site.

22. L'écran acoustique et visuel, construit dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant, doit avoir une hauteur minimale de 10 mètres.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

SOUS-SECTION I
TRAVAUX DE TRANSFORMATION VISANT LA RÉDUCTION DES RISQUES INDUSTRIELS LIÉS AU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DANS LE BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES IMPLIQUANT L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT EN COUR LATÉRALE ET IMPLIQUANT L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

23. Les travaux de transformation visant la réduction des risques industriels liés au système de réfrigération impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments doivent être réalisés à l'intérieur d'un délai de 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

SOUS-SECTION II
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS POUR LA PORTION DU TERRITOIRE LAISSÉE VACANTE PAR LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

24. Les travaux d'aménagements paysagers prévus sur la portion du territoire laissé vacant par la démolition doivent être réalisés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques.
En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

25. La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, d'un permis d'aménagement paysager ou d'un permis d'aménagement d'une aire de stationnement est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

26. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017), et objectifs et des critères d'évaluation cités aux articles 607.2 du Règlement d'urbanisme (01-276) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :
Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux sont favorisés;

2° les arbres existants matures doivent être conservés et des mesures de protection appropriées doivent être prises durant les travaux de démolition et de construction;
3° les aménagements paysagers doivent mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques;
4° les aménagements paysagers réalisés sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques doivent participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre l'usine et le domaine public;
5° la fragilité du milieu naturel de la falaise Saint-Jacques et la présence d'un bois dans la partie sud du terrain doivent être considérés lors du choix des végétaux, de l'entretien et de la construction de l'écran acoustique et visuel;
6° le plan d'aménagements paysagers pour la portion du terrain situé à l'arrière des écrans acoustiques et visuels doit prévoir le maintien des arbres existants et la plantation de nouveaux arbres, lorsque l'espace est disponible, la plantation de vignes sur les murs écrans et la construction d'un écran acoustique et visuel végétalisé dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant;
7° les fondations de l'écran visuel et acoustique doivent participer à la consolidation du sol et ainsi ne pas favoriser l'érosion de la falaise;
8° l'aménagement de l'écran visuel et acoustique dans la bande de 5 mètres à partir du talus de la falaise doit minimiser le remblai et le déblai.

Objectif 2 :
Optimiser les agrandissements du bâtiment afin de minimiser leurs superficies et les nuisances sur le voisinage

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les impacts visuels et sonores des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit sont minimisés par des solutions techniques et architecturales;
2° le projet doit tendre à respecter l'implantation et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe B et D.

Objectif 3 :
Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments visés à l'article 16.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la localisation des équipements mécaniques permet de minimiser les nuisances reliées au bruit qu'ils émettent;
2° les études acoustiques doivent démontrer le respect des niveaux sonores mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants comme prévu au règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3 et l'implantation de mesures de mitigation doivent être prévue, le cas échéant, afin de respecter ledit règlement;
3° l'implantation et la volumétrie des équipements mécaniques doivent tendre à respecter l'implantation et les hauteurs montrées aux plans en annexe D.

Objectif 4 :
Mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les équipements mécaniques existants en cour avant doivent être dissimulés depuis la voie publique à l'exception de ceux situés à l'extrémité Est comme montrée au plan A08 joint en annexe E à la présente résolution;
2° l'implantation du muret et de l'agrandissement en façade doit créer un ensemble

homogène;
3° la maçonnerie doit constituer le matériau principal de revêtement;
4° l'agrandissement et la transformation de la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques ainsi que le muret en cour avant doivent tendre à respecter les plans joints en annexe E à la présente résolution.

Objectif 5 :
Aménager l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore en bonifiant la végétation.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° l'aménagement de l'aire de stationnement doit tendre à respecter les plans joints en annexe F à la présente résolution.

_____

ANNEXE A
Territoire d'application et certificat de localisation.

ANNEXE B
Plan de la falaise et du bois, Plan d'implantation existant et plan d'implantation proposé : plans A00, A01 et A02 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021 et le 2 septembre 2021.

ANNEXE C
Projet d'agrandissement arrière du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plans A09, A09A, A09B, A10, A10A, A11, A11A réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.
Projet d'agrandissement latéral du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plan A11B réalisé par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 2 septembre 2021.

ANNEXE D
Plan montrant l'emplacement, la dimension et la hauteur des équipements mécaniques : plan A16 réalisé par Miguel Escobar, architecte et estampillé par la DAUSE le 2 septembre 2021.

ANNEXE E
Plan de la façade du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques : plans A06, A07, A08 et A15 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.

ANNEXE F
Plan d'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore : plans A13 et A15 réalisés par Miguel Escobar, architecte et estampillés par la DAUSE le 21 mai 2021.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213558002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 novembre 2021, le Centre de sécurité civile a émis un avis à la demande de la Division de l'urbanisme de l'arrondissement de Côte-de-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à propos des risques générés par l'utilisation d'ammoniac dans le système de réfrigération de l'industrie Lactalis Canada.
Les conclusions pertinentes sont les suivantes :

- Les modifications proposées au système de réfrigération à l'ammoniac auront un effet significatif sur le rayon d'impact en cas d'accident majeur. Ainsi, lorsque les modifications seront mises en place, le rayon d'impact du scénario normalisé alternatif (scénario plausible ayant le plus grand rayon d'impact) passera de 1 860 mètres à environ 750 mètres, et le nuage se tiendra à une hauteur par rapport au sol supérieur à 60 mètres (voir figure 2), limitant significativement les possibilités d'exposition directe à des concentrations toxiques.
- Le CSC accueille très favorablement la réduction du risque proposée par Lactalis. Cette réduction permettra de diminuer de manière significative les conséquences sur la population en cas d'accident majeur tel que détaillé précédemment.
- Il est important de souligner que la communication du risque à la population constitue une obligation réglementaire pour Lactalis. La continuité des mesures de communication de risque de manière coordonnée entre la compagnie, l'arrondissement et le CSC est fortement recommandée. Dans ce sens, lorsque les modifications des installations de réfrigération seront complétées, il sera nécessaire de réévaluer la portée de la sirène pour couvrir un rayon équivalent à 750 mètres.

Par conséquent, la phrase suivante a été ajoutée à la résolution (second projet) en plus des modifications déjà ajoutées dans la recommandation addenda présentée au Conseil d'arrondissement le 13 septembre 2021 : *Attendu que le Centre de sécurité civile accueille très favorablement la réduction du risque proposée par Lactalis et que cette réduction permettra de diminuer de manière significative les conséquences sur la population en cas d'accident majeur.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

514 872-9387
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1213558002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le second projet, les articles 6, 10, 16, 18 19, 20, 21, 22, 23, 24 ainsi que les titres des sections II, IV, VI et de la sous-section I de la section VII et les annexes B, C et D du projet de résolution ont été modifiées, de nouveaux articles 15 et 22 se sont ajoutés et la numérotation des articles a été modifiée à partir de l'article 15, dans le but principalement d'autoriser les travaux d'agrandissement latéral et du prolongement de l'écran acoustique et visuel en cour arrière et de prévoir des conditions et des objectifs et critères d'analyse relatifs à ces travaux. Le plan en annexe D des équipements mécaniques proposés à l'extérieur a également été modifié et le critère d'analyse relatif au respect du Règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3 a été précisé afin de mentionner que les mesures de bruit devront être mesurées ou estimées à l'intérieur des bâtiments également.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1213558002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant la démolition du bâtiment sis au 7486 rue Saint-Jacques, l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques, la construction d'un muret devant la façade du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur et l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore et des travaux d'aménagement paysager pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques a été déposée par l'usine Lactalis (anciennement connue sous le nom de Parmalat) à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le 17 août 2020.
Ce projet déroge au Programme de développement RVM 00-091 adopté en 2000 notamment les articles suivants : 1 (territoire d'application) 4 (implantation, volumétrie et hauteur des bâtiments), 5 (équipements mécaniques à l'intérieur), 10 (nombre maximal d'unités de stationnement),12 (accès véhiculaire à l'ouest du bâtiment situé au 7086 rue Saint-Jacques), 19 (muret) et 21 (démolition).
Ce projet déroge également aux articles suivants du règlement d'urbanisme (01-276) soient les articles 10 (hauteur minimale), 565 (stationnement en cour avant), 383 (exigences de plantation pour un agrandissement) et à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et de haies (R.R.V.M. c. C-5) .

Le conseil d'arrondissement peut autoriser ce projet et prévoir toute condition, eu égard à ses compétences, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet, si celui-ci respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO00 01245 - 16 mai 2000 – Adopter R.V.M. 00-091, Règlement sur la démolition, la

modification et l' agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (sommaire décisionnel S990545060).
Décision déléguée D2060654026 : D'approuver le projet de remplacement du lot 141-963 et subdivision d'une partie du lot 141 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, situés du coté sud de la rue Saint-Jacques, à l'ouest de l'avenue Westmore, tel que préparé par monsieur Christian Daigle, arpenteur-géomètre, le 10 juillet 2006, avec bâtiments dessus érigés portant les numéros municipaux 7460 à 7486, rue Saint-Jacques. Minute 9904. (sommaire décisionnel 22060654026).

CA07 170022 - 15 janvier 2007- Approbation des plans en vertu des dispositions du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), article 668, ainsi qu'en vertu des dispositions du règlement R.V.M. 00-091, article 23. Autorisation des travaux prévus à la demande de permis 3000042350, concernant la compagnie Parmalat du Canada inc, portant les adresses 7460-7486, rue Saint-Jacques Ouest et 1900, avenue Westmore (sommaire décisionnel 1061378007)

CA09 170092 - 2 mars 2009 - Adopter une résolution refusant le projet particulier visant l'érection d'un mur acoustique temporaire d'une hauteur de 9 m, localisé du côté ouest de la propriété de la compagnie Parmalat, située au 7460, rue Saint-Jacques, en lieu et place d'un écran plus haut formé par un débarcadère, prévu au Règlement 00-091, le tout, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017 (sommaire décisionnel 1091378001).

CA09 170208 - 1er juin 2009- Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), ainsi qu'en vertu du règlement R.V.M. 00-091, pour l'émission du permis visant l'ajout d'un silo en acier inoxydable, pour l'entreposage d'une matière première (lait), le long du mur est du bâtiment appartenant à la compagnie Parmalat du Canada inc. situé au 7460, rue Saint-Jacques - dossier relatif à la demande de permis 3000138078. (sommaire décisionnel 1091378005).

CA14 170219 – 2 juin 2014 - Approuver les plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), ainsi qu'en vertu du règlement R.V.M. 00-091, pour l'émission du permis visant la réfection extérieure du bâtiment administratif de la compagnie Parmalat du Canada inc., situé au 7440, rue Saint-Jacques - dossier relatif à la demande de permis 3000707539. (sommaire décisionnel 1141378001)

DESCRIPTION

Occupation du site et caractéristiques du milieu
L'usine Lactalis occupe le terrain comprenant les lots 3 320 477 et 3 320 482 donnant sur la rue Saint-Jacques ainsi que les lots 3 320 483, 3 802 489, 3 802 493, 3 802 490 et 3 802 494 donnant sur l'avenue Westmore. Lactalis est devenue acquéreur en 2013 des 4 derniers lots cités sur lesquelles se situe une aire de stationnement non conforme.
Ce terrain est délimité au nord par la rue Saint-Jacques et le secteur résidentiel connu sous le nom de "Village Westhaven", à l'est par la limite latérale du bâtiment industriel sis au 7420 rue Saint-Jacques et par l'avenue Westmore, au sud par la falaise Saint-Jacques et à l'ouest par la limite administrative du territoire de Montréal-ouest.
Le terrain de Lactalis empiète dans sa partie sud dans un bois hors écoterritoire et dans la falaise Saint-Jacques.
L'usine comprend 4 bâtiments : le bâtiment de 2 étages situé au 7460 rue Saint-Jacques (partie d'origine et agrandissement de 2010), le bâtiment administratif de 2 étages situé au 7470 rue Saint-Jacques, le bâtiment vacant de 2 étages sis au 7486 rue Saint-Jacques et le bâtiment d'un étage sis au 1900 avenue Westmore.

L'entreprise laitière Elmhurst Dairy s'est installée à cet emplacement sur l'ancien chemin Upper Lachine dès 1907 (d'après «Étude de la valeur patrimoniale du 7486 rue Saint-Jacques par Contexture, 2014»). Cependant, c'est en 1928 que des travaux de construction d'un bâtiment industriel plus performant et contemporain ont été entrepris sous la gouverne de l'architecte Sydney Comber. Cette partie la plus ancienne du bâtiment au 7460, rue Saint-Jacques est encore visible depuis la rue Saint-Jacques.

Historique du site

En 2000, un programme de développement R.V.M 00-091 a été adopté sur les lots actuels 3 320 477, 3 320 482 et 3 320 483 (sommaire décisionnel S990545060) afin de permettre les usages «entreposage et la distribution de produits laitiers et autres produits alimentaires fabriqués ou distribués par l'entreprise» et «traitement et la mise en contenants de produits laitiers» ainsi que la construction d'un centre de distribution de produits laitiers qui venait se greffer aux installations de l'usine existante. Le projet permettait de réaliser sur place les opérations d'entreposage et de distribution qui devaient auparavant transiter par des entrepôts situés à Saint-Laurent et à Saint-Hyacinthe.
Les principales interventions visaient à :
- démolir un bâtiment accessoire situé à l'arrière de la laiterie ainsi que de l'auditorium et de la partie arrière de la Maison Eventide.
- construire un entrepôt de produits réfrigérés et un débarcadère de distribution sur le terrain situé à l'ouest des installations existantes d'une superficie totale d'environ 4 500 m^2 et d'une hauteur de 11 mètres.
- aménager une aire de stationnement de 145 places, en cours latérale et arrière du bâtiment sis au 7486 rue Saint-Jacques.
- implanter un écran acoustique d'une hauteur de 5,5 mètres devant l'aire de stationnement du côté des propriétés résidentielles de Montréal-Ouest et de 9 mètres du côté de la falaise Saint-Jacques.
- réaliser un aménagement paysager d'une bande de terrain de 10 mètres de largeur du côté de la limite ouest de la propriété avec la conservation des arbres existants.
- réutiliser une partie avant de la Maison Eventide à des fins de bureaux administratifs et de services pour les employés.
- améliorer des façades des bâtiments situés au 7460 et 7470 rue Saint-Jacques;
- atténuer les émissions sonores des équipements mécaniques extérieurs les plus bruyants.

Nous constatons que les travaux suivants prévus dans les demandes de permis numéro 3000029660-7 et 30000074849-10 ne semblent pas avoir été réalisés :
- le débarcadère de distribution et son mur arrière servant d'écran acoustique de 11 mètres de hauteur n'a pas été construit. Des équipements mécaniques de réfrigération sont installés à l'emplacement prévu du débarcadère de distribution et un mur acoustique d'une hauteur de 9 mètres a été construit.
- certains aménagements paysagers notamment quelques arbres et la vigne vierge sur les murs écrans et l'écran visuel le long de la falaise Saint-Jacques dans la partie est de la cour de manutention;
- la construction du muret sur le côté est de la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques afin de dissimuler les équipements mécaniques;
- au bâtiment sis au 7486, rue Saint-Jacques, le remplacement des fenêtres en façade et la réfection de la façade arrière suite à la démolition des ailes.

Desserte en transport collectif et actif
Ce secteur est situé à proximité de la gare Exo de Montréal ouest, à une distance de marche de 350 mètres.

Milieu naturel
Le terrain visé empiète en partie dans la falaise Saint-Jacques. Il s'agit de la portion de la falaise qui se situe hors de l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques. L'article 122.4 du

règlement 01-276 n'autorise aucune construction ou agrandissement et travaux de remblai-déblai sur le talus ou à 5 mètres du talus de la falaise Saint-Jacques. Seules les clôtures sont permises.

Le projet

Le projet de PPCMOI vise principalement à (par ordre chronologique de réalisation des travaux) :

- réaliser des travaux visant à réduire le risque industriel impliquant l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur;
- améliorer l'apparence de la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques (construction muret pour dissimuler les équipements mécaniques et agrandissement de ±10 m^2);
- réaliser un aménagement paysager sur la portion du terrain à l'arrière des écrans acoustiques et visuels incluant la construction d'un écran visuel;
- démolir le bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et réaliser un aménagement paysager à cet emplacement;
- agrandir le bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques dans la partie arrière, pour des raisons de salubrité et de sécurité au travail (±600 m^2);
- aménager une aire de stationnement de 18 unités donnant sur l'avenue Westmore

1) réalisation de travaux visant à réduire le risque industriel de réfrigération impliquant l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur
Les travaux visant la réduction du risque du système de réfrigération vont nécessiter l'installation de trois tours d'eau et d'une génératrice à l'extérieur du bâtiment. Étant donné que le règlement RVM 00-091 (article 5) n'autorisait pas d'équipements mécaniques pour le nouvel entrepôt réfrigéré et le nouveau débarcadère de distribution à l'extérieur du bâtiment, il faudra déroger à cette disposition.
La présente résolution montre en annexe D l'emplacement, la dimension et la hauteur de ces équipements mécaniques.
Les conditions relatives à ces travaux sont prévus aux articles 15 et 16 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande de permis à l'article 24 (objectif 3 : Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments).

2) amélioration de l'apparence de la façade avant du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques
La construction du muret sur le côté est de la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques afin de dissimuler les équipements mécaniques tel que montré aux plans IMP001 et ELEV001 de l'annexe A du règlement R.V.M 00-091 n'a pas été réalisé.
Il est prévu de construire ce muret, de démolir la partie du bâtiment en tôle et d'agrandir légèrement le bâtiment (±10 m^2) afin d'ajouter une issue de secours.
La présente résolution montre en annexe E les plans de ces travaux.
Les conditions relatives à ces travaux sont prévus aux articles 12 à 14 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande de permis à l'article 24 (objectif 4 : Mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques).

3) r*éaliser un aménagement paysager sur la portion du terrain à l'arrière des écrans*

acoustiques et visuels incluant la construction d'un écran visuel
Les travaux d'aménagements paysagers sur cette portion de terrain qui étaient prévus dans le permis 3000029660-7, adaptés au contexte de la végétation actuelle, devront être réalisés. Un plan d'aménagement paysager est exigé aux articles 19 et 20 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande du certificat d'aménagement paysager à l'article 24 (objectif 1 : Offrir un aménagement de qualité sur l'ensemble du terrain).

4) Démolition du bâtiment sis au 7486 rue Saint-Jacques
Le bâtiment a été construit en 1955 par les architectes Sydney Comber et Clarence S.Comber architectes pour l'Armée du salut. Cet édifice reprend un style d'inspiration néocoloniale. La propriété a été vendue à Lactalis en 1998. En 2006, les trois ailes du bâtiment en forme de E ont été démolies ainsi que le hall latéral et les bâtiments en fond de lot, tel qu'autorisé dans le règlement RVM 00-091. Il ne reste aujourd'hui que le corps du bâtiment avant du pavillon principal. Le bâtiment vacant depuis 1998 est dans un état dégradé (structure, toiture, murs extérieurs déficients).
Les travaux prévus au permis de construction numéro 3000074849-10, travaux permettant le maintien du corps du bâtiment conservé n'ont pas été réalisés comme prévus soient, le changement de bardeau d'asphalte de la toiture, l'installation de nouvelles fenêtres en façade principale et les nouvelles sections de façade arrière pour obturer les ouvertures crées par la démolition des ailes.
Le règlement RVM 00-091 prévoyait la conservation de la partie avant de ce bâtiment et sa réutilisation à des fins accessoires pour l'entreprise. Cependant le bâtiment est resté vacant. Dans la lettre en date du 24 février 2021, le requérant mentionne que, suite à la découverte de problèmes de fondations et de présence d'amiante, Lactalis a préféré opter pour la démolition du bâtiment.
Selon l'étude de la valeur patrimoniale du 7486 rue Saint-Jacques réalisée par Contexture (2014), ce bâtiment ne présente aucune valeur patrimo niale soient les valeurs historiques, contextuelles, architecturales et d'authenticité physique.
Le projet de remplacement proposé consiste à aménager un aménagement paysager à l'emplacement du bâtiment démoli. La voie d'accès pour les services d'urgence n'étant plus requise, celle-ci sera condamnée. Les arbres existants seront maintenus, de nouveaux arbres seront plantés et une clôture sera prévue en cour avant.
Étant donné que le règlement RVM 00-091 n'autorisait pas la démolition du corps restant du bâtiment (article 21), il faudra déroger à cette disposition. Également, il faudra déroger à l'article 12 qui exigeait que la voie d'accès à l'ouest du bâtiment soit limitée aux véhicules d'urgence et clôturée.
Les conditions relatives à ces travaux sont prévues aux articles 4 à 8 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande de certificat d'aménagement paysager à l'article 24 (objectif 1 : Offrir un aménagement de qualité sur l'ensemble du terrain).

5) Agrandissement du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques dans la partie arrière
Ces travaux d'agrandissements de la baie de réception du lait et de l'espace de gestion des déchets sur une superficie au sol d'environ 600 m^2 visent à régler des enjeux de sécurité au travail et de salubrité. Dans la lettre en date du 24 février 2021, le requérant mentionne que la hauteur du bâtiment actuel ne permet pas aux employés de se tenir debout sur les camions citernes, tel qu'exigé par la CSST. De plus, il mentionne que l'agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) exige un cheminement adéquat des déchets dans une usine. La relocalisation des conteneurs à déchets dans cet agrandissement permettra d'atteindre les exigences de l'ACIA. Le requérant ajoute que cet agrandissement n'augmente aucunement l'activité industrielle de l'usine.
La présente résolution montre en annexe C le plan de l'agrandissement prévu.
Les conditions relatives à ces travaux sont prévues aux articles 9 à 11 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande de

permis de construction à l'article 24 (objectif 2 : Optimiser l'agrandissement du bâtiment afin de minimiser sa superficie et ses nuisances sur le voisinage).

6) Aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore
Les lots 3 802 489, 3 802 493, 3 802 490 et 3 802 494 n'étaient pas inclus dans le programme de développement R.V.M 00-09. Ce terrain était à l'époque loué par Lactalis qui l'utilisait déjà comme aire de stationnement.
Le territoire d'application de la présente résolution inclut ces 4 lots. L'aire de stationnement existante sur les lots n'est pas conforme aux normes d'aménagement prévus au Règlement d'urbanisme 01-276 pour l'aménagement d'une aire de stationnement de 5 unités. Le projet proposé vise à rendre cette aire de stationnement conforme.
La présente résolution montre en annexe F le plan de l'aménagement de l'aire de stationnement.
Les conditions relatives à ces travaux sont prévus aux articles 17 et 18 de la présente résolution et des critères de PIIA sont également prévus pour l'analyse de la demande de certificat d'aménagement paysager à l'article 24 (objectif 5 : Aménager l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore en bonifiant la végétation).

La réglementation applicable

Plan d'urbanisme
Le Plan d'urbanisme adopté en 2005 a octroyé une affectation résidentielle au site au lieu des affectations «industrie» et «équipements collectif et institutionnel»..

Affectation du sol : Secteur résidentiel

Secteur 04-01	**Secteur 04-03**
Bâti 2 ou 3 étages hors sol	Bâti 1 ou 4 étages hors sol
Taux d'implantation au sol moyen	Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Règlement d'urbanisme (01-276)

	Sur le lot 3 320 477 :	**Sur les lots 3 320 482 et 3 320 483**	**Sur les lots 3 802 489, 3 802 493, 3 802 490 et 3 802 494**
Zone:	0195	0840	0921
Usages	E.5(2) Équipements cultuels, d'hébergement et de santé et E.6(1) Équipements civiques et administratifs	C.7 - Commerces de gros et entreposage et H - Habitation	C.7 - Commerces de gros et entreposage et H - Habitation
Hauteur :	2 à 3 étages - 11 m max.	7 m min - 23 m max	7 m min - 16 m max
Marges minimales:	1.5 m (latérale), 3 m (arrière)	3 m (latérale), 4 m (arrière)	2,5 m (latérale), 3 m (arrière)
Taux d'implantation	70% max.	85% max	70% max
Densité :		3 max	3 max

Dérogations demandées

Les principales dérogations demandées sont les suivantes :
1° au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a) article 10, afin de permettre une hauteur inférieure à 7 mètres pour l'agrandissement en avant de la façade située au 7460 rue Saint-Jacques;
b) article 383, afin de ne pas exiger un nombre d'arbres selon ce mode de calcul;
c) article 565, afin de permettre une aire de stationnement en cour avant.

2° au Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M c. C-5) :

a) article 6 (paragraphe 2) afin d'autoriser une clôture en cour avant, pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et un muret devant la façade au 7460 rue Saint-Jacques d'une hauteur de plus de 0,9 mètre.
c) article 6 (paragraphe 5) afin d'autoriser une clôture en cour arrière d'une hauteur de plus de 2 mètres.

Conditions exigées
Les conditions proposées sont mentionnées dans la résolution.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 26 mai 2021, le CCU a émis un avis favorable.
Cependant, des réserves ont été émises quant à l'aménagement paysager proposé pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques. Ces aménagements paysagers devraient participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage une interface de qualité entre l'usine et le domaine public. Cette exigence a été ajoutée comme critère de PIIA à l'article 24 de la résolution (objectif 1 paragraphe 4).

Cette résolution vise les zones 0195, 0840 et 0921 de l'arrondissement et contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire en vertu de cette Loi, soit les articles 3 paragraphe 1) a) et b), 9, 15 et 16.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme au Plan d'urbanisme:
- l'industrie envisage de diminuer son risque industriel à court terme;
- le bâtiment à démolir ne présente aucun intérêt patrimonial et présente un état de dégradation avancé;
- les travaux de transformation de la façade située au 7560 rue Saint-Jacques avec la construction du muret permettant de dissimuler les équipements mécaniques vont grandement améliorer l'apparence du bâtiment;
- les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore améliorent la situation actuelle.

- le Comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable avec des réserves quant à l'aménagement paysager proposé pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Maintien et entretien des arbres existants et réduction des risques industriels

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Réduction des risques industriels

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet de résolution doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation, comme prescrit par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).
Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 22 mars 2020 l'arrêté ministériel 2020-008 qui a ensuite été modifié par l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, par l'arrêté ministériel 2020-049 du 4 juillet 2020, par l'arrêté ministériel 2020-074 du 2 octobre 2020.

La mesure prévue par l'arrêté 2020-074 a été abrogée, mais cette même mesure a été reprise, avec les adaptations nécessaires, par le décret 102-2021 du 5 février 2021 qui a pris effet le 8 février 2021 et qui prévoit que :
« toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens est remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours; » Par conséquent, jusqu'à l'adoption de nouvelles mesures gouvernementales, les assemblées publiques de consultation doivent être remplacées par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, d'une durée de 15 jours. Enfin, il importe de noter qu'en vertu de l'arrêté ministériel 2020-049 du 4 juillet 2020, lorsque la loi prévoit qu'une assemblée publique doit comprendre une période de questions, le public doit pouvoir transmettre par écrit des questions à tout moment avant la tenue de cette assemblée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La tenue de cette consultation écrite sera annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse Web à laquelle l'information est diffusée concernant le projet et la séance d'information en visioconférence;
- les adresses où les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

21 juin 2021 : Avis de motion et adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement;

- Publication de l'avis relatif à la consultation écrite et mise en ligne de la page Web dédiée;
- Consultation écrite (15 jours); une soirée de consultation en visioconférence aura lieu, la date et l'heure seront précisées dans l'avis;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, le cas échéant, du second projet de (règlement ou résolution) par le conseil d'arrondissement;
- Processus d'approbation référendaire;
- Adoption, le cas échéant, de la résolution par le conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur de la résolution, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-03

Sébastien MANSEAU
Chef de division

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB

directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2021-06-07

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1213558002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486, rue Saint-Jacques, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Annexes B, C et D modifiées

121355002_Annexe B Second projet.pdf121355002_Annexe C Second projet.pdf

121355002_Annexe D Second projet.pdf

PV consultation publique

Final PV Compte-rendu 8 septembre 2021 - 3 dossiers.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MISE EN GARDE : Le compte rendu ci-dessous se veut un simple résumé des questions et échanges entre le président de l'assemblée, les fonctionnaires et les citoyens présents. Pour plus de précisions, le lecteur devra consulter l'enregistrement de la séance de consultation.

Projet de résolution CA21 170236 approuvant le projet particulier PP-130 visant à permettre la construction d'une clôture pour la propriété située au 3285, chemin de Bedford, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1216290011

Projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1216290015

Projet de résolution CA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant à permettre la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1213558002

Compte rendu de la séance de consultation par visioconférence tenue le mercredi 8 septembre 2021, à 18 heures 30, à laquelle étaient présents :

- M. Marvin Rotrand, conseiller municipal – district de Snowdon et président de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Sébastien Manseau, chef de division - urbanisme
- Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- Mme Fabienne Cahour, conseillère en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste

Assistance : 16 personnes

Monsieur Marvin Rotrand déclare l'assemblée ouverte à 18 heures 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

M. Rotrand souhaite la bienvenue aux personnes participant par visioconférence à la séance de consultation, présente les membres de l'administration, détaille l'ordre du jour et explique le déroulement de la période de questions et commentaires.

2. Présentation par Madame Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement, du projet de résolution CA21 170236 approuvant le projet particulier PP-130 visant à permettre la construction d'une clôture pour la propriété située au 3285, chemin de Bedford

Mme Cournoyer présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 1.

Le projet vise à autoriser une clôture dont la hauteur est en partie dérogatoire. Le site visé est déjà ceinturé par une clôture de 3 mètres de hauteur de type Frost. La hauteur de la clôture actuelle est déjà dérogatoire. Le projet vise son remplacement par une clôture ornementale en aluminium de 2,37 mètres avec six pilastres en pierre. Mme Cournoyer présente notamment la facture visuelle du projet projeté, détaille les dérogations demandées et présente la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

Voir la présentation de l'annexe 1.

2.1 Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

Aucune question ni commentaire.

2.2 Période de questions et commentaires écrits

Aucune question ni commentaire reçu. Le rapport de consultation écrite du 25 août et le 8 septembre 2021 est joint à l'annexe 2.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire applicable aux projets particuliers PP-129 et PP-126

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable aux projets particuliers PP-129 et PP-126, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de

signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

4. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary

M. Credico présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 3.

Le projet vise à autoriser l'usage résidentiel au rez-de-chaussée alors que l'usage actuel ne permet que le commercial. Le requérant souhaite conserver l'usage commercial au rez-de-chaussée à l'avant du bâtiment pour maintenir une continuité avec la trame urbaine du chemin Queen-Mary. Quatre nouveaux logements seraient aménagés à l'arrière du bâtiment à même les espaces non ou sous-utilisés par les locataires commerciaux, soit deux studios et deux 3 ½. Le Règlement pour une métropole mixte ne s'applique pas au projet proposé en raison de la superficie à réaménager. M. Credico présente notamment la facture visuelle du projet projeté et précise également que si les caractéristiques architecturales d'origine ne sont pas respectées, le projet sera soumis à un plan d'implantation architecturale (PIIA). Il détaille les dérogations demandées et présente la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

Voir la présentation en annexe 3.

4.1 Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

Aucune question ni commentaire.

4.2 Période de questions et commentaires écrits

M. Credico résume les commentaires transmis lors de la consultation écrite. Le rapport de consultation écrite comportant les interventions citoyennes reçues entre le 25 août au 8 septembre 2021 est joint à l'annexe 4.

5. Présentation par Madame Fabienne Cahour, conseillère en aménagement, du projet de résolution CA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant à permettre la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques

Mme Cahour présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 5.

Le projet vise des travaux à l'usine installée depuis très longtemps à la limite ouest de l'arrondissement et voisine de la ville de Montréal-Ouest. Le projet particulier ne vise pas seulement l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur mais aussi la démolition du bâtiment situé au 7486, rue Saint-Jacques Ouest et de légers agrandissements au bâtiment situé au 7460, rue Saint-Jacques Ouest, l'amélioration de l'apparence de la façade avant et l'aménagement paysager à l'arrière des écrans acoustique et visuel incluant le prolongement de l'écran acoustique et visuel en cour arrière.

Les analyses des études de diminution du risque industriel sont en cours d'analyse par le Centre de sécurité civile de la Ville de Montréal et les citoyens seront informés des recommandations en temps voulu.

Le projet est situé dans trois zones du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement* (01-276), mais l'usage est autorisé par le règlement particulier pour le site (R.R.V.M. 00-091), lequel a été adopté en 2000.

Étant donné que tout projet particulier doit respecter le Plan d'urbanisme et que l'affectation du site est résidentielle depuis 2005, le projet particulier ne doit pas permettre de modifier l'immeuble de manière à intensifier l'usage industriel.

Le projet particulier vise à :

1. réaliser des travaux visant à réduire le risque industriel impliquant l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur;
2. transformer la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques (construction muret pour dissimuler les équipements mécaniques et agrandissement de ±10 m2);
3. réaliser un aménagement paysager sur la portion du terrain à l'arrière des écrans acoustiques et visuels incluant la construction d'un écran visuel et acoustique (ajout ''acoustique'' dans le second projet);
4. démolir le bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et réaliser un aménagement paysager à cet emplacement;
5. agrandir le bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques dans la partie arrière, pour des raisons de salubrité et de sécurité au travail (±600 m2) et dans la partie latérale pour aménager des équipements mécaniques (ajout dans le second projet);
6. aménager une aire de stationnement de 18 unités donnant sur l'avenue Westmore.

Ces travaux seront faits dans un ordre chronologique et les trois premières étapes devront être complétées avant de pouvoir réaliser les étapes subséquentes.

Mme Cahour explique notamment les modifications qui seront apportées à la résolution en vue de sa présentation au conseil d'arrondissement en deuxième lecture. Un nouvel agrandissement latéral sera ajouté de manière à abriter à l'intérieur certains équipements mécaniques nécessaires pour permettre la diminution du risque. L'écran acoustique et visuel sud en cour arrière sera également prolongé. Mme Cahour présente également les modifications reproduites ci-après, en rouge :

1. ATTENDU QUE l'agrandissement **arrière** du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'améliorer la salubrité de la production ainsi que la sécurité au travail et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

ATTENDU QUE l'agrandissement latéral du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'installation d'équipements mécaniques permettant la réduction du risque industriel et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

2. Article 6. Préalablement à la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

   a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel et impliquant l'**agrandissement du bâtiment en cour latérale et** l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;

   b. les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels **et de prolongement de l'écran acoustique et visuel**, travaux visés à la section VI;

C. les travaux visés à la section III;

3. Article 10. Préalablement à l'agrandissement du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :
   a. **les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;**
   b. **les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;**
   c. **les travaux visés à la section III;**

4. SECTION IV
CONDITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES **ET À L'AGRANDISSEMENT EN COUR LATÉRALE À DES FINS DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL**

15. Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour latérale à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 10,3 mètres, qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur le toit et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 90 m^2.

16. Malgré l'article 5 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'installation des équipements mécaniques sont autorisés à l'extérieur des bâtiments.

17. Les seuls nouveaux équipements mécaniques autorisés à l'extérieur des bâtiments sont :
   a. trois tours d'eau;
   b. une génératrice.
   La hauteur maximale de ces équipements mécaniques mentionnés est de **8,7 mètres** hors tout

5. Article **18.** Malgré l'article 10 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore comprenant un nombre maximal de 18 unités de stationnement de véhicules peut être aménagé.

19. Préalablement à l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore, les travaux suivants doivent être complétés :
   a. **les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;**
   b. **les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique, travaux visés à la section VI;**
   c. **les travaux visés à la section III;**

6. SECTION VI
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER POUR LA PORTION DU TERRAIN SITUÉE À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS **ET AU PROLONGEMENT DE L'ÉCRAN ACOUSTIQUE ET VISUEL**

20. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être obtenu préalablement à la réalisation de travaux d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels **et aux travaux de prolongement de l'écran acoustique et visuel.**

21. Une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, **d'un plan préparé par un expert montrant la composition détaillée de l'écran acoustique et visuel prolongé ainsi qu'une expertise géotechnique relative à la solution de l'écran proposée**. Le plan d'aménagement paysager doit être préparé par un expert dans le domaine et comprendre un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres existants et qui seront plantés sur le site.

22. L'écran acoustique et visuel, construit dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant, doit avoir une hauteur minimale de 10 mètres.

7. SOUS-SECTION I
TRAVAUX DE TRANSFORMATION VISANT LA RÉDUCTION DES RISQUES INDUSTRIELS LIÉS AU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DANS LE BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES **IMPLIQUANT L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT EN COUR LATÉRALE ET** IMPLIQUANT L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

23. Les travaux de transformation visant la réduction des risques industriels liés au système de réfrigération **impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale** et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments doivent être réalisés à l'intérieur d'un délai de 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

8. Article **25.** La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment **et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, d'un permis d'aménagement paysager ou d'un permis d'aménagement d'une aire de stationnement est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.**

9. SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Objectif 1 :
Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux sont favorisés;
2° les arbres existants matures doivent être conservés et des mesures de protection appropriées doivent être prises durant les travaux de démolition et de construction;

3° les aménagements paysagers doivent mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques;
4° les aménagements paysagers réalisés sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques doivent participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre l'usine et le domaine public;
5° la fragilité du milieu naturel de la falaise Saint-Jacques et la présence d'un bois dans la partie sud du terrain doivent être considérés **lors du choix des végétaux, de l'entretien et de la construction de l'écran acoustique et visuel;**
6° le plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels doit prévoir le maintien des arbres existants et la plantation de nouveaux arbres, lorsque l'espace est disponible, la plantation de vignes sur les murs écrans et la construction d'un écran acoustique et visuel végétalisé **dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant;**
7° les fondations de l'écran visuel et acoustique doivent participer à la consolidation du sol et ainsi ne pas favoriser l'érosion de la falaise;
8° l'aménagement de l'écran visuel et acoustique dans la bande de 5 mètres à partir du talus de la falaise doit minimiser le remblai et le déblai.

Objectif 2 :
Optimiser **les** agrandissement**s** du bâtiment afin de minimiser **leurs** superficie**s** et les nuisances sur le voisinage

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les impacts visuels et sonores des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit sont minimisés par des solutions techniques et architecturales;
2° le projet doit tendre à respecter l'implantation et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe B et D.

Objectif 3 :
Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments visés à l'article 16.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la localisation des équipements mécaniques permet de minimiser les nuisances reliées au bruit qu'ils émettent;
2° les études acoustiques doivent démontrer le respect des niveaux sonores **mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants tels que** prévus au règlement sur le bruit R.R.V.M., c. B-3 et l'implantation de mesures de mitigation doivent être prévues, le cas échéant, afin de respecter ledit règlement;
3° l'implantation et la volumétrie des équipements mécaniques doivent tendre à respecter l'implantation et les hauteurs montrées aux plans en annexe D.

10. La numérotation des articles a également été modifiée à partir de l'article 15.

11. Les annexes B, C et D seront également modifiées.

Voir la présentation en annexe 5.

5.1 Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

M. Matthew Sherrard croit que le conseil d'arrondissement devrait avoir accès aux échanges qu'il a eus avec le Centre de sécurité civile et le requérant. Il comprend que les risques seront réduits, mais s'interroge sur la possibilité de les réduire davantage. Les équipements mécaniques étant situés juste à l'arrière du mur acoustique, il demande s'il serait possible de les déplacer plus loin des résidences voisines.

Mme Cahour indique que le Centre de sécurité civile est responsable de l'analyse du risque et qu'il est trop tôt pour se prononcer à cet égard. Le Centre de sécurité civile a par ailleurs confirmé que Lactalis collabore bien au projet de réduction des risques. En ce qui a trait à la possibilité de déplacer les équipements mécaniques, Mme Cahour mentionne que ceux-ci sont à cet endroit en raison de l'emplacement de la salle mécanique et rappelle que les niveaux sonores seront analysés lors du dépôt de la demande de permis afin de s'assurer qu'ils respectent les niveaux réglementaires.

M. Matthew Sherrard s'enquiert de la façon par laquelle les citoyens peuvent partager leurs inquiétudes dans le processus.

M. Rotrand indique que les citoyens peuvent transmettre leurs questions ou commentaires lors de la période de questions du public de la séance du conseil d'arrondissement du 13 septembre 2021, alors que le dossier sera présenté en deuxième lecture.

Mme Faraldo-Boulet indique que les citoyens pouvant prendre part au processus référendaire sont les personnes habiles à voter de la zone visée et des zones contiguës de l'arrondissement et des arrondissements contigus. Les zones contiguës des villes liées ne sont pas incluses au processus.

M. Manseau explique que le projet particulier vise entre autres à autoriser les équipements mécaniques nécessaires à la réduction du risque industriel actuel. La solution proposée est actuellement étudiée par le Centre de sécurité civil qui devra l'approuver et réviser par la suite le plan des mesures d'urgences associées qui relève de l'agglomération. La population concernée sera informée du processus par le Centre de sécurité civil au cours des prochains mois. Le présent projet constitue donc une étape préalable afin que la demande de permis puisse être déposée. Des plans plus détaillés seront ensuite déposés par le requérant puis analysés. Il n'y aura pas de réduction totale du risque, mais celle-ci sera significative. Il rappelle que la séquence des travaux devra être respectée et qu'aucune autre autorisation de travaux ne sera délivrée pour les phases subséquentes avant que la première ne soit complétée.

M. Paul Desjardins fait part de son inquiétude quant à la proximité des maisons situées à l'arrière des équipements mécaniques. Les tours d'eau étant situées à la limite la plus près des maisons, il demande si celles-ci pouvaient être déplacées plus près de la falaise. Il ne comprend pas pourquoi la salle mécanique a été construite si près des maisons. Il demande par ailleurs que l'on s'assure que les arbres qui seront plantés entre le mur et les cours arrière aient un diamètre suffisant pour survivre contrairement à la dernière plantation, et qu'ils soient remplacés s'ils meurent.

À la demande de l'administration, M. Luc Giguère, le requérant, prend la parole pour indiquer que le projet vise à s'assurer que l'ammoniac soit remplacé par des tours d'eau. Si les tours d'eau sont déplacées plus loin, le flot sera réduit ce qui serait problématique. Si la salle mécanique était déplacée, il devrait y avoir un tuyau d'ammoniac à l'extérieur ce qui augmenterait les risques. L'objectif est de garder tout l'ammoniac à l'intérieur du bâtiment.

Mme Sandra Ng demande comment le conseil peut adopter une résolution s'il manque des informations importantes comme c'est le cas pour le risque industriel dans le cadre de ce dossier.

M. Rotrand explique que les élus prennent leurs décisions sur la base des dossiers qui leur sont présentés et prennent connaissance des préoccupations soulevées lors des consultations publiques, posent des questions à l'administration. Les élus peuvent toujours reporter un dossier pour obtenir davantage d'informations ou le refuser.

M. Rob Piccioni croit qu'il y a toujours des options concernant le positionnement des équipements mécaniques, particulièrement de la génératrice, et demande s'il est possible de regarder de nouveau le positionnement de ces équipements. Outre le risque, il s'inquiète pour le bruit. Il demande si les tours d'eau augmenteront le bruit et si la génératrice fonctionnera à tous les jours de manière à assurer sa maintenance.

À la demande de l'administration, M. Luc Giguère prend la parole pour mentionner que la génératrice pourrait être légèrement déplacée. Il s'enquerra de la possibilité de déplacer les tours d'eau auprès de ses ingénieurs, mais indique qu'il semble que ce soit la seule option. M. Giguère précise que selon l'évaluation, les tours d'eau diminueront le bruit de 4 décibels. En ce qui a trait à la génératrice, il s'enquerra de la nécessité de la faire fonctionner 1h par jour puisqu'il n'a jamais entendu cette nécessité.

M. Rotrand quitte la rencontre en raison de problèmes techniques.

Mme Sandra Ng demande si la présentation incluant les dernières modifications sera disponible sur le site internet puisque celle actuellement disponible date du 22 juillet 2021.

Mme Faraldo-Boulet confirme que les présentations finales seront jointes en annexe du compte-rendu de la consultation et que les dossiers décisionnels devraient être accessibles au plus tard le vendredi précédant la séance du conseil d'arrondissement, soit le 10 septembre 2021. Par ailleurs, le suivi sera également fait afin que les dernières versions des présentations soient déposées sur le site internet de l'arrondissement.

M. Matthew Sherrard se questionne sur l'existence de nouvelles technologies qui pourraient être considérées pour diminuer le risque et qui auraient moins d'impacts pour les voisins.

M. Giguère indique que les solutions ont été proposées par une firme de génie. Si le Centre de sécurité civile connaît d'autres technologies, il est invité à les lui présenter.

5.2 Période de questions et commentaires écrits

Mme Cahour indique que 6 questions ont été transmises pendant la période de consultation écrite et qu'une réponse a été fournie par courriel à chacun des citoyens. Le rapport de consultation écrite comportant les interventions citoyennes reçues entre le 25 août au 8 septembre 2021 est joint à l'annexe 6.

6. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 20h25.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire-recherchiste

ANNEXE 1 - Présentation

Projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

8 septembre à 18h30

En vidéoconférence

Adopter une résolution autorisant un projet particulier visant à permettre la construction d'une clôture pour la propriété située au 3285, chemin de Bedford, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DERNIÈRE MISE À JOUR : 7 septembre 2021

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE

1. **Ouverture de l'assemblée**

2. **Présentation du projet de résolution**

3. **Période de questions et commentaires**

4. **Fin de l'assemblée**

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCESSUS D'AUTORISATION

16 juin 2021

CCU

Présentation et avis du Comité consultatif d'urbanisme



16 août 2021

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 1er projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et affichage sur l'immeuble



CONSULTATION PUBLIQUE

Présentation du projet aux citoyens et période de questions



non requis

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 2e projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et procédure d'approbation référendaire (si nécessaire)

non requis



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption finale du projet de résolution



PRÉSENTATION DU PROJET DE RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE

Une demande a été déposée en vertu du Règlement sur les PPCMOI pour la construction d'une clôture dont la hauteur est en partie dérogatoire au Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. C-5)

Situation actuelle



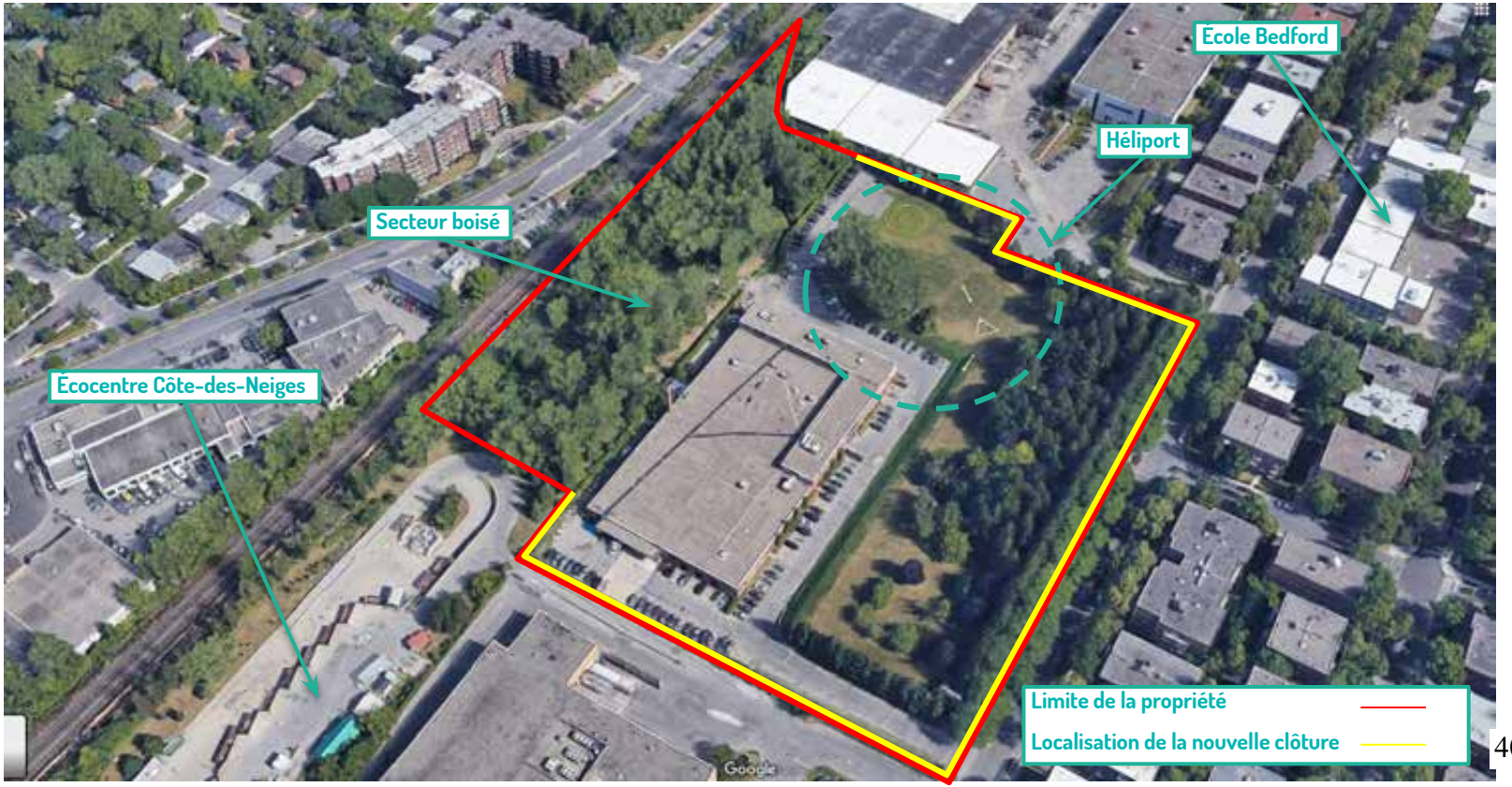


Localisation



PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE



PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE



PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE



PRÉSENTATION DU PROJET

CONTEXTE



PRÉSENTATION DU PROJET

SITUATION RÉGLEMENTAIRE

Cette proposition est en partie non conforme puisqu'elle déroge aux dispositions des paragraphes 2° , 3° et 5° de l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. C-5).

À moins d'une disposition contraire du présent règlement, la hauteur d'une clôture ne doit pas dépasser les limites fixées ci-après selon le lieu où elle se trouve :

2° 90 cm dans l'espace compris entre l'alignement de la voie publique et l'alignement de construction, dans les secteurs où un alignement de construction est prescrit par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

3° 90 cm lorsque située à moins de 3 mètres de l'intersection d'une voie d'accès à une aire de stationnement ou de chargement et de la limite du trottoir;

5° 2 mètres sur toute autre partie d'un terrain;

PRÉSENTATION DU PROJET

SITUATION RÉGLEMENTAIRE

La proposition déroge aussi au paragraphes 5 de l'article 15 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. C-5).

15. Pour la construction et la réparation d'une clôture en matériaux, il est interdit d'utiliser :

1° la tôle, ondulée ou non, sauf s'il s'agit d'aluminium prépeint ou anodisé, d'acier prépeint, inoxydable ou à oxydation contrôlée, galvanisé ou étamé, de
cuivre ou d'étain;

2° la toile ou un autre tissu ou matériau souple, ignifugé ou non;

3° le fil de fer barbelé;

4° les tessons de verre ou de faïence, morceaux tranchants de métal ou autres matières semblables, placés en saillie ou formant aspérité;

5° les bornes en maçonnerie;

6° des matériaux qui ne sont pas sains et solides.

PRÉSENTATION DU PROJET

AUTORISATION

Il est autorisé de déroger aux articles suivants du Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M., c. C-5) :

- à la hauteur prescrite selon la localisation de la clôture dans les cours (2°, 3° et 5°paragraphes du 1er alinéa de l'article 6);
- aux matériaux permis pour la composition d'une clôture (5° paragraphe de l'article 15).

Avec les condition suivantes :

- Que la clôture et les pilastres soient localisés en cour avant, latérale et arrière tel qu'illustré au plan projet d'implantation réalisé par Jean-Sébastien Chaume, Arpenteur-Géomètre, sous sa minute 054, Dossier 70060-00, en date du 15 février 2021. Au fin de l'application de cette condition, l'implantation peut varier de plus ou moins 15 cm;
- Que les équipements de motorisation de la barrière automatisée soient de couleur noir;
- Que la clôture ornementale ajourée soit en aluminium de ton noir d'une hauteur n'excédant pas 2,5 m;
- Que les pilastres soient composés de maçonnerie et d'une hauteur n'excédant pas 2,6 m;
- Que le projet soit assujetti à la délivrance d'un permis de clôture, et ce conformément au deuxième alinéa de l'article 3.1 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. C-5).

PRÉSENTATION DU PROJET

JUSTIFICATION

La demande satisfait aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier.

- La proposition représente une amélioration souhaitable de la condition actuelle;
- La hauteur de la clôture est notamment justifiée par le besoin de restreindre l'accès au site de l'héliport;
- La clôture contribue à décourager l'accès au bois identifié comme un territoire d'intérêt dans la réglementation;
- Le remplacement de la clôture au même emplacement contribue à préserver les nombreux arbres matures dans la cour avant et assurer leur protection;
- La clôture ornementale est conçue dans des matériaux nobles et durables et approprié pour la fonction commerciale et industrielle du lieu.

CALENDRIER D'APPROBATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CALENDRIER D'APPROBATION

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis de motion et adoption du premier projet de résolution	**16 août 2021**
Consultation écrite	**25 août au 8 septembre 2021**
Consultation publique en visioconférence	**8 septembre 2021**
Adoption de la résolution	**13 septembre 2021 (date projetée)**

Aucun article du projet de résolution n'est susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- questions/commentaires déjà transmis par écrit
- questions/commentaires en direct

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANNEXE 2

Rapport de consultation écrite – 25 août au 8 septembre 2021

Projet de résolution CA21 170236 approuvant le projet particulier PP-130 visant à permettre la construction d'une clôture pour la propriété située au 3285, chemin de Bedford, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 24 août 2021 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution CA21 170226 approuvant le projet particulier PP-130 visant à permettre la construction d'une clôture pour la propriété située au 3285, chemin de Bedford, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	0	S/O
Par la poste (courriel)	0	S/O

ANNEXE 3 - Présentation

Projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

8 septembre 2021 à 18h30

En vidéoconférence

À jour le 8 septembre 2021

Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'aménagement de logements au rez-de-chaussée pour un bâtiment situé dans un secteur où est autorisé comme usage principale, la catégorie commerce (C.4, H), pour la propriété située au 5370, chemin Queen Mary (5003, avenue Earnscliffe)

DERNIÈRE MISE À JOUR : 25 juillet 2021

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE

1. La procédure de projet particulier
2. Présentation du projet de résolution
3. Calendrier d'approbation
4. Période de questions et commentaires
5. Fin de l'assemblée

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCESSUS D'AUTORISATION

14 juillet 2021

CCU

Présentation et avis du Comité consultatif d'urbanisme



16 août 2021

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 1er projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et affichage sur l'immeuble



CONSULTATION PUBLIQUE

Présentation du projet aux citoyens et période de questions



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 2e projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et procédure d'approbation référendaire (si nécessaire)



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption finale du projet de résolution



PRÉSENTATION DU PROJET DE RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

01 CONTEXTE

Demande de PPCMOi pour déroger à la disposition particulière 3 de la grille des usages et spécifications
RDC existants = commercial + 2 logements + locaux vacants

02 ANALYSE

Grille des usages et spécifications 0341 = Usage autorisés: C4, H (commerce + Habitations sans restriction du nombre de logement
Disposition particulière 3 = un local situé au rez-de-chaussée, faisant face à un terrain situé dans un secteur où est autorisée une catégorie de la famille commerce, ne peut être occupé par un usage de la famille habitation

03 RECOMMANDATION

Favorable avec conditions

Projet particulier afin d'autoriser l'usage Habitation au rdc pour la propriété sise au 5370 Queen Mary (5003 Earnscliffe)

Dérogation à la disposition de la grille des usages et spécifications pour la zone 0341

Année de construction: 1930
Usages: C.4, H
Secteur significatif à normes B



5370, CHEMIN QUEEN MARY

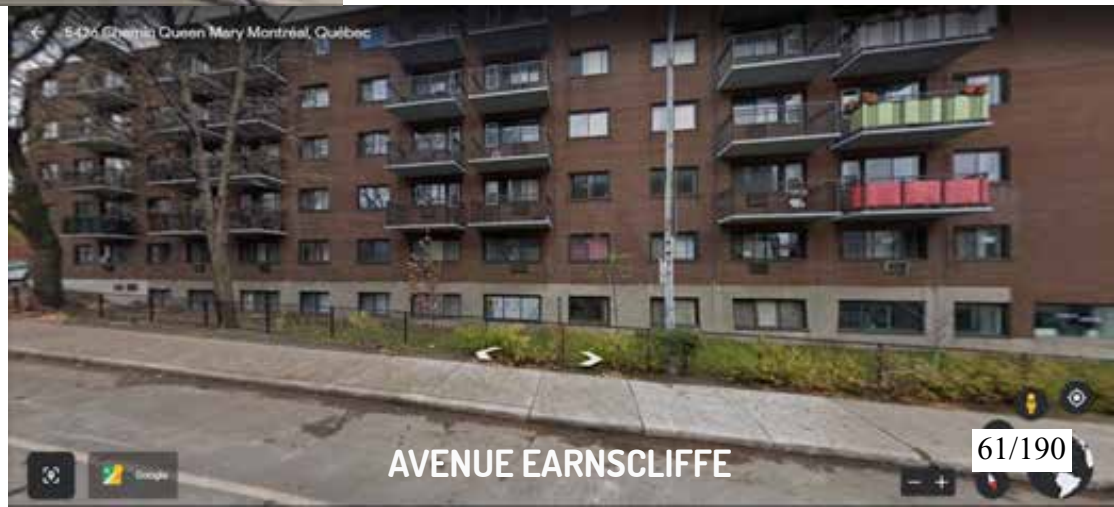


5446, CHEMIN QUEEN MARY





5446, CHEMIN QUEEN MARY



Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Zone 0341

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

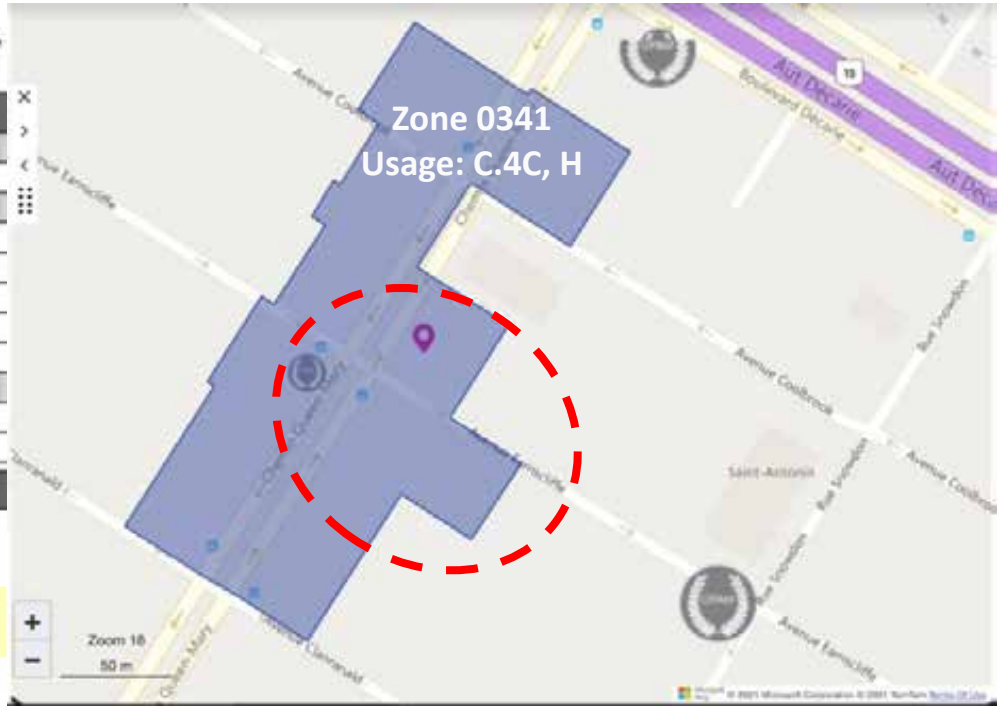
Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2.5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.
2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.
3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.
4. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif struc-



Objectif de la transformation

- Conserver l'espace commercial sur Queen Mary
- Ajouter des logements dans la partie arrière du bâtiment (prolongement de la façade sur Earnscliffe)
- La façade ouest (Earnscliffe) a un numéro d'appartement en guise d'adresse postale
- Logements aménagés à même les espaces inutilisés par les locataires commerciaux
- Ces espaces étaient occupés, à l'origine, par des logements
- Une partie de l'espace commercial qui sera transformé (côté est) à une superficie de + de 2 000 p.c.

Les 3 autres étages sont actuellement en cours de rénovation afin de mettre à jour toutes les fournitures électriques et de plomberies. Chaque unité recevra également une installation de laveuse et sécheuse pour répondre aux besoins des familles d'aujourd'hui.

Typologie des logements existants

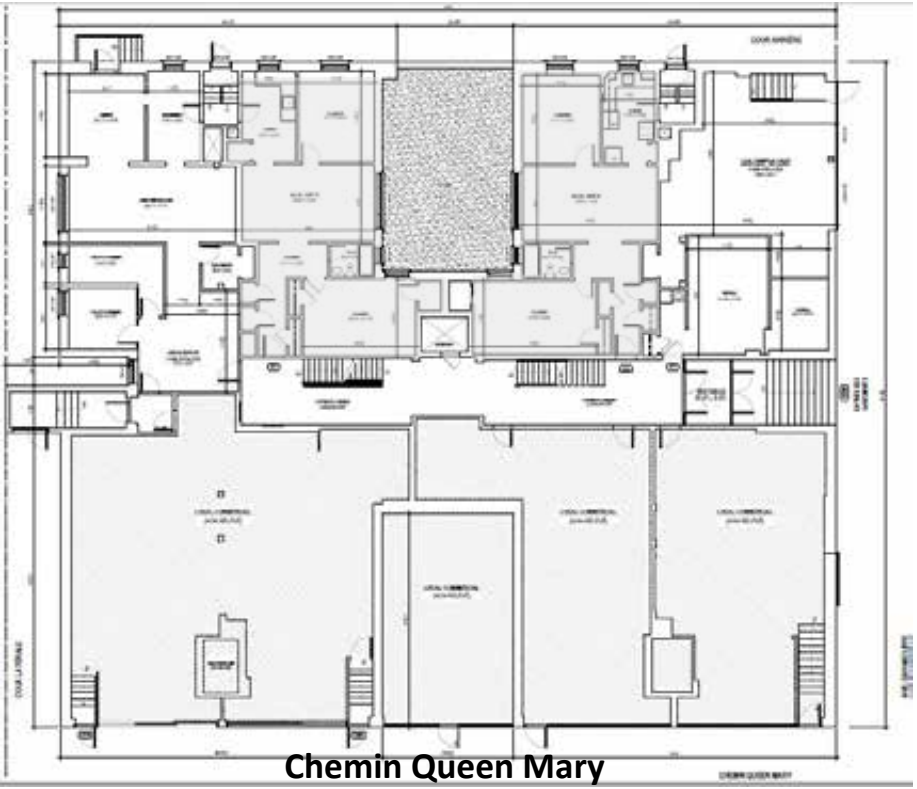
Nombre de pièce	Nombre de logement
Studio	0 (2)
3 1/2	0 (2)
4 1/2	11
5 1/2	15
Total	**26**

Superficies des espaces nouvellement aménagées (incluant les corridors):
2 827 p.c. = 262.63 m.c. < 450 m.c. = RMM (20-041)

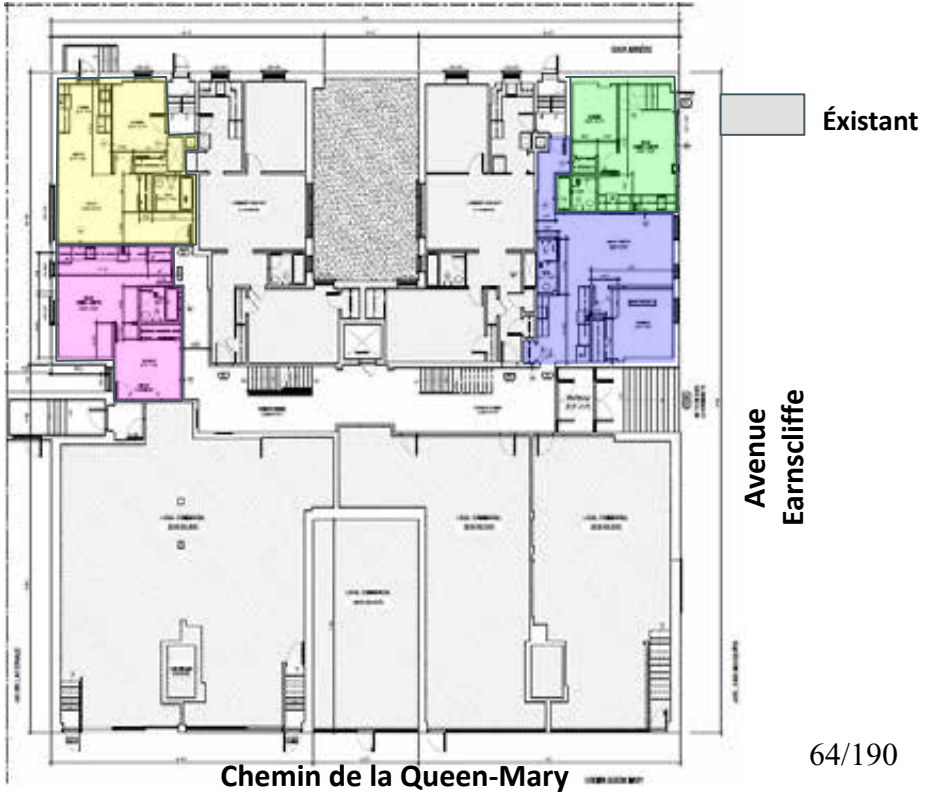
4 logements supplémentaires au rdc

- **2 - Studios**
- **2 - 3 1/2**

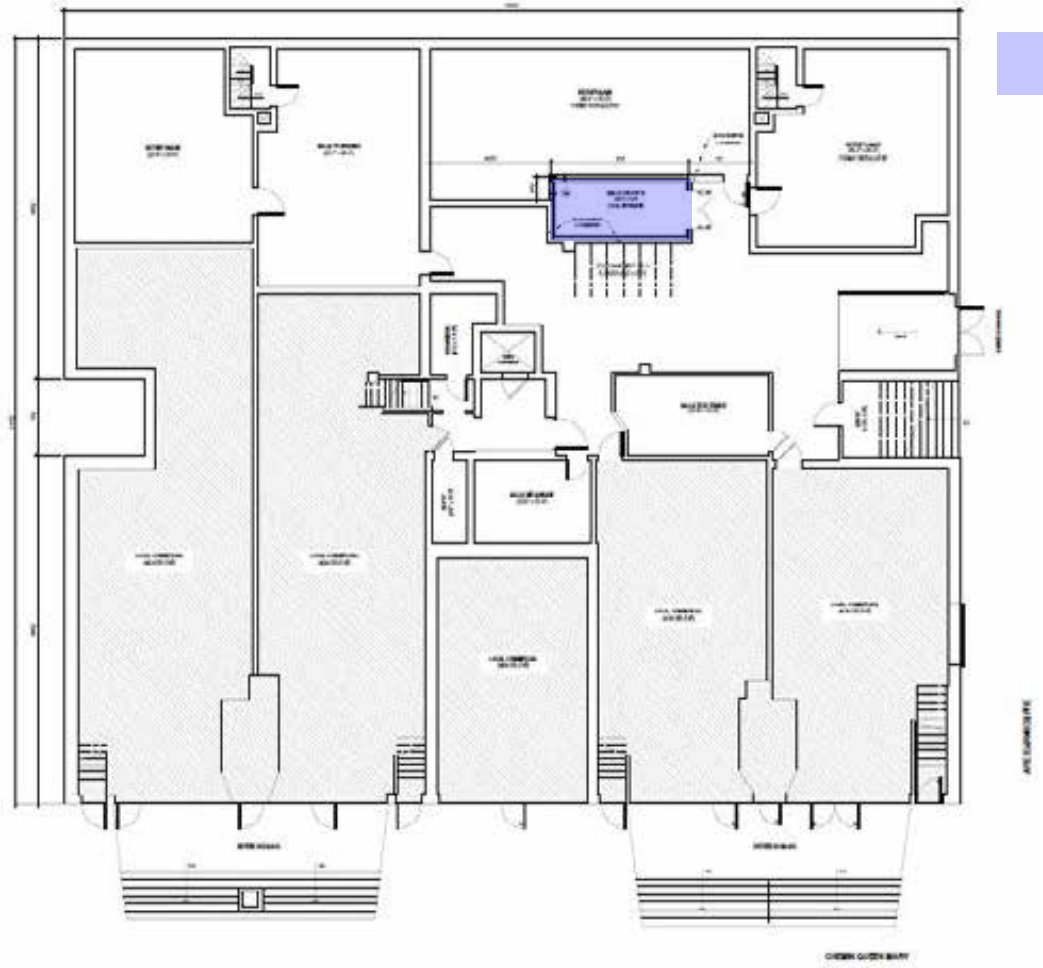
RDC ÉXISTANT



RDC PROPOSÉ

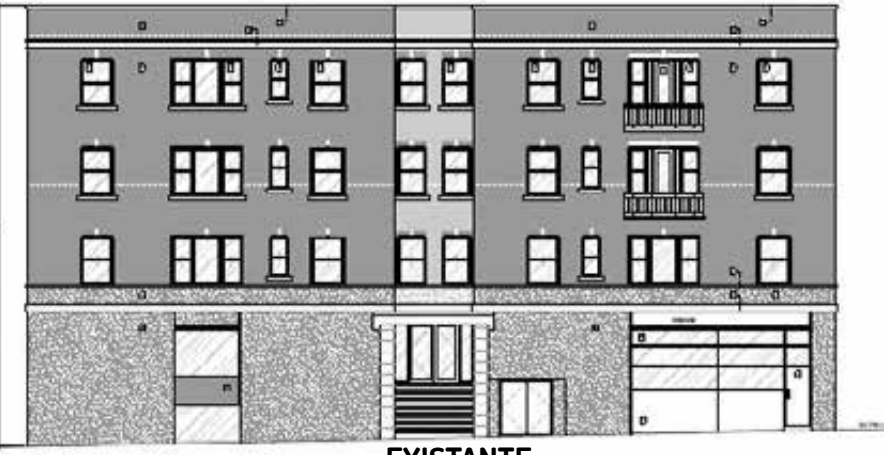


Sous-sol

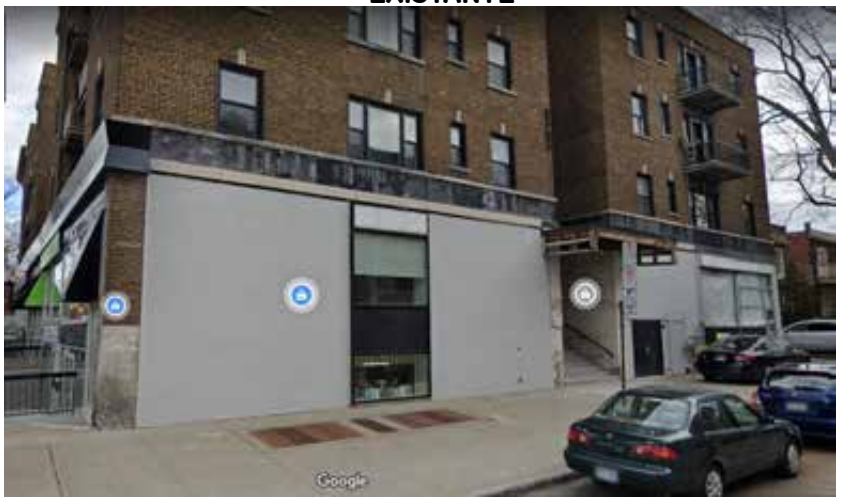


= Salle à déchets

Élévations Earnscliffe



EXISTANTE





PROPOSÉE

Si les travaux extérieur ne reprennent pas les caractéristiques d'origine, ils seront soumis à une révision architecturale (PIIA)

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
USAGE	Secteur résidentiel	C.4C,H	C.4,H (Déroger à la disposition 3 de la grille)
HAUTEUR	S.O.	S.O.	S.O.
ÉTAGES	S.O.	S.O.	S.O.
DENSITÉ	S.O.	S.O.	S.O.

Ne déroge pas à l'article 136.1

136.1. Un logement ne peut pas être divisé ou subdivisé, malgré le nombre de logements minimal ou maximal prescrit.

Crtières	Commentaires
1° respect du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal:	La demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme
2° compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;	La demande pour aménager des logements supplémentaires au r.d.c est cohérent avec l'usage habitation qui est pratiqué sur la propriété faisant face au projet.
3° qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux;	S.O.
4° avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;	Aucune démolition n'est planifiée. La propriété se trouve dans un secteur patrimonial d'intérêt Toutes transformations extérieures qui ne reprend pas les caractéristiques d'origine devront être soumis à PIIA
5° avantages des propositions et impacts sur les éléments patrimoniaux;	La propriété se trouve dans un secteur patrimonial d'intérêt Toutes transformations extérieures qui ne reprend pas les caractéristiques d'origine devront être soumis à PIIA

Crtières	Commentaires
6° avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;	S.O.
7° impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;	S.O.
8° qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, en regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;	S.O.
9° avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;	S.O.
10° faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu.	Des travaux de transformations et de mises à niveaux des logements aux étages sont déjà en cour. Si le projet est accepté, le requérant va poursuivre les travaux lorsque le PPCMOI sera autorisé. Un nouveau permis de transformations est requis

Crtières	Commentaires
11° tout projet de construction d'un nouveau bâtiment ou d'agrandissement, à l'exception d'une habitation de 3 étages et moins ou d'un bâtiment de 8 logements et moins doit avoir pour objectif d'atteindre, le plus possible, l'accessibilité universelle, en tenant compte des critères suivants : **a)** favoriser l'aménagement de plain-pied de l'accès principal au bâtiment;	S.O.
b) favoriser l'aménagement de sentiers sécuritaires, sans obstacle, bien délimités et éclairés, le plus direct possible entre un bâtiment et une voie publique;	S.O.
c) planifier le positionnement du stationnement pour personnes à mobilité réduite le plus près possible de l'entrée principale du bâtiment, en évitant autant que possible une séparation entre le bâtiment et le stationnement par une voie de circulation;	S.O.
d) dans le cas d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur patrimonial ou ayant des caractéristiques patrimoniales d'intérêt, favoriser l'intégration des critères du présent article tout en respectant les caractéristiques architecturales d'intérêt du bâtiment en évitant des ruptures importantes avec le cadre bâti du secteur patrimonial.	S.O.

- Considérant que la continuité commercial sur Queen Mary est maintenue ;
- Considérant que l'aménagement de logements, ayant front sur Earnscliffe, est cohérent avec l'usage habitation qui est pratiqué sur la propriété faisant face au projet;
- Considérant que le réaménagement des locaux vacants à des fins d'habitation permet d'augmenter le parc locatif ;

La DAUSE émet un avis <u>FAVORABLE</u> et propose de déposer le projet de résolution au Conseil d'arrondissement avec les conditions suivantes :

CONDITIONS

- Déposer un plan sur la gestion des matières résiduelles au moment du dépôt de la demande de permis;
- Aménager les nouveaux logements sans subdiviser ou diviser les logements existants au rdc ***(ne pas déroger à l'article 136.1)***

CALENDRIER D'APPROBATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CALENDRIER D'APPROBATION

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis de motion et adoption du premier projet de résolution	16 août 2021
Consultation écrite	25 août au 8 septembre 2021
Consultation publique en vidéoconférence	8 septembre 2021
Adoption du second projet de résolution	13 septembre 2021 (date projetée)
Avis annonçant la possibilité de demander la tenue d'un registre	À déterminer Pétitions reçues jusqu'au 8e jours après la publication de l'avis
Adoption de la résolution	À déterminer
Processus référendaire (s'il y a lieu)	Dans les 45 jours suivant l'adoption, tenue de registre demandant la tenue d'un référendum

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- questions/commentaires en direct
- questions/commentaires déjà transmis par écrit

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MERCI

Veuillez noter que l'annexe B du Règlement est mise à jour régulièrement à mesure que de nouvelles zones de logement abordable sont adoptées.

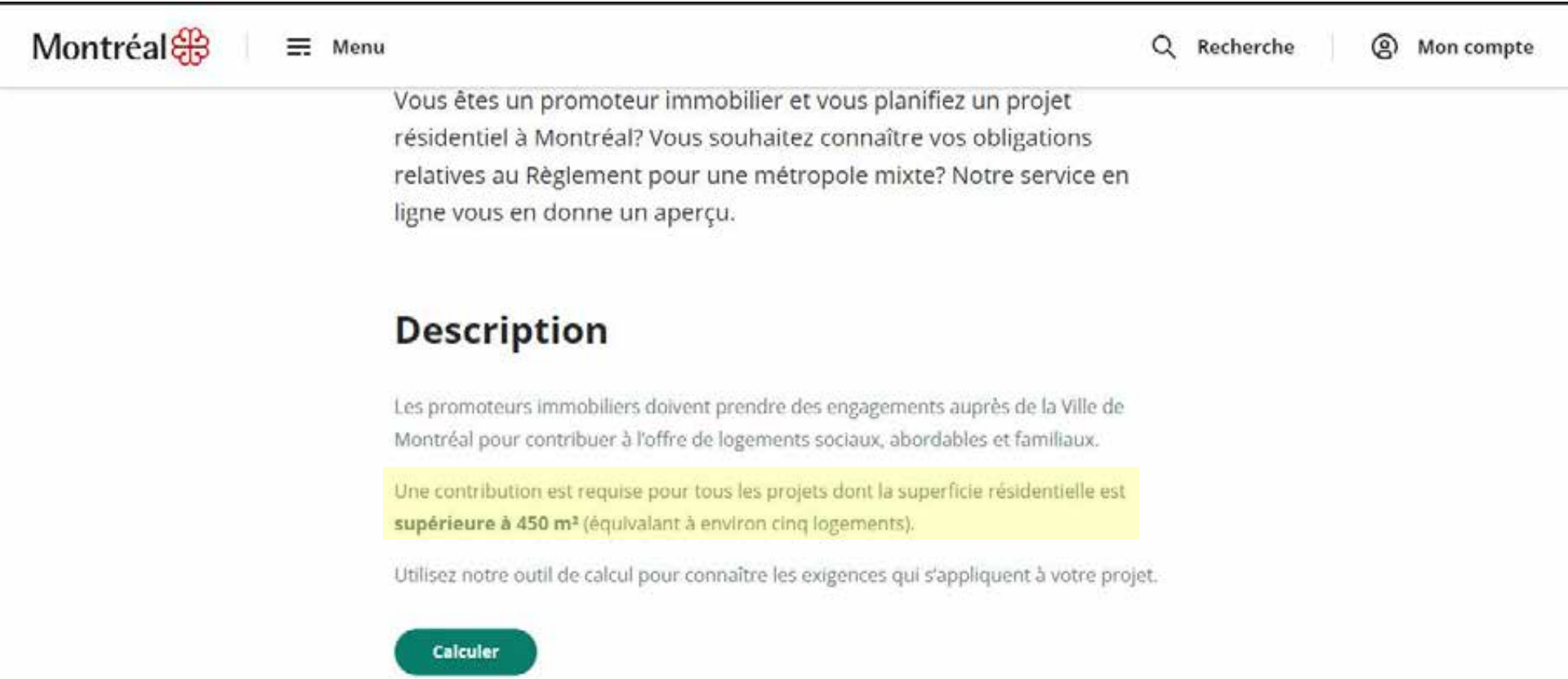
Outil de calcul en ligne

Vous souhaitez connaître les exigences qui s'appliquent à votre projet? Découvrez comment utiliser notre service en ligne.



PLAN ET STRATÉGIE

Métropole mixte : utiliser l'outil de calcul


Montréal
Menu
Recherche
Mon compte
Vous êtes un promoteur immobilier et vous planifiez un projet résidentiel à Montréal? Vous souhaitez connaître vos obligations relatives au Règlement pour une métropole mixte? Notre service en ligne vous en donne un aperçu.
Description
Les promoteurs immobiliers doivent prendre des engagements auprès de la Ville de Montréal pour contribuer à l'offre de logements sociaux, abordables et familiaux.
Une contribution est requise pour tous les projets dont la superficie résidentielle est supérieure à 450 m² (équivalant à environ cinq logements).
Utilisez notre outil de calcul pour connaître les exigences qui s'appliquent à votre projet.
Calculer

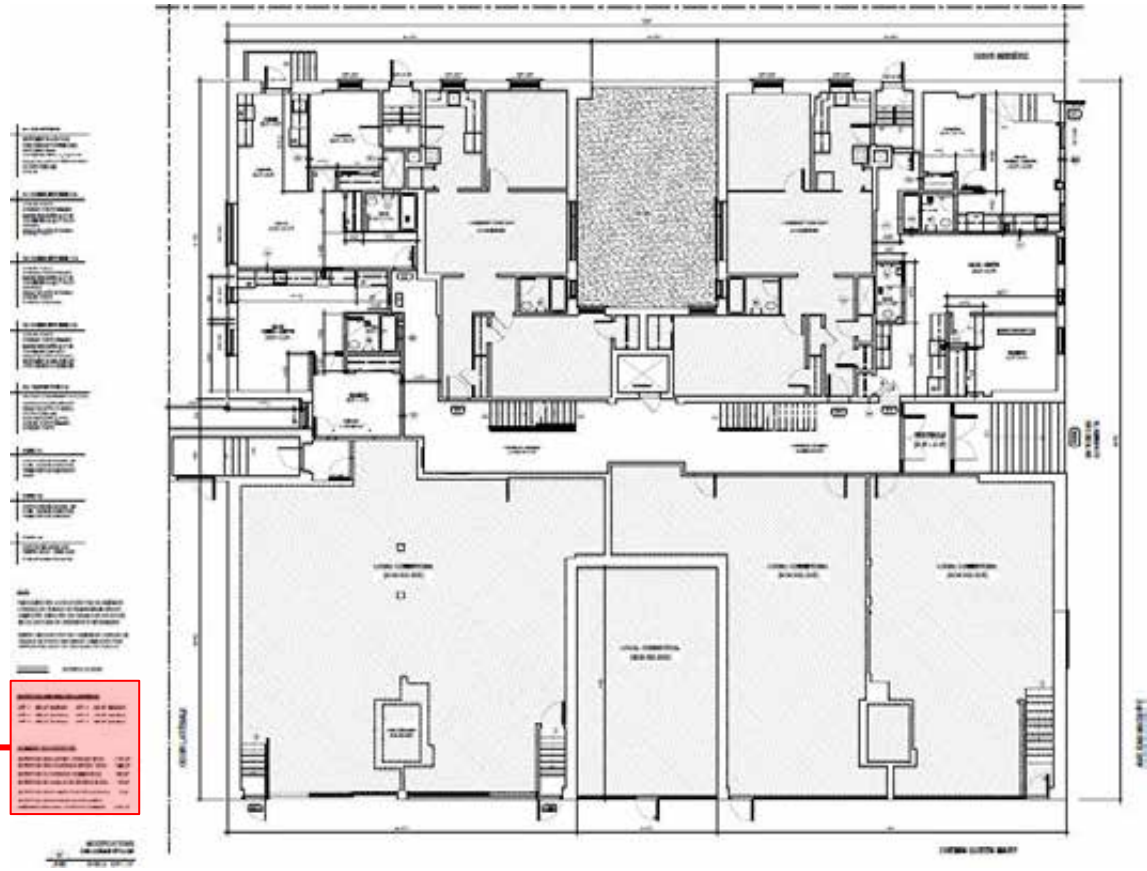
PLAN

SUPERFICIE HABITABLE DES LOGEMENTS :

APP. 1 :	864 pi² (EXISTANT)	APP. 4 :	843 pi² (EXISTANT)
APP. 2 :	586 pi² (NOUVEAU)	APP. 5 :	416 pi² (NOUVEAU)
APP. 3 :	355 pi² (NOUVEAU)	APP. 4 :	495 pi² (NOUVEAU)

SOMMAIRE DES SUPERFICIES :

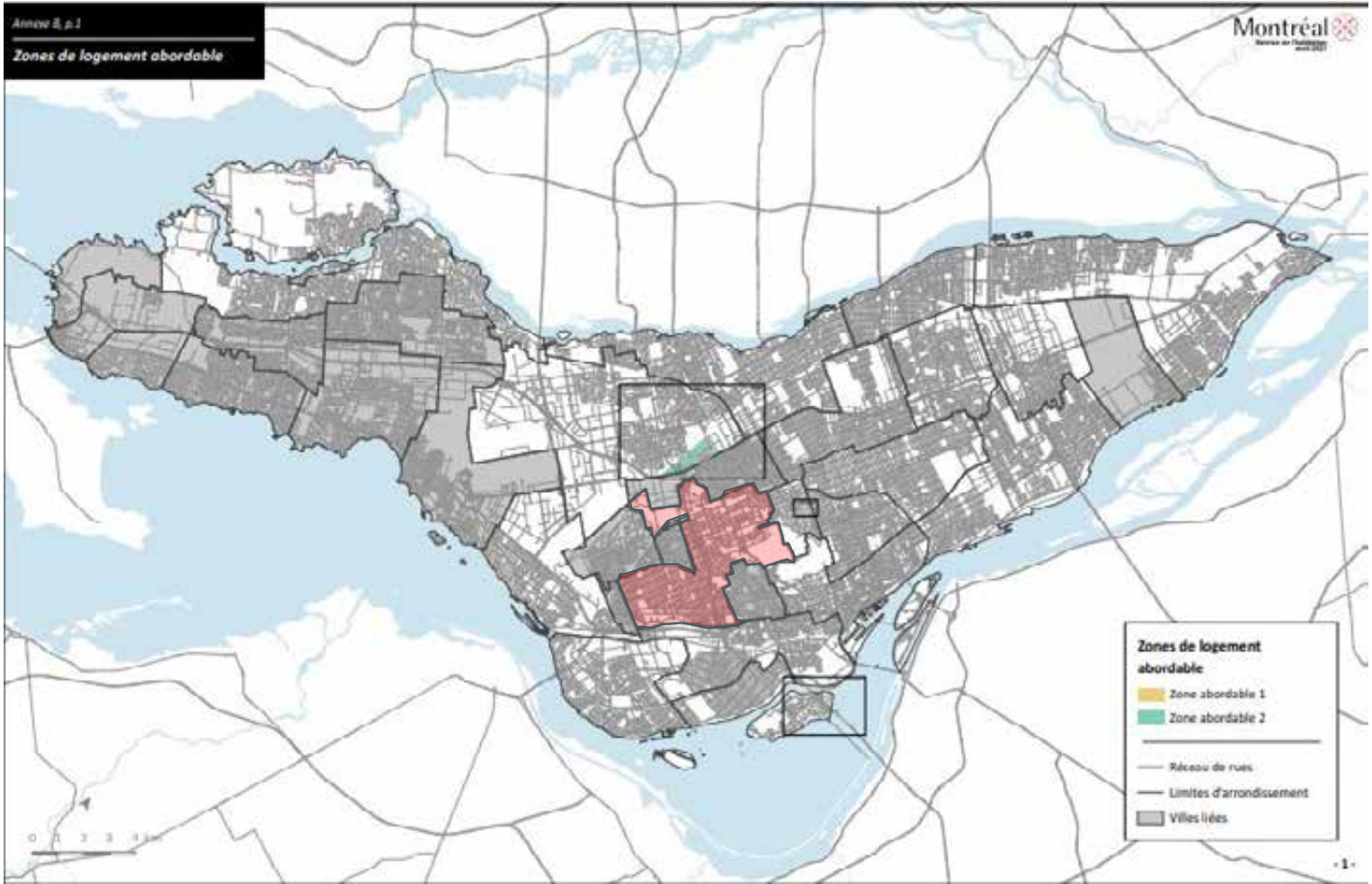
SUPERFICIE DES 2 APPART. EXISTANT (RDC) :	1 707 pi²
SUPERFICIE DES 4 NOUVEAUX APPART. (RDC) :	1 993 pi²
SUPERFICIE DU CORRIDOR COMMUN (RDC) :	640 pi²
SUPERFICIE DE LA SALLE DE DÉCHETS (S.SOL) :	116 pi²
SUPERFICIE DES 6 CASES POUR VÉLOS (S.SOL) :	78 pi²
SUPERFICIE DES ESPACES NOUVELLEMENT AMÉNAGÉS (INCLUANT CORRIDOR COMMUN) :	2 827 pi²



Un **pied carré** est égal à 0,09290304 mètres **carrés:**

2 827 p.c. = 262.63 m.c.

RMM 20-041


Annexe B, p.1
Zones de logement abordable
Montréal
Zones de logement abordable
Zone abordable 1
Zone abordable 2
Réseau de rues
Limites d'arrondissement
Villes liées
- 1 -

Cours (par Earnscliffe)




15
15
Zone 0341
C.4C, H
3D

ANNEXE 4

Rapport de consultation écrite – 25 août au 8 septembre 2021

Projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 24 août 2021 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution CA21 170235 approuvant le projet particulier PP-129 visant à autoriser l'usage habitation au rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 5370, chemin Queen-Mary, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	10	Commentaires
Par la poste ou courriel	0	s/o

1 - Commentaire - 6 septembre 2021
Leah Edmonds - Opposition au projet

I oppose the new renovations being proposed by Canstar**,** at least without certain demands being met. I have lived in the building for a year now and have been highly disappointed by the building management. My complaints are as follows:

- Management forced my roommate and I to move to a different (smaller) unit one month after I moved in (oct 2020). We were led to believe we would lose the lease if we did not agree to move, so we made the move despite the inconvenience in the middle of a busy semester.
- We have been subject to fire alarms, power outages and water shutoffs without warning. Unexpected power outages have caused me to miss online classes multiples times. I am a master's student and Canstar has made it difficult to work from home.
- Various requests for improvements in my apartment were delayed significantly, some indefinitely. This has included: peeling paint in kitchen and bathroom, unfinished paint job on the front door, and malfunctioning locks on the bedroom and bathroom doors.
- On two instances construction workers appeared on my balcony without notice. Both times they left a thick layer of cement on the balcony which killed my plants.

- I am concerned that if Canstar's permit request goes through the disruptions including noise, power outages, water shutoffs and fire alarms will continue. I am also more generally concerned that Canstar is using renovations an excuse to push out long time tenants and increase rent.
If Canstar is given permission to go ahead with the proposed renovations, I ask the following conditions be met:
- Notice given 24 hours in advance for any significant disruptions such as power or water shutoff.
-Construction noise should be limited to between 7am and 9pm.
-Public spaces (hallways) should be kept cleanly.
-Construction workers wear masks so long as the pandemic remains an issue.
-Rent freeze until the work is completed to compensate for noise and other disruptions.
Thank you for taking time to register my concerns.

Sincerely,

1- Réponse

M. Edmonds,

We would like to thank you for the comments that you made regarding the projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Those comments will be mentioned during the public consultation that is going to be held on September 8, 2021. They will also be transmitted to the borough council.

To attend the public consultation regarding this project we invite you to go to the following web page:

Consultation publique virtuelle

The link will appear in the superior right corner between 5:00 pm and 6:30 pm

For any further information, do not hesitate to contact me.

Regards,

Dino Credico

2 - Commentaire - 6 septembre 2021
Paige Cunningham - Commentaires

I have lived in this community and this building for many years, yet in the previous months I have never would have predicted an on-going sense of confusion and disarray sounding a construction job which I was under the impression would take up to six months to a year. Below are comments concerning my issues surrounding the current construction job, as well as the one planned for the near future:

1. No permits or notice for certain work, i.e. construction on the balcony to remove old cement siding without permission, paint-jobs (front door) to the unit, and weekly inconvenience of construction to front entryway and buzzer codes; no notice for fire alarm testing, water and power outages, no mailbox key to secure my mail, and bubbling paint in our bathroom (despite a 'recent' paint job). I am in the midst of a Bachelors of Honours and all of these inconveniences have hindered my education, as well as my roommate, who works with the University of Concordia online, as well as study from home. Furthermore, the construction has left debris all over the balcony which they have not taken the liberty to clean after their un-notified visits (see point 4 below), such-as cement powder, garbage from construction workers all over our rented space which they claimed we can "rinse away with water." However, amongst conversation with friends and family who have been in construction for many years, as well as our next door neighbours, the water will re-solidify the cement and clog the drains below us, causing water and structural issues.

2. Incomplete work to units, i.e. taking weeks to install new fire alarm systems, incomplete paint-jobs to hallways and front doors on entry. My roommate and I have been woken up, and startled on more than one occasion; disrupting class time, as well as personal inconveniences. It not only disrupts our personal time but hinders on our education and study space. I have tried to take exams while construction is being conducted and have had to find an alternative space to do so.

3. Pest issues i.e need to call an inspector for cockroaches in the kitchen, and hearing mice in the walls (tenants repotted seeing mice, while we can hear them late in the evening).

4. Noise disturbance of workers sub-leasing space in the apartment complex: A lot of noise and yelling from balconies down the halls which have been waking me up at night, which we have discovered to be sub-contracted workers on the building. Workers are not only not asking permission to, or giving us notices for these works, but they are also not following guidelines regarding COVID-19 prevention, and are rarely seen with masks (while those who are seen with masks within the building are not wearing them according to code). In addition, without notice, I have woken up to multiple men on my balcony without my permission, whereas the balcony connects directly to my bedroom and has made me feel extremely uncomfortable. Furthermore, I have been disturbed by men in my window doing construction, which has made me feel uneasy as not only were there no notice or delivered permit to our space for this work, but has made me extremely uncomfortable to have men potentially peering into my window during most of the morning. As a young woman I do not feel comfortable with this as I feel that my personal space is being violated, where I now feel I need to take extra precaution to feel comfortable within my own given and rented space.

Upon hearing about the latest news surrounding the latest project on the first floor of the building, I have grown concerned for the lack of attention and care given to the current tenants of the building. After a meeting with other tenants in the space we have come to the conclusion that there needs to be further consideration of those who reside in the residential spaces, and require a set of repercussions in order to ensure that everyone is comfortable both living and working within the given space:

1. Permits and notice for all construction jobs in the units, as well as advanced notice for all current and future work, inconveniences such as power outages, water, gas and heating, done within the building and dwellings. In addition, a classification of all works and their hindrances on those who reside in the dwelling. This includes completing incomplete works within the building which have appeared to be cast aside for other projects.

2. Notice and asking permission to set foot in and/or onto rented spaces/ dwellings, as well as a timeframe for work. Workers must respect the space, clean up after themselves, wear masks and respect the rules and regulations regarding preventative measures for COVID-19.

3. A freeze on rental increase until all construction has been complete as compensation for past and future inconveniences to tenants in the building.

2- Réponse

M. Cunningham,

We would like to thank you for the comments that you made regarding the projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Those comments will be mentioned during the public consultation that is going to be held on September 8, 2021. They will also be transmitted to the borough council.

To attend the public consultation regarding this project we invite you to go to the following web page:

Consultation publique virtuelle

The link will appear in the superior right corner between 5:00 pm and 6:30 pm

For any further information, do not hesitate to contact me.

Regards,

Dino Credico

3 - Commentaire - 7 septembre 2021
Florence Lestieux - Commentaires

La tenue de travaux de cette nature occasionnera des bruits importants qui vont détériorer les conditions de vie des locataires, et plus particulièrement celles des locataires qui doivent travailler dans leur domicile à cause du contexte de pandémie. Ces bruits vont nuire aux bonnes conditions de travail de ces personnes et à leur productivité, et ce durant plusieurs mois.

Dans ces conditions, ImmoCanstar doit s'engager par écrit à geler les loyers durant la durée des travaux afin de compenser les préjudices causés par les travaux prévus, les locataires ne pouvant jouir pleinement de leur logement.

Depuis cet été, il y a de nouveau des animaux nuisibles (souris) dans l'immeuble. Plusieurs locataires ont des souris dans leur appartement et, bien qu'ils aient informé ImmoCanstar à plusieurs reprises, rien n'a été entrepris pour résoudre ce problème, ce qui oblige les locataires concernés à vivre dans des conditions insalubres. Avant d'entamer des projets de rénovation, les propriétaires doivent gérer efficacement la présence d'animaux nuisibles dans l'immeuble, et ce de façon régulière.

De plus, en cas de problèmes de santé liés à l'amiante, au plomb ou au moisi, les précautions nécessaires pour assurer notre sécurité pendant la construction doivent être prises. La CNESST doit s'assurer que les mesures appropriées seront prises.
Si ces conditions ne sont pas respectées, je m'oppose aux travaux de transformation envisagés.

3- Réponse
Bonjour Madame Letsieux,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

4 - Commentaire - 7 septembre 2021
Patrice Jourdain - Commentaires

Bonjour,

Jusqu'ici les rénovations ont été effectuées sans tenir compte des inconvénients majeurs occasionnés aux locataires habitant l'immeuble.

Que ce soit les importants dépôts de poussières qui n'étaient pas ramassés ni nettoyés; le niveau de bruit de 6h45 du matin jusqu'à 16h00 lorsqu'ils abattaient les cloisons et murs et souvent même les weekends et journées fériées;

Lles multiples demandes de facilitation et d'accès afin permettre aux travailleurs de rentrer dans les appartements habités pour faciliter les travaux concernant les appartements en rénovation;

Le manque de précaution lors de travaux (un travailleur a fait effondrer le plafond de mon appartement en passant à travers le plafond, mais heureusement je m'étais absentée de chez moi lors de cet incident): une véritable infestation de souris depuis le début des travaux avec peu d'effort des propriétaires pour y remédier (l'infestation de souris persiste depuis l'automne 2020 à raison de 7 à 10 "cadavres" de souris minimum par mois).

Tout semble avoir été fait pour provoquer le départ des locataires qui habitaient l'immeuble avant les rénovations et ce, avec un certain succès. Je dois donc avouer que je n'ai plus vraiment confiance en la capacité des propriétaires de réellement considérer les conséquences et inconfort multiples résultant de leur manque, voire absence de considération et négligence.

Je demande à la ville d'effectuer un suivi plus serré lors de travaux de cet envergure dans un bâtiment habité et ce, spécialement lorsque des murs et cloisons sont abattus.

4 - Réponse

Bonjour M. Jourdain,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

5 - Commentaire - 8 septembre 2021
Roxanne Milot - Commentaires

La Ville de Montréal a le devoir de lutter contre les rénovictions. La création de nouveaux logements doit être encouragée, mais pas au prix de l'éviction de locataires existants puisque cela contribue à la crise du logement. Les nouveaux logements crées doivent être abordables!

5- Réponse

Bonjour Madame Milot,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

6 - Commentaire - 8 septembre 2021
Marie-Michèle Couture - Commentaire

Je donne mon soutien aux locataires de cet immeuble.

6 - Réponse

Bonjour Madame Couture,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

7 - Commentaire - 8 septembre 2021
Joseph Woods, Mrs Dorsey L Woods Miller- Commentaires

As tenants of the building located at 5003 Earnscliffe Ave. (H3X 2P4 Sector 0341, CA21and 5370 Chemin Queen Mary) we have already endured 2 1/2 years of inconvenience, potential health-hazards and attempted renoviction (see Regie du Logement, Dossier 465677, Demande 2781057 Demande (G) 25 July 2019 and 455139 31 20190412 F, Demande 454959, May 12, 2019). Based on previous experience, this proposed project will only extend the problems into the indefinite future.

To date, the problems have been related to noise, loss of service, loss of access, construction related dirt and debris. Moreover, all the above problems are aggravated by a lack of notification or consultation.
1) The unannounced interruptions to the water supply are a problem.
2) Problems entering the building due to work on the entrance at 5003 Earnscliffe Ave. stair-case are increased and there is no wheel chair ramp for the building.
3) There is a constant presence of dust and debris in the hallways. There is always the potential hazard related to asbestos and lead paint contamination since the building is 90 yeats old.
4) Unannounced fire alarms due to ongoing work on the security system.
5) Vehicles belonging to contractors parked on the sidewalks. In particular, vehicles are parked in such a way as to block access to Hydro Quebec transformer at the corner of Earnscliffe Ave. and Queen Mary Road.
6) Proposed studio apartment at the south-west corner of the building has no access to a fire-escape.

Three remedies for the overall situation would be:
1. Regular posting of updates relating to changes in the normal use of the building,
2. A rental freeze for the duration of the project.
3. Regular Inspection of the site by CNESST.

Respectfully,

7 - Réponse

M. Woods,

We would like to thank you for the comments that you made regarding the projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Those comments will be mentioned during the public consultation that is going to be held on September 8, 2021. They will also be transmitted to the borough council.

To attend the public consultation regarding this project we invite you to go to the following web page:

Consultation publique virtuelle

The link will appear in the superior right corner between 5:00 pm and 6:30 pm

For any further information, do not hesitate to contact me.

Regards,

Dino Credico

8 - Commentaire - 8 septembre 2021
Camille Thompson Marchand- Opposition au projet

Bonjour,

En tant que résidente de l'arrondissement, je me positionne contre ce projet de dérogation et j'espère que les élu.e.s en feront autant.

Les propriétaires de ce bâtiment ne semblent avoir aucune considération pour le bien-être des locataires qui y résident, considérant qu'ils ont essayés d'en évincer plusieurs et d'en évacuer d'autres pour rénover de fond en comble leurs logements et ainsi être en mesure de monter les loyers.

Rien ne porte à croire que leur manière de fonctionner changera si l'arrondissement leur permet d'entreprendre ses travaux et il est important de considérer que les travaux majeurs de changement d'affectation pourraient détériorer la qualité de vie des locataires déjà présents dans le bâtiment, les poussant à quitter.

8 - Réponse

Bonjour Madame Thompson,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

9 - Commentaire - 8 septembre 2021
Jessica Sutton - and Dr. Geoffrey Battista - Commentaires

We have been tenants of the building in question since July 2018. Some of my neighbours have lived here as long as forty years and comprise seniors, single-parent families, recent immigrants, and those with serious health concerns. Canstar (then G.I.P.) bought the building one month after we moved in, and while we've enjoyed many aspects of being borough residents, the constant strain of Canstar's predatory approach to property management has left us financially and psychologically drained.

There is no doubt a need for more housing in the neighbourhood, with hybrid commercial-residential spaces being key to development. However, if Canstar were to be awarded the right to rezone the building it is dubious that the result would be safe, affordable units and would most definitely cause further hardship to existing residents. Our confidence in this statement stems from experiencing Canstar's on-going renovations first-hand for the bulk of our tenancy.

Some Issues of Concern:

- Canstar's construction team has plastered over doors, torn down walls in apartments and the proposed area for new units, and built a large lean-to structure in the basement of the building with no permits being displayed.

- There is regularly enough noise to be disruptive to those working and studying from home, which many more people are doing during the pandemic. Workers have also been very lax about mask wearing and distancing in public areas, even during the lock-down period.

- Tenants aren't given consistent notifications about water or electrical shut-offs. Workers have often shown up to carry out work in occupied apartments unannounced, including on the balconies via cherry-picker hoist.

- Multiple vacated apartments are being given extreme makeovers to justify hefty bumps in rent, which include reconfiguring layouts. The resulting dust fills the air and makes drifts in the halls and no abatement protocols are being followed for asbestos or lead paint (building was erected in 1929).

- All fire extinguishers in public spaces have been expired for years and the install of new smoke detectors is incomplete, they hang from the ceiling. Lots of exposed wiring.

- When tenants contact Canstar about renovation issues or unrelated repairs, there's often no response or action. There's been a serious mouse infestation in the building since late 2020 and many tenants still haven't received a response even with repeated requests.

- Building access is obscured. The front steps have been demo'ed to the point of being unsafe for more than 18 months and the sidewalk in front is often choked with equipment and contractors vehicles.

Some of these issues, and many others in the building, are worthy of being brought in front of the Tribunal. There is little doubt that the building is in poor repair, but Canstar's solution has been to forge ahead with largely cosmetic changes and to try drive tenants out cheaply by making the space as inhospitable as possible while they do it.

Current tenants continue to live in the building for a variety of reasons but the majority would accept working with Canstar and their renovation, if they were willing to give a little in return. For the duration of Canstar's ownership of the building that has not been the case and without negotiating basic provisions we feel strongly that the rezoning permit should not be granted.

Proposed Remedies:

- All tenants that would like to leave be offered a buy-out of the remainder of their lease

- A rental freeze for the duration of the project for those who would prefer to stay (most tenants have seen increases to their rents of hundreds of dollars since Canstar acquired the building)

- Compliance with municipal tenant's rights bylaws. Canstar provide 24 hour notification of any utility shutoffs, major work in the halls/entry, and workers/tradespeople entering occupied apartments

- That a complete inspection the building be carried out by city inspectors and that Canstar obtain and post proper permits for all current and proposed work being carried out

Sincerely,
Ms. Jessica Sutton and Dr. Geoffrey Battista

9 – Réponse

M. Sutton,

We would like to thank you for the comments that you made regarding the projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Those comments will be mentioned during the public consultation that is going to be held on September 8, 2021. They will also be transmitted to the borough council.

To attend the public consultation regarding this project we invite you to go to the following web page:

Consultation publique virtuelle

The link will appear in the superior right corner between 5:00 pm and 6:30 pm

For any further information, do not hesitate to contact me.

Regards,

Dino Credico

10 - Commentaire - 8 septembre 2021
Amélie Giurgiuca - Opposition au projet

Bonjour,

tout d'abord, je tiens à souligner les faits importants qui incombe la situation si présente. Au premier regard, cette dérogation peut sembler positive, car elle permettrait la construction de nouveaux logements. Cependant, aucun engagement n'a été pris de la part des propriétaires afin de s'assurer que ses logements seront abordables.

Nous cessons de le nommer, la crise du logement ne résulte pas d'un manque de logement, mais bien d'un manque de logement abordable. Effectivement, lorsque l'on s'attarde aux comportements des propriétaires lors des dernières années, on peut constater que ceux-ci ont tenté d'évincer les locataires. Ceci ne laisse pas transparaitre un réel souci du bien-être des résidents de l'immeuble.

De plus, il est important de mentionner les impacts qu'une telle dérogation pourrait avoir sur la jouissance des lieux des locataires de l'immeuble. Car en plus des pressions qu'ils subissent déjà, les bruits et inconvénients que représente des travaux d'une telle proportion peuvent nuire au climat paisible dont ils méritent de jouir.

Je souhaite réellement que vous saurez entendre mon opinion et celle de vos concitoyens avec l'ouverture d'esprit que nécessite votre position et prendrez la décision de vous opposer à cette dérogation.

10 - Réponse

Bonjour Madame Giurgiuca,

Nous vous remercions pour les commentaires que vous avez formulés concernant le projet particulier PP-129 (5370 Queen Mary). Ceux-ci seront mentionnés lors de l'assemblée publique de consultation du 8 septembre 2021 et seront transmis au conseil d'arrondissement.

Pour assister à l'assemblée publique de consultation rendez-vous à la page suivante:

Consultation publique virtuelle

Le lien apparaîtra dans le coin supérieur droit entre 17:00 et 18:30.

Si des informations supplémentaires sont nécessaires, n'hésitez pas à me contacter.

Salutations,

Dino Credico

ANNEXE 5 - Présentation

Projet de résolution CA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant à permettre la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

8 septembre 2021 à 18h30

En vidéoconférence

Projet de résolution RCA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site.

DERNIÈRE MISE À JOUR : 9 septembre 2021

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE

1. **Procédure du PPCMOI ou projet particulier**
2. **Contexte**
3. **Présentation du premier projet de résolution**
4. **Modifications proposées pour le second projet de résolution**
5. **Recommandation**
6. **Période de questions et commentaires**

1. PROCÉDURE DU PPCMOI (projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CHEMINEMENT D'UNE DEMANDE

PP-126

PPCMOI

Détermine les paramètres généraux du projet

ANALYSE DE LA DEMANDE DE PERMIS

Le Conseil d'arrondissement autorise les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) selon des objectifs et des critères d'analyse

OCTROI DU PERMIS

Autorise les travaux



PROCESSUS D'AUTORISATION

26 mai 2021

CCU

Présentation et avis du Comité consultatif d'urbanisme



21 juin 2021

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 1er projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et affichage sur l'immeuble



CONSULTATION PUBLIQUE

Présentation du projet aux citoyens et période de questions (consultation écrite du 25 août au 8 septembre 2021)



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption du 2e projet de résolution



AVIS PUBLIC

Avis public et procédure d'approbation référendaire (si nécessaire)



CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Adoption finale du projet de résolution



2. CONTEXTE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION

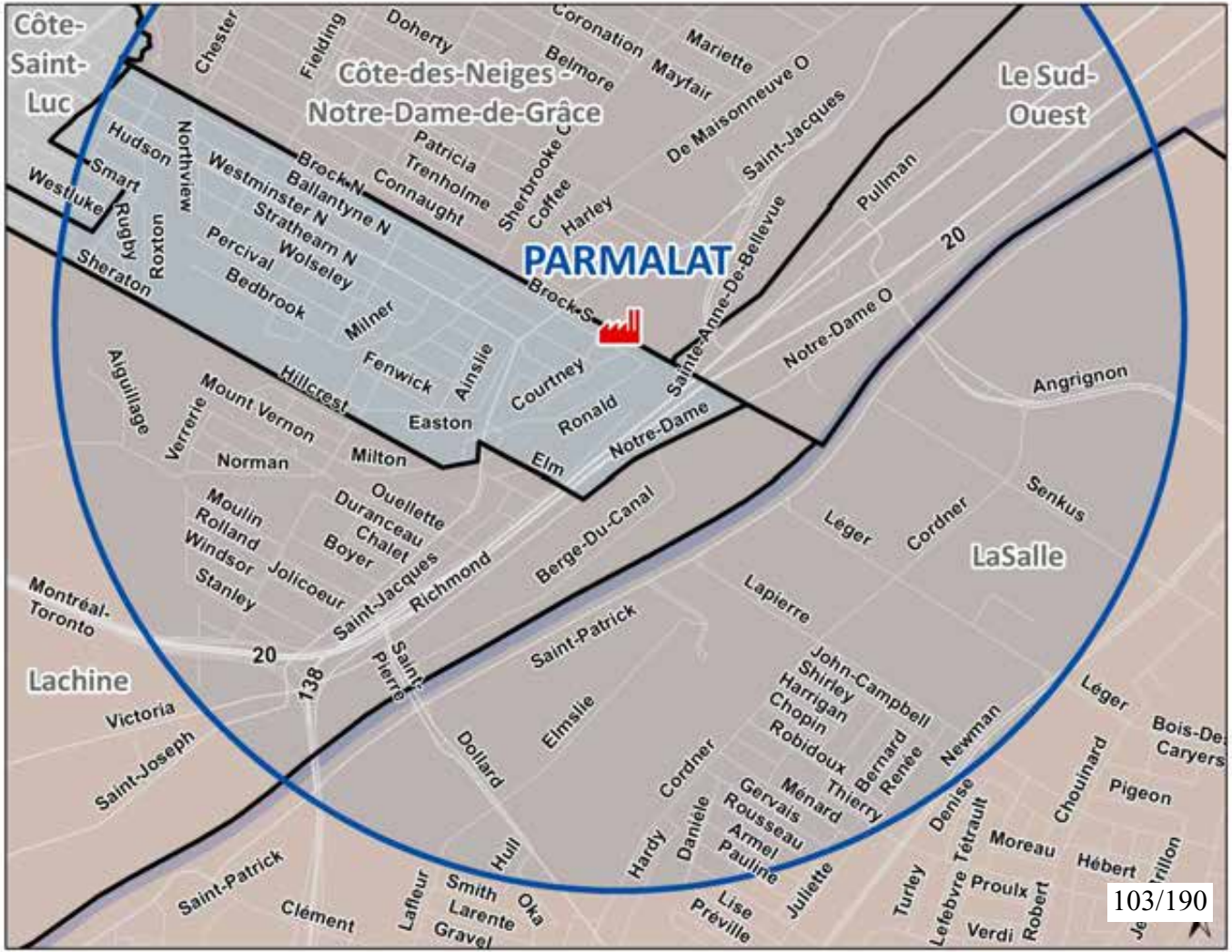


Propriété de Lactalis
Superficie terrain = 46 858,8 m²

RISQUE INDUSTRIEL

- Système de refroidissement à l'ammoniac
- Rayon d'impact jusqu'à 1 860 m

Source : https://montreal.ca/sujets/matieres-dangereuses



LOCALISATION

1. bâtiment d'origine au 7460 rue Saint-Jacques



2. Bâtiment administratif au 7470 rue Saint-Jacques (réfection façade en 2014)



3. partie agrandie en 2010



4. Bâtiment à démolir au 7486 rue Saint-Jacques



5. Bâtiment au 7900 avenue Westmore



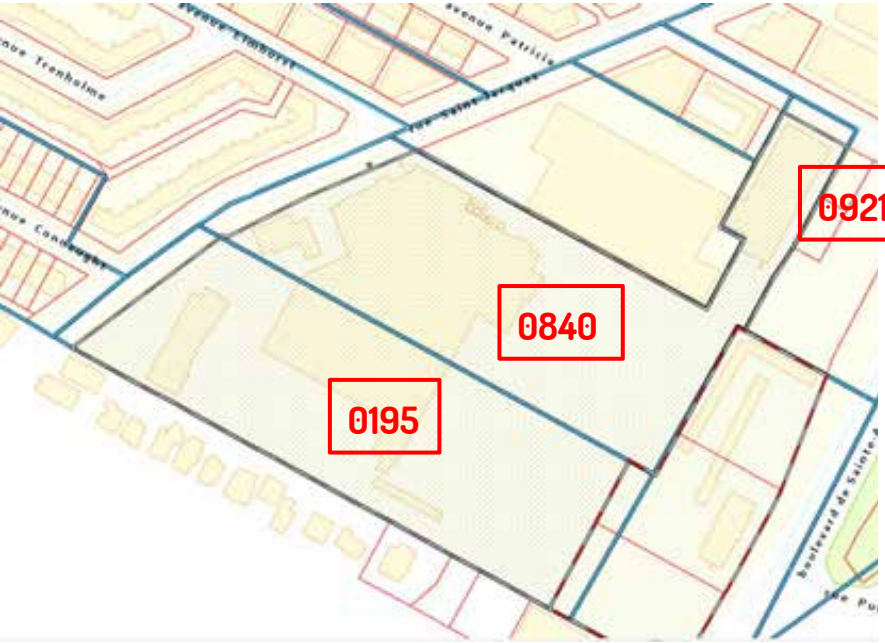
LOCALISATION

Falaise Saint-Jacques et bois hors écoterritoire

L'article 122.4 du règlement 01-276 n'autorise aucune construction ou agrandissement et aucun travaux de remblai-déblai sur le talus ou à 5 mètres du talus de la falaise Saint-Jacques. Seules les clôtures sont permises.



SITUATION RÉGLEMENTAIRE (règlement d'urbanisme 01-276)



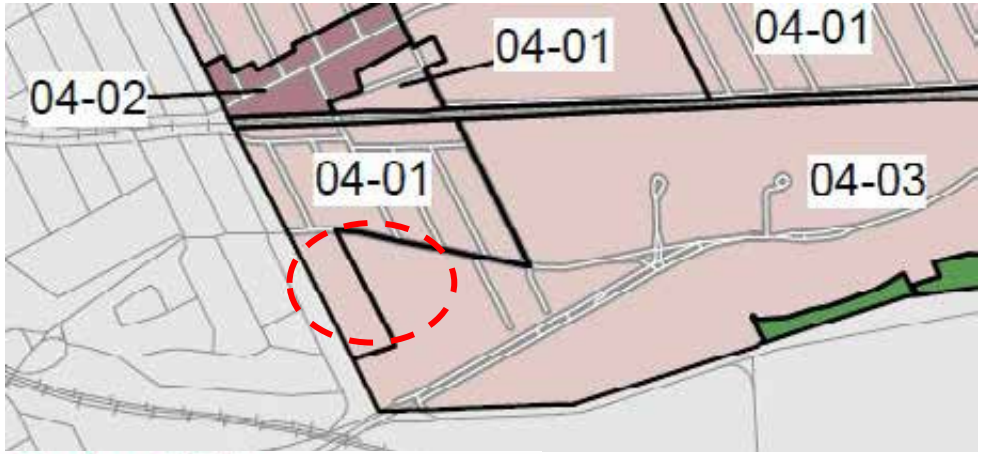
zones	0195	0840	0921
Usages autorisés	- E.5(2) Équipements cultuels, d'hébergement et de santé - E.6(1) Équipements civiques et administratifs	- C.7 Commerces de gros et entreposage - H Habitation	- C.7 Commerces de gros et entreposage - H Habitation
Hauteur (étages et mètres)	2 min- 3 max (étages) 11 m max	7 m min - 23 m max	7 m min - 16m max
Taux d'implantation maximal	70% max.	85% max	70% max
Densité		3 max	3 max

SITUATION RÉGLEMENTAIRE (R.V.M 00-091)

C000 01245 - Le 16 mai 2000 - Adopter R.V.M. 00-091, Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore



PLAN D'URBANISME

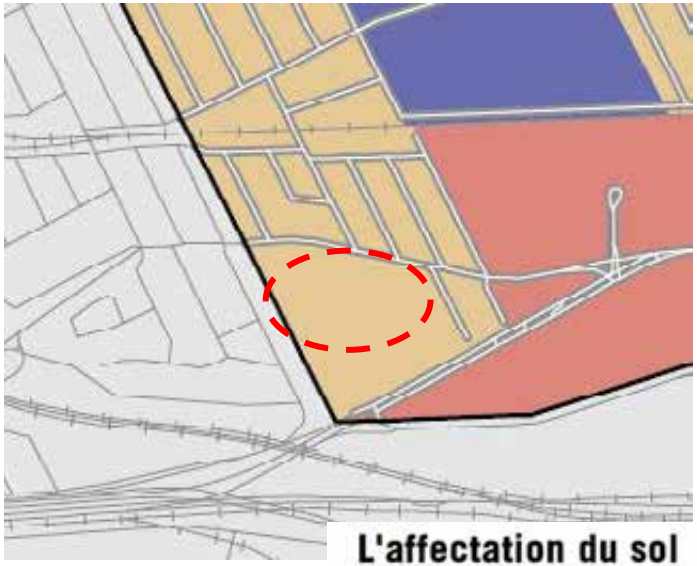


Secteur 04-01 :

- bâti de deux ou trois étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen.

Secteur 04-03 :

- bâti de un à quatre étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.



Affectation résidentielle



Ce projet ne doit pas aller à l'encontre des objectifs du Plan d'urbanisme. Il ne doit pas permettre de ***modifier, d'agrandir ou d'intensifier les usages ou les activités industrielles associées à Lactalis***

3. PRÉSENTATION DU PREMIER PROJET DE RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

TERRITOIRE D'APPLICATION DE LA RÉSOLUTION



PROJET

Le projet de PPCM01 vise principalement à (par ordre chronologique de réalisation des travaux) :

1. réaliser des travaux visant à réduire le risque industriel impliquant l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur;

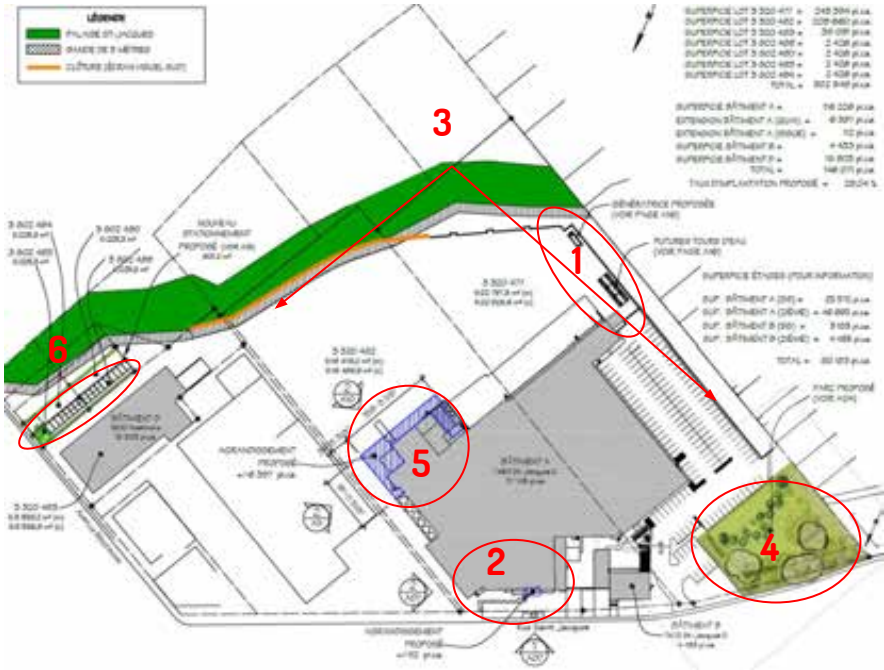
2. transformer la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques (construction muret pour dissimuler les équipements mécaniques et agrandissement de ±10 m2);

3. réaliser un aménagement paysager sur la portion du terrain à l'arrière des écrans acoustiques et visuels incluant la construction d'un écran acoustique et visuel;

4. démolir le bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et réaliser un aménagement paysager à cet emplacement;

5. agrandir le bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques dans la partie arrière, pour des raisons de salubrité et de sécurité au travail (±600 m2);

6. aménager une aire de stationnement de 18 unités donnant sur l'avenue Westmore



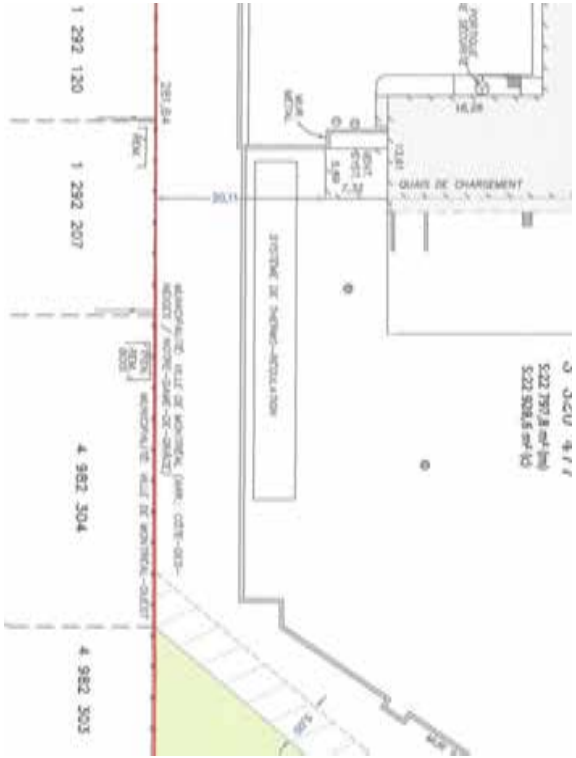
AUTORISATION

Art 2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la **démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques**, la **transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques**, l'**installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments**, **la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager** sont autorisés **aux conditions prévues** à la présente résolution.

DÉROGATIONS

	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
HAUTEUR (art 10 paragraphe 2)	7 min min - 20 m max	Le léger agrandissement en avant (issue de secours) aura une hauteur de 5,4 m
STATIONNEMENT EN COUR AVANT (art 565 Règlement 01-276)	Une aire de stationnement n'est pas autorisée en cour avant	L'aire de stationnement existante de 145 unités de stationnement se trouvera en cour avant en raison de la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques
EXIGENCES DE PLANTATION (art 383 Règlement 01-276)	Lors de la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment, un ou plusieurs arbres doivent être plantés à raison de 1 arbre/200 m2 de terrain non construit incluant le stationnement	Deux demandes de certificat d'autorisation d'aménagement paysager pour la portion du terrain laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques et pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels devront être demandées.
CLOTÛRE (art 6 paragraphe 2 et 5 du Règlement sur les clôtures et les haies, R.R.V'M c.C-5)	-0,9 m max dans l'alignement de la voie publique et l'alignement de construction - 2 m max (exigé dans autre partie du terrain)	- Clôture de 1,80 mètres maximum devant l'aménagement paysager à l'emplacement du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, qui sera démoli. -Muret de 5,23 mètres devant la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques - Prolongement de l'écran acoustique et visuel à l'arrière du terrain (hauteur minimale 10 m)

1. TRAVAUX DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL – Situation existante





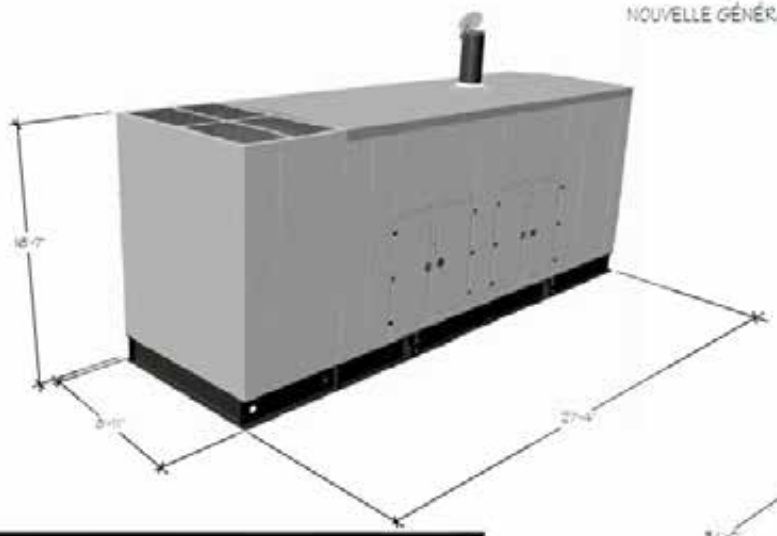


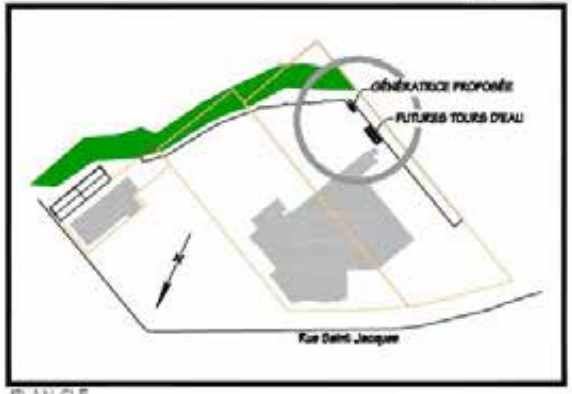
1. TRAVAUX DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL

- Les seuls nouveaux équipements mécaniques autorisés à l'extérieur des bâtiments sont :
  - trois tours d'eau;
  - une génératrice.

- La hauteur maximale de ces équipements est de 6 mètres hors tout;

- Les travaux visant la réduction des risques industriels doivent être réalisés à l'intérieur d'un délai **de 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.**





PLAN CLE


NOUVELLES TOURS D'EAU

1. TRAVAUX DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

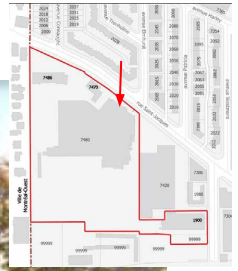
La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.
L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 3 :
Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments visés à l'article **17**.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la localisation des équipements mécaniques permet **de minimiser les nuisances reliées au bruit qu'ils émettent**;
2° les **études acoustiques** doivent démontrer le respect des niveaux sonores mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants tels que prévus au règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3 et l'implantation de mesures de mitigation doivent être prévues, le cas échéant, afin de respecter ledit règlement;
3° l'implantation et la volumétrie des équipements mécaniques doivent tendre à respecter l'implantation et les hauteurs montrées aux plans en annexe D.

2. TRAVAUX DE TRANSFORMATION DE LA FAÇADE AVANT DU BÂTIMENT SIS AU 7460 RUE SAINT-JACQUES









Situation existante

Proposition

2. TRAVAUX DE TRANSFORMATION DE LA FAÇADE AVANT DU BÂTIMENT SIS AU 7460 RUE SAINT-JACQUES



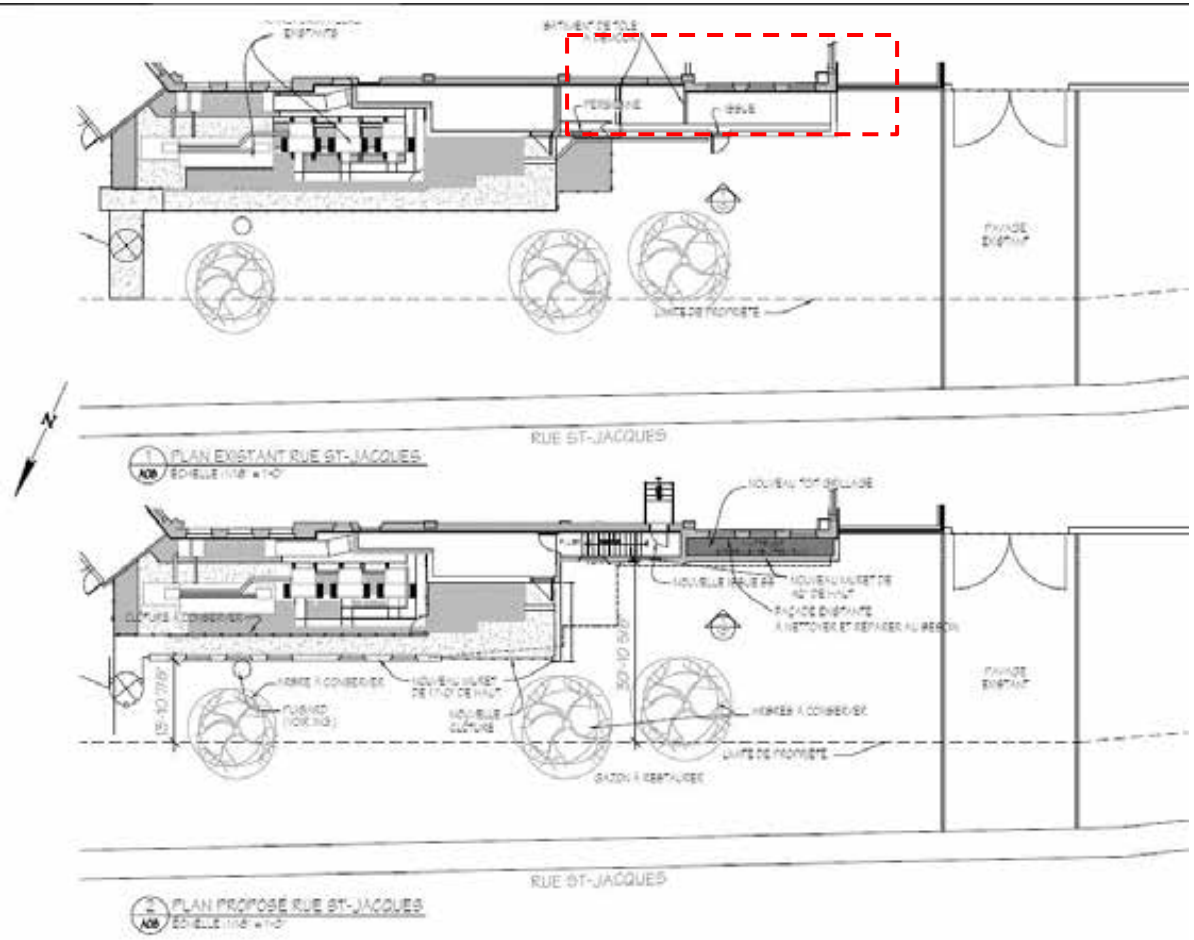


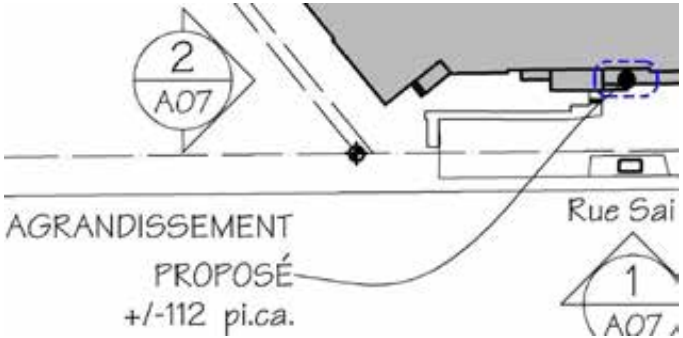
Façade existante



- un muret d'une hauteur maximale de **5,5 mètres** doit être érigé au devant les équipements mécaniques.

2. TRAVAUX DE TRANSFORMATION DE LA FAÇADE AVANT DU BÂTIMENT SIS AU 7460 RUE SAINT-JACQUES





- l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour avant à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de **5,5 mètres** et que son aire d'implantation soit d'un maximum de **15 m²**.

- Les **travaux d'aménagement paysager devant la façade** doivent être réalisés après la construction du muret, la transformation et l'agrandissement du bâtiment en façade

2. TRAVAUX DE TRANSFORMATION DE LA FAÇADE AVANT DU BÂTIMENT SIS AU 7460 RUE SAINT-JACQUES (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 4 :

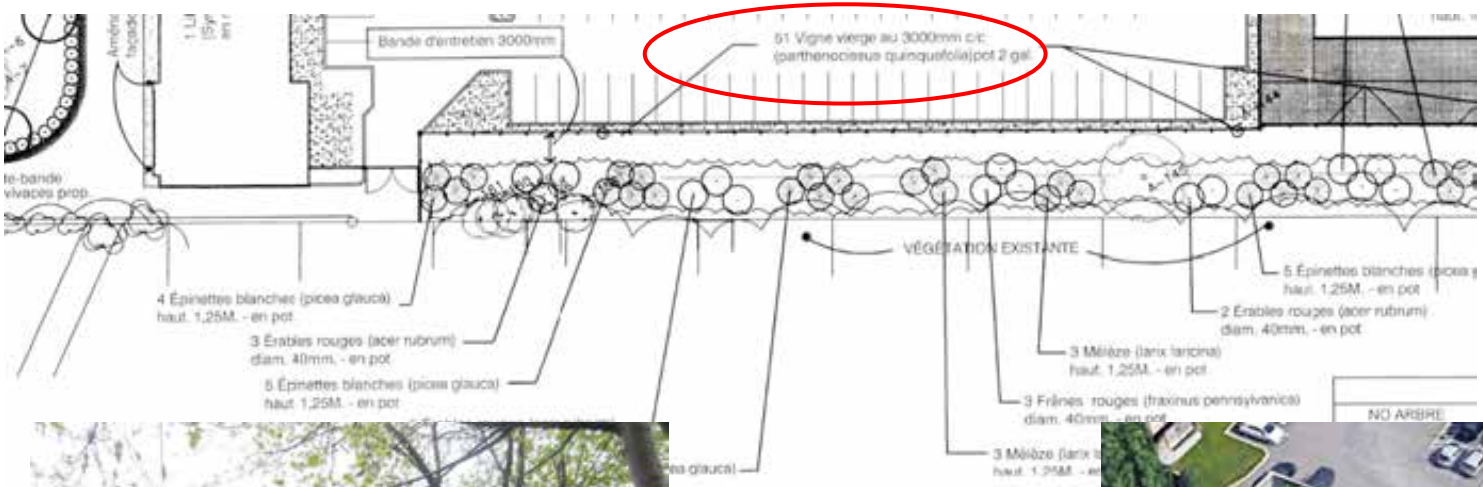
Mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques

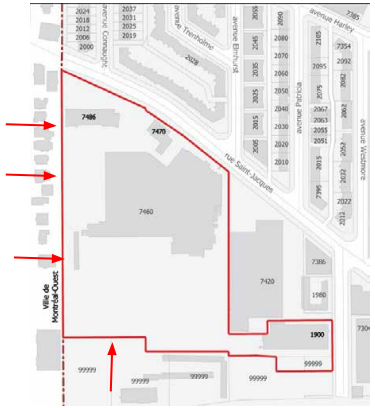
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les équipements mécaniques existants en cour avant **doivent être dissimulés depuis la voie publique** à l'exception de ceux situés à l'extrémité Est tel que montré au plan A08 joint en annexe E à la présente résolution;
2° l'implantation du muret et de l'agrandissement en façade doit créer un ensemble homogène;
3° la **maçonnerie** doit constituer le matériau principal de revêtement;
4° l'agrandissement et la transformation de la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques ainsi que le muret en cour avant doivent tendre à respecter les plans joints en annexe E à la présente résolution.

3. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER SUR LA PORTION DU TERRAIN À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS

Permis 3000029660-7 AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET CONSTRUCTION DE MURS (ÉCRAN ACOUSTIQUE ET ÉCRAN VISUEL), SELON PLANS.





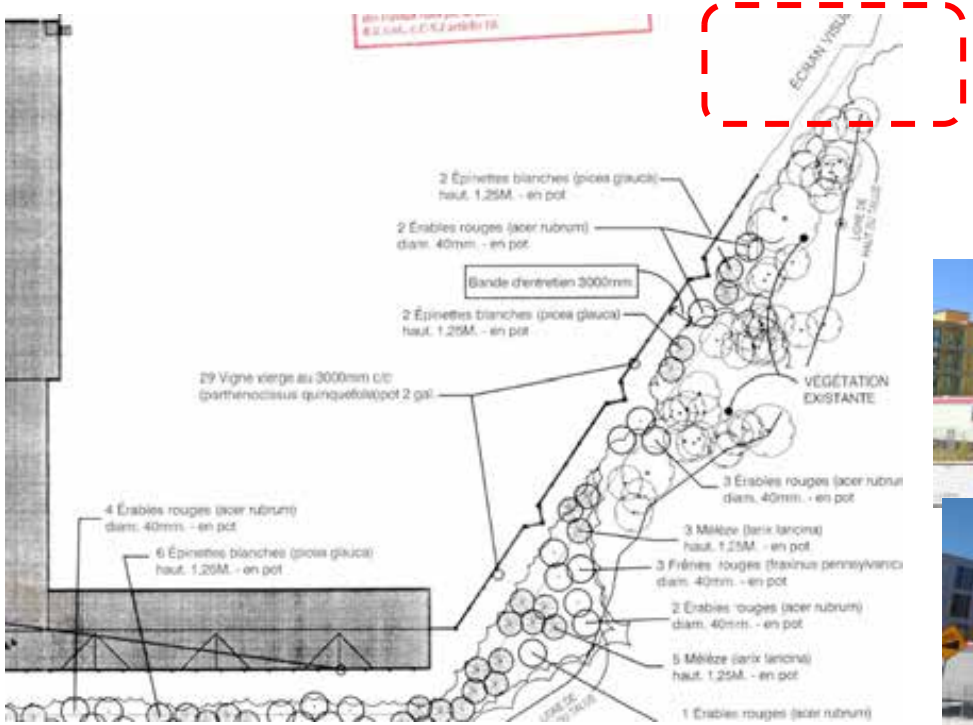






3. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER SUR LA PORTION DU TERRAIN À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS

Permis 3000029660-7 AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET CONSTRUCTION DE MURS (ÉCRAN ACOUSTIQUE ET ÉCRAN VISUEL), SELON PLANS.



- Une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager **préparé par un expert dans** le domaine et comprendre un **tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres existants et qui seront plantés sur le site ainsi** que la **hauteur et le matériau retenu pour l'écran visuel végétalisé.**





3. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER SUR LA PORTION DU TERRAIN À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

La délivrance d'un permis d'aménagement paysager est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 1 :

Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

5° la fragilité du milieu naturel de la falaise Saint-Jacques et la présence d'un bois dans la partie sud du terrain doivent être considérés;

6° le plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels doit prévoir le maintien des arbres existants et la plantation de nouveaux arbres, lorsque l'espace est disponible, la plantation de vignes sur les murs écrans et la construction d'un écran acoustique et visuel végétalisé dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant;

4. DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES


Façade avant


Mur arrière




Mur latéral ouest


Mur latéral est

4. DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

Année de construction : **vers 1954**

Architectes : **Sydney Comber et Laurence S.Comber**

Nombre d'étages : **2**

Superficie aire de plancher : **930 m^2**

Usage initial : **Centre d'accueil de l'armée du Salut (Eventide home)**

Usage actuel : **vacant depuis 1998 (acquisition par Lactalis)**

Transformations réalisées : **les trois ailes du bâtiment en forme de E ont été démolies ainsi que le hall latéral et les bâtiments en fond de lot. Il ne reste aujourd'hui que le corps du bâtiment avant du pavillon principal + intérieur dégarni.**

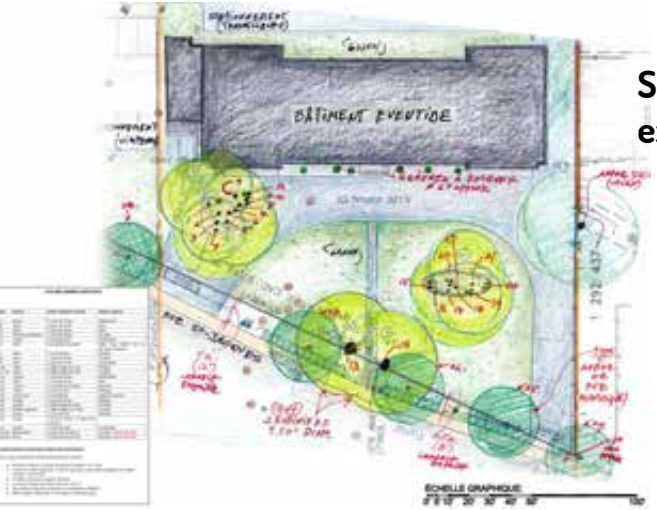
Étude de la valeur patrimoniale réalisée par Contexture (2014) : **ce bâtiment ne présente aucune valeur patrimoniale, soient les valeurs historiques, contextuelles, architecturales et d'authenticité physique.**

État du bâtiment : **dégradé**



65
1954| Insurance plan of the city of Montreal, volum...
788.9 [extrait modifié] |BANQ

4. DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES



Situation existante



Aménagement paysager préliminaire proposé

- **La démolition du bâtiment situé 7486 rue Saint-Jacques est autorisée.**
- **Préalablement à la démolition du bâtiment**, les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel, les travaux de transformation de la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques et les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, **doivent être complétés.**
- **l'accès à l'aire de stationnement extérieur** situé à l'ouest du bâtiment situé au 7486 de la rue Saint-Jacques **n'est plus requis.**
- Les travaux d'aménagement paysager prévus sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment **doivent être réalisés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de démolition**
- **Une clôture** d'une hauteur de 1,80 mètre maximum, ajourée et composée d'acier peint noir**, est autorisée en cour avant.**

4. DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

La délivrance d'un permis d'aménagement paysager est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 1 :

Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux sont favorisés;

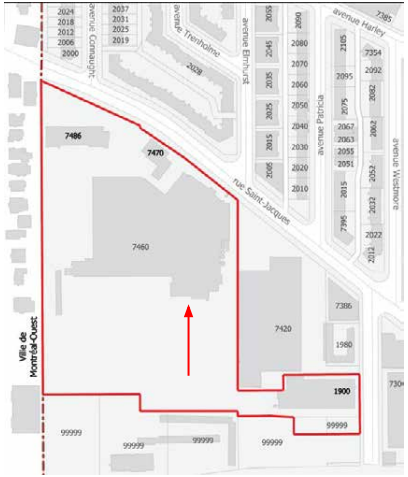
2° les arbres existants matures doivent être conservés et des mesures de protection appropriées doivent être prises durant les travaux de démolition et de construction;

4° les aménagements paysagers réalisés sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques doivent participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre l'usine et le domaine public.

5. AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES DANS LA PARTIE ARRIÈRE



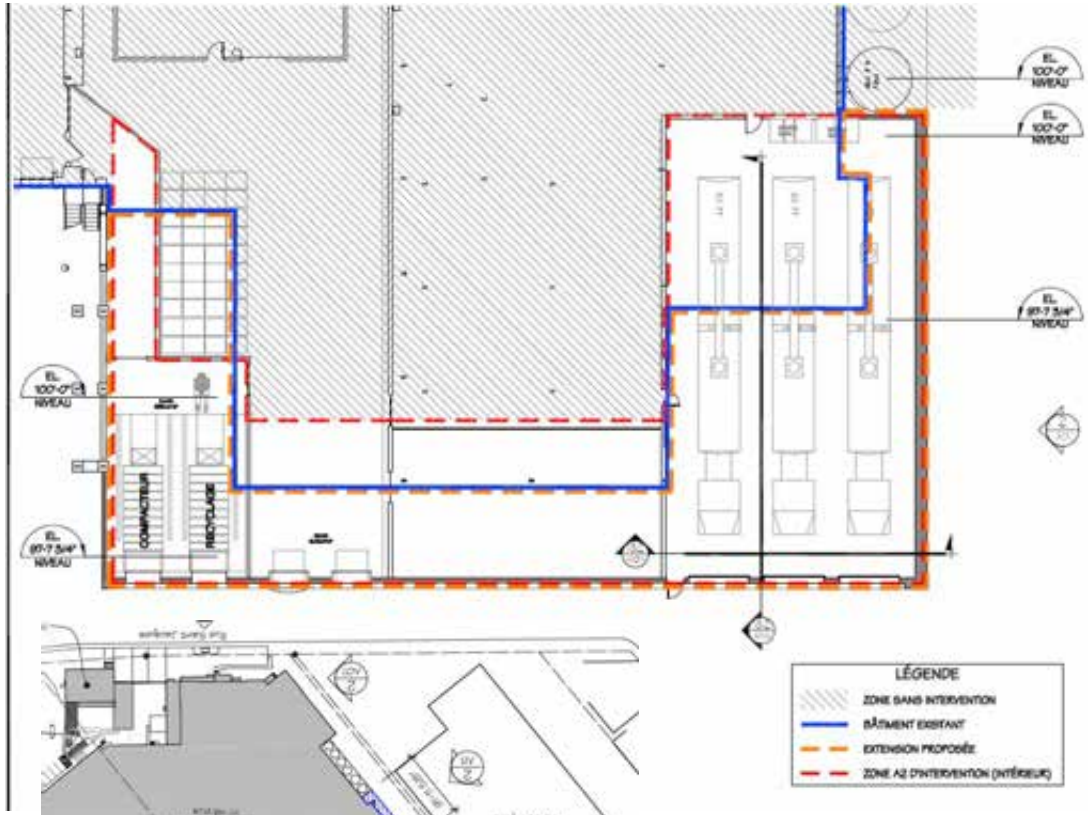








5. AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES DANS LA PARTIE ARRIÈRE

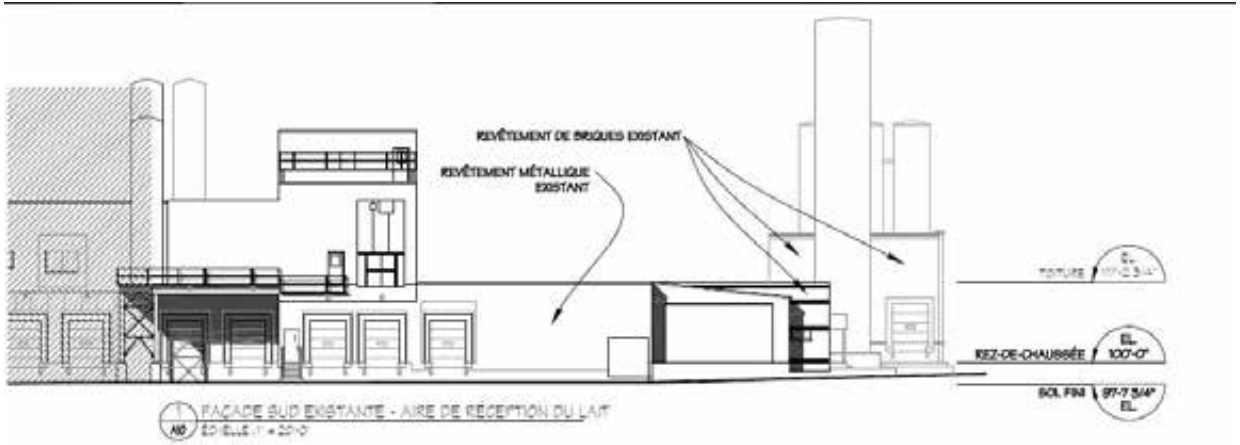


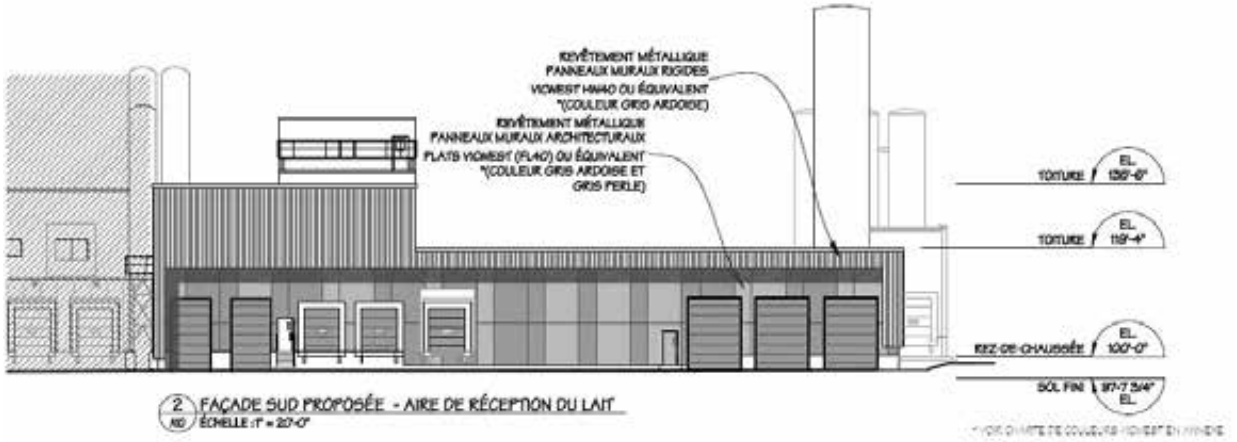
- l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour arrière **à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 12 mètres** et que son aire d'implantation soit d'un maximum de **700 m^2.**

- **Préalablement à l'agrandissement du bâtiment**, les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel, les travaux de transformation de la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques et les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, **doivent être complétés.**

- **23 unités de stationnement pour vélos** doivent être aménagées sur le site et aménagées à l'arrière du bâtiment situé au 7470 rue Saint-Jacques.

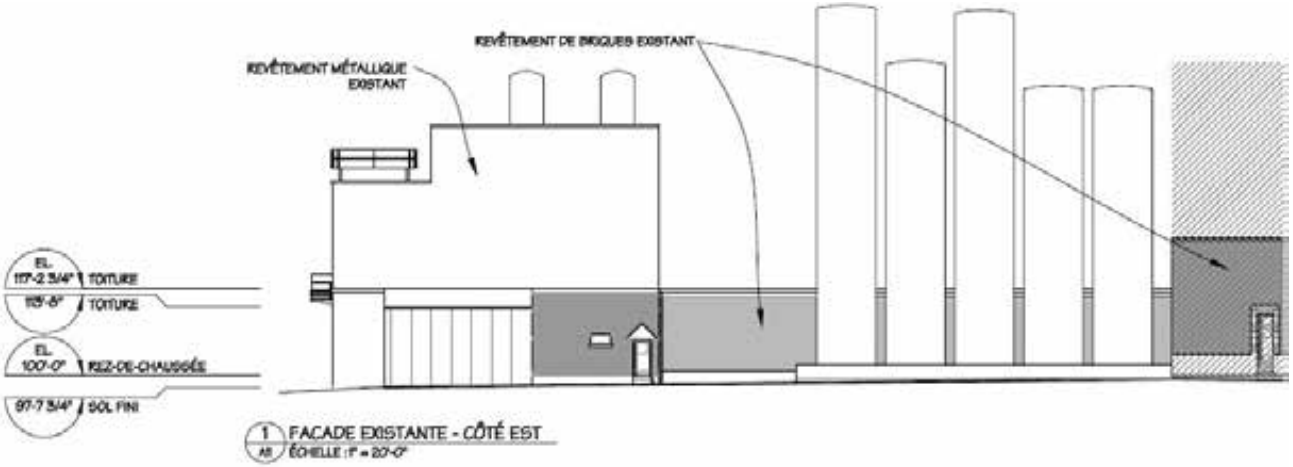
5. AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES DANS LA PARTIE ARRIÈRE



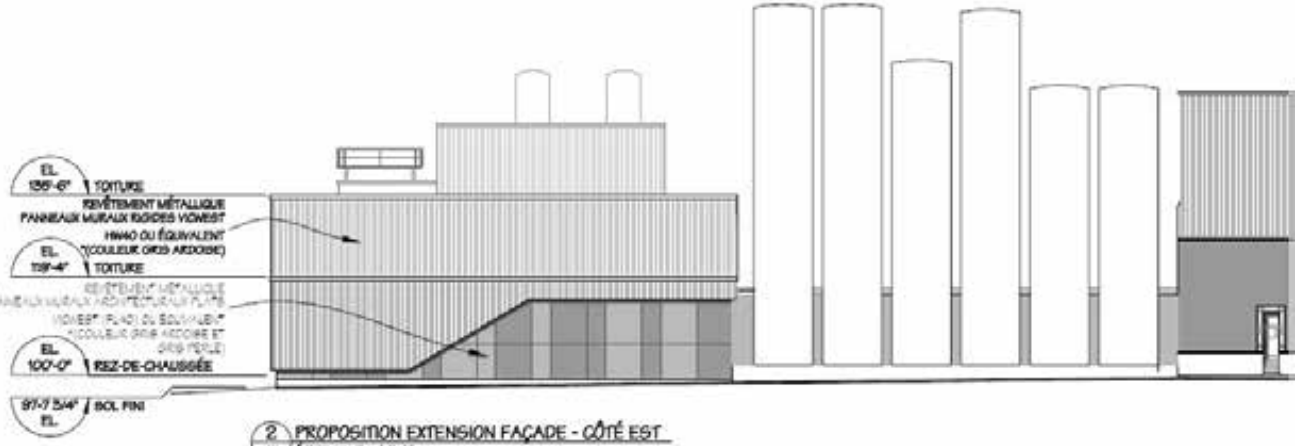


11m

5. AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES DANS LA PARTIE ARRIÈRE



1 A8 FACADE EXISTANTE - CÔTÉ EST
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"



2 A8 PROPOSITION EXTENSION FAÇADE - CÔTÉ EST
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"

5. AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES DANS LA PARTIE ARRIÈRE (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.
L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 2 :
Optimiser les agrandissements du bâtiment afin de minimiser leur superficie et les nuisances sur le voisinage

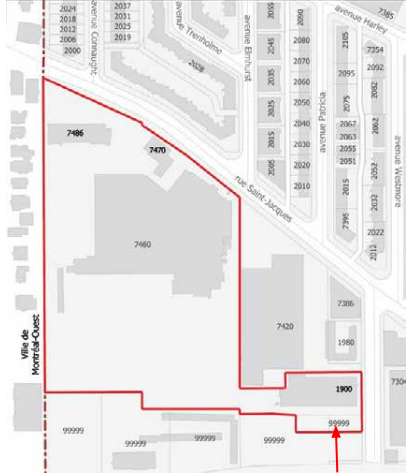
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

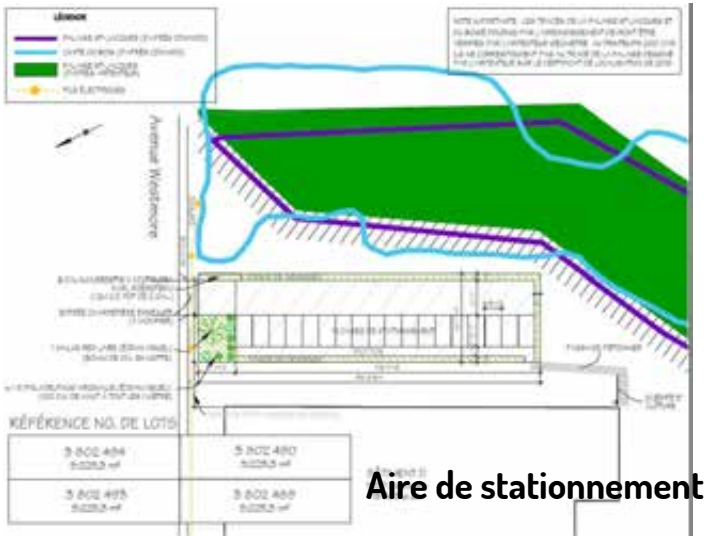
1° les impacts visuels et sonores des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit sont minimisés par des solutions techniques et architecturales;
2° le projet doit tendre à respecter l'implantation et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe B et D.

6. AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT DONNANT SUR L'AVENUE WESTMORE



Aire de stationnement existante non-conforme





Aire de stationnement proposée

- **l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore comprenant un nombre maximal de 18 unités de stationnement de véhicules** peut être aménagé.

- **Préalablement à l'aménagement d'une aire de stationnement,** les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel, les travaux de transformation de la façade avant du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques et les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, **doivent être complétés.**

6. AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT DONNANT SUR L'AVENUE WESTMORE (PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE)

La délivrance d'un permis d'aménagement d'une aire de stationnement est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

L'évaluation du Conseil doit tenir compte, des objectifs et critères suivants :

Objectif 5 :

Aménager l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore en bonifiant la végétation.

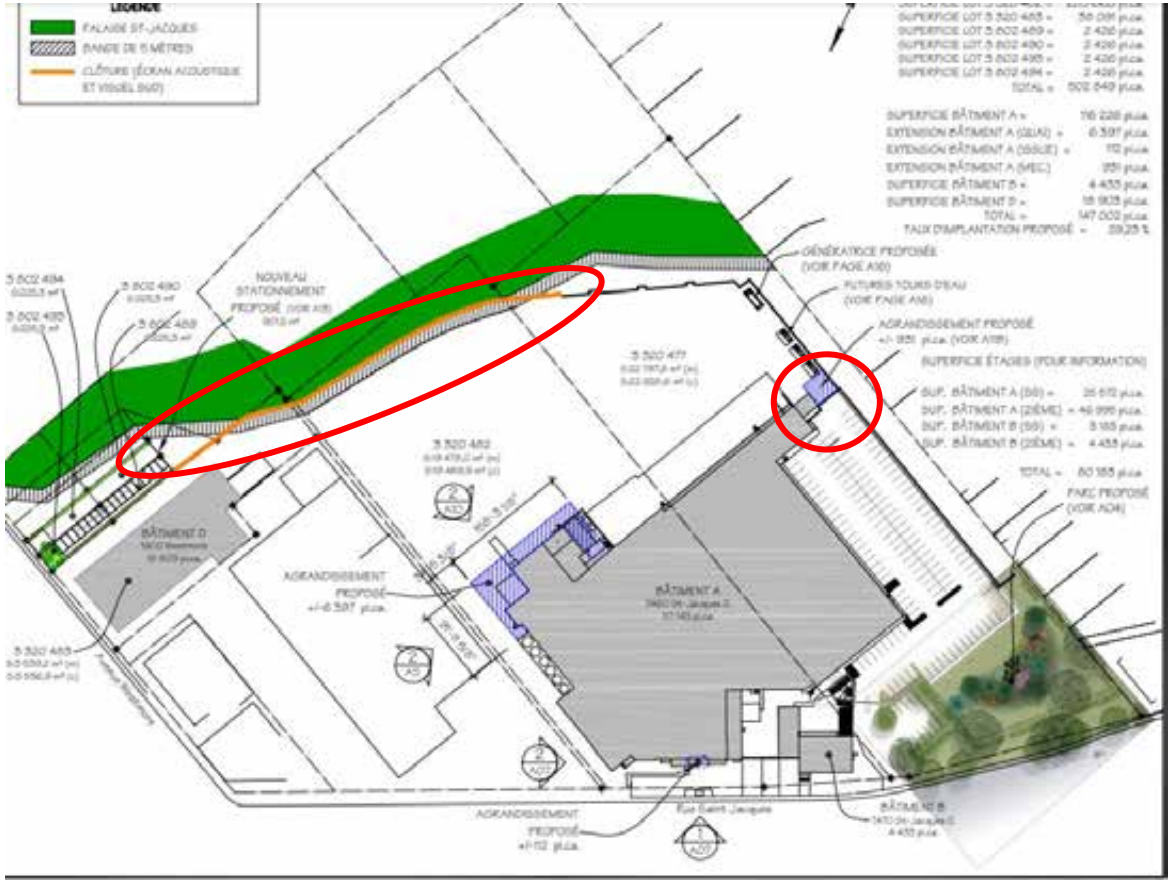
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° l'aménagement de l'aire de stationnement doit tendre à respecter les plans joints en annexe F à la présente résolution.

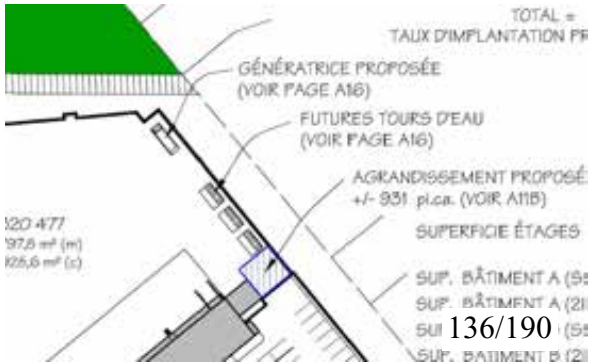
4. MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET DE RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MODIFICATIONS PROPOSÉES DANS LE PROJET DE RÉSOLUTION (SECONDE LECTURE)



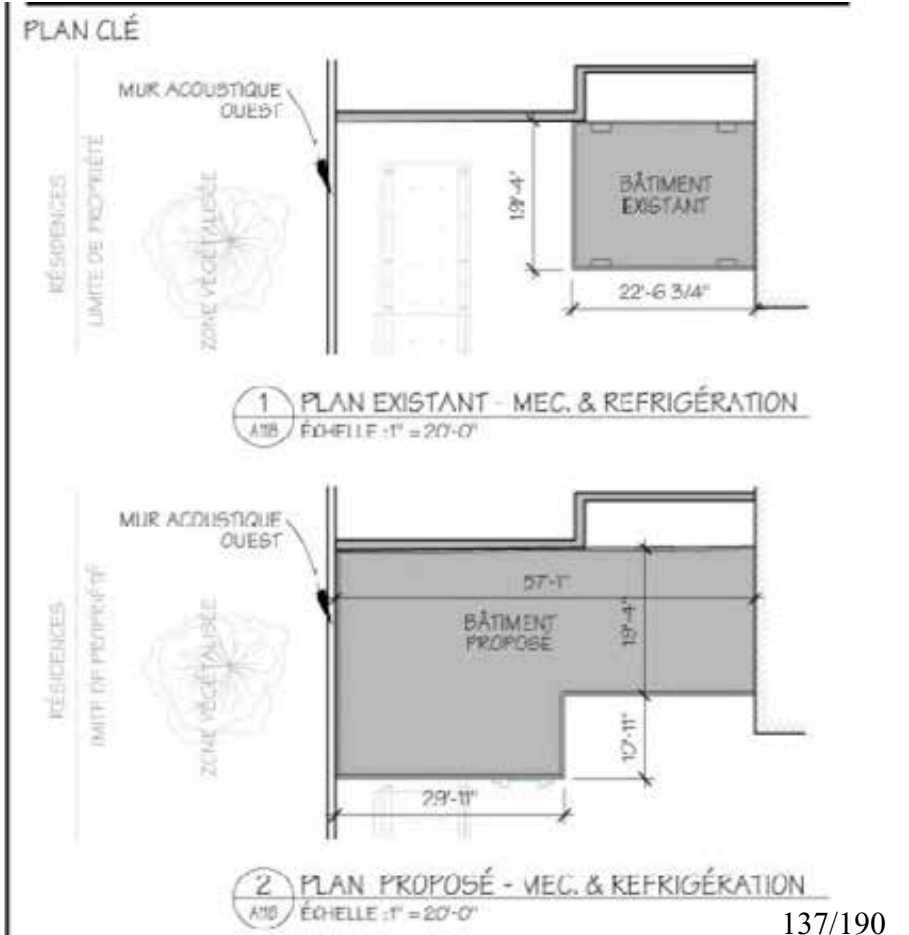
- **Nouvel agrandissement latéral prévu (aire d'implantation 90m²) pour abriter des équipements mécaniques à l'intérieur**
- **Prolongement de l'écran acoustique et visuel sud en cour arrière**



MODIFICATIONS PROPOSÉES DANS LE PROJET DE RÉSOLUTION (SECONDE LECTURE)

Nouvel agrandissement latéral prévu (aire d'implantation 90m^2) pour abriter des équipements mécaniques à l'intérieur





MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

ATTENDU QUE l'agrandissement **arrière** du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'améliorer la salubrité de la production ainsi que la sécurité au travail et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

ATTENDU QUE l'agrandissement latéral du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, visé dans la présente résolution, est essentiellement prévu à des fins d'installation d'équipements mécaniques permettant la réduction du risque industriel et ne vise pas à augmenter la production de l'usine.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : mentionner que l'agrandissement latéral ne vise pas à intensifier l'activité de l'usine

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7486 RUE SAINT-JACQUES

6. Préalablement à la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel et impliquant l'**agrandissement du bâtiment en cour latérale et** l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;
b. les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels **et de prolongement de l'écran acoustique et visuel**, travaux visés à la section VI;
c. les travaux visés à la section III;

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : ajouter les nouveaux travaux proposés

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES À L'AGRANDISSEMENT **EN COUR ARRIÈRE** DU BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES **POUR DES FINS D'AMÉLIORATION DE LA SALUBRITÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

10. Préalablement à l'agrandissement du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, les travaux suivants doivent être complétés :

a. **les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;**

b. **les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique et visuel, travaux visés à la section VI;**

c. **les travaux visés à la section III;**

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : suivre le même ordre de présentation que l'article 6

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION IV
CONDITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES **ET À L'AGRANDISSEMENT EN COUR LATÉRALE À DES FINS DE RÉDUCTION DU RISQUE INDUSTRIEL**

15. **Malgré l'article 4 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'agrandissement du bâtiment sis au 7460 rue Saint-Jacques est autorisé en cour latérale à la condition qu'il n'excède pas une hauteur de 10,3 mètres, qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur le toit et que son aire d'implantation soit d'un maximum de 90 m^2.**

16. Malgré l'article 5 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'installation des équipements mécaniques sont autorisés à l'extérieur des bâtiments.

17. Les seuls nouveaux équipements mécaniques autorisés à l'extérieur des bâtiments sont :

a. trois tours d'eau;
b. une génératrice.

La hauteur maximale de ces équipements mécaniques mentionnés est de **8,7 mètres** hors tout



OBJECTIF DE LA MODIFICATION : prévoir des conditions pour l'agrandissement latéral et la hauteur des équipements mécaniques

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION V
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT DONNANT SUR L'AVENUE WESTMORE

18. Malgré l'article 10 du Règlement sur la démolition, la modification et l'agrandissement et l'occupation de bâtiments situés sur un emplacement comprenant les bâtiments portant les numéros 7460-7486 de la rue Saint-Jacques et 1900 de l'avenue Westmore (R.V.M 00-091), l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore comprenant un nombre maximal de 18 unités de stationnement de véhicules peut être aménagé.

19. Préalablement à l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore, les travaux suivants doivent être complétés :

a. **les travaux de transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques visant la réduction du risque industriel relié au système de réfrigération actuel impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale et l'installation d' équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, travaux visés à la section IV;**

b. **les travaux d'aménagement paysagers pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels et de prolongement de l'écran acoustique, travaux visés à la section VI;**

c. **les travaux visés à la section III;**

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : suivre le même ordre de présentation que l'article 6

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VI
CONDITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER POUR LA PORTION DU TERRAIN SITUÉE À L'ARRIÈRE DES ÉCRANS ACOUSTIQUES ET VISUELS **ET AU PROLONGEMENT DE L'ÉCRAN ACOUSTIQUE ET VISUEL**

20. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être obtenu préalablement à la réalisation de travaux d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels **et aux travaux de prolongement de l'écran acoustique et visuel.**

21. Une demande de certificat d'autorisation d'aménagement paysager doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels, **d'un plan préparé par un expert montrant la composition détaillée de l'écran acoustique et visuel prolongé ainsi qu'une expertise géotechnique relative à la solution de l'écran proposée**. Le plan d'aménagement paysager doit être préparé par un expert dans le domaine et comprendre un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres existants et qui seront plantés sur le site.

22. L'écran acoustique et visuel, construit dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant, doit avoir une hauteur minimale de 10 mètres.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : prévoir des conditions pour l'écran acoustique et visuel en cour arrière

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

SOUS-SECTION I
TRAVAUX DE TRANSFORMATION VISANT LA RÉDUCTION DES RISQUES INDUSTRIELS LIÉS AU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DANS LE BÂTIMENT SITUÉ AU 7460 RUE SAINT-JACQUES **IMPLIQUANT L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT EN COUR LATÉRALE ET** IMPLIQUANT L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES À L'EXTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

23. Les travaux de transformation visant la réduction des risques industriels liés au système de réfrigération **impliquant l'agrandissement du bâtiment en cour latérale** et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments doivent être réalisés à l'intérieur d'un délai de 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, la présente résolution devient nulle et sans effet.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : ajouter l'écran acoustique et visuel en cour arrière

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

25. La délivrance d'un permis de transformation pour des travaux impliquant une modification au volume du bâtiment et l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, d'un permis d'aménagement paysager ou d'un permis d'aménagement d'une aire de stationnement est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : rédiger plus clairement les travaux assujettis

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Objectif 1 :
Offrir un aménagement paysager de qualité sur l'ensemble du terrain

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux sont favorisés;
2° les arbres existants matures doivent être conservés et des mesures de protection appropriées doivent être prises durant les travaux de démolition et de construction;
3° les aménagements paysagers doivent mettre en valeur la façade du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques;
4° les aménagements paysagers réalisés sur la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques doivent participer à l'encadrement de la rue Saint-Jacques en apportant une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre l'usine et le domaine public;
5° la fragilité du milieu naturel de la falaise Saint-Jacques et la présence d'un bois dans la partie sud du terrain doivent être considérés **lors du choix des végétaux, de l'entretien et de la construction de l'écran acoustique et visuel;**
6° le plan d'aménagement paysager pour la portion du terrain située à l'arrière des écrans acoustiques et visuels doit prévoir le maintien des arbres existants et la plantation de nouveaux arbres, lorsque l'espace est disponible, la plantation de vignes sur les murs écrans et la construction d'un écran acoustique et visuel végétalisé **dans le prolongement de l'écran acoustique et visuel existant;**
7° les fondations de l'écran visuel et acoustique doivent participer à la consolidation du sol et ainsi ne pas favoriser l'érosion de la falaise;
8° l'aménagement de l'écran visuel et acoustique dans la bande de 5 mètres à partir du talus de la falaise doit minimiser le remblai et le déblai.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : ajouter des critères relatifs au mur acoustique et vis

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Objectif 2 :
Optimiser **les** agrandissement**s** du bâtiment afin de minimiser **leurs** superficie**s** et les nuisances sur le voisinage

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° les impacts visuels et sonores des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit sont minimisés par des solutions techniques et architecturales;
2° le projet doit tendre à respecter l'implantation et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe B et D.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : prendre en compte l'agrandissement en cour latéral

MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ARTICLES VISÉS

SECTION VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

Objectif 3 :
Prévoir une localisation optimale des équipements mécaniques situés à l'extérieur des bâtiments visés à l'article 16.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° la localisation des équipements mécaniques permet de minimiser les nuisances reliées au bruit qu'ils émettent;
2° les études acoustiques doivent démontrer le respect des niveaux sonores **mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants tels que** prévus au règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3 et l'implantation de mesures de mitigation doivent être prévues, le cas échéant, afin de respecter ledit règlement;
3° l'implantation et la volumétrie des équipements mécaniques doivent tendre à respecter l'implantation et les hauteurs montrées aux plans en annexe D.

OBJECTIF DE LA MODIFICATION : ajouter des critères relatifs aux équipements mécaniques à l'extérieur

La numérotation des articles a également été modifiée à partir de l'article 15.

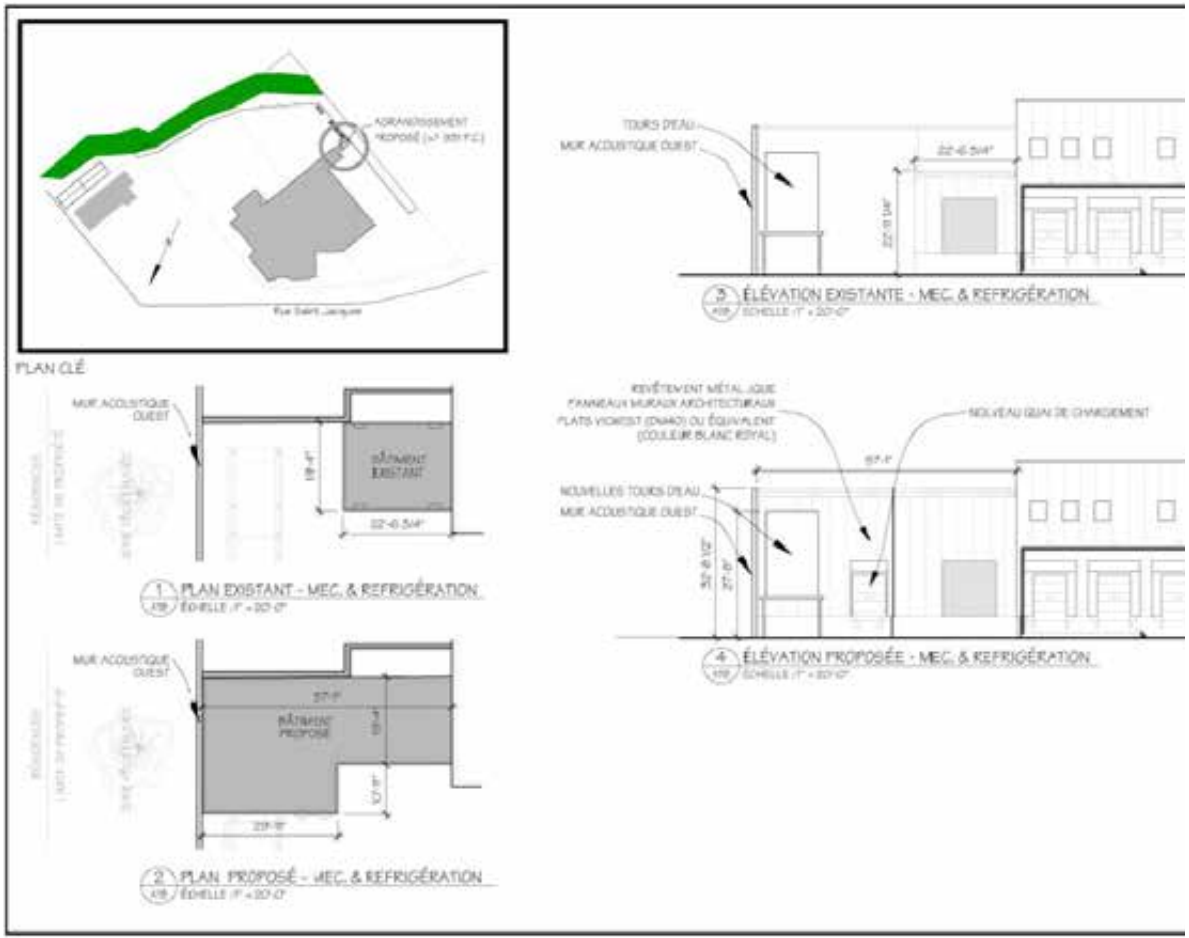
MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ANNEXES MODIFIÉES

Annexe B – remplacement plan A02



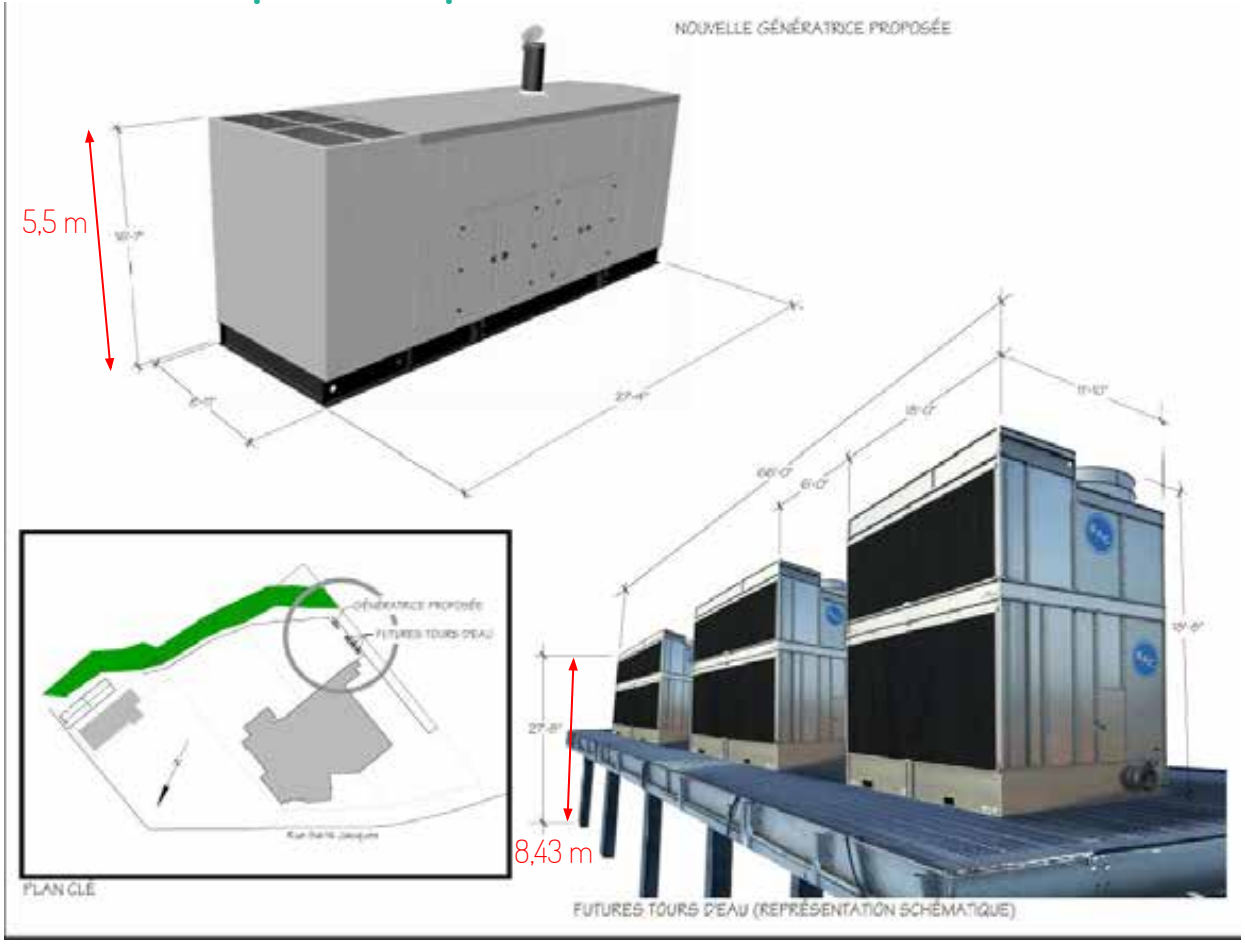
MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ANNEXES MODIFIÉES

Annexe C – ajout plan A11B



MODIFICATIONS PROPOSÉES POUR LE SECOND PROJET : ANNEXES MODIFIÉES

Annexe D- remplacement plan A16



5. RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RECOMMANDATIONS

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est **favorable** à la demande pour les raisons suivantes :

- **le projet est conforme au Plan d'urbanisme:**
- **l'industrie envisage de diminuer son risque industriel à court terme;**
- **Les équipements mécaniques autorisés à l'extérieur devront respecter les niveaux sonores prévus au Règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3.**
- **Le prolongement de l'écran acoustique et visuel en cour arrière permettra de respecter les niveaux sonores prévus au Règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3.**
- **le bâtiment à démolir ne présente aucun intérêt patrimonial et présente un état de dégradation avancé;**
- **les travaux de transformation de la façade située au 7560 rue Saint-Jacques avec la construction du muret permettant de dissimuler les équipements mécaniques en cour avant vont grandement améliorer l'apparence du bâtiment;**
- **les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore améliorent la situation actuelle.**
- **le Comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable avec des réserves quant à l'aménagement paysager proposé pour la portion du territoire laissée vacante par la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques.**

6. PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

- questions/commentaires en direct
- questions/commentaires déjà transmis par écrit

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANNEXE 6

Rapport de consultation écrite – 25 août au 8 septembre 2021

Projet de résolution CA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant à permettre la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 24 août 2021 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution CA21 170203 approuvant le projet particulier PP-126 visant à permettre la démolition du bâtiment situé au 7486 rue Saint-Jacques, la transformation du bâtiment situé au 7460 rue Saint-Jacques, l'installation d'équipements mécaniques à l'extérieur des bâtiments, la construction d'un muret, l'aménagement d'une aire de stationnement donnant sur l'avenue Westmore ainsi que les travaux d'aménagement paysager du site pour le bâtiment industriel situé au 7460-7486 rue Saint-Jacques, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	6	s/o
Par la poste ou courriel	0	s/o

Question citoyen 1 - 1er septembre 2021
PAR FORMULAIRE WEB
Morgan Carter

Question : I'm concerned that the minor exemption to permit outdoor industrial equipment on the Lactalis site may have a negative impact on local residents. I would like to understand the exact nature of the industrial risks, and would like to have an opportunity to review and discuss them prior to CCU recommendation(s) and/or Council voting on the matter. Thank you in advance.

Réponse de M. Luc Giguère, directeur d'usine de Lactalis :
I invite you to read on the industrial risk on the web site of the civil security of Montreal. https://montreal.ca/en/topics/hazardous-materials
You will see that Lactalis use ammonia as refrigerant like many other company.
Currently, refrigeration equipment are in operation outdoor and used for the treatment of ammonia .The

only reason why Lactalis wants to make these changes is to reduce the risk to the population, including its employees.
Hoping that this information allows you to better understand the reasons for this request.
Regards

Questions citoyen 2 - 3 septembre 2021
PAR FORMULAIRE WEB
Sous-questions 1.1), 2.1), 4.1), 5.1) et 9.1)par COURRIEL
Matthew Sherrard

The proposed installation of industrial equipment outside of factory buildings, and adjacent to residential properties, raises significant questions and concerns.

The project presentation document indicates that “reducing industrial risk” justifies an exception to by-law that does not allow this kind of industrial machinery outside.

Questions for Centre de sécurité civile of Montreal:

1) Assuming that the "industrial risk" relates to hazardous ammonia refrigeration of factory (risk range of almost 2 kilometers), how will this new equipment reduce risk to the public and by how much?

Réponse du Centre de sécurité civile : Les analyses des études de diminution du risque industriel sont en cours d'analyse par le Centre de sécurité civile de la Ville de Montréal. Les citoyens seront informés en temps voulu.

1 .1) Will the placement of this equipment outside increase or decrease risk within this new 450 mèter radius? In other words, compared with current situation, will the risk be greater within this 450 meter radius? *(note Division urbanisme : le 450 mètres dont il est question dans cette question n’a pas encore été validé par le Centre de sécurité civile, les analyses sont en cours)*

Réponse du Centre de sécurité civile : The new equipment that will be installed outside will have no impact on the industrial risk generated (ammonia spills and toxic cloud).
Réponse directeur usine : No, the risk will be greatly reduced.

2) Are there other possible means of reducing this risk that would not adversely impact residential neighbours?

Réponse du Centre de sécurité civile : There are other technologies that could be investigated to assess whether they would further reduce the risk.

Réponse du directeur d’usine : Currently, refrigeration equipment are in operation and used for the treatment of ammonia . The only reason why Lactalis wants to make these changes is to reduce the risk to the population, including its employees.

2.1) Are there other possible means of reducing this risk further such as enclosing the generator and water towers, placing them elsewhere on the site or with the facility?

Réponse du directeur d’usine : The generator is just a diesel engine. There is no more risk than leaving the engine of a truck running. Please note that this generator will only work when Hydro Quebec cuts off the power to us. The water towers will treat water only. There will be no more ammonia in Lactalis' yard. None of this equipment can be enclosed. And they need to be as close as possible to the mechanical

room.

3) What is the risk associated with the proposed generator and water towers (e.g. fire; spill; others)?

Réponse du directeur d'usine : The generators are now all equipped with a double wall tank which protects against leaks. The risk of fire are almost non-existent. In the unlikely event of a fire, the adjacent 9-meter masonry wall would prevent spread.
In reference to the article in the Union newspaper referring to the fire at our factory in Victoriaville. The cause of the fire was electrical and not a malfunction of the generator.

Other questions/comments:

4) Why is it not possible to place this equipment inside the factory as required by by-law?

Réponse du directeur d'usine : This type of equipment can absolutely not be installed indoors. These are the same type of equipment installed on the roofs of large buildings for their air conditioning.

4.1) : Is it physically possible for this equipment to be placed on a roof of the facility, or elsewhere on the site further from residential neighbours?

Réponse du directeur d'usine : Placing the equipment on the roof of the factory was the engineers' first scenario. I am immediately opposed, as this would have caused more noise for neighboring residents. As these equipment must treat large volumes of water, they must be located as close as possible to the mechanical room.

5) If it is not POSSIBLE to locate inside, can it not be located elsewhere on the site, where it would cause less nuisance to residential neighbours?

Réponse du directeur d'usine : The new equipment will be used to treat a large quantity of water. They must be located as close as possible to the mechanical room. Please note that the new equipment is quieter than what is currently in use by almost 4 dB.

5.1) Please clarify if this means that this new equipment will reduce overall noise emissions outside (i.e) for neighbours) by 4Db from existing condition outside.

Réponse du directeur d'usine : Yes, new equipment will reduce noise emissions outside compare to the existing ones by around 4 dB.

6) Cost or operational efficiency of the factory do not justify adding to nuisance impacts on neighbouring residential properties.

Réponse du directeur d'usine : Unfortunately for us, the energy costs will be significantly higher. But risk reduction is essential for Lactalis.

7) What are the noise and other nuisances for neighbouring residents associated with this industrial equipment being outside (contrary to by-law requirements)?

Réponse du directeur d'usine : Lactalis must comply with ordinance 2 for noise.

Réponse de la Division d'urbanisme : Lorsque la demande de permis de transformation pour les travaux de réduction du risque industriel sera déposée à la Division des permis (travaux essentiellement à l'intérieur du bâtiment à l'exception des équipements mécaniques cités à l'article 16), les plans seront analysés également par la Division de l'urbanisme selon les

objectifs et les critères prévus dans la résolution PP-126 et approuvés par le Conseil d'arrondissement.

Ainsi les études acoustiques, jointes à la demande de permis, devront démontrer le respect des niveaux sonores mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants tels que prévus au règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3. Si l'étude montre que les niveaux de bruit sont trop élevés, celle-ci devra proposer les mesures de mitigation prévues afin de respecter ledit règlement.

Le permis de transformation ne sera délivré que si le niveau sonore des équipements mécaniques estimé respecte le Règlement sur le bruit.

8) What mitigation measures are proposed, and how will compliance be assured given non-compliance of factory with previous municipal requirements? See "Sommaire Décisionnel" document.

Réponse du directeur d'usine : Lactalis will extend the acoustic wall to the east in order to comply with order 2 following the erection of the Bellevue apartments.

Réponse de la Division d'urbanisme : Les études acoustiques qui seront réalisées lors de la demande de permis devront proposer des mesures de mitigation. Le prolongement de l'écran acoustique et visuel en est une mais il pourrait en avoir d'autres, dépendamment des résultats de l'étude acoustique.

9) How will any mitigation measures relating to planting vegetation have an impact in short and medium term, given time required for vegetation growth?

Réponse du directeur d'usine : Unfortunately some plantations did not survive and they will have to replace them considering the mature plants that are now in place.

9.1) If mitigation measures depend on mature vegetation, what will be in place in initial period when newly planted is still small? Is it possible to plant larger evergreen vegetation, so that sound mitigation will be preserved from fall to spring when deciduous vegetation has nos leaves?

Réponse du directeur d'usine : If you are referring to noise mitigation. Unfortunately vegetation has no impact. Vegetation is required to improve the look and at the same time reduce heat islands.

Réponse de la Division d'urbanisme : Dans les études acoustiques qui ont déjà été réalisées, la plantation d'arbres n'était pas proposée comme mesure de mitigation du bruit.

<u>Questions citoyen 3 - 8 septembre 2021</u>
PAR FORMULAIRE WEB
Emily Villeneuve

Réponse division urbanisme : Mme Cahour a contacté Mme Villeneuve par téléphone. Mme Villeneuve souhaitait comprendre l'objectif du PP-126 et les enjeux de sécurité publique. Le lien vers le site des Matières dangereuses ainsi que le lien vers la consultation publique a été envoyé par courriel.

Questions citoyen 4 - 8 septembre 2021
PAR FORMULAIRE WEB
Noam Schnitzer

Having learned that the plan located on St. Jacques street immediately adjacent to Montreal-Wests the most dangerous of its kind, I have the following questions / comments

1. Given the level of risk associated to ammonia based refrigeration systems, what assessments have been performed to determine that such risks are acceptable give the context of your operations and their proximity to residential neighbourhoods and areas of high circulation. Such assessments and their conclusions should be provided to all in the affected area so as to better understand how decisions have been and will be made in this regard

Réponse Centre de sécurité civile : In order to assess the risks, Lactalis submitted various documents to the Civil Security Center. These documents will make it possible to determine the impact zone in the event of a major accident and also the probability of occurrence associated . Citizens will be informed in due time.

2. Is the effort to modify the current refrigeration system the result of an independent audit on the status of this system or as a result of an insurance inspection

Réponse directeur d'usine : It is the result of an continuous improvement check of our parent company.

3. Due to the apparent need to modify the system, what efforts have been made to assess the viability of its complete replacement with one that does not require ammonia and how has it been rationalized to proceed in the manner being proposed.

Réponse directeur d'usine : I allow myself to make an analogy with a car. Repairing a car; we are not obligated to buy a new car in our judgment when a repair to the current will be safe to carry out; nor must we go from driving our current car to buying and driving a new pickup truck .

4. Reducing the affected area from 1.8km to 450m does not remove the risk for those within the smaller radius and as such, what measures will be put in place to mitigate the possibility of an event that would expose every person in the affected area to grave harm.

Réponse directeur d'usine : Nous mettrons tout en œuvre pour éviter les accidents (maintenance préventive des équipements, maitrise des opérations), le Plan de mesures d'urgence. les simulations d'accident tel que requis par le règlement fédéral en collaboration avec le CSC lors des tests annuels de sensibilisation de la population sur les mesures à prendre en cas d'accident majeur suite au déclenchement de la sirène d'alerte.

5. How can it be rationalized to invest further money in a system that maintains the risk to all who are adjacent to the site. Over and above the hazards in question, operations as this location have reduced and continue to reduce the quality of life me and my neighbours in a manner completely contradictory to residential life. Trucking, machinery operations, loudspeaker direction of facility work at unacceptable hours among others should be considered in addition

Réponse Division Urbanisme : Les travaux autorisés dans le PP-126 ne visent pas à augmenter la production de l'usine.
De plus, lors de la demande de permis pour l'installation des équipements mécaniques, des études acoustiques seront exigées. Celle-ci devront démontrer le respect des niveaux sonores mesurés ou estimés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments résidentiels avoisinants tels que prévus au règlement

sur le bruit R.R.V.M., c.B-3. Si l'étude montre que les niveaux de bruit sont trop élevés, celle-ci devra proposer les mesures de mitigation prévues afin de respecter ledit règlement. Le permis ne sera délivré que si le niveau sonore estimé respecte le Règlement sur le bruit.
Réponse directeur d'usine : Lactalis have the firm intention of respecting the standards in place.

6. How was the location for the equipment chosen and what additional impacts to our peaceful enjoyment of our residential properties should be expected such a diesel fumes for the generator proposed, its run times, the noise being generated by the cooling tower etc…
Réponse directeur d'usine : The location of the equipment is the same as the existing ones. They have to be close to the mechanical room. The generator chosen is quiet one. It will run only during Hydro Quebec power failure, and one hour per month.The cooling towers will generate less noise that the existing equipment. Around 4dB less.

7. The presence of the Eventide Building along St. Jacques, while dilapidated, exists as a visual barrier and as a mitigation to the noise and light pollution emanating from the plant site. It creates a transition from the size of the facility to the scale of the houses along Avon and elsewhere in Montreal-West. Has the impact of its removal been considered in this manner and why has no attempt been made to create another barrier so as to further reduce the impact of this plant.
Réponse directeur d'usine : A green space will be installed instead of a building to create a visual barrier. The analyzes show that the demolition of the building has no significant impact on the propagation of noise.
Réponse Division urbanisme : un aménagement paysager est prévu à l'emplacement du bâtiment démoli. Lors de la demande de permis d'aménagement paysager, la plantation d'arbres à grand déploiement, la création de milieux naturels connectés et l'aménagement de lieux de détente conviviaux seront favorisés et l'aménagement paysager proposé devra apporter une contribution positive au paysage de la rue et offrir au voisinage un interface de qualité entre l'usine et le domaine public.

8. Regardless of the territory line, has any attempt been made to discuss the proposals with Montreal-West and the town council prior to submitting the request for zoning amendments. Currently, the entirety of our town is in the affected zone. With the proposed changes, half the town would remain at grave risk.

In addition to the above, it should be stated that under no circumstance should any amendments to the zoning be approved that allows the continued use of life threatening systems in proximity to people's homes or that further support the increase of manufacturing capacity where such operations have gone far beyond would could be accepted in this location.

Due to the nature of the risk, it is absolutely essential that the safety commission for the island of Montreal be involved in this process and in the assessment of what is being proposed by Lactalis.
Réponse Division urbanisme : Le Centre de sécurité civile est en discussion avec Lactalis pour son projet de réduction du risque de l'usine. Les analyses des études de diminution du risque industriel sont en cours d'analyse par le Centre de sécurité civile de la Ville de Montréal. Les citoyens seront informés en temps voulu.
Réponse directeur d'usine : None of the proposed works increase the capacity of the plant. The sole objective of Lactalis is to reduce the risk for the population and its employees.

Questions citoyen 5 - 8 septembre 2021
PAR FORMULAIRE WEB
Rob Piccioni

1) How does these mechanical equipment's reduce the risk of the refrigeration system ? What is the industrial risk in question ?

Réponse directeur d'usine : Les équipements présents traitent de l'ammoniac. Nous voulons les remplacer par des tours d'eau qui ne traiteront que de l'eau. Les échanges ammoniac/eau se feront à l'intérieur de la salle technique. Nous éliminerons donc l'ammoniac de la cour.
Voir le lien https://montreal.ca/sujets/matieres-dangereuses

2) Do these equipment's pose a risk in themselves ? Are they using hazardous ammonia-based systems ? Do they increase the industrial risk for my property and other Montreal-west residents ?
Réponse directeur d'usine : Non, le risque sera diminué. Voir réponse question 1.

3) What does the current zoning by-law say regarding this type of mechanical equipment's being placed outside of the building ?
Réponse Division Urbanisme : Le règlement d'urbanisme 01-276 n'interdit pas les équipements mécaniques pour cette propriété mais le R.V.M 00-091 qui s'applique actuellement sur la propriété n'autorise pas les équipements mécaniques à l'extérieur (art 5). Le PP-16 prévoit de déroger à cette interdiction pour permettre la réalisation des travaux nécessaires à la diminution des risques industriels.

4) Will these equipment's be operating on a constant basis or on a temporary basis, as back-up equipment's in case of a problem with the refrigeration system ? What's their function ?
Réponse directeur d'usine : Les tours d'eau fonctionneront à la même fréquence que les équipements présentement en place. Par contre la génératrice ne fonctionnera qu' en cas de panne électrique.

5) What quantity of noise will they be producing ? How does that compare to the noise made by the thermoregulation equipment's (condensers) already in place ?
Réponse directeur d'usine : Il y aura une réduction de 4 dB environ

6) What is the current regulation and decibel threshold applying to the noise made by this type of equipment ?
Réponse Division Urbanisme : Les équipements mécaniques autorisés à l'extérieur devront respecter les niveaux sonores prévus au Règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3. Le niveau sonore maximum autorisé par le règlement est 38 dBA la nuit (fenêtres ouvertes).

7) Has Lactalis been mandated by some entity (insurance company, safety inspector, fire department etc) to make changes to their current operating system? Why is Lactalis overhauling their equipment as presented in your document?
Réponse directeur d'usine : Suite à une vérification d'amélioration continue de notre maison mère.

8) Has Lactalis ever explored the opportunity to convert this property to residential, sell and move their production facility to a more industrial friendly environment……one of which does not put the lives of a densely concentrated residential community at risk?
Réponse directeur d'usine : L'usine est sur place depuis presque 100 ans. Et les coûts de son déménagement sont énormes.

9) What will power the generator (diesel?) and what emissions will the generator produce? At what intervals will the generator be started and for how long (daily, weekly for an hour)? Can you provide the make and model of the generator being installed please?
Réponse directeur d'usine : La génératrice fonctionnera au diesel et ne fonctionnera qu'en cas de coupure de courant d'Hydro Québec

10) The generator and water towers are placed as close as possible to a residential zone on your large industrial propert. Can you please consider placing them in another area further removed from residences as to mitigate the air and noise pollution emitted?
Réponse directeur d'usine : Les équipements doivent absolument être localisés près de la salle mécanique pour des raisons techniques.

11) Has Lactalis done acoustic testing at its current site to ensure norms are respected and no further noise pollution happens?

Réponse directeur d'usine : As requested by city regulations, Lactalis had the proposed changes modeled in order to predict their impact and ensure compliance with noise standards.

Questions citoyen 6 - 8 septembre 2021

PAR FORMULAIRE WEB

Paul Desjardins

Hello, as a resident living in Montreal West on Brock Avenue South where my backyard is directly behind your lot, it is very concerning and worrysome that you are installing water towers and and a generator as close as possible to the residents homes of Montreal West (including mine and many others).

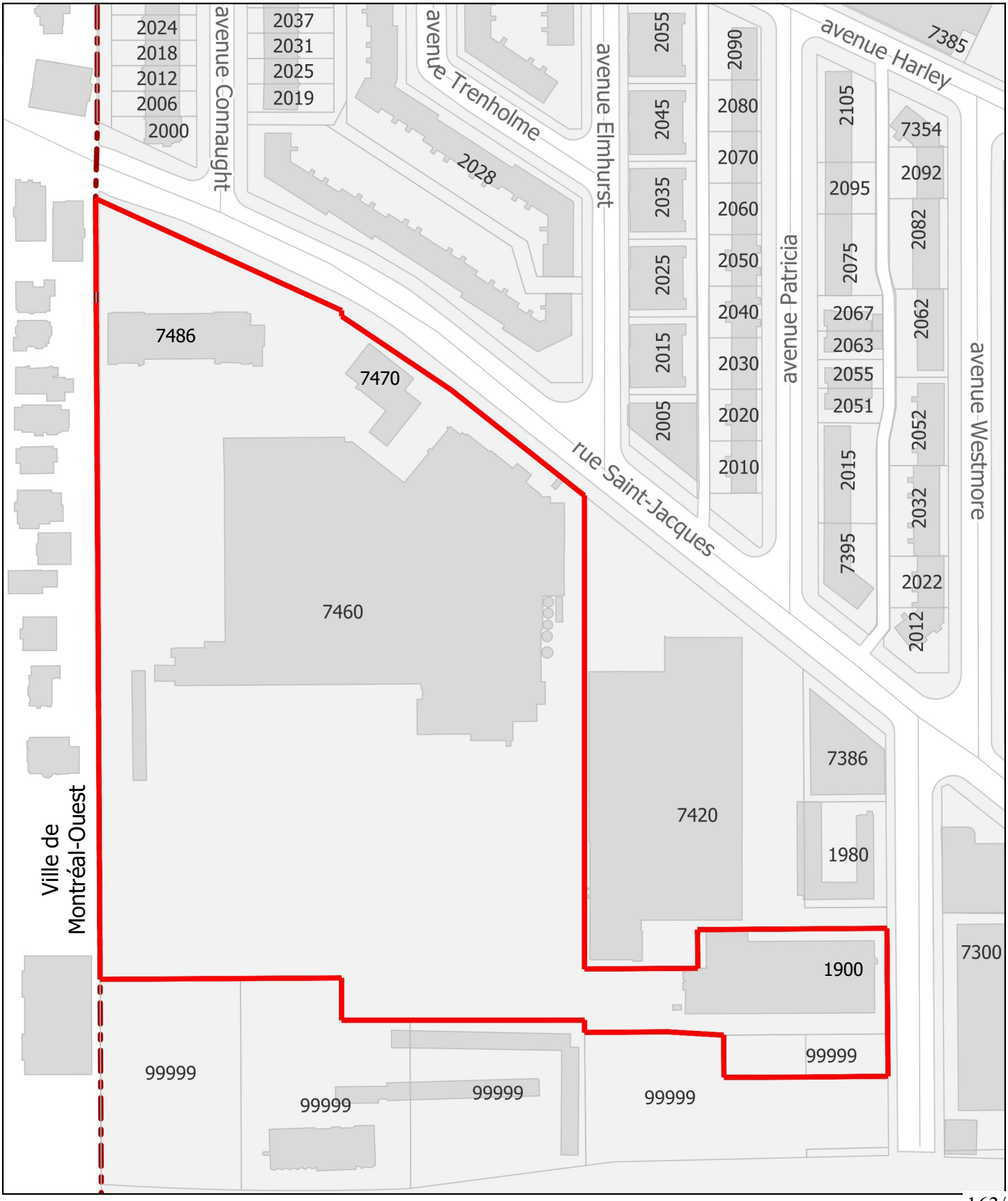
1) **While this entire facility shouldn't be located in a residential neighborhood, can you not at least install the water towers and generator completely at the other end of your lot where there are other industrial types of businesses are located as opposed to right up against the homes on Brock Avenue South in Montreal West? There are health risks and noise pollution associated with this project and the end result of it. It should not be located in a residential neighborhood.**

Réponse directeur d'usine : L'usine est sur place depuis presque 100 ans. Et malheureusement les équipements mécaniques doivent être situés près de la salle mécanique pour des raisons techniques. Les nouvelles tours d'eau ne traiteront que de l'eau et elles seront environ 4dB plus silencieuse que les équipements présents actuellement. La génératrice ne fonctionnera que lors de pannes d'Hydro Québec.

Réponse Division Urbanisme : Les équipements mécaniques autorisés à l'extérieur devront respecter les niveaux sonores prévus au Règlement sur le bruit R.R.V.M., c.B-3.

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1213558002



AVENUE WESTMORE
3 324 968

RUE SAINT-JACQUES
3 321 004

3 320 478
3 320 479
3 320 484
3 320 483
S:3 539,2 m² (m)
S:3 536,9 m² (c)
3 320 482
S:19 478,0 m² (m)
S:19 489,9 m² (c)
3 320 477
S:22 797,8 m² (m)
S:22 928,6 m² (c)
3 802 493 S:225,3 m²
3 802 494 S:225,3 m²
3 802 489 S:225,3 m²
3 802 490 S:225,3 m²
3 802 495
3 802 496
3 802 491
3 802 492
3 802 488
3 320 480
6 220 807
6 220 806
6 220 805
1 292 435
1 292 437
1 292 111
1 292 436
1 292 112
1 292 113
1 292 114
1 292 115
1 292 116
1 292 117
1 292 118
1 292 119
1 292 120
1 292 207
4 982 304
4 982 303
6 016 730
5 818 761
PC-37499

BÂTIMENT BRIQUE 4 ÉTAGES
MOTEL BRIQUE 2 ÉTAGES
BÂTIMENT BRIQUE & MÉTAL 1 ÉTAGE
BÂTIMENT BRIQUE 1 ÉTAGE
BÂTIMENT MÉTAL 3 ÉTAGES
MÉTAL 2 ÉTAGES
BÂTIMENT INDUSTRIEL BRIQUE, DRDH & MÉTAL 2 ÉTAGES
BRIQUE 2 ÉTAGES
BRIQUE / 1 ÉTAGE
BRIQUE & BÉTON 2 ÉTAGES
BRIQUE & MÉTAL 1 ÉTAGE
1 ÉTAGE MÉTAL
1 ÉTAGE SUR PILOTIS
BÂTIMENT BRIQUE 1 ÉTAGE

TROTTOIR
ASPHALTE
BÉTON
GAZON
ALLÉE ASPHALTÉE
STATIONNEMENT
STATIONNEMENT ASPHALTE
BASE DE BÉTON
QUAIS DE CHARGEMENT
QUAI DE CHARGEMENT 16,16
RÉSERVOIRS
TRAVAUX D'EXCAVATION
CONTENEUR
ANTENNE
PORTIQUE DE SÉCURITÉ
BARRIÈRE
ENSEIGNE
BOÎTE AUX LETTRES
CLÔTURE
MUR DE BÉTON
MUR MÉTAL
SYSTÈME DE THERMO-RÉGULATION
VENT. SYST. D'ÉVAP.
Servitude No 982 069
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (ARR.: CÔTE-DES-NEIGES / NOTRE-DAME-DE-GRÂCE)
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL OUEST
REM.
BPA. ET/OU REM. À BOIS
FALAISE SAINT-JACQUES

LÉGENDE

- ENTRÉE DE GAZ
- REGARD
- REGARD ÉLECTRIQUE
- REGARD D'AQUEDUC
- PUISARD
- BORNE-FONTAINE
- VANNE
- HAUBAN
- POTEAU
- FEU DE CIRCULATION
- LAMPADAIRE
- LUMINAIRE
- BUTOIR
- POUBELLE
- ENSEIGNE
- LIMITE DE LOT
- LIMITE DE LOT BORNANT
- FILS ADRIENS
- CLÔTURE
- LIMITE DE BOISÉ
- MESURÉ (m)
- CADASTRE (c)
- MARGE DE LA FALAISE (5,0m)
- FALAISE SAINT-JACQUES

NOTES

- CERTAINS DÉTAILS EXISTANTS POURRAIENT NE PAS APPARAITRE SUR CE PLAN À CAUSE DES CONDITIONS D'ENNEIGEMENT À LA DATE DU RELEVÉ.
- CE PLAN ET LE RAPPORT FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CERTIFICAT DE LOCALISATION QUI A ÉTÉ PRÉPARÉ À LA DEMANDE DE PANNALAT CANADA INC. POUR DES FINS DE VENTE ET/OU DE FINANCEMENT ET NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À D'AUTRES FINS SANS UNE AUTORISATION ÉCRITE DE L'ARPENTEUR-GÉOMÈTRE SOUSSIGNÉ.
- LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES (SI).
- SUJET À UNE VÉRIFICATION NOTARIALE DES TITRES ET DES SERVITUDES.
- LES MARGES DE RECUL INDIQUÉES SUR CE PLAN ONT ÉTÉ MESURÉES AU REVÊTEMENT.
- DATE DES RECHERCHES: 8 AVRIL 2019
- LOTS: 3 320 477, 3 320 482, 3 320 483, 3 802 489, 3 802 490, 3 802 493 ET 3 802 494.

ARSENAULT
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
depuis 1964
arsenaultag.ca 514.489.9708
3285, boul. Cavendish, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9

PLAN ACCOMPAGNANT
UN
CERTIFICAT DE LOCALISATION

préparé par
JEAN-LOUIS OHÉNARO A-G

lot(s)	VOIR NOTES
cadastre	DU QUÉBEC
circ. fonc.	MONTRÉAL
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL (ARR. CÔTE-DES-NEIGES / NOTRE-DAME-DE-GRÂCE)
échelle	1 : 400
minute	10013
Travail exécuté sur le terrain le 5, 6 ET 12 FÉVRIER 2019	dossier 2018-10-03
MONTRÉAL, LE 10 AVRIL 2019	plan I 49716

caisir conforme à l'original
date .....
A-G

01.DWG

Annexe B

Sommaire
1213558002

LÉGENDE

FALAISE ST-JACQUES (LIMITE FOURNIE PAR CDN/NDG)

LIMITE DU BOIS (LIMITE FOURNIE PAR CDN/NDG)

FALAISE ST-JACQUES (D'APRÈS ARPENTEUR)

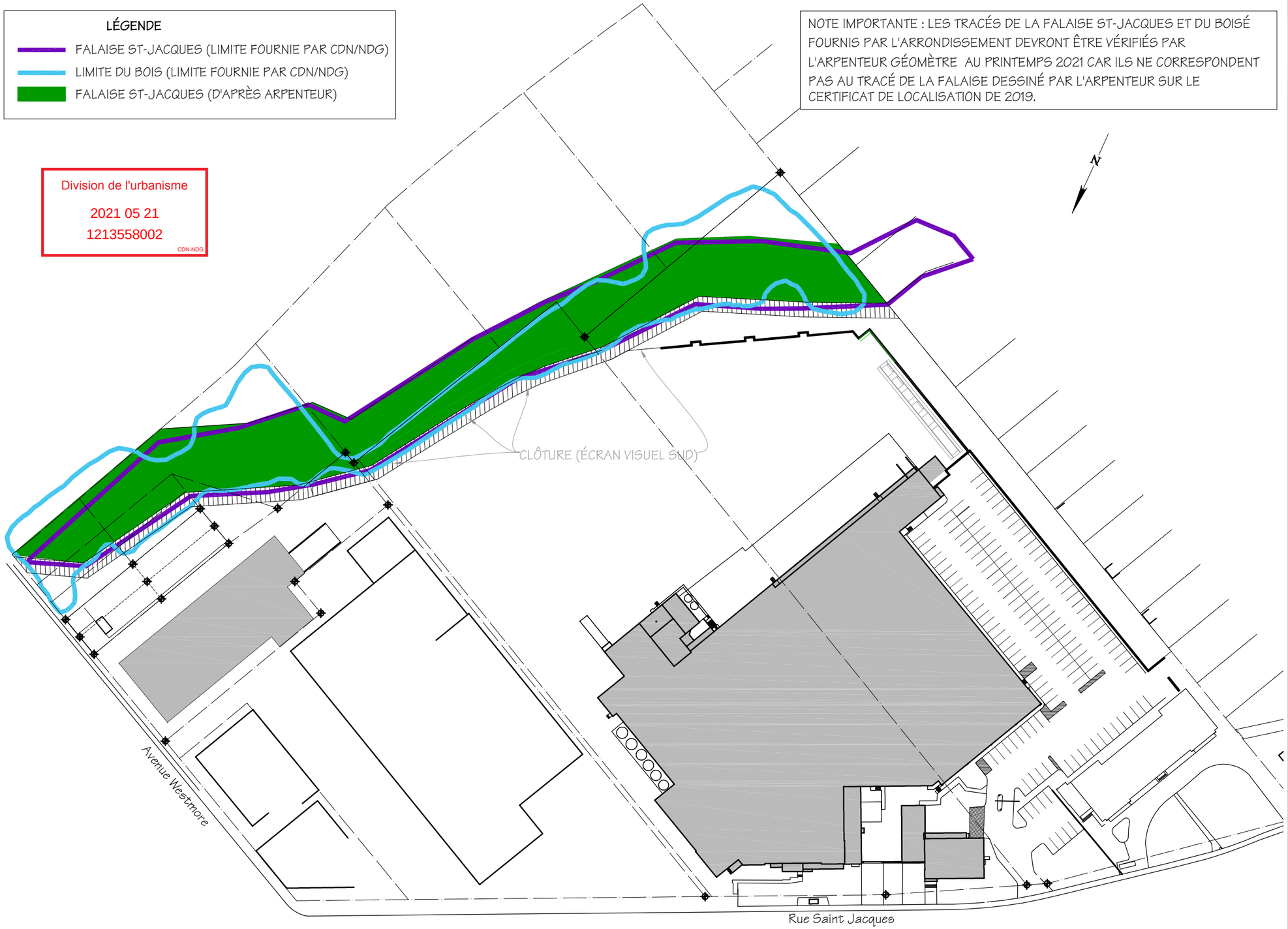
NOTE IMPORTANTE : LES TRACÉS DE LA FALAISE ST-JACQUES ET DU BOISÉ FOURNIS PAR L'ARRONDISSEMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR L'ARPENTEUR GÉOMÈTRE AU PRINTEMPS 2021 CAR ILS NE CORRESPONDENT PAS AU TRACÉ DE LA FALAISE DESSINÉ PAR L'ARPENTEUR SUR LE CERTIFICAT DE LOCALISATION DE 2019.

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	24nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

FALAISE ST-JACQUES ET LIMITE DU BOIS

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A00
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mee+U13 (2020)\P13-070pe\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

LÉGENDE

FALAISE ST-JACQUES

BANDE DE 5 MÈTRES

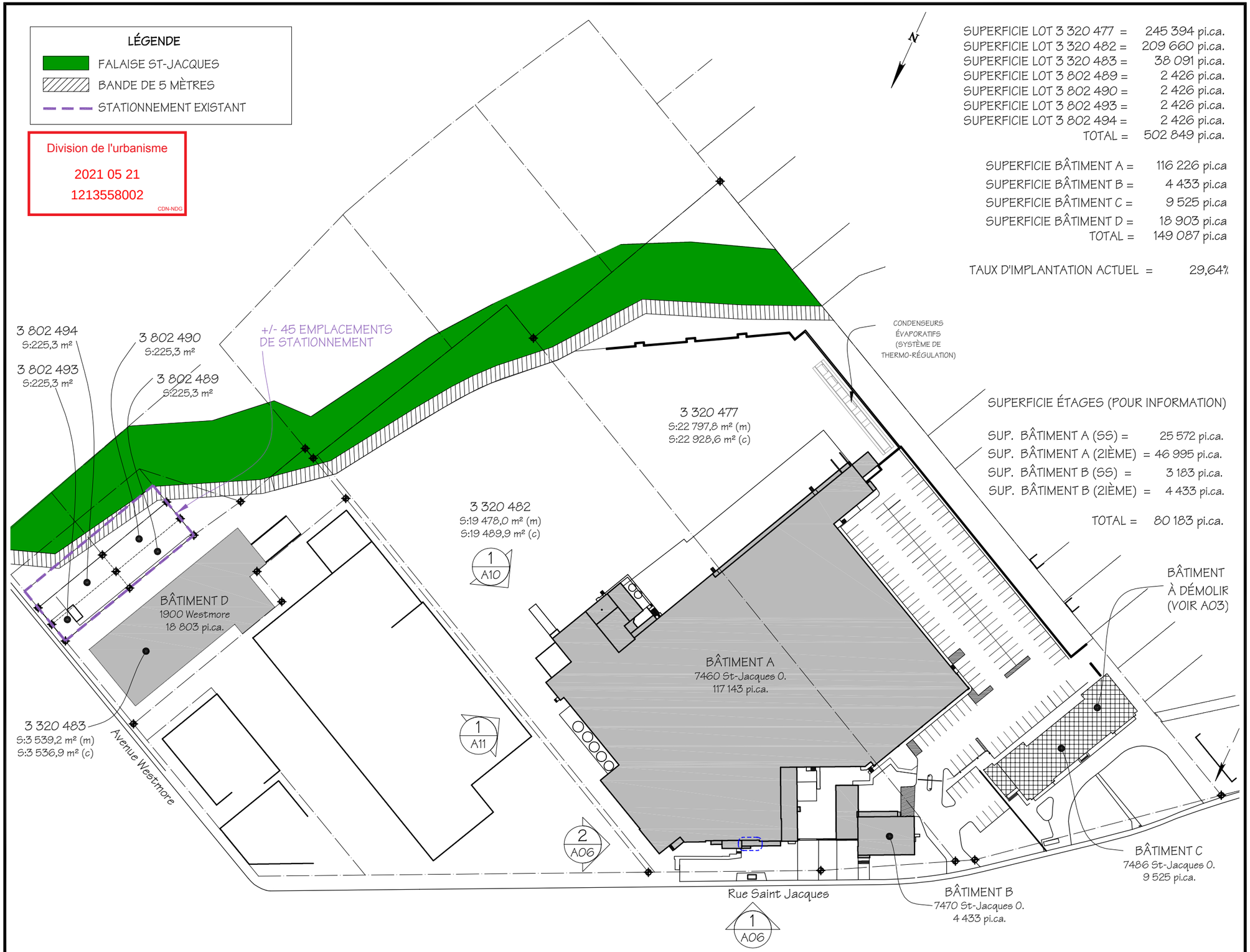
STATIONNEMENT EXISTANT

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



SUPERFICIE LOT 3 320 477 =	245 394 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 320 482 =	209 660 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 320 483 =	38 091 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 489 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 490 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 493 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 494 =	2 426 pi.ca.
TOTAL =	502 849 pi.ca.

SUPERFICIE BÂTIMENT A =	116 226 pi.ca
SUPERFICIE BÂTIMENT B =	4 433 pi.ca
SUPERFICIE BÂTIMENT C =	9 525 pi.ca
SUPERFICIE BÂTIMENT D =	18 903 pi.ca
TOTAL =	149 087 pi.ca

TAUX D'IMPLANTATION ACTUEL = 29,64%

SUPERFICIE ÉTAGES (POUR INFORMATION)

SUP. BÂTIMENT A (SS) =	25 572 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT A (2IÈME) =	46 995 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT B (SS) =	3 183 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT B (2IÈME) =	4 433 pi.ca.
TOTAL =	80 183 pi.ca.

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE

1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9

TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	24nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A01
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

LÉGENDE

FALAISE ST-JACQUES

BANDE DE 5 MÈTRES

CLÔTURE (ÉCRAN ACOUSTIQUE SUD)

Division de l'urbanisme

2021 09 02

1213558002

CDN-NDG

SUPERFICIE LOT 3 320 477 =	245 394 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 320 482 =	209 660 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 320 483 =	38 091 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 489 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 490 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 493 =	2 426 pi.ca.
SUPERFICIE LOT 3 802 494 =	2 426 pi.ca.
TOTAL =	502 849 pi.ca.

SUPERFICIE BÂTIMENT A =	116 226 pi.ca.
EXTENSION BÂTIMENT A (QUAI) =	6 397 pi.ca.
EXTENSION BÂTIMENT A (ISSUE) =	112 pi.ca.
EXTENSION BÂTIMENT A (MEC.)	931 pi.ca.
SUPERFICIE BÂTIMENT B =	4 433 pi.ca.
SUPERFICIE BÂTIMENT D =	18 903 pi.ca.
TOTAL =	147 002 pi.ca.
TAUX D'IMPLANTATION PROPOSÉ =	29,23 %

3 802 494
S:225,3 m²

3 802 493
S:225,3 m²

3 802 490
S:225,3 m²

3 802 489
S:225,3 m²

NOUVEAU STATIONNEMENT PROPOSÉ (VOIR A13)
901.2 m²

3 320 477
S:22 797,8 m² (m)
S:22 928,6 m² (c)

3 320 482
S:19 478,0 m² (m)
S:19 489,9 m² (c)

2 A10

158'-3 1/8"

3'-5 3/8"

BÂTIMENT D
1900 Westmore
18 803 pi.ca.

AGRANDISSEMENT PROPOSÉ
+/-6 397 pi.ca.

91'-11 5/8"

2 A11

BÂTIMENT A
7460 St-Jacques O.
117 143 pi.ca.

3 320 483
S:3 539,2 m² (m)
S:3 536,9 m² (c)

Avenue Westmore

2 A07

AGRANDISSEMENT PROPOSÉ
+/-112 pi.ca.

1 A07

Rue Saint Jacques

BÂTIMENT B
7470 St-Jacques O.
4 433 pi.ca.

GÉNÉRATRICE PROPOSÉE
(VOIR PAGE A16)

FUTURES TOURS D'EAU
(VOIR PAGE A16)

AGRANDISSEMENT PROPOSÉ
+/- 931 pi.ca. (VOIR A11B)

SUPERFICIE ÉTAGES (POUR INFORMATION)

SUP. BÂTIMENT A (SS) =	25 572 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT A (2IÈME) =	46 995 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT B (SS) =	3 183 pi.ca.
SUP. BÂTIMENT B (2IÈME) =	4 433 pi.ca.
TOTAL =	80 183 pi.ca.

PARC PROPOSÉ
(VOIR A04)

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
7	2 sept. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
6	23 août 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
5	6 juil. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	24 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A02
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Propositon Facades

Annexe C

Sommaire
1213558002

LÉGENDE 1

FALAISE ST-JACQUES

BANDE DE 5 MÈTRES

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG

N

LÉGENDE 2

CIRCULATION À DOUBLE SENS

CIRCULATION À SENS UNIQUE

CIRCULATION MARCHE ARRIÈRE

CHARGEMENT DES REMORQUES

EN ATTENTE DE DÉPART

REMORQUES VIDES EN ATTENTE

NOTE : CE PLAN EST FOURNI POUR INFORMATION, AUCUN CHANGEMENT N'EST PRÉVU POUR L'AIRE DES QUAIS DE CHARGEMENT, L'AIRE D'ATTENTE ET DE CIRCULATION, DES CAMIONS ET REMORQUES VIDES.

NOTE : LA CIRCULATION DE TOUT LES VÉHICULES EST CONSTANTE ET SURVEILLÉES 24 HEURES SUR 24

AIRE D'ATTENTE

TYPIQUE

AIRE DE CHARGEMENT (21 QUAIS) VOIR NOTE)

RÉCEPTION DU LAIT (7 QUAIS EXISTANTS) (4 QUAIS POUR LA RÉCEPTION DU LAIT)

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE

1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9

TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	24nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

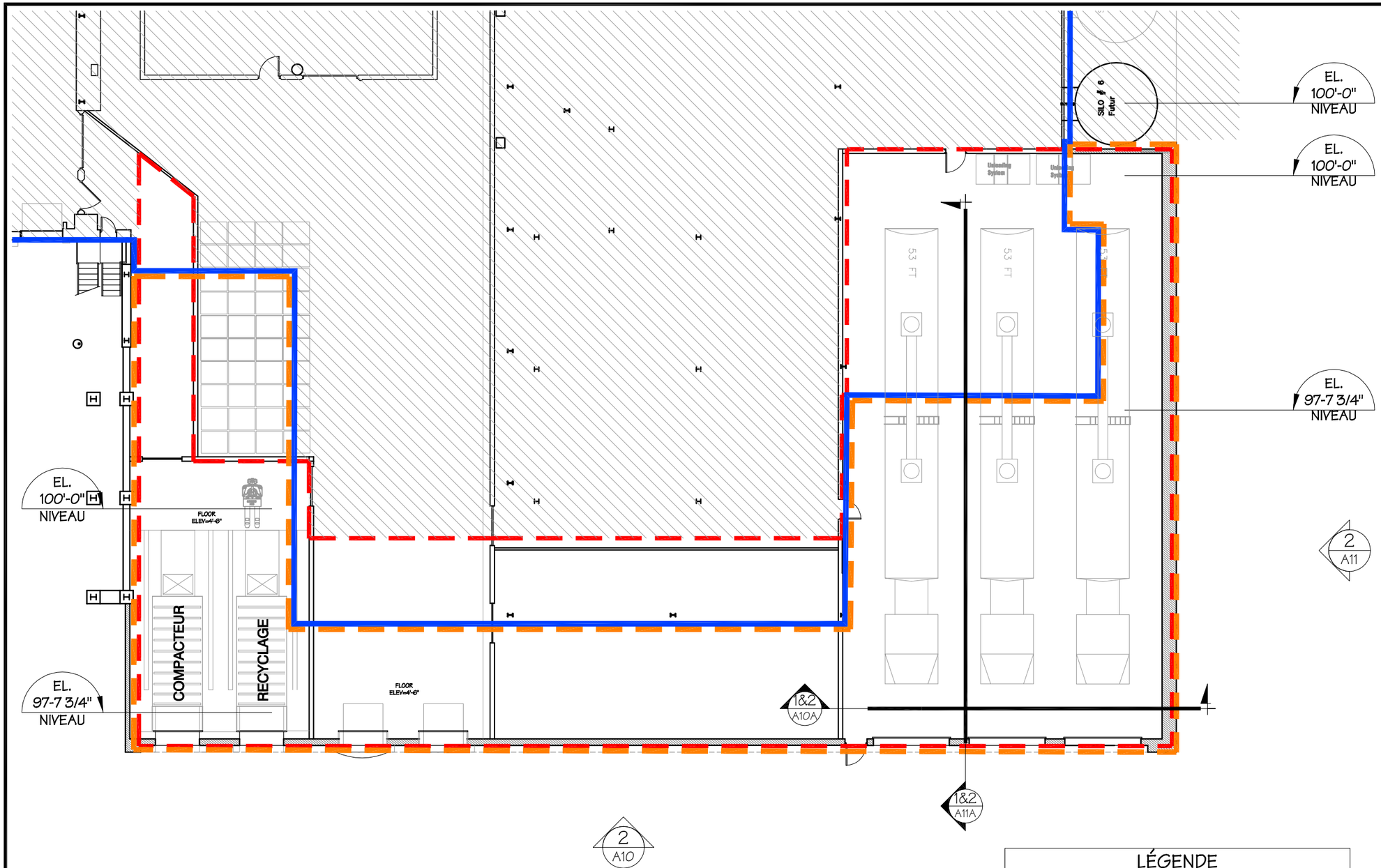
DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

AIRES DE CHARGEMENT & CIRCULATION DES CAMIONS

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A09
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mes+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG

LÉGENDE

- ZONE SANS INTERVENTION
- BÂTIMENT EXISTANT
- EXTENSION PROPOSÉE
- ZONE A2 D'INTERVENTION (INTÉRIEUR)

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE

1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9

TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

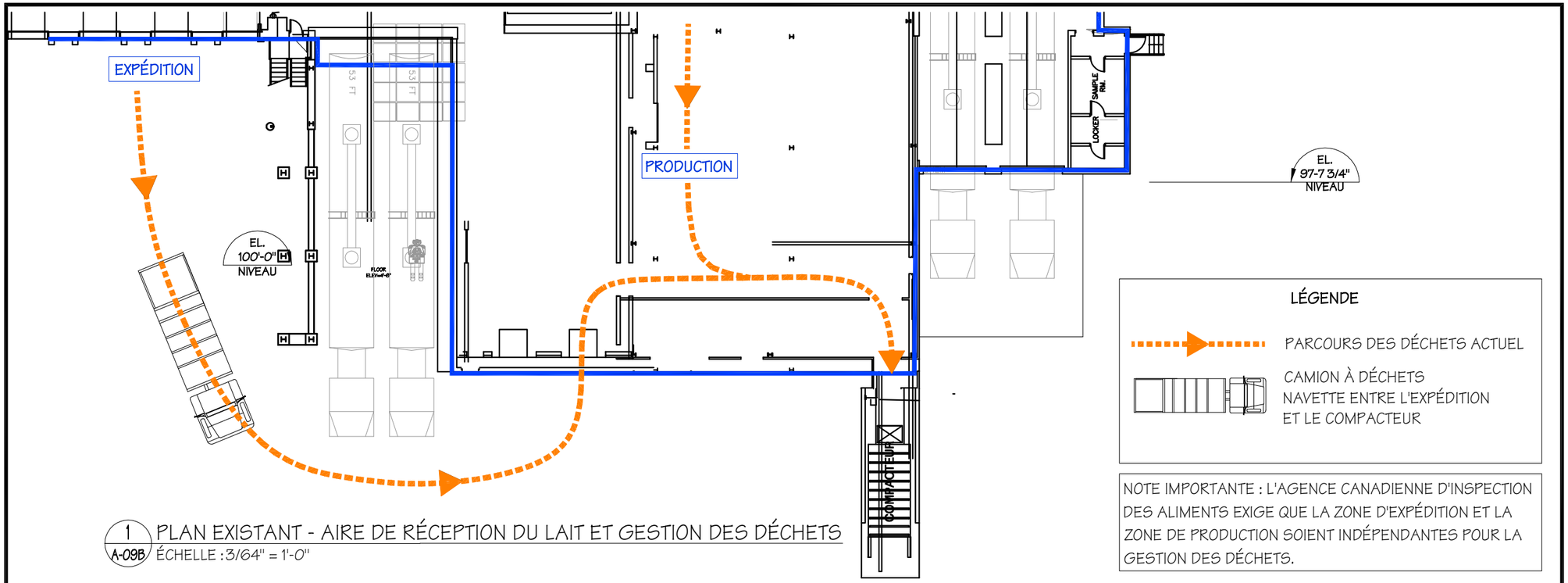
DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

AGRANDISSEMENT DE LA RÉCEPTION DU LAIT PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"	DES. No: A09A
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



1 A-09B — PLAN EXISTANT - AIRE DE RÉCEPTION DU LAIT ET GESTION DES DÉCHETS

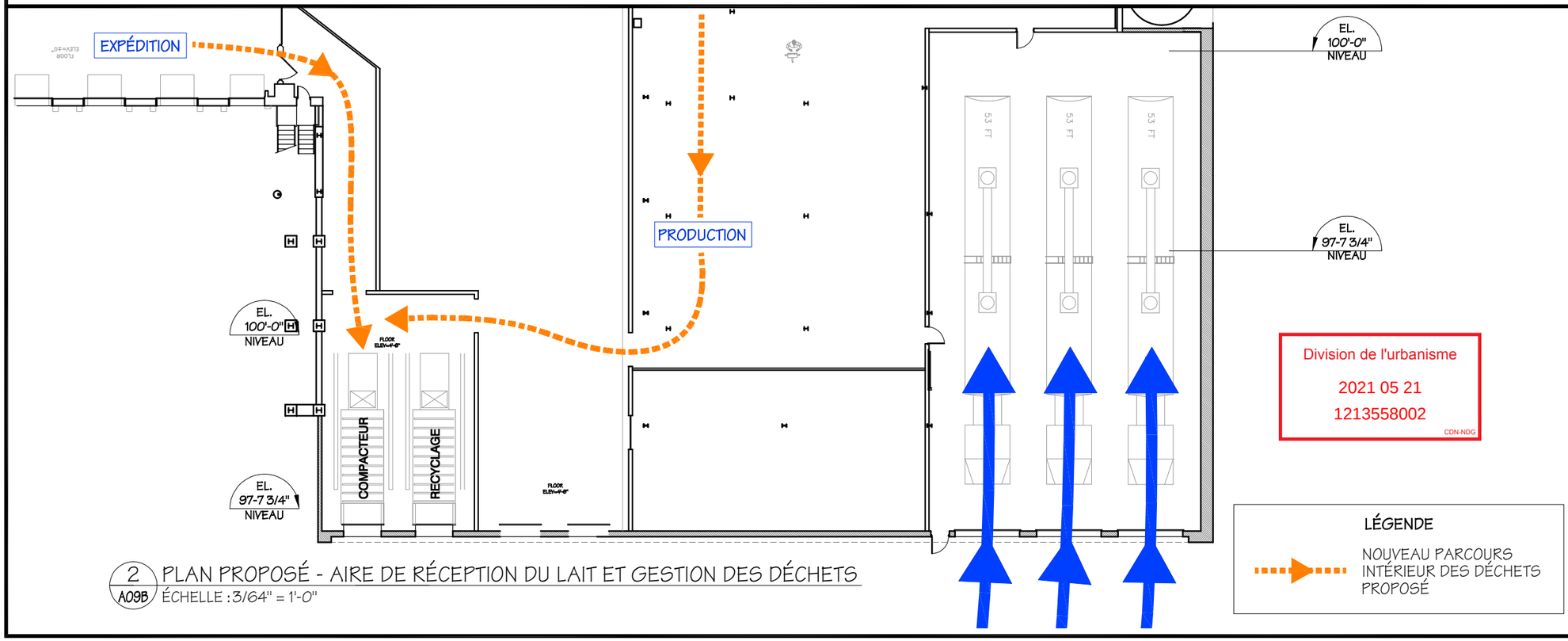
ÉCHELLE : 3/64" = 1'-0"

LÉGENDE

PARCOURS DES DÉCHETS ACTUEL

CAMION À DÉCHETS
NAVETTE ENTRE L'EXPÉDITION
ET LE COMPACTEUR

NOTE IMPORTANTE : L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS EXIGE QUE LA ZONE D'EXPÉDITION ET LA ZONE DE PRODUCTION SOIENT INDÉPENDANTES POUR LA GESTION DES DÉCHETS.



2 A09B — PLAN PROPOSÉ - AIRE DE RÉCEPTION DU LAIT ET GESTION DES DÉCHETS

ÉCHELLE : 3/64" = 1'-0"

Division de l'urbanisme
2021 05 21
1213558002
CDN-NDG

LÉGENDE

NOUVEAU PARCOURS INTÉRIEUR DES DÉCHETS PROPOSÉ

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
5	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
4	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
3	22 jan. 21	Émis pour DISCUSSION	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

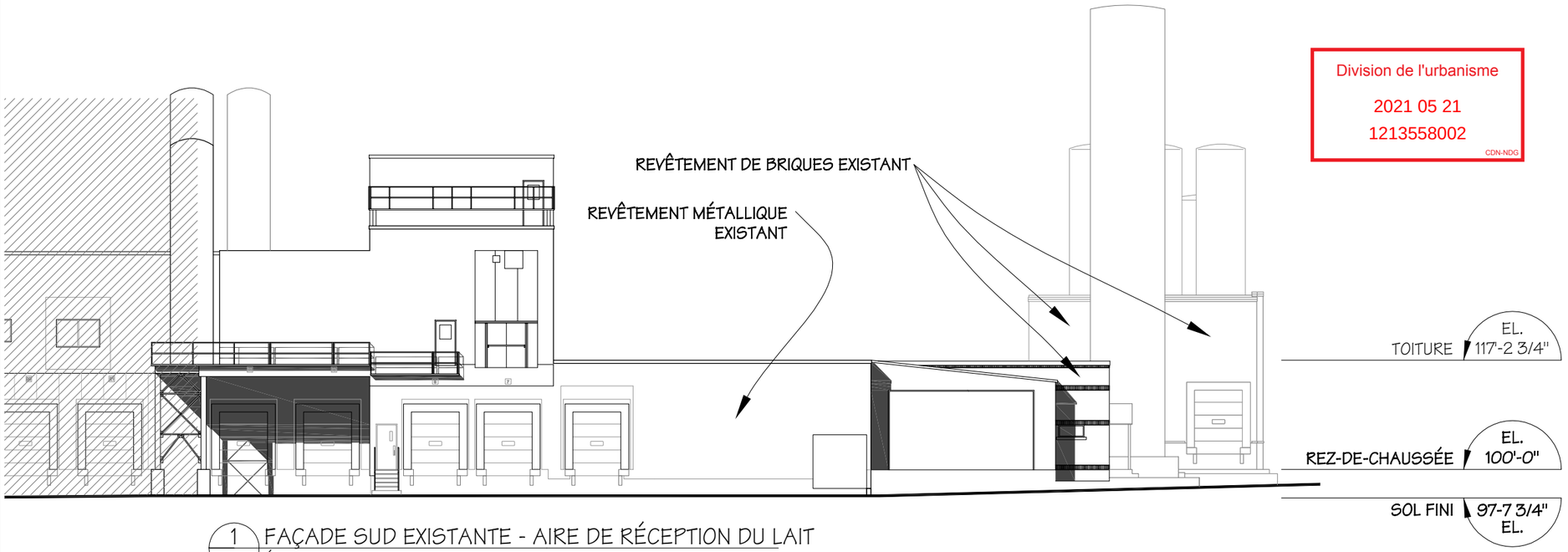
DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

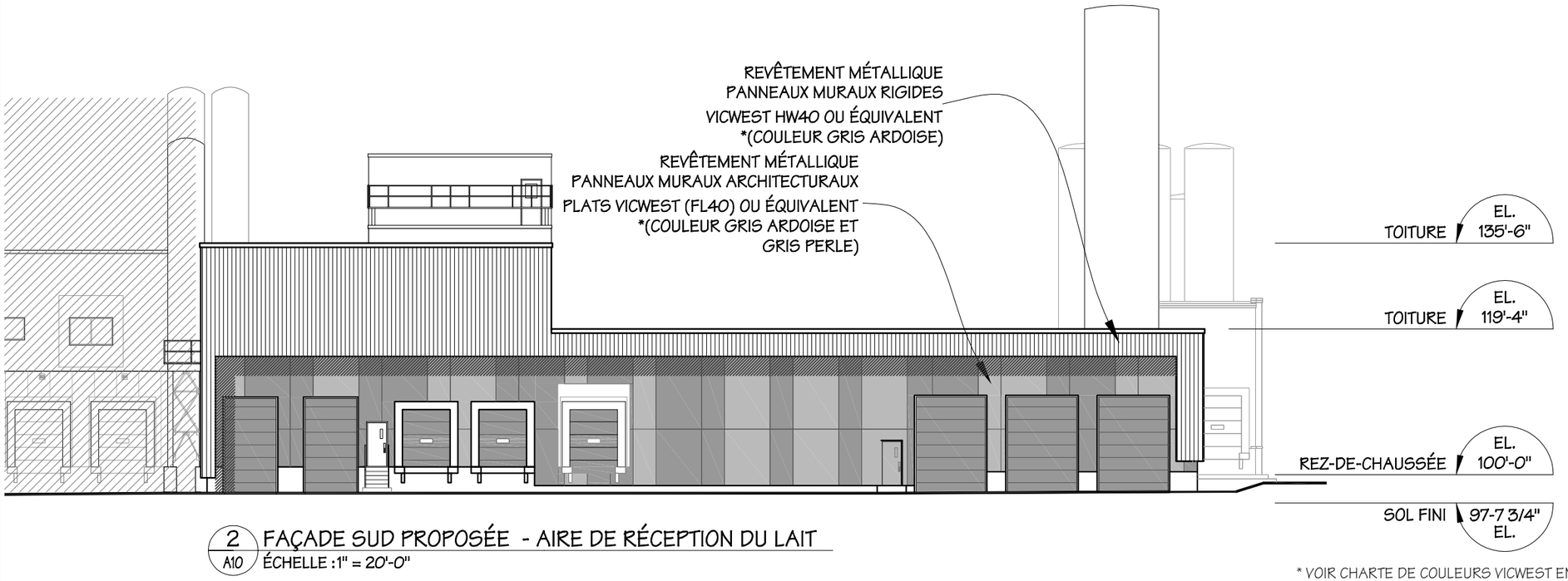
QUAI DE RÉCEPTION DU LAIT EXISTANT ET PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018		ÉCHELLE: 3/64"=1'-0"	DES. No: A09B
VÉRIFIÉ PAR:		DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA		DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



1 / A10 FAÇADE SUD EXISTANTE - AIRE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"



2 / A10 FAÇADE SUD PROPOSÉE - AIRE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"

* VOIR CHARTE DE COULEURS VICWEST EN ANNEXE

Division de l'urbanisme
2021 05 21
1213558002
CDN-NDG

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:
LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:
GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

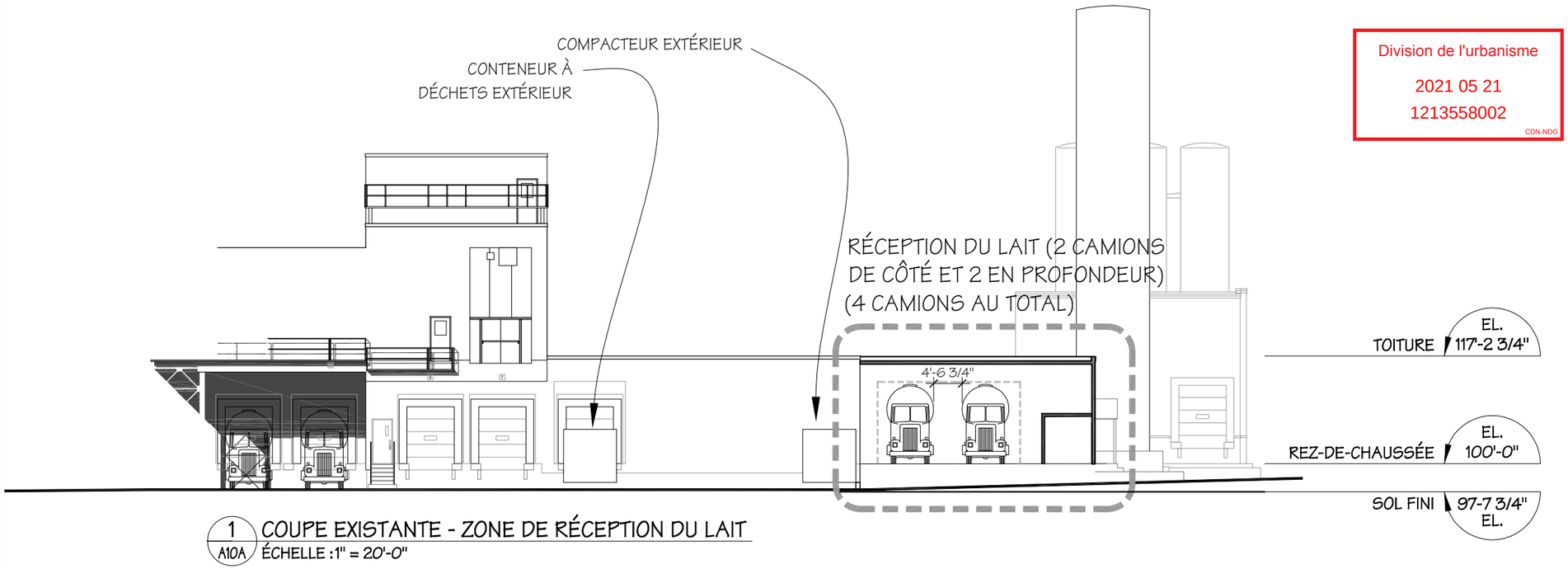
No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	24 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

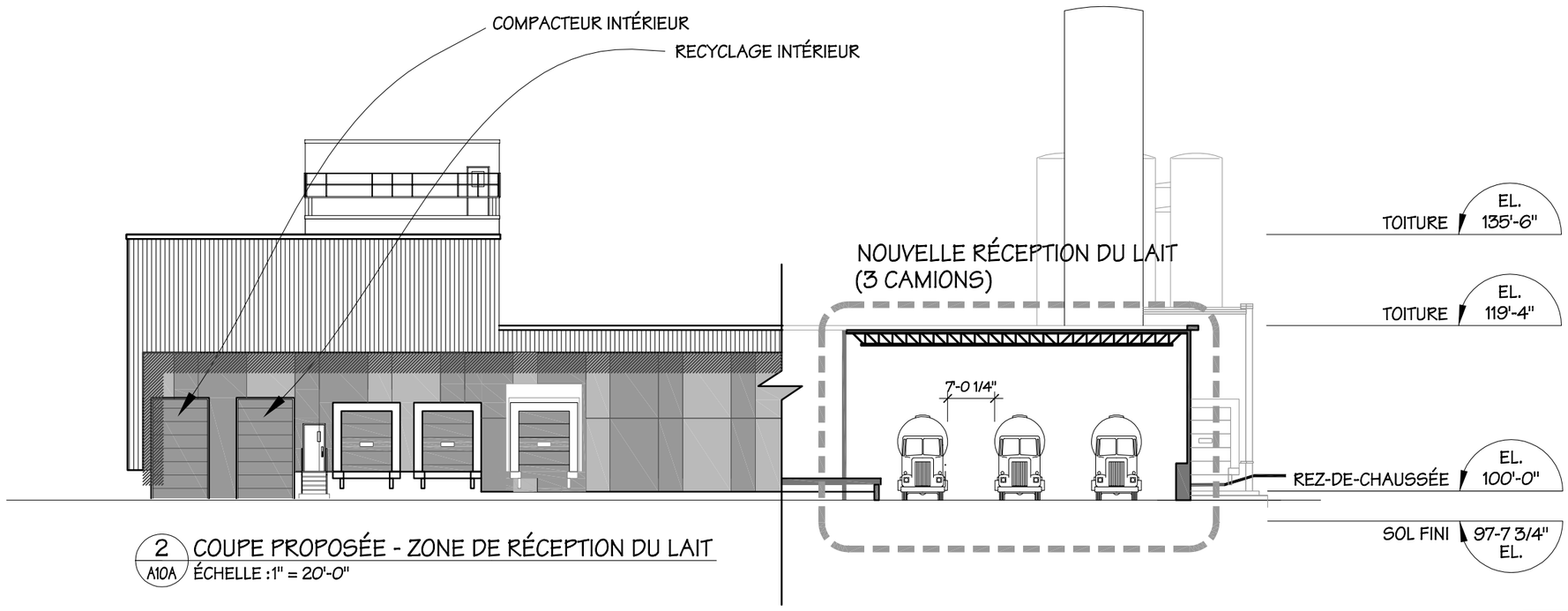
TITRE DU DESSIN:
ÉLEV. EXISTANTE ET PROPOSÉE DE LA ZONE DE LA RÉCEPTION DU LAIT (SUD)

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No: A10
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



1 / A10A COUPE EXISTANTE - ZONE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE :1" = 20'-0"



2 / A10A COUPE PROPOSÉE - ZONE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE :1" = 20'-0"

Division de l'urbanisme
2021 05 21
1213558002
CDN-NDG

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:
LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:
GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

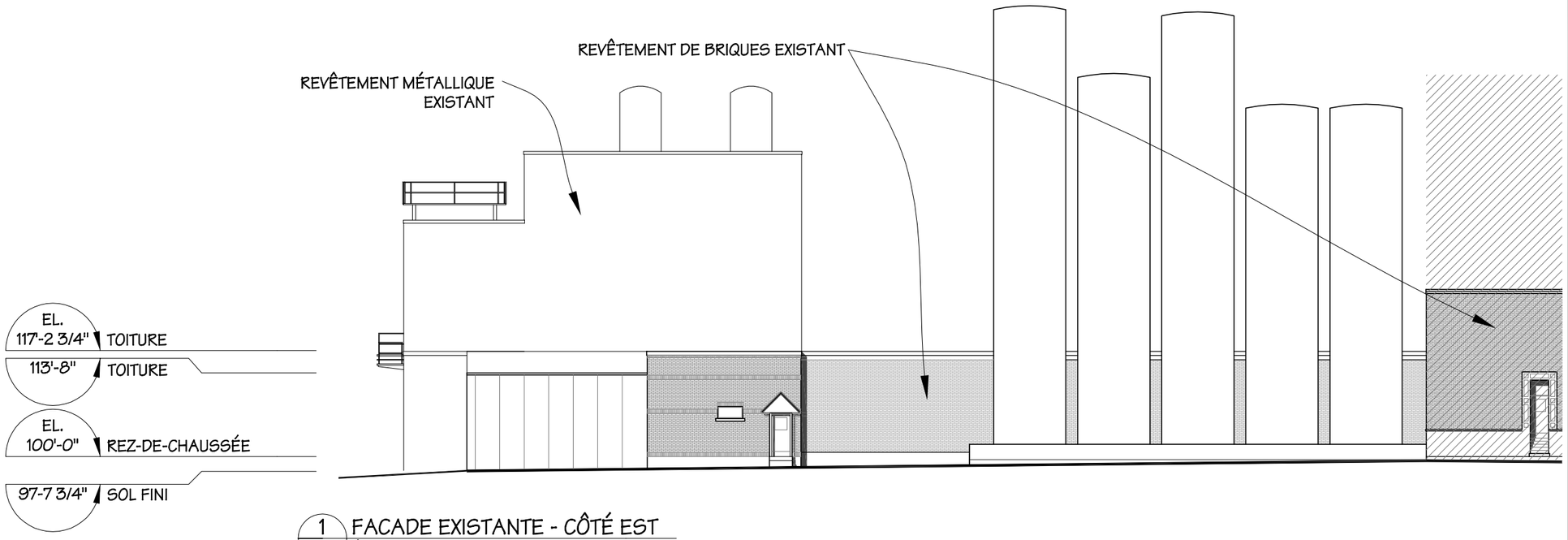
No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	24 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

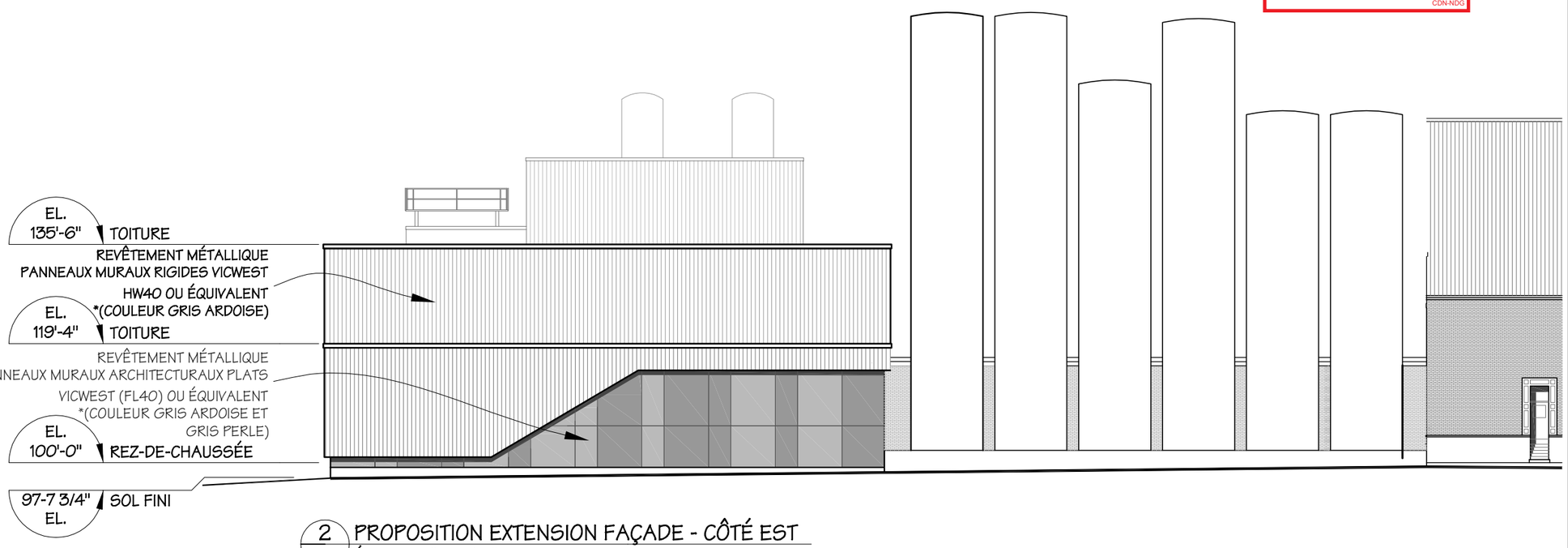
TITRE DU DESSIN:
COUPES EXISTANTE ET PROPOSÉE DE LA ZONE DE LA RÉCEPTION DU LAIT (SUD)

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No: A10A
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



1 / A11 FACADE EXISTANTE - CÔTÉ EST
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"



2 / A11 PROPOSITION EXTENSION FAÇADE - CÔTÉ EST
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"

* VOIR CHARTE DE COULEURS VICWEST EN ANNEXE

Division de l'urbanisme
2021 05 21
1213558002
CDN-NDG

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:
LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:
GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	24 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

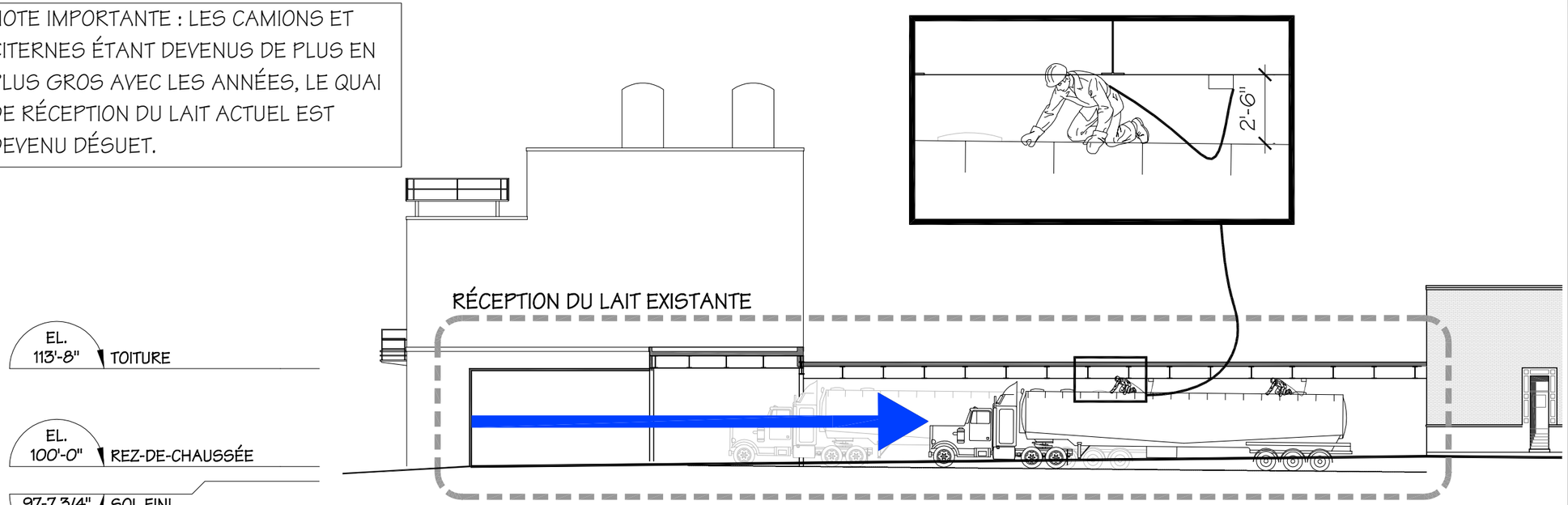
DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:
ÉLEV. EXISTANTE ET PROPOSÉE DE LA ZONE DE LA RÉCEPTION DU LAIT (EST)

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No: A11
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

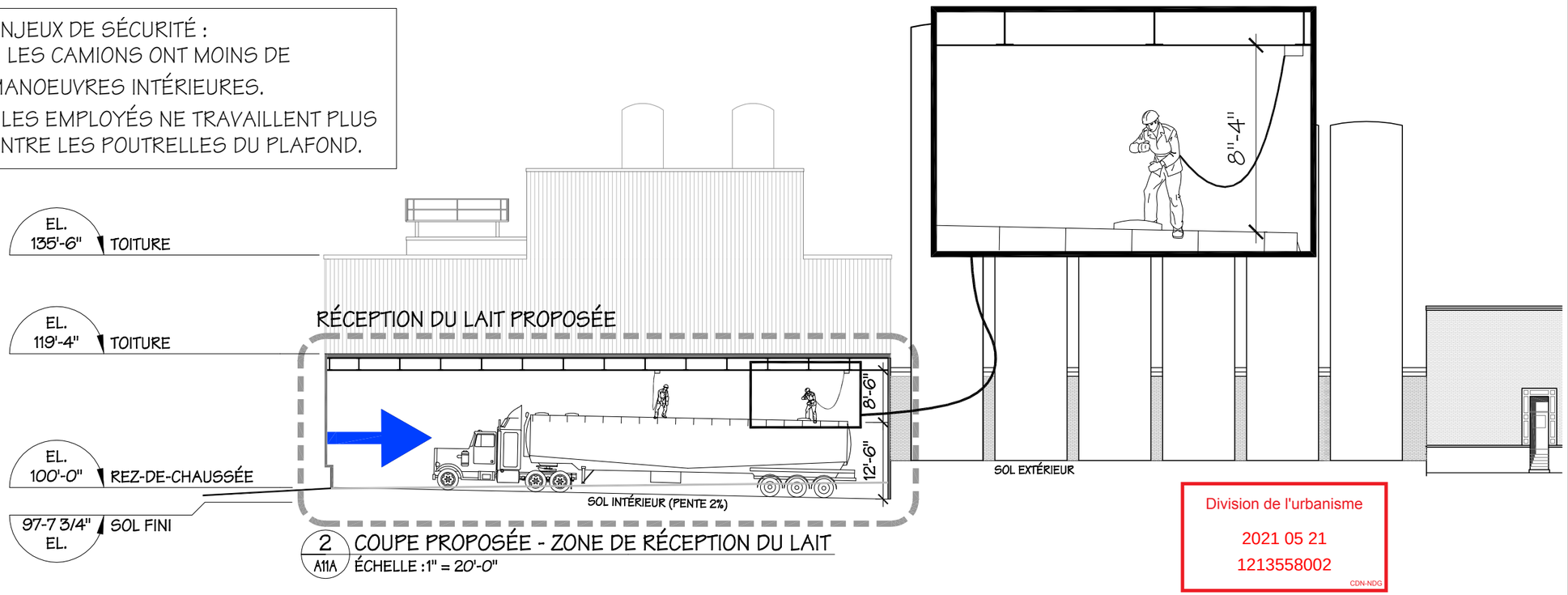
REF. : ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

NOTE IMPORTANTE : LES CAMIONS ET CITERNES ÉTANT DEVENUS DE PLUS EN PLUS GROS AVEC LES ANNÉES, LE QUAI DE RÉCEPTION DU LAIT ACTUEL EST DEVENU DÉSUET.



1 / A11A COUPE EXISTANTE - ZONE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"

ENJEUX DE SÉCURITÉ :
- LES CAMIONS ONT MOINS DE MANOEUVRES INTÉRIEURES.
- LES EMPLOYÉS NE TRAVAILLENT PLUS ENTRE LES POUTRELLES DU PLAFOND.



2 / A11A COUPE PROPOSÉE - ZONE DE RÉCEPTION DU LAIT
ÉCHELLE : 1" = 20'-0"

Division de l'urbanisme
2021 05 21
1213558002
CDN-NDG

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:
LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:
GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

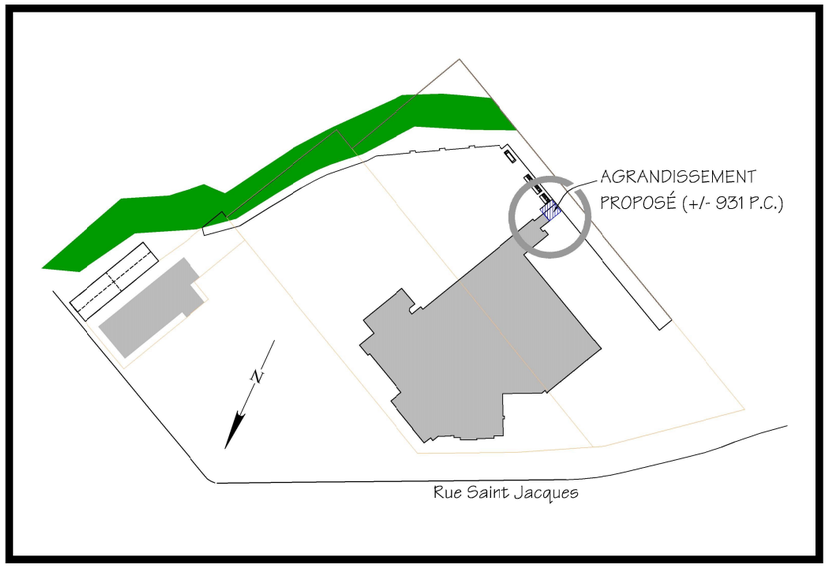
No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	24 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

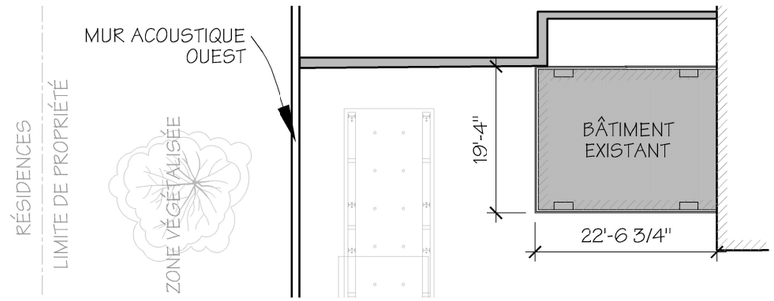
TITRE DU DESSIN:
COUPES EXSTANTE ET PROPOSÉE DE LA ZONE DE LA RÉCEPTION DU LAIT (EST)

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No:	A11A
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.		
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3		

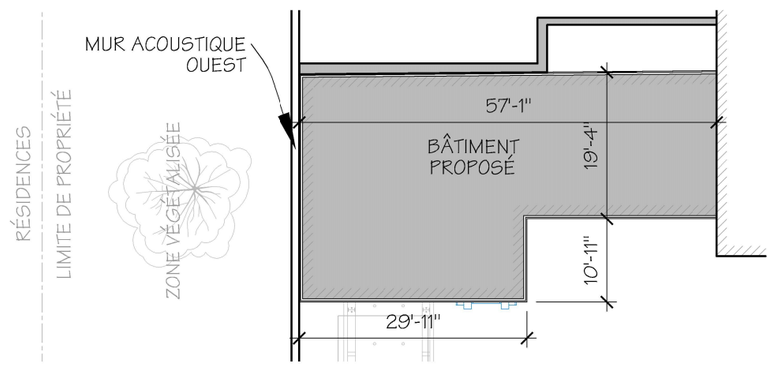
REF. : ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades



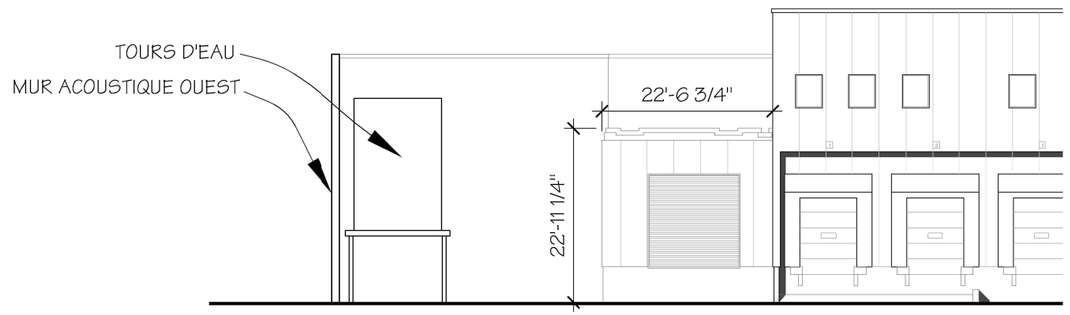
PLAN CLÉ



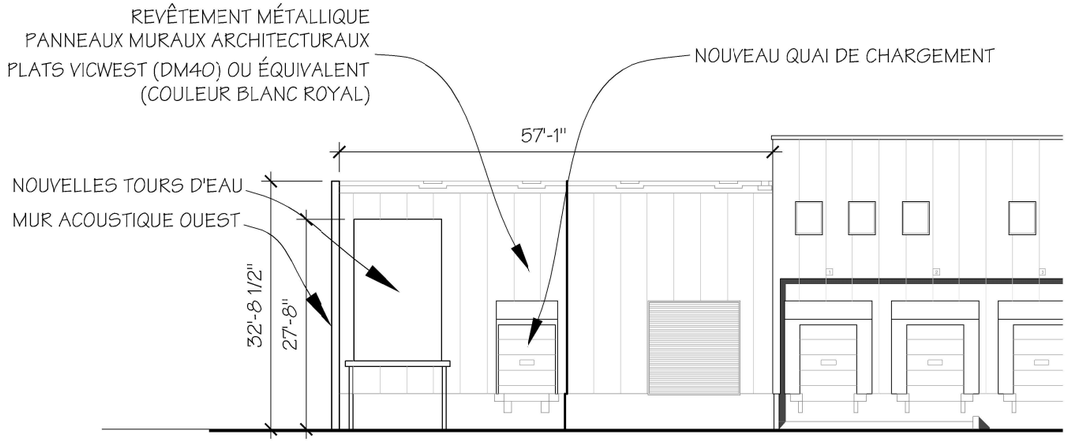
1 A11B PLAN EXISTANT - MEC. & REFRIGÉRATION
ÉCHELLE :1" = 20'-0"



2 A11B PLAN PROPOSÉ - MEC. & REFRIGÉRATION
ÉCHELLE :1" = 20'-0"



3 A11B ÉLÉVATION EXISTANTE - MEC. & REFRIGÉRATION
ÉCHELLE :1" = 20'-0"



4 A11B ÉLÉVATION PROPOSÉE - MEC. & REFRIGÉRATION
ÉCHELLE :1" = 20'-0"

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

Division de l'urbanisme
2021 09 02
1213558002
CDN-NDG

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
5	2 sept. 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	24 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

AGRANDISSEMENT SALLE MÉCANIQUE

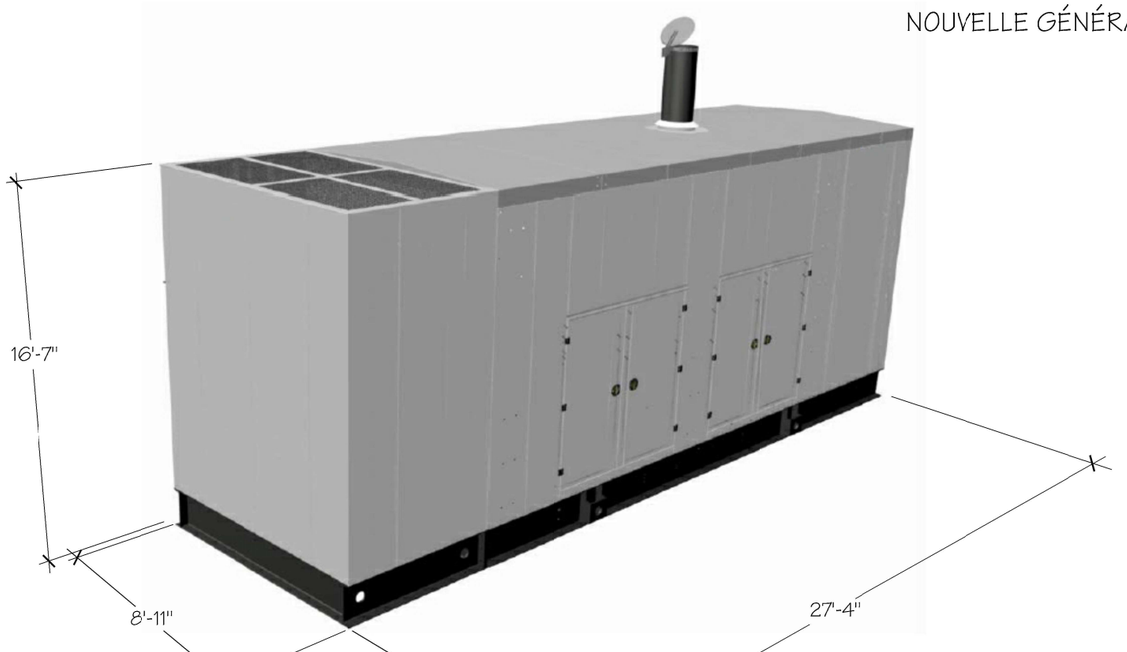
DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No: A11B
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Propositon Facades

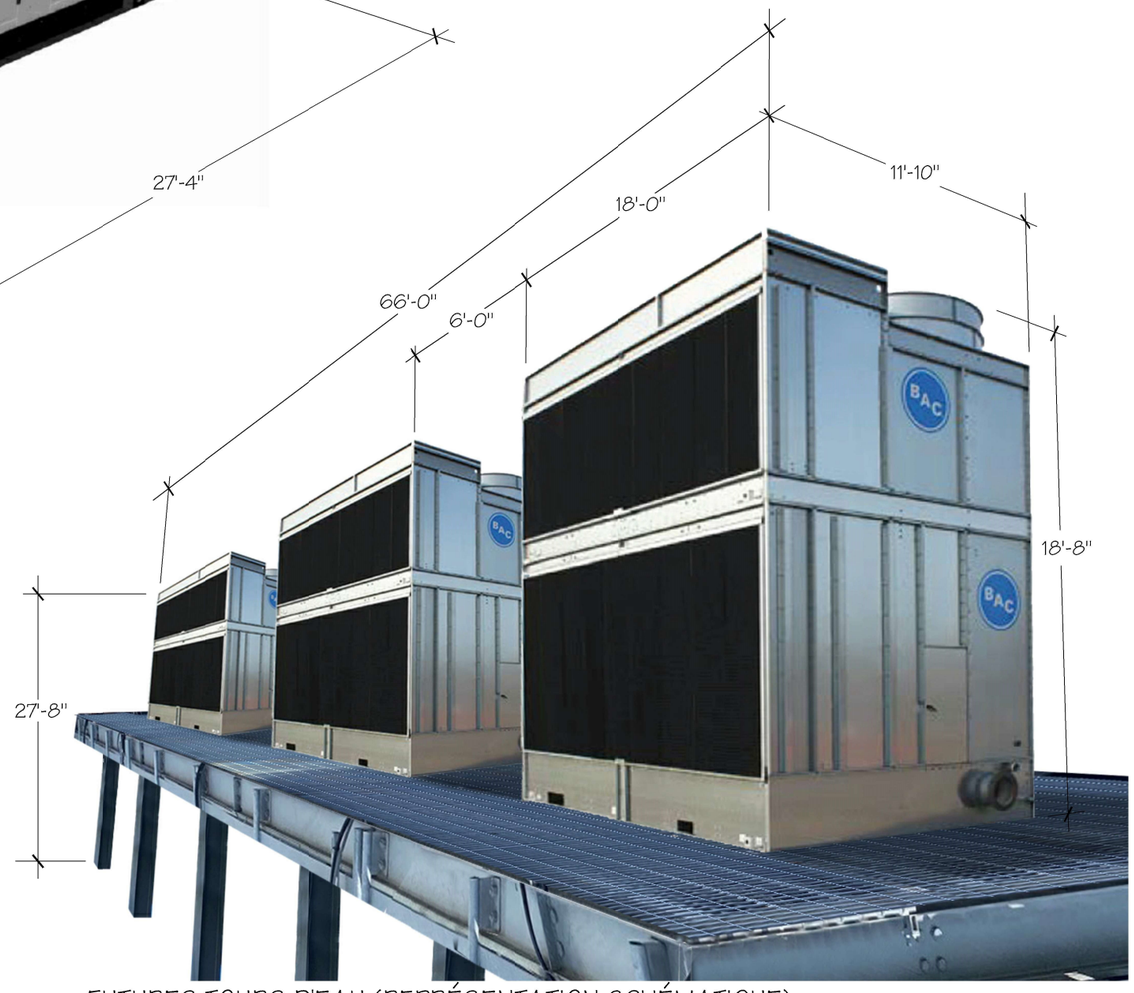
Annexe D

Sommaire
1213558002

NOUVELLE GÉNÉRATRICE PROPOSÉE



PLAN CLÉ



FUTURES TOURS D'EAU (REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE)

GROUPE FUTURES CITÉS®
ARCHITECTURE + CONSTRUCTION + IMMOBILIER

1117 Ste. Catherine O, Suite 705
Montréal, QC H3B 1H9
Tel: +(514)876-9797 - Fax: +(514)876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

Division de l'urbanisme

2021 09 02

1213558002

CDN-NDG

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	2 sept. 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	30 août 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
1	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

DIMENSIONS DES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: n/a	DES. No: A16
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Propositon Facades

Annexe E

Sommaire
1213558002

Division de l'urbanisme

2021 05 21

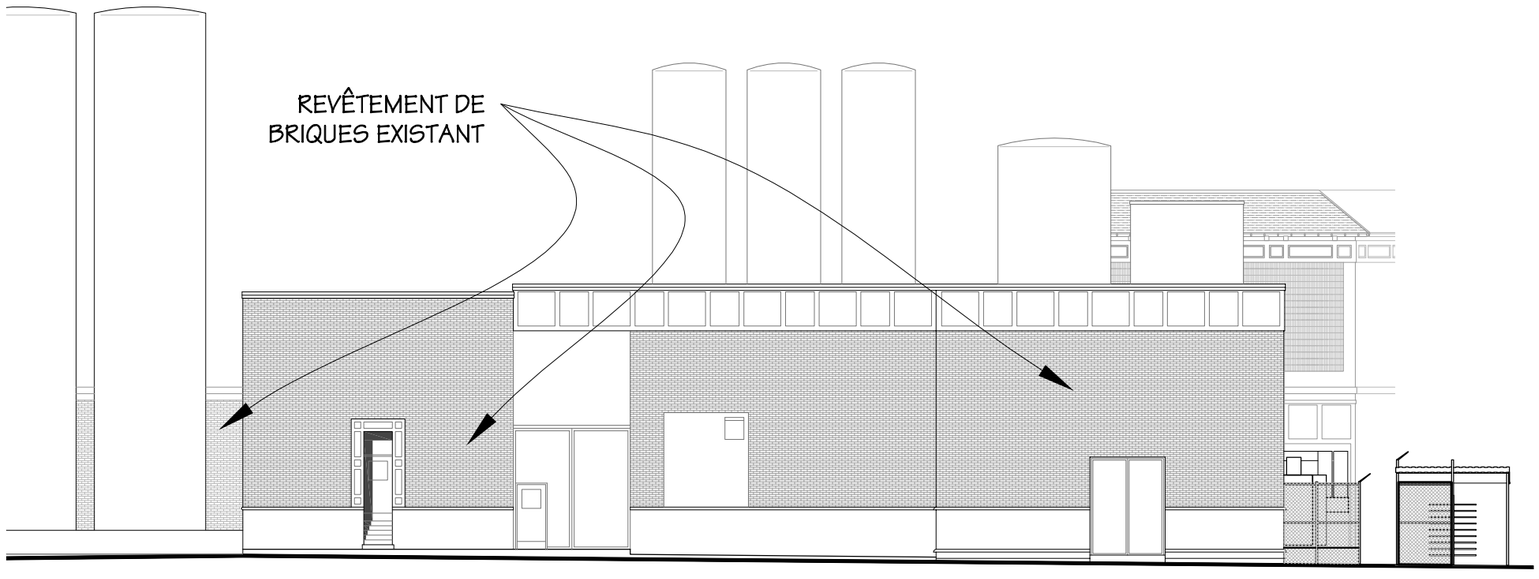
1213558002

CDN-NDG



1 / A06 FACADE EXISTANTE RUE ST-JACQUES

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"



2 / A06 FACADE EXISTANTE RUE WESTMORE (EST)

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:



ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

ÉLÉVATIONS EXISTANTES - RUE ST-JACQUES

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"	DES. No: A06
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

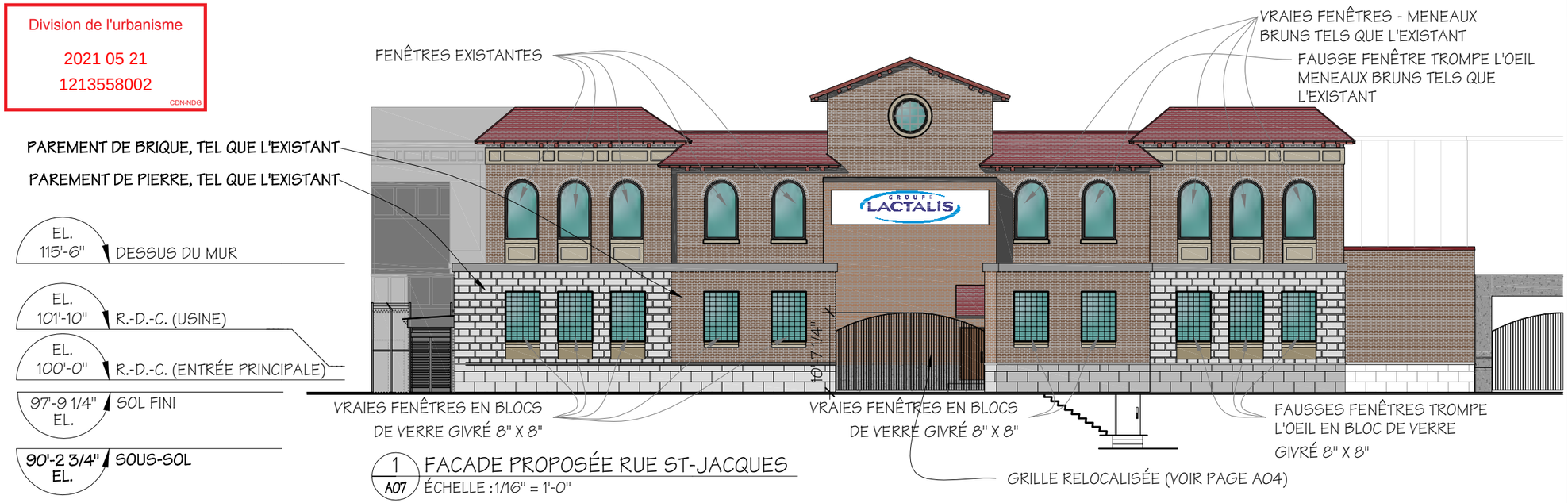
REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

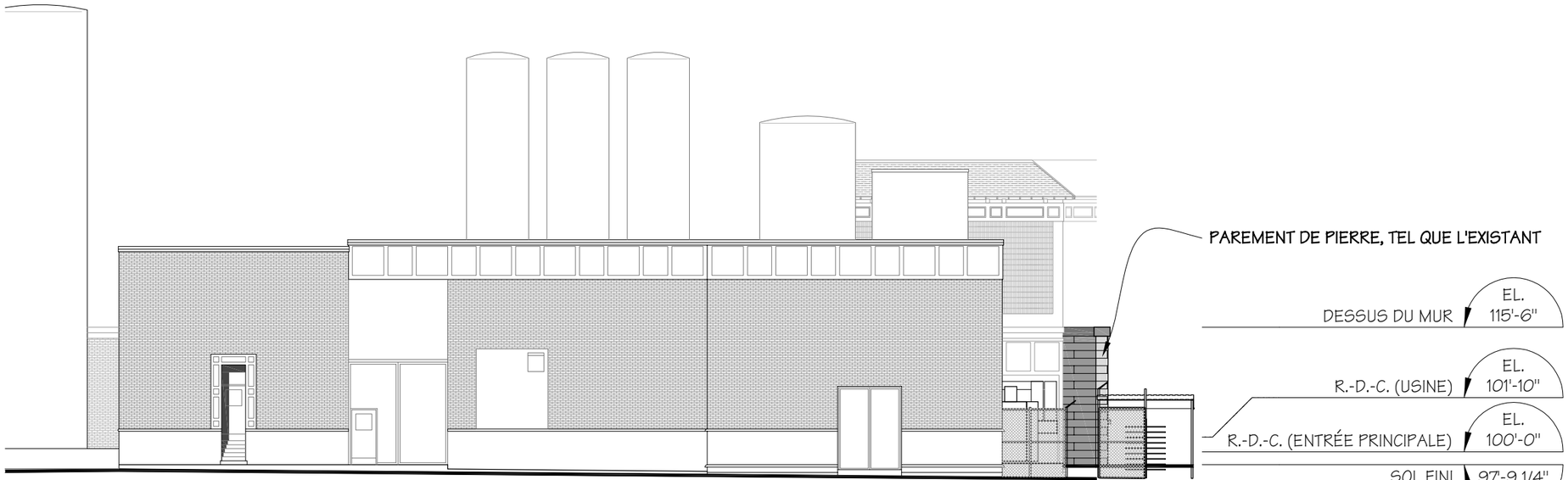
1213558002

CDN-NDG



1 / A07 FACADE PROPOSÉE RUE ST-JACQUES

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"



2 / A07 FACADE PROPOSÉE RUE WESTMORE

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

ÉLÉVATIONS PROPOSÉES
FAÇADE ST-JACQUES

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No: A07
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

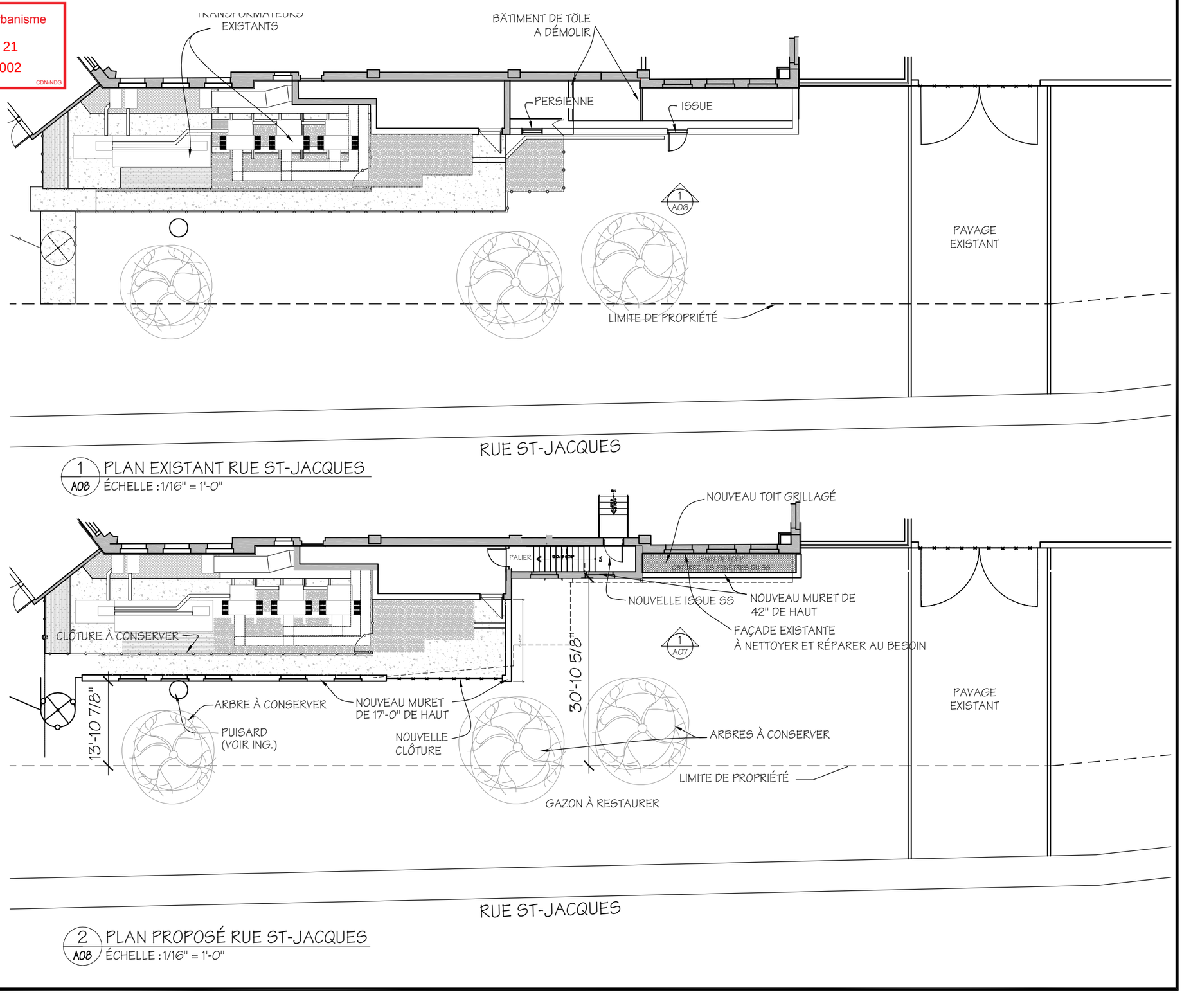
REF.: ...\Mes+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



1 A08 PLAN EXISTANT RUE ST-JACQUES

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"

2 A08 PLAN PROPOSÉ RUE ST-JACQUES

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE

1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9

TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:



ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	11 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

PLAN EXISTANT ET PROPOSÉ
FAÇADE ST-JACQUES

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=20'-0"	DES. No:	A08
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.		
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3		

REF. : ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:



ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	21 avril. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	26 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

7460 ST-JACQUES
MONTAGE VUE 1 - EXISTANT

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A08A
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	21 avril. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	26 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

7460 ST-JACQUES
MONTAGE VUE 1 - PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A08B
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	21 avril. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	26 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

7460 ST-JACQUES
MONTAGE VUE 2 - EXISTANT

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A08C
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2021 05 21

1213558002

CDN-NDG



MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
3	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
2	21 avril. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	26 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

7460 ST-JACQUES
MONTAGE VUE 2 - PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1"=110'-0"	DES. No: A08D
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Annexe F

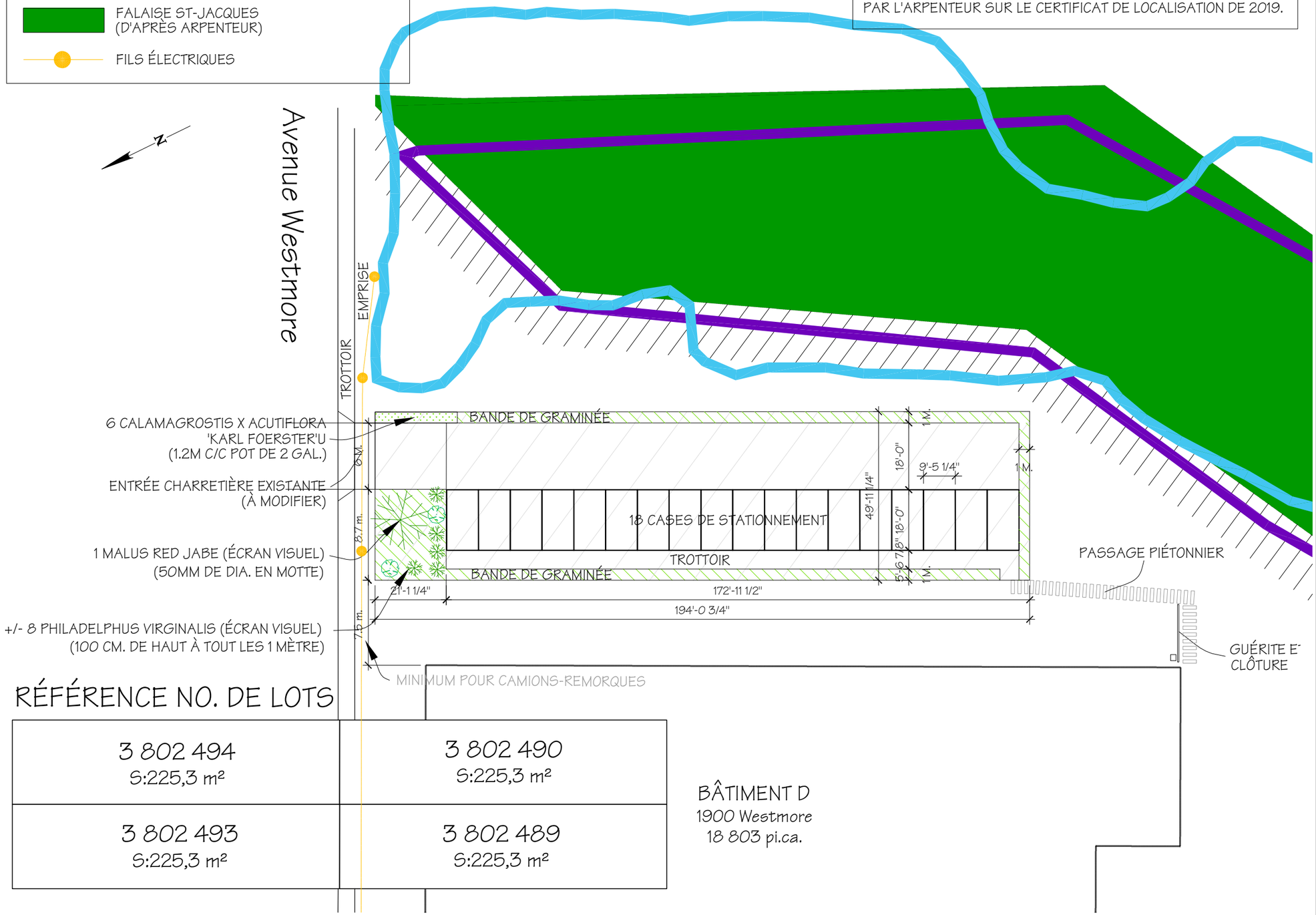
Sommaire
1213558002

LÉGENDE

- FALAISE ST-JACQUES (D'APRÈS CDN/NDG)
- LIMITE DU BOIS (D'APRÈS CDN/NDG)
- FALAISE ST-JACQUES (D'APRÈS ARPENTEUR)
- FILS ÉLECTRIQUES

Division de l'urbanisme
2012 05 21
1213558002
CDN-NDG

NOTE IMPORTANTE : LES TRACÉS DE LA FALAISE ST-JACQUES ET DU BOISÉ FOURNIS PAR L'ARRONDISSEMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR L'ARPENTEUR GÉOMÈTRE AU PRINTEMPS 2021 CAR ILS NE CORRESPONDENT PAS AU TRACÉ DE LA FALAISE DESSINÉ PAR L'ARPENTEUR SUR LE CERTIFICAT DE LOCALISATION DE 2019.



RÉFÉRENCE NO. DE LOTS

3 802 494 S:225,3 m²	3 802 490 S:225,3 m²
3 802 493 S:225,3 m²	3 802 489 S:225,3 m²

BÂTIMENT D
1900 Westmore
18 803 pi.ca.

MIGUEL ESCOBAR ARCHITECTE
1117, STE-CATHERINE,O
SUITE 705
MONTREAL
QC. H3B 1H9
TEL: (514) 876-9797
FAX: (514) 876-9898

PROJET:
LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:
GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:
Ordre des architectes du Québec

ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
4	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
3	22 fév. 21	Émis pour PCCMOI	Y.S.
2	26 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:
PLAN DU STATIONNEMENT
WESTMORE PROPOSÉ

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: 1" = 30'-0"	DES. No: A13
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: Y.S.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

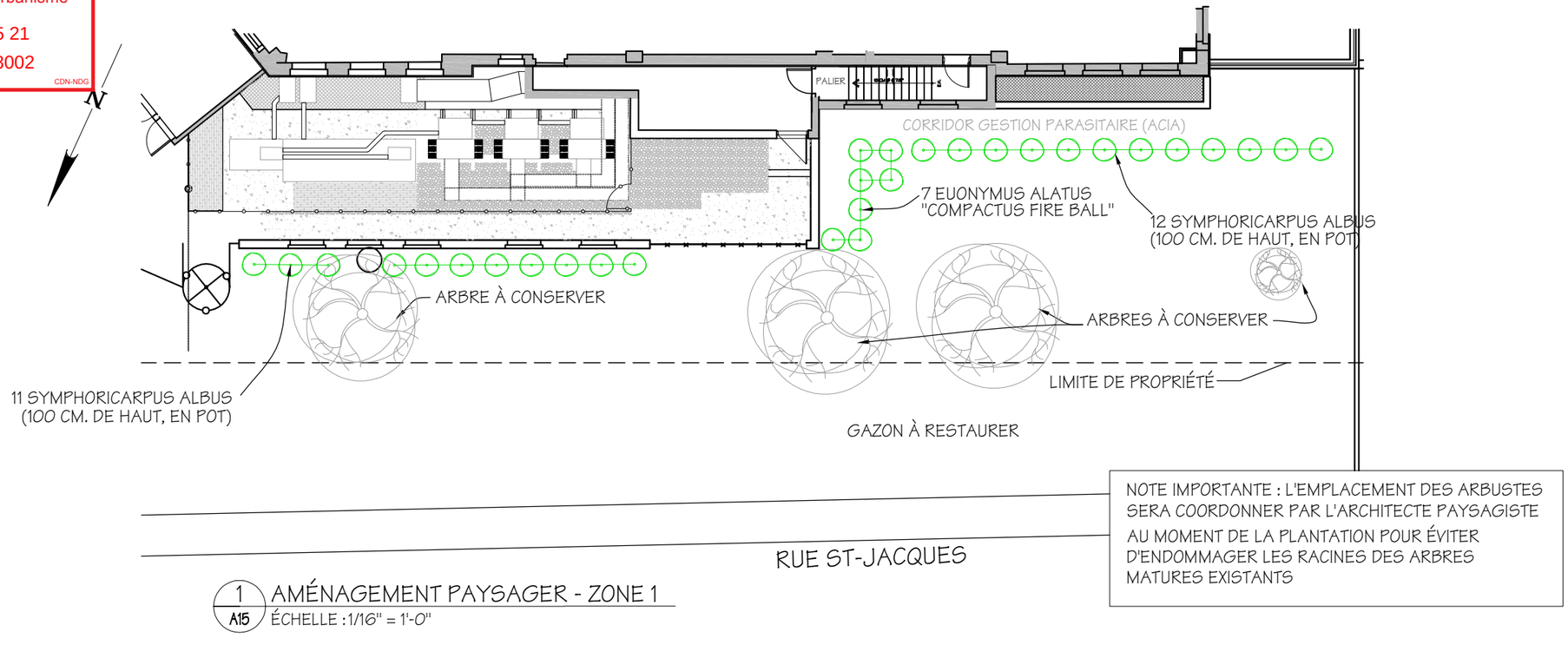
REF.: ...\Mes+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Division de l'urbanisme

2012 05 21

1213558002

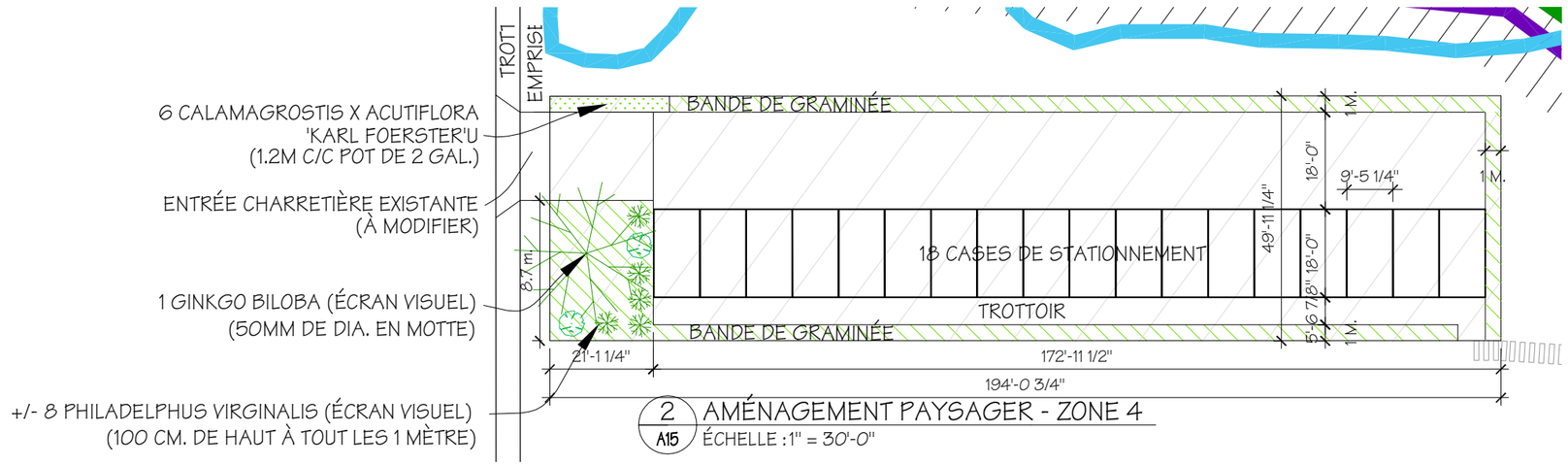
CDN-NDG



NOTE IMPORTANTE : L'EMPLACEMENT DES ARBUSTES SERA COORDONNER PAR L'ARCHITECTE PAYSAGISTE AU MOMENT DE LA PLANTATION POUR ÉVITER D'ENDOMMAGER LES RACINES DES ARBRES MATURES EXISTANTS

1 / A15 AMÉNAGEMENT PAYSAGER - ZONE 1

ÉCHELLE : 1/16" = 1'-0"



2 / A15 AMÉNAGEMENT PAYSAGER - ZONE 4

ÉCHELLE : 1" = 30'-0"

GROUPE FUTURES CITÉS®
ARCHITECTURE + CONSTRUCTION + IMMOBILIER

1117 Ste. Catherine O, Suite 705
Montréal, QC H3B 1H9
Tel: +(514)876-9797 - Fax: +(514)876-9898

PROJET:

LACTALIS,
7460 ST-JACQUES OUEST,
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, QUÉBEC

CLIENT:

GROUPE LACTALIS

LÉGENDE:

SCEAU:



ÉMISSION:

No	DATE	DESCRIPTION	PAR
5	21 mai 21	Émis pour CCU & PCCMOI	Y.S.
4	22 fév. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&M.C.M
3	2 déc. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&M.C.M
2	24 nov. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.&G.D.
1	22 oct. 20	Émis pour PCCMOI	Y.S.

DISCIPLINE: ARCHITECTURE

TITRE DU DESSIN:

ZONES D'AMÉNAGEMENT
PAYSAGER - ZONE 1 & 4

DATE: 28 août 2018	ÉCHELLE: n/a	DES. No: A15
VÉRIFIÉ PAR:	DES. PAR: G.D.	
PROJET No: P13-070PA	DOSSIER No: FCG14-005-3	

REF.: ...\Mea+U13 (2020)\P13-070pa\FCG14-005-3\CAD\20201019-Lactalis-Proposition Facades

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720 a été adopté à la séance ordinaire tenue le 13 décembre 2021, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 22 décembre 2021 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une période de consultation écrite sur le projet de résolution a été tenue du 12 au 26 janvier 2022, conformément aux règles du décret 102-2021 du 5 février 2021 et à la résolution CA21 170144 et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QU'une séance de consultation par vidéoconférence a été tenue le 26 janvier 2022 au cours de laquelle les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU qu'il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur.

IL EST RECOMMANDÉ :

De déposer le rapport de consultation publique.

D'adopter, avec changement, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-131 visant la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus) situé à l'adresse projetée 5070, rue Paré, sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 648 720 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à son annexe A.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment commercial existant situé au 5055 rue Buchan, la construction et l'occupation du bâtiment aux fins de l'usage de la catégorie H.7 (36 logements et plus) de la famille Habitation sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a. articles 10 afin d'autoriser une hauteur maximale de 32 mètres et de 7 à 10 étages;
b. article 34 afin d'autoriser une densité approximative de 4,8;
c. articles 52 à 65 afin d'autoriser des marges avant minimale de 4,2 mètres sur la rue Paré et de 5,2 mètres sur la rue Buchan;
d. article 123 afin d'autoriser l'usage de la catégorie H.7;
e. article 328 afin d'autoriser un volume en saillie dans une marge à 1,7 mètre de la limite avant donnant sur la rue Buchan;
f. article 573.4 afin d'autoriser une distance entre deux voies d'accès de moins de 7,5 mètres.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 5055 RUE BUCHAN

4. En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, la demande de démolition doit être accompagnée des documents supplémentaires suivants :

a) un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
b) un plan de gestion des matières résiduelles des futures occupations;
c) un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

5. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, le requérant doit produire :

a) une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution, et ce, dans les 12 mois suivants la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;
b) une lettre de garantie bancaire correspondant à 20% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du projet de construction et d'aménagement paysager, incluant la conservation et la protection des arbres identifiés;
c) l'accord des propriétaires adjacents autorisant l'abattage des arbres mitoyens;
e) un document montrant les mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) et l'arbre public sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B.

La lettre de garantie bancaire que doit fournir le requérant préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation doit :

a) garantir le respect des conditions imposées par la présente résolution et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé;
b) être délivrée par une institution financière canadienne;
c) être irrévocable et inconditionnelle;
d) demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de démolition, le programme de réutilisation du sol dégagé et les conditions imposées par la présente résolution soient réalisés, ou qu'une nouvelle garantie équivalente soit déposée dans le cadre de la demande de construire.

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'OCCUPATION DU BÂTIMENT SITUÉ À L'ADRESSE PROJETÉE 5070 RUE PARÉ

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect des conditions suivantes :
a) le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %;
b) le COS maximal du bâtiment est de 4,8;
c) la hauteur du bâtiment ne doit pas dépasser 10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré;
f) aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée;
g) un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural;
h) un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment;
i) le toit de la portion du bâtiment de 7 étages doit être aménagé avec une terrasse

commune et être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2;
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site;
k) le pourcentage de verdissement en pleine terre doit être de 8% au minimum;
l) aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) 16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96m^2 doivent être prévus.

SECTION III
DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :
a) d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant les arbres, les variétés, les dimensions des arbres qui seront plantés sur le site en cohérence avec les arbres publics plantés sur le domaine public;
b) d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
1° les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
2° les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
3° les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
4° la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
5° la méthode de collecte privée ou publique;
6° s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

SECTION IV
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA DÉLIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

8. La conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

SECTION V
DÉLAIS DE RÉALISATION

9. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 24 mois suivant la fin des travaux de construction.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

10. La délivrance d'un permis de construire ou de transformation impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

11. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :

Favoriser la construction d'un bâtiment de facture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° l'expression architecturale retenue doit être adaptée à la transversalité du lot et à la trame urbaine;
2° l'ensemble des façades doivent être traitées de manière cohérente;
3° l'effet de masse créé par les volumes des bâtiments doit être atténué par le jeu de différents volumes et des textures;
4° les appareillages de briques sur les murs de maçonnerie doivent être privilégiés et l'utilisation de panneaux tympans métalliques doit être limitée à des interventions ponctuelles dans la composition des façades;
5° l'entrée secondaire sur la rue Buchan doit être mise en valeur par le recul des colonnes sous le volume en saillie et par une bonification du verdissement et des aménagements au sol;
6°Le traitement architectural du volume en saillie doit apporter une certaine légèreté au bâtiment.
7° les aménagements extérieurs proposés dans les deux cours avant doivent être aménagés en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;
8° l'impact sonore et visuel des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit doit être minimisé;
9° le projet doit tendre à respecter l'implantation, le concept architectural et le gabarit général de construction présenté aux plans en annexe C.

Objectif 2 :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorise et multiplie les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :
1° la plantation d'arbres à moyen ou grand déploiement est favorisée;
2° la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux est favorisée;
3° les équipements mécaniques sont positionnés de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;
4° une portion significative de l'aménagement paysager est composée de matériaux perméables qui contribue à la gestion écologique des eaux sur le site;
5° un aménagement paysager dense permet de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS);
6° la gestion des matières résiduelles proposée a un impact mineur sur les circulations piétonnes, cyclables et véhiculaires;
7°un espace dédié à l'entreposage temporaire des matières résiduelles doit être pourvu, sur au plus 3 côtés, d'un écran paysager à feuillages persistants ou d'une clôture opaque ou d'un élément architectural qui s'harmonisent avec le bâtiment. Cet écran doit avoir comme fonction de protéger et de dissimuler cet espace.
8° le projet d'aménagement paysager doit tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé en annexe D.

_____

ANNEXE A
Territoire d'application

ANNEXE B
«Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres»

ANNEXE C
Implantation, élévations et perspectives projetées.

ANNEXE D

Plan d'aménagement paysager
Plan de plantation projeté
Lettres des 2 propriétaires voisins autorisant l'abattage des arbres mitoyens

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 15:01

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de résolution adopté le 13 décembre 2021 en première lecture est modifié par l'ajout des mots « au minimum » à l'alinéa j) du paragraphe 6, de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY

Secretaire d'unite administrative

514 868-4561
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant la démolition d'un bâtiment commercial existant de 2 étages sis au 5055, rue Buchan, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages comportant 153 logements a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) le 22 avril 2021.

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur de la construction, à la densité, aux marges avant, aux saillies dans une marge et à la distance entre deux voies d'accès.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser ce projet et prévoir toute condition, eu égard à ses compétences, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet, si celui-ci respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Occupation du site

Le lot 2 648 729 visé par le redéveloppement est un lot transversal donnant à la fois sur la rue Buchan et la rue Paré, situé au coeur du secteur en transformation du Triangle.

Ce lot, d'une superficie de 2 720 m^2 est occupé par un commerce de vente d'automobiles neuves et usagées. Ce bâtiment construit en 1962 est recouvert de tôle et ne présente pas de valeur patrimoniale recensée.
Le terrain est actuellement accessible par deux entrées véhiculaires donnant sur les rues Buchan et Paré, mais l'entrée principale se trouve sur la façade donnant sur la rue Buchan.

Caractéristiques du milieu

Ce secteur est en transformation avec des bâtiments multifamiliaux de gabarit similaire en face sur la rue Paré et la rue Buchan, bâtiments autorisés en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017). Le bâtiment voisin situé à l'ouest au 5050 rue Paré est un immeuble à bureaux de 4 étages tandis que le bâtiment à l'est situé au 5025 rue Buchan est un bâtiment à vocation de centre culturel de 2 étages.

Plusieurs espaces verts sont situés à proximité : le parc de la Savane, le passage Yolène-Jumelle et le parc Saidye-Bronfman. De plus, les rues Buchan et Paré ont été aménagées avec un système de drainage par noues avec plantation et un matériau de revêtement non asphalté. La rue Buchan est une rue de type partagé qui finit en impasse sur le parc Saidye-Bronfman.

Desserte en transport collectif et actif

Le site est à environ 400 mètres du métro Namur.
Une piste cyclable nord-sud longe la rue de la Savane, à proximité du terrain.

Le projet

Le projet consiste à démolir le bâtiment commercial vacant de 2 étages sis au 5055 rue Buchan, et construire un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages comportant 153 logements dont 16 logements seront des logements familiaux de grande superficie (environ 105 m^2). La superficie d'aire de plancher brute serait d'environ 13 615 m^2 (COS de 4,76).

Implantation
Le bâtiment aura une implantation au sol d'environ 1 580 m^2 (taux d'implantation représente 58%) et sera implanté à une distance de la limite avant de 5,2 à 8,6 mètres sur la rue Buchan et de 2,4 à 4,2 mètres sur la rue Paré. Une saillie du bâtiment sur la façade donnant sur la rue Buchan sera située à environ 1,7 mètre de la ligne avant. L'accès véhiculaire sera situé sur la façade donnant sur la rue Paré et cet aménagement nécessitera la signature d'une entente de développement avec le promoteur et d'une entente d'infrastructures sur les travaux municipaux afin qu'il prenne à ses frais les travaux sur le domaine public de la rue Paré et Buchan (sommaire décisionnel 1216290033).

Architecture
Le concept architectural est une superposition de 2 volumes : le premier plus proche des lignes avant est un volume de 7 étages dans l'axe nord-sud. Le deuxième volume apposé perpendiculairement représente 10 étages et est orienté est-ouest.
L'entrée principale du bâtiment et la voie d'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré avec un nouveau numéro civique sur la rue Paré, 5070 rue Paré, tandis que la façade sur la rue Buchan comprend deux entrées secondaires, l'une en façade et la seconde sur le mur latéral.
Cette orientation des deux volumes permet la création de deux cours extérieures et une toiture ensoleillée, une cour orientée sud-est et une cour orientée sud-ouest.
Le contraste dans le choix des matériaux retenus permet la modulation des volumes : le volume de 7 étages couleur plus foncée va unifier la volumétrie entre les rues Buchan et Paré, tandis que le volume de 10 étages sera de couleur plus pâle. Les garde-corps seront en verre.

Aménagement extérieur
L'aménagement paysager proposé présente 15 arbres sur le terrain privé, majoritairement à moyen et grand développement, alors que le règlement d'urbanisme 01-276 en exige 13.
Le verdissement en pleine terre sera de 8% et un toit vert représentera une superficie de 250 m^2.
Des cours privatives pour les logements au rez-de-chaussée seront aménagées dans les cours latérales.

Impact sur la circulation et le stationnement dans le secteur
Le requérant propose 88 unités de stationnement pour véhicules routiers dans le stationnement dans deux niveaux de sous-sol et respecte donc le maximum autorisé de 90 unités de stationnement. De plus, le règlement d'urbanisme 01-276 exige un minimum de 195 unités de vélos (147 à l'intérieur et 48 à l'extérieur) qui sont montrées au plan.
Un avis technique de circulation a été produit par la firme CIMA+ en date du 10 septembre 2021. Le Bureau des études techniques de l'arrondissement a été consulté relativement à cette étude et est favorable à l'avis formulé soit que le projet aura :
- un débit faible et insuffisant pour influencer la qualité de l'écoulement de la circulation dans le secteur;
- la configuration de l'accès véhiculaire, la visibilité au niveau de l'accès au stationnement et l'accès au stationnement sont sécuritaires.
- 3 endroits sont identifiés sur le plan du stationnement souterrain où la visibilité n'est pas optimale pour les manœuvres véhiculaires. Outre les miroirs, une signalisation indiquant le danger pourrait aussi être ajoutée à ces 3 endroits précis.

Impact sur l'ensoleillement
Une étude d'impact sur l'ensoleillement a été réalisée afin d'évaluer l'impact de la nouvelle construction sur l'ensoleillement des édifices voisins. Il s'avère que l'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

Impact éolien
La conclusion de l'étude sur les impacts éoliens réalisée par Lasalle nhc (en page 72 du document de présentation) démontre que :
- Les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées en fonction des conditions actuelles.
- Les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.
- Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.

Planification prévue au plan d'urbanisme

Affectation du sol : Secteur mixte

Secteur 04-T5 (secteur à transformer ou à construire)
Bâti 2 à 12 étages hors sol
Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
COS 1 min- 6 max

Règlement d'urbanisme (01-276)

Zone:	0034
Usages	catégorie d'usages principales : C.6 (commerces lourds) autres catégories d'usages : C.7 Commerces de gros et entreposage, I.2 (Industrie légère), C.1 (2) Commerces et services d'appoint
Hauteur :	7 m minimum - 16 m maximum
Marges minimales:	2.5 m (latérale), 3 m (arrière)
Taux d'implantation	35 % min - 85 % max.
Densité :	1 min - 3 max

Dérogations au Règlement d'urbanisme (01-276)
Les principales dérogations demandées sont présentées dans le tableau suivant.

	Paramètres du Plan d'urbanisme	**Normes du règlement d'urbanisme 01-276**	**Paramètres proposés du projet**
Usage (art 123)	usage résidentiel autorisé	C.6,,C.7, I.2, C.1 (2)	H7 - 36 logements et plus
Hauteur (art 10)	2 à 12 étages	7 m minimum - 16 m maximum	7 à 10 étages
Densité (art 34)	1 min- 6 max	1 min- 3 max	4,8
Alignement de construction et règles d'insertion (art 52 à 65)		Au moins 60 % de la superficie d'une façade doit être construit à l'alignement de construction Règles d'alignement	4,2 mètres sur la rue Paré et 5,2 mètres sur la rue Buchan
Saillie dans une marge (art 328)		maximum de 1,5 m dans la marge.	Le volume en saillie sur la rue Buchan a une profondeur de 3,5

			à 7 mètres.
Distance entre deux voies d'accès (573.2)		art 573.4 afin d'autoriser une distance entre deux voies d'accès de 7,5 mètres minimum	±7 mètres

Conditions exigées

Conditions relatives à la démolition du bâtiment commercial existant situé au 5055, rue Buchan :

En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, la demande de démolition doit être accompagnée des documents supplémentaires suivants :

a) un plan de gestion des matériaux issus de la démolition;
b) un plan de gestion des matières résiduelles des futures occupations;
c) un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.

Conditions au projet de construction et d'occupation du nouveau bâtiment situé au 5070 rue Paré :

a) le taux d'implantation maximal du bâtiment est de 60 %;
b) le COS maximal est de 4,8;
c) la hauteur du bâtiment ne doit pas dépasser 10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'accès véhiculaire se situent sur la rue Paré;
f) aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée;
g) un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural;
h) un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment;
i) le toit de la portion du bâtiment de 7 étages doit être aménagé avec une terrasse commune et être recouvert d'un substrat de croissance et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2;
j) 13 arbres doivent être plantés sur le site;
k) le pourcentage de verdissement hors terre doit être de 8% au minimum;
l) aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) 16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96 m^2 doivent être prévus.

Conditions supplémentaires à la délivrance du permis de construire :
La conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 13 octobre 2021, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions suivantes :

- qu'un plan d'aménagement paysager détaillé comprenant des arbres à moyen et grand déploiement en cohérence avec les arbres publics soit déposé.
- que l'autorisation des deux voisins autorisant l'abattage des arbres mitoyens soit transmise;
- qu'un document montrant les mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) et l'arbre public sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document «Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres» jointe en annexe B soit transmis.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction reconnaît l'intérêt et l'opportunité du projet proposé visant la démolition du bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment résidentiel multifamilial au 5055, rue Buchan et émet un avis favorable pour les raisons suivantes :

- le projet est conforme aux dispositions du plan d'urbanisme;
- il favorise l'implantation de nouveaux logements dans un secteur TOD à densifier;
- il s'insère dans un secteur en transformation déjà identifié au plan d'urbanisme;
- il occasionne la démolition d'un bâtiment ne présentant pas de valeur patrimoniale ou architecturale;
- il permet de développer un terrain sous-utilisé;
- les plans révisés suite au CCU répondent aux conditions de celui-ci;
- il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur (sommaire décisionnel 1216290033).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Contribution pour logements sociaux, abordables et familiaux
La demande de permis de construire sera assujettie au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041). Selon les informations préliminaires disponibles, les contributions approximatives suivantes seront exigibles :

- Contribution aux logements sociaux : environ 535 000 $
- Contribution aux logements abordables : environ 191 000 $
- Contribution aux logements familiaux : environ 15 logements à inclure au projet

De plus, la conclusion d'une entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. 3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** - Plantation de 13 arbres sur le terrain - Aménagement de 195 unités de stationnement de vélos dans le projet résidentiels de 153 logements.			

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette résolution doit faire l'objet d'une consultation publique, comme prescrit par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LRQ, c. A-19.1).
Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 16 juillet 2021 l'arrêté ministériel 2021-054 qui prévoit que :

« toute procédure, autre que référendaire, qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit accompagnée d'une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public, qui prend fin au même moment que la procédure qu'elle accompagne; cette consultation écrite peut également remplacer la procédure en question, auquel cas elle est d'une durée de 15 jours; »

Ainsi, la tenue d'une consultation écrite peut remplacer la procédure normale. Dans un tel cas, la durée de la consultation écrite doit être de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La tenue de cette consultation écrite sera annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse Web à laquelle l'information est diffusée concernant le projet et la séance d'information en

visioconférence;
- les adresses où les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement;

- Publication de l'avis relatif à la consultation écrite et mise en ligne de la page Web dédiée;
- Consultation écrite;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, le cas échéant, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement;
- Processus d'approbation référendaire;
- Adoption, le cas échéant, de la résolution par le conseil d'arrondissement et de la résolution approuvant l'entente de développement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur de la résolution, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-11-01

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2021-12-09

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Annexe A - Localisation

Annexe A_Localisation.pdf

Annexe B - Normes et devis protection des arbres

Annexe B_Protection_Arbres_Normes et devis.pdf

Annexe C- Plan d'implantation, étages, élévations et perspectives

Annexe C_Plan implantation elevations etages perspectives.pdf

Annexe D - Plan d'aménagement paysager
Plan de plantation
Lettres des voisins autorisant l'abattage d'arbres mitoyens

Annexe D_ Plan aménagement paysager.pdf

Annexe D_Plan de plantation.pdf

Annexe D_Autorisation abattage arbres mitoyens_5101 Buchan.pdf

Annexe D_Autorisation abattage arbres mitoyens_5025 Buchan.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

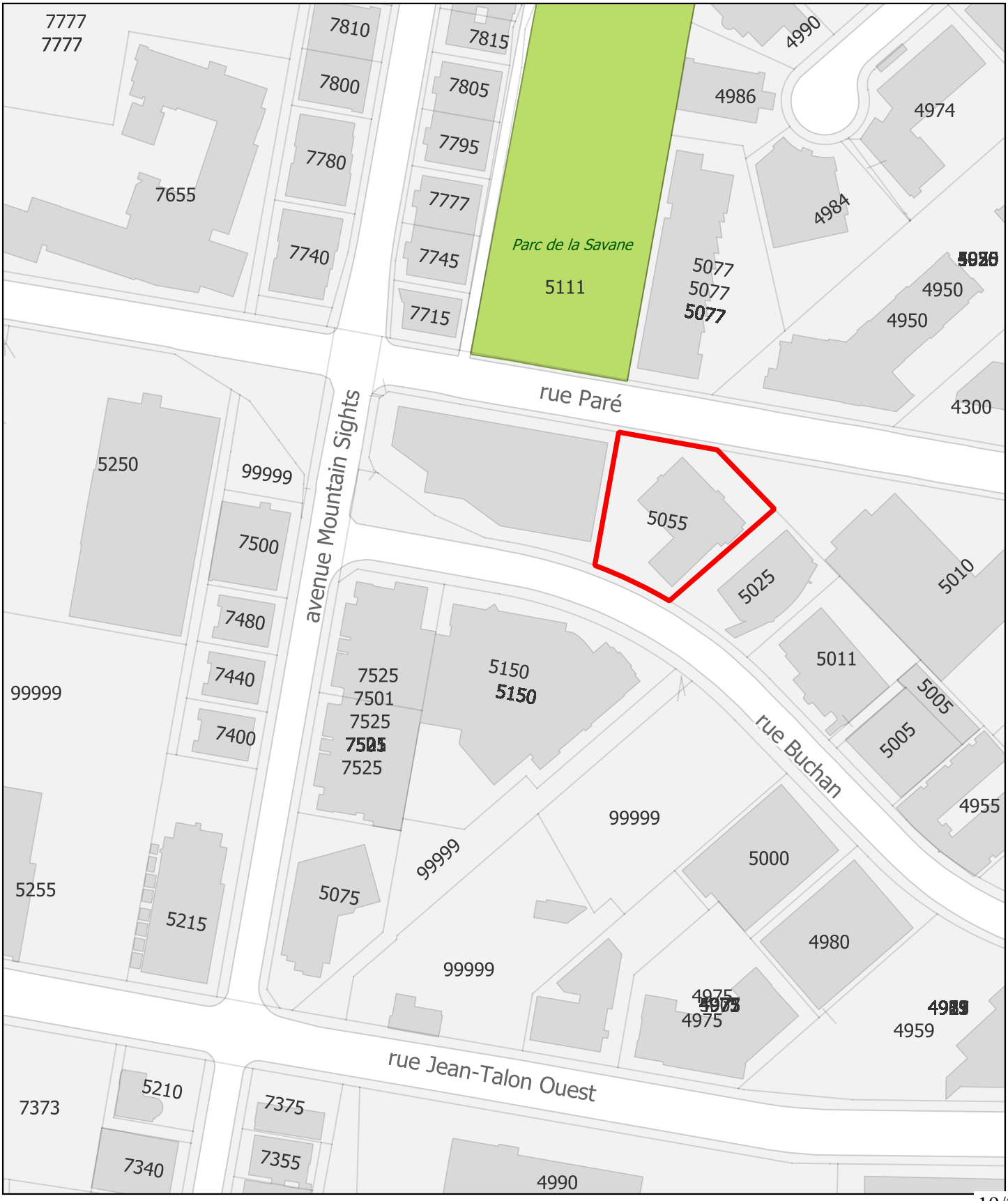
Fabienne CAHOUR

Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1216290025



Montréal

NORMES ET DEVIS POUR LA CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES

Pour tous travaux exigeant un permis ou effectués sur le domaine public, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ont l'obligation de protéger et de supporter solidement tout arbre présent dans la zone du chantier et ce, avant même le début de ces travaux. Les mesures de protection et de support doivent être maintenues adéquatement en place durant toute la durée des travaux.

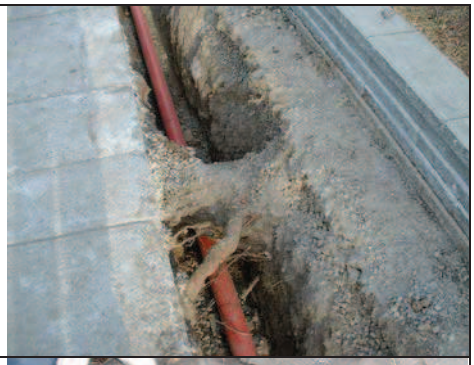
	1.	Dès que la date projetée des travaux sera connue, ou au plus tard 48 heures ouvrables avant le début de ceux-ci, veuillez en aviser l'une des personnes suivantes : Nom: Véronique Gauthier Téléphone: 514 893-0495 Courriel: veronique.gauthier@montreal.ca	Arrondissement: Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce
	2.	Aucun matériau ni équipement ne doivent être appuyés sur les arbres, déposés à leur pied ou dans la zone de protection du sol.	

	3.	À moins qu'ils ne soient isolés par une clôture telle que mentionnée au point 5, les troncs des arbres situés dans la zone de chantier doivent être recouverts, sur toute leur circonférence, par des pièces de bois (madriers 2'' x 4'') sur une hauteur de 1.8 depuis le sol. L**e demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent disposer, entre les pièces de bois et le tronc, des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassée** Les pièces de bois doivent être fixées solidement à au moins deux endroits au moyen de ceintures métalliques, de broches ou d'attaches autobloquantes.	 
	4.	Hormis la protection demandée, il est interdit d'installer quoi que ce soit dans ou sur les arbres.	

	5.	Des clôtures temporaires de protection, d'une hauteur minimale de 1.2 mètres doivent être installées autour de la zone de protection des arbres désignés (Voir note ci-contre). À l'intérieur de cette zone, aucune circulation de machinerie et d'ouvriers ni aucun entreposage de matériaux ne sont tolérés, même temporairement; des affiches doivent être installées sur les clôtures afin d'en aviser les travailleurs. Lors de l'installation des clôtures, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ne doivent pas blesser les arbres. Note :_____	 
	6.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide de panneaux de contreplaqués posés directement sur le sol, dans un rayon de 4 m à mesuré partir de leur tronc.	

	7.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide d'une membrane géotextile de type Texel Géo-9 (ou équivalent à faire approuver) posée directement sur le sol et recouverte d'une couche minimale de 300 mm de pierre nette ou de copeaux de bois	 
	8.	Pour tout arbre localisé en bordure de rue, mesurant plus de 30 cm de diamètre à 1.4 m du sol, la bordure de rue doit être conservée sur une longueur minimale de 2 m, répartie également de part et d'autre de l'arbre.	

	9.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent procéder à une précoupe des racines à la limite de toute excavation localisée sous la projection de la ramure des arbres. Cette opération est nécessaire afin d'éviter de déchirer les racines d'une part et afin d'éviter de mettre à nu, par le soulèvement du sol, des racines situées en dehors de la zone à excaver, d'autre part. L'appareil utilisé (scie à béton avec lame diamantée ou essoucheuse) doit permettre de couper proprement les racines à une profondeur minimale de 500 mm sous la surface.	 
	10.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent excaver à l'aide d'une lance à air pulsée ou de façon hydraulique lorsque la zone à creuser est à moins de 2 m du tronc d'un arbre.	

	11.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent conserver toutes les racines de plus de 50mm de diamètre qui croisent une tranchée ou la zone à excaver.	
	12.	Si malgré toutes les précautions prises, des racines de plus de 50 mm de diamètre sont cassées ou déchirées, elles doivent être sectionnées à l'aide d'un outil tranchant. L'Agent technique de arboriculture doit être informé et il doit autoriser la coupe.	
	13.	Les racines exposées suite aux travaux, doivent être maintenues humides afin d'en éviter la dessiccation.	

	14.	Lorsqu'une tranchée est prévue à moins de 2.5 mètres de la base d'un arbre, l'excavation se fait en tunnel. La longueur totale du tunnel, qui est répartie également de part et d'autre de l'arbre, doit respecter les spécifications suivantes, selon le diamètre des arbres, mesuré à 1.4 m du sol: Diamètre de l'arbre — Longueur du tunnel ▪ 0 à 10 cm — 1.5 m de long, ▪ 10 à 30 cm — 2.0 m de long, ▪ 30 à 50 cm — 2.5 m de long, ▪ 50 cm et plus — 3.0 m de long. L'excavation en tunnel doit être faite de manière à conserver en tout temps une épaisseur minimale de sol non remanié de 750 mm sous la surface.	
	15.	Une conduite poussée ou une conduite insérée en forage directionnel doit être installée afin de préserver le système racinaire du ou des arbres.	

	16.	Lors du remblaiement d'une excavation effectuée en parterre, terre-plein ou banquette, la terre de culture mélange #1 Ville de Montréal doit être utilisée. En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.	
	17.	Lors du remblaiement d'excavation sous le trottoir, dans une zone s'étendant à 2.5 m de part et d'autre du tronc des arbres ou des carrés de trottoirs inoccupés, la finition consistera à remblayer avec du mélange terre-pierre (CU-Sol Structural$^{MD)}$. Par ailleurs, dans le cas d'une fosse agrandie * on doit remettre de la terre mélange no.1 Ville de Montréal. **En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.** La fosse de plantation doit être reconstruite comme originalement.	

	18.	Une ou des transplantations sont nécessaires. Ces travaux doivent être effectués par la Ville et feront l'objet d'une facturation. Les périodes possibles de transplantation sont le printemps jusqu'au 31 mai et l'automne à compter du 1er octobre. Les transplantations peuvent être effectuées bien avant le début de vos travaux. Afin de coordonner les transplantations avec vos travaux, veuillez nous aviser d'avance de la date projetée du début de ceux-ci. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter). Voir plan : _____ Note : _____	
	19.	Si des travaux d'élagage sont nécessaires pour permettre l'installation de câbles, ces travaux doivent être réaliser pour un entrepreneur autorisé, dans le cas contraire, l'élagage sera effectué par l'arrondissement et feront l'objet d'une facturation. Afin de coordonner les travaux, veuillez contacter les responsables de la ville (voir le point 1)	
	20.	Vous devez prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'arrosage de tous les arbres qui sont affectés par les travaux. Ces arbres doivent être arrosés aux 7 à 10 jours durant la période comprise entre le 1er mai et le 30 octobre. L'arrosage ne doit pas provoquer d'érosion du sol naturel près de l'arbre et doit être effectué de façon à humidifier le sol jusqu'à une profondeur minimale de 300 mm.	Pas de photo disponible

	21.	Vous devez aviser immédiatement le responsable de la Ville des dommages causés à un arbre et du danger qui a été occasionné par les travaux. Si un ou des arbres sont abîmés, le coût des dommages sera calculé selon la méthode de la Société Internationale d'Arboriculture du Québec (SIAQ). Les travaux correctifs requis seront effectués par la Ville aux frais du demandeur du permis et de l'entrepreneur responsable des travaux. Une facturation sera émise. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter).	

Le demandeur du permis a attentivement pris connaissance de chacune des clauses des normes et devis pour la conservation et la protection des arbres et s'engage à les respecter ainsi que l'entrepreneur responsable des travaux à qui il communiquera l'ensemble de ces informations.

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

5.3
PLAN D'IMPLANTATION



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

5.4
PLAN DE REZ-DE-CHAUSSÉE



DÉVELOPPEMENT DU PROJET

6

6.1
PLANS

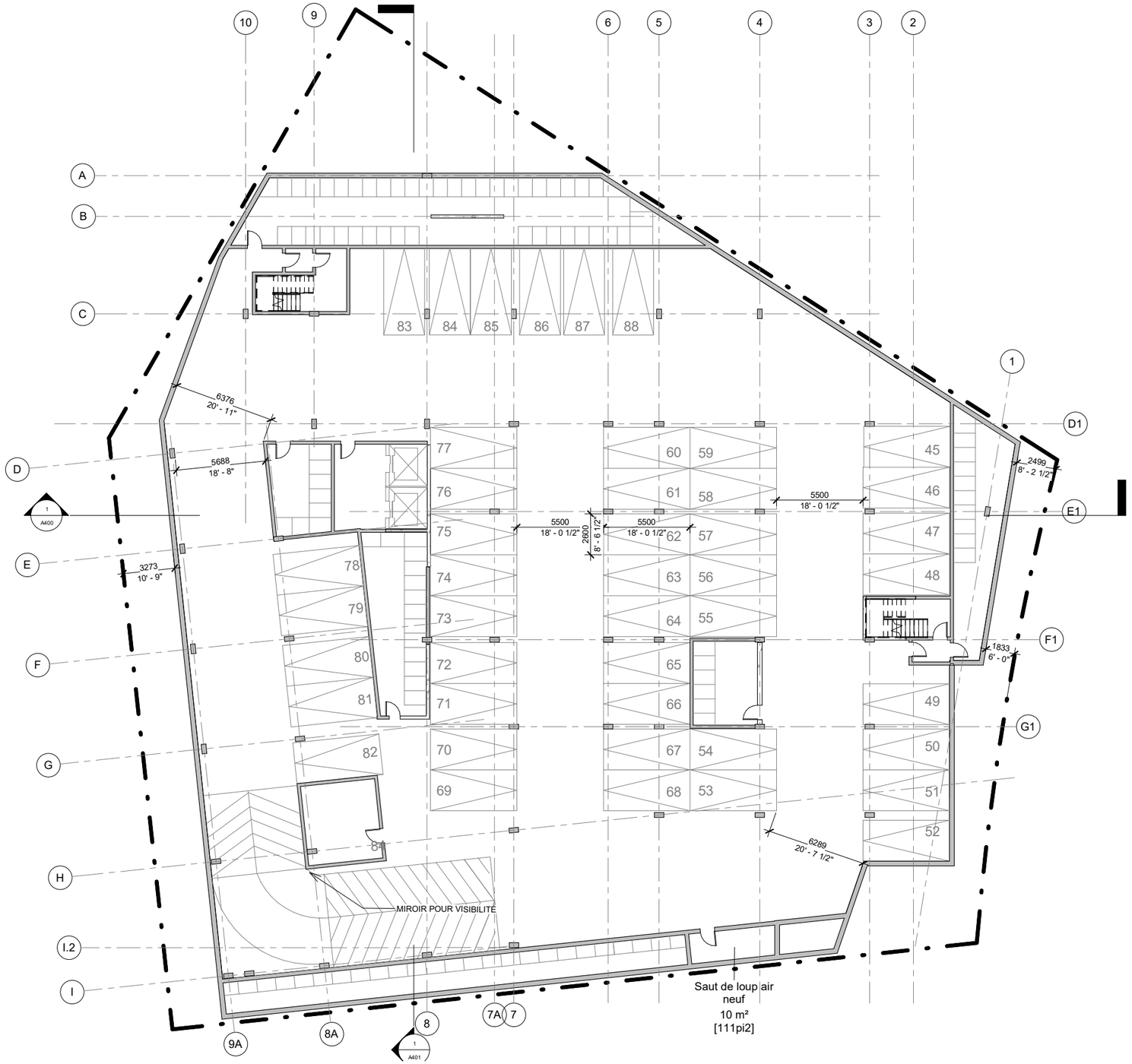
PLAN DU SOUS-SOL 2

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



44 cases/étage

+/- 0.6 cases/logement

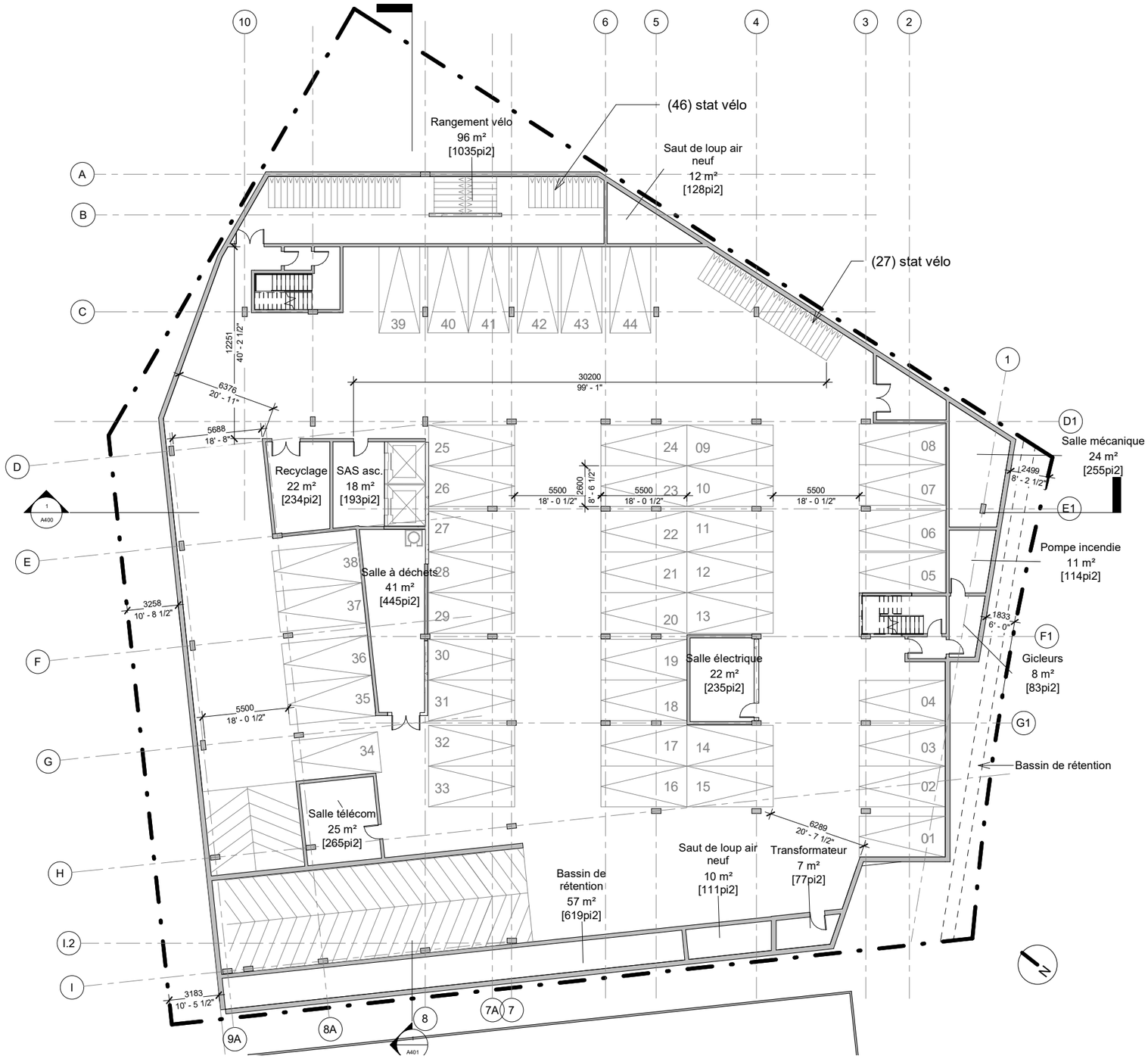
PLAN DU SOUS-SOL 1

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



44 cases/étage

+/- 0.6 cases/logement

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

12 logements

- 1 chambre - 9 logements
- 2 chambres - 1 logement
- 3 chambres - 2 logements



PLAN DE L'ÉTAGE 2

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

16 logements

- 1 chambre - 10 logements
- 2 chambres - 3 logements
- 3 chambres - 3 logements



PLAN D'ÉTAGE TYPIQUE (3 À 7)

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

18 logements / étage

- 1 chambre - 8 logements
- 2 chambres - 8 logements
- 3 chambres - 2 logements



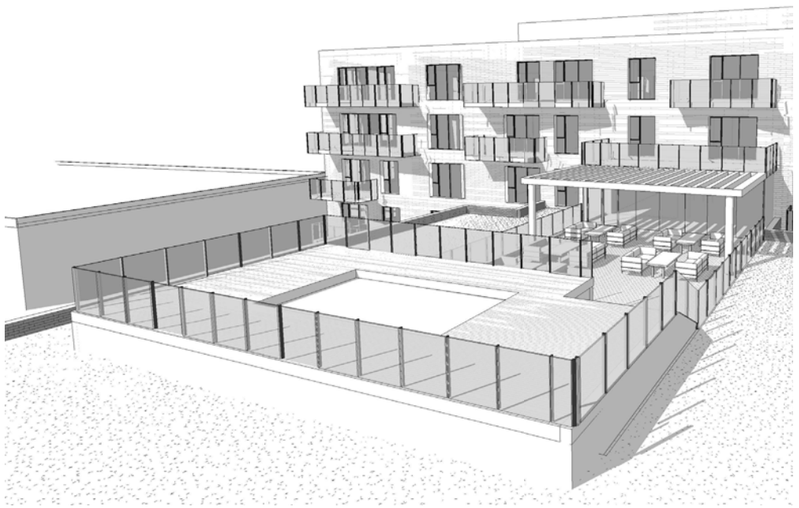
PLAN DE L'ÉTAGE 8

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



Terrasse commune niveau 8

11 logements

1 chambre -6 logements

2 chambres - 4 logements

3 chambres - 1 logement



PLAN DES ÉTAGES 9-10

Division de l'urbanisme

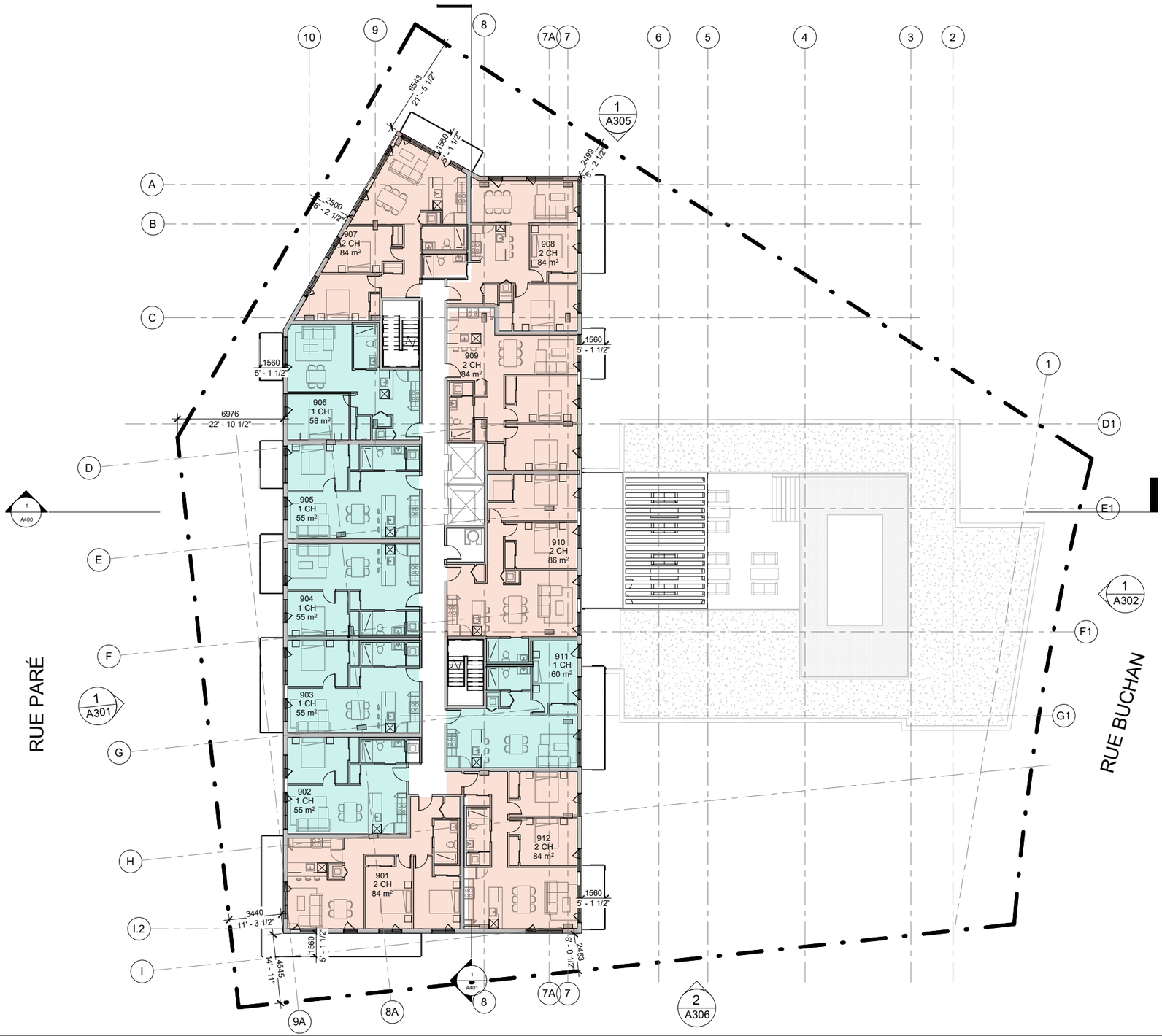
2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

12 logements / étage

- 1 chambre -6 logements
- 2 chambres - 6 logements
- 3 chambres - 0 logements



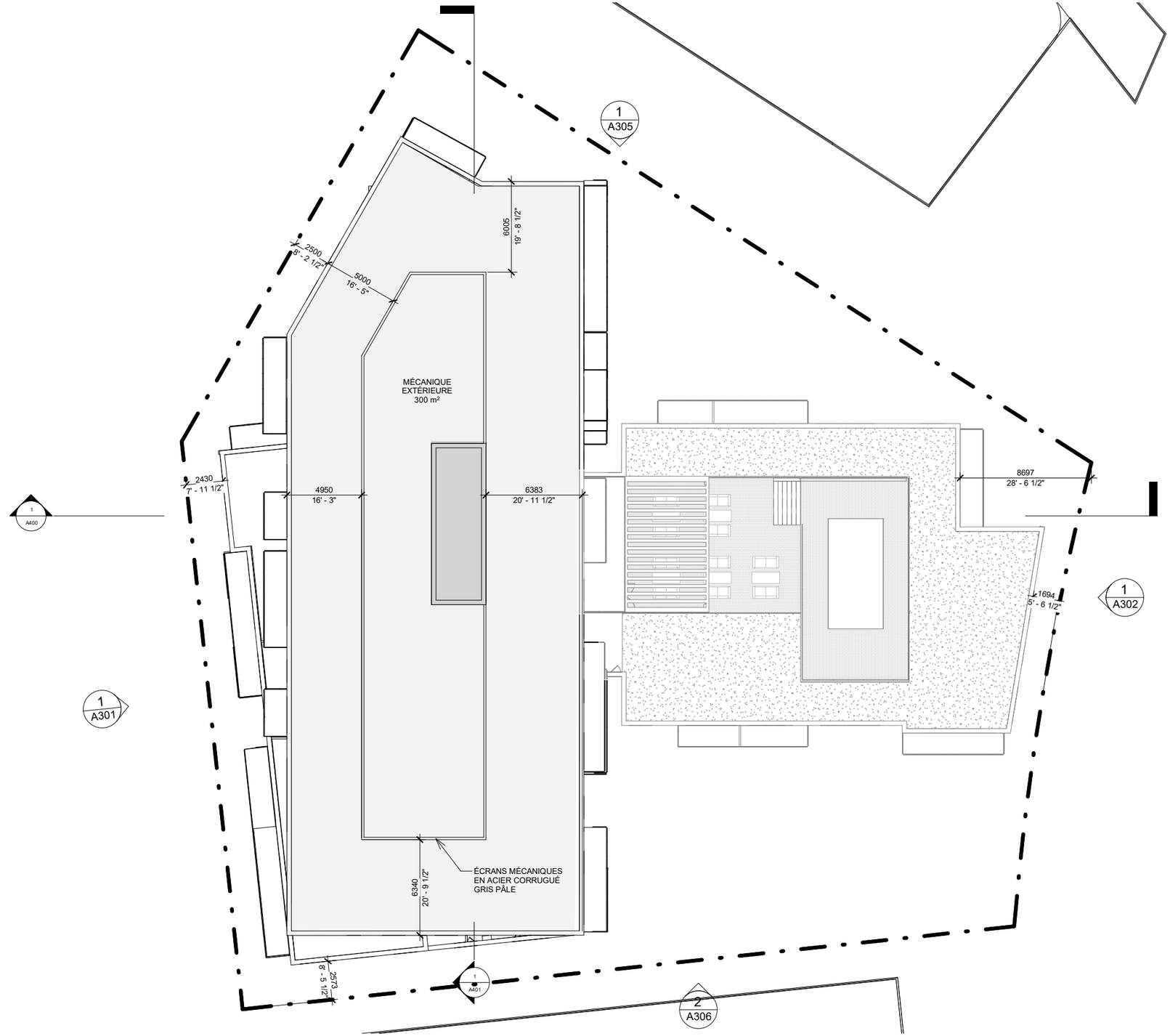
PLAN DE TOITURE

Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG



6.2
STATISTIQUES ET LOGEMENTS TYPES

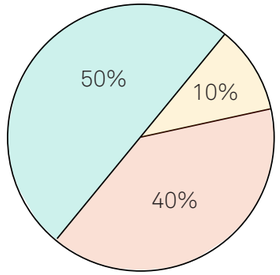
Projet				
Identification	Projet			
Superficie du site	2 720 m^2		29 278 pi^2	
Implantation au sol	1 580 m^2		17 007 pi^2	
Taux d'implantation	58%			
Densité (approximative)	4,76			
Surface totale brute hors sol	**13 615 m^2**		**146 551 pi^2**	
Surface totale brute pour stationnements (auto+vélo)	**13 502 m^2**		**145 334 pi^2**	
Surface totale brute pour métropole mixte	**13 429 m^2**		**144 549 pi^2**	
Surface totale brute pour COS	**12 955 m^2**		**139 451 pi^2**	
Surface totale nette hors sol (-15%)	**11 573 m^2**		**124 568 pi^2**	
Sup. brute RDC niveau 1	**1 400 m2**		**15 069 pi2**	
Superficie residentielle	832 m^2		8 956 pi^2	
Superficie tech et corridor (Inclut rampe)	343 m^2		3 692 pi^2	
Superficie parties communes (hall, gym et rang. vélo)	225 m2		2 422 pi^2	
% espaces techniques	25%			
% espaces techniques et parties communes	41%			
Sup. brute niveau 2	**1 400 m2**		**15 069 pi2**	
Sup. brute niveau 3 à 7 (5 étages)	**1 580 m2**		**17 007 pi2**	
Superficie étage type rés. (5x)	1 363 m^2		14 671 pi^2	
Superficie tech et corridor	217 m^2		2 336 pi^2	
% espaces techniques	14%			
Sup. brute niveau 8	**985 m2**		**10 602 pi2**	
Superficie étage type rés.	807 m^2		8 686 pi^2	
Superficie tech et corridor + partie communes	178 m^2		1 916 pi^2	
% espaces techniques (et parties communes)	18%			
Sup. brute niveau 9-10 (2 étages)	**965 m2**		**10 387 pi2**	
Superficie étage type rés. (2x)	863 m^2		9 289 pi^2	
Superficie tech et corridor	102 m^2		1 098 pi^2	
% espaces techniques	11%			
Nbr d'étages	7 étages 10 étages			
Sup. brute stationnement	**2 488 m2**		**26 781 pi2**	
nombre d'étages	2			
nombre de cases	90			
Nombre total de stationnement vélo	**195**			
nombre de cases extérieures	48			
nombre de cases intérieures (RDC)	74			
nombre de cases intérieures (SS1)	73			

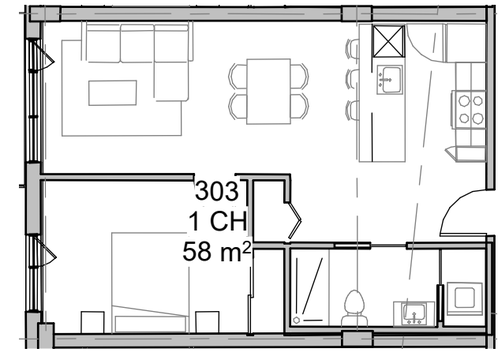
total: 153 logements
incluant
10% de logement familial

1 chambre 77 log.

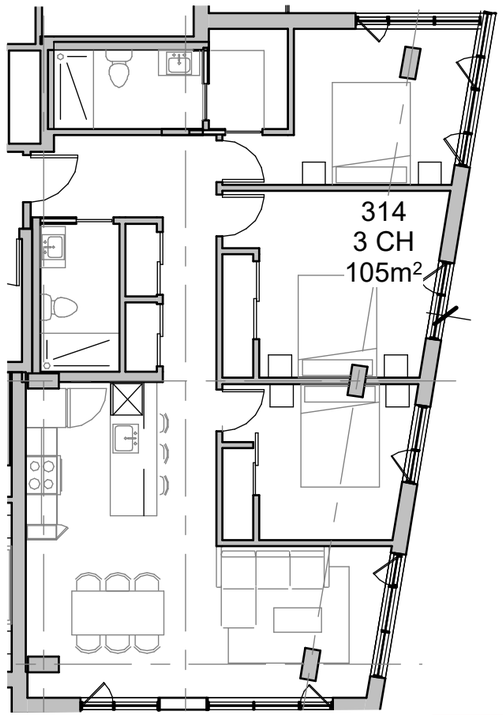
2 chambres 60 log.

3 chambres 16 log.



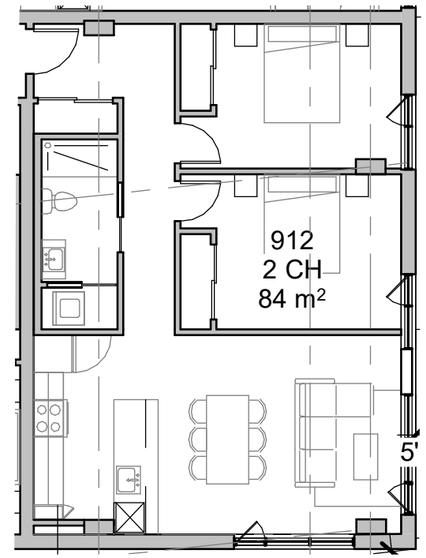


1 cc. (55 à 58m² - 590 à 625pi²)



3 cc. (105m² - 1130 pi²)

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

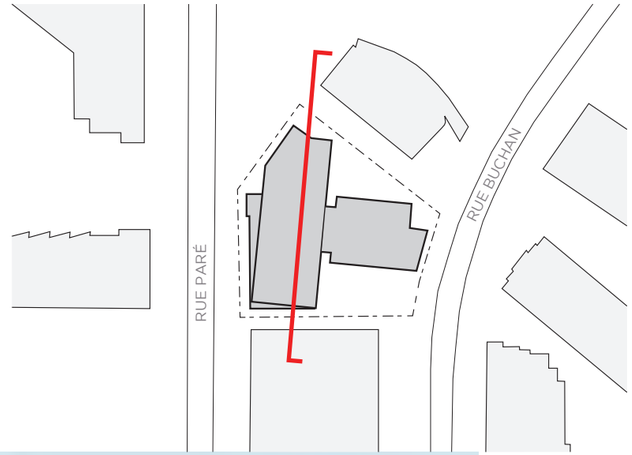


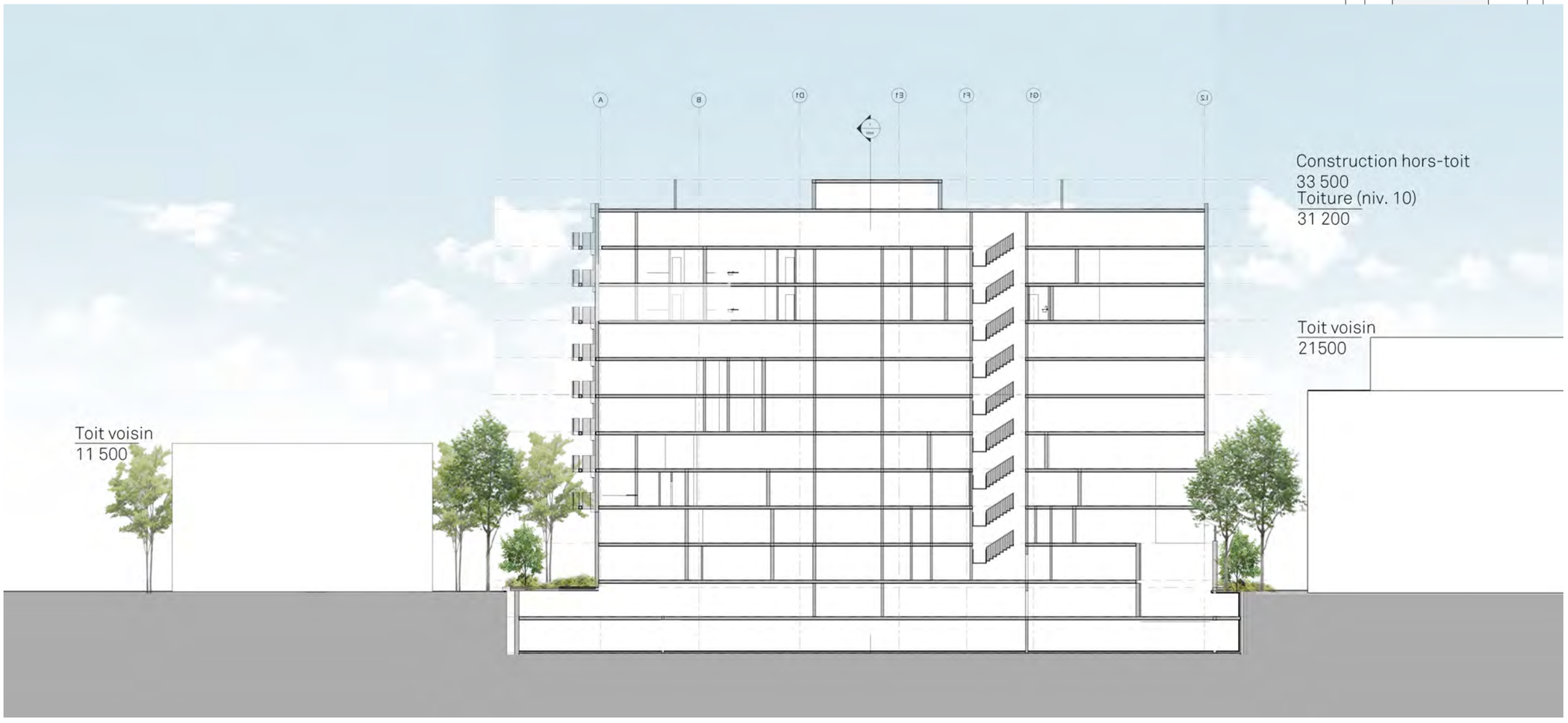
2 cc. (80 à 84m² - 860 à 900 pi²)

6.3
COUPES

COUPE TRANSVERSALE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG





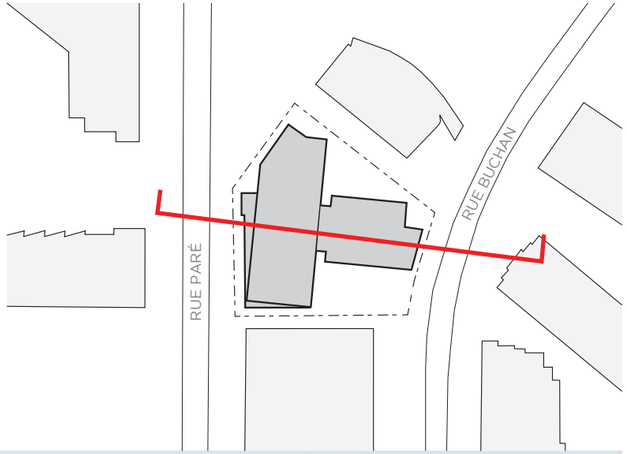
COUPE LONGITUDINALE

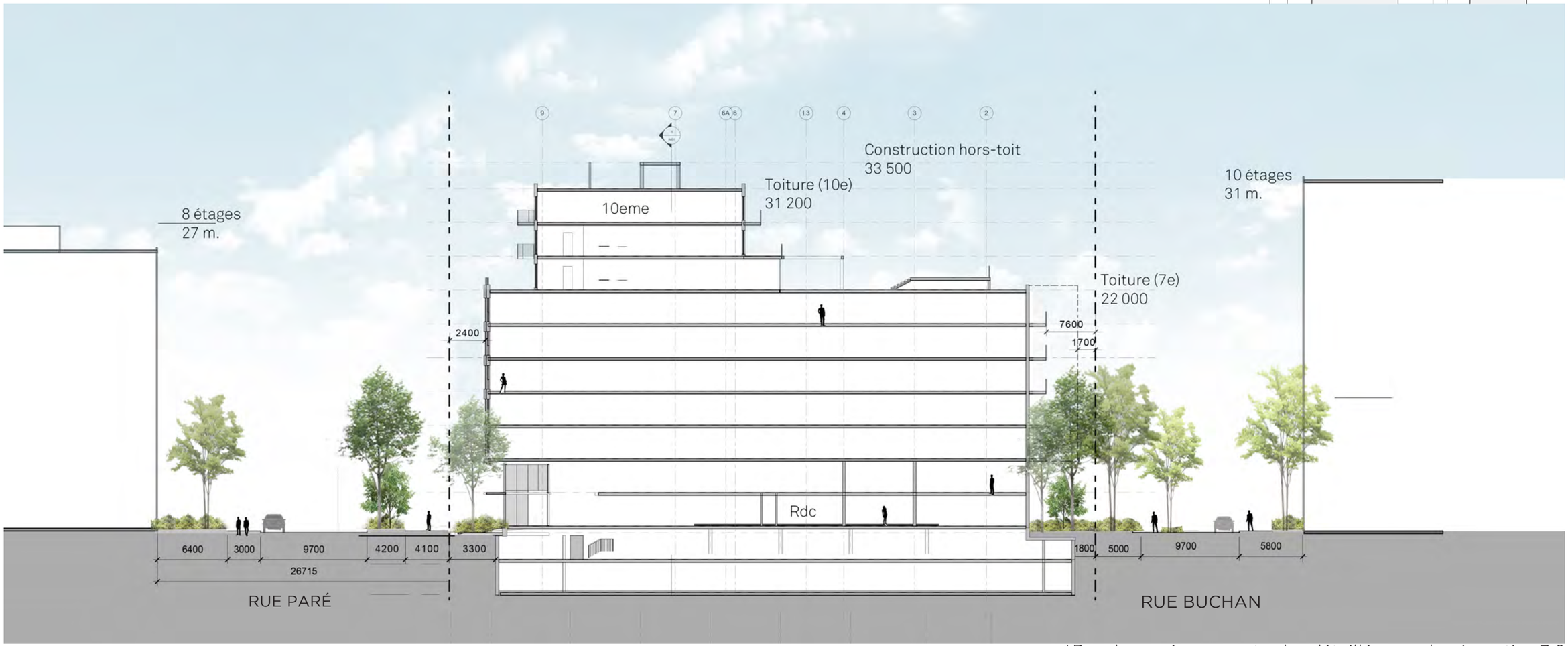
Division de l'urbanisme

2021 10 27

1216290025

CDN-NDG





*Pour les aménagements plus détaillés au sol, voir section 7.2

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

6.4
VUE AÉRIENNE VERS LE SUD



*L'aménagement paysagé est illustré à titre indicatif uniquement. Voir document d'architecture de paysage pour plus de précision.

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

VUE AÉRIENNE VERS LE NORD/OUEST



*L'aménagement paysagé est illustré à titre indicatif uniquement. Voir document d'architecture de paysage pour plus de précision.

6.5
REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS - CONCEPT

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

La stratégie générale du projet consiste à travailler par contraste la modulation des volumes.

- Le volume à 7 étages est de couleur foncée et unifie la volumétrie entre les rues Buchan et Paré. Plus près du sol, il propose des balcons coursives plus généreux munis de garde-corps en verre.
- Le volume à 10 étages est de couleur pâle telle une toile de fond, et propose des balcons plus ponctuels à la modulation dynamique. Les garde-corps sont également en verre.

Les fenêtres sont de couleur anodisée sur le volume pâle et anthracite sur le volume foncé.



REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS - MATÉRIAUX

BRIQUE GRISE IRONSPOT

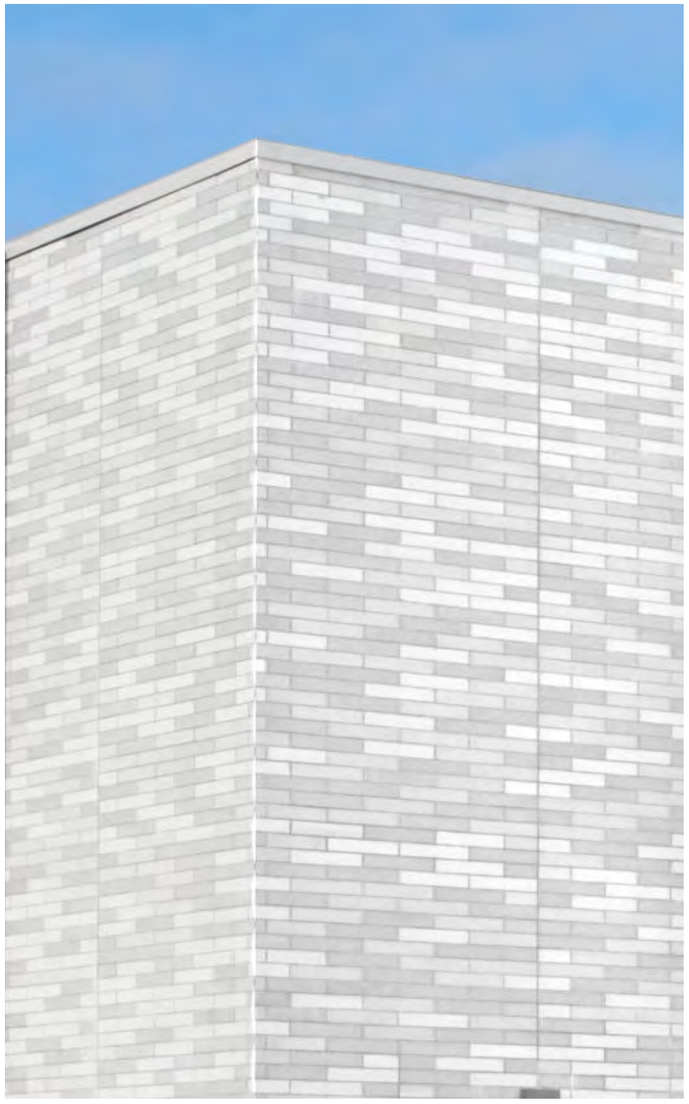
MODULE KING SIZE
FINI SMOOTH
FINI ARTISAN (2 PREMIERS ÉTAGES ET VOLUMES EN AVANCÉE)





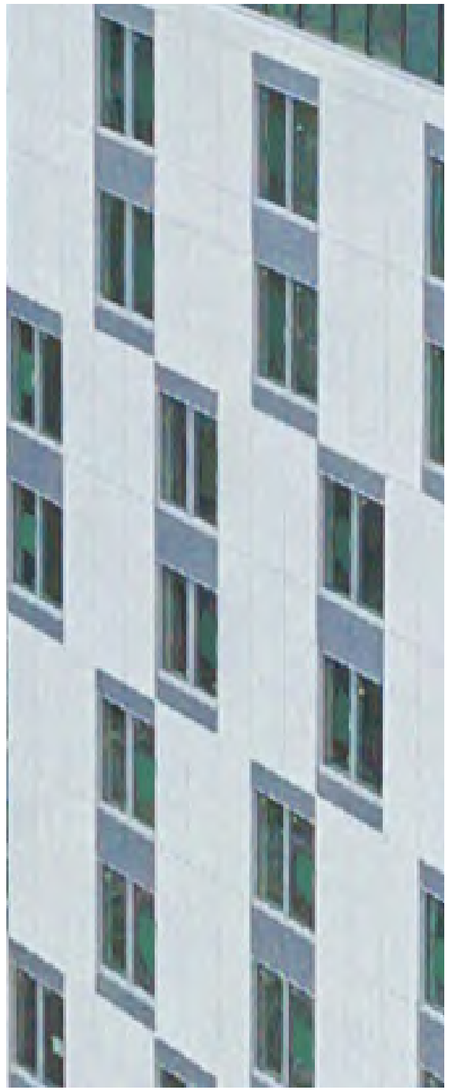
BLOC DE BÉTON 2 TONS BLANC/GRIS

MODULE 4' X 16'
FINI MEULÉ



PANNEAUX TYMPANS

ENTRE LES FENÊTRES
GRIS ANODISÉ VOLUME PÂLE
ANTHRACITE VOLUME FONCÉ



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

Division de l'urbanisme

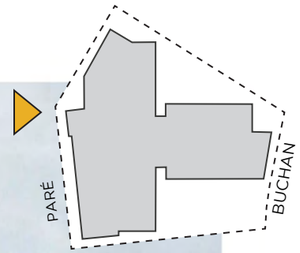
2021 10 27

1216290025

CDN-NDG

6.6
ÉLÉVATIONS
ÉLÉVATION RUE PARÉ

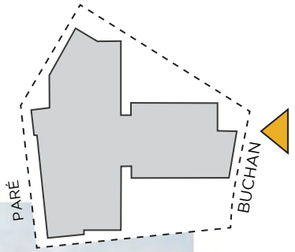
- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair



ÉLÉVATION RUE BUCHAN

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair





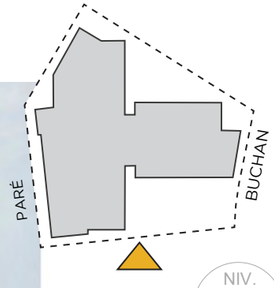
ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT + ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE

ÉLÉVATION OUEST - COUR D'ACCÈS

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair



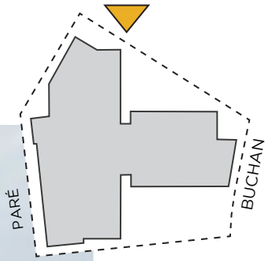


NIV. 33500 Mécanique
NIV. 31100 Toit
NIV. 28050 Niveau 10
NIV. 25000 Niveau 9
NIV. 21950 Niveau 8
NIV. 18900 Niveau 7
NIV. 15850 Niveau 6
NIV. 12800 Niveau 5
NIV. 9750 Niveau 4
NIV. 6700 Niveau 3
NIV. 3650 Niveau 2
NIV. 600 RDC
NIV. 0 Niveau du sol rue Paré

ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG

- **A** Brique grise ironspot fini artisan (2 premiers étages et volumes en avancées) - module king size
- **B** Brique grise ironspot fini smooth - module king size
- **C** Bloc de béton 2 tons blanc/gris - module allongé (100mmx600mm) - fini lisse
- **D** Écran mécanique en métal corrugué gris clair





NIV. 33500 Mécanique
NIV. 31100 Toit
NIV. 28050 Niveau 10
NIV. 25000 Niveau 9
NIV. 21950 Niveau 8
NIV. 18900 Niveau 7
NIV. 15850 Niveau 6
NIV. 12800 Niveau 5
NIV. 9750 Niveau 4
NIV. 6700 Niveau 3
NIV. 3650 Niveau 2
NIV. 600 RDC
NIV. 0 Niveau du sol rue Paré

6.7
INSERTION URBAINE

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG





6.8
PERSPECTIVES
RUE PARÉ

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



PRÉSENTATION DU CONCEPT EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE DU 5055 BUCHAN
Document pour CCU

VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 Sainte-Catherine O. suite 218,
Montréal, QC H3B 1A2
(514) 499-7083
info@versiopaysage.ca
www.versionpaysage.ca

ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT + ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641 Saint-Laurent Blvd 3e étage,
Montréal, Québec H2X 2V5
(514) 678-3952

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2

ANALYSE CONTEXTUELLE 3

RÉGLEMENTATION 4

RÉFÉRENTS ET INSPIRATION 5

PLAN D'ENSEMBLE R-D-C 6

PLAN D'ENSEMBLE R-D-C ANNOTÉ 7

PLAN AGRANDI R-D-C- ZONE 1 ANNOTÉ 8

PLAN AGRANDI R-D-C- ZONE 2 ANNOTÉ 9

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE.....10

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE ANNOTÉ.....11

MATÉRIAUX.....12

MOBILIER 13

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS.....14

PROTECTION DES ARBRES EXISTANTS.....15

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS À PROTÉGER.....16

LISTE DE VÉGÉTAUX PROPOSÉS 17

INTERACTION ENTRE LES SAILLIES ET LES ARBRES..18

DESSINS TECHNIQUES 19

PLAN D'ÉCLAIRAGE 20

ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

Division de l'urbanisme

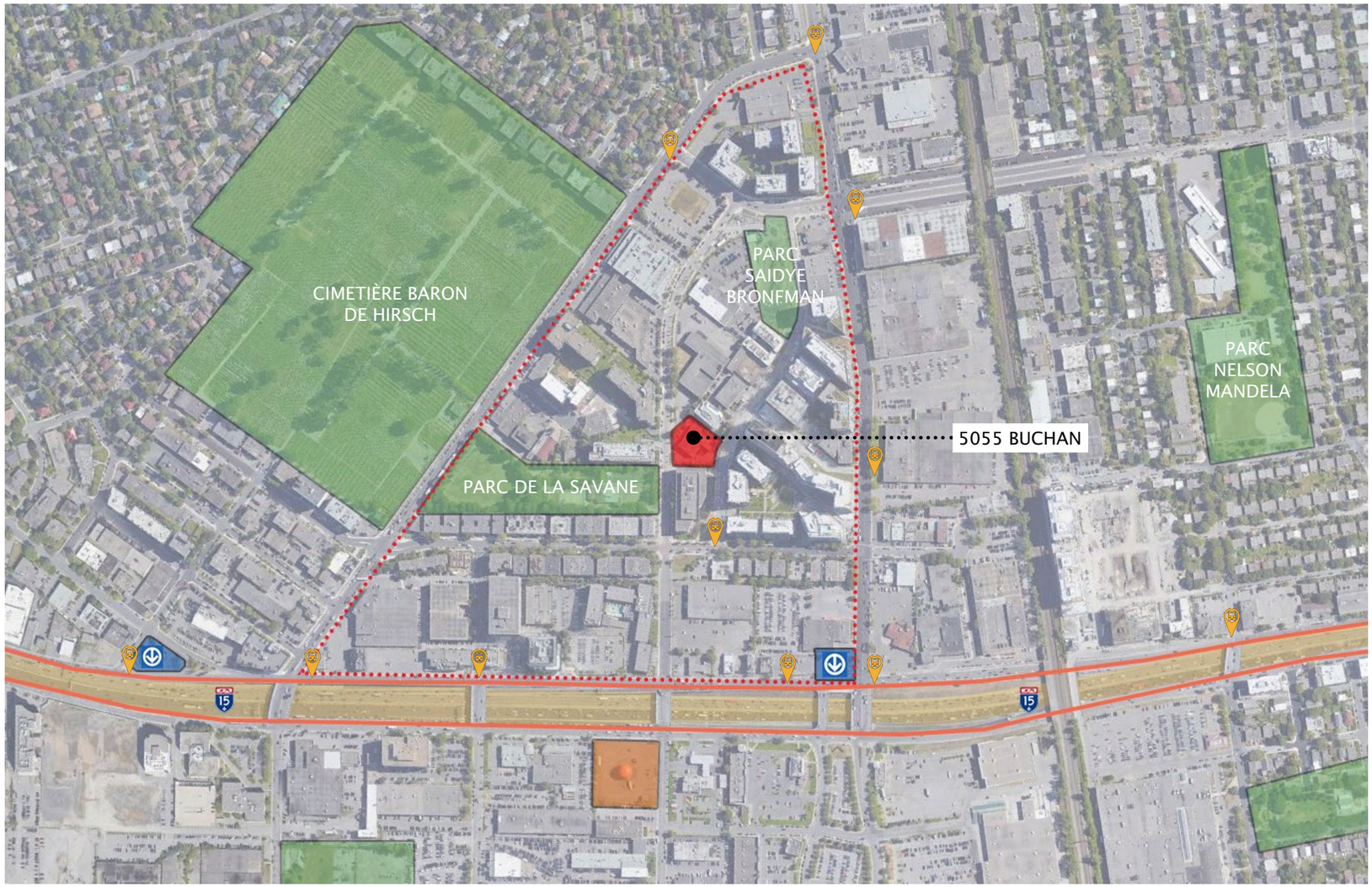
2021 11 02

1216290025

CDN-NDG

Le site se trouve dans le secteur *Le Triangle*, lui-même dans l'arrondissement Côte-des-Neiges. Au sud, on retrouve l'autoroute Décarie et le boulevard Décarie. Les principales stations de métro aux alentours sont Namur et De la Savane et le parc Saidye-Bronfman sont situés aux abords, ainsi que le cimetière Baron de Hirsh . Le restaurant Orange Julep, à quelques coins de rue, est un bon marqueur paysagé.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE PRÈS DU SITE D'INTERVENTION

LÉGENDE

- SITE D'INTERVENTION DU PROJET
- ESPACES VERTS
- STATION DE MÉTRO
- AUTOROUTE DÉCARIE
- BOULEVARD DÉCARIE
- SECTEUR LE TRIANGLE
- ORANGE JULEP/ POINT DE REPÈRE

RÈGLEMENT D'URBANISME CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

	Un espace de stationnement hors rue doit communiquer avec une allée d'accès ou une rue.	✓
	Un minimum de 2 cases de stationnement pour vélos	✓
	L'espace extérieur pour le stationnement a vélo doit être recouvert d'un toit ou d'une saillie d'un bâtiment, être éclairé et situé à une distance de moins de 30 m d'un bâtiment.	✓
	Un espace de stationnement pour vélos doit être identifié par une signalisation sur les lieux.	✓
	Un bâtiment pour lequel 20 unités de stationnement pour vélos et plus sont exigées doit comprendre au moins 20% de ceux-ci à l'extérieur.	✓
	Un espace de stationnement pour vélos doit comprendre une voie de circulation d'une largeur minimale de 2m	✓
	Le nombre d'unités de stationnement est déterminé selon la formule 1unité/70m^2	✓
	Un arbre doit avoir un tronc d'un DHP égal ou supérieur à 5cm, une hauteur minimale de 2m et être distancé d'un autre d'au moins 5m	✓
	Exigeance relative au nombre d'arbres pour tous les usages de famille d'habitation = 1 arbre / 100m2 non construit, incluant les aires de stationnement pour un total de 13 arbres.	✓
	Toute la superficie de la cour avant d'un terrain situé dans une zone où est autorisée, un usage de la famille habitation, doit être plantée d'éléments végétaux.	✓
	Lors de la construction d'un bâtiment, au moins 15% de la superficie du terrain doit être plantée d'éléments végétaux.	✓

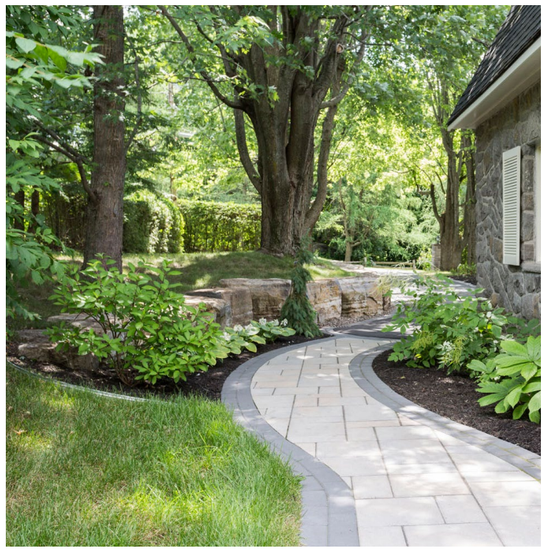
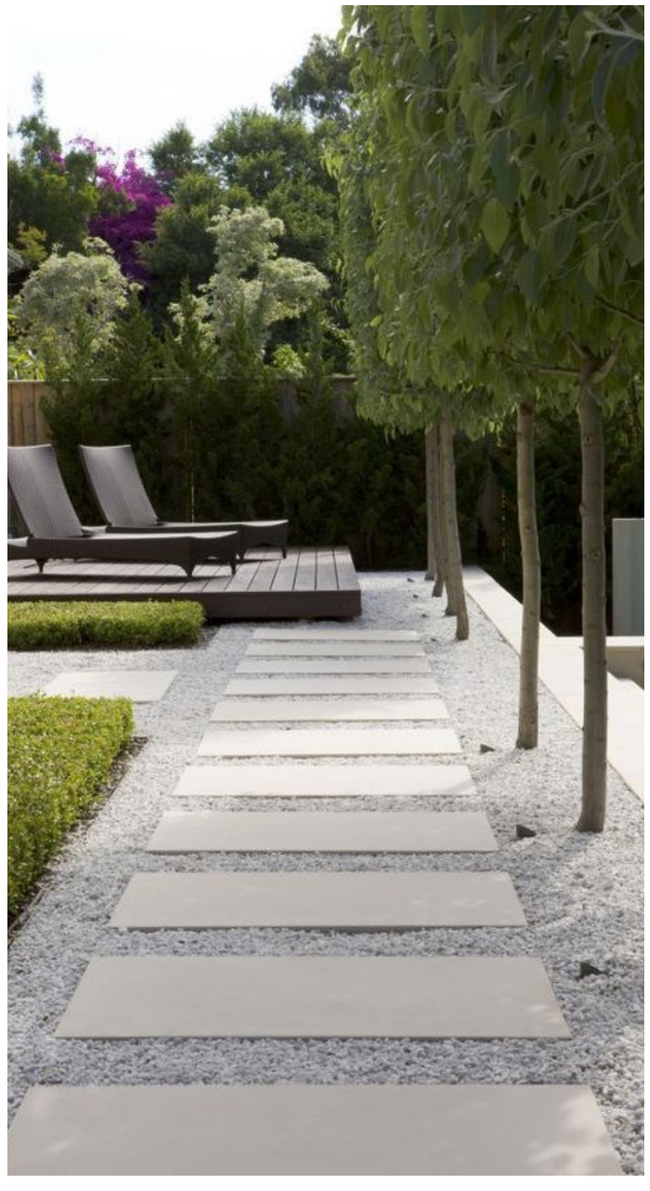
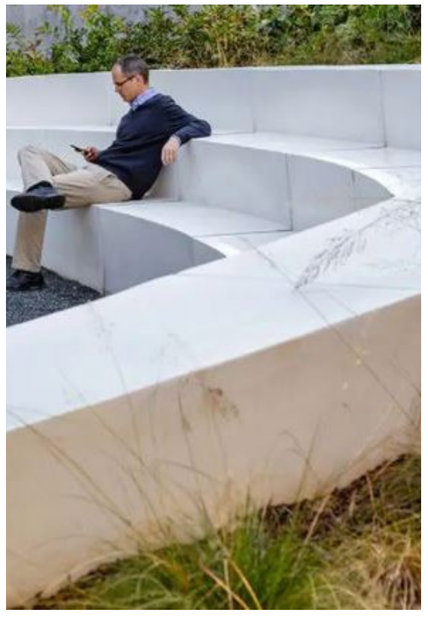
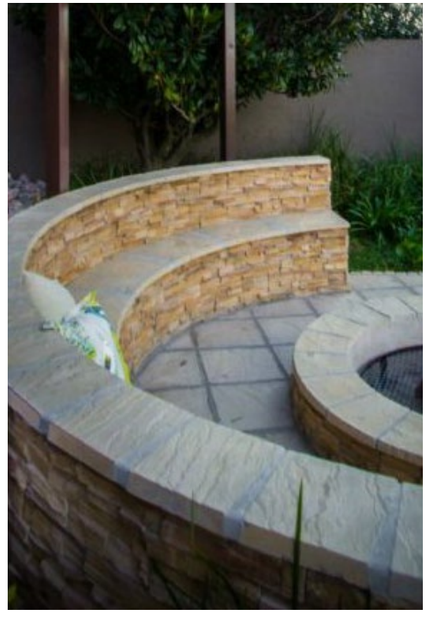
SUPERFICIE TOTALE LOT : 2724 M^2
SUPERFICIE DE VERDISSEMENT PRÉVUE AU CONCEPT: 907M^2 (33% DU LOT; 15% REQUIS)
SUPERFICIE DE VERDISSEMENT PRÉVU AU REZ-DE-CHAUSSÉE (HORS TRÉFOND): 208M^2
SUPERFICIES DE VERDISSEMENT PRÉVU AU REZ-DE-CHAUSSÉE (SUR TRÉFOND): 445M^2
SUPERFICIES DE VERDISSEMENT PRÉVU À LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE: 254M^2

NOUS PRÉVOYONS PLANTER **14 ARBRES** À MOYEN-GRAND DÉPLOIMENT SUR LE SITE ET GARDER CEUX EXISTANTS AYANT UNE BONNE VALEUR HORTICOLE.

RÉFÉRENTS ET INSPIRATION

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG




PLAN D'ENSEMBLE DU REZ-DE-CHAUSSÉE

Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG



1:125

PLAN D'ENSEMBLE DU REZ-DE-CHAUSSÉE ANNOTÉ

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PLAN AGRANDI - ZONE 1

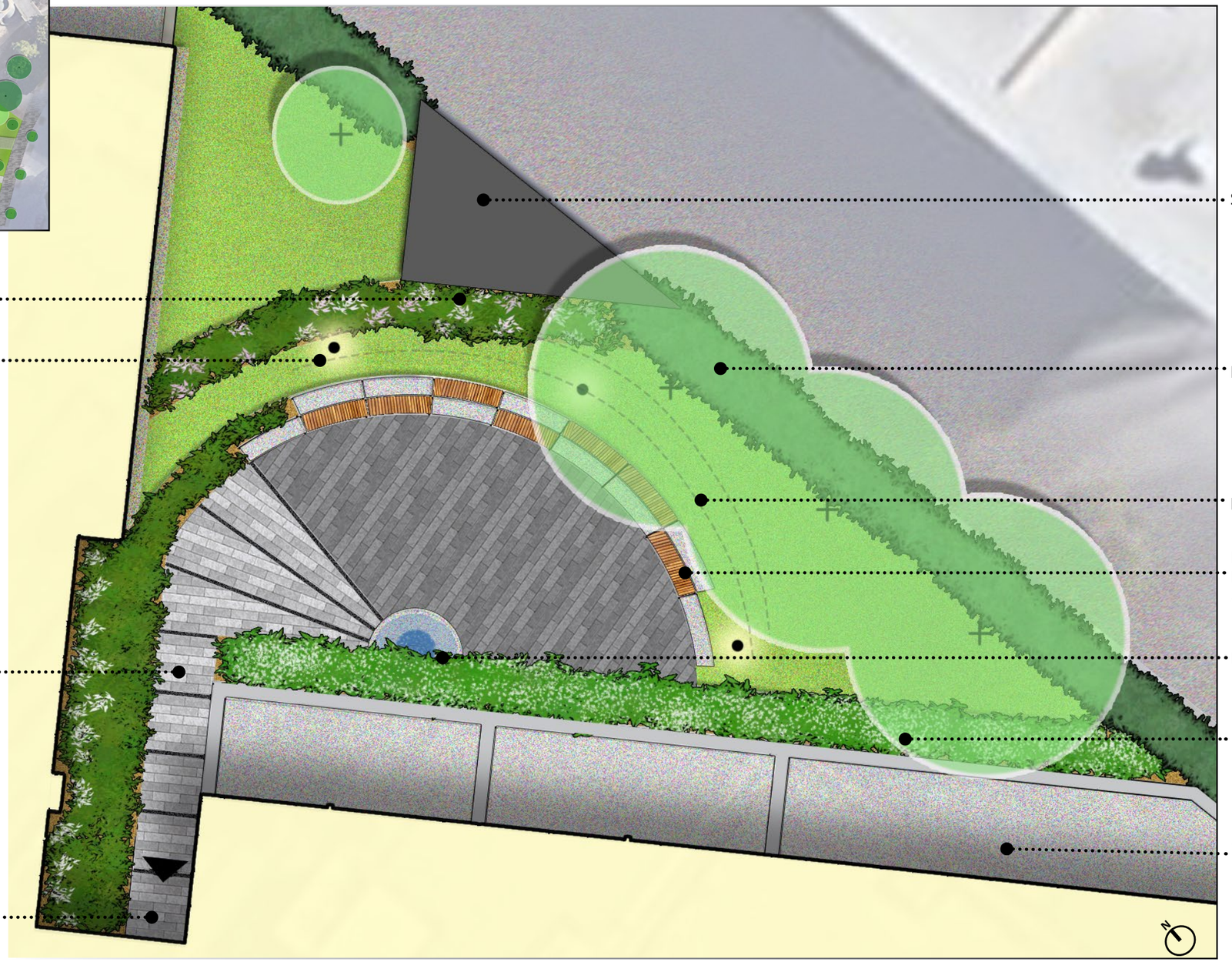




Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

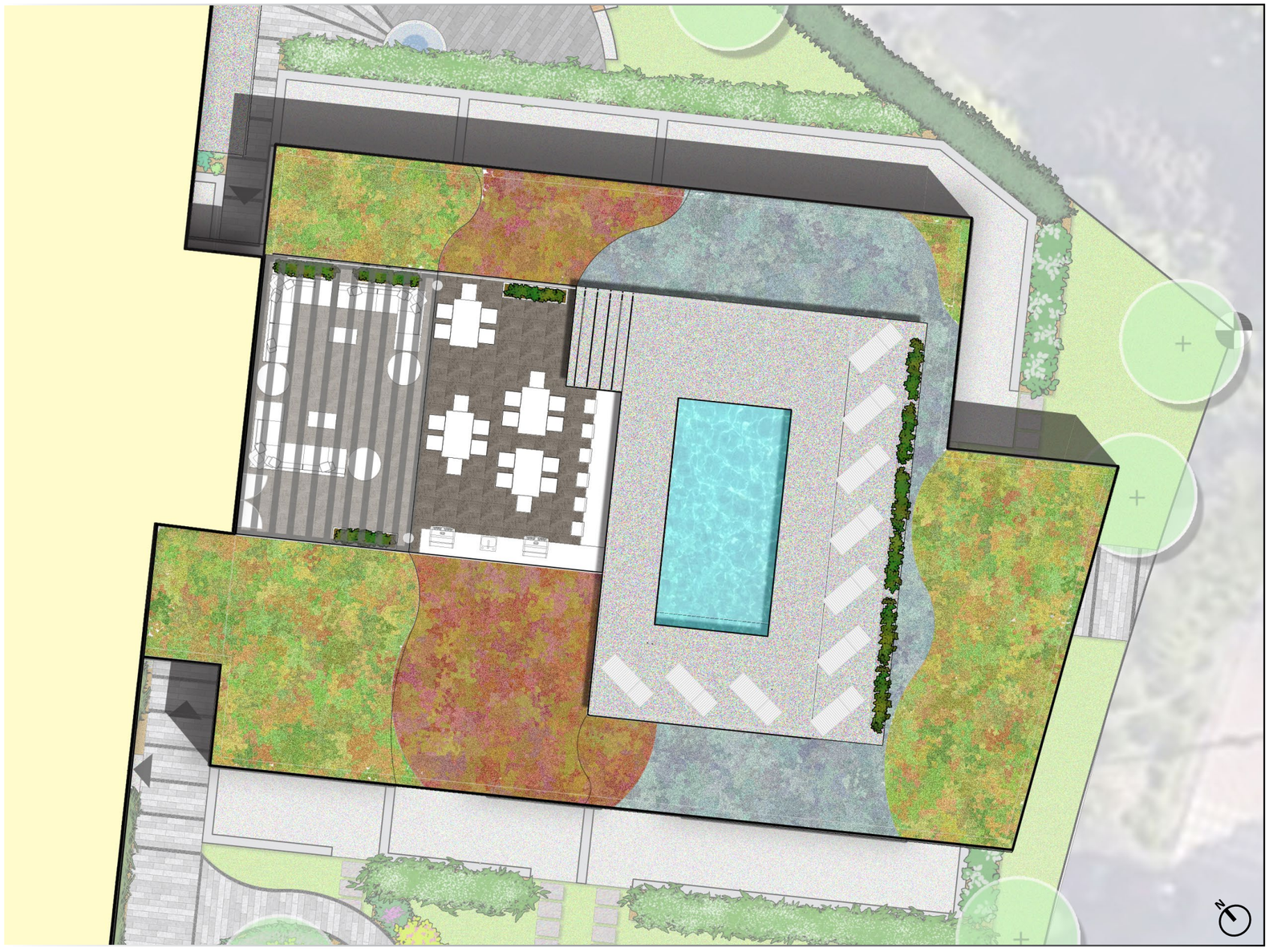
PLAN AGRANDI - ZONE 2





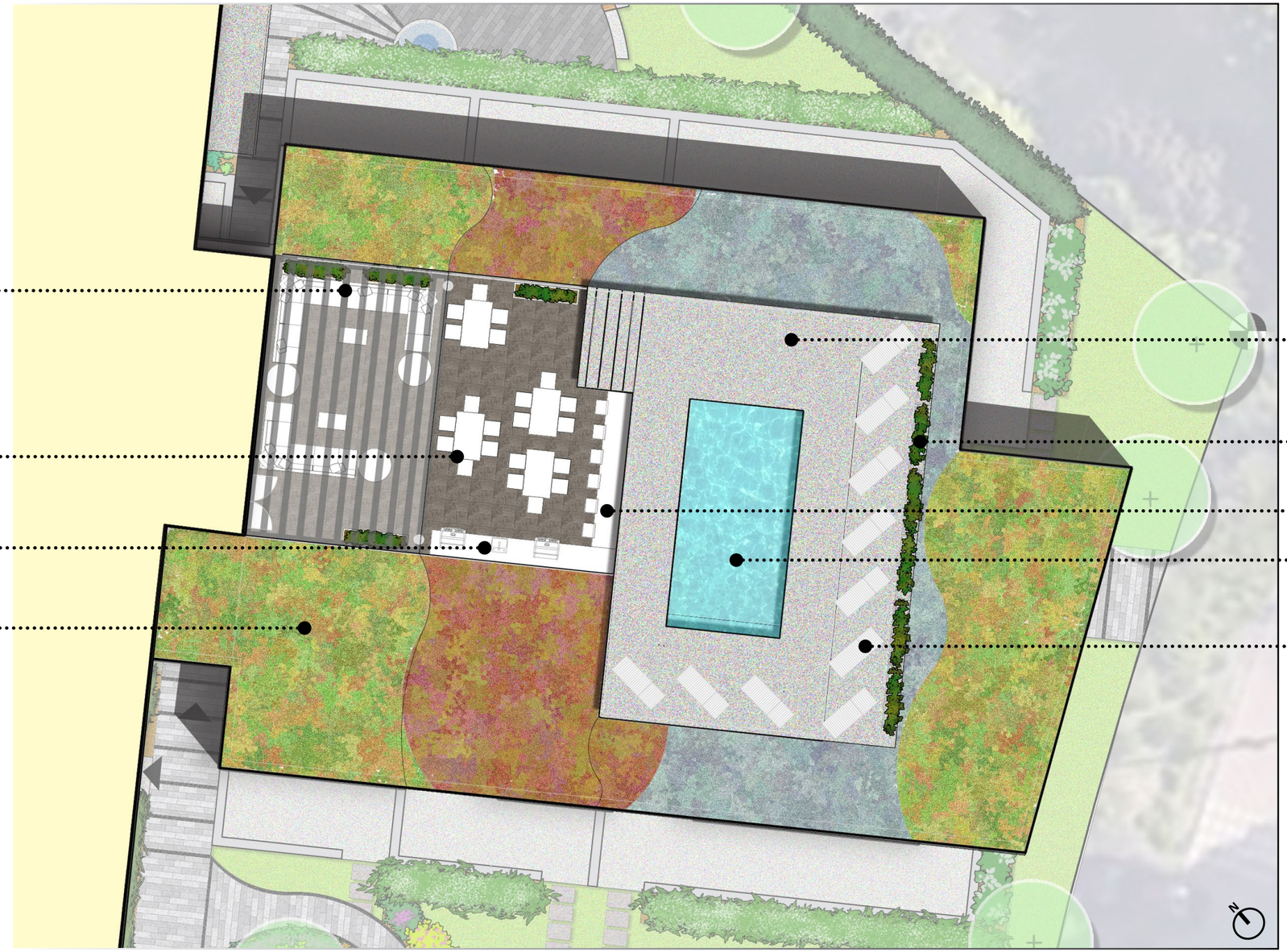
Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE



PLAN D'ENSEMBLE DE LA TERRASSE DU 8EME ÉTAGE ANNOTÉ

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



PAVÉE DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ DE DIFFÉRENTES COULEURS



BÉTON



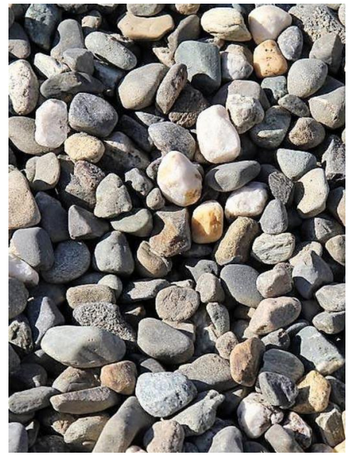
GAZON



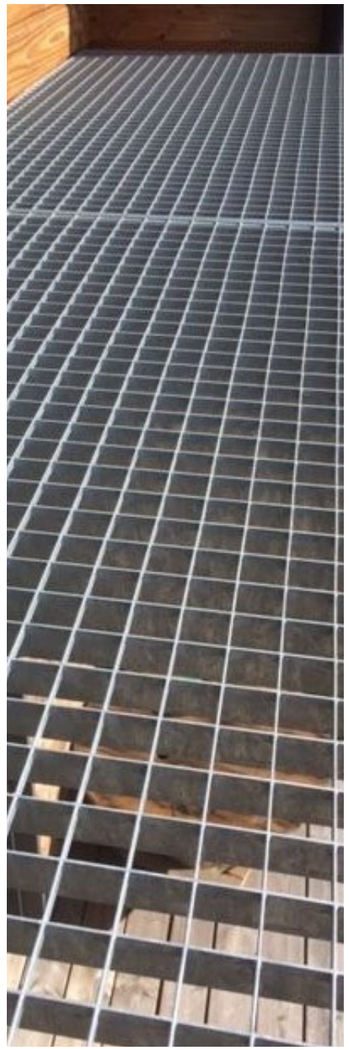
PAILLIS DE BRF



DALLES SUR PLOTS



GALET DE RIVIÈRE

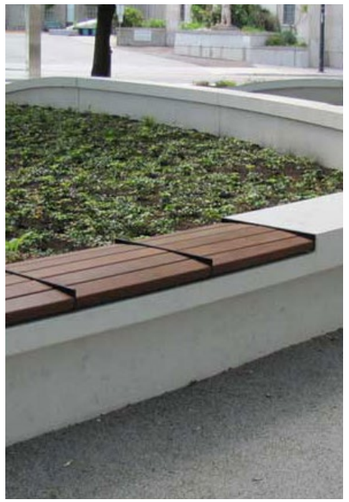


PASSERELLE EN CAILLEBOTIS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

MOBILIER

REZ-DE-CHAUSSÉE



MURET-BANC EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ AVEC ASSISE EN BOIS



FONTAINE EN BÉTON



SUPPORT À VÉLO EP 5903 NOIR

TOIT



CUISINE EXTÉRIEURE



TABLE BASSE ‘OVER THE TOP’ BLANCHES DE JARDIN DE VILLE



CANAPÉ MODULAIRE ‘OSLO’ PAR MUST JARDIN



JARDINIÈRE AUGE BLANCHE PAR URBAN BONFIRE



TABOURET ‘FOREST’ BLANC DE FAST



FOYER DEKKO ‘AVARA’ CENDRÉ AU PROPANE

TABLE ‘OFF THE HOOK’ BLANCHE DE JARDIN DE VILLE

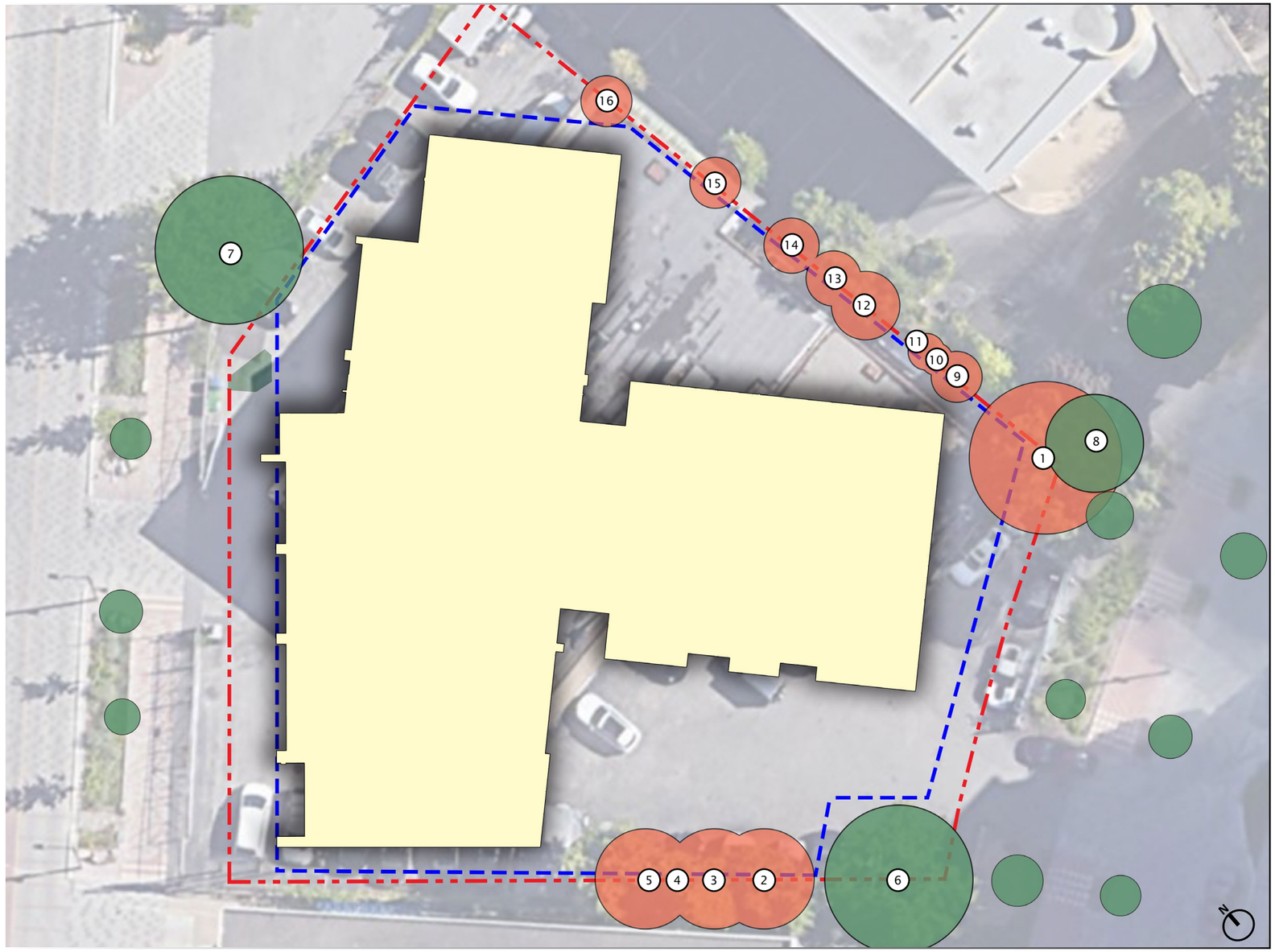
CHAISE ‘RION’ BLANCHE DE FAST



CHAISE LONGUE ‘CADZAND’ BLANCHE DE JARDIN DE VILLE

SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

- ARBRES À CONSERVER
- ARBRES À ABATTRE
- LIMITE DE LOT
- TRÉFOND

L'ARBRE #**8** ÉTANT EN BONNE SANTÉ ET MATURE, NOUS TROUVIONS QU'IL ÉTAIT DOMMAGE DE L'ABATTRE.

L'ARBRE #**6** EST AUSSI DE VALEUR ORNEMENTALE ET NOUS JUGEONS INTÉRESSANT DE LE GARDER.

L'ARBRE #**7**, BIEN QUE LES RACINES SOIENT CARIÉES, EST MATURE ET NOUS NE CROYONS PAS NÉCESSAIRE DE L'ABATTRE.

POUR LES AUTRES ARBRES, NOUS RECOMMANDONS DE LES ABATTRE PUISQU'ILS SONT EN MAJEUR PARTIS TRÈS PETITS ET AYANT PEU DE VALEUR HORTICOLE (ESPÈCES SPONTANÉES). ILS SONT POUR LA PLUPART EN CONFLIT AVEC LES MAILLES DE LA CLÔTURE, CE QUI REND LEUR DÉVELOPPEMENT INCERTAIN.

TOUS SES ARBRES SONT SUR LA LIMITE DE LOT OU APPARTIENNENT AU VOISIN, IL SERA DONC NÉCESSAIRE D'OBTENIR L'ACCORD DE CEUX-CI AVANT DE LES ABATTRE.

LES ARBRES QUI SE TROUVENT DANS L'ESPACE PUBLIC SERONT TOUS CONSERVÉS.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

PROTECTION DES ARBRES EXISTANTS

LES ARBRES SUR LE SITE SERONT PROTÉGÉS EN SUIVANT LES NORMES DU DOCUMENT FOURNI PAR LA VILLE DE MONTRÉAL “NORME ET DEVIS POUR CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES”

NOUS CROYONS QU’IL EST IMPORTANT DE GARDER DES ARBRES MATURES SUR LE SITE. L’EFFET DES ARBRES MATURES EST HAUTEMENT A CONSIDÉRÉ SUR LE BIENÊTRE DES HABITANTS DU QUARTIER EN PLUS D’APPORTE UN PLUVALUE IMPORTANT AU PROJET. UN TRAVAIL MÉTICULEUX A ÉTÉ EFFECTUÉ AFIN DE SÉLECTIONNER LES ARBRES QUI SERONT LE PLUS ENCLINS À APPORTER DE L’OMBRE SUR LES ESPACES ET LE BÂTIMENT.

POUR ÊTRE CERTAINS DE POUVOIR LES PROTÉGER, LES ARBRES ADJACENTS À LA LIMITE DES TRAVAUX SERONT PROTÉGÉS AVEC DES PLANCHES DE BOIS ET UN REVÊTEMENT MATELASÉ EN PLUS D’UNE CLÔTURE À LEUR POURTOUR. UNE ATTENTION PARTICULIÈRE SERA EFFECTUÉE LORS DE L’ESCAVATION AFIN DE MINIMISER LES EFFETS SUR LES RACINES DE SES DITS ARBRES.





PLANCHE DE BOIS ET REVÊTEMENT MATELASSÉ SUR LE TRONC

PHOTOS DES ARBRES 6,7,8 QUI SERONT CONSERVÉS







CLÔTURE INSTALLÉE À 1.2. M AUTOUR DE L’ARBRE



SCHÉMA DES ARBRES EXISTANTS À PROTÉGER

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

LIMITE DE LOT

CLÔTURE DE PROTECTION

LES CLÔTURES DE PROTECTIONS SERONT INSTALLÉES EN RESPECTANT LA ZONE DE PROTECTION DES ARBRES.

LES NOUES CONSERVÉES SERONT AUSSI CLÔTURÉES À L'EXCEPTION DE CELLE SUR BUCHAN PUISQUE DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT Y SONT PRÉVUS AFIN D'Y IMPLANTÉ UN PASSAGE EN CAILLEBOTIS AFIN DE MINIMISER L'IMPACT SUR CETTE NOUE TOUT EN OFFRANT UN PASSAGE DIRECT ET SÉCURITAIRE VERS LE BÂTIMENT.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

LISTE DE VÉGÉTAUX PROPOSÉS

* VOUS TROUVEREZ, EN ANNEXE AP-01, LE PLAN DE PLANTATION COMPLET

ARBRES FEUILLUS



AG - *Acer ginnala 'Flame'*
Érable de l'amur



CA - *Carpinus caroliniana*
Charme de Caroline



CS - *Catalpa speciosa*
Catalpa remarquable



GBA - *Gingko biloba 'Autumn Gold'*
Arbre aux quarante écus



QRF - *Quercus robur 'Fastigiata'*
Chêne pédonculé fastigié

ARBUSTES



Vs - *Viburnum sargentii 'Onondaga'*
Virorne de Sargent Onondaga



Ca - *Cornus alba 'Ivory Halo'*
Cornouiller panaché 'Ivory Halo'



Hya - *Hydrangea arborescens 'Annabelle'*
Hydrangée de Virginie



Rc - *Rhododendron catawbiense 'Album'*
Rhododendron Album

ARBRE CONIFÈRE



Tb - *Taxus baccata*
If commun

VIVACES



bm - *Brunnera macrophylla 'Jack Frost'*
Myosotis du Caucase



hob - *Hosta 'Big Daddy'*



ds - *Dicentra spectabilis 'Gold Heart'*
Coeur saignant 'Gold Heart'



aj - *Astilbe japonica 'Peach Blossom'*
Astilbe 'Peach Blossom'



hl - *Heuchera 'Lime marmalade'*
Heuchère Lime marmalade

GRAMINÉE



cak - *Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'*
Calamagrostide 'Karl Foerster'

INTERACTION ENTRE LES SAILLIES ET LES ARBRES PROJETÉS

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



LÉGENDE

- ARBRES EXISTANTS
- ARBRES PROJETÉS
- BALCONS

NOUS NOUS SOMMES PENCHÉS SUR LE LIEN ENTRE LES SAILLIES DU BÂTIMENT, COMME LES BALCONS ET LES PRÉAUX, ET LA CANOPÉE DES ARBRES À MATURITÉS. IL EST IMPORTANT QU'AUCUN DES DEUX N'ENTRE EN CONFLIT POUR ASSURER LEUR BON DÉVELOPPEMENT.

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



1:125

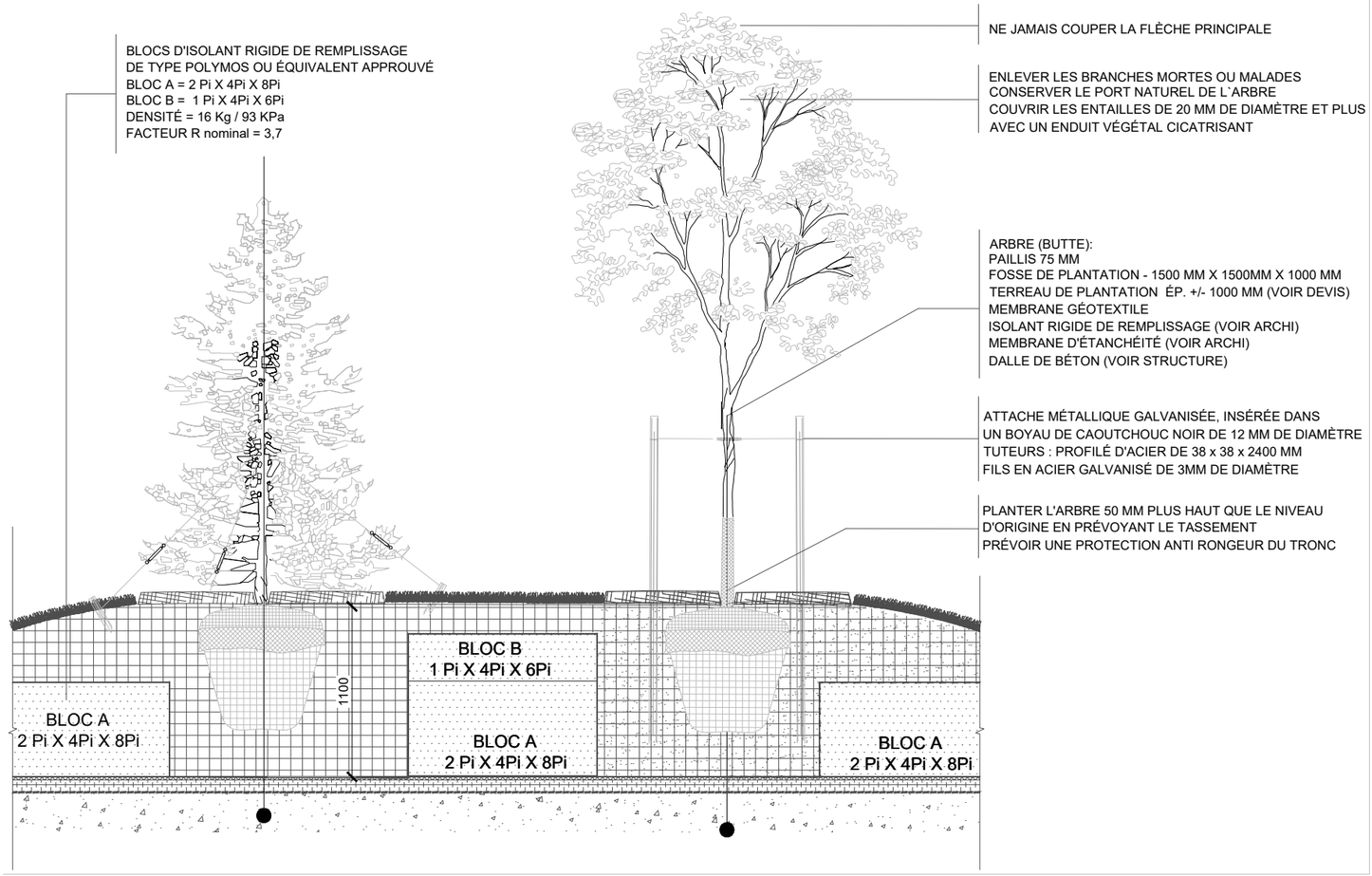
LÉGENDE

- LIMITE DE LOT
- PENTE PROJETÉE
- ACCÈS UNIVERSEL

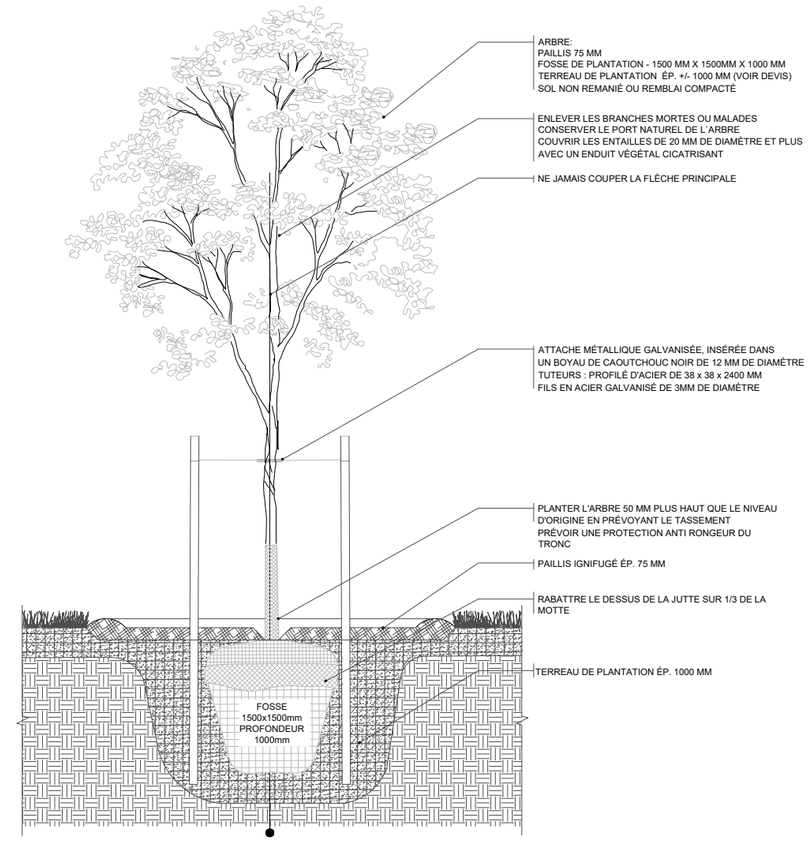
L'ENTRÉE PRINCIPALE SUR PARÉ DEVRA ÊTRE NIVELLÉE AVEC DEUX MARCHES À LA DIFFÉRENCE DE NIVEAU AVEC LE REZ DE CHAUSSÉE, MAIS OFFRIRA UNE RAMPE D'ACCESIBILITÉ UNIVERSELLE QUI RELIRA AUSSI LA RUE A L'UNE DES SORTIES DE SECOURS.

TOUTES LES AUTRES SORTIES SERONT ACCESSIBLES UNIVERSELLEMENT AVEC UNE PENTE DE 2%.

LES ARBRES SURS TRÉFOND AURONT SUFFISAMENT DE TERREAU POUR LEUR BON DÉPLOIMENT, SOIT MINIMALEMENT 1100MM DE PROFONDEUR DE TERRE.



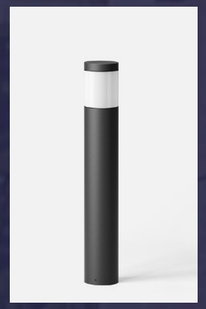
COUPE TYPE D’UNE PLANTATION SUR TRÉFONDS / BUTTE ENGAZONNÉE ET PLANTÉE D’ARBRES



COUPE TYPE D’UNE PLANTATION D’ARBRE FEUILLU

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG

Division de l'urbanisme
2021 11 02
1216290025
CDN-NDG



BOLLARD D'ÉCLAIRAGE DE LA COMPAGNIE BEGA, 11 APPAREILS PROPOSÉS SUR LE PLAN CI-JOINT

1:125

TABLEAU DE PLANTATIONS

CLEF	QUANTITÉ	*NOM BOTANIQUE*	NOM COMMUN	DIMENSIONS À PLANTATION (AJUSTER SELON LES PROJET ET LES REG.)	DISTANCE C/C	MÉTHODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS				Diam. Tronc VARIABLE		
AG	1	*Acer ginnala* 'Flame'	Érable de l'Amur "Flame'	50mm	variable	motte
CA	4	*Carpinus caroliniana*	Charme de Caroline	50mm	variable	motte
CS	1	*Catalpa speciosa*	Catalpa remarquable	50mm	variable	motte
GBA	4	*Ginkgo biloba* 'Automn Gold'	Arbre aux milles écus 'Automn gold'	50mm	variable	motte
QRF	5	*Quercus robur 'Fastigiata'*	Chêne pédonculé fastigié	50mm	variable	motte
ARBUSTES CONIFÈRES				Hauteur	c/c	
Tb	38	*Taxus x media 'Hillii'*	If commun *'Hillii'*	50mm	variable	motte
ARBUSTES FEUILLUS				Hauteur	C/C	
Ca	21	*Cornus alba 'Ivory Halo'*	Cornouillier panaché 'Ivory Halo'	800mm	800mm	pot
Hya	83	*Hydrangea arborescens* 'Annabelle'	Hydrangée 'Annabelle'	800mm	800mm	pot
Rc	9	*Rhododendron catawbiense* 'Album'	Rhododendron 'Album'	800mm	800mm	pot
Vs	5	*Viburnum sargentii* 'Onondaga'	Viorne de Sargent 'Onondaga'	800mm	800mm	pot
GRAMINÉES				Dim.pot	C/C	
cak	29	*Calamagrostis acutiflora* 'Karl Foerster'	Agrostide a Karl Foerster	3l	450mm	pot
VIVACES				Dim.pot	C/C	
bm	49	*Brunnera macrophylla* 'Jack Frost'	Myosotis du Caucase	3l	200mm	pot
aj	56	*Astilbe japonica* 'Peach Blossom'	Astilbe du Japon 'Peach blossom'	3l	200mm	pot
ds	6	*Dicentra spectabilis* 'Gold Heart'	Cœur saignant 'Gold Heart'	3l	200mm	pot
hob	26	*Hosta* 'Big daddy'	Hosta 'Big daddy'	3l	500mm	pot
hl	47	*Heuchera* 'Lime Marmalade'	Heuchere 'Lime Marmalade'	3l	variable	pot



Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG

VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 rue Ste-Catherine O. Suite 218, Montreal, Qc, H3B 1A2
T 514 499 7083 info@versionpaysage.ca
www.versionpaysage.ca

PROJET: 5055 BUCHAN ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

DATE: 2021-11-2

ÉCHELLE: 1:400

TABLEAU DE PLANTATIONS

CLEF	QUANTITÉ	*NOM BOTANIQUE*	NOM COMMUN	DIMENSIONS À PLANTATION (AJUSTER SELON LES PROJET ET LES REG.)	DISTANCE C/C	MÉTHODE DE PLANTATION
ARBRES FEUILLUS				Diam. Tronc VARIABLE		
AG	1	*Acer ginnala* 'Flame'	Érable de l'Amur "Flame'	50mm	variable	motte
CA	4	*Carpinus caroliniana*	Charme de Caroline	50mm	variable	motte
CS	1	*Catalpa speciosa*	Catalpa remarquable	50mm	variable	motte
GBA	4	*Ginkgo biloba* 'Automn Gold'	Arbre aux milles écus 'Automn gold'	50mm	variable	motte
QRF	5	*Quercus robur 'Fastigiata'*	Chêne pédonculé fastigié	50mm	variable	motte
ARBUSTES CONIFÈRES				Hauteur	c/c	
Tb	38	*Taxus x media 'Hillii'*	If commun *'Hillii'*	50mm	variable	motte
ARBUSTES FEUILLUS				Hauteur	C/C	
Ca	21	*Cornus alba 'Ivory Halo'*	Cornouillier panaché 'Ivory Halo'	800mm	800mm	pot
Hya	83	*Hydrangea arborescens* 'Annabelle'	Hydrangée 'Annabelle'	800mm	800mm	pot
Rc	9	*Rhododendron catawbiense* 'Album'	Rhododendron 'Album'	800mm	800mm	pot
Vs	5	*Viburnum sargentii* 'Onondaga'	Viorne de Sargent 'Onondaga'	800mm	800mm	pot
GRAMINÉES				Dim.pot	C/C	
cak	29	*Calamagrostis acutiflora* 'Karl Foerster'	Agrostide a Karl Foerster	3l	450mm	pot
VIVACES				Dim.pot	C/C	
bm	49	*Brunnera macrophylla* 'Jack Frost'	Myosotis du Caucase	3l	200mm	pot
aj	56	*Astilbe japonica* 'Peach Blossom'	Astilbe du Japon 'Peach blossom'	3l	200mm	pot
ds	6	*Dicentra spectabilis* 'Gold Heart'	Cœur saignant 'Gold Heart'	3l	200mm	pot
hob	26	*Hosta* 'Big daddy'	Hosta 'Big daddy'	3l	500mm	pot
hl	47	*Heuchera* 'Lime Marmalade'	Heuchere 'Lime Marmalade'	3l	variable	pot

Division de l'urbanisme

2021 11 02

1216290025

CDN-NDG



VP VERSION PAYSAGE
ARCHITECTES PAYSAGISTES
372 rue Ste-Catherine O. Suite 218, Montreal, Qc, H3B 1A2
T 514 499 7083 info@versionpaysage.ca
www.versionpaysage.ca

PROJET: 5055 BUCHAN ANNEXE AP-01 / PLAN DE PLANTATION

DATE: 2021-11-2

ÉCHELLE: 1:400

Division de l'urbanisme
2021 10 27
1216290062
CDN-NDG

October 19, 2021

To whom it may concern,

Edifice 5101 Buchan Inc, the owner of 5101 Buchan, hereby authorizes that the 4 trees in proximity to or on the property line between our land and 5055 Buchan to be cut down.

As per the plan in section 7.1 of the presentation from Atelier Thiffault dated October 12, 2021, the trees in question are indicated as numbers 2, 3, 4 and 5.

Representing Edifice 5101 Buchan Inc

Name: Gerlando Chiora

7.1
AMÉNAGEMENT PAYSAGER - PLAN D'ABATTAGE DES ARBRES



Division de l'urbanisme

2021 11 05

1216290025

CDN-NDG

October 21, 2021

To whom it may concern,

Association De La Soka Gakkai Internationale Du Canada, the owner of 5025 Buchan, hereby authorizes that the trees in proximity to or on the property line between our land and 5055 Buchan to be cut down.

As per the plan in section 7.1 of the presentation from Atelier Thiffault dated October 12, 2021, the trees in question are indicated as numbers 1, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 and 16.

Raso

Representing Association De La Soka Gakkai Internationale Du Canada

Name: JOHN RASO

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1216290025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant le projet particulier visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Final PV Compte-rendu 26 janvier 2022 - PP-131.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle LAMY
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514 868-4561
Télécop. : 514 868-3538

MISE EN GARDE : Le compte rendu ci-dessous se veut un simple résumé des questions et échanges entre le président de l'assemblée, les fonctionnaires et les citoyens présents. Pour plus de précisions, le lecteur devra consulter l'enregistrement de la séance de consultation.

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1216290025

Compte rendu de la séance de consultation par visioconférence tenue le mercredi 26 janvier 2022, à 18 heures 30, à laquelle étaient présents :

- Mme Magda Popeanu, conseillère municipale – district de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Sébastien Manseau, chef de division - urbanisme
- Mme Fabienne Cahour, conseillère en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire-recherchiste

Assistance : 7 personnes

Madame Magda Popeanu déclare l'assemblée ouverte à 18 heures 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Popeanu souhaite la bienvenue aux personnes participant par visioconférence à la séance de consultation, présente les membres de l'administration, détaille l'ordre du jour et explique le déroulement de la période de questions et commentaires.

2. Présentation par Madame Fabienne Cahour, conseillère en aménagement, du projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Mme Cahour présente les diapositives de la présentation jointe à l'annexe 1.

Mme Cahour présente notamment le processus d'adoption d'un projet particulier, le secteur et le lot visé, le contexte réglementaire, les perspectives du bâtiment proposé et ses caractéristiques, son implantation, le plan des étages, le plan d'aménagement paysager et l'aménagement des entrées, la relation avec le domaine public, l'étude d'ensoleillement et l'étude d'impact éolien, le plan préliminaire de gestion des matières résiduelles.

Mme Cahour présente la recommandation de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et donne des explications sur la résolution. Elle mentionne également que l'alinéa j) du paragraphe 6 est modifié par l'ajout des mots «au minimum» de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire applicable

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet particulier PP-131, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

4. Période de questions et commentaires du public par vidéoconférence

Aucune question ou commentaire.

5. Période de questions et commentaires écrits

Mme Cahour indique que 3 interventions ont été transmises pendant la période de consultation écrite et qu'une réponse a été fournie par courriel à chacun des citoyens. Le rapport de consultation écrite comportant les interventions citoyennes reçues entre le 12 et le 26 janvier 2022, ainsi que les réponses fournies, est joint à l'annexe 2.

6. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19h18.

Julie Faraldo-Boulet

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire-recherchiste

ANNEXE 1 - Présentation

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) # 1216290025

26 janvier à 18 h 30
En vidéoconférence

DERNIÈRE MISE À JOUR : 26 janvier 2022

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

2. PRÉSENTATION DU PP-131

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

2.1 \ PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

- **PPCMOI** pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble
- C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

- **Permet d'exiger toute condition**, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet
- **Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme** qui ne sont pas autrement imposés par des mesures règlementaires
- **Permet** de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI) *ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS*

- Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

- Le Conseil d'arrondissement évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI et au règlement d'urbanisme

3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

- Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis

PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	13 octobre 2021
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	13 décembre 2021
Consultation écrite	**12 au 26 janvier 2022**
Consultation en visioconférence	**26 janvier 2022**
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	CA à venir
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours après publication avis public
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	CA à venir
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

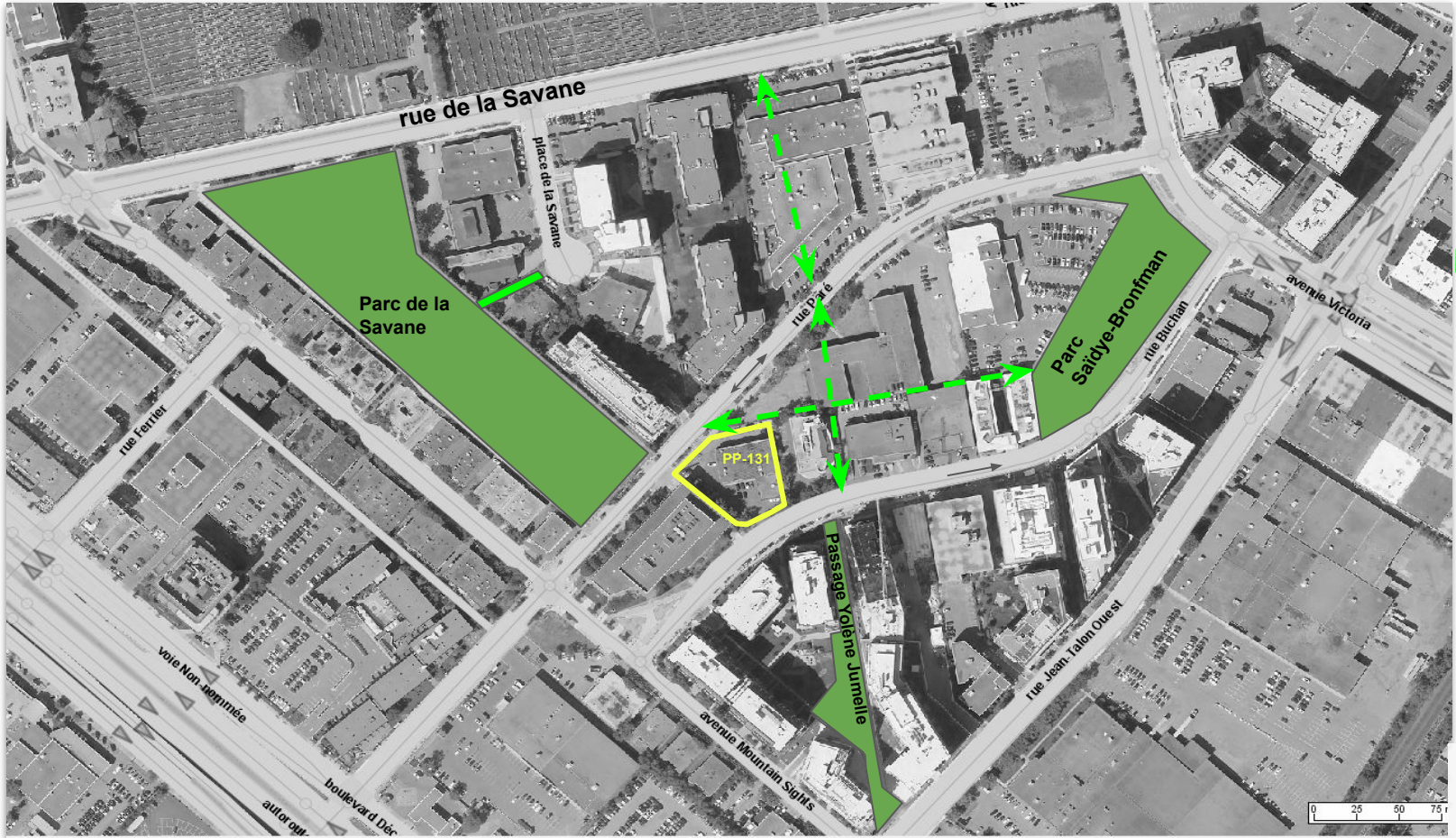
2.2. PRÉSENTATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

Site visé : 5055, rue Buchan sur le lot 2 648 720

CONTEXTE URBAIN



lot 2 648 720

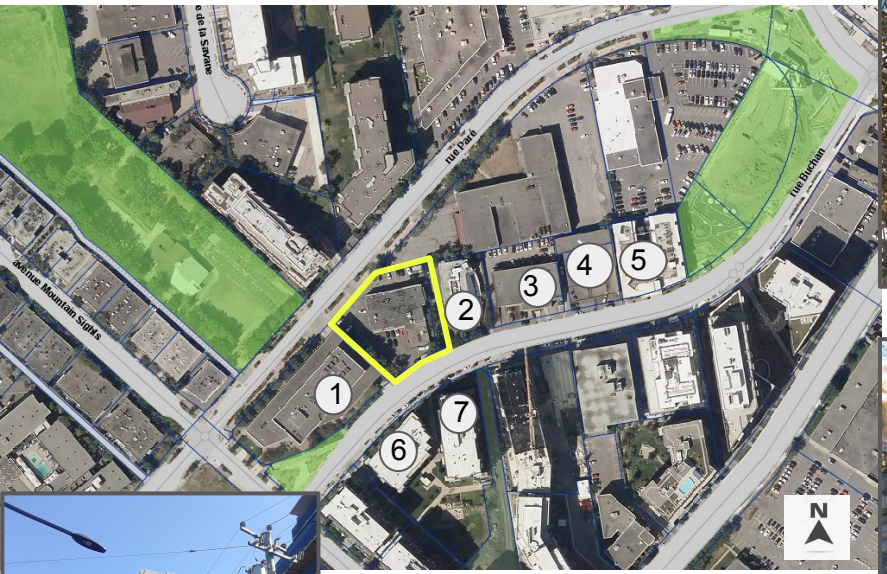
Espaces verts et liens piétons existants

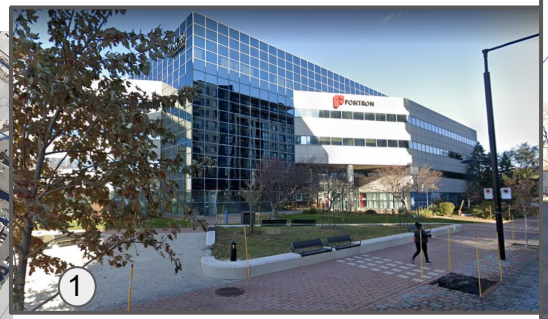
liens piéton à créer (tracé à définir)

N

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

VOISINAGE IMMÉDIAT (RUE BUCHAN)













LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

VOISINAGE IMMÉDIAT (RUE PARÉ)









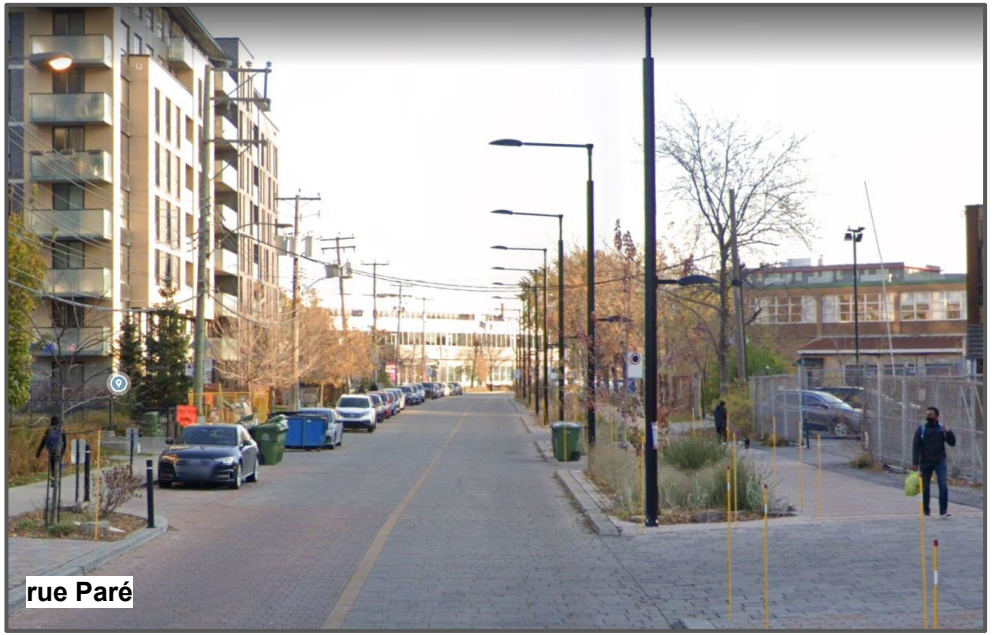


LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

AMÉNAGEMENT DOMAINE PUBLIC (RUE BUCHAN ET PARÉ)



rue Buchan

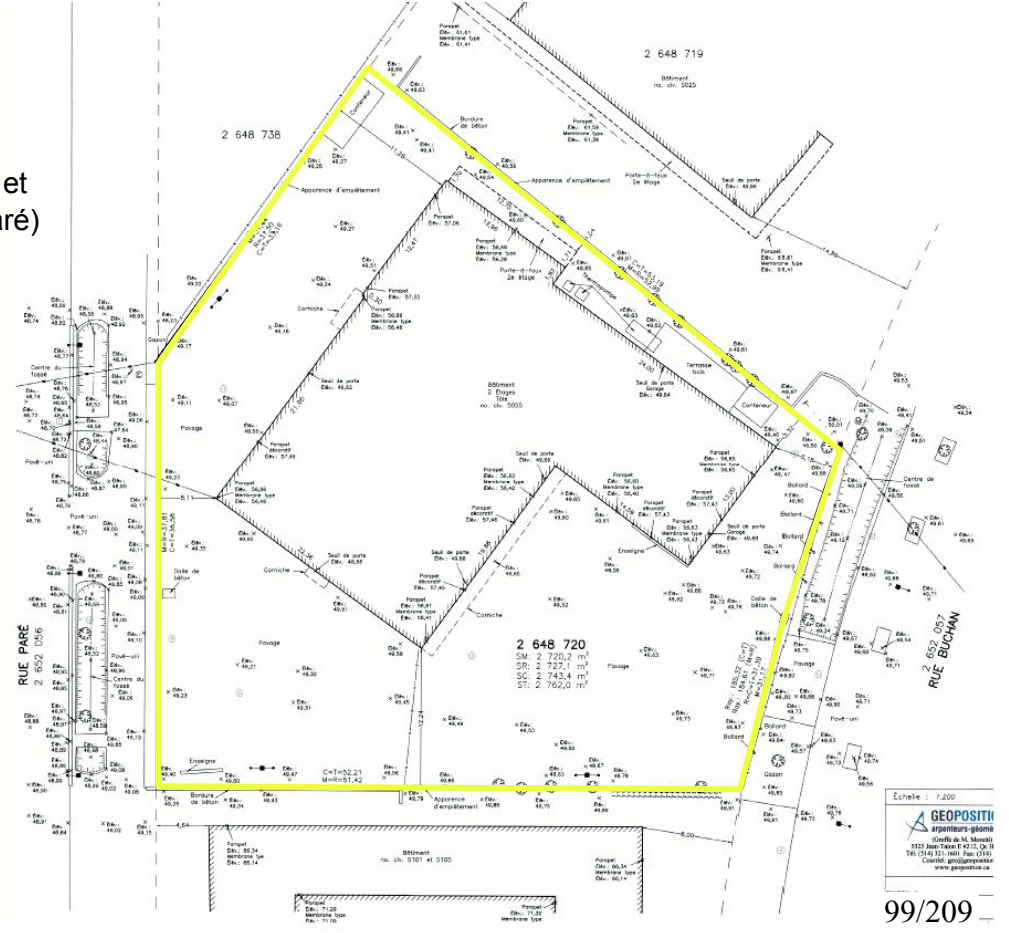

rue Paré

LOCALISATION ET DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE VISÉ

Lot 2 648 720 - Lot transversal (2 720 m²)

- Forme irrégulière
- 2 voies d'accès (adresse sur la rue Buchan)
- Buchan (31,4 mètres linéaire) et Paré (37,8 mètres)
- Est partiellement adjacent au terrain appartenant à la Ville et devant accueillir une école et des habitations (5010 rue Paré)
- Aménagement du domaine public de qualité





ÉTAT DE L'IMMEUBLE





Année de construction : **1962**

Nombre d'étages : **2**

Aire de bâtiment : **945 m^2**

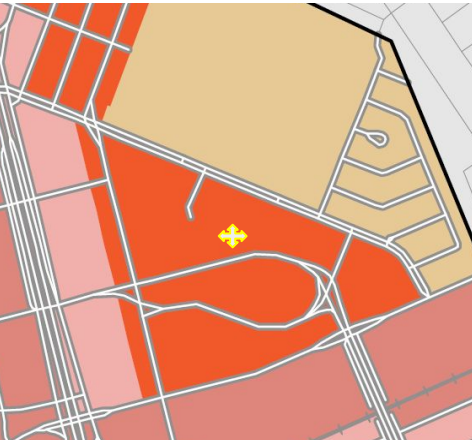
Usages :

- Vente et location automobile

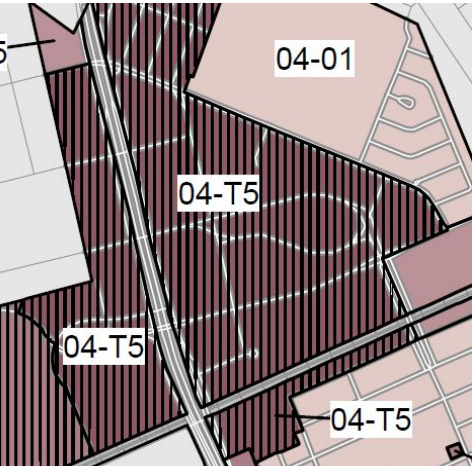
Aucune valeur architecturale ou historique notée.

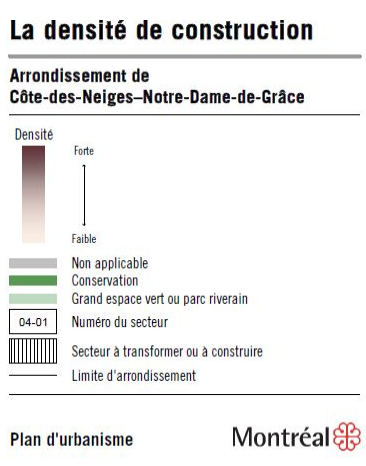
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

PLAN D'URBANISME









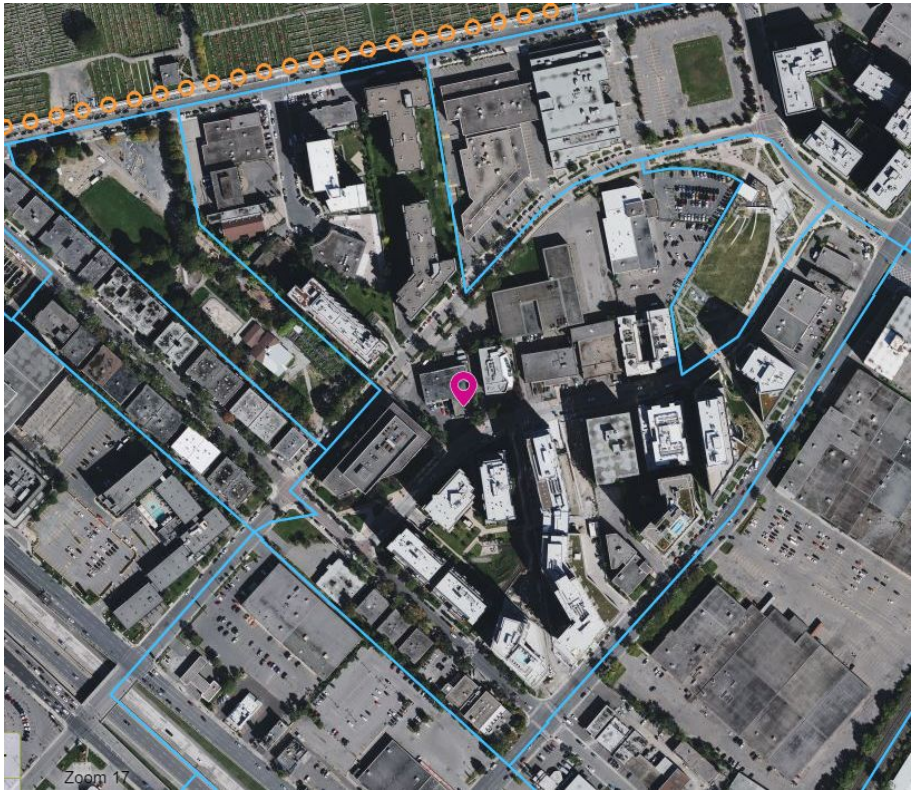
Secteur 04-T5 :

- bâti de deux à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 1,0;
- C.O.S. maximal : 6,0.

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0334
Usage :	Usage principal : C.6 (commerces lourds) Autres catégories d'usages : C.7(commerces de gros et d'entreposage), I.2 (industrie légère), C.1 (2) (commerces et services d'appoint)
Hauteur :	7 mètres minimum - 16 mètres max
Mode d'implantation :	isolé, jumelé, contigu
Taux d'implantation :	min : 35% / max : 85%
Densité	min : 1 / max : 3
Marges requises	-marge avant : règle d'insertion -marge latérale : 2,5 m -marge arrière : 3 m
Secteur significatif :	Non



PROJET

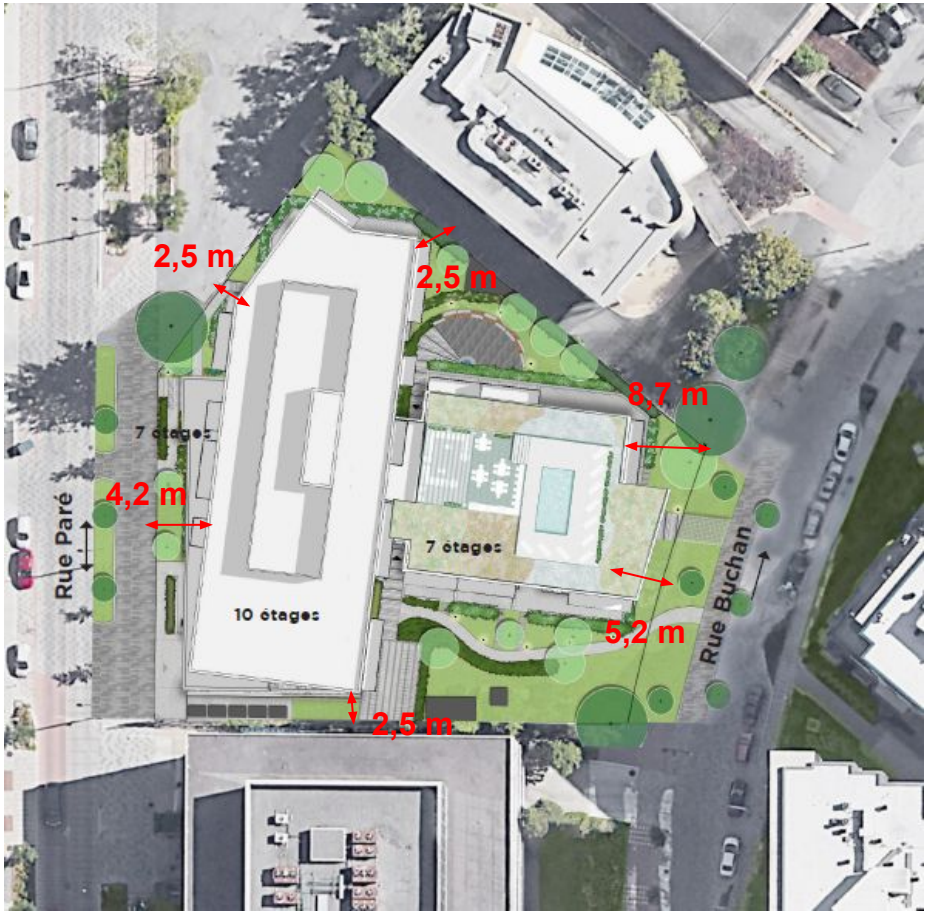
GÉNÉRALITÉS



Perspective depuis la rue Paré

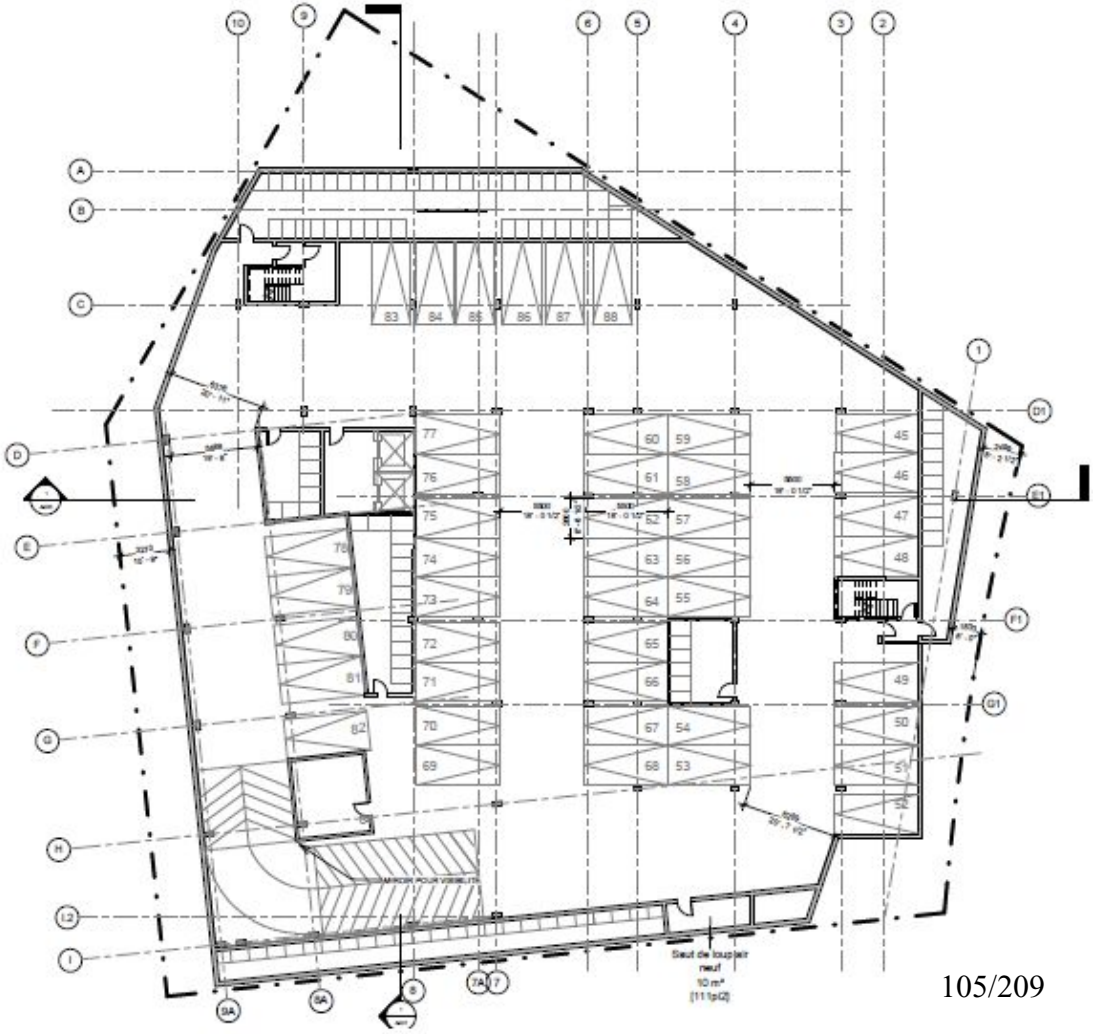
- bâtiment de 7 à 10 étages
- hauteur : 31,25 mètres maximum
- 153 logements locatifs dont 16 logements familiaux de type $5^{1/2}$ requis par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social et abordable (20-041) et compensation financière pour les logements sociaux et abordables
- coefficient occupation sol (C.O.S) : 4,76
- 88 unités de stationnement véhicules routier au sous-sol (2 étages)
- 195 unités de stationnement vélos (73 au sous-sol, 74 au rdc et 48 extérieures)

IMPLANTATION



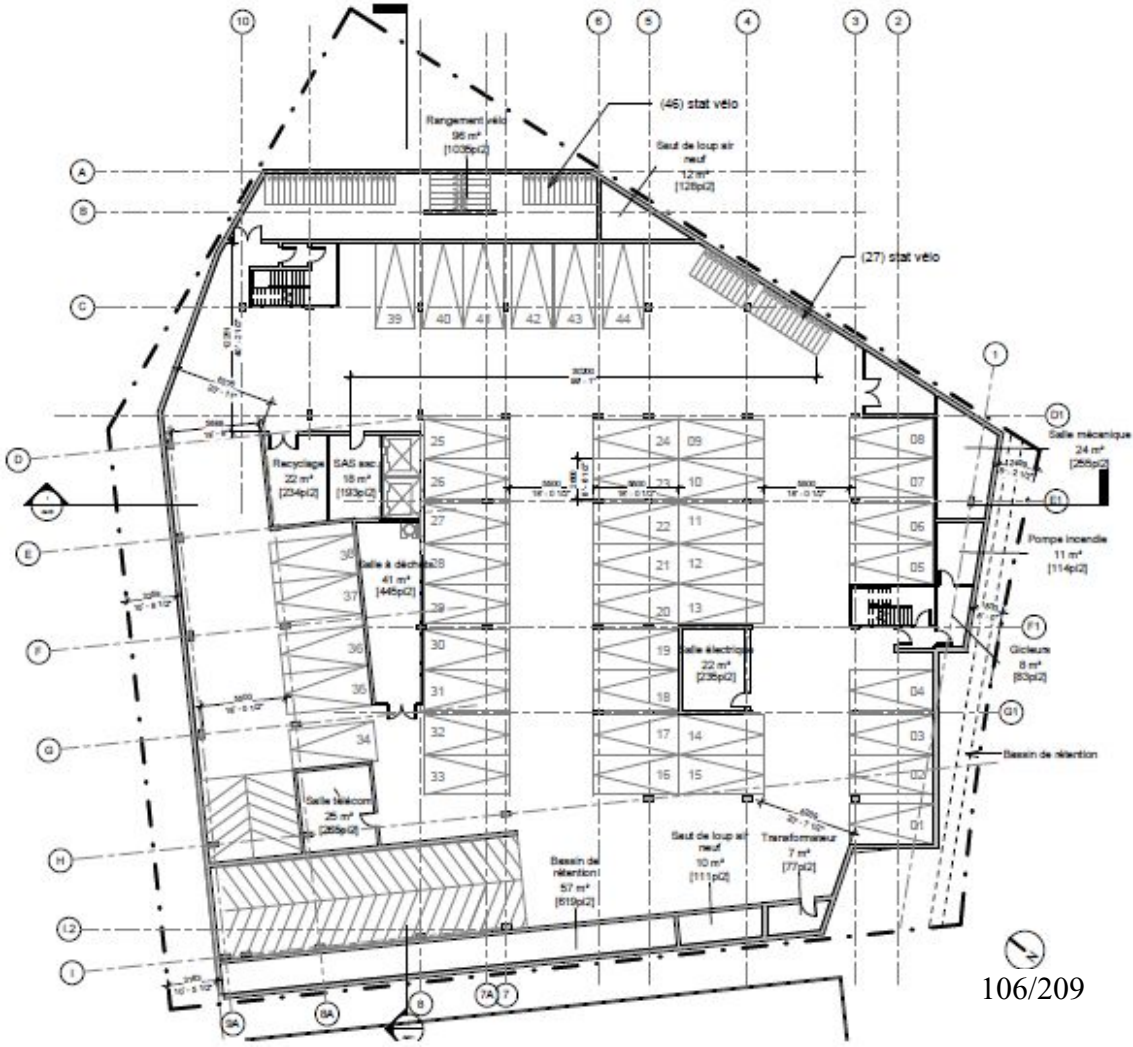
- superficie terrain : 2720 m^2
- aire de bâtiment : 1580m^2
- taux d'implantation : 58%
- marge avant rue Paré : 4,2 mètres
  marge avant sur Buchan : 5,2 mètres
  marge latérales : 2,5 m
- 2 cours ensoleillées orientées sud-est et sud-ouest

PLAN DU SOUS-SOL 2



PROJET

PLAN DU SOUS-SOL 1



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE



PROJET

PLAN DU 2e ÉTAGE



16 logements

1 chambre - 10 logements

2 chambres - 3 logements

3 chambres - 3 logements

PROJET

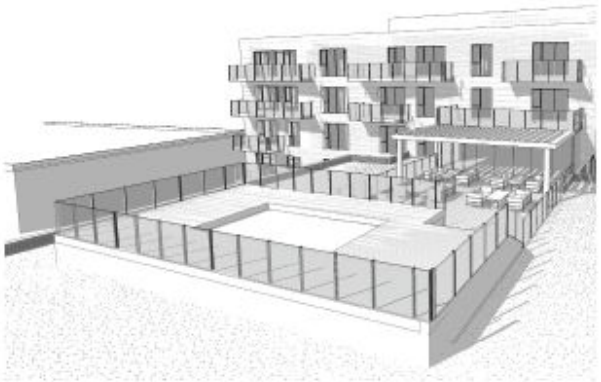
PLAN D'ÉTAGES 3 à 7



18 logements / étage

- 1 chambre - 8 logements
- 2 chambres - 8 logements
- 3 chambres - 2 logements

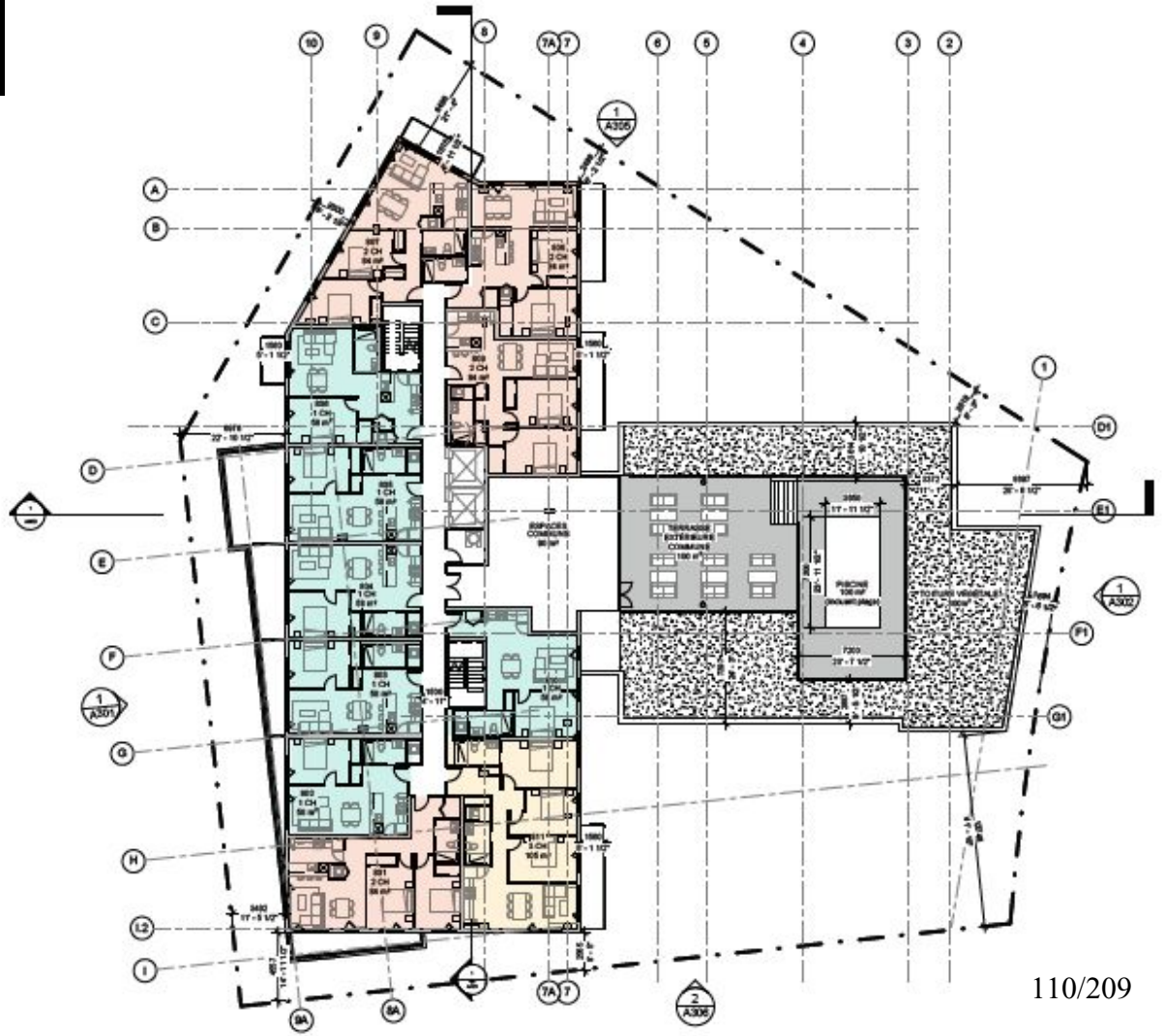
PLAN DU 8e ÉTAGE



Terrasse commune niveau 8

11 logements

- 1 chambre - 6 logements
- 2 chambres - 4 logements
- 3 chambres - 1 logement

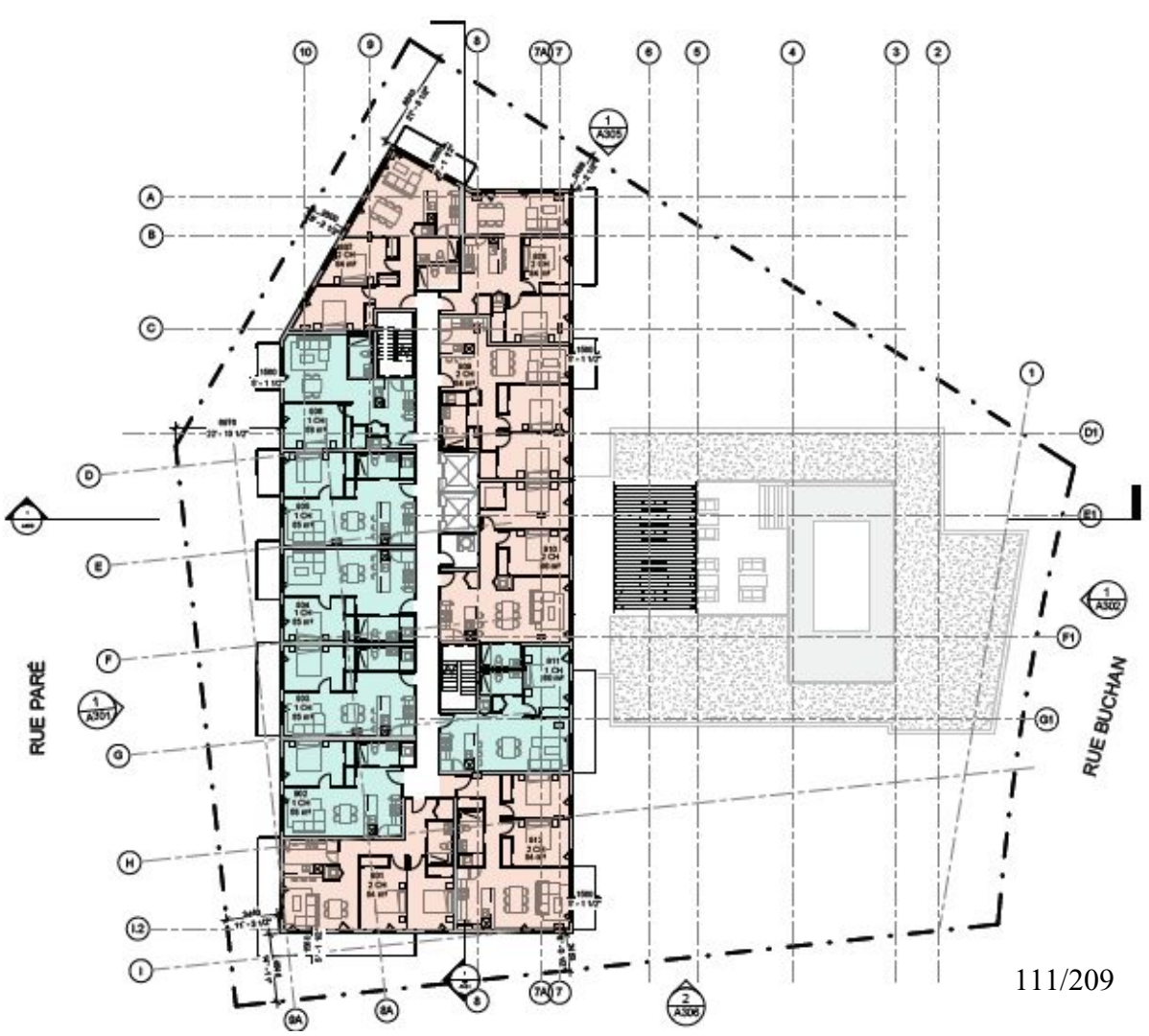


PROJET

PLAN DES ÉTAGES 9-10

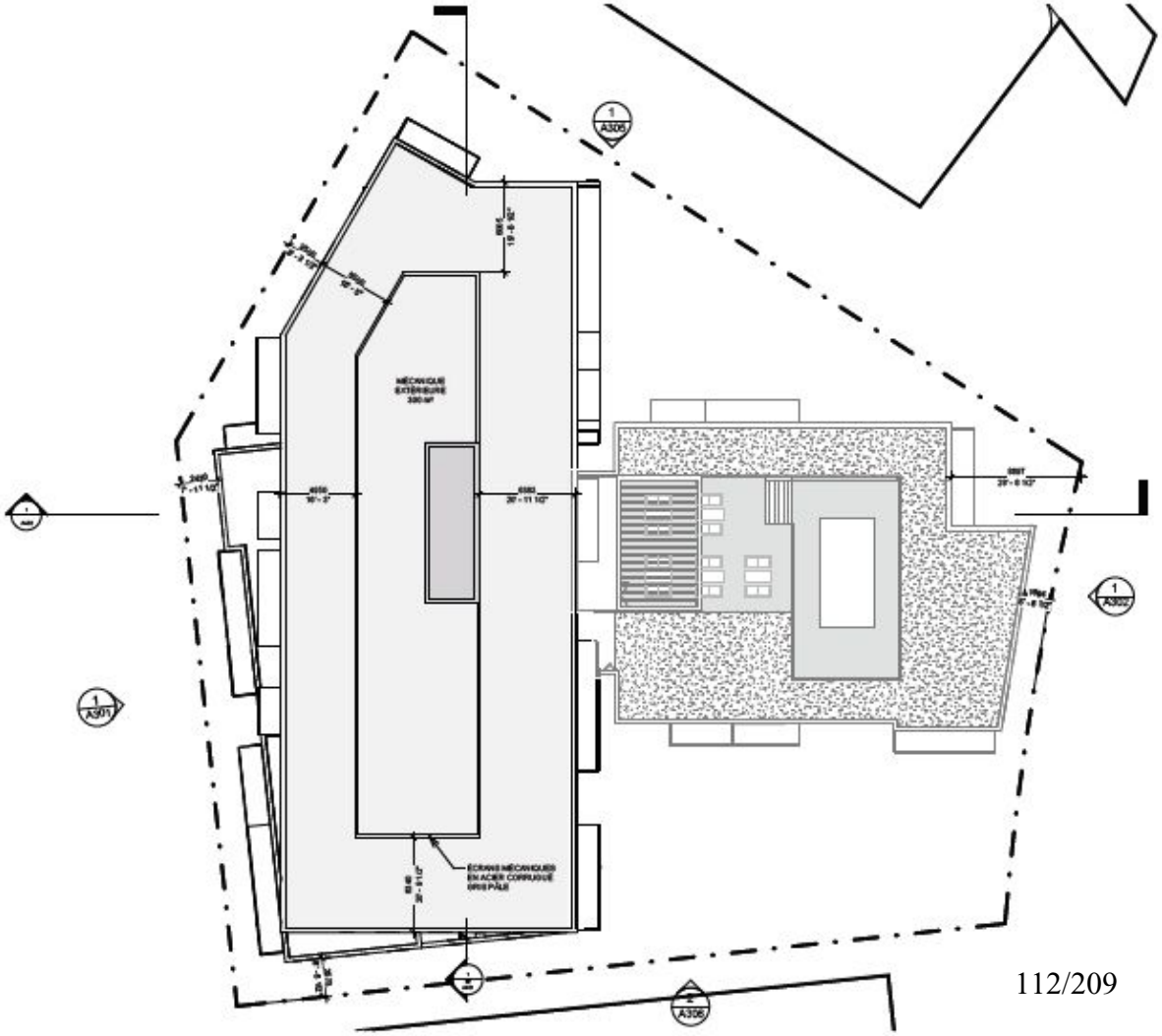
12 logements / étage

- 1 chambre -6 logements
- 2 chambres - 6 logements
- 3 chambres - 0 logements

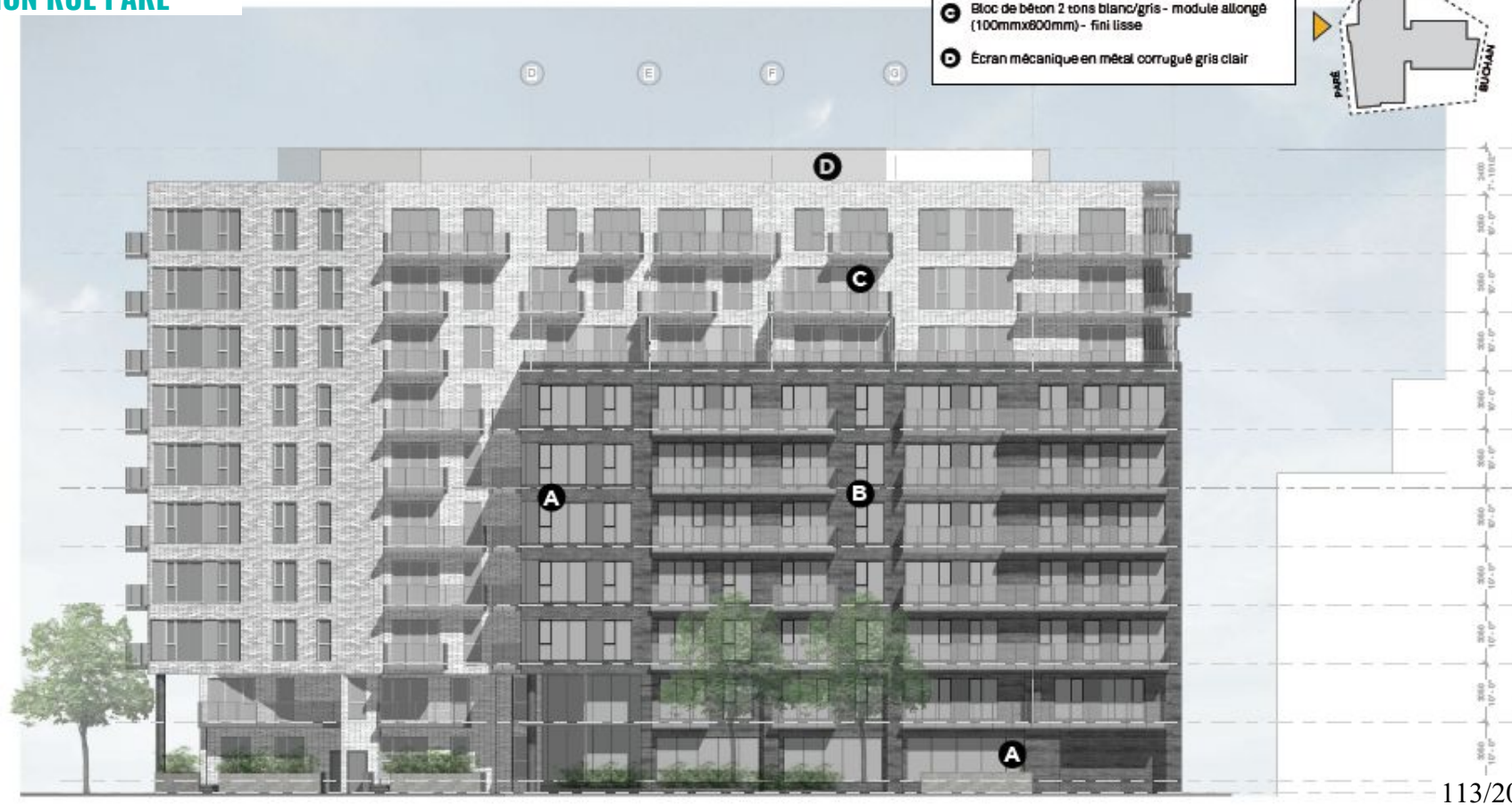


PROJET

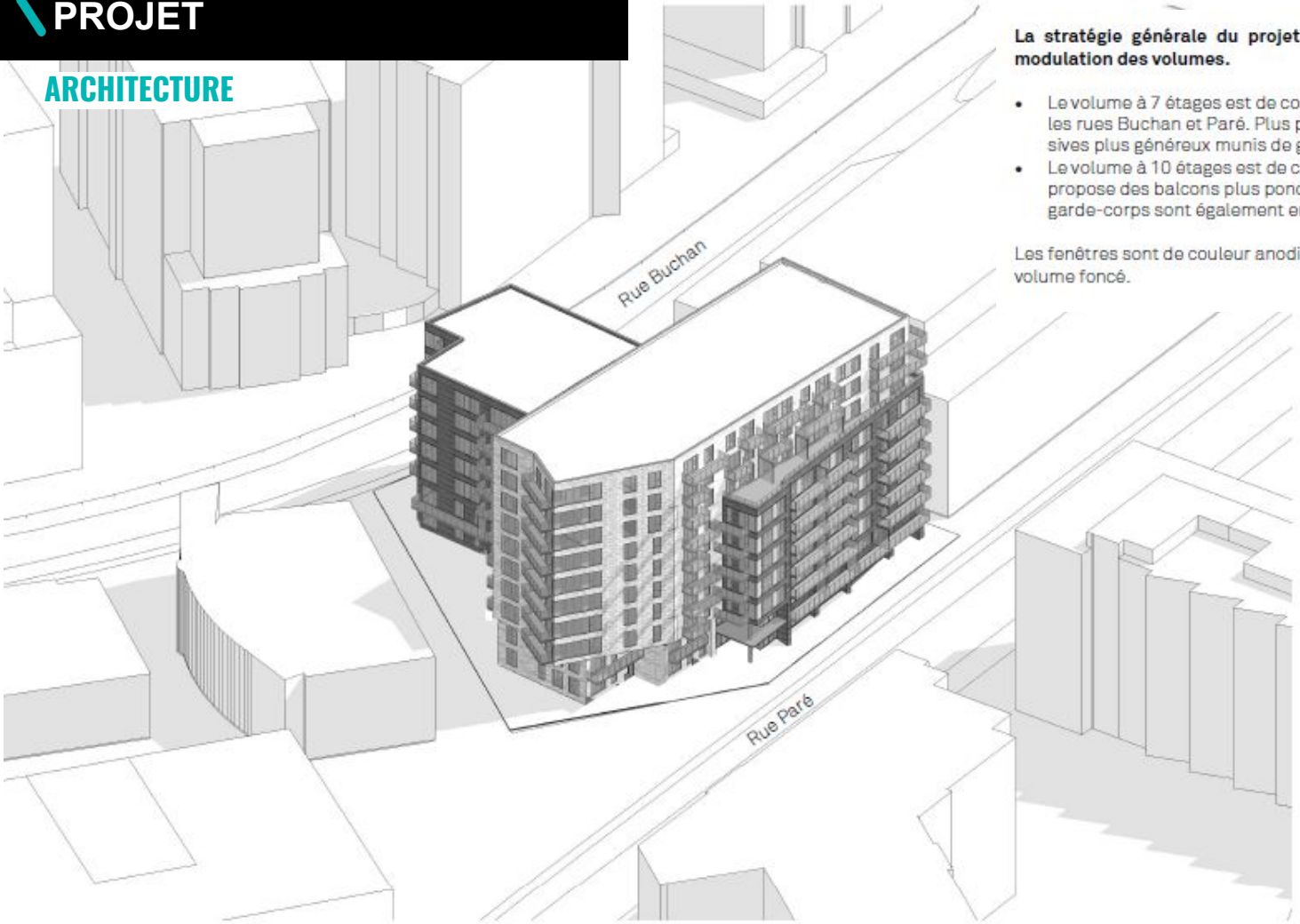
PLAN DE TOITURE



ÉLÉVATION RUE PARÉ



ARCHITECTURE



La stratégie générale du projet consiste à travailler par contraste la modulation des volumes.

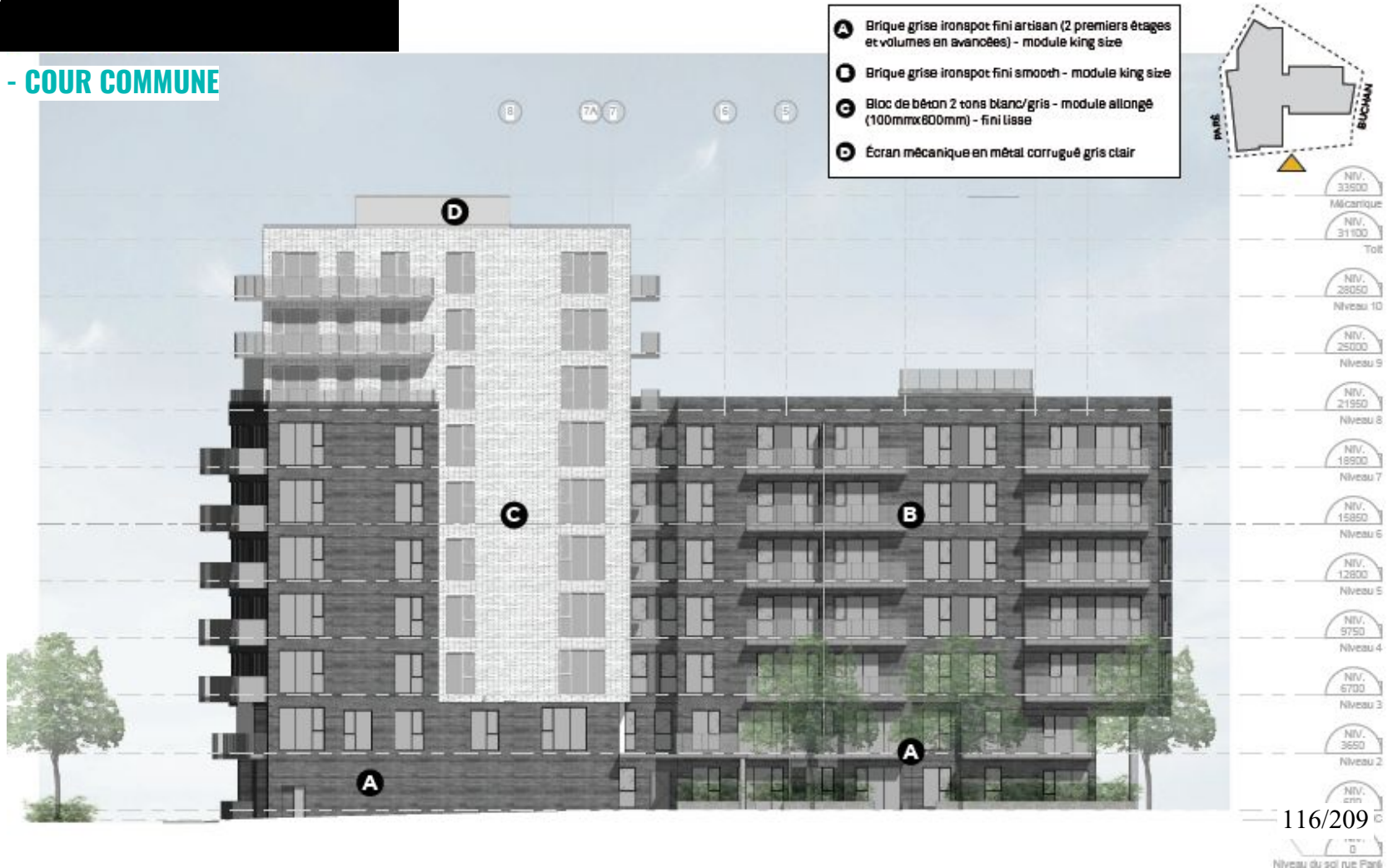
- Le volume à 7 étages est de couleur foncée et unifie la volumétrie entre les rues Buchan et Paré. Plus près du sol, il propose des balcons coursives plus généreux munis de garde-corps en verre.
- Le volume à 10 étages est de couleur pâle tel une toile de fond, et propose des balcons plus ponctuels à la modulation dynamique. Les garde-corps sont également en verre.

Les fenêtres sont de couleur anodisée sur le volume pâle et anthracite sur le volume foncé.

ÉLÉVATION RUE BUCHAN

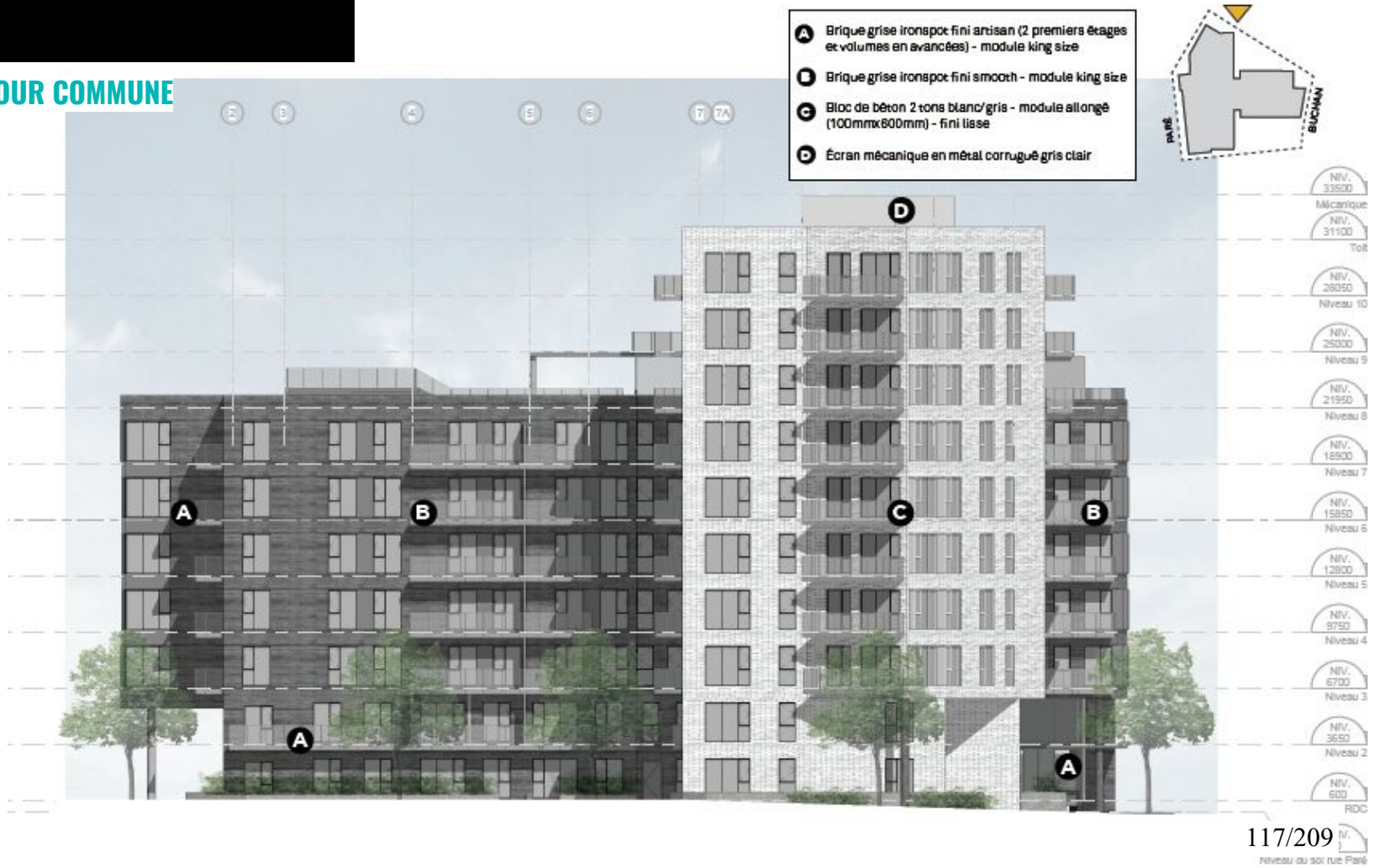


ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE



PROJET

ÉLÉVATION EST - COUR COMMUNE



REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

BRIQUE GRISE IRONSPOT

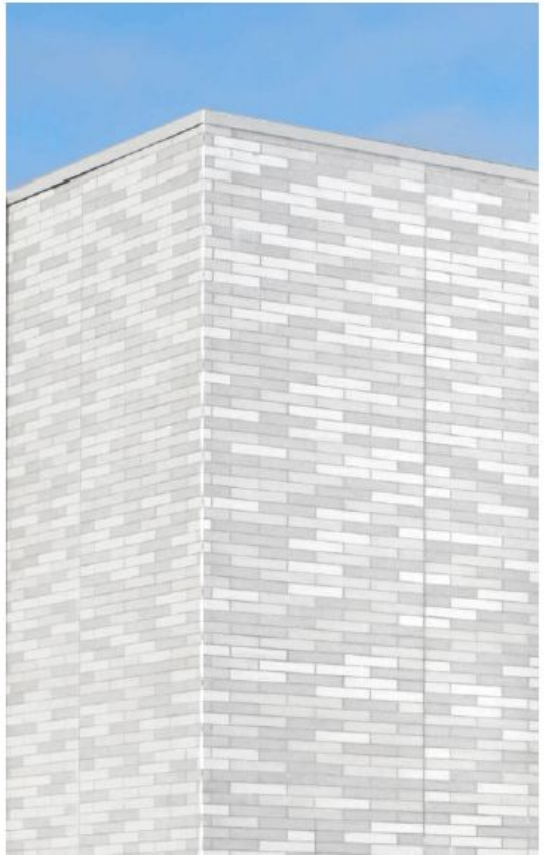
MODULE KING SIZE
FINI SMOOTH
FINI ARTISAN (2 PREMIERS ÉTAGES ET VOLUMES EN AVANCÉE)





BLOC DE BÉTON 2 TONS BLANC/GRIS

MODULE 4' X 16'
FINI MEULÉ



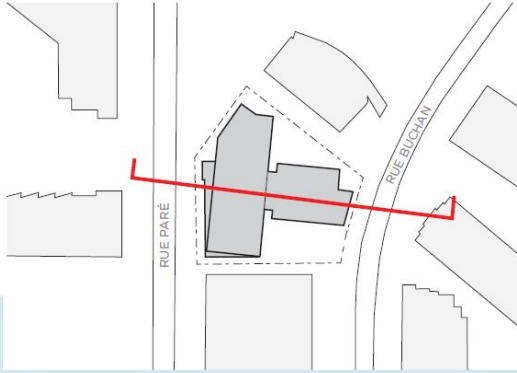
PANNEAUX TYMPANS

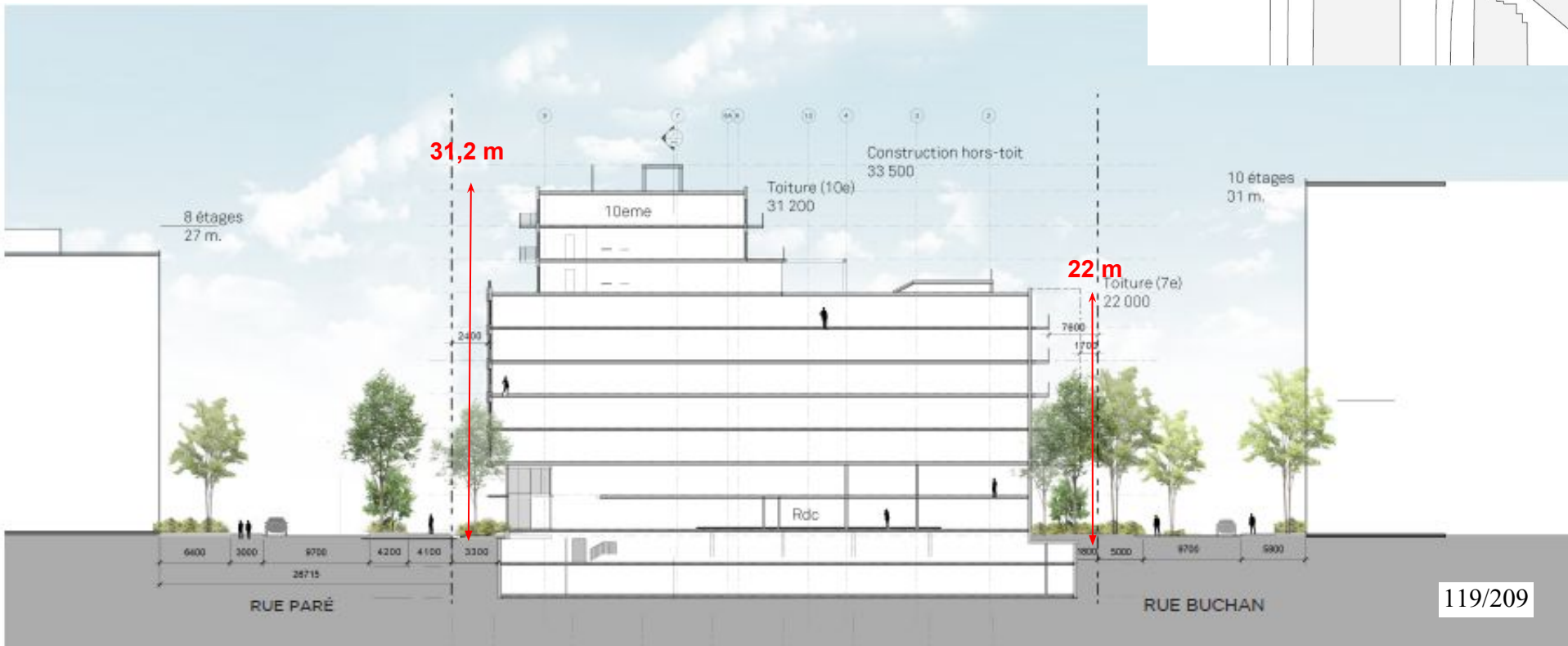
ENTRE LES FENÊTRES
GRIS ANODISÉ VOLUME PÂLE
ANTHRACITE VOLUME FONCÉ



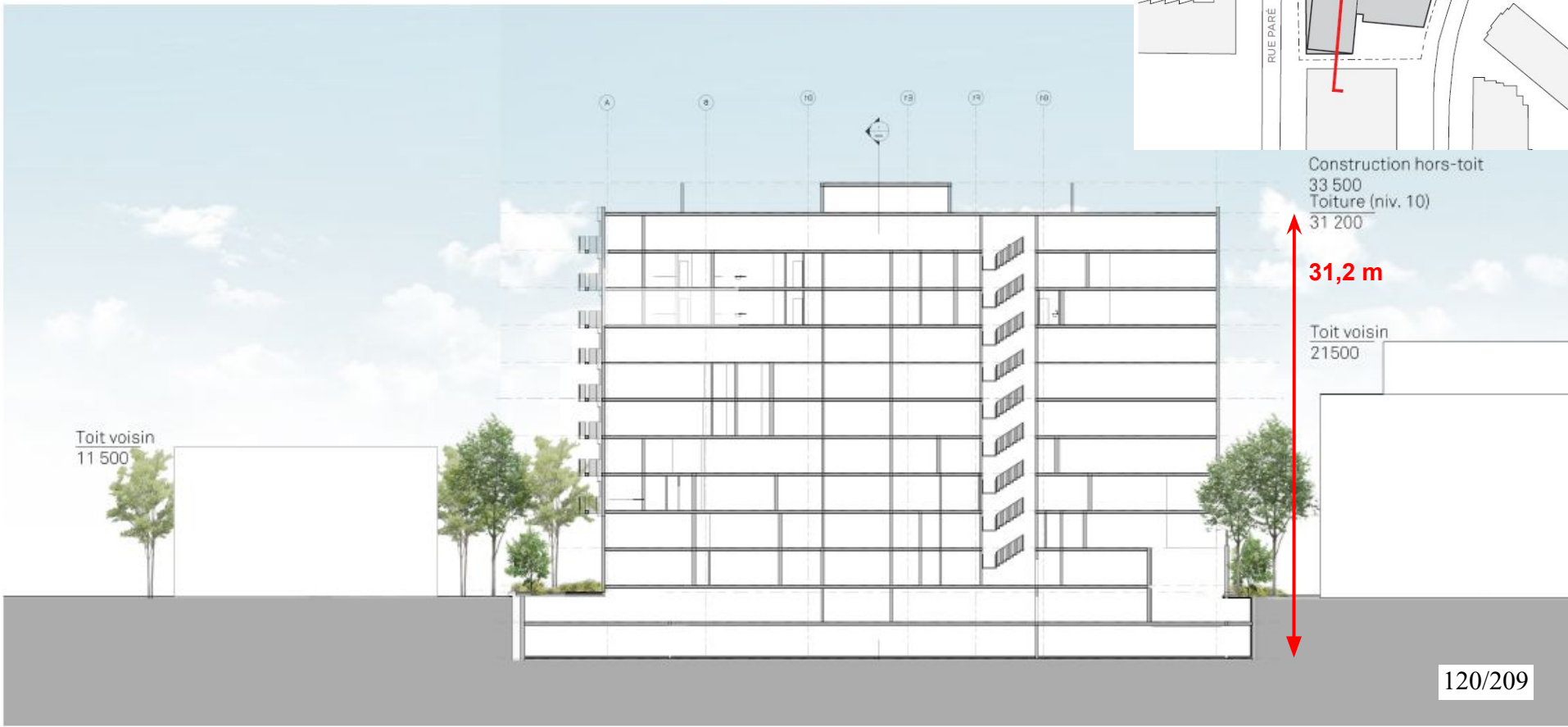
PROJET

COUPE LONGITUDINALE





COUPE TRANSVERSALE



PERSPECTIVE RUE BUCHAN



PROJET

PERSPECTIVE RUE PARÉ



INSERTION URBAINE



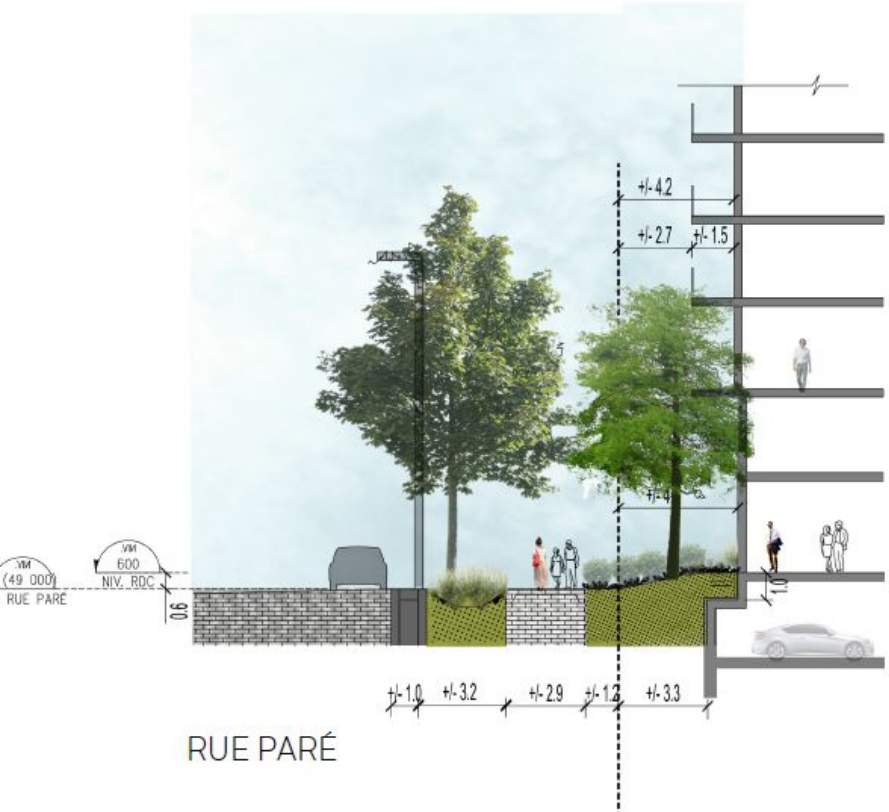
PROJET

AMÉNAGEMENT PAYSAGER

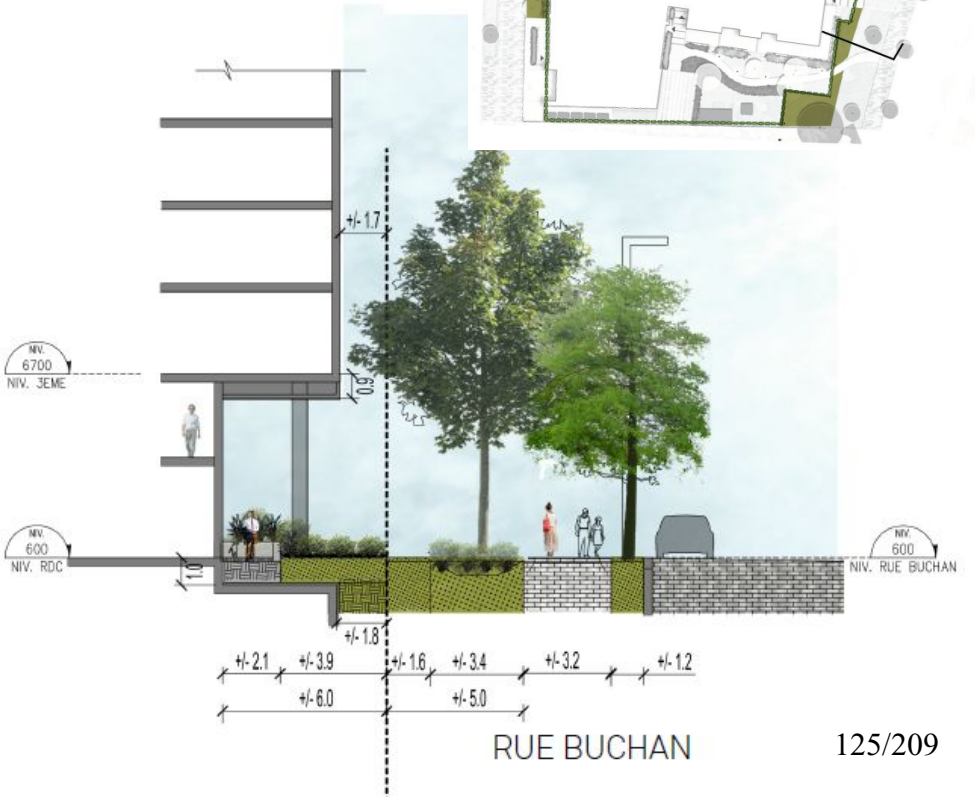
- 8 % verdissement (pleine terre)
- 9% verdissement sur le toit vert au 8e étage
- 14 arbres



RELATION AVEC LE DOMAINE PUBLIC

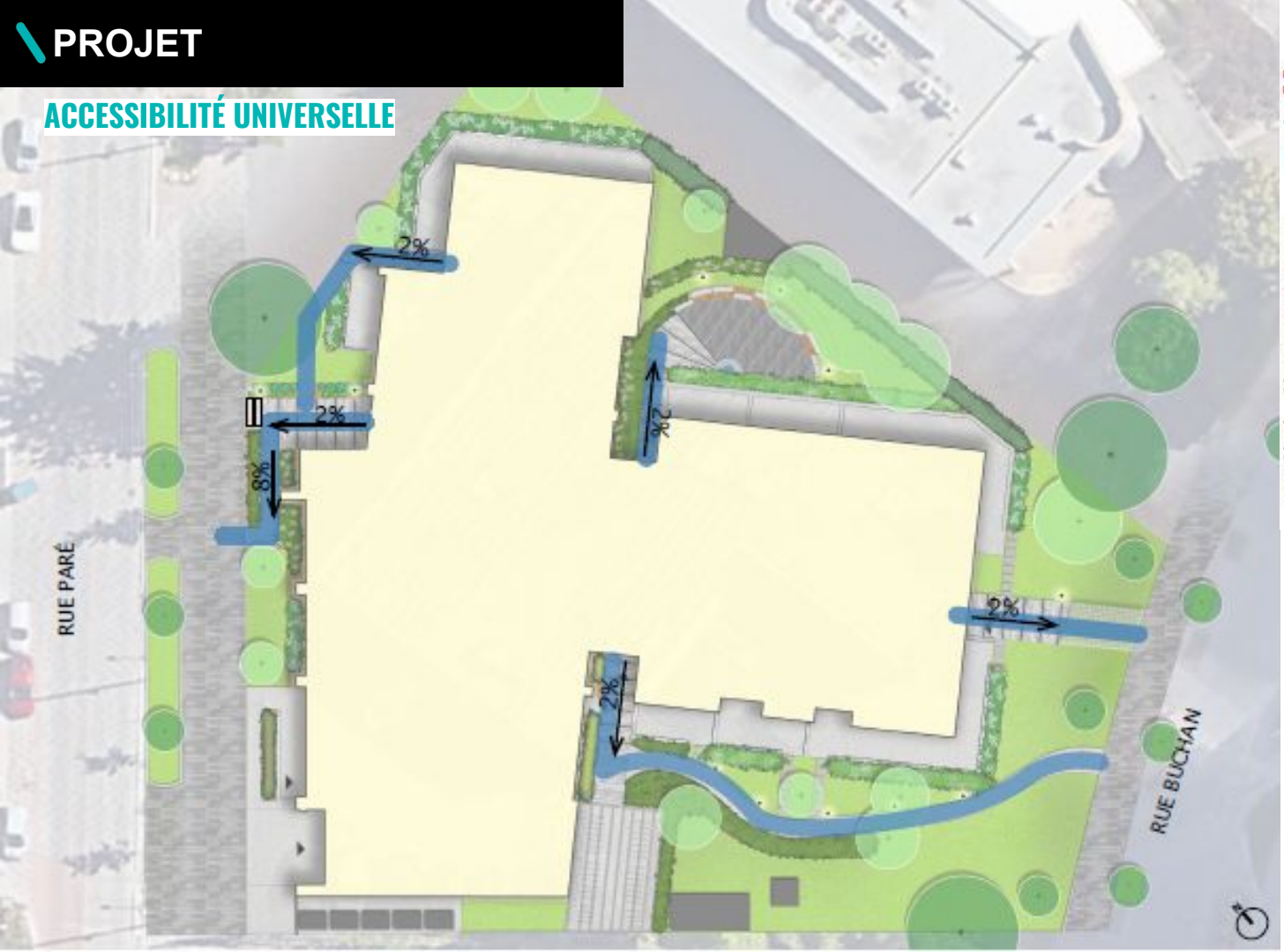






PROJET

ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE



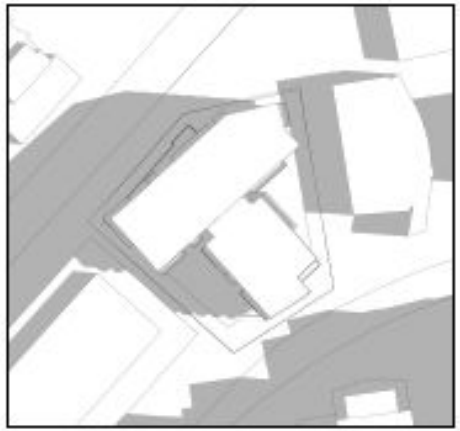
LÉGENDE

- LIMITE DE LOT
- PENTE PROJETÉE
- ACCÈS UNIVERSEL

L'ENTRÉE PRINCIPALE SUR PARÉ DEVRA ÊTRE NIVELLÉE AVEC DEUX MARCHES À LA DIFFÉRENCE DE NIVEAU AVEC LE REZ DE CHAUSSÉE, MAIS OFFRIRA UNE RAMPE D'ACCESIBILITÉ UNIVERSELLE QUI RELIRA AUSSI LA RUE A L'UNE DES SORTIES DE SECOURS.

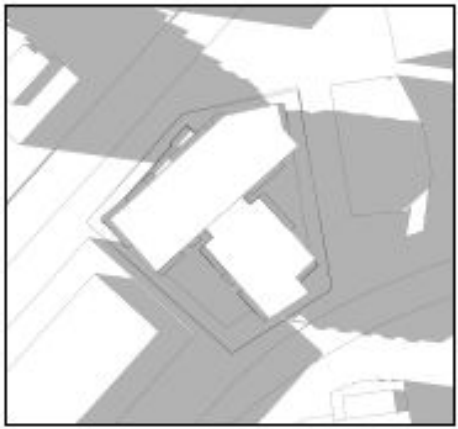
TOUTES LES AUTRES SORTIES SERONT ACCESSIBLES UNIVERSELLEMENT AVEC UNE PENTE DE 2%.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / SOLSTICE D'ÉTÉ (21 JUIN)


9.00


12.00


15.00

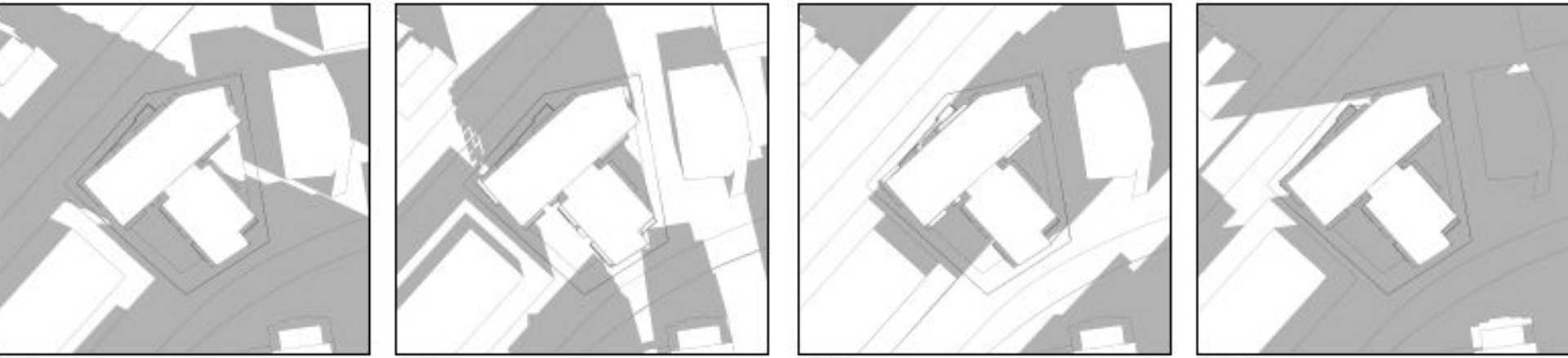

18.00

Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / ÉQUINOXES (21 SEPTEMBRE ET 21 MARS)

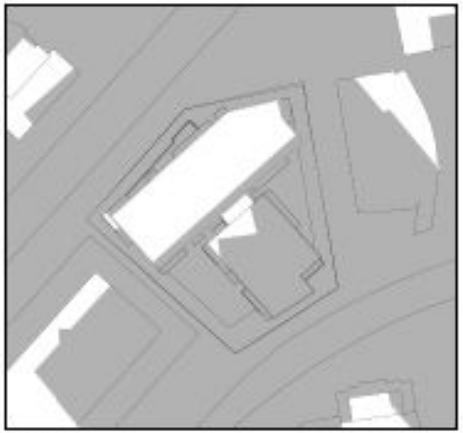


Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

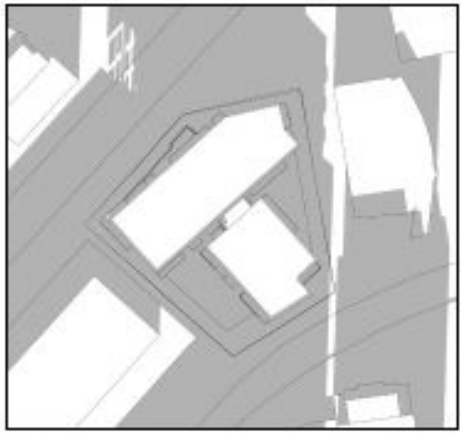
À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / SOLSTICE D'HIVER (21 DÉCEMBRE)



9.00



12.00



15.00



18.00

Cette étude expose l'ensoleillement du projet sur le site, au solstice d'été (21 juin) et aux deux équinoxes (21 septembre et 21 mars).

À la lumière de cette étude, on constate que les deux cours intérieures bénéficient d'un bon ensoleillement. Aux équinoxes, les bâtiments voisins créent plus d'ombre projetée sur le site.

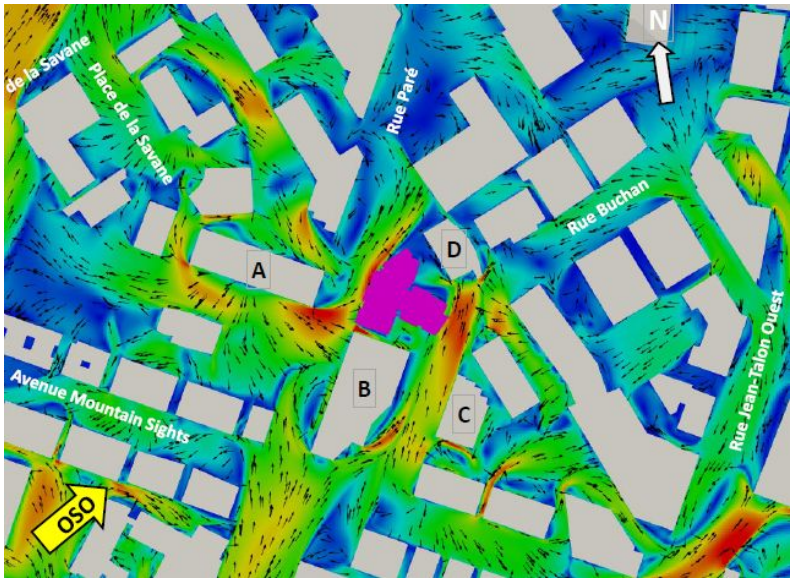
L'impact du projet sur les propriétés voisines est minimal puisque la majorité des ombres projetées se retrouvent sur la rue Paré. Une ombre est toutefois présente sur la propriété située à l'est du projet en fin de journée.

ÉTUDE DES IMPACTS ÉOLIENS 17 juin 2022 par Lasalle nhc)

- les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées de conditions actuelles en présence du projet à l'étude.

- Les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.

- Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan **n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.**



ÉTUDE DE CIRCULATION

- Débit faible et insuffisant pour influencer la qualité de l'écoulement de la circulation dans le secteur **d'étude.**

Tableau 2 : Génération des déplacements nette (véhiculaire)

Heure de pointe	Dépl. véhiculaires Entrants	Dépl. véhiculaires Sortants	Total
AM	6	20	26
PM	17	11	28

- La configuration de l'accès véhiculaire, la visibilité au niveau de l'accès au stationnement et l'accès au stationnement sont sécuritaires.

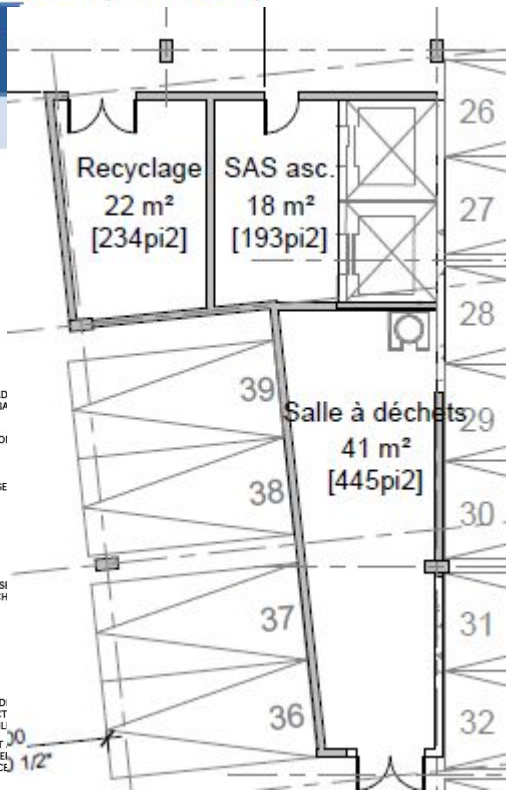
- 3 endroits sont identifiés sur le plan du stationnement souterrain où la visibilité n'est pas optimale pour les manœuvres véhiculaires. Outre les miroirs, une signalisation indiquant le danger pourrait aussi être ajoutée à ces 3 endroits précis.

ÉTUDE PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Tableau 2. Génération hebdomadaire des différentes voies de collecte en volume (estimations)

Volume d'ordures	Volume de matières recyclables	Volume de matières organiques
15,86 v³	7,23 v³	0,79 v³





RECOMMANDATION

LA DIRECTION EST FAVORABLE POUR LES RAISONS SUIVANTES :

- **Considérant que** le projet est conforme aux dispositions du plan d'urbanisme;
- **Considérant que** le projet favorise l'implantation de nouveaux logements dans un secteur TOD à densifier;
- **Considérant que** le projet s'insère dans un secteur en transformation déjà identifié au plan d'urbanisme;
- **Considérant que** le projet occasionne la démolition d'un bâtiment ne présentant pas de valeur patrimoniale ou architecturale;
- **Considérant que** le projet permet de développer un terrain sous-utilisé;
- **Considérant que** les plans révisés suite au CCU répondent aux conditions de celui-ci;
- **Considérant qu'**il est convenu de conclure une entente de développement visant à définir l'ampleur des travaux dans le domaine public devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) et les responsabilités financières incombant au promoteur (sommaire décisionnel 1216290033).

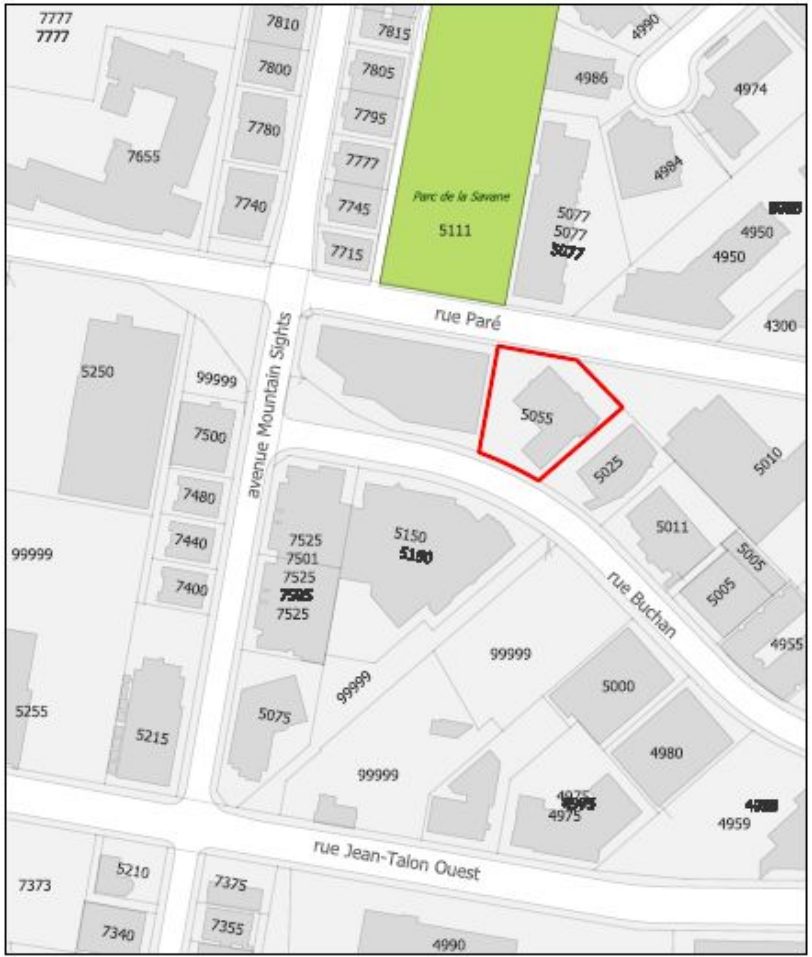
RÉSOLUTION PPCMOI

TERRITOIRE D’APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 648 720 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d’application » joint à son annexe A.

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1216290025



RÉSOLUTION PPCMOI

AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, **la démolition** du bâtiment commercial existant situé au 5055 rue Buchan, **la construction et l'occupation** du bâtiment aux fins de l'usage de la catégorie H.7 (36 logements et plus) de la famille Habitation **sont autorisées** conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

a. articles 10 afin d'**autoriser une hauteur maximale de 32 mètres et de 7 à 10 étages**;
b. article 34 afin d'**autoriser une densité approximative de 4,8**;
c. articles 52 à 65 afin d'**autoriser des marges avant minimale de 4,2 mètres sur la rue Paré et de 5,2 mètres sur la rue Buchan**;
d. article 123 afin d'**autoriser l'usage de la catégorie H.7**;
e. article 328 afin d'**autoriser un volume en saillie dans une marge** à 1,7 mètre de la limite avant donnant sur la rue Buchan;
f. article 573.4 afin d'**autoriser une distance entre deux voies d'accès de moins de 7,5 mètres**.

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION

4. En plus des documents normalement exigés au règlement de démolition, **la demande de démolition doit être accompagnée** des documents supplémentaires suivants :

a) un **plan de gestion des matériaux issus de la démolition**;

b) un **plan de gestion des matières résiduelles** des futures occupations;

c) un **plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier.**

CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION

5. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, le requérant doit produire:

a) **une demande de permis complète pour la construction** d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution, et ce, dans les 12 mois suivants la date d'entrée en vigueur de la présente résolution;

b) **une lettre de garantie bancaire** correspondant à 20% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du projet de construction et d'aménagement paysager, incluant la conservation et la protection des arbres identifiés;

c) **l'accord des propriétaires adjacents autorisant l'abattage des arbres mitoyens**;

e) un document montrant les **mesures de protection utilisées pour protéger les 2 arbres privés** sur les terrains voisins (arbres #6 et #8) **et l'arbre public** sur rue (arbre #7) ainsi que les arbres le long de la rue, comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B.

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'OCCUPATION DU BÂTIMENT

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au **respect des conditions suivantes** :

a) le **taux d'implantation maximal** du bâtiment est de **60 %**;
b) le **COS maximal** du bâtiment est de **4,8**;
c) la **hauteur** du bâtiment ne doit pas dépasser **10 étages et 32 mètres et 7 étages et 22,5 mètres**;
d) l'aire de stationnement intérieure doit comprendre un **maximum de quatre-vingt-dix (90) unités de stationnement**;
e) l'entrée principale du bâtiment et l'**accès véhiculaire se situent sur la rue Paré**;
f) **aucune aire de stationnement extérieure n'est autorisée**;
g) un **équipement mécanique** installé sur le toit doit être **dissimulé par un écran architectural**;
h) un **espace d'entreposage de déchets** et de matières recyclables et compostables **doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment**;
i) **le toit de la portion du bâtiment de 7 étages** doit être aménagé avec une **terrasse commune** et être recouvert d'un substrat de croissance **et végétalisé sur une superficie minimale de 250m^2**.
j) **13 arbres doivent être plantés** sur le site.
k) le pourcentage de **verdissement en pleine terre doit être de 8%** au minimum.
l) **aucun climatiseur apparent** ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
m) **16 logements de trois chambres à coucher de plus de 96m^2** doivent être prévus.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA DÉLIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

8. La conclusion d'une **entente d'infrastructure municipale relative aux travaux dans le domaine public** dans l'emprise excédentaire de la rue Paré et de la rue Buchan devant la propriété sise au 5055, rue Buchan/5070 rue Paré (adresse projetée) doit être conclue préalablement à la délivrance du permis de construire.

OBJECTIFS ET CRITÈRES DE PIIA

10. La délivrance d'un permis de construire ou de transformation impliquant une modification au volume du bâtiment est assujettie à l'approbation préalable des plans par le Conseil d'arrondissement.

11. L'évaluation du conseil doit tenir compte, en plus des critères cités à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02-17017) des objectifs et des critères d'évaluation supplémentaires suivants :

Objectif 1 :
Favoriser la construction d'un bâtiment de facture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer.

Objectif 2 :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorise et multiplie les interactions entre résidents.

MODIFICATION ENTRE PREMIER ET SECOND PROJET DE LA RÉSOLUTION

L’alinéa j) du paragraphe 6 est modifié par l’ajout des mots «au minimum» de la manière suivante :
j) 13 arbres au minimum doivent être plantés sur le site.

3. PRÉSENTATION PROCESSUS D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis de motion et adoption du premier projet de résolution par le CA	**13 décembre 2021**
Consultation écrite	**12 au 26 janvier 2022**
Consultation publique en visioconférence	**26 janvier 2022**
Adoption du second projet de résolution par le CA	**7 février 2022 (date projetée)**
Avis annonçant la possibilité de demander la tenue d'un registre	**février 2022 (date projetée)** **Pétitions reçues jusqu'au 8e jours après la publication de l'avis**
Adoption de la résolution finale par le CA	**7 mars 2022 (date projetée)**
Processus référendaire (s'il y a lieu)	**Dans les 45 jours suivant l'adoption, tenue de registre demandant la tenue d'un référendum**

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

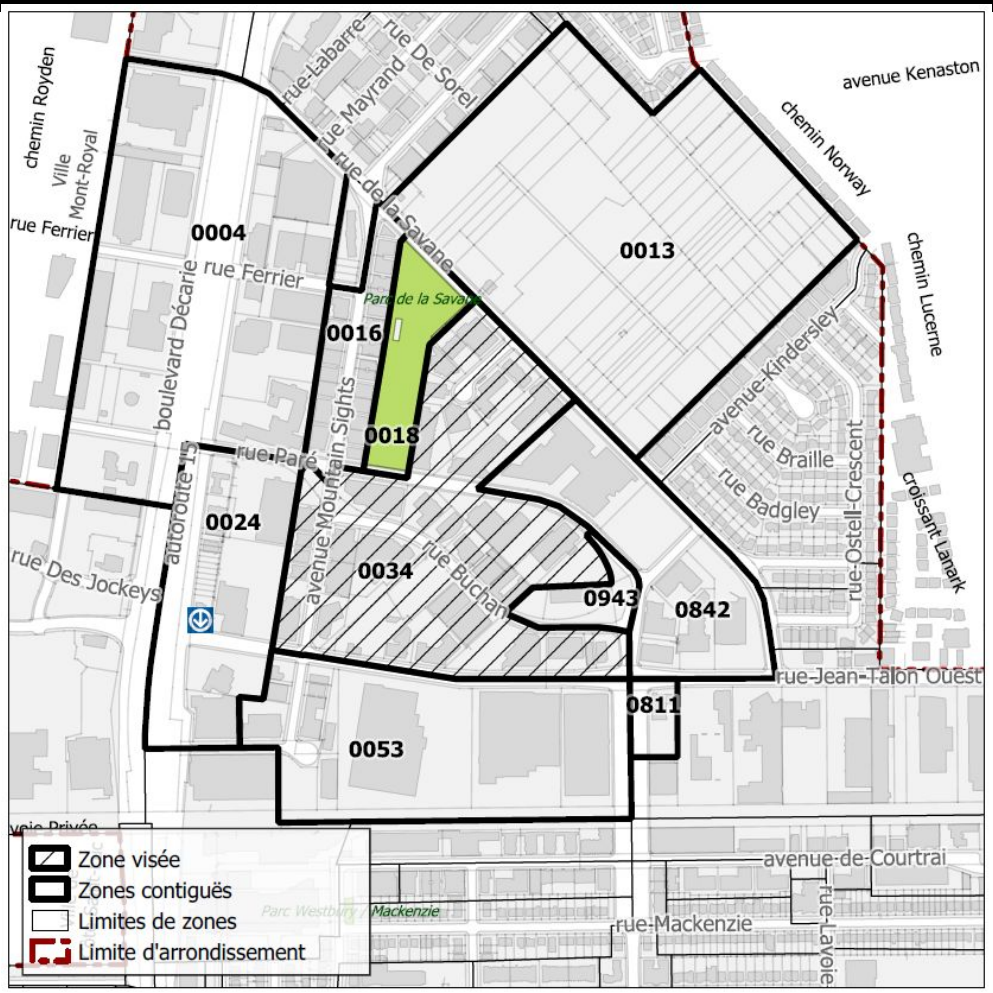
3. Tenue d’un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l’arrondissement annonçant la date de la tenue d’un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2
- Article 3 paragraphe 1° alinéas a) b) c) d) e)
- Article 6 paragraphes a) b) c) d) f) h)

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



4. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC PAR VISIOCONFÉRENCE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

5. QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC ÉCRITS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION ÉCRITE

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 12 janvier 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet particulier PP-131, entre le 12 et 26 janvier 2022.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	*2*	*s/o*
Par la poste (courriel)	*1*	*s/o*

1. Question du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

Nous apprécions la disposition volumétrique du projet, les dégagements qu'il offre sur ses abords vis-à-vis les bâtisses avoisinantes, ainsi que le langage architectural sobre est simple.
Nous avons hâte d'accueillir notre nouveau voisin

Questions relatives au murs de fondation et niveaux souterrains
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vu la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?

Réponse requérant :
• Une clôture sera érigée autour du périmètre de la propriété, sur notre terrain.
• L'excavation se fera sans explosifs, puisque le sous-sol du projet ne sera pas au niveau du substratum rocheux.
• L'étayage du périmètre du site se fera avec un mur berlinois et ne causera qu'une légère perturbation aux voisins et à la ville.
• Des sismographes seront installés dans les propriétés avoisinantes et des tests seront faits par une compagnie indépendante avant l'excavation, pour s'assurer qu'il n'y a pas de dommages potentiels.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives à l'aménagement paysager

1) Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?

Réponse requérant :

• Un ingénieur civil a été engagé afin de répondre à toutes les exigences de la ville et de la province quant à la gestion et la rétention des eaux pluviales.

• Un bassin de rétention a été prévu dans le projet, au niveau du premier sous-sol.

2) Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :

- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?

Réponse requérant :

The parking slab is typically between 600 and 450 mm from the existing soil levels. La dalle de soutènement du stationnement souterrain se situe généralement à 450 mm-600 mm du niveau du sol existant.

- Les détails disponibles semblent indiquer des buttes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?

Réponse requérant :

• Les arbres plantés au-dessus de la dalle, seront fournis de terre de 30 pouces en fournissant des buttes là où requis. À cette fin, les buttes seront environ 18 pouces plus hauts que la plantation environnante.

• Toutes les pentes sont vers l'intérieur du site. Si requis localement, un mur de soutènement sera construit le long de la façade est afin d'assurer que les pentes soient respectées

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives à l'aménagement paysager (suite)
- Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?

Réponse requérant :
• Il y aura des arbres dans la mesure du possible, sur la limite est du terrain.
• Les arbres sur dalle seront à moyen déploiement.

Réponse Division urbanisme :
La résolution du PP-131 (article 6) prévoit comme condition la plantation de 13 arbres au minimum sur le site. Par ailleurs, la demande de permis sera assujettie à l'approbation d'un PIIA (plan d'implantation et d'intégration architecturale) et un plan d'aménagement paysager sera requis (art 7). Celui-ci devra tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé dans l'annexe D de la résolution du PP-131.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Questions relatives aux étages hors sols

- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?

Réponse Division urbanisme :

Ci-joint l'étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire). Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?

Réponse requérant :

Nous prévoyons la création d'un écran paysager d'arbustes afin de masquer les vues entre les deux propriétés au niveau du rez-de-chaussée.

- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)

Réponse requérant :

Ci-joint l'étude d'ensoleillement heure par heure.

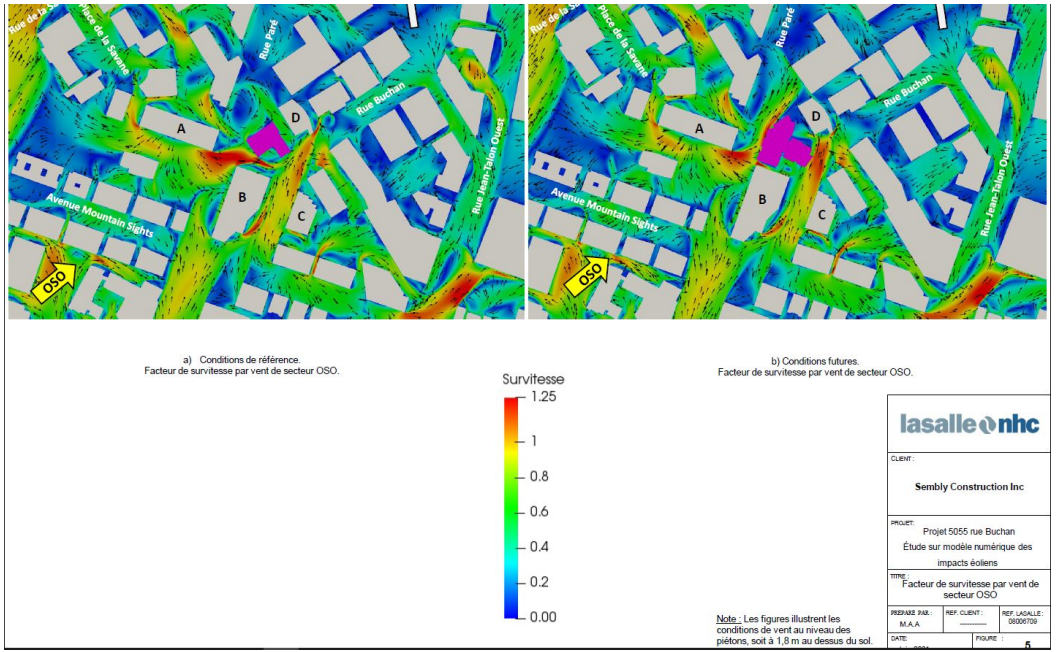
- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?

Réponse requérant :

Le bâtiment respectera toutes les exigences du code national du bâtiment concernant les façades de rayonnement. Puisque le bâtiment est en grande partie en maçonnerie, avec des fenêtres poinçonnées, nous n'aurons pas de problème à respecter cette exigence du code.

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

Pièce jointe : Étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire). Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

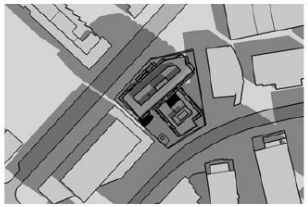


1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme (suite)

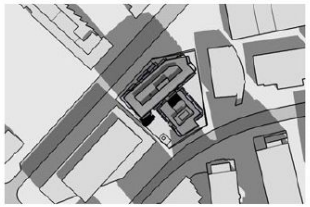
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (21 mars equinoxe).



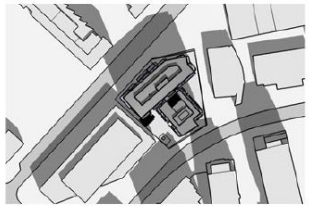
21 MARS - 08:00H



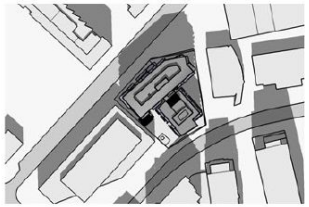
21 MARS - 09:00H



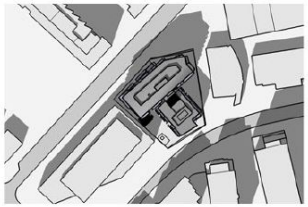
21 MARS - 10:00H



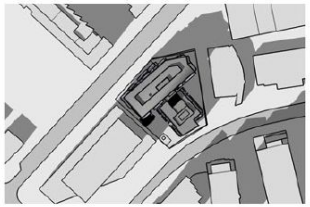
21 MARS - 11:00H



21 MARS - 12:00H



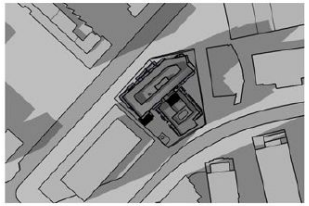
21 MARS - 13:00H



21 MARS - 14:00H



21 MARS - 15:00H



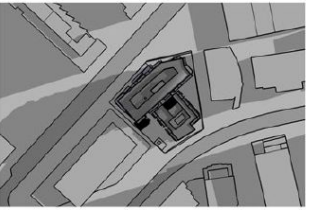
21 MARS - 16:00H

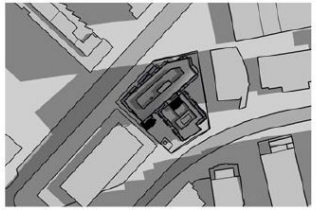


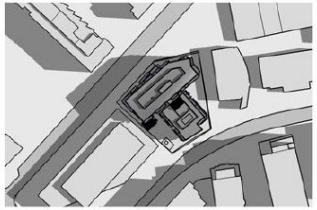
21 MARS - 17:00H

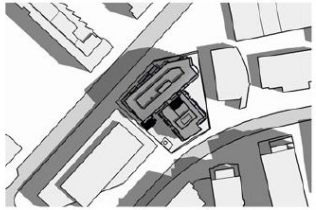
1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

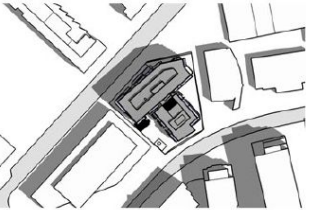
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (solstice d'été 21 juin)

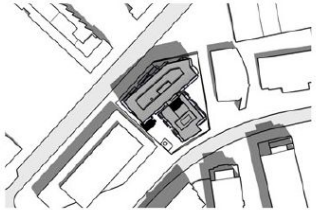

21 JUIN - 07:00H

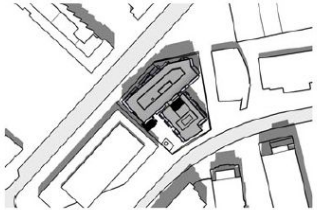

21 JUIN - 08:00H

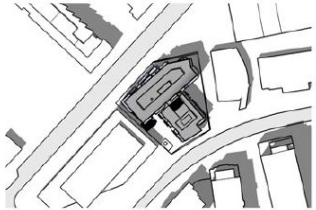

21 JUIN - 09:00H

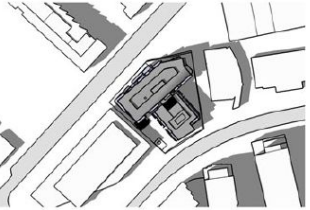

21 JUIN - 10:00H

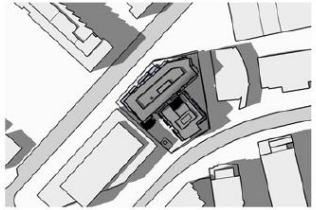

21 JUIN - 11:00H

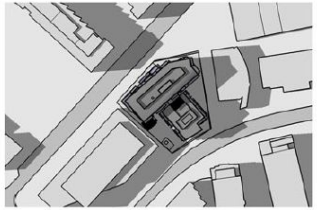

21 JUIN - 12:00H

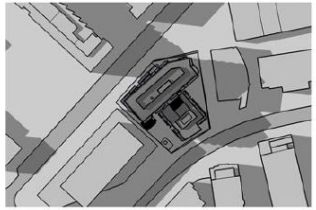

21 JUIN - 13:00H


21 JUIN - 14:00H


21 JUIN - 15:00H


21 JUIN - 16:00H


21 JUIN - 17:00H


21 JUIN - 18:00H


21 JUIN - 19:00H


21 JUIN - 20:00H

1. Questions du représentant SGI du Canada (5025 Buchan) et réponses du requérant du projet et de la Division Urbanisme

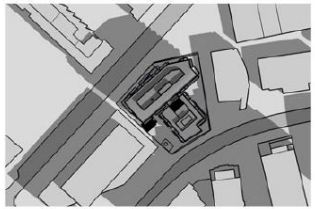
Pièce jointe : Étude d'ensoleillement heure par heure (21 septembre Equinoxe)



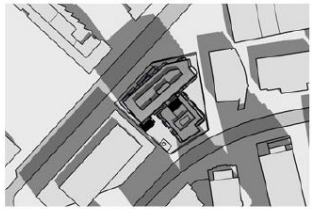
21 SEPTEMBRE - 08:00H



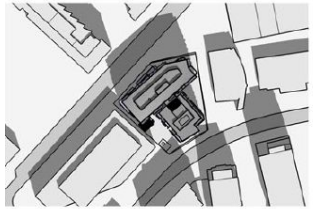
21 SEPTEMBRE - 09:00H



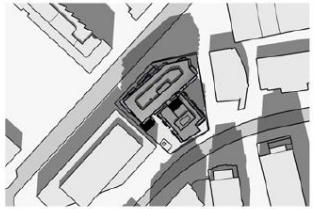
21 SEPTEMBRE - 10:00H



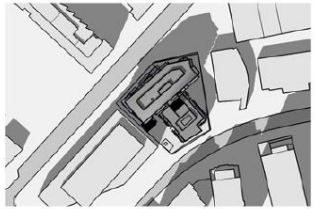
21 SEPTEMBRE - 11:00H



21 SEPTEMBRE - 12:00H



21 SEPTEMBRE - 13:00H



21 SEPTEMBRE - 14:00H



21 SEPTEMBRE - 15:00H



21 SEPTEMBRE - 16:00H



21 SEPTEMBRE - 17:00H



21 SEPTEMBRE - 18:00H

2. Questions de M.Koffi Doumon et réponse de la Division Urbanisme

Question citoyen :
Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle

Réponse Division Urbanisme
• Le nombre maximal d'unités de stationnement de véhicules routiers autorisé pour ce projet de 153 logements est de 90 véhicules (art 6), ce qui représente un ratio d'environ 0,6 véhicule par ménage, alors que le maximum autorisé pour ce projet par le Règlement d'urbanisme est de 91 unités de stationnement.
En effet, dans l'optique de transition écologique, l'arrondissement a modifié en février 2021 le Règlement d'urbanisme 01-276 afin, entre autres, d'établir des maximums d'unités de stationnement de véhicules routiers sur l'ensemble du territoire en fixant des maximums plus bas dans les secteurs à proximité des transports collectifs. En contrepartie, les exigences d'unités de stationnement pour vélos ont augmenté. L'objectif est d'opérer à moyen et long terme un transfert modal dans les modes de déplacements, c'est-à-dire un transfert du déplacement en auto-solo vers les déplacements en transport collectif et actif (vélo et marche).
Une étude réalisée il y a quelques années dans le Triangle a montré que le ratio de possession de véhicules par ménage est de 0,76, bien que ce secteur soit très bien desservi par le transport collectif. Nous visons désormais dans les nouveaux projets dans le Triangle un ratio de possession de véhicules/ménage autour de 0,6 afin de pouvoir opérer la transition écologique.
• L'arrondissement planifie un passage piéton nord-sud reliant la rue Buchan à la rue Paré dans la continuité du passage Yolène Jumelle. Le tracé n'est pas encore défini précisément mais nous prévoyons l'intégrer lors du développement d'un des terrains voisins, tel que montré à la page 8 de la présentation au lien suivant :
https://montreal.ca/evenements/consultation-publique-5055-rue-buchan-et-5070-rue-pare-ppcmoi-25153.

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme

Question 1 citoyen :

Housing, housing and more housing. At least that's the way it seems. It's rare that I hear of a hotel or an office building being planned for our borough, let alone any factories. I would be surprised if any factories have been built here over the last 20 years. Job producing entities are dwindling in CDN-NDG. With each new housing development, our borough becomes more and more simply a bedroom community, with all the lack of diversity and vibrancy that that entails.

This evening a 7-10 storey residential building is proposed for 5055 Buchan/5070 Pare. In the documents provided, it states that there will be 153 logements locatifs. Can it be confirmed that this will be an apartment building and not a condo building?

Réponse Division Urbanisme :

Le promoteur nous a transmis l'information que le projet comprendra des logements locatifs. Cependant, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne donne pas la compétence aux municipalités de régir la tenure des logements (locatifs ou privés).

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme (suite)

Question 2 citoyen :

In my opinion, the borough council should pass a bylaw that will make known, in a clear and easily accessible manner, the names of the individual (s) and/or company/ companies, who are constructing each housing development. This bylaw should be applied retroactively to the past 10-20 years and obviously going forward. These housing additions may be positive or negative, but openness and transparency requires that we know who is changing our borough. It is also important to have a greater understanding of the dynamics of the housing industry, especially given that Montreal and Canada are experiencing a significant housing bubble. This housing bubble will inevitably burst, and will have devastating consequences for our budget, employment and our standard of living. All that said, who is the developer of this project?

Réponse Division Urbanisme :

Le propriétaire de l'immeuble est la compagnie 9086-6807 Qc inc.

3. Questions de M.Carl Hamilton et réponse de la Division Urbanisme (suite)

Question 3 citoyen :

This 7-10 storey residential building will bring more cars, traffic, noise and pollution to the Triangle district and CDN-NDG. It should be noted that from June 2020 to June 2021, the city of Montreal saw a decline in its population of about 46,000. My guess is that people are exiting our city because there's too much traffic and too much densification and not enough open spaces, parks and playing fields. A stated objective of our elected representatives is to attract more families to our territory. More tall buildings crowded together, with more SUVs and large vehicles on the surrounding streets, doesn't seem very hospitable to small children or their parents. Given these facts and observations, how will this project benefit the existing residents of our borough and how will it attract more families?

Réponse Division Urbanisme :

Le projet résidentiel devra comprendre 10% de logements familiaux exigé par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logements social et abordable (20-041). De plus, la ville a acquis le terrain à l'ouest du projet sur la rue Paré à des fins d'école et des logements sociaux. Des liens piétons sont prévus pour permettre aux piétons d'accéder au coeur de l'îlot tel que prévu dans la présentation (diapo contexte urbain)

ANNEXE 2

Rapport de consultation écrite – 12 au 26 janvier 2022

Projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Un avis public a été publié sur le site de l'arrondissement, le 12 janvier 2022 invitant les citoyennes et citoyens à transmettre leurs questions et commentaires concernant le projet de résolution CA21 170353 approuvant le projet particulier PP-131 visant à permettre la démolition d'un bâtiment commercial situé au 5055, rue Buchan et la construction d'un bâtiment résidentiel de 7 à 10 étages de la catégorie H.7 (36 logements et plus), au 5070, rue Paré (adresse projetée), sur le lot 2 648 720, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Note au lecteur : Les questions ont été soumises par les citoyen.ne.s via le formulaire en ligne. Les questions au présent tableau sont telles que rédigées par les citoyen.ne.s, sauf exception.

Tableau résumant les demandes reçues lors de la période de consultation écrite :

Mode de transmission	Nombre de citoyennes et citoyens ayant transmis une question ou un commentaire	Détails
Formulaire WEB	2	Commentaires et questions
Par la poste (courriel)	1	Commentaires et questions

1. **Questions et commentaires transmis par M. Philippe Mizutani**

Commentaires et questions de la SGI du Canada (5025 rue Buchan)
- Nous apprécions la disposition volumétrique du projet, les dégagements qu'il offre sur ses abords vis-à-vis les bâtisses avoisinantes, ainsi que le langage architectural sobre est simple.
- Nous avons hâte d'accueillir notre nouveau voisin

Murs de fondation et niveaux souterrains
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vue la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?

Aménagements paysagers
- Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de

l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?
- Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :
- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?
o Les détails disponibles semblent indiquer des butes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?
o Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?

Étages hors sols
- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?
- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?
- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)
- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?

Réponse de l'arrondissement transmise par courriel

Voici les réponses à vos questions soumises à travers le formulaire de consultation écrite et reçues par la Division de l'urbanisme le 21 janvier 2022 :
- en bleu, les réponses apportées par le représentant du propriétaire de l'immeuble sis au 5055 rue Buchan;
- en rouge, les compléments de réponse apportées par la Division de l'urbanisme.

<u>Murs de fondation et niveaux souterrains</u>
- Nous remarquons que le mur de fondation des niveaux souterrains pour le stationnement se trouve très proche de la ligne de lot. Quelle méthode constructive sera utilisée pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur notre terrain, incluant le positionnement du mur berlinois et de la clôture de chantier?
- Vu la proximité du sous-sol avec notre bâtiment, quelle est la méthode d'excavation prévue pour minimiser l'impact sur les bâtisses avoisinantes?
• Une clôture sera érigée autour du périmètre de la propriété, sur notre terrain.
• L'excavation se fera sans explosifs, puisque le sous-sol du projet ne sera pas au niveau du substratum rocheux.
• L'étayage du périmètre du site se fera avec un mur berlinois et ne causera qu'une légère perturbation aux voisins et à la ville.
• Des sismographes seront installés dans les propriétés avoisinantes et des tests seront faits par une compagnie indépendante avant l'excavation, pour s'assurer qu'il n'y a pas de dommages potentiels.

<u>Aménagements paysagers</u>
- Le coefficient d'emprise au sol semble élevé, la construction souterraine semble occuper une

proportion très importante du site. La proportion de surfaces perméables à l'extérieur de l'empreinte du sous-sol semble très restreinte. Quelles sont les stratégies de gestion des eaux pluviales pour maximiser la rétention et la percolation sur le site et minimiser l'impact sur le réseau de la ville?
• Un ingénieur civil a été engagé afin de répondre à toutes les exigences de la ville et de la province quant à la gestion et la rétention des eaux pluviales.
• Un bassin de rétention a été prévu dans le projet, au niveau du premier sous-sol.

- Nous remarquons que des arbres sont sur la limite est du site, pour rétablir un écran visuel entre le centre SGI et le projet proposé. L'intention est appréciée, et nous avons plusieurs questions en lien avec ceci :
- Quelle est la profondeur de la dalle tréfond en relation avec le sol existant?
The parking slab is typically between 600 and 450 mm from the existing soil levels. La dalle de soutènement du stationnement souterrain se situe généralement à 450 mm-600 mm du niveau du sol existant.

- Les détails disponibles semblent indiquer des buttes pour permettre un substrat de croissance adéquat, quelle sera la relation entre le niveau du sol aux alentours des arbres et notre site avoisinant? Les pentes devront se faire vers l'intérieur du lot pour la gestion des eaux, le projet prévoit-il un mur de soutènement sur sa limite est?
• Les arbres plantés au-dessus de la dalle, seront fournis de terre de 30 pouces en fournissant des buttes là où requis. À cette fin, les buttes seront environ 18 pouces plus hauts que la plantation environnante.
• Toutes les pentes sont vers l'intérieur du site. Si requis localement, un mur de soutènement sera construit le long de la façade est afin d'assurer que les pentes soient respectées

- Prévoyez-vous des arbres à grand déploiement sur la limite est du site?
• Il y aura des arbres dans la mesure du possible, sur la limite est du terrain.
• Les arbres sur dalle seront à moyen déploiement.
La résolution du PP-131 (article 6) prévoit comme condition la plantation de 13 arbres au minimum sur le site. Par ailleurs, la demande de permis sera assujettie à l'approbation d'un PIIA (plan d'implantation et d'intégration architecturale) et un plan d'aménagement paysager sera requis (art 7). Celui-ci devra tendre à respecter le plan d'architecture de paysage et le plan de plantation proposé dans l'annexe D de la résolution du PP-131.

<u>Étages hors sols</u>
- L'étude des vents fait-elle état d'impact potentiel sur les espaces extérieurs des lots avoisinants?
Ci-joint l'étude de modélisation numérique des impacts éoliens fournie par le requérant, datée du 17 juin 2021 (version préliminaire) *(voir annexe 3)*. Les figures 5 à 9 montrent l'impact éolien sur les lots avoisinants au niveau du piéton. Il semble y avoir une bonification du confort éolien pour votre propriété.

- Notre bâtisse comporte des salles de méditation sur sa façade ouest, face au projet proposé, au niveau RDC (demi-sous-sol, et niv.02). La salle du RDC est entièrement en verre givré pour permettre l'intimité. À l'étage supérieur, une bande de fenestrations claires offre une vue du ciel. L'implantation du nouveau projet amènera des vues vers l'intérieur de cette salle de méditation, serait-il possible d'explorer des stratégies pour préserver l'intimité et minimiser l'impact sur les usagers du centre SGI?
Nous prévoyons la création d'un écran paysager d'arbustes afin de masquer les vues entre les deux propriétés au niveau du rez-de-chaussée.

- L'ombre projetée en fin de journée sur les salles de méditation du côté ouest de la notre bâtisse pourrait-elle être plus finement analysée? (À partir de quelle heure les rayons de soleil qui pénètrent la fenestration sont-ils obstrués?)
Ci-joint l'étude d'ensoleillement heure par heure. *(voir annexe 3)*

- Vu la proximité de la fenestration à la ligne de lot, l'équipe de projet a-t-elle vérifié s'il existe un enjeu de façades de rayonnement?
Le bâtiment respectera toutes les exigences du code national du bâtiment concernant les façades de rayonnement. Puisque le bâtiment est en grande partie en maçonnerie, avec des fenêtres poinçonnées, nous n'aurons pas de problème à respecter cette exigence du code.

2. Questions et commentaires transmis par M. Koffi Doumon

Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle

Réponse de l'arrondissement transmise par courriel

Bonjour M.Doumon,

Je vous remercie de nous avoir transmis les commentaires suivants reçus par la Division de l'urbanisme le 24 janvier 2022 à travers le formulaire de consultation écrite en ligne :
«Vous trouverez ci-dessous mon commentaire et mes questions.
La ville veut faire le secteur Triangle un aménagement TOD. La réussite de TOD n'est pas basée uniquement sur le critère proximité de Métro, mais une combinaison de plusieurs critères.
Je trouve inacceptable la construction de 10 étages sur ce terrain quand il manque d'espace public de qualité, une gestion d'offre de stationnement.
L'arrondissement CDN-NDG ne fait que réduire le ratio de stationnement de nouvelle construction, mais ne propose aucune autre solution de problème de stationnement dans le secteur.
Est-ce qu'il aura un accès entre la rue Paré et Buchan pour accéder au marché IGA par le passage Yolène Jumelle».

Voici la réponse de la Division de l'urbanisme :
• Le nombre maximal d'unités de stationnement de véhicules routiers autorisé pour ce projet de 153 logements est de 90 véhicules (art 6), ce qui représente un ratio d'environ 0,6 véhicule par ménage, alors que le maximum autorisé pour ce projet par le Règlement d'urbanisme est de 91 unités de stationnement.
En effet, dans l'optique de transition écologique, l'arrondissement a modifié en février 2021 le Règlement d'urbanisme 01-276 afin, entre autres, d'établir des maximums d'unités de stationnement de véhicules routiers sur l'ensemble du territoire en fixant des maximums plus bas dans les secteurs à proximité des transports collectifs. En contrepartie, les exigences d'unités de stationnement pour vélos ont augmenté. L'objectif est d'opérer à moyen et long terme un transfert modal dans les modes de déplacements, c'est-à-dire un déplacement du déplacement en auto-solo vers les déplacements en transport collectif et actif (vélo et marche).
Une étude réalisée il y a quelques années dans le Triangle a montré que le ratio de possession de véhicules par ménage est de 0,76, bien que ce secteur soit très bien desservi par le transport collectif. Nous visons désormais dans les nouveaux projets dans le Triangle un ratio de

possession de véhicules/ménage autour de 0,6 afin de pouvoir opérer la transition écologique.
• L'arrondissement planifie un passage piéton nord-sud reliant la rue Buchan à la rue Paré dans la continuité du passage Yolène Jumelle. Le tracé n'est pas encore défini précisément mais nous prévoyons l'intégrer lors du développement d'un des terrains voisins, tel que montré à la page 8 de la présentation au lien suivant : https://montreal.ca/evenements/consultation-publique-5055-rue-buchan-et-5070-rue-pare-ppcmoi-25153.

3. Questions et commentaires transmis par M. Carl Hamilton

Housing, housing and more housing. At least that's the way it seems. It's rare that I hear of a hotel or an office building being planned for our borough, let alone any factories. I would be surprised if any factories have been built here over the last 20 years. Job producing entities are dwindling in CDN-NDG. With each new housing development, our borough becomes more and more simply a bedroom community, with all the lack of diversity and vibrancy that that entails.

1. This evening a 7-10 storey residential building is proposed for 5055 Buchan/5070 Pare. In the documents provided, it states that there will be 153 logements locatifs. Can it be confirmed that this will be an apartment building and not a condo building?

2. In my opinion, the borough council should pass a bylaw that will make known, in a clear and easily accessible manner, the names of the individual (s) and/or company/ companies, who are constructing each housing development. This bylaw should be applied retroactively to the past 10-20 years and obviously going forward. These housing additions may be positive or negative, but openness and transparency requires that we know who is changing our borough. It is also important to have a greater understanding of the dynamics of the housing industry, especially given that Montreal and Canada are experiencing a significant housing bubble. This housing bubble will inevitably burst, and will have devastating consequences for our budget, employment and our standard of living. All that said, who is the developer of this project?

3. This 7-10 storey residential building will bring more cars, traffic, noise and pollution to the Triangle district and CDN-NDG. It should be noted that from June 2020 to June 2021, the city of Montreal saw a decline in its population of about 46,000. My guess is that people are exiting our city because there's too much traffic and too much densification and not enough open spaces, parks and playing fields. A stated objective of our elected representatives is to attract more families to our territory. More tall buildings crowded together, with more SUVs and large vehicles on the surrounding streets, doesn't seem very hospitable to small children or their parents. Given these facts and observations, how will this project benefit the existing residents of our borough and how will it attract more families?

Réponse de l’arrondissement transmise par courriel

Je vous remercie pour vos commentaires et questions.
Voici les réponses :

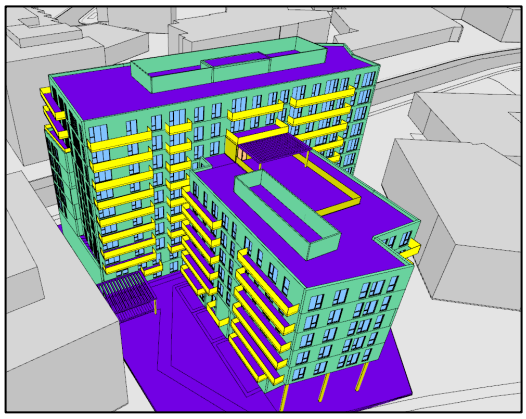
1. Le promoteur nous a transmis l’information que le projet comprendra des logements locatifs. Cependant, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme de nous donne pas la compétence aux municipalités de régir la tenure des logements (locatifs ou privés).

2. Le propriétaire de l'immeuble est la compagnie 9086-6807 Qc inc.

3. Le projet résidentiel devra comprendre 10% de logements familiaux exigé par le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logements social et abordable (20-041). De plus, la ville a acquis le terrain à l'ouest du projet sur la rue Paré à des fins d'école et des logements sociaux. Des liens piétons sont prévus pour permettre aux piétons d'accéder au cœur de l'îlot tel que prévu dans la présentation (diapo contexte urbain).

ANNEXE 3

Étude d'impact éolien et étude d'ensoleillement
Complément de réponse aux questions et commentaires de M. Mizutani

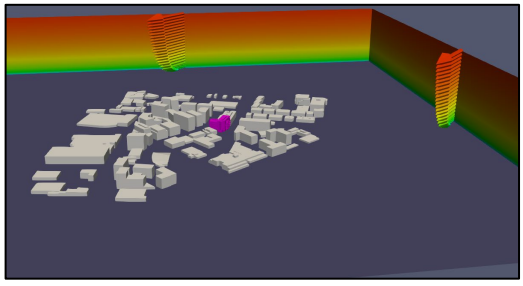


PROJET 5055 RUE BUCHAN

ÉTUDE DE MODÉLISATION NUMÉRIQUE DES IMPACTS ÉOLIENS

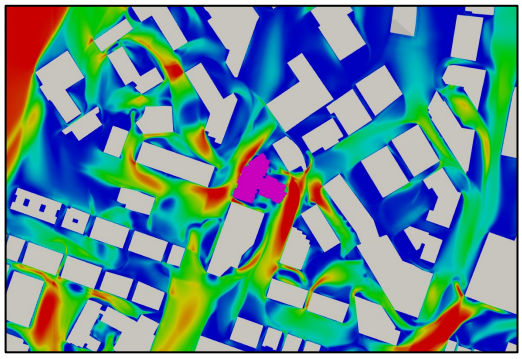
R.0366

PRÉLIMINAIRE



Préparé pour:

Sembly Construction Inc



17 Juin 2021

No référence lasalle|NHC 08006709

lasalle nhc

PROJET 5055 RUE BUCHAN
ÉTUDE SUR MODÈLE NUMÉRIQUE DES IMPACTS ÉOLIENS

RAPPORT R.0366

VERSION PRÉLIMINAIRE

Préparé pour:

Sembly Construction Inc
Montréal, Québec

Préparé par:

Lasalle|NHC
Montréal, Québec

17 Juin 2021

No de référence Lasalle|NHC 08006709

Préparé par:



Marc Alexandre Allard, CPI, M. Sc. A.
Ingénieur junior de projet
No OIQ : 6022431

Vérifié par:



Wael Taha, ing., M.Ing.
Chargé de projet, Associé
No OIQ : 133365

CLAUSE DE LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Ce document a été préparé par Lasalle|NHC de façon conforme aux bonnes pratiques d'ingénierie et est destiné à l'usage exclusif de **Sembly Construction Inc** et de leurs représentants autorisés dans le cadre spécifique du projet **5055 rue Buchan – Étude sur modèle numérique des impacts éoliens**. Le contenu de ce document ne peut être appliqué ou utilisé, en tout ou en partie, par ou à l'avantage d'autres parties sans l'autorisation écrite de Lasalle|NHC. Aucune autre garantie, expresse ou tacite, n'est accordée**.**

Lasalle|NHC et ses directeurs, associés, employés et mandataires n'assument aucune responsabilité à l'utilisation ou au recours du présent document ou de son contenu par des parties autres que **Sembly Construction Inc**.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES 1
1. INTRODUCTION 1
2. DESCRIPTION DU PROJET 2
3. RÉSUMÉ DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE 3
4. IMPACTS ÉOLIENS DU PROJET 5
4.1 Impacts sur les vitesses par vent de secteur OSO 5
4.2 Impacts sur les vitesses par vent de secteur NNE 6
4.3 Fréquences annuelles d'inconfort 6
4.3.1 Critère général – 25% 7
4.3.2 Critère de rue commerçante – 15% (à titre indicatif) 7
4.3.3 Critère de parcs – 10% 7
4.3.4 Dépassement de la vitesse de (75 km/h) 8
5. CONCLUSION 9
6. RÉFÉRENCES 10

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan de localisation du projet

Figure 2 : Rose des vents annuelle – Aéroport P.-E.-Trudeau et Saint-Hubert

Figure 3 : Statistique des vents à l'aéroport international P.-E. Trudeau de Montréal

Figure 4 : Domaine de calcul

Figure 5 : Facteur de survitesse par vent de secteur OSO

Figure 6 : Facteur de survitesse par vent de secteur NNE

Figure 7 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 25%

Figure 8 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 15%

Figure 9 : Fréquences annuelles d'inconfort. Critère 10%

1. INTRODUCTION

L'entreprise Sembly Construction Inc développe actuellement un bâtiment principal de 10 étages avec une aile de 7 étages localisé au 5055 rue Buchan dans l'arrondissement Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

LaSalle|NHC a été mandatée par Sembly Construction Inc pour effectuer une étude sur modèle numérique afin d'évaluer l'impact de ce projet sur le régime des vents sur l'espace public adjacent, et plus particulièrement, sur le confort des piétons circulant à proximité.

Les interactions du vent dans les différentes configurations (état de référence et état futur) ont été simulées à l'aide d'un modèle numérique tridimensionnel permettant de calculer les vitesses de l'air en mouvement en tout point du domaine d'intérêt.

Le présent rapport est divisé en 5 sections. Le projet est d'abord décrit à la section 2. La section 3 enchaîne ensuite avec un résumé de l'approche méthodologique guidant l'évaluation des impacts éoliens. La section 4 présente les résultats et la conclusion est exposée au chapitre 5.

2. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet 5055 rue Buchan consiste en la construction d'un bâtiment principal de 10 étages avec une aile de 7 étages tel qu'illustré sur la figure 1. La base du bâtiment occupera une superficie d'environ 2800 m².

Le projet se situe dans le quartier Le Triangle qui est en pleine transformation avec la construction de nombreux projets résidentiels. Le projet 5055 rue Buchan est localisé dans un quartier hétérogène combinant de grands bâtiments résidentiels avec des édifices commerciaux de 1-3 étages.

3. RÉSUMÉ DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Les détails techniques concernant l'approche méthodologique de même que la littérature scientifique pertinente sont présentés à l'annexe de ce rapport. Une compréhension approfondie de la méthodologie par le lecteur n'est pas strictement nécessaire pour comprendre les principales conclusions émises dans cette étude. En effet, le présent chapitre a plutôt pour but d'offrir un bref résumé vulgarisé de l'approche méthodologique afin d'aider le lecteur dans l'interprétation des résultats présentés au chapitre suivant. Le schéma 1 synthétise la méthodologie alors que le tableau 1 résume les paramètres de calculs.

Les vitesses de l'air en mouvement sont calculées à l'aide du modèle numérique 3D OpenFoam. Dans les études d'impacts éoliens, le domaine modélisé s'étend généralement sur une superficie de plus ou moins 1 km². Tel qu'illustré sur la figure 4, le modèle est alimenté, aux extrémités du domaine, par des vents dont la vitesse augmente avec l'élévation. La distribution verticale (ou profil) de la vitesse de ces vents varie selon le milieu ambiant de la zone d'étude. La forme que prendra cette distribution verticale est d'ailleurs contrôlée par une constante nommée paramètre de rugosité α.

Le modèle numérique est mis à profit pour simuler les directions dominantes de vent dans le secteur à l'étude. Dans les cas de Montréal et Laval, deux directions dominantes sont observées à la station météorologique de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, soit l'OSO et le NNE (voir figure 2 et 3).

À proximité du projet à l'étude, les vents au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, sont analysés. Les résultats sont présentés sous forme de survitesse. De manière schématique, ce paramètre représente un ratio adimensionnel entre la vitesse du vent à l'entrée du modèle et celle au point d'intérêt. Par exemple, si la survitesse en un point donné est de 1,5 et que la vitesse du vent à l'entrée du modèle est de 10 km/h, la vitesse du vent en ce même point donné sera de 15 km/h (1,5x10 km/h). De même, si la survitesse en un point donné est de 0,5 et que la vitesse du vent à l'entrée du modèle est de 10 km/h, la vitesse du vent en ce même point donné sera de 5 km/h (0,5x10 km/h). L'exemple demeure simplifié pour des fins d'illustration, toutefois il faut noter que le paramètre de survitesse inclut également un terme de turbulence permettant de mieux caractériser le point d'intérêt. L'utilisation du concept de survitesse permet ainsi de déduire la vitesse du vent qui sera ressentie par le piéton en fonction de la vitesse du vent à l'entrée du modèle. Les survitesses calculées par le modèle sont affichées sous forme de carte de couleur en conditions de références ainsi qu'en conditions futures (en présence du nouveau projet) et ce, pour chaque direction dominante de vents (voir figures 5 et 6). Pour une direction donnée de vents, une diminution de la survitesse (de l'état de référence vers l'état futur) révèle une bonification du confort éolien. À l'opposé, une augmentation de la survitesse implique une dégradation du confort éolien.

Afin d'intégrer l'ensemble des directions dominantes de vent, le concept d'inconfort éolien est adopté. Ce concept consiste à utiliser les survitesses calculées par le modèle ainsi que les données horaires de vent à l'entrée du modèle afin de calculer le nombre de fois où la vitesse du vent ressentie par le piéton dépasse un certain seuil d'inconfort (22 km/h en été et 15 km/h en hiver). À cet effet, les données horaires de vent à l'entrée du modèle découlent des données mesurées à la station météorologique la plus proche, soit à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau dans les cas de Montréal et Laval. Dans certaines situations, ces données mesurées peuvent être transposées directement à l'entrée du modèle alors que dans d'autres situations, ces données mesurées doivent être recalées par un facteur de recalage k.

L'inconfort éolien calculé par le modèle est affiché sous forme de carte de couleur en conditions de références ainsi qu'en conditions futures (en présence du nouveau projet). En guise d'exemple, une fréquence d'inconfort de 0,20 signifie que le seuil d'inconfort est excédé 20% du temps. À cet effet, les fréquences maximales d'inconfort éoliens étant admises ou tout simplement recommandées dépendent essentiellement de l'activité prévue sur la voie publique. En effet, un critère de 10% est généralement visé dans les parcs et les lieux de détente, 15% dans certaines rues commerçantes à Montréal et 25% dans le reste des cas (voir figures 7, 8 et 9).

Finalement, un dernier concept est adopté afin de tenir compte de la sécurité des piétons durant les événements de vents violents, soit le seuil de sécurité. Ce dernier consiste à calculer le nombre de fois où la vitesse du vent ressentie par le piéton dépasse le seuil de sécurité (75 km/h). La fréquence maximale de dépassement de ce seuil est généralement admise à 1%.

Tableau 1 : Synthèse des paramètres de calcul

Paramètres du vent	
Station météorologique de référence	Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau
Directions dominantes	OSO et NNE
Rugosité α	0,26 (Banlieue)
Recalage k	0,85 ($Vent_{Entrée\ modèle} = 0,85\ Vent_{Mesuré\ à\ la\ station}$)
Seuil de confort éolien	6,11 m/s (22 km/h) en été 4,17 m/s (15 km/h) en hiver
Seuil de sécurité	20,83 m/s (75 km/h)
Caractéristiques du modèle	
Dimension du domaine	0,8 km x 0,8 km
Nombre de mailles	9 800 000
Résolution du maillage	10 m à 0,30 m

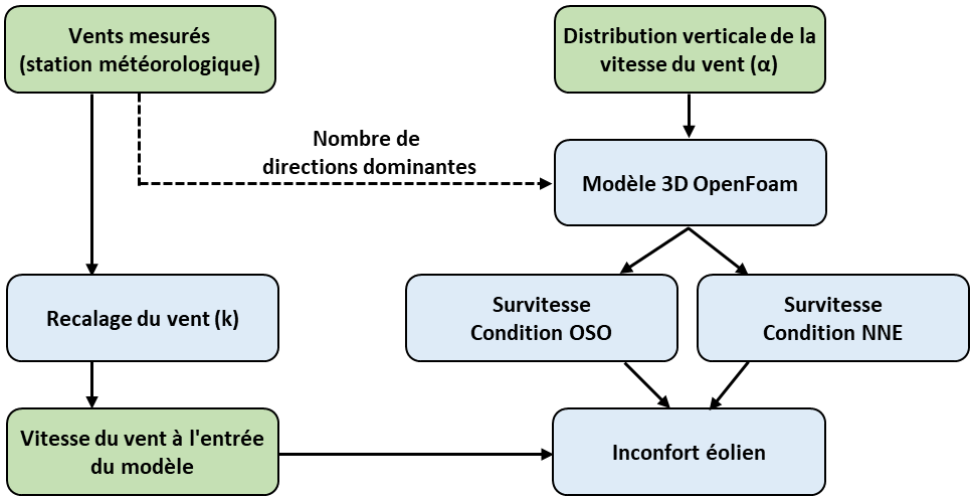


Schéma 1 : Résumé de l'approche méthodologique

4. IMPACTS ÉOLIENS DU PROJET

Les simulations aérodynamiques ont été réalisées pour les deux directions de vents dominants en conditions de référence et en conditions futures (en présence du nouveau projet). Les champs de facteurs de survitesse ont été extraits des simulations à hauteur de piéton, soit 1,8 m au-dessus du niveau de la rue. Les champs de fréquences totales de dépassement de la vitesse limite d'inconfort, toutes directions confondues, également désignées par le terme fréquences annuelles d'inconfort, ont ensuite été calculés pour toutes les configurations.

Le règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-des-Graces présente les critères suivants à respecter :

- en bordure d'une voie publique, une vitesse de vent moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 25 % du temps;
- dans un parc, un lieu public et une aire de détente, une vitesse moyenne au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, avec une fréquence de dépassement maximale correspondant à 10 % du temps.
- Les rafales au sol générées par un projet de construction ne doivent pas dépasser une vitesse au sol de 75 km/h durant plus de 1 % du temps.

Les figures 5 et 6 illustrent les résultats obtenus pour les vents de secteur OSO et NNE respectivement. Les figures 7 à 9, quant à elles, présentent les fréquences annuelles d'inconfort, toutes directions confondues, pour chacune des configurations (conditions de références et futures).

4.1 Impacts sur les vitesses par vent de secteur OSO

La figure 5 affiche la survitesse au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, en condition de vents en provenance de l'OSO.

De manière générale, le nouveau bâtiment de 10 étages bloque les vents d'OSO alors qu'en condition de références, les vents ont plutôt tendance à s'écouler au-dessus du bâtiment existant.

En conditions actuelles et futures, les vents interceptés par le bâtiment A sont rabattus en partie vers le site à l'étude et sur la rue Paré. Ces courants sont canalisés le long de la façade nord-ouest du bâtiment futur puis dans l'axe de la rue Paré, ce qui augmente les survitesses à cet endroit de 0,8 en conditions actuelles à 1,3 en conditions futures.

De plus, une partie des courants circulant sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C se concentre vis-à-vis de la façade sud-est du projet, ce qui a pour effet d'augmenter les survitesses locales de 1,05 en conditions actuelles à 1,2 en conditions futures. Par la suite, les vents canalisés le long de la rue Buchan se dispersent de part et d'autre du bâtiment D.

En somme, la hauteur modérée du bâtiment du projet comparé aux nouveaux bâtiments du quartier permet de limiter l'intensité des effets aérodynamiques en périphérie. Les impacts sur les survitesses causés par les effets aérodynamiques observés sont donc localisés principalement autour du bâtiment futur.

4.2 Impacts sur les vitesses par vent de secteur NNE

La figure 6 affiche la survitesse au niveau des piétons, soit à une hauteur de 1,8 m, en condition de vents en provenance du NNE.

Similairement aux vents d'OSO, le nouveau bâtiment de 10 étages agit en tant qu'obstacle important envers les vents du NNE. Le bâtiment futur contribue à la réduction des survitesses sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C car celui-ci coupe le courant en hauteur qui passe entre les bâtiments B et D avant de s'introduire dans la rue Buchan. Le bâtiment B se retrouve donc dans le sillage du projet à l'étude et l'effet de coin présent au passage de l'arête est du bâtiment B en conditions actuelles est éliminé en conditions futures.

Toutefois, l'effet de coin est repris par l'arête est du projet donnant sur la rue Buchan mais beaucoup moins intense que celui du bâtiment B en conditions de référence. Cela cause une concentration locale des courants de vents et une augmentation des survitesses à cet endroit de 0,85 en conditions actuelles à 1,25 en conditions futures. Par la suite, les survitesses diminuent légèrement suite à l'épanouissement des vents soufflant sur la rue Buchan.

Pour ce qui est de la rue Paré, aucune différence notable n'est constatée entre les survitesses en conditions de références et celles en conditions futures.

En somme, lorsque des vents de secteur NNE sont considérés, les impacts sur les survitesses causés par les effets aérodynamiques observés sont localisés principalement autour du bâtiment futur du côté de la rue Buchan.

4.3 Fréquences annuelles d'inconfort

Les fréquences d'inconfort sont calculées sur une base annuelle en prenant en compte l'ensemble des directions de vent considérées, les critères de vitesse limite en été (22 km/h) et en hiver (15 km/h) ainsi que les heures de circulation des piétons en fonction des saisons. Ces fréquences annuelles d'inconfort reflètent alors un cycle météorologique complet au cours d'une année.

La figure 7, illustrant le champ des fréquences annuelles d'inconfort au niveau des piétons, permet d'identifier les zones répondant au critère général habituellement établi:

- 25 % : critère général établi pour la voie publique ;

Les figures 8 et 9, présentent la comparaison avec des critères spécifiques :

- 15 % : critère adopté pour des rues commerçantes dans certaines villes;
- 10 % : appliqué aux parcs ou lieux de détente;

Une telle comparaison des fréquences d'inconfort permet également d'avoir un portrait global du quartier et servir d'outil au développement d'aménagements d'espaces urbains.

4.3.1 Critère général – 25%

La figure 7 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère général de 25%. Ce critère est généralement utilisé dans les lieux où la fonction principale est destinée au déplacement (rues, trottoirs, pistes cyclables, etc.). La figure 7 montre que le critère général de 25% est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude et ce, autant en conditions de référence qu'en conditions futures.

Ainsi, l'ajout du projet 5055 rue Buchan ne conduit à aucun impact au niveau du confort éolien sur les voies publiques à proximité du projet en question.

4.3.2 Critère de rue commerçante – 15% (à titre indicatif)

La figure 8 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère adopté pour des rues commerçantes dans certaines villes (15%). Ce critère est présenté à titre indicatif uniquement puisque le secteur à l'étude ne contient pas de rues pouvant se caractériser comme étant commerçantes. Toutefois, la figure 8 permet de faire ressortir les secteurs avec amélioration ou détérioration.

Sur la rue Buchan devant la façade sud-est du projet, les fréquences annuelles d'inconfort sont augmentées de 15% en conditions actuelles à 19% en conditions futures. De plus, les fréquences annuelles d'inconfort sont augmentées de 11% en conditions actuelles à 16% en conditions futures sur la rue Paré, vis-à-vis de la façade ouest du futur bâtiment. Toutefois, sur la rue Buchan entre les bâtiments B et C, les fréquences annuelles d'inconfort sont atténuées de 17% en conditions actuelles à 13% en conditions futures grâce à la présence du projet. Cette dernière observation peut s'expliquer par la réduction des survitesses dans ce secteur tel que décrit dans la section 4.2.

Il est intéressant de mentionner que le critère d'inconfort de 15% est respecté en majeure partie dans la zone de stationnement de vélo située entre le bâtiment B et le projet. Il est aussi à noter que les arbres localisés à proximité du site étudié en conditions actuelles et futures ainsi qu'au-devant de la façade sud-ouest du bâtiment A ne sont pas inclus dans le modèle numérique et contribueraient à réduire l'inconfort localement.

4.3.3 Critère de parcs – 10%

La figure 9 présente le champ des fréquences d'inconfort annuelles selon le critère adopté pour les parcs ou lieux de détente dans certaines villes (10%).

Un parc aménagé est présent à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria, au nord-est du projet. Les fréquences annuelles d'inconfort à proximité de ce parc ne sont pas affectées par le projet et demeurent inchangées en présence du projet à l'étude. Il est intéressant de constater que si l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D devait être aménagé pour inclure un lieu de détente, le critère de 10% serait respecté à travers la zone considérée. Cet espace offrirait donc un niveau confort acceptable pour les usagers.

4.3.4 Dépassement de la vitesse de (75 km/h)

La vitesse limite étant jugée comme sécuritaire pour les piétons est une vitesse de 75 km/h. À cet effet, la fréquence limite de dépassement de cette vitesse est admise à 1%. Ce critère est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude et ce, autant en conditions de référence qu'en conditions futures.

5. CONCLUSION

L'étude par modélisation numérique tridimensionnelle des vents à Montréal a permis d'évaluer les impacts du projet 5055 rue Buchan sur le confort des piétons circulant sur les rues adjacentes en fonction des critères habituellement utilisés par la Ville de Montréal.

Les résultats de modélisation montrent que l'ajout du projet 5055 rue Buchan engendre une réorganisation relativement localisée des patrons de courants des vents autour du bâtiment du projet. Bien que des augmentations locales des fréquences d'inconfort annuelles au sud-est du projet sur la rue Buchan ainsi qu'au nord-ouest du bâtiment futur sur la rue Paré soient observées, elles demeurent relativement locales et ne conduisent pas à excéder le critère général communément admis en bordure de voie publique et dans les lieux où la fonction principale est destinée au déplacement (25%). Soulignons que ce critère utilisé par la Ville de Montréal demeure respecté dans l'ensemble de la zone d'étude. De plus, la présence du bâtiment futur améliore les fréquences annuelles d'inconfort entre les bâtiments B et C.

Il est à noter que les fréquences d'inconfort à proximité du parc aménagé à l'intersection de la rue Paré et de la rue Victoria demeurent inchangées de conditions actuelles en présence du projet à l'étude. Il est aussi intéressant de mentionner que les conditions éoliennes dans le stationnement de vélo ainsi que dans l'espace localisé entre le projet et le bâtiment D sont adaptés à l'aménagement du stationnement de vélo et d'une aire de repos.

Les résultats de modélisation montrent aussi que le critère de sécurité de 1% demeure respecté dans l'ensemble de la zone d'étude.

Dans l'ensemble la construction du projet 5055 rue Buchan n'engendre donc aucun impact éolien sur la voie publique ni sur les aires de repos dans le quartier avoisinant.

6. RÉFÉRENCES

[1] Intégration du phénomène vent dans la conception du milieu bâti - J. Gandemer et A. Guyot – Ministère de la Qualité de la vie - France 1976.

[2] Architectural Aerodynamics by R.M. Aynsley, W. Melbourne and B.J. ¬Vickery - Applied Science Publishers Ltd. London.

[3] Élaboration d'outils méthodologiques et techniques d'aide à la conception d'ambiances urbaines de qualité pour favoriser le développement durable des villes - S. Reiter – Thèse de doctorat de l'Université Catholique de Louvain, Belgique.

[4] Règlement d'urbanisme (01-276) de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Codification administrative, 22 mai 2019.

ANNEXE A
DÉTAILS TECHNIQUES EN LIEN AVEC L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE A2
1.1 Représentation de l'air en mouvement A2
1.2 Critères d'évaluation du confort éolien A2
1.3 Données de référenceA5 ..... A5
1.4 Transposition au site à l'étude A6
1.5 Vitesses locales et fréquences d'inconfort A7

2. ANALYSE DU RÉGIME DES VENTS A8
2.1 Station météorologique de référence A8
2.2 Analyse statistique de la direction et de la vitesse des vents A8
2.2.1 Direction A8
2.2.2 Vitesse A9

3. MODÈLE NUMÉRIQUE A11
3.1 Le modèle numérique A11
3.2 Domaine de calcul A11
3.3 Conditions aux limites A12

1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Représentation de l'air en mouvement

L'écoulement simulé doit avoir les mêmes caractéristiques que l'air arrivant sur le site étudié. En négligeant les phénomènes thermiques pouvant affecter la stabilité de l'atmosphère, la distribution verticale de la vitesse du vent peut s'exprimer comme suit :

$$\frac{U}{U_g} = \left(\frac{z}{z_g}\right)^{\alpha} \tag{3.1}$$

où U : vitesse moyenne du vent à l'altitude z;

z : altitude au-dessus du sol;

z_g : épaisseur de la couche limite atmosphérique;

U_g : vitesse moyenne du vent à l'altitude z_g, au-delà de laquelle la vitesse n'est plus influencée par la nature du site rencontré par le vent.

Les paramètres α et z_g dépendent essentiellement du type de rugosité du sol, c'est-à-dire de la hauteur et de la densité des bâtiments du secteur élargi d'étude. La valeur de α varie typiquement entre 0,14, pour un environnement de lac ou de plaine qui apparaît comme une surface relativement "lisse", et 0,36 au-dessus d'un centre-ville de grande hauteur et dense, considéré comme étant fortement "rugueux" [1].

Afin que le profil de vent se développe selon les spécificités du tissu urbain existant, l'ensemble du quartier englobant la zone d'étude est généralement inclus dans le modèle numérique. Cela permet ainsi d'établir correctement le patron d'écoulement du vent incident.

1.2 Critères d'évaluation du confort éolien

Tous les auteurs ayant entrepris de caractériser le confort ou l'inconfort des piétons soumis aux vents définissent, tout d'abord, un seuil, autrement dit, une vitesse limite à partir de laquelle le vent est incommodant et considèrent ensuite la fréquence avec laquelle ce seuil est dépassé en un site donné. Le régime des vents est alors jugé acceptable si cette fréquence est inférieure à une limite qui dépend de la vocation du site. Cette fréquence peut s'exprimer en nombre d'heures par an, sur la base de 8 760 heures par année.

Le seuil (la vitesse limite) est défini en considérant les effets physiques du vent sur un individu et on constate que les valeurs adoptées par divers auteurs diffèrent grandement en fonction des objectifs recherchés : certains auteurs s'intéressent surtout à la sécurité des piétons et adoptent alors un seuil élevé, de l'ordre de 20 m/s (72 km/h). Cette vitesse correspond sensiblement à celle de vents susceptibles d'empêcher la marche ou de provoquer la chute des piétons.

D'autres études abordent plus spécifiquement la question du confort et établissent le seuil à une valeur susceptible de provoquer des effets incommodants sans être dangereux : vents capables de soulever la poussière, de décoiffer, de rendre impossible la lecture d'un journal, etc. Les vitesses limites retenues selon cette perspective, que nous adopterons, sont alors plus faibles, de l'ordre de 5 m/s (18 km/h).

Il s'agit là d'ordres de grandeur et il faut, pour aller plus loin, préciser ce qu'on entend par « vitesse du vent ». Le vent est en effet, par nature, fortement variable d'un instant à l'autre et l'enregistrement des vitesses, en un point donné, révèle des fluctuations aléatoires liées à la nature turbulente de l'écoulement de l'air dans la couche limite terrestre. On doit ainsi distinguer la vitesse moyenne du vent et les vitesses extrêmes observées pendant les rafales. Plus précisément, la valeur instantanée de la vitesse du vent u(t) est rapportée à sa valeur moyenne U et les fluctuations autour de cette moyenne sont en général bien représentées par une loi normale, caractérisée par son écart-type σ.

Divers auteurs ont ainsi retenu des combinaisons variées de U et σ pour définir la vitesse limite requise pour caractériser le seuil d'inconfort. On trouve ainsi, aux deux extrêmes, les critères proposés respectivement par Gandemer [1] et Melbourne [2] :

$$U + \sigma \leq 6 \text{ m/s} \tag{3.2}$$

$$U + 3{,}5\,\sigma \leq 9 \text{ m/s} \tag{3.3}$$

Cette disparité n'est toutefois qu'apparente, et les deux critères ci-dessus correspondent pratiquement à la même situation; on constate en effet que l'écart-type σ n'est pas indépendant de la vitesse moyenne et croît avec elle. L'intensité de la turbulence :

$$i = \frac{\sigma}{U} \tag{3.4}$$

est en effet comprise entre 0,15 et 0,30 pour la majorité des cas pratiques et l'écart-type σ est donc de l'ordre de 0,25U. Un vent correspondant à la limite d'inconfort selon Grandemer [1] est donc un vent dont la vitesse moyenne est donnée par :

$$U + 0{,}25U = 6 \text{ m/s} \tag{3.5}$$

$$U = 6/1{,}25 = 4{,}8 \text{ m/s} \tag{3.6}$$

alors que la vitesse moyenne limite selon Melbourne [2] correspond à :

$$U + 0{,}875\ U = 9\ \text{m/s} \tag{3.7}$$

$$U = 9/1{,}875 = 4{,}8\ \text{m/s} \tag{3.8}$$

soit une valeur identique à la précédente.

Les deux critères ne s'écartent l'un de l'autre que dans des situations extrêmes où la turbulence du vent s'éloigne des valeurs typiques citées précédemment : turbulence dans le sillage immédiat d'un bâtiment aux arêtes vives, par exemple, et la définition de Gandemer nous semble alors préférable. Cette dernière privilégie des vitesses instantanées ne s'écartant que peu de la valeur moyenne, qu'on observe donc fréquemment, alors que Melbourne s'intéresse aux pics violents et rares, dans une optique qui s'apparente, ici encore, à l'analyse de la sécurité des piétons plus qu'à leur confort.

Le critère adopté :

$$U + \sigma \leq 6{,}11\ \text{m/s} \tag{3.9}$$

doit maintenant être corrigé pour tenir compte des effets thermiques. Nous avons retenu ce critère sans le modifier pour les mois relativement chauds, avril à septembre inclus, alors que l'on adopte plutôt :

$$U + \sigma \leq 4{,}17\ \text{m/s} \tag{3.10}$$

pour les mois plus froids d'octobre à mars. Ceci correspond sensiblement à la règle communément admise, citée par Melbourne [2], selon laquelle il faut augmenter les vitesses d'un degré Beaufort pour tenir compte d'un refroidissement de 20°F.

L'analyse du confort éolien est limitée aux heures pendant lesquelles les piétons sont les plus nombreux, soit :

- de 6 h 00 à 22 h 00 d'avril à septembre inclus;
- de 8 h 00 à 18 h 00 d'octobre à mars inclus.

Ces périodes correspondent à 4 750 heures dans l'année (54 % de la durée totale), et les vents observés en dehors de ces périodes (en particulier pendant la nuit) ne sont pas comptés comme incommodants.

La fréquence avec laquelle les vents inconfortables peuvent être tolérés dépend de la vocation du site ou de l'artère. Le tableau 1 résume les valeurs généralement admises [1] pour les fréquences d'inconfort, lesquelles sont exprimées en heures par année.

Il est à souligner que la Ville de Laval ne dispose pas de critère numérique pour définir l'inconfort éolien. Toutefois, les règlements de la Ville de Montréal et de ses arrondissements touchant les impacts éoliens définissent les fréquences maximales d'inconfort admissibles pour les divers secteurs de la ville. Par exemple dans le cas de l'arrondissement du Sud-Ouest, l'extrait du règlement stipule qu'en bordure d'une voie publique, une fréquence limite de dépassement de 25 % est généralement admise. Les parcs et lieux de détentes sont soumis à une limite de 10 %. Les vitesses seuil sont de 6,11 m/s en été et de 4,17 m/s en hiver.

Tableau 2 Fréquence d'inconfort communément admise selon l'activité

Activité	Nombre maximum d'heures pendant lesquelles le seuil d'inconfort est atteint ou dépassé(1)
Station immobile prolongée terrasse de café, théâtre en plein air, piscine…	438 h/an (ou 5 %)
Station immobile courte jardin public, aire de jeux, rue commerçante, galerie…	876 h/an (ou 10 %)
Marche normale promenade pédestre, passage piétonnier, entrée d'immeuble…	1 314 h/an (ou 15 %)
Marche rapide parc auto, trottoir des avenues, belvédère…	2 190 h/an (ou 25 %)

1.3 Données de référence

L'analyse des impacts éoliens d'un projet immobilier repose sur des données statistiques du régime des vents (vitesse et direction) applicable au site à l'étude. En règle générale, ces informations proviennent de stations météorologiques permanentes situées à proximité du site, et disposent de données horaires sur des périodes suffisamment longues. On doit également s'assurer que la station choisie permette une mesure du vent exempte des effets locaux du relief et du bâti avoisinant. Pour les projets situés sur l'île de Montréal ainsi qu'à Laval, on utilise généralement les statistiques de vent compilées à la station météo d'Environnement Canada de l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau (Dorval). À la section 2.1 de l'annexe A, on discute du choix de cette station.

(1) Il est à noter que chaque arrondissement établit son règlement et que les valeurs admissibles peuvent ainsi varier d'un arrondissement à l'autre.

1.4 Transposition au site à l'étude

Des données de vent fiables et détaillées ne sont que très rarement disponibles au site immédiat des projets à l'étude et, comme on vient de le mentionner, on doit généralement faire appel aux données de stations météorologiques situées à proximité. En vue de calculer l'impact des aménagements projetés sur les fréquences d'inconfort éolien, il importe au préalable de transposer ou de «recaler» la vitesse moyenne du vent $U_{météo}$ obtenue à la station météo à une valeur correspondante U_{site} aux abords du site à l'étude :

$$U_{site} = k\, U_{météo} \tag{3.11}$$

où k est le coefficient de recalage. Les vitesses $U_{météo}$ et U_{site} sont évaluées à une hauteur z = 10 m par rapport au sol, une valeur standard pour les relevés de vents dans les stations météo. À Laval ainsi qu'à Montréal, le coefficient de recalage k varie essentiellement entre 0.65 et 1.0 dépendamment de la densité urbaine du secteur à l'étude. À cet effet, une valeur de 1.0 signifie que les conditions éoliennes sur le site du projet sont pratiquement identiques aux conditions à l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau.

En l'absence de données mesurées directement sur le site, on peut faire appel à la théorie pour l'évaluation de k. En effet, en appliquant l'équation (3.1) à l'emplacement de la station, puis au site à l'étude, on obtient :

$$k = \left(\frac{Z_{g\,météo}}{10}\right)^{\alpha_{météo}} \left(\frac{10}{Z_{g\,site}}\right)^{\alpha_{site}} \tag{3.12}$$

1.5 Vitesses locales et fréquences d'inconfort

L'influence d'un nouveau bâtiment sur les conditions éoliennes locales est exprimée à l'aide d'un paramètre de confort, aussi appelé facteur de survitesse :

$$\psi = \frac{U+\sigma}{(U+\sigma)_{site}} = \frac{U+\sigma}{k U_{météo}(1+i_{site})} \tag{3.13}$$

où U+σ correspond à la valeur maximale du vent à hauteur de piéton en un point donné du site à l'étude. La valeur de ψ est obtenue sur modèle réduit (soufflerie ou hydraulique) ou modèle numérique, en

comparant les vitesses locales U+σ liées à la présence des bâtiments avec la vitesse nominale $(U+\sigma)_{site}$ établie sur le site sans l'influence des aménagements projetés.

En introduisant l'intensité de la turbulence i_{site} caractéristique du vent incident soufflant sur le site, l'équation (3.13) peut s'écrire comme suit :

$$U_{météo} = \frac{U+\sigma}{k\psi(1+i_{site})} \tag{3.14}$$

En substituant, pour chacun des points considérés pour l'analyse du confort éolien, les limites de U+σ correspondant aux seuils de confort estival et hivernal, soit les valeurs de 6,11 et 4,17 m/s des équations (3.9) et (3.10), on peut obtenir le vent moyen correspondant $U_{météo}$ à la station météo de référence et en déduire les probabilités ou fréquences d'inconfort en chaque point.

2. ANALYSE DU RÉGIME DES VENTS

2.1 Station météorologique de référence

Deux stations météorologiques principales sont situées à proximité du site : celle de l'aéroport P.-E.-Trudeau à Montréal et celle de l'aéroport de Saint-Hubert sur la rive sud. La figure 2 donne, pour ces deux sites, la rose des vents obtenue sur une base annuelle. À la station de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, deux secteurs sont prédominants : le premier, centré sur l'ouest-sud-ouest (OSO) prévaut 37 % du temps alors que le deuxième, le secteur nord-nord-est (NNE), compte pour 20 % des observations. Les secteurs dominants de l'OSO et du NNE, qui représentent ainsi près de 60 % des épisodes de vent, correspondent à l'orientation de la vallée du Saint-Laurent encaissée entre les Laurentides et les Appalaches.

Le régime des vents à Saint-Hubert est semblable, mais la fréquence des vents des secteurs OSO et du NNE est diminuée au profit des vents du Nord et du Sud (figure 2). Ces derniers sont favorisés par l'orientation Nord-Sud de la vallée du Richelieu.

Pour les études d'impacts éoliens touchant l'île de Montréal ainsi que Laval, on doit privilégier les données de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau puisque la tendance nord-sud des vents observés à Saint-Hubert est avant tout applicable à la rive Sud de Montréal.

2.2 Analyse statistique de la direction et de la vitesse des vents

2.2.1 Direction

La figure 3a illustre les roses des vents obtenues d'après les données recueillies à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau (1980 - 2013) sur une base annuelle ainsi que pour les périodes printemps-été et automne-hiver [3]. Tel que mentionné précédemment, la prédominance des directions de vent centrées sur les secteurs OSO et NNE est manifeste tout au long de l'année. Par rapport à la moyenne annuelle, les mois les plus chauds (avril à septembre) indiquent une certaine diminution des vents du secteur NNE au profit de ceux de l'OSO, et particulièrement du SO. Par contre, les mois d'automne et d'hiver (octobre à mars) s'accompagnent d'une augmentation marquée de la fréquence des vents du NNE. Pour les vents dominants du secteur OSO, on observe alors que les composantes O et OSO deviennent plus importantes que celles du SO.

L'ensemble de ces résultats confirme donc que, pour des immeubles situés à Laval et sur l'île de Montréal, l'étude des impacts éoliens peut être concentrée sur les vents dominants des secteurs OSO et NNE. Les autres directions, beaucoup moins fréquentes, ne font l'objet d'examen que dans des cas d'intérêt particulier.

2.2.2 Vitesse

La figure 3b donne la fréquence des vitesses moyennes du vent obtenue sur une base annuelle pour les secteurs de l'OSO et du NNE. On observe essentiellement que les vents de l'OSO sont, en moyenne, plus forts que ceux du NNE. Ainsi, les vents de l'OSO excèdent 15 km/h près de 55 % du temps alors que seulement 45% des vents du NNE dépassent cette valeur.

Comme on l'a déjà souligné, l'analyse du confort des piétons tient uniquement compte des statistiques de vitesses de vent correspondant aux heures normales de circulation des piétons :

- 6 h 00 à 22 h 00 pour les mois d'avril à septembre inclusivement;
- 8 h 00 à 18 h 00 d'octobre à mars inclusivement.

À partir des données de vent historiques recueillies à la station météo de l'aéroport P.-E.-Trudeau, on peut établir la fréquence annuelle des vents de l'OSO et du NNE en fonction de la vitesse observée aux heures de circulation des piétons.

Le tableau 2 exprime ces résultats en donnant la fréquence annuelle correspondant à douze (12) classes distinctes de vitesses du vent. D'avril à septembre, par exemple, entre 6 h 00 et 22 h 00, des vents de l'OSO de 21 à 25 km/h sont observés pendant 4567 heures ce qui correspond, sur 34 ans de données (298 228 heures), à une fréquence de 1,5%.

Tableau 3 Fréquence des vents dominants en fonction de leur vitesse et des heures considérées pour l'étude du confort des piétons

(Station météo de l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau (Dorval))

	SECTEUR OSO				SECTEUR NNE			
	ÉTÉ avril à septembre 06:00 à 22:00		HIVER octobre à mars 08:00 à 18:00		ÉTÉ avril à septembre 06:00 à 22:00		HIVER octobre à mars 08:00 à 18:00	
Vitesse (km/h)	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**	**Fréquence**	**Nombre heures**
1 à 5	0,5 %	1627	0,30 %	900	0,37 %	1094	0,25 %	754
6 à 10	2,3 %	6801	1,03 %	3079	1,27 %	3792	0,92 %	2751
11 à 15	3,1 %	9248	1,57 %	4694	1,60 %	4761	1,32 %	3944
16 à 20	3,0 %	8827	1,89 %	5624	1,14 %	3401	1,06 %	3171
21 à 25	1,5 %	4567	1,21 %	3600	0,48 %	1436	0,47 %	1392
26 à 30	1,4 %	4034	1,36 %	4049	0,33 %	997	0,39 %	1162
31 à 35	0,5 %	1629	0,74 %	2202	0,13 %	385	0,15 %	457
36 à 40	0,1 %	427	0,27 %	816	0,03 %	97	0,06 %	182
41 à 45	0,1 %	310	0,19 %	560	0,02 %	54	0,04 %	113
46 à 50	0,0 %	103	0,08 %	248	0,01 %	28	0,01 %	42
51 à 55	0,0 %	26	0,02 %	68	0,00 %	8	0,00 %	8
Plus de 55	0,0 %	21	0,02 %	61	0,00 %	14	0,00 %	4
TOTAL	**12,6 %**	**37620**	**8,7 %**	**25901**	**5,4 %**	**16067**	**4,7 %**	**13980**

En additionnant les probabilités du tableau 2, on obtient, pour les secteurs OSO et NNE et les heures considérées pour l'étude du confort des piétons, la fréquence annuelle avec laquelle une vitesse du vent est atteinte ou dépassée à la station météo de P.-E.-Trudeau. Ces fréquences cumulatives, illustrées graphiquement à la figure 3c, servent de base à l'analyse des conditions de confort des piétons.

3. MODÈLE NUMÉRIQUE

3.1 Le modèle numérique

La modélisation des écoulements de vent dans Laval a été effectuée à l'aide d'un modèle numérique tridimensionnel de la suite OpenFoam, qui résout par la méthode des volumes finis les équations de base de la dynamique des fluides (équations de Navier-Stokes).

La turbulence de l'écoulement est modélisée à l'aide de la formulation Spalart-Almaras (SA), en régime stationnaire. Ce modèle est largement utilisé en aérodynamique et dans les cas de figure faisant intervenir un écoulement non confiné. La prise en compte de la turbulence permet non seulement d'aboutir à une solution réaliste du champ moyen d'un écoulement turbulent, mais aussi d'évaluer l'intensité turbulente en chacun des points du domaine de calcul. Comme on l'a déjà mentionné à la section 1 de l'annexe A, la turbulence, jouant un rôle important dans l'évaluation des impacts éoliens, doit être évaluée.

Bien qu'intrinsèquement non stationnaire, la turbulence peut être modélisée avec une approche stationnaire en utilisant un paramètre de viscosité turbulente permettant de caractériser l'intensité turbulente, qui est normalement donnée par le rapport entre l'écart type et la vitesse moyenne. En effet, les travaux sur banc d'essais numérique menés par notre entreprise ont permis de mettre en évidence une relation explicite entre l'intensité turbulente en régime non stationnaire et la viscosité turbulente du modèle SA en régime stationnaire. Ainsi, les simulations effectuées en régime stationnaire dans un domaine complexe permettent d'obtenir la vitesse moyenne de l'écoulement et l'intensité turbulente qui sont les intrants du calcul des fréquences d'inconfort des piétons (voir section 1 de l'annexe A). L'intérêt de cette méthodologie est d'éviter un maillage démesurément fin et des temps de calcul extrêmement longs.

3.2 Domaine de calcul

Le domaine modélisé s'étend généralement sur une superficie de plus ou moins 1 km² et le projet en question est positionné relativement au centre de la maquette virtuelle. Le domaine de calcul s'étend verticalement sur 200 m, ce qui place la frontière du modèle à une altitude suffisante pour ne pas être affectée par les bâtiments du secteur. La figure 4 illustre le domaine de calcul.

Le volume défini par le domaine de calcul a été discrétisé à l'aide d'un maillage hexaédrique permettant de prendre en compte la géométrie des bâtiments. La taille des mailles est variable selon l'importance des détails de l'écoulement que l'on recherche. Au voisinage du sol, par exemple, ainsi que près de la surface des nouveaux bâtiments, les mailles ont une taille caractéristique de 0,60 m. À l'inverse, au voisinage de la frontière supérieure du domaine de calcul, les mailles ont une taille caractéristique de 10 m.

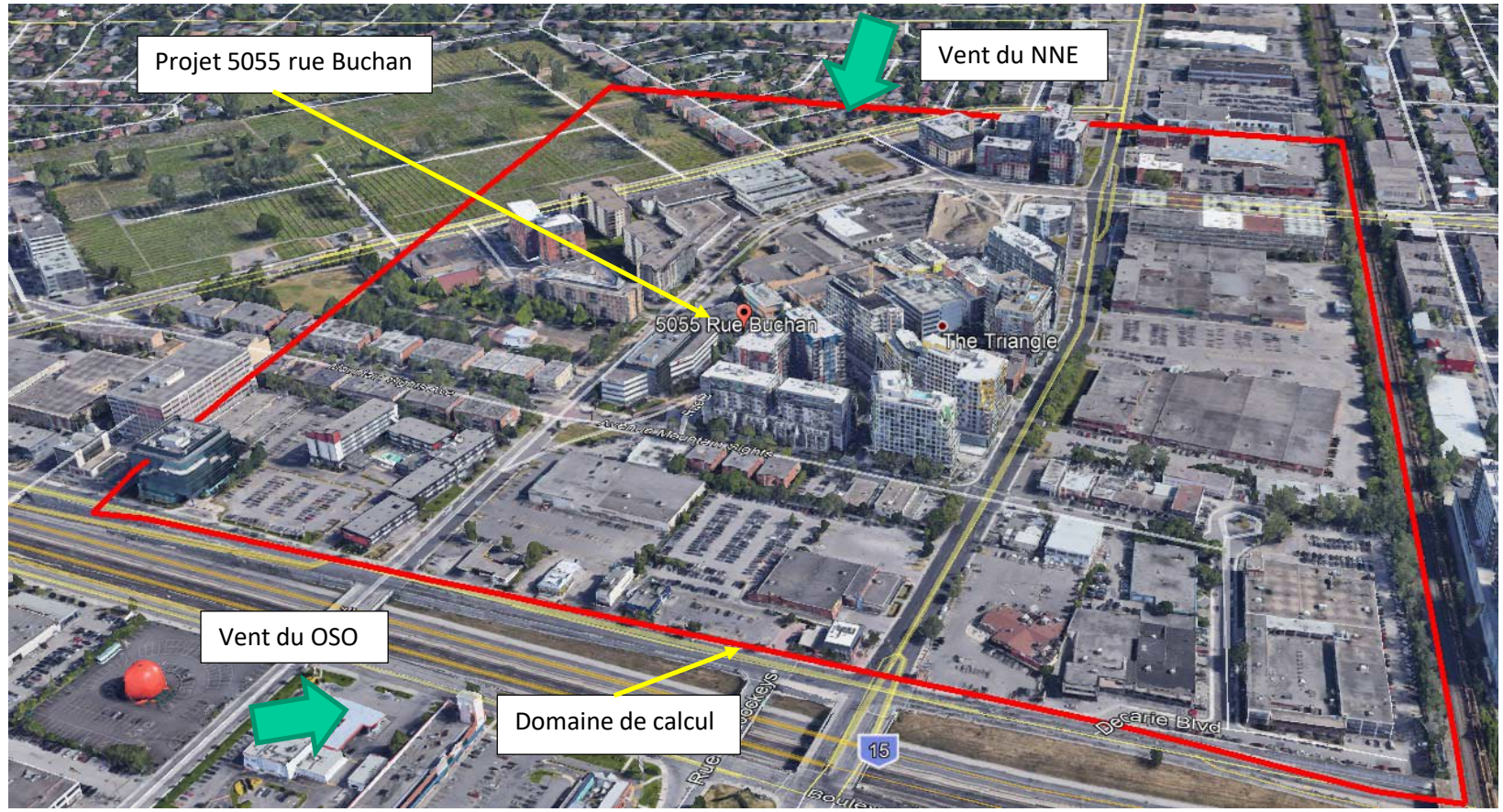
3.3 Conditions aux limites

Les directions du vent modélisées correspondent aux vents dominants prévalant sur l'île de Montréal, soit les directions OSO et NNE (voir section 2 de l'annexe A). Compte tenu de l'orientation du domaine de calcul, une condition de vitesse a été imposée aux frontières nord-nord-ouest et sud-sud-ouest, pour les vents de secteur OSO et à la frontière nord-nord-est pour les vents de secteur NNE (voir figure 2 de l'annexe A). La condition de vitesse se traduit par un profil de vitesses logarithmique caractéristique de la couche limite atmosphérique développée au-dessus du secteur d'étude. Les résultats étant essentiellement présentés en termes de facteurs de survitesse (défini par le symbole Ψ dans la section 1 de l'annexe A), la vitesse absolue imposée au modèle est arbitraire. À titre indicatif, mentionnons que la vitesse d'entrée du site à 10 m du sol a été fixée à 10 m/s.

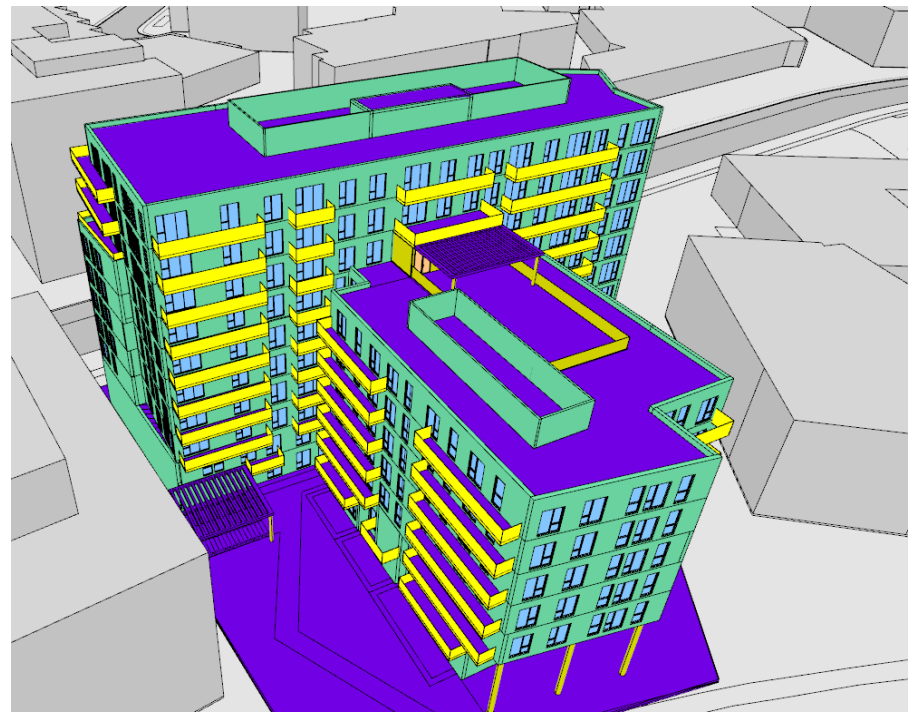
Les paramètres caractérisant la turbulence ont été réglés de manière à ce que l'intensité turbulente de l'écoulement incident imposé aux frontières du modèle soit représentative de celle d'un vent non perturbé soufflant au-dessus d'un tissu urbain, soit une valeur typique de i=0,25. Il est à noter qu'à l'intérieur du domaine de calcul, c'est essentiellement l'interaction avec les bâtiments qui conditionne l'intensité turbulente, des valeurs variables seront alors calculées par le modèle.

L'écoulement aux parois (sol et murs des bâtiments) a été traité par des fonctions de paroi qui permettent de s'affranchir de résoudre les couches limites et donc de réduire la taille du maillage et les temps de calculs.

Les autres frontières du modèle correspondent à des sorties libres où la pression atmosphérique a été imposée, cette dernière étant définie comme pression de référence dans tout le domaine de calcul.



a) Localisation du projet 5055 rue Buchan



b) Rendue 3D du projet 5055 rue Buchan

lasalle nhc

CLIENT :

Sembly Construction Inc

PROJET:

Projet 5055 rue Buchan

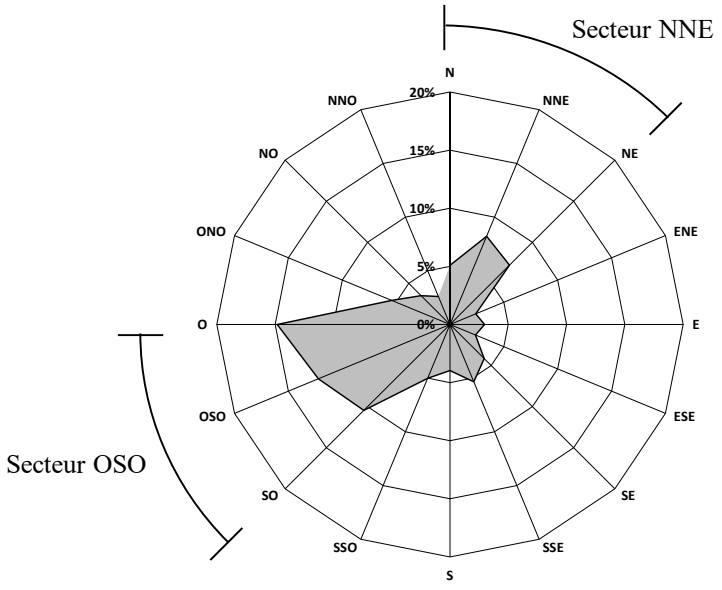
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

TITRE :

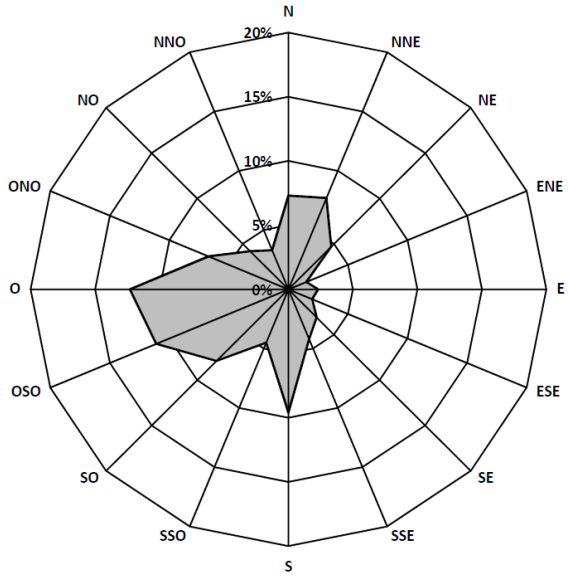
Plan de localisation du projet

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

DATE:	FIGURE :
Juin 2021	1

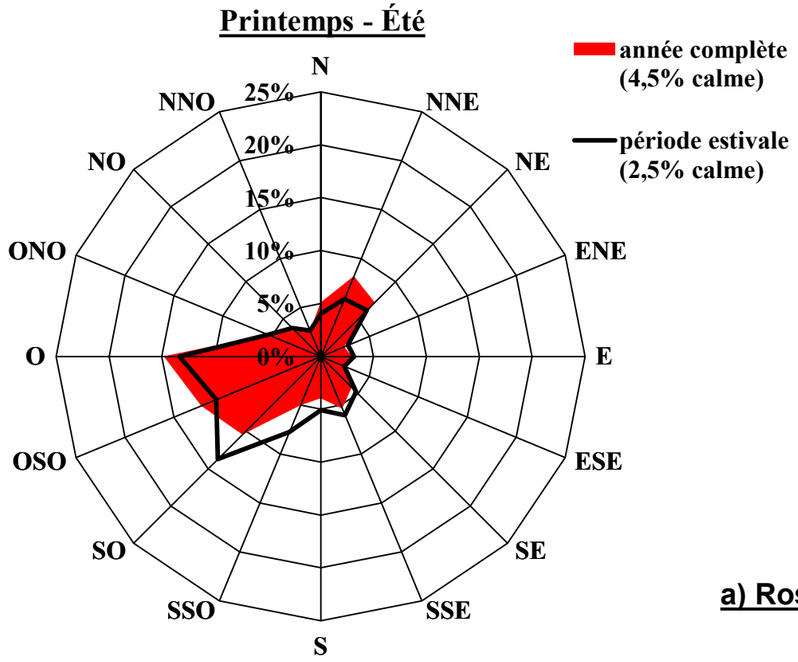


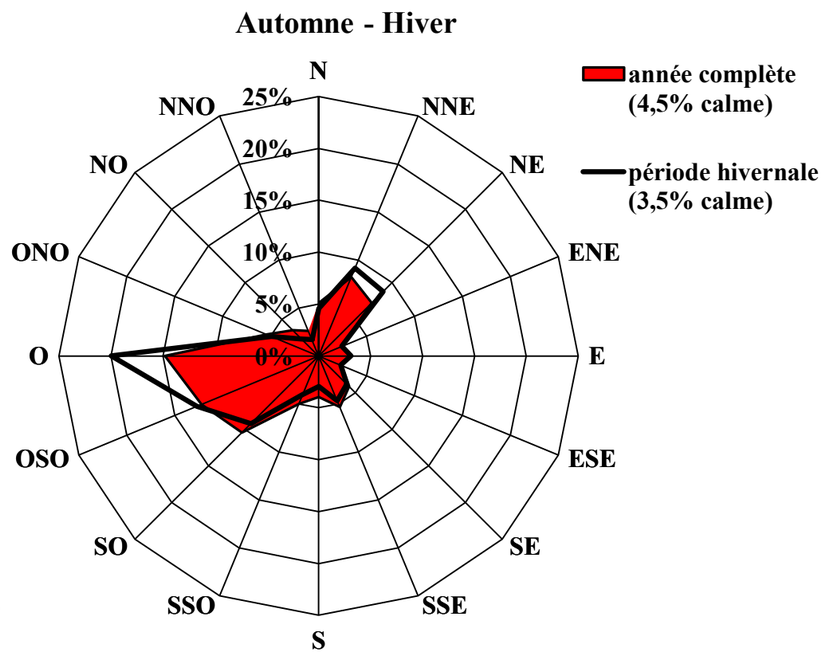
a) Aéroport international P.-E.-Trudeau de Montréal



b) Aéroport de Saint-Hubert

lasalle nhc	PROJET : Projet 5055 rue Buchan Étude sur modèle numérique des impacts éoliens				
CLIENT : **Sembly Construction Inc**	TITRE : **Rose des vents annuelle – Aéroport P.-E.-Trudeau et Saint-Hubert**				
	DATE : Juin 2021	PRÉPARÉ PAR : M.A.A	REF. CLIENT : ----------	REF. LASALLE : 08006709	FIGURE : 197/209

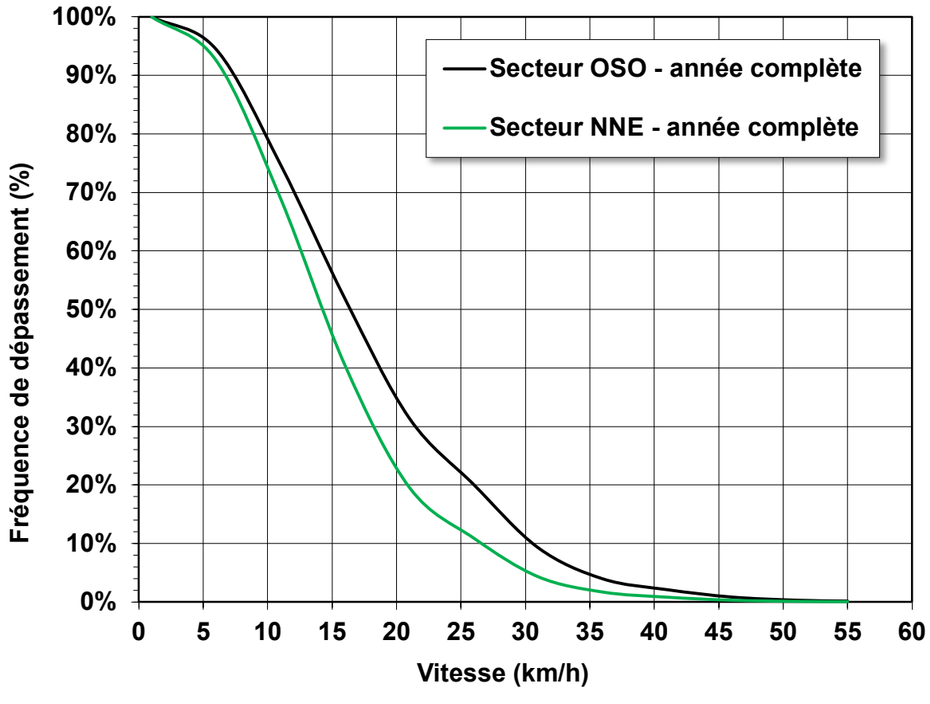




a) Rose des vents

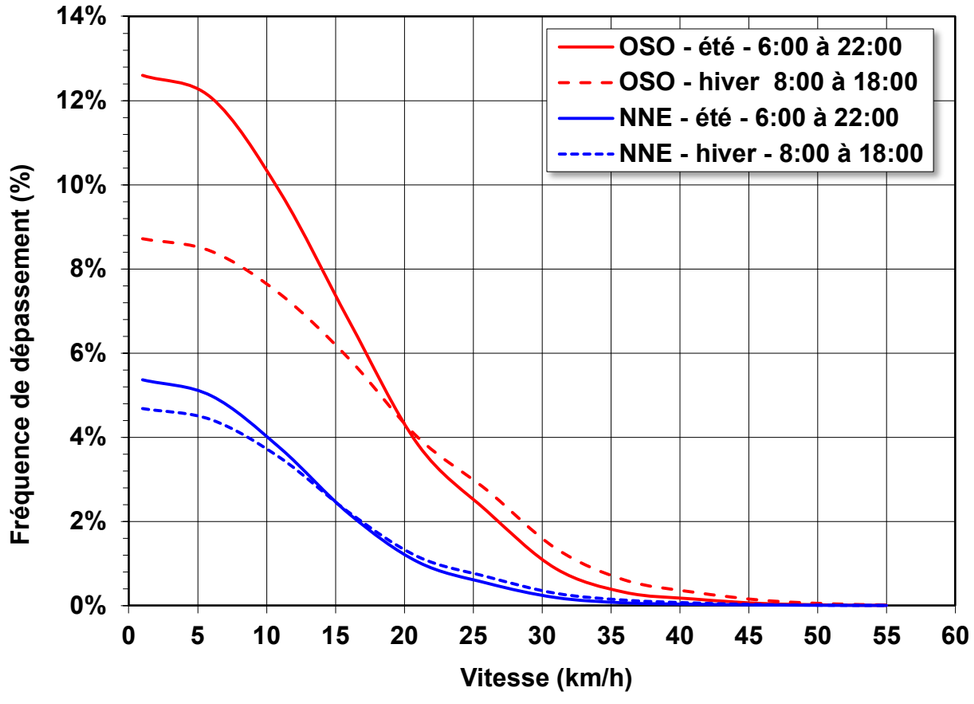
b) Fréquence de dépassement des vitesses des vents OSO et NNE sur l'année

Source: Station météorologique Montréal/Pierre-Elliott-Trudeau INTL A, 1980-2015



c) Fréquence de dépassement des vents des secteurs OSO et NNE observés pendant les heures de circulation des piétons

Source: Station météorologique Montréal/Pierre-Elliott-Trudeau INTL A, 1980-2015



lasalle nhc

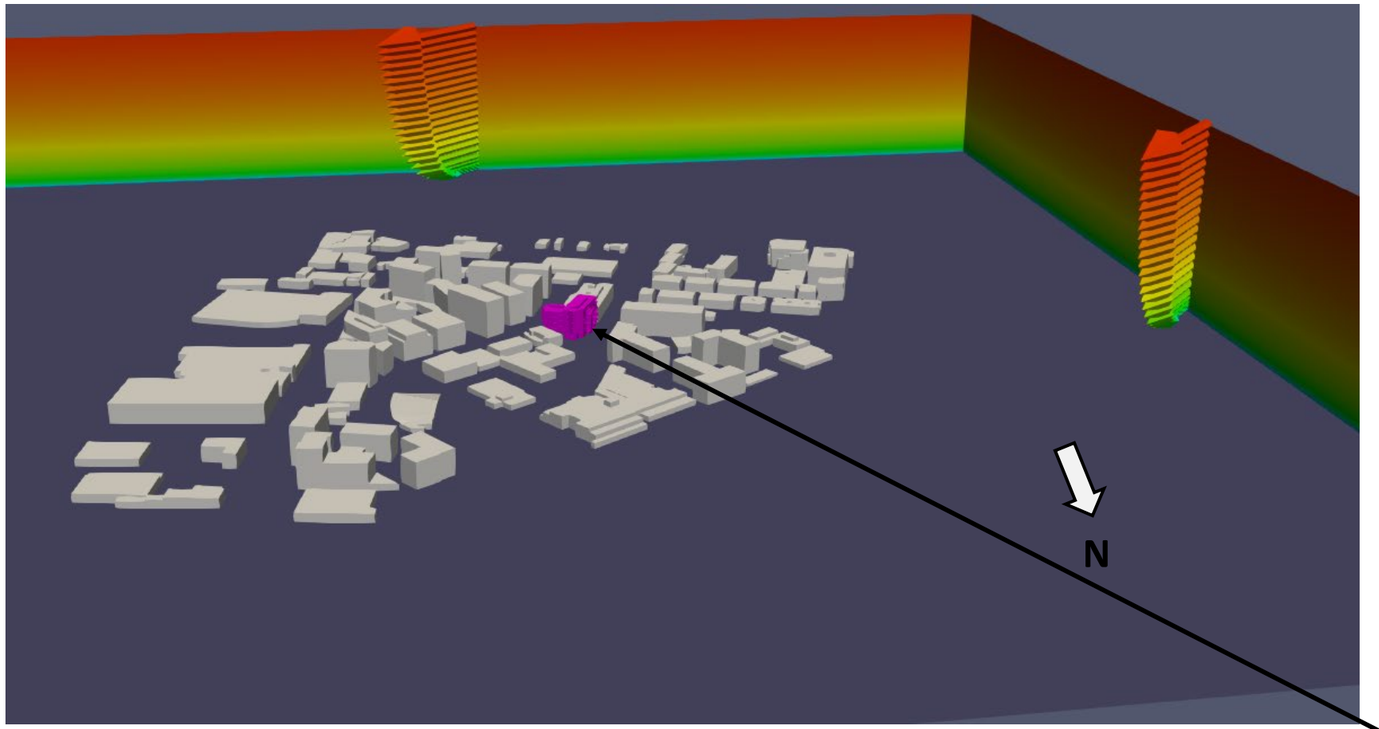
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

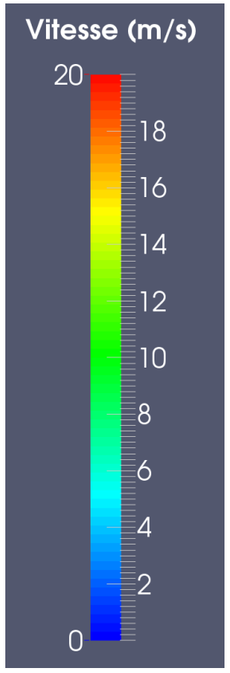
TITRE :
Statistique des vents à l'aéroport international P.-E. Trudeau de Montréal

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

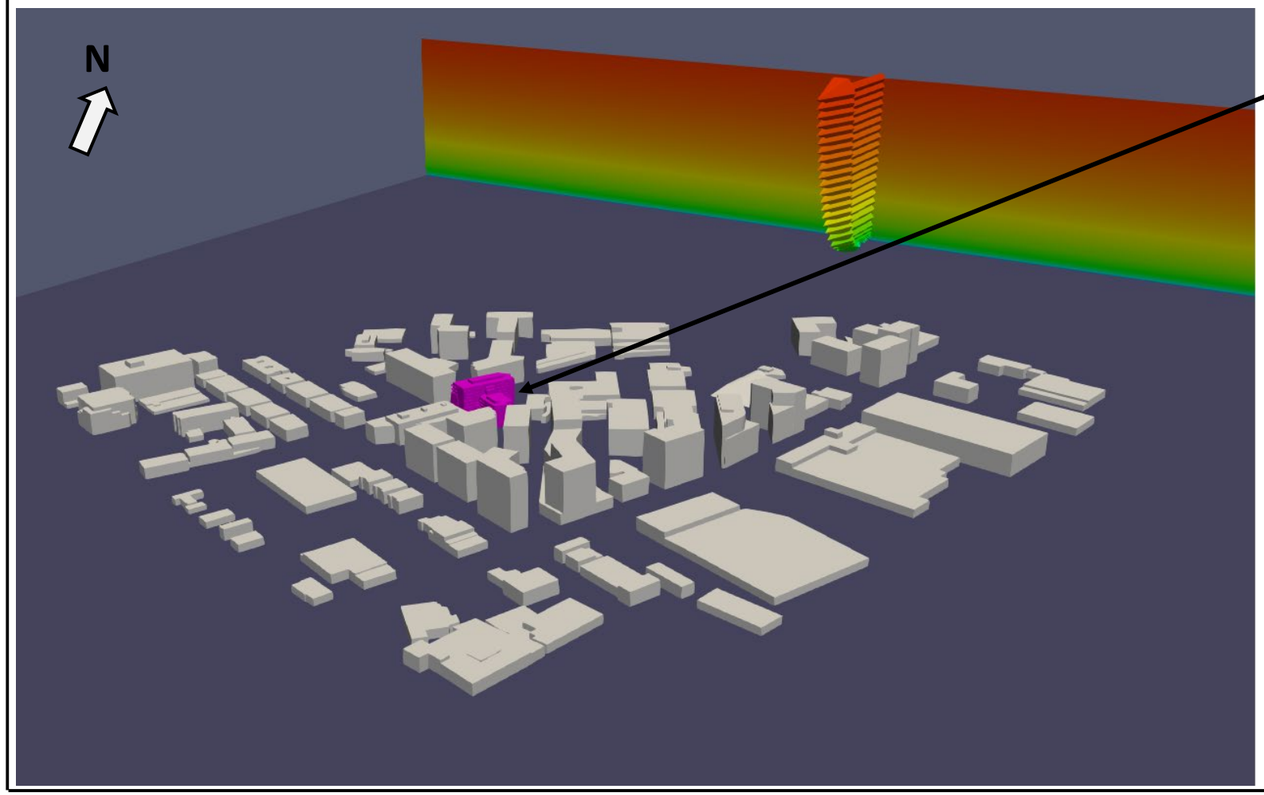
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	3



a) Domaine de calcul et profil de vitesses à l'entrée du modèle par vent de secteur OSO.



Projet 5055 rue Buchan



b) Domaine de calcul et profil de vitesses à l'entrée du modèle par vent de secteur NNE.

lasalle nhc

CLIENT :

Sembly Construction Inc

PROJET:

Projet 5055 rue Buchan

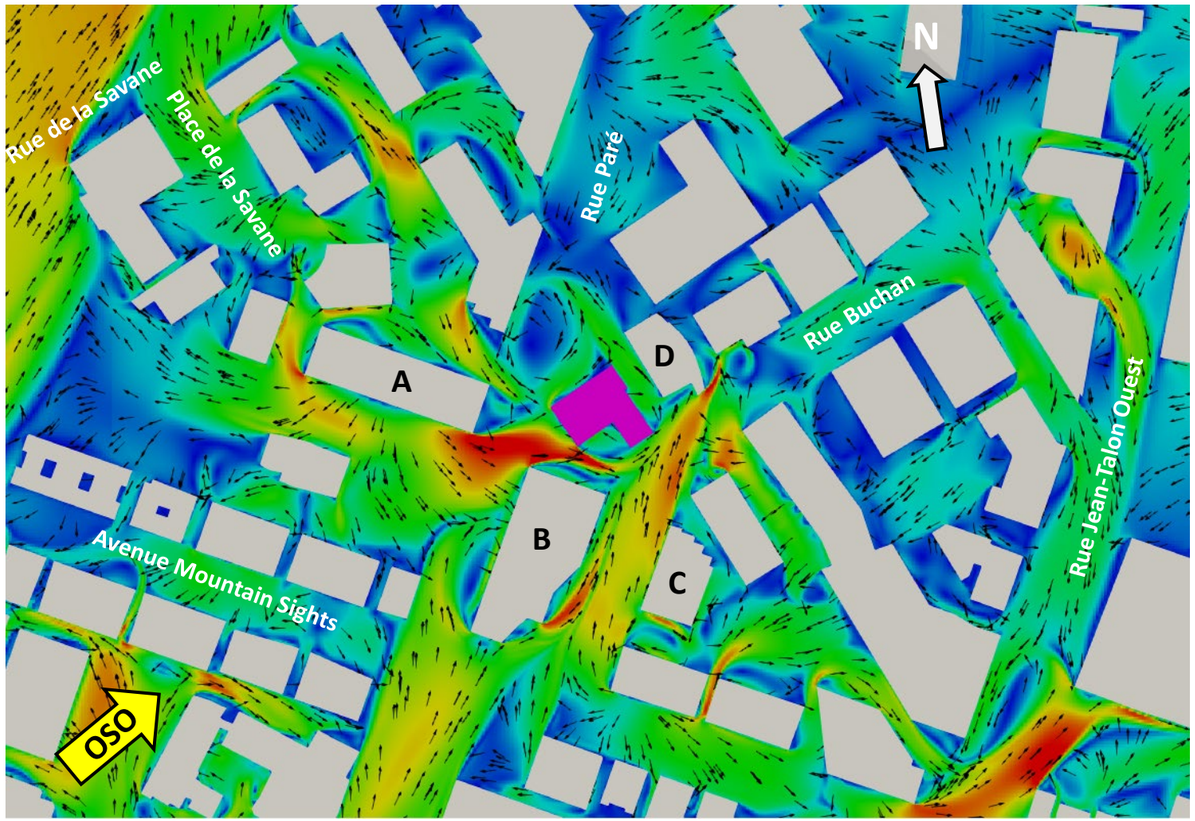
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

TITRE :

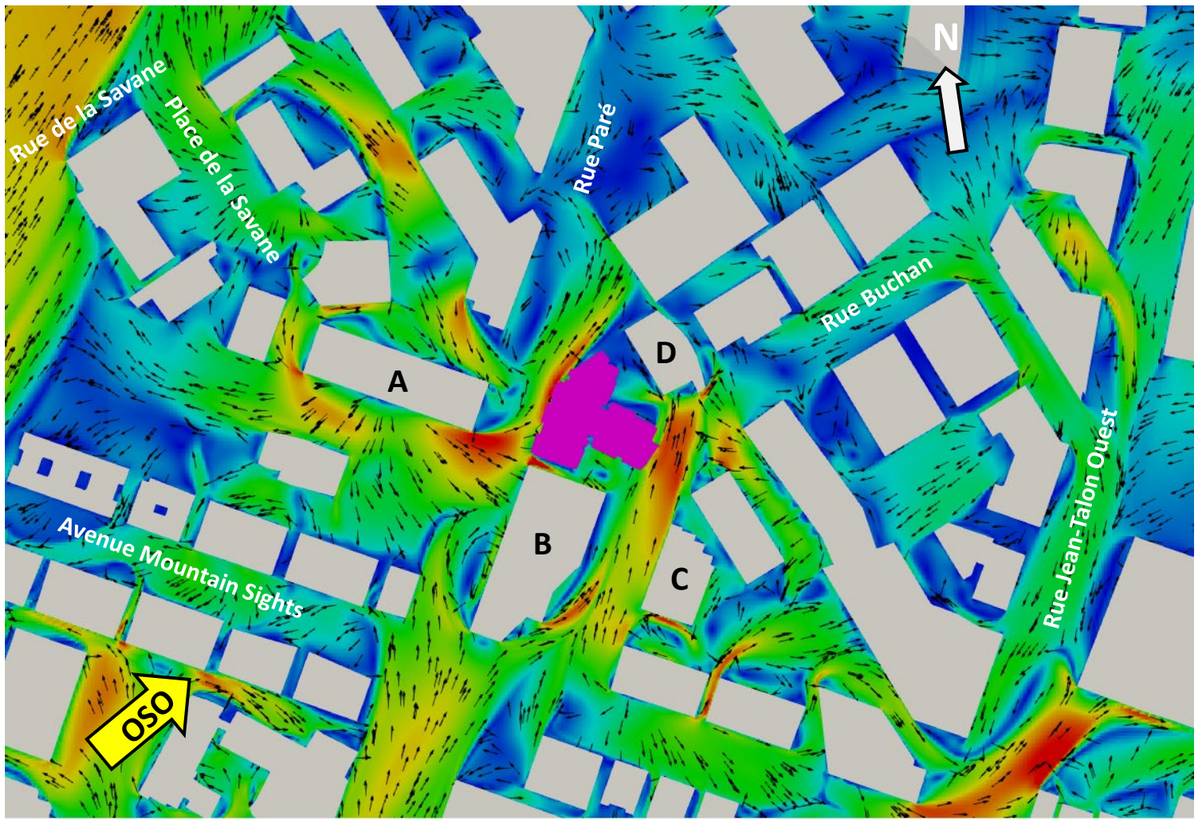
Domaine de calcul

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

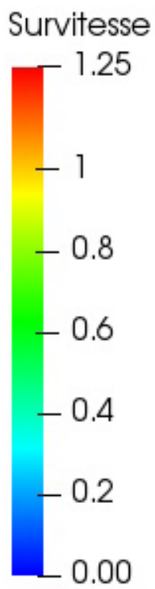
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	4



a) Conditions de référence.
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO.



b) Conditions futures.
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO.



Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

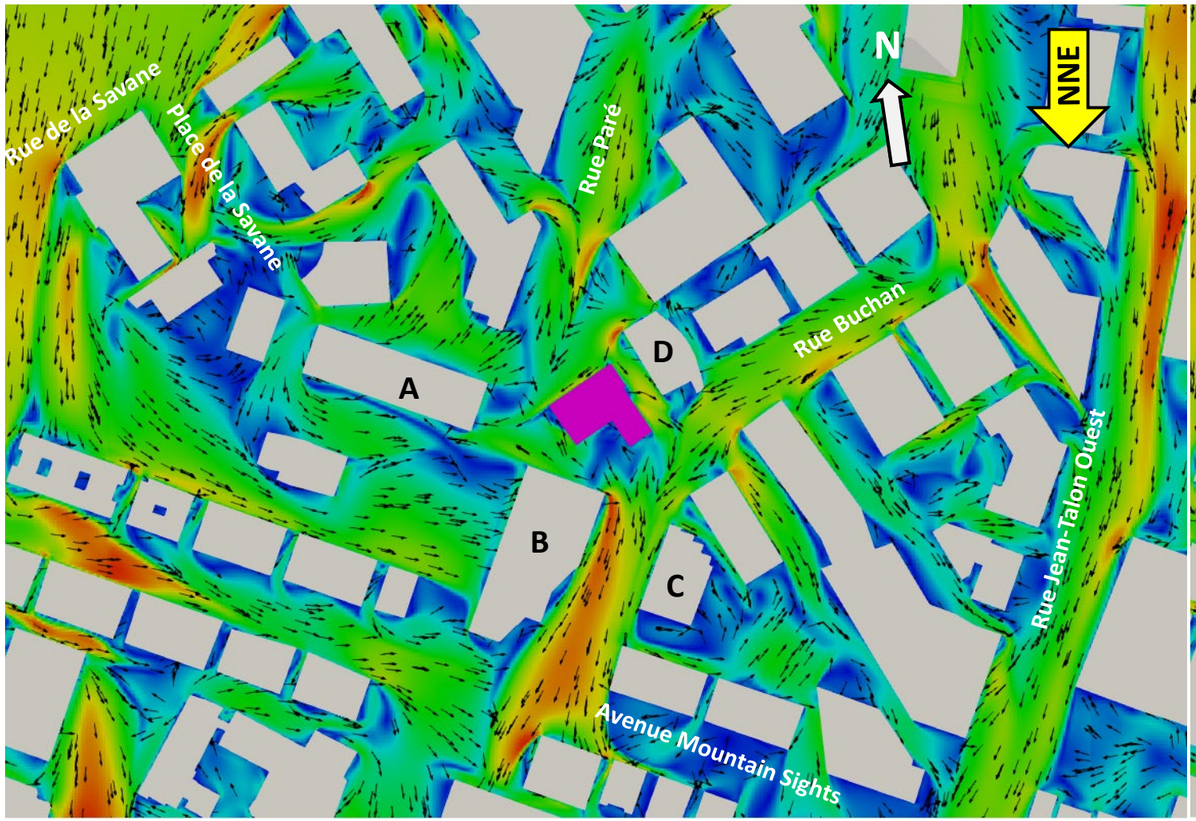
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

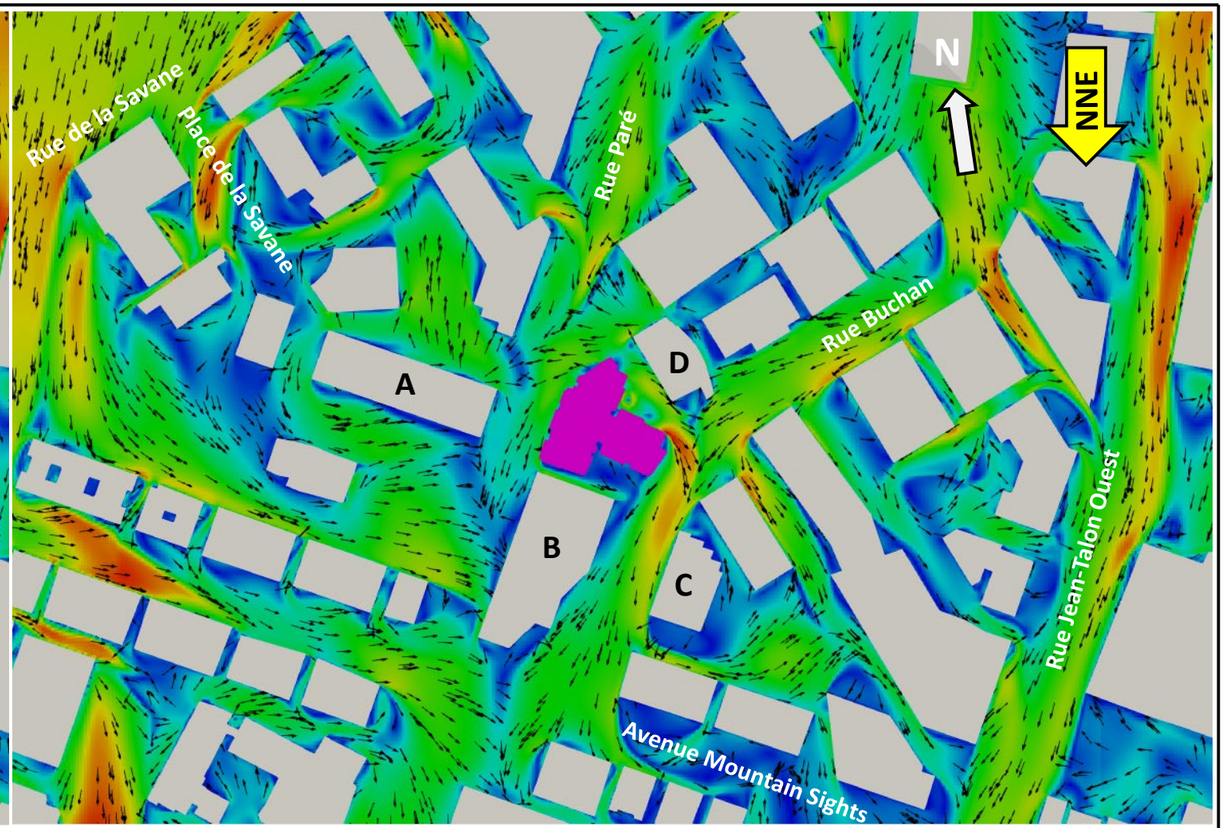
TITRE :
Facteur de survitesse par vent de secteur OSO

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

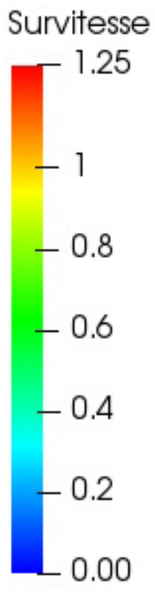
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	5



a) Conditions de référence.
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE.



b) Conditions futures.
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE.



Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

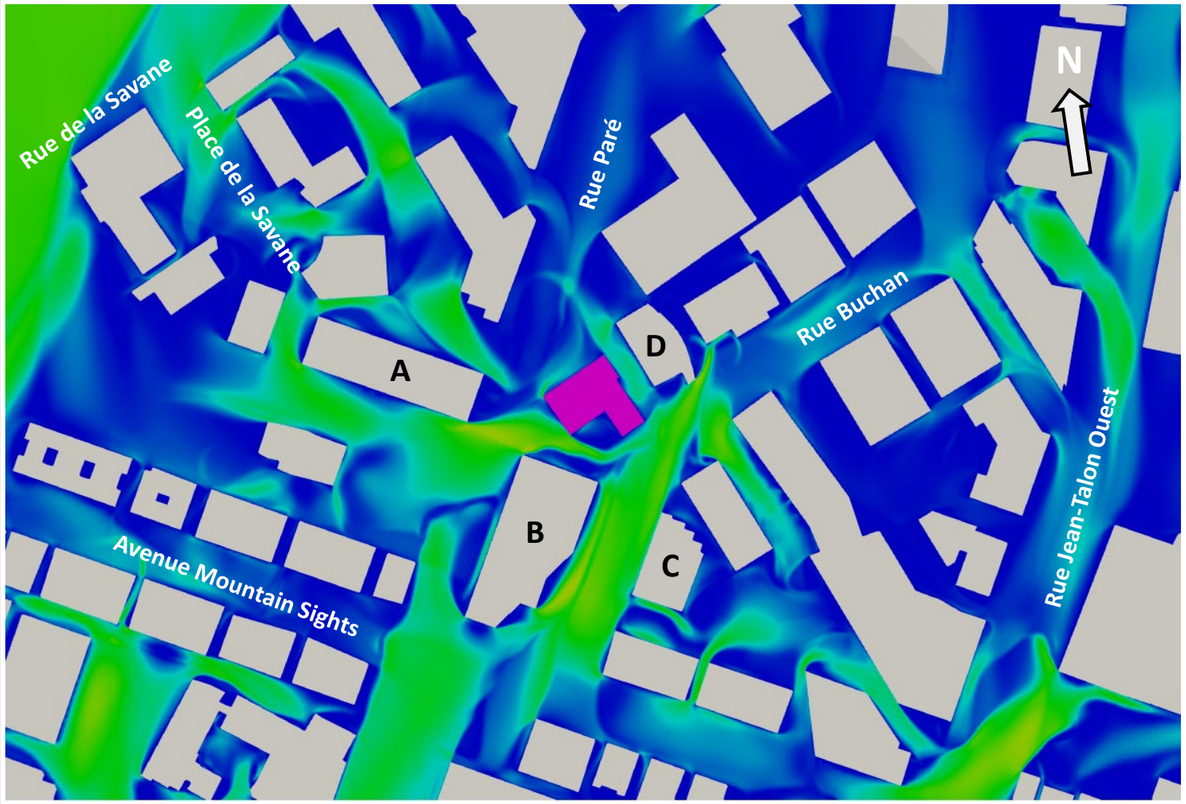
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

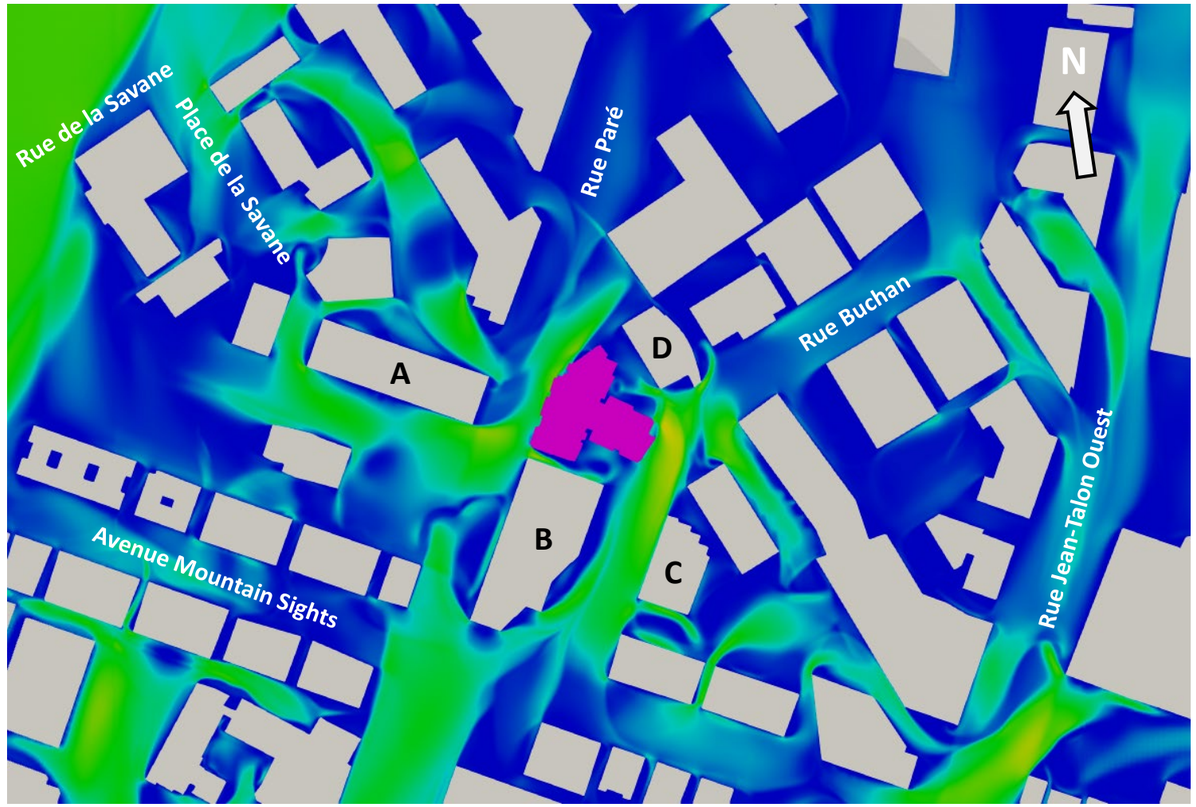
TITRE :
Facteur de survitesse par vent de secteur NNE

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

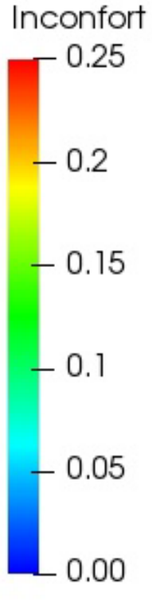
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	6



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 25%.**
Critère général pour toutes les rues du secteur.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 25%.**
Critère général pour toutes les rues du secteur.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

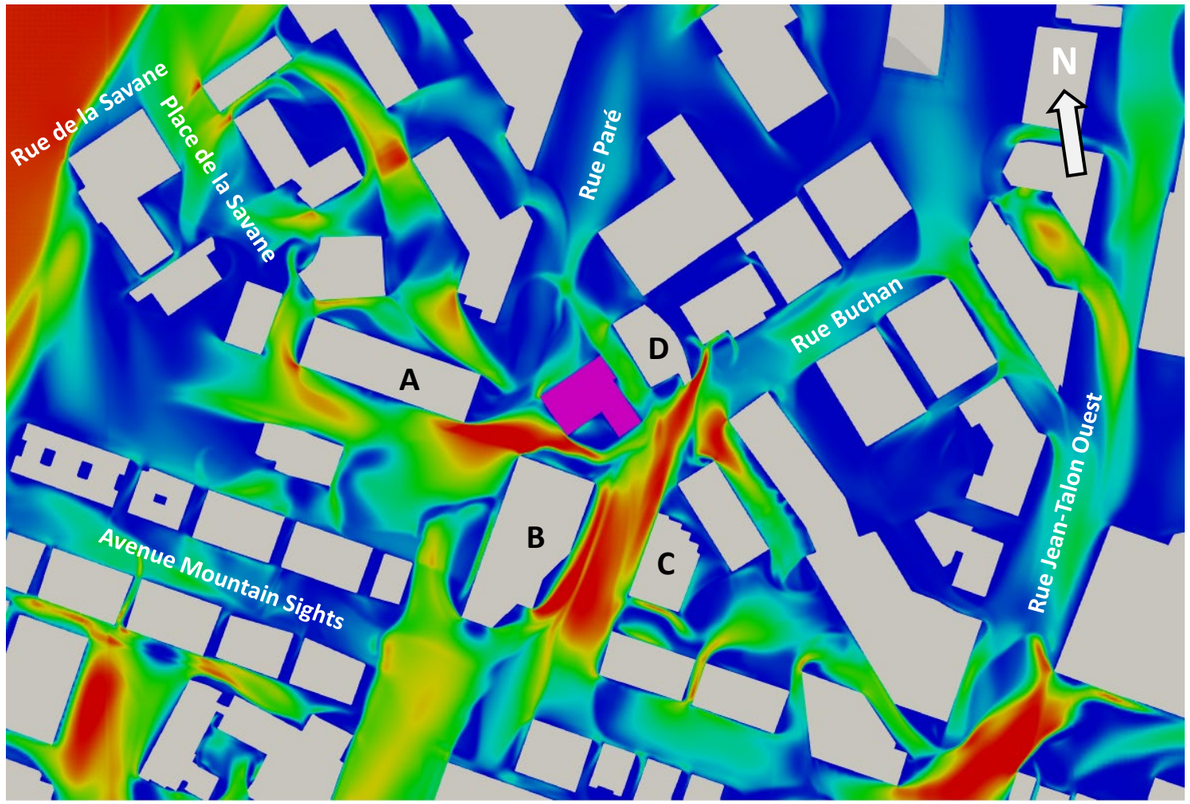
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

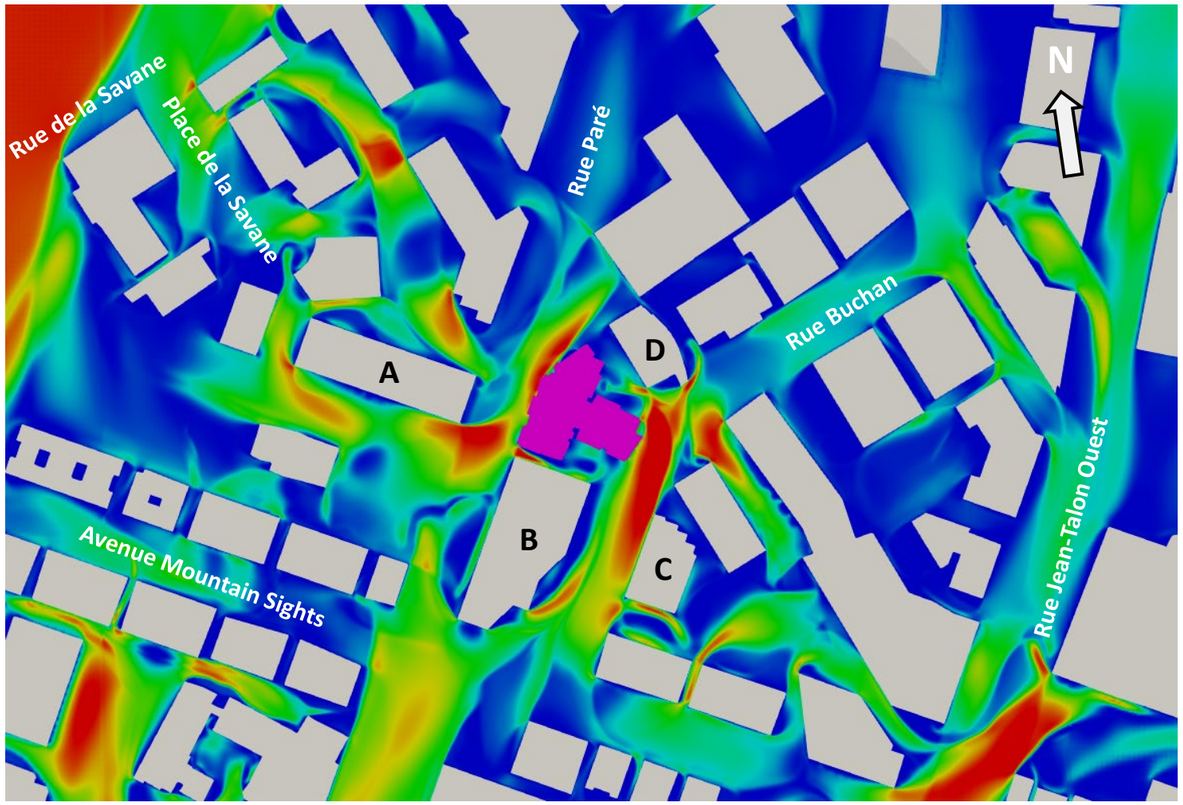
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 25%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

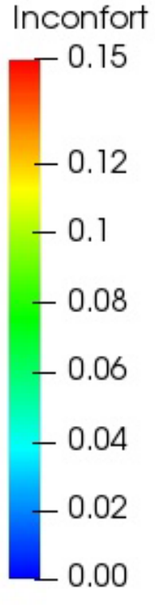
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	7



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 15%.**
Critère pour les rues commerçantes.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 15%.**
Critère pour les rues commerçantes.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

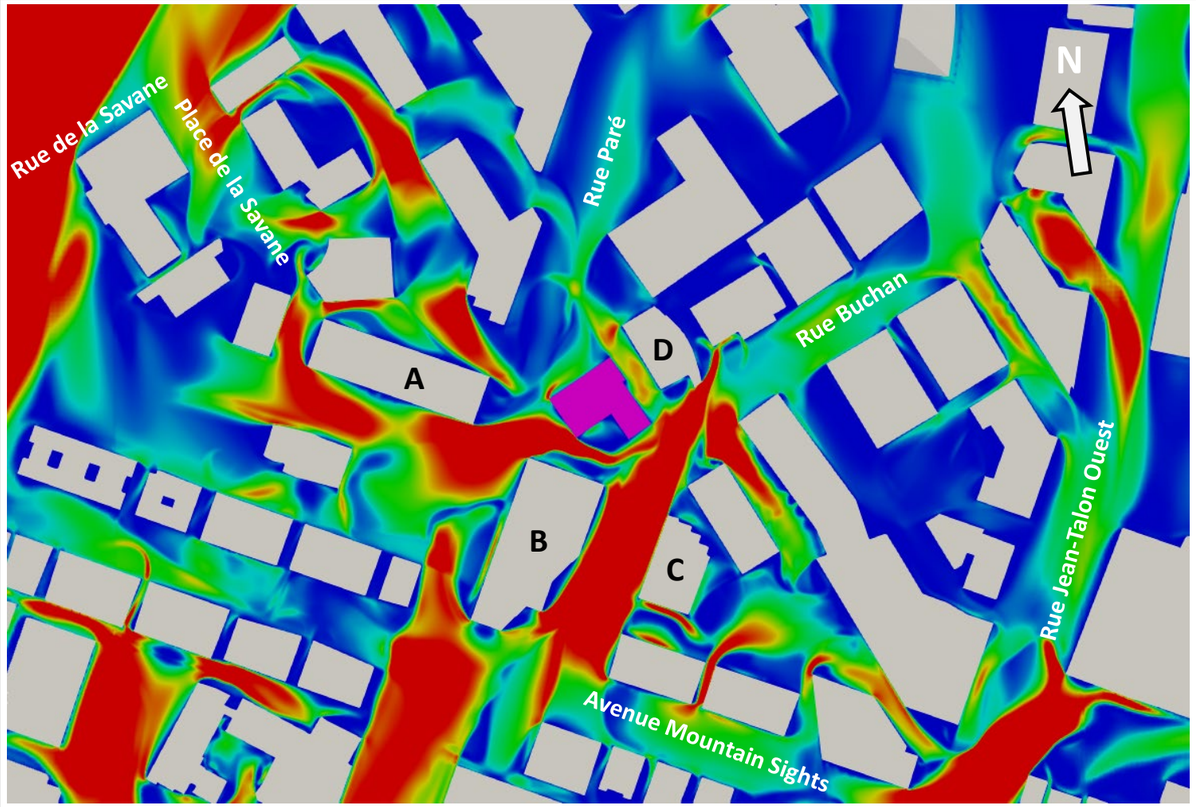
CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

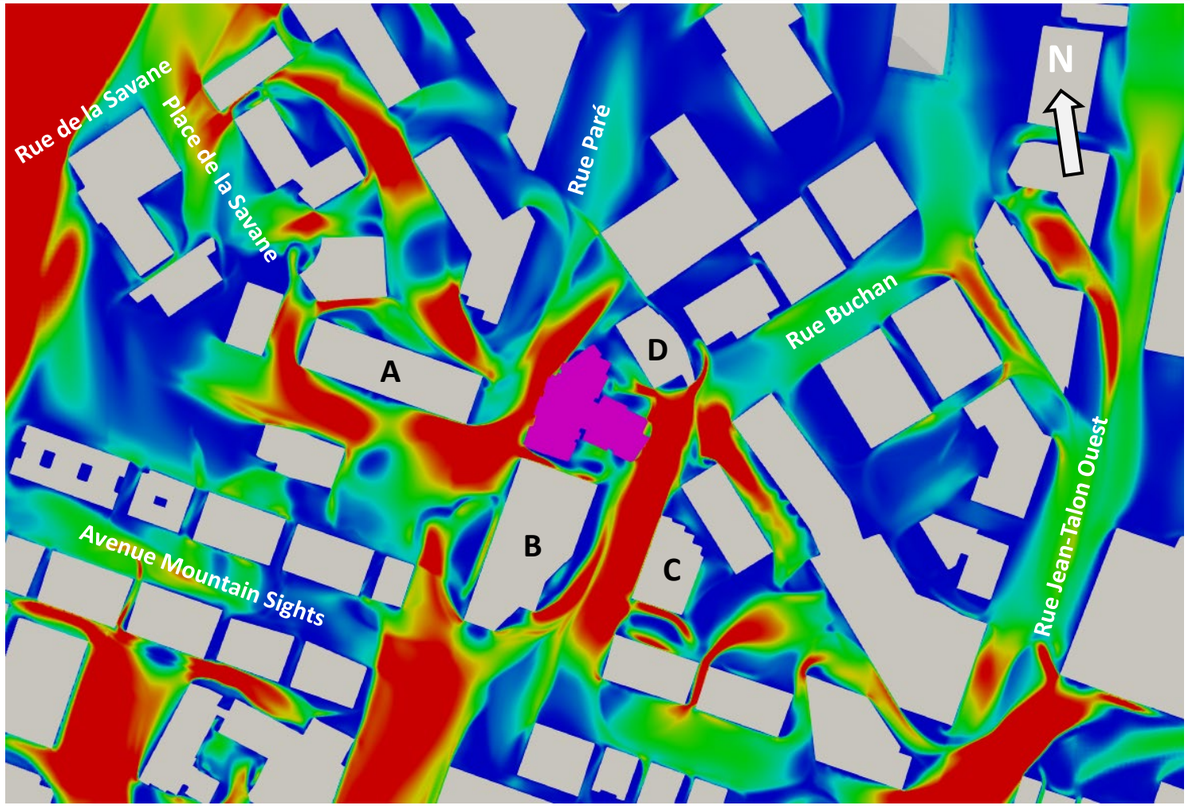
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 15%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

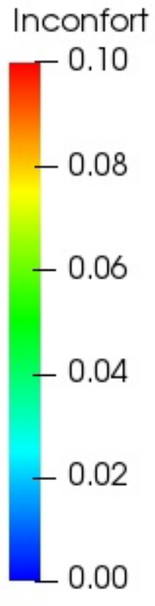
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	8



a) Conditions de référence – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 10%.**
Critère pour les parcs et les lieux de détente.



b) Conditions futures – Fréquences annuelles d'inconfort **inférieures à 10%.**
Critère pour les parcs et les lieux de détente.



Critère relatif aux fréquences d'inconfort:

- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

Note : Les figures illustrent les conditions de vent au niveau des piétons, soit à 1,8 m au dessus du sol.

lasalle nhc

CLIENT :
Sembly Construction Inc

PROJET:
Projet 5055 rue Buchan
Étude sur modèle numérique des impacts éoliens

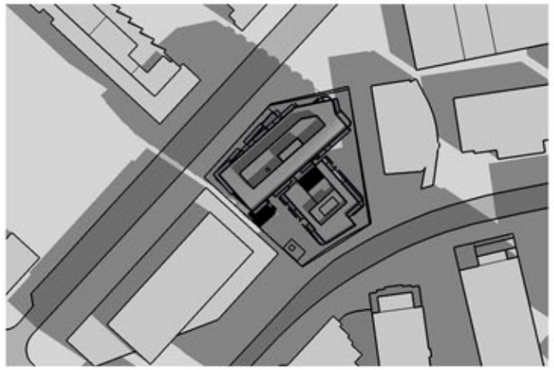
TITRE :
Fréquences annuelles d'inconfort.
Critère 10%

PRÉPARÉ PAR :	REF. CLIENT :	REF. LASALLE :
M.A.A	----------	08006709

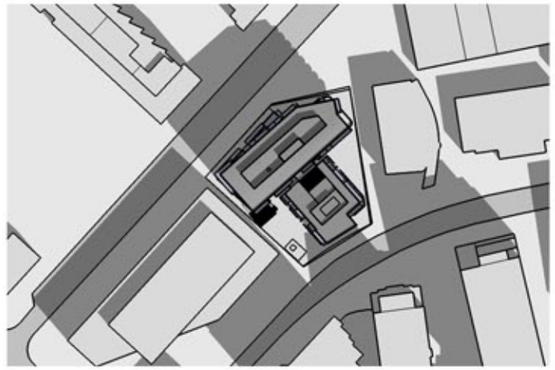
DATE:	FIGURE :
Juin 2021	9



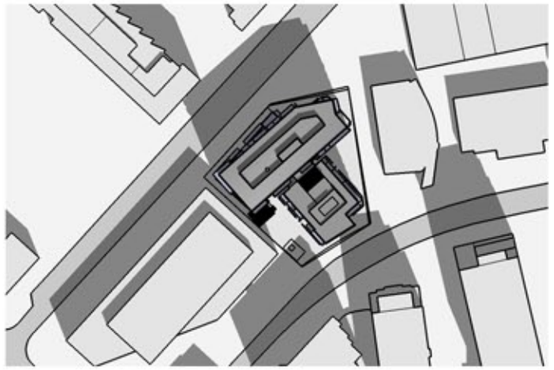
21 MARS - 08:00H



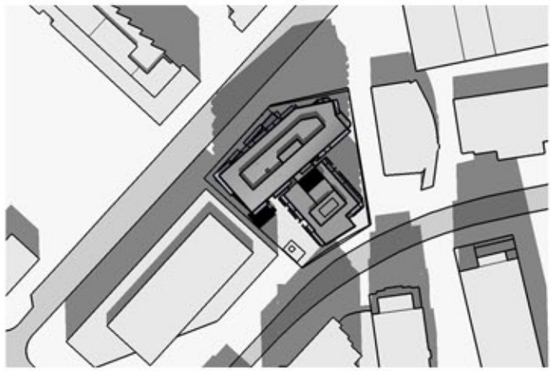
21 MARS - 09:00H



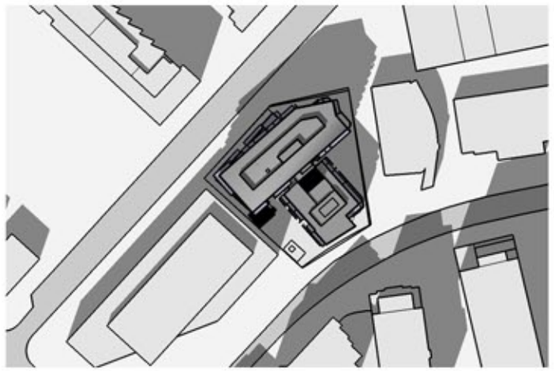
21 MARS - 10:00H



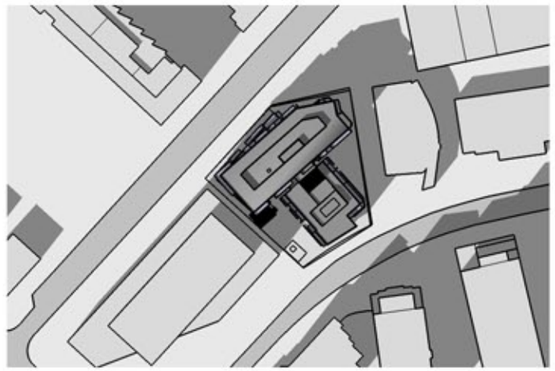
21 MARS - 11:00H



21 MARS - 12:00H



21 MARS - 13:00H



21 MARS - 14:00H



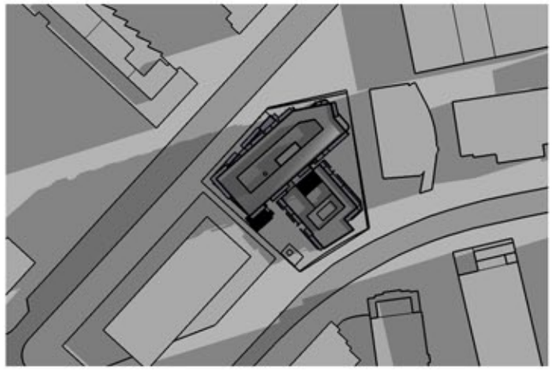
21 MARS - 15:00H



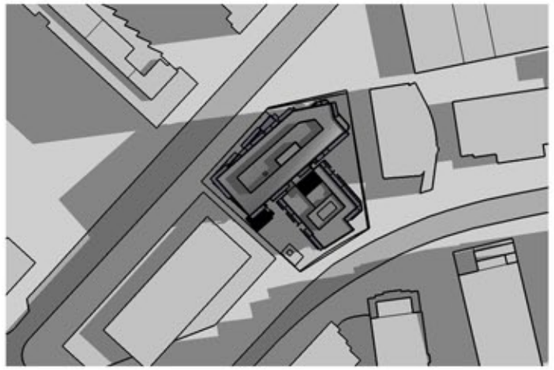
21 MARS - 16:00H



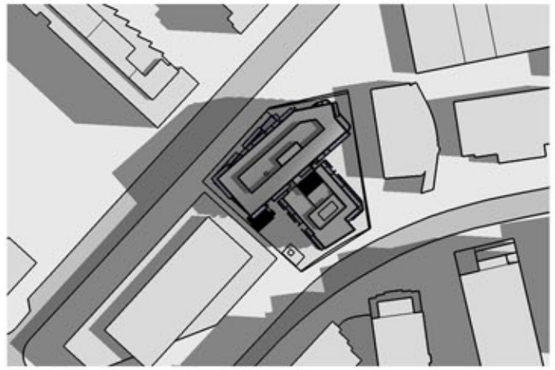
21 MARS - 17:00H



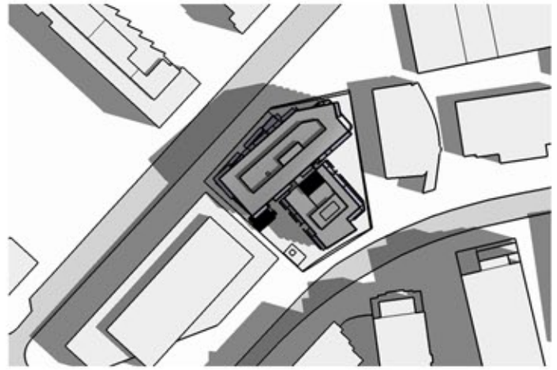
21 JUIN - 07:00H



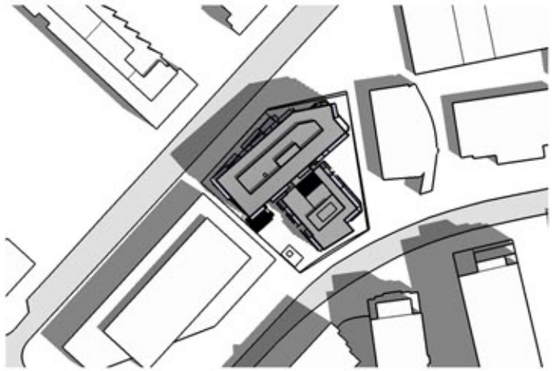
21 JUIN - 08:00H



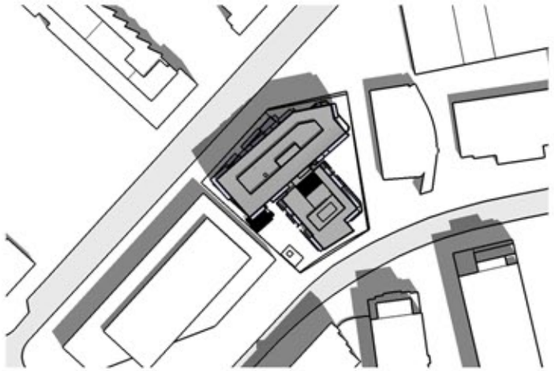
21 JUIN - 09:00H



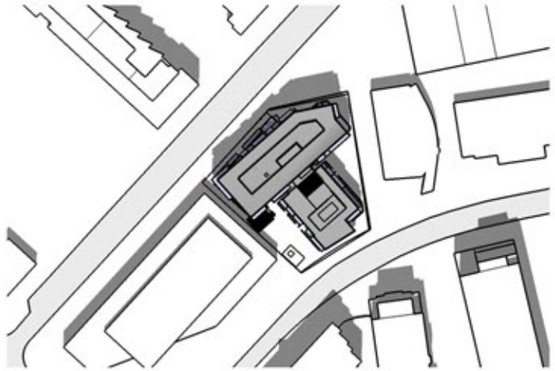
21 JUIN - 10:00H



21 JUIN - 11:00H



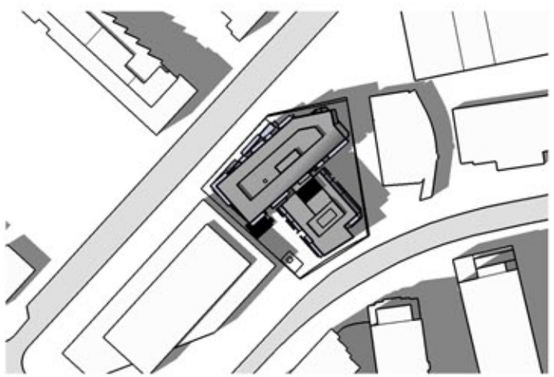
21 JUIN - 12:00H



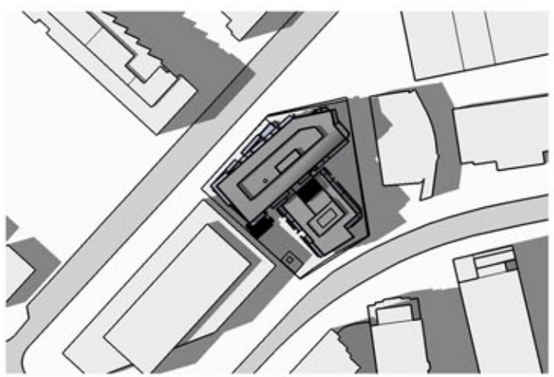
21 JUIN - 13:00H



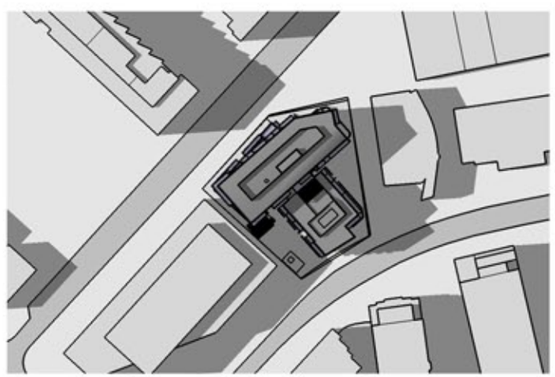
21 JUIN - 14:00H



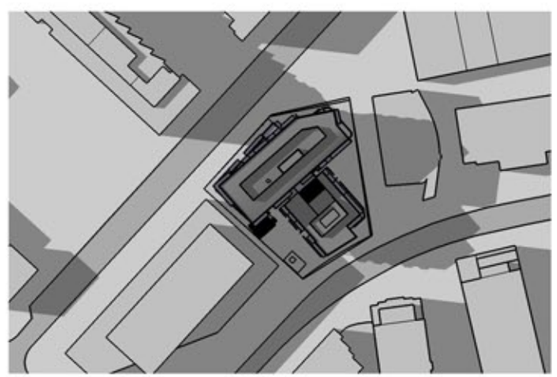
21 JUIN - 15:00H



21 JUIN - 16:00H



21 JUIN - 17:00H



21 JUIN - 18:00H



21 JUIN - 19:00H



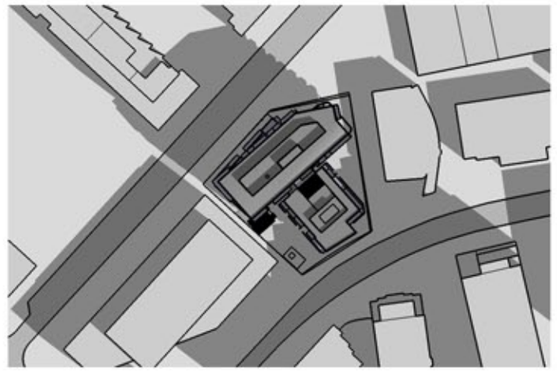
21 JUIN - 20:00H



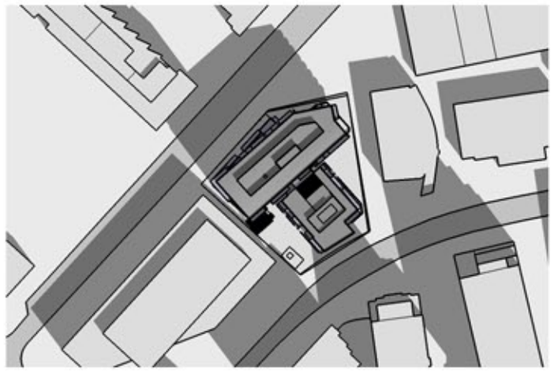
21 SEPTEMBRE - 08:00H



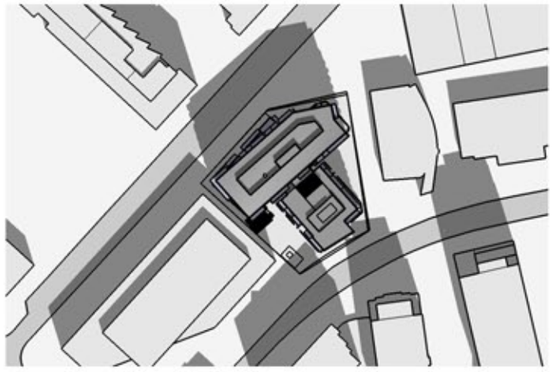
21 SEPTEMBRE - 09:00H



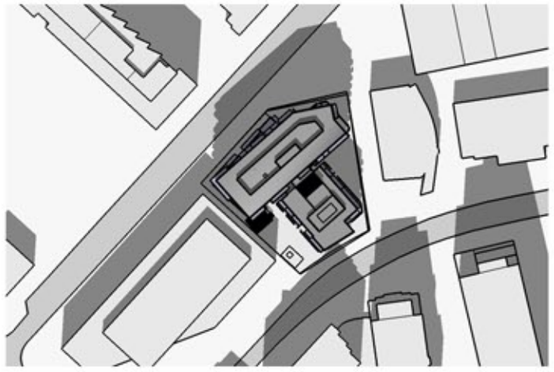
21 SEPTEMBRE - 10:00H



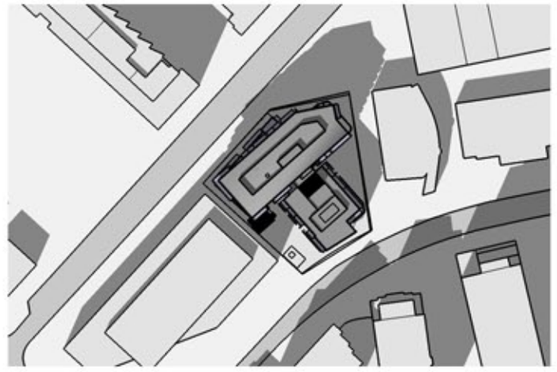
21 SEPTEMBRE - 11:00H



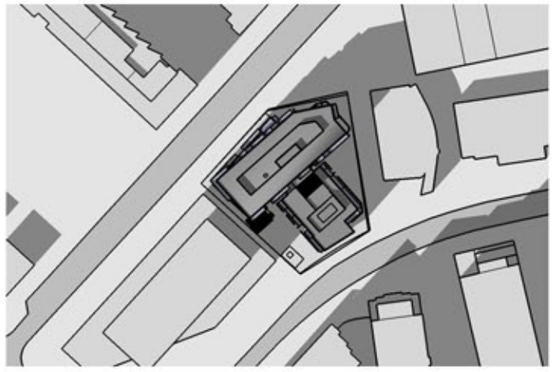
21 SEPTEMBRE - 12:00H



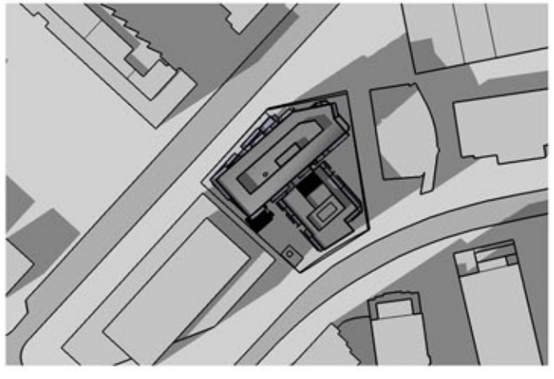
21 SEPTEMBRE - 13:00H



21 SEPTEMBRE - 14:00H



21 SEPTEMBRE - 15:00H



21 SEPTEMBRE - 16:00H



21 SEPTEMBRE - 17:00H



21 SEPTEMBRE - 18:00H



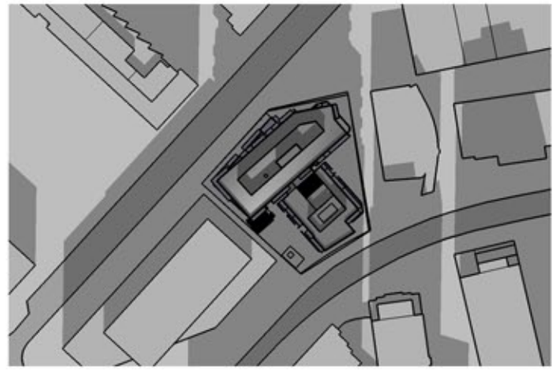
21 DECEMBRE - 09:00H



21 DECEMBRE - 10:00H



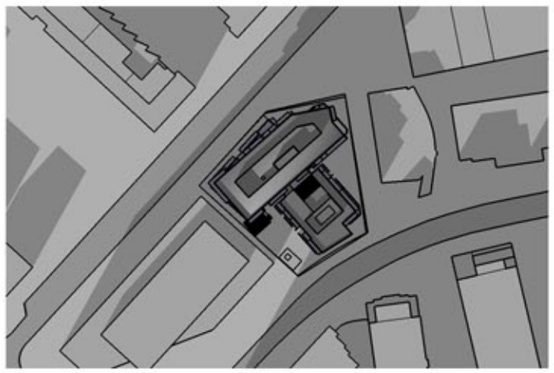
21 DECEMBRE - 11:00H



21 DECEMBRE - 12:00H



21 DECEMBRE - 13:00H



21 DECEMBRE - 14:00H



21 DECEMBRE - 15:00H



21 DECEMBRE - 16:00H



21 DECEMBRE - 17:00H

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1227479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.

IL EST RECOMMANDÉ:
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:15

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-20

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous les fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour le mois de décembre 2021 ainsi que toutes les dépenses des mois de novembre et de décembre 2021.



TABLEAU CA Fevrier 22- Décisions déléguées Décembre 2021.pdf



Rapport pour CA - Achats par carte Visa 2021 novembre 2021.pdf



Rapport pour CA - Achats par carte Visa décembre 2021.pdf



Factures non associées à un bon de commande-novembre 2021_hb.pdf



Factures non associées à un bon de commande-décembre 21_hb.pdf



Liste des bons de commande approuvés-novembre 2021_hb.pdf



Liste des bons de commande approuvés-dec 21_hb.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS - DÉCEMBRE 2021
POUR C.A. FÉVRIER 2022

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	29	DSAG	Aide-bibliothécaire	1 janvier 2022	Déplacement
			DSAG	Assistant-évènements culturels	9 janvier 2022	Déplacement
			DSAG	Gestionnaire immobilier	24 janvier 2022	Embauche
			DSAG	Agent de liaison	10 janvier 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	18 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Ingenieur	11 décembre 2022	Déplacement
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	11 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Préposé aux communications	4 décembre 2022	Retour d'interruption d'affectation
			DSAG	Préposé aux communications	4 décembre 2022	Changemet d'accréditation syndicale
			DSAG	Surveillant d'installations	4 décembre 2022	Embauche
			DSAG	Technicien en ressources humaines	11 décembre 2022	Déplacement
			DSAG	Concepteur aménagements - immeubles	16 octobre 2022	Promotion
			DSAG	Inspecteur cadre bâti	4 décembre 2022	Déplacement
			DSAG	Surveillant d'installations	11 décembre 2021	Embauche
			DSAG	Chargé des travaux d'asphaltage	20 novembre 2021	Titularisation
			DSAG	Aide-bibliothécaire	4 décembre 2021	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	11 décembre 2021	Embauche

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS - DÉCEMBRE 2021
POUR C.A. FÉVRIER 2022

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
7,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	29	DSAG	Aide-bibliothécaire	27 novembre 2021	Embauche
			DSAG	Jardinier	27 novembre 2021	Titularisation
			DSAG	Surveillant d'installations	27 novembre 2021	Embauche
			DSAG	Préposé à l'information cadre bâti	27 novembre 2021	Déplacement
			DSAG	Surveillant d'installations	27 novembre 2021	Embauche
			DSAG	Technicien gestion documents et archives	1 janvier 2022	Déplacement
8,0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la rétrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes est déléguée au directeur d'arrondissement q	4	DSAG	Responsable soutien aux élus	11 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Chargé de secrétariat	11 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Responsable soutien aux élus	11 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Chargé de secrétariat	17 décembre 2021	Cessation
10,0	À l'exception des fonctionnaires de niveau B, le congédiement de tout fonctionnaire est déléguée au directeur d'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.	5	DSAG	Aide-bibliothécaire	18 novembre 2021	Cessation
			DSAG	Directeur de cabinet en arrondissement	4 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Attaché politique en arrondissement	4 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Directeur de cabinet en arrondissement	4 décembre 2021	Cessation
			DSAG	Surveillant d'installations	17 novembre 2021	Cessation
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travil d'un fonctionnaire en regard des dispositions de conventions collectives	6	DSAG	Chauffeur de véhicule	21 septembre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 21 septembre 2021
			DSAG	Chauffeur de véhicule	23 octobre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 23 octobre 2021
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	25 octobre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 25 octobre 2021
			DSAG	Opérateur appareil motorisé	23 octobre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 23 octobre 2021
			DSAG	Préposé aux travaux et à l'entretien	20 septembre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 20 septembre 2021
			DSAG	Opérateur appareil motorisé	14 octobre 2021	Autoriser un avis disciplinaire pour infraction du 14 octobre 2021

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS - DÉCEMBRE 2021

POUR C.A. FÉVRIER 2022

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
13,0	Abolition, transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2() au fonctionnaire de niveau B Concerné, dans les autres cas.	2	DSAG DSAG	Responsable de soutien aux élus _	01-janv-22 _	Autoriser création d'un poste temporaire Autoriser modifications structure de l'arr. CDN-NDG dans le cadre de l'exercice budgétaire 2022,ainsi que la prolongationde postes temporaires comme demandé dans le document annexé au dossier décisionnel.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de novembre 2021)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-11-24	Bureau en gros	Câble HDMI pour relier un ordinateur à un écran de télévision au BAM		48,28 $
2	2021-11-26	Évènements Les Affaires	Formation Médias Sociaux secteur public: Enjeux, tendances et positionnement	Chloé Langlois	406,30 $
					454,58 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-11-02	Ecp Time Equipment Ltd.	Horloge pour nouvelle guérite	Parc Martin Luther-King	635,25 $
2	2021-11-12	Time Access Systems Inc.	Achat de trousseaux sécurisés	Aréna Bill Durnan	1 202,25 $
3	2021-11-15	Fusium Solutions - Opus	Carte opus 1 employé	Michael Hill Paquin	68,40 $
4	2021-11-16	Eventbrite	Inscription à la 35e Soirée des lauréats Montréalais - Mario Limperis		125,00 $
5	2021-11-19	Fusium Solutions - Opus	Carte opus 1 employé	Stéphane Livernoche	68,40 $
					2 099,30 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune transaction en novembre			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	11-2021	Registre foncier du Québec			14,00 $
					14,00 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 1 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-11-03	IAP2 Canada	Formation "Réflexes à développer pour une participation numérique plus inclusive (Sophie Paquet)		196,88 $
2	2021-11-03	IAP2 Canada	Formation "La consultation en mode hybride, la nouvelle norme? Un Laboratoire humain" (Sophie Paquet)		236,25 $
3	2021-11-17	Staples.ca	Bac de rangement avec plateau range-tout (BAM)		152,18 $
					585,31 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune transaction en novembre			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-11-15	Pho 88	Repas avec comité de direction et nouvelle mairesse		91,86 $
					91,86 $

Carte de crédit au nom de : Sonia Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune transaction en novembre			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Lucie Bédard Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-11-27	Ordre des urbanistes du Québec	Consultation publique et participation citoyenne: "Vers une nouvelle dynamique des projets urbains" (Dino Credico)		182,63 $
2	2021-11-27	Formobile	Formation "Mesurer les défis de la gestion de la circulation en milieu municipal" (Jacques Lemieux)		771,66 $
					954,28 $
					4 199,34 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de décembre 2021)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-12-14	FORmobile	Formation 1505 - Résilience aux inondations en drainage urbain	Jacques Lemieux	771,66 $
					771,66 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-12-15	Fusium Solutions - Opus	Carte opus 1 employé	Michael Hill Paquin	68,40 $
2	2021-12-15	Fusium Solutions - Opus	Carte opus 1 employé	Stéphane Livernoche	68,40 $
3	2021-12-16	Vua et le Poke Station	Souper avec des jeunes du Conseil Jeunesse	Françoise Charniguet	31,38 $
					168,18 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune facture			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-12-01	Registre foncier du Québec	Consultation		7,00 $
					7,00 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 1 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-12-25	Canva	Ajout d'un membre supplémentaire à notre compte CANVA PRO	Bibliothèque et culture	50,91 $
2	2021-12-30	Canva	Ajout d'un membre supplémentaire à notre compte CANVA PRO	Bibliothèque et culture	49,86 $
3	2021-12-31	Facebook	Publicités facebook		98,65 $
					199,41 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune facture			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune facture			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Sonia Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune facture			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Lucie Bédard Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2021-12-15	Tim Hortons	Café pour réunion de travail		39,87 $
2	2021-12-16	Eventbrite	Inscription Sommet québécois de l'aménagement du territoire: le courage d'agir	Frédéric Demers	90,00 $
					129,87 $

1 276,13 $

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de novembre 2021
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Bédard, Lucie	11-11-21	Les Constructions Argozy Inc.	Déménagement pergola	629,92 $
				629,92 $
Chamberot, Robert	11-11-21	Jeunesses Musicales Canada	Atelier d'animation musicale	257,22 $
	11-25-21	Duval, Pearl	Activités d'animation bibliothèque Côte-des-Neiges	102,67 $
	11-22-21	Savoie, Véronique	Quincaillerie diverse pour la bibliothèque NDG	260,78 $
	11-22-21	Savoie, Véronique	Matériel pour animation pour bibliothèque NDG	104,66 $
	11-22-21	Béliveau, Annie	Quincaillerie et matériel pour animation bibliothèque Côte-des-Neiges	40,82 $
	11-18-21	Marie-Joelle Poirier	Conférence	150,00 $
	11-11-21	Stefania Skoryna	Atelier de danse créative	240,00 $
	11-11-21	Jeunesses Musicales Canada	Atelier de musique	220,47 $
	11-11-21	Jeunesses Musicales Canada	Atelier de musique	409,45 $
	11-25-21	Duval, Pearl	Animation salon de thé bibliothèque Côte-des-Neiges	31,76 $
	11-11-21	Jeunesses Musicales Canada	Atelier de musique	409,45 $
				2 227,28 $
Gaudreault, Guylaine	11-02-21	Bensaci, Amar	Frais de kilométrage et stationnement pour le mois de septembre	56,12 $
	11-03-21	Centre Patronal De Santé Et Sécurité Du Travail Du Québec	Formation -Rôle et responsabilités du donneur d'ouvrage sur les chantiers de construction	45,49 $
	11-02-21	Bensaci, Amar	Frais de kilométrage et stationnement pour le mois d'octobre	58,56 $
				160,17 $
Gaudreault, Sonia	11-18-21	Earp-Lavergne, Colin	Frais d'inscription RIDEAU et cotisation annuelle	832,69 $
	11-18-21	Robillard, Mylène	Frais d'inscription à l'événement annuel de RIDEAU	470,83 $
	11-09-21	Cf Salubrité Inc.	Formation entretien ménager et salubrité	225,72 $
				1 529,24 $
Gauthier, Stéphane	11-03-21	Chastel, Émilie	Achat de citrouilles pour brico Halloween	30,00 $
	11-09-21	Chastel, Émilie	Location Communauto pour transport de matériel d'animation	14,95 $
	11-17-21	Chastel, Émilie	Animation décorations de Noël	128,75 $
	11-29-21	Guêpe, Groupe Uni Des Éducateurs-Naturalistes Et Professionnels En Environnement	Atelier en classe: Reptiles	216,00 $
				389,70 $
Hardy, Danielle	11-23-21	Blanchette, Mélanie	Stationnement	23,00 $
	11-04-21	Apsam Association Paritaire Santé & Sécurité Affaires Municipales	Formation : Déneigement : travailler de façon sécuritaire	210,00 $
	11-18-21	Boudreault, Roxanne	Frais de kilométrage pour les mois d'octobre et de novembre	65,00 $
	11-12-21	Blanchette, Mélanie	Frais de kilométrage et stationnement pour le mois de juillet, complément	38,78 $
	11-16-21	Blanchette, Mélanie	Kilométrage et stationnement pour les mois de juillet, septembre et octobre	193,17 $
				529,95 $
Hooper, Chantal	11-17-21	École Nationale d'Administration Publique	Formation : Rôle et leadership	175,00 $
				175,00 $
Limperis, Apostolos Mario	11-04-21	Louis-Dinardi, Jesse-Akim	Achat Bluethoot Keybord	57,15 $
	11-01-21	Rachiele, Louis	Divers achat pour marquage	54,98 $
				112,13 $

Plante, Stéphane	11-08-21	Tabasko Communications Inc.	Service-graphisme	83,99 $
	11-08-21	Les Traductions Terry Knowles Inc.	Service-traduction	229,66 $
	11-04-21	Gaudreault, Guylaine	Deux rouleaux de billets Moitié-Moitié pour Centraide	16,91 $
	11-16-21	Borges, Ligia	Matériel de médiation lié au projet Les Noctiluques	48,97 $
	11-19-21	Kiran Ambwani	Animation d'atelier de photo dans le cadre du projet de médiation culturelle	787,41 $
	11-01-21	Hyacinthe Lazeni Traore	Design graphique, vidéo et mise en ligne de contes - dans le cadre des activités du camp de jour Arts de passage	262,47 $
	11-17-21	Chapiteau Montréal Inc.	Location tente - Jour Du Souvenir	682,42 $
	11-19-21	Maria Ezcurra Lucotti	Préparation et animation des ateliers de médiation culturelle	1 295,00 $
	11-19-21	Claire Beaugrand-Champagne	Animation d'ateliers de médiation culturelle	500,00 $
	11-16-21	Gaudreault, Guylaine	Dépenses de fonction	199,33 $
	11-19-21	Kiran Ambwani	Animation d'atelier de photo dans le cadre du projet de médiation culturelle	787,41 $
	11-19-21	Kiran Ambwani	Animation d'atelier de photo dans le cadre du projet de médiation culturelle	811,55 $
	11-03-21	Bruce Lochhead	Vétéran pour le Jour De Souvenir	200,00 $
				5 905,12 $
Reeves, Geneviève	11-17-21	Champagne, Nadine	Kilométrage et stationnement pour les mois de septembre et octobre	77,41 $
				77,41 $
Rico, Roseline	11-18-21	Eddy Firmin	Équipement pour exposition	102,88 $
	11-18-21	L'Agence Station Bleue Inc.	Spectacle : Tous les matins d'Élinor	1 889,77 $
	11-16-21	Stingaciu, Irinel-Maria	Copie clé divers armoires, bonbons Halloween	121,53 $
	11-16-21	L'Agence Station Bleue Inc.	Spectacle : À travers mes yeux	2 866,16 $
	11-15-21	Sacre Tympan	Spectacle : Chante, Edmond !	2 525,48 $
	11-11-21	Toshiba Solutions D'Affaires	Frais d'impression	84,68 $
	11-11-21	La Danse Sur Les Routes Du Québec	Cotisation annuelle 2021-2022	130,00 $
	11-25-21	Je Suis Julio	Spectacle : Humain	1 380,59 $
	11-09-21	Grosu, Elena	Frais de poste	12,37 $
	11-09-21	Robillard, Mylène	Achat d'agendas	69,80 $
	11-08-21	Jean-Felix Mailloux Enr.	Spectacle : Lieux imaginés	1 574,81 $
	11-08-21	L'Agence Station Bleue Inc.	Spectacle : L'univers de Nikola Medtner	3 674,56 $
	11-08-21	Animation Richard Lacroix	Spectacle : Gabzy c'est du gâteau	1 259,85 $
	11-08-21	Flavia Garcia	Spectacle de musique : La gente de mi ciudad	1 805,00 $
	11-02-21	La Danse Sur Les Routes Du Québec	Inscription Parcours Danse 2021	162,73 $
	11-02-21	Société Des Musées Québecois	Adhésion annuelle	410,91 $
	11-02-21	Ky Nam Le Duc	Frais de diffusion et présentation : Le Meilleur Pays du Monde	524,94 $
	11-01-21	Vidéographe Inc.	Projection film	110,24 $
	11-11-21	Elham Manouchehri	Spectacle : Migration des oiseaux	1 382,16 $
	11-25-21	Société Canadienne Des Postes	Frais de retour	36,83 $
	11-19-21	L'Empreinte Imprimerie Inc.	Impression cartes d'affaires	55,96 $
				20 181,25 $
St-Laurent, Sonia	11-01-21	Charles, Christopher	Kilométrage mai à août 2021	343,04 $
	11-05-21	Louis-Dinardi, Jesse-Akim	Kilométrage août et septembre 2021	260,96 $
				604,00 $
TOTAL				**32 521,17 $**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de décembre 2021
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Bédard, Lucie	12-21-21	Djemila Hadj-Hamou	Présence CCU octobre et novembre	150,00 $
	12-21-21	Jacqueline Manuel	Présence CCU décembre	75,00 $
	12-21-21	Mark Calce	Présence CCU novembre	75,00 $
	12-21-21	Jean B. Dufresne	Présence CCU octobre et novembre	150,00 $
	12-21-21	Bruce Allan	Présence CCU décembre	75,00 $
	12-21-21	Pilar Mora	Présence CCU octobre	75,00 $
	12-21-21	Geneviève Coutu	Présence CCU octobre	75,00 $
	12-21-21	Isabelle Dumas	Présence CCU décembre	75,00 $
	12-21-21	Khalil Diop	Présence CCU décembre	75,00 $
	12-20-21	Desjardins, Steve	Article de rangement pour bureau	26,42 $
	12-08-21	Laporte, Jean-Simon	Renouvellement statut d'associé écologique	107,95 $
	12-21-21	Malaka Ackaoui	Présence CCU novembre et décembre	150,00 $
				1 109,37 $
Boutin, Pierre	12-20-21	Baudin, Cyril	Frais de déplacements pour les mois de septembre, octobre et novembre 2021	137,97 $
				137,97 $
Chamberot, Robert	12-06-21	Coffres-Forts C.B. 2000 Inc.	Réparation du coffre-fort/Bibliothèque Côte-des-Neiges	402,63 $
	12-06-21	Béliveau Annie	Quincaillerie diverse bibliothèque Côte-des-Neiges	25,05 $
	12-06-21	Duval Pearl	Matériel pour activités adultes hiver 2022	232,20 $
	12-06-21	Duval Pearl	Activités pour jeunes - bibliothèque Côte-des-Neiges	97,01 $
	12-06-21	Duval Pearl	Activités pour adultes: thé à la bibliothèque Côte-des-Neiges	42,22 $
	12-17-21	1,2,3... Je Cuisine!	Animation d'atelier de cuisine pour enfants	1 417,33 $
	12-17-21	Asselin Lebreux, William	Achat de fournitures	39,74 $
				2 256,18 $
Cousineau, Simon	12-20-21	Magasin René Veilleux Inc.	Achat de pièces pour la division de la voirie	266,55 $
	12-20-21	Magasin René Veilleux Inc.	Agrafes pour la voirie	20,96 $
				287,51 $
Desjardins, Steve	12-16-21	Lacasse, Mathieu	Achat bottes de travail	190,00 $
				190,00 $
Gaudreault, Guylaine	12-08-21	Bensaci, Amar	Kilométrage novembre 2021	60,03 $
	12-22-21	Brousseau, Hélène	Collation retour et réunion de travail	14,00 $
	12-23-21	Lifeworks (Canada) Ltd.	Séance de désamorçage	525,00 $
	12-10-21	Tentes Fiesta Ltée	Frais de nettoyage de peinture des chapiteaux au Clos Madison	377,95 $
	12-03-21	Cégep Marie-Victorin	Formation retraite - Danielle Hardy	157,48 $
				1 134,46 $
Gaudreault, Sonia	12-15-21	Rassier Thomaz	Inscription bain libre - Centre sportif NDG	41,42 $
				41,42 $
Gauthier, Stéphane	12-14-21	Musique&Compagnie Inc.	Cours comptines 0-3 ans Bibliothèque Interculturelle	629,92 $
	12-16-21	Librairie O-Taku Inc.	Animations : Manga et jeux	493,44 $
	12-15-21	Stefania Skoryna	Ateliers de danse Bibliothèque Interculturelle	400,00 $
	12-14-21	Letourneau France	Protecteur en feutre Fablab	6,34 $
	12-14-21	Guêpe, Groupe Uni Des Éducateur	Atelier en classe : Des animaux au poil	216,00 $
	12-07-21	Deschamps Impression Inc.	Impression d'affiches pour l'exposition << À travers nos yeux >>	162,73 $
	12-06-21	Provencher Claudie	Achats bricos	99,05 $
	12-20-21	Éducazoo Inc.	Animation Bibliothèque Interculturelle	556,43 $
	12-06-21	Chastel Émilie	Achats bricos	16,31 $
	12-13-21	Madjin Creations	Ateliers octobre, novembre, decembre	960,00 $
	12-13-21	Tania Baladi	Ateliers Zoom Été 2021	419,95 $
	12-13-21	Machines à Coudre Pénélope	Matériel pour découpe	91,51 $
	12-13-21	Machines à Coudre Pénélope	Fils pour surjeteuse Interfab	22,64 $
	12-20-21	Tania Baladi	Animation Bibliothèque Interculturelle	178,48 $
				4 252,80 $

Hardy, Danielle	12-21-21	Blanchette Mélanie	Kilométrage octobre 2021	67,10 $
	12-17-21	Blanchette Mélanie	Kilométrage novembre 2021	73,20 $
	12-21-21	Kuchmy Nadia	Achat protège-feuilles et séparateurs	63,16 $
				203,46 $
Limperis, Apostolos Mario	12-08-21	Binoux Julien	Remboursement pour la perçeuse	92,65 $
	12-13-21	Ngame Abou	Remboursement achat accessoires	58,20 $
				150,85 $
Plante, Stéphane	12-21-21	Gotta Lago	Ateliers de musique pour les centres St -Raymond et Walkley - médiation culturell	800,00 $
	12-21-21	Tabasko Communications Inc.	Service d'impression	225,71 $
	12-20-21	Native Immigrant	Atelier de médiation culturelle par Carolina Echeverría	350,00 $
	12-10-21	Gaudreault Guylaine	Frais de reconnaissance pour Roxanne Boudreault	65,60 $
	12-10-21	Sfeir Lelia	Achat de matériel pour Arts de passage - médiation culturelle - été 2021	85,97 $
	12-08-21	Durand Marianne	Frais de stationnement	42,16 $
	12-08-21	Borges Ligia	Renouvellement d'abonnement Zoom pour des activités de médiation en ligne	211,62 $
	12-03-21	Cégep Marie-Victorin	Formation retraite-Manon Provost	157,48 $
	12-02-21	Paquet Sophie	Frais de déplacement pour les mois d'avril à novembre 2021	111,42 $
	12-22-21	Gaudreault Guylaine	Dépenses de fonction : reconnaissance Marion Angely	36,00 $
				2 085,96 $
Reeves, Geneviève	12-08-21	Les Industries Poly Inc.	Cartes d'affaires Peter McQueen	89,24 $
				89,24 $
Rico, Roseline	12-01-21	Louis-Philippe Paulhus	Spectacle : Copeaux de neige	1 574,81 $
	12-01-21	Alejandro Jimenez	Conversation après le film avec Rafael Benites et le public	262,47 $
	12-01-21	André Lavoie	Animation dans le cadre des soirée ONF	262,47 $
	12-02-21	Allison Moore	Atelier communautaire pour créer des lanternes avec le Baobab Familial	750,00 $
	12-02-21	Allison Moore	Projet de défilé communautaire développé avec le Baobab Familial et Côte-des-Neiges Cultural Center	625,00 $
	12-07-21	Saint-Pierre Elizabeth	Collations d'artistes et timbres	68,74 $
	12-07-21	Olivier Sorrentino	Présence dans les lieux de l'exposition << Panorama de l'Anthropocène >>	400,00 $
	12-10-21	Jamais Lu	Spectacle : Autour du Lactume	2 309,72 $
	12-10-21	Toshiba Solutions D'Affaires	Frais de base du contrat pour décembre 2021	84,68 $
	12-16-21	Kiran Ambwani	Exposition : À travers nos yeux.	2 224,69 $
	12-16-21	Côté Ève	Achats de protecteur d'écran et trépied	203,15 $
	12-16-21	Mika Yatsuhashi	Projection du film << An uninterrupted view of the sea >>	150,00 $
	12-17-21	Les Productions Troublemakers In	Exposition : Rhapsodie in Elles	4 199,50 $
	12-17-21	Axia Films Inc.	Projection du film APAPACHO, une caresse pour l'âme	262,47 $
	12-20-21	Côté Ève	Stationnement novembre 2021	21,78 $
	12-20-21	Côté Ève	Kilométrage et stationnement septembre 2021	12,65 $
	12-31-21	Laura Kamugisha	Projection du film << Trait d'union >>	400,00 $
	12-31-21	Côté Ève	Kilométrage et stationnement, juillet, août, octobre 2021	179,34 $
				13 991,47 $
Stingaciu, Irinel-Maria	12-17-21	Tétreault Noëlla	Réparation d'écran tablette Lenovo	96,39 $
				96,39 $
St-Laurent, Sonia	12-03-21	Louis-Dinardi Jesse-Akim	Divers achats et web cam	646,94 $
	12-08-21	Binoux Julien	Remorquage de l'auto ville et taxis	102,37 $
	12-22-21	Limperis Apostolos Mario	Kilométrage octobre, novembre et décembre 2021	93,94 $
	11-30-21	Louis-Dinardi Jesse-Akim	Kilométrage octobre 2021	159,94 $
	12-22-21	Limperis Apostolos Mario	Kilométrage pour les mois de mars, avril, mai, juin, juillet et septembre 2021	59,65 $
	12-15-21	Lumipro Inc.	Installation drapeaux	787,41 $
	12-15-21	Lumipro Inc.	Installation drapeaux	524,94 $
	12-15-21	Collymore Shane	Kilométrage 2021 pour le mois de novembre 2021	53,68 $
	12-15-21	Léger April	Kilométrage 2021 pour les mois de mai à septembre 2021	48,80 $
				2 477,67 $
Turnblom, Sylvain	12-13-21	Société Canadienne Des Postes	Retour d'enveloppe	6,94 $
				6,94 $
TOTAL				**28 511,69 $**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Liste des bons de commandes approuvés pour le mois de novembre 2021

Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Description	Montant de l'engagement
Baudin, Cyril	1502629	11-16-21	Eco-Graffiti Inc		Produits de peinture	8 084,04 $
	1504391	11-25-21	Entreprises Forlini		Vêtements de travail	162,73 $
	1504380	11-25-21	Entretien Mana Inc.		Service - Entretien d'immeubl	1 930,47 $
	1500228	11-02-21	Groupe Trium Inc.		Accessoires vestimentaires	2 790,82 $
	1503831	11-23-21	Motorola Solutions Canada Inc		Produits électroniques	1 724,61 $
	1502996	11-17-21	Multi-Pressions L.C. Inc		Réparation/Entretien - Appareil d'entretie	133,49 $
	1449150	11-18-21	Regard Sécurité	1255847	Équipement de protectior	155,00 $
	1498815	11-04-21	Remorquage Burstall Conrad		Location - Remorque motorisé	648,30 $
	1422267	11-26-21	St-Germain Égouts Et Aqueducs Inc.		Puisard, chambre de vanne, trou d'homme et regarc	2 653,14 $
	1487380	11-02-21	Tenaquip Limited		Accessoires et pièces de remplacement pour outi	49,86 $
	1500845	11-04-21	Tenaquip Limited		Produits d'entretien ménager	180,84 $
						18 513,30 $
Bédard, Lucie	1502912	11-17-21	Compugen Inc.		Logiciel et progicie	42,79 $
	1464476	11-15-21	Vinacoustik Inc.		Conseiller - Protection et contrôle de la qualité de l'a	4 199,50 $
						4 242,29 $
Boutin, Pierre	1450287	11-02-21	Enviroservices Inc	1408088	Service - Analyse et essai en laboratoir	3 674,56 $
	1474387	11-15-21	Gfl Environnemental Inc	1408749	Location - Toilette chimiqu	69,82 $
	1501673	11-10-21	Location Lordbec Inc.		Entrepreneur en routes et canalisation-branchement d'égout	19 716,65 $
	1466283	11-15-21	Location Sauvageau Inc		Location - Automobile, camionnette et fourgonnett	3 548,58 $
	1472701	11-15-21	Location Sauvageau Inc		Location - Automobile, camionnette et fourgonnett	2 782,17 $
	1504157	11-24-21	Société Environnementale Côte-Des-Neige		Frais - Consultation publiqu	13 206,90 $
	1501195	11-08-21	Transvrac Montréal Laval Inc		Service - Transport de matières en vrac	21 912,81 $
	1500375	11-03-21	United Rentals Du Canada		Outils électriques	9 637,64 $
						74 549,13 $
Chamberot, Robert	1501345	11-09-21	Affichage SST		Matériel pour communication graphiqu	121,79 $
	1501342	11-09-21	Premiers Soins Plus (6669409 Canada Inc)		Fournitures et matériel médica	128,92 $
	1504912	11-29-21	Uline Canada Corp		Table de conférence	1 452,89 $
						1 703,60 $
Cousineau, Simon	1504718	11-26-21	Givesco Inc.		Bois de constructior	552,27 $
	1502987	11-17-21	Liftow Ltée.		Service - Formation en développement organisationnel e technique	267,72 $
	1504722	11-26-21	Produits Sany	1048199	Équipement d'entretien manue	322,78 $
	1503868	11-23-21	Uline Canada Corp		Armoire de rangement	497,26 $
						1 640,03 $
Desjardins, Steve	1454002	11-17-21	Les Industries Poly Inc		Service - Reprographie	3 149,62 $
						3 149,62 $
Gaudreault, Guylaine	1501139	11-08-21	Allegion Canada Inc		Ingénieur civil - Structure de bâtimen	4 005,27 $
	1502511	11-15-21	Brault Et Martineau		Électroménager	3 964,33 $
	1502512	11-15-21	Simco Technologies Inc		Ingénieur civil - Structure de bâtimen	1 934,92 $
	1499815	11-01-21	Vincent Ergonomie Inc		Conseiller en ergonomi	9 685,62 $
						19 590,14 $
Gaudreault, Sonia	1501795	11-10-21	De Grace Technologie		Caméras de surveillance	10 336,02 $
	1502999	11-17-21	Groupe De Sécurité Garda Senc		Service - Agence de sécurité	19 976,81 $
	1503164	11-18-21	L. S. M. Son & Lumières Inc.		Équipement de scène	11 312,41 $
	1503657	11-22-21	L. S. M. Son & Lumières Inc.		Équipement de scène	17 795,37 $
						59 420,61 $
Gauthier, Stéphane	1500574	11-03-21	Brault & Bouthillier Ltée		Matériel artistique	296,55 $
	1495838	11-09-21	Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc		Appareil d'entretien	277,17 $
	1503986	11-23-21	Stahls Canada		Guide, brochure et affiche	153,78 $
						727,50 $
Hardy, Danielle	1501772	11-10-21	Affichage SST		Service - Impression	719,16 $
	1504429	11-25-21	Clinique De Médecine Industrielle Et Préventive Du Québec Inc		Médecin	1 726,52 $

	1504198	11-24-21	Les Consultants MHD		Conseiller en santé et sécurité	2 519,70 $
						4 965,38 $
Hooper, Chantal	1503256	11-18-21	Acklands - Grainger Inc		Équipement contre les chutes	1 208,51 $
	1502980	11-17-21	Albert Viau Division Emco Corporatio		Produits de branchement	1 512,24 $
	1500235	11-02-21	Ferronnerie Bronx		Fournitures horticoles	5 532,84 $
	1475485	11-16-21	Gfl Environnemental Inc	1408749	Location - Toilette chimiqu	141,73 $
	1464602	11-15-21	Pépinière A. Mucci Inc		Produits horticoles	1 705,00 $
	1453648	11-01-21	Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc.		Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel	1 574,81 $
	1501639	11-10-21	Solutions Alternatives Environnement Inc.		Service - Formation en développement organisationnel e technique	866,15 $
						12 541,28 $
Léger, April	1504226	11-24-21	1-800-Got-Junk		Service - Nettoyage industrie	1 381,64 $
	1503983	11-23-21	9193-5718 Québec Inc.		Produits de plastique	474,54 $
						1 856,18 $

Limperis, Apostolos Maric	1503662	11-22-21	Azur Impression Enr.		Équipement de sport	203,57 $
	1501908	11-11-21	Cimco Réfrigération		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	1 876,63 $
	1502489	11-15-21	Collège Jean-De-Brébeuf		Service - Organisation d'activités sportive	2 036,27 $
	1497581	11-09-21	Lavage De Vitres Future Inc.		Service - Nettoyage industrie	472,44 $
	1488654	11-25-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	16,67 $
	1503246	11-18-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	222,08 $
	1503382	11-19-21	Produits Sany	1048199	Produits d'entretien ménager	812,93 $
	1503383	11-19-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	684,72 $
	1504567	11-26-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	423,43 $
	1504731	11-26-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	18,55 $
	1501032	11-05-21	Tenaquip Limited		Équipement et fourniture pour terrain de jeux	152,23 $
	1502808	11-17-21	Tenaquip Limited		Armoires de rangement	655,50 $
						7 575,02 $
Plante, Stéphane	1501700	11-10-21	Accès Décor Com		Décors lumineux	14 860,98 $
	1503801	11-23-21	Arbres de Noël ASJ		Décorations	2 645,68 $
	1500510	11-03-21	HEC Montréal		Service - Formation en santé et sécurité	1 779,54 $
	1503543	11-22-21	Imprimerie F.L. Chicoine		Service - Impression	15 422,66 $
	1500479	11-03-21	Ism Art & Design		Décors lumineux	37 584,08 $
	1501140	11-08-21	Octave Acoustique Inc.		Services professionnels-expertise en acoustique	22 194,36 $
	1468678	11-24-21	Paquette & Associés, Huissiers De Justice S.E.N.C.R.L.		Huissier de justice	9 973,81 $
	1503523	11-22-21	Publication 9417		Service - Impression	1 487,67 $
	1501990	11-11-21	Service Au Fil Des Saisons Inc		Produits horticoles	1 784,79 $
	1504190	11-24-21	Signel Services Inc.		Poteau et fût pour signalisation lumineuse et éclairage urbain	206,83 $
	1503516	11-22-21	Tabasko Communications Inc		Service - Rédaction, révision	1 448,83 $
						109 389,23 $
Poliseno, Martin	1504225	11-24-21	Coop De Solidarite Jardinons		Couvre-sol	251,97 $
	1500153	11-02-21	Dufresne Standard & Special Inc		Produits de branchement	141,73 $
	1501364	11-09-21	Dufresne Standard & Special Inc		Produits de branchement	47,25 $
	1500902	11-05-21	Ferronnerie Bronx		Accessoires et pièces de remplacement pour outi	4 349,00 $
	1504197	11-24-21	Ferronnerie Bronx		Accessoires de charpente et de clôture	891,34 $
	1501348	11-09-21	Gestion Para-Médical Inc	1474127	Fournitures et matériel médica	240,10 $
	1504537	11-26-21	Location Gamma Inc		Appareil et système de chauffage	99,74 $
	1500855	11-04-21	Novafor Équipement Inc		Vêtements de travail	1 800,43 $
	1502076	11-11-21	Novafor Équipement Inc		Équipement de sécurité	430,87 $
	1502653	11-16-21	Novafor Équipement Inc		Vêtements de travail	503,94 $
	1504200	11-24-21	Novafor Équipement Inc		Équipement de sécurité	485,58 $
	1502615	11-16-21	Outillages Express		Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel	1 723,85 $
	1504539	11-26-21	Outillages Express		Outils manuels	535,44 $
	1500243	11-02-21	Produits Sany	1048199	Produits d'entretien ménager	43,34 $
	1454355	11-04-21	Sécurité Landry Inc.		Équipement sécurité	557,21 $
	1501330	11-09-21	Sécurité Landry Inc.		Vêtements de travail	207,34 $
	1501372	11-09-21	Tenaquip Limited		Équipement de protection	548,66 $
	1502657	11-16-21	Tenaquip Limited		Équipement de protection	354,26 $
	1503351	11-19-21	Trauma-Secours Inc.		Service - Formation en santé et sécurité	918,64 $
	1500255	11-02-21	Vermeer Canada Inc.		Équipement sécurité	180,16 $
	1464610	11-02-21	Vortex Structures Aquatiques Internationales Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	4 514,46 $
						18 825,31 $
Reeves, Geneviève	1501585	11-10-21	COMAQ		Service - Formation en développement organisationnel e technique	440,95 $
	1501584	11-10-21	Iap2 Canada		Service - Formation en informatique	187,50 $
	1501994	11-11-21	Montréal Stencil Inc		Articles, accessoires et équipement de bureau	107,13 $
						735,58 $
Rico, Roseline	1503465	11-19-21	9028-6733 Québec Inc.		Matériel de finition	2 516,62 $
	1499910	11-01-21	Ample Man Danse		Service - Artiste de la scène	6 443,64 $
	1503456	11-19-21	Boo! Design Inc.		Service - Impression	4 309,74 $
	1501347	11-09-21	Compugen Inc.	1469292	Ordinateur et accessoire	388,45 $
	1501797	11-10-21	De Grace Technologie		Entrepreneur en intercommunication, téléphonie et surveillance	4 073,51 $
	1503165	11-18-21	Entreprises Sign Max Inc.		Matériel artistique	150,12 $
	1501786	11-10-21	Les Cordages Barry Ltée		Équipement de scène	7 518,49 $
	1500573	11-03-21	Location D'Outils Simplex S.E.C		Réparation/Entretien - Équipement de scène	2 377,97 $
	1502492	11-15-21	Location D'Outils Simplex S.E.C		Réparation/Entretien - Équipement de scène	513,13 $

	1501794	11-10-21	Location Sauvageau Inc		Location - Automobile, camionnette et fourgonnett	98,69 $
	1504916	11-29-21	Location Sauvageau Inc		Location - Automobile, camionnette et fourgonnett	118,58 $
	1502129	11-12-21	Machines à Coudre Pénélope		Articles, accessoires et équipement de bureau	607,88 $
	1503459	11-19-21	Mp Reproductions Inc.		Service - Infographie, graphisme	2 100,02 $
	1501790	11-10-21	XYZ Technologie Culturelle Inc		Équipement de scène	3 025,57 $
	1503462	11-19-21	XYZ Technologie Culturelle Inc		Équipement de scène	120,74 $
	1503659	11-22-21	XYZ Technologie Culturelle Inc		Équipement de scène	536,76 $
	1503455	11-19-21	Yannick Turcotte		Service - Artiste de la scène	4 724,44 $
						39 624,35 $
Stingaciu, Irinel-Maria	1503460	11-19-21	ABRA Electronics		Accessoires et pièces de remplacement pour équipement technique	1 477,20 $
	1501780	11-10-21	Henry's Enterprises Inc.		Appareil électronique	617,91 $
	1501775	11-10-21	Moog Audio		Appareil électronique	253,78 $
						2 348,89 $

St-Laurent, Sonia	1502486	11-15-21	Aquam Spécialiste Aquatique Inc		Accessoires de sport	383,11 $
	1502488	11-15-21	Aquam Spécialiste Aquatique Inc		Location - Équipement de sport	750,24 $
	1503457	11-19-21	Caissy Inc.		Matériel pour loisir, jeu	3 757,49 $
	1500974	11-05-21	Dépôt Alimentaire NDG		Service - Installation, gestion, entretien	5 000,00 $
	1500867	11-05-21	Distribution Sports Loisirs G.P. Inc		Équipement de sport	4 960,14 $
	1504231	11-24-21	Huss Sports Ltd		Accessoires de sport	3 603,91 $
	1504714	11-26-21	Huss Sports Ltd		Accessoires de sport	3 370,53 $
	1504230	11-24-21	Le Groupe Sports Inter Plus Inc.		Équipement de sport	3 321,76 $
	1500925	11-05-21	Les Installations Sportives Agora Inc.		Réparation/Entretien - Equipement de sport et terrain de jeux	7 201,09 $
	1466484	11-24-21	Location Sauvageau Inc		Location - Automobile, camionnette et fourgonnett	4 757,20 $
	1503461	11-19-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	4 944,91 $
	1503464	11-19-21	Produits Sany		Distributeur de produit nettoyan	4 832,02 $
	1503665	11-22-21	Produtech Plus Inc.		Accessoires et fournitures de décoration	6 168,02 $
	1503666	11-22-21	Produtech Plus Inc.		Accessoires et fournitures de décoration	503,94 $
	1500979	11-05-21	Société Environnementale Côte-Des-Neiges		Service - Installation, gestion, entretien	4 565,66 $
	1504233	11-24-21	Tenaquip Limited		Articles, accessoires et équipement de bureau	6 266,44 $
						64 386,46 $
Trottier, Pascal	1503824	11-23-21	Ceriu		Frais - Inscription pour colloque	1 154,86 $
	1504307	11-25-21	École Nationale D'Administration Publique		Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel	1 100,00 $
						2 254,86 $
Turnblom, Sylvain	1502958	11-17-21	Albert Viau Division Emco Corporation		Produits électriques	1 392,29 $
	1503841	11-23-21	Bf-Tech Inc.		Produits de branchement	1 055,45 $
	1503960	11-23-21	Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc		Agrégat ensaché	860,59 $
	1504353	11-25-21	Services Sauvetage Technique Inc		Fournitures et matériel médica	2 115,50 $
	1501816	11-10-21	SPI Santé Sécurité Inc.		Équipement de protection	585,20 $
	1500824	11-04-21	St-Germain Égouts Et Aqueducs Inc.	1277188	Produits de branchement	4 312,47 $
						10 321,50 $
TOTAL						**458 360,26 $**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Liste des bons de commandes approuvés pour le mois de décembre 2021

Approbateur	Numéro bon commande	Date 'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Description	Montant de l'engagement
Baudin, Cyril	1506212	12-08-21	Clean Harbors Québec Inc		Service - Traitement/valorisation de matières dangereuses	5 870,90 $
	1507698	12-13-21	Clifford Underwood Hydraulique Ltée.		Équipement - Véhicule et appareil	3 622,07 $
	1508513	12-16-21	Clôture Sécur		Clôture, barricade	5 958,04 $
	1507568	12-13-21	Entretien Mana Inc.	1302198	Service - Entretien d'immeuble	4 688,43 $
	1488644	12-10-21	Lave Auto 88 Inc.		Service - Lavage de véhicules	2 047,25 $
	1507013	12-09-21	Machinerie Plus Ltée		Réparation/Entretien - Machine et équipement de construction	3 762,58 $
	1454821	12-08-21	Multi-Pressions L.C. Inc.		Réparation/Entretien - Appareil d'entretien	1 049,87 $
	1507596	12-13-21	Regard Sécurité		Accessoires vestimentaires	200,00 $
						27 199,14 $
Bédard, Lucie	1509290	12-22-21	Northern Micro		Ordinateurs et accessoires	4 015,77 $
	1493897	12-08-21	Paquette & Associés, Huissiers De Justice S.E.N.C.R.L.		Huissier de justice	12 684,59 $
						16 700,36 $
Boutin, Pierre	1450287	12-16-21	Enviroservices Inc	1408088	Service - Analyse et essai en laboratoire	2 624,69 $
	1466291	12-20-21	La Compagnie De Location D'Autos Enterprise Canada.		Location - Automobile, camionnette et fourgonnette	2 309,72 $
	1497601	12-20-21	La Compagnie De Location D'Autos Enterprise Canada.		Location - Automobile, camionnette et fourgonnette	1 102,37 $
						6 036,78 $
Brousseau, Hélène	1508631	12-17-21	Addison Électronique Montréal		Ordinateur et accessoire	691,28 $
						691,28 $
Chamberot, Robert	1506195	12-06-21	Brault & Bouthillier Ltée		Matériel pour loisir, jeu	389,86 $
	1494300	12-14-21	Compugen Inc.	1469292	Ordinateur et accessoire	886,30 $
	1506445	12-07-21		1469292	Ordinateur et accessoire	1 045,50 $
	1506477	12-07-21		1469292	Ordinateur et accessoire	1 171,51 $
	1507390	12-10-21	Groupe Archambault Inc.		Matériel pour loisir, jeu	683,58 $
	1506839	12-08-21	Magasins Best Buy Ltée		Appareil électronique	504,97 $
	1508309	12-16-21	R.M. Leduc & Cie Inc.		Articles, accessoires et équipement de bureau	2 815,77 $
	1508497	12-16-21	R.M. Leduc & Cie Inc.		Articles, accessoires et équipement de bureau	477,79 $
						7 975,28 $

Cousineau, Simon	1508054	12-15-21	Addison Électronique Montréal		Composante électronique	151,06 $
	1505807	12-03-21	Dufresne Standard & Special Inc.		Matériel de fixation, clou, vis	248,82 $
	1506202	12-06-21	Entreprises Forlini		Vêtements de travail	516,59 $
	1508484	12-16-21	Entreprises Forlini		Accessoires vestimentaires	104,94 $
	1505971	12-03-21	Produits Sany	1048199	Distributeur de produit nettoyant	144,46 $
	1508625	12-17-21	Produits Sany	1048199	Produits d'hygiène corporelle	363,31 $
	1508634	12-17-21	Tenaquip Limited		Articles, accessoires et équipement de bureau	203,15 $
						1 732,33 $
Desjardins, Steve	1507989	12-14-21	Compugen Inc.		Ordinateur et accessoire	2 607,31 $
						2 607,31 $
Gaudreault, Guylaine	1477391	12-17-21	Édifice 5160 Décarie Inc.		Frais - Transport en commun, taxi, stationnement	265,62 $
	1506234	12-06-21	Geomog Inc.		Arpenteur-géomètre	5 228,38 $
	1505356	12-01-21	Solotech Inc		Appareil électronique	552,23 $
	1492712	12-15-21	Totalmed Solutions Santé Inc.		Médecin	5 564,34 $
						11 610,57 $
Gaudreault, Sonia	1507411	12-10-21	Conceptions Snotech Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	22 708,79 $
	1501795	12-08-21	De Grace Technologie		Entrepreneur en intercommunication, téléphonie et surveillance	10 818,96 $
	1502999	12-14-21	Groupe De Sécurité Garda	1268954	Service - Agence de sécurité, gardiennage	19 976,81 $
	1453574	12-17-21	La Compagnie De Location D'Autos Enterprise Canada.		Location - Automobile, camionnette et fourgonnette	12 388,53 $
	1507185	12-09-21	Les Installations Sportives Agora Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux	12 565,95 $
						78 459,04 $
Gauthier, Stéphane	1502129	12-08-21	Machines à Coudre Pénélope		Articles, accessoires et équipement de bureau	608,92 $
						608,92 $
Hardy, Danielle	1508187	12-15-21	Logikergo		Médecin	3 194,77 $
	1505910	12-03-21	Médigestal Inc.		Conseiller en santé et sécurité	1 574,81 $
						4 769,58 $
Hooper, Chantal	1458169	12-17-21	Apsam Association Paritaire Santé & Sécurité Affaires Municipales		Service - Formation en développement organisationnel et technique	700,00 $
	1507261	12-10-21	Aqua-Mécanique Inc.		Outil pneumatique	4 889,68 $
	1507291	12-10-21	Drain M.P.R.		Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites	6 299,25 $
	1507430	12-10-21	Entreprises Forlini		Vêtements de travail	484,79 $
	1509100	12-21-21	Les Consultants Verret Inc.		Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel	1 892,40 $
						14 266,12 $

Limperis, Apostolos Mario	1505989	12-03-21	Aquatechno Spécialistes Aquatiques Inc.		Traitement de l'eau	503,94 $
	1479705	12-14-21	Boo! Design Inc.		Service - Impression	241,48 $
	1505832	12-03-21	Produits Sany	1048199	Distributeur de produit nettoyant	298,06 $
	1506828	12-08-21	Produits Sany	1048199	Produits d'entretien ménager	353,42 $
	1506848	12-08-21	Produits Sany	1048199	Distributeur de produit nettoyant	637,86 $
						2 034,76 $
Plante, Stéphane	1508573	12-17-21	Accès Décor.Com		Décors lumineux	5 774,31 $
	1505898	12-21-21	Duoson Multimédia Inc		Service - Production multimédia	6 632,69 $
	1469704	12-02-21	Fnx-Innov Inc.		Service - Analyse et essai en laboratoire	419,95 $
	1505340	12-01-21	Infravert		Réaménagement de la terrasse de la Place Guy-Viau	11 391,41 $
	1508340	12-16-21	Pierre Alarie		Service - Déblaiement, chargement, transport de la neige et épandage d'abrasif (Contrat)	4 000,00 $
	1508329	12-16-21	Rejean Beaudry		Service - Déblaiement, chargement, transport de la neige et épandage d'abrasif (Contrat)	4 000,00 $
	1509111	12-21-21	Rotisserie St-Hubert		Achat de 220 cartes cadeau de 25$ - reconnaissance cols bleus - pandémie	5 500,00 $
	1506095	12-06-21	Société Environnementale Côte-Des-Neiges		Service - Entreposage	712,87 $
	1454429	12-17-21	Tabasko Communications Inc.		Service - Infographie, graphisme	1 102,37 $
	1508601	12-17-21	Tessier Récréo-Parc Inc.		Ingénieur civil - Structure de bâtiment	4 446,22 $
						43 979,82 $
Poliseno, Martin	1507849	12-14-21	Dufresne Standard & Spécial Inc.		Matériel de fixation, clou, vis	376,38 $
	1505818	12-03-21	Ferronnerie Bronx		Outils manuels	278,48 $
	1506760	12-08-21	Ferronnerie Bronx		Accessoires de charpente et de clôture	1 316,54 $
	1508064	12-15-21	Inolec		Huile, graisse et lubrifiant	462,62 $
	1505888	12-03-21	Jean Guglia & Fils Enr.		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	319,64 $
	1505834	12-03-21	Novafor Équipement Inc.		Équipement contre les chutes	453,76 $
	1505873	12-03-21	Novafor Équipement Inc.		Équipement contre les chutes	1 702,19 $
	1506103	12-06-21	Novafor Équipement Inc.		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	285,46 $
	1508612	12-17-21	Novafor Équipement Inc.		Équipement sécurité	661,54 $
	1505786	12-03-21	Outillages Express		Outils manuels	612,97 $
	1506141	12-06-21	Outillages Express		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	279,69 $
	1506153	12-06-21	Produits Sany	1048199	Équipement d'entretien manuel	119,69 $
	1508020	12-14-21	Produits Sany	1048199	Produits de papier	245,07 $
	1508581	12-17-21	Signel Services Inc		Signalisation routière	552,32 $
	1507859	12-14-21	Tenaquip Limited		Mobilier pour espace public et jardin	620,31 $
	1507899	12-14-21	Tenaquip Limited		Fournitures et matériel médical	601,12 $
						8 887,78 $

Rico, Roseline	1507677	12-13-21	Boo! Design Inc.		Service - Impression	4 262,50 $
	1508509	12-16-21	Boo! Design Inc.		Service - Impression	3 322,86 $
	1505695	12-02-21	Café Liegeois Canada Inc.		Électroménager	2 924,36 $
	1506203	12-06-21	De Grace Technologie		Entrepreneur en intercommunication, téléphonie et surveillance	1 469,82 $
	1507679	12-13-21	Groupe Api Inc.		Bureau (Mobilier autoportant)	2 138,21 $
	1506842	12-08-21	Groupe Icible Inc.		Service - Impression	8 923,94 $
	1508511	12-16-21	Groupe Icible Inc.		Scanneurs pour la lecture des codes QR de laissez-passer	5 575,89 $
	1457617	12-22-21	Lamcom Technologies Inc.		Service - Impression	2 670,00 $
	1501794	12-14-21	Location Sauvageau Inc.		Carburant (essence, diesel, kérosène)	23,33 $
	1504916	12-20-21	Location Sauvageau Inc.		Carburant (essence, diesel, kérosène)	37,22 $
	1507674	12-13-21	Magasins Best Buy Ltée		Appareil électronique	1 786,44 $
	1508929	12-20-21	Monsieur Macarons Inc.		Appareil électronique	799,69 $
	1508503	12-16-21	Mtl Bboying		Service - Formation, animation d'atelier	5 000,00 $
	1506479	12-07-21	Prisma-Scène Inc.		Réparation/Entretien - Équipement de scène	3 391,10 $
	1452908	12-01-21	R.M. Leduc & Cie Inc.		Articles, accessoires et équipement de bureau	5 325,09 $
	1497574	12-14-21	Solotech Inc		Service - Transport de colis (Frais de transport)	21,00 $
						47 671,45 $
Stingaciu, Irinel-Maria	1452892	12-02-21	Biblio Rpl Lée		Articles de papeterie	2 660,12 $
						2 660,12 $
St-Laurent, Sonia	1502486	12-13-21	Aquam Specialiste Aquatique Inc.		Accessoires de sport	411,72 $
	1454595	12-14-21	Cimco Réfrigération		Entrepreneur en réfrigération	2 004,01 $
	1481578	12-20-21	Lavo		Traitement de l'eau	391,08 $
	1452280	12-21-21	Telus Communications Inc.	1408829	Appareil de communication	15 748,12 $
						18 554,93 $
Trottier, Pascal	1508569	12-17-21	Compugen Inc.		Ordinateur et accessoire	776,91 $
	1507433	12-10-21	Montréal Stencil Inc		Articles, accessoires et équipement de bureau	23,94 $
						800,85 $
Turnblom, Sylvain	1503256	12-20-21	Acklands - Grainger Inc.		Équipement contre les chutes	826,78 $
	1506813	12-08-21	Équipements Pro Béton		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	304,46 $
	1508505	12-16-21	Inolec		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	292,35 $
	1483062	12-14-21	Location Gamma Inc.		Outils électriques	2 975,34 $
	1508626	12-17-21	Location Gamma Inc.		Accessoires et pièces de remplacement pour outil	588,98 $
	1449145	12-06-21	Regard Sécurité	1255847	Équipement de protection	89,00 $
	1505451	12-01-21	Tech Vac Environnement Inc.		Service - Machinerie avec opérateur	1 301,01 $
	1507552	12-13-21	Tech Vac Environnement Inc.		Service - Machinerie avec opérateur	1 286,10 $
						7 664,02 $
TOTAL						**304 910,44 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1229060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

IL EST RECOMMANDÉ:
De déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:26

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229060001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice financier 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $, comme prévu à l'article 477.6 de la Loi sur les cités et villes pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1). Au plus tard le 31 janvier, la liste sera publiée sur le site Internet de l'Arrondissement. Cette liste indique le nombre de cocontractants, le montant de la contrepartie et l'objet du contrat.
L'arrondissement publie également, en permanence sur son site Internet, une mention concernant la publication visée au premier alinéa et un hyperlien permettant d'accéder à la liste prévue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 170028 : Déposer la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours du dernier exercice financier complet précédent avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Le dépôt de la liste des contrats de l'Arrondissement ne découle pas des orientations édictées dans la planification stratégique Montréal 2030. Il s'agit d'une obligation légale selon les dispositions de la Loi sur les cités et villes et de la Loi sur les contrats des organismes

publics.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion des ressources financières et matérielles

Tél : (514) 868-3230
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-24

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : (438) 920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229060001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2021 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.



LISTE_DES_CONTRATS_CDN-NDG_2021_Vfinale.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion des ressources financières et matérielles

Tél : (514) 868-3230
Télécop. :

CDN DG

attachant

DU 1ER JANVIER
AU 31 DÉCEMBRE 2021

LISTE DES CONTRATS

de 2 000 $ et plus totalisant plus de 25 000 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
À DEUX MAINS INC.	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de loisirs - J2000 »	61 033,60 $
A.M. DÉMOLITION INC.	Contrat pour la démolition et la décontamination du bâtiment situé au 5010, rue Paré	544 192,93 $
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES	Reconstruction du kiosque pour le tennis au parc Martin-Luther-King	23 799,83 $
	Contrat de services professionnels pour le réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du Centre Le Manoir	303 521,82 $
	Contrat de services professionnels afin de préparer les plans et devis pour la démolition du 5010, rue Paré	34 492,49 $
	Contrat de services professionnels pour le projet d'aménagement du nouveau parc Elie-Wiesel	356 997,38 $
ARBO-DESIGN INC.	Services d'élagage, d'enlèvement de branches et d'extraction de troncs d'arbres	30 690,24 $
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	Contrat pour des travaux d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec	303 314,24 $
ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE CÔTE-DES-NEIGES	Convention de contribution financière dans le cadre du programme « Animation d'un centre communautaire » se terminant le 31 décembre 2021	45 410,00 $
	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables »	14 655,00 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire au Pavillon Nelson-Mandela et au Centre Appleton	55 654,99 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour » pour *Marcus Garvey All-star day camp 2021*	20 452,00 $
ASSOCIATION DE SOCCER DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Soutien financier spécial non récurrent dans le cadre de la réalisation des activités sportives dans le contexte de la COVID-19	29 770,00 $
ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT JEUNESSE DE LOYOLA	Convention de contribution financière pour le programme « Animation de loisirs »	64 862,27 $
BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet « Heure du conte inclusive avec interprétation »	2 292,00 $
	Contribution financière pour le projet d'activités de sensibilisation communautaire du 2 mai 2021 au 30 avril 2022	30 000,00 $
BIGIS EXPERT CONSEILS INC.	Services professionnels en structure pour le projet de remplacement de la génératrice et pour l'installation d'un compteur d'eau dans la bibliothèque et la maison de la culture Côte-des-Neiges	28 229,23 $
BOO! DESIGN INC.	Service de graphisme pour divers projets	22 995,00 $
	Conception, impression et installation de panneaux dans le cadre du projet de modernisation de l'affichage dans les parcs	6 243,14 $
	Ramassage des anciens panneaux et installation de nouveaux panneaux de règlements des parcs à chiens	3 225,04 $
	Service de graphisme pour divers projets	11 497,50 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
	Conception, impression et installation de panneaux dans le cadre du projet de modernisation de l'affichage dans les parcs	17 729,15 $
	Conception graphique des cartons du projet de la famille pour la maison de la culture Côte-des-Neiges	8 404,68 $
	Service d'impression pour la maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce	4 719,73 $
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	Contrat de gré à gré pour des services professionnels dans le cadre du projet de mise aux normes du système de vidéosurveillance de la cour de voirie de Darlington	29 749,79 $
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. Entente 1411709	Service de location d'équipements avec opérateurs pour le nettoyage des trottoirs pour l'année 2021	37 524,39 $
CAN-EXPLORE INC.	Contrat de gré à gré pour l'inspection par caméra de conduites d'égout existantes dans le cadre du remplacement des entrées de service d'eau en plomb	38 358,16 $
CARGILL SEL SÉCURITÉ ROUTIÈRE Entente 1429652	Fourniture additionnelle de sel de déglaçage des chaussées pour la saison hivernale 2020-2021	494 158,91 $
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE CÔTE-DES-NEIGES (CJECDN)	Contribution financière pour la réalisation d'activités liées à la concertation jeunesse pour l'année 2021	10 226,13 $
	Contrat de services d'entretien de mobilier urbain	17 000,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation d'un centre communautaire »	118 475,00 $
	Entente de service pour la gestion de l'entretien sanitaire	109 245,00 $
	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet « Heure du conte inclusive avec interprétation »	11 659,00 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire afin de permettre un accès aux citoyens aux installations du Centre communautaire Saint-Raymond	142 383,02 $
	Convention de contribution pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour »	25 565,00 $
	Convention de service de gestion et d'entretien pour le Pavillon Saidye-Bronfman	28 219,00 $
	Convention de contribution financière dans le cadre du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans » et dans le cadre de l'Entente avec le MIFI pour l'accueil et l'intégration des immigrants	9 669,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE MONKLAND	Convention de service de gré à gré pour la gestion du Centre communautaire Monkland	76 852,43 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de loisirs » dans le Centre communautaire Mountain Sights	30 938,00 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion du Pavillon de la Savane	55 654,99 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Mountain Sights 2021	20 452,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE INC.	Contribution financière dans le cadre du programme « Animation en loisirs »	30 000,00 $
CENTRE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES CÔTE-DES-NEIGES	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire au Centre de ressources communautaire de Côte-des-Neiges et au Centre communautaire Abe-Limonchick	155 574,52 $
CENTRE D'ÉCOLOGIE URBAINE DE MONTRÉAL	Contrat de gré à gré afin d'accompagner l'arrondissement dans la démarche de participation citoyenne, dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Jean-Brillant	42 113,18 $
CIMA+ S.E.N.C.	Services professionnels en ingénierie civile	7 818,30 $
	Services professionnels pour les projets de rénovation du Centre sportif Notre-Dame-de-Grâce	22 022,17 $
	Services professionnels pour de l'expertise sur le bassin d'équilibre du Centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce	6 783,53 $
	Services professionnels en ingénierie pour le projet de construction de dalles de béton à la cour de voirie de Darlington	3 029,59 $
CIMAISE INC.	Contrat de services professionnels pour des réaménagements, des rénovations et pour la construction d'un jeu d'eau au parc Coffee	265 434,74 $
	Contrat de services professionnels pour la construction d'une pataugeoire et pour des rénovations du chalet au parc Jean-Brillant	522 207,84 $
CLÔTURE SÉCUR	Réparation de clôtures des parcs Martin-Luther-King et Gilbert-Layton	4 024,12 $
	Contrat pour l'installation de clôtures au parc du YMCA	23 460,65 $
	Contrat pour l'installation d'une clôture au parc Hillsdale-Wilderton	2 673,17 $
	Réparation de la clôture du parc Benny	3 564,23 $
	Réparation de la clôture du parc Loyola	10 060,31 $
	Contrat pour la réparation de la passerelle entre la cour de voirie et la section du garage à la cour de voirie de Madison	6 524,83 $
CLUB DE PLEIN AIR NDG	Contribution financière pour le programme « Animation en loisirs »	42 949,73 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
COMITÉ JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation d'un centre communautaire » pour le Centre communautaire Walkley (2021)	53 239,00 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation d'un centre communautaire » pour le Centre communautaire Saint-Raymond (2021)	53 239,00 $
	Convention de services visant la réalisation du projet « Gestion administrative et soutien » pour l'offre de soutien administratif et financier de plusieurs OSBL reconnus par l'arrondissement	255 720,56 $
	Entente de service pour la gestion de l'entretien sanitaire du Centre communautaire Saint-Raymond	44 949,48 $
	Entente de service pour la gestion de l'entretien sanitaire du Centre communautaire Walkley	29 692,29 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire afin de permettre un accès aux citoyens aux installations du Centre communautaire Walkley	81 932,42 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire afin de permettre un accès aux citoyens aux installations du Centre communautaire Saint-Raymond	117 818,64 $
	Soutien financier spécial non récurrent dans le cadre du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Notre-Dame-de-Grâce	19 366,00 $
	Soutien financier spécial non récurrent dans le cadre du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Patricia	12 084,00 $
	Soutien financier spécial non récurrent dans le cadre du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Saint-Raymond	14 082,00 $
	Soutien financier spécial non récurrent dans le cadre du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Walkley	20 452,00 $
COMPASS MINERALS CANADA CORP. Ententes 1498784	Achat de sel de déglaçage (hiver 2022)	267 431,85 $
COMPUGEN INC. Entente 1410852, 1469292	Achat de 13 licences de la suite Office 365 pour l'équipe de la Division des ressources financières, matérielles et informationnelles	2 497,30 $
	Acquisition d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil pour le chef de section de la Section sports, loisirs et développement social	2 894,54 $
	Acquisition d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil pour un agent de recherche de la Division des permis et des inspections	2 855,34 $
	Acquisition d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil pour la personne responsable du dépistage de fuites d'eau	3 625,03 $
	Acquisition de cinq ordinateurs portables et des stations d'accueil	7 114,60 $
	Acquisition de deux ordinateurs portables et de trois stations d'accueil pour la Division des ressources humaines	3 227,92 $
	Acquisition d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil pour la Division des études techniques	3 001,77 $
	Acquisition de trois ordinateurs portables et trois stations d'accueil pour la Division des ressources financières, matérielles et informationnelles	3 911,18 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
	Acquisition d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil pour la Section de la voirie	3 001,77 $
	Acquisition de cinq ordinateurs portables pour le Fab lab de la bibliothèque Benny	12 705,83 $
CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE INC.	Contribution financière pour le soutien à l'organisation d'activités favorisant l'inclusion, la participation et le développement des résidents de Côte-des-Neiges	43 000,00 $
	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet « Heure du conte inclusive avec interprétation »	33 729,00 $
	Contribution financière pour la réalisation du projet « Intervention de milieu auprès des aînés vulnérables vivant dans les logements sociaux »	35 000,00 $
	Contrat de services professionnels en expertise de génie électrique et mécanique pour le Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	16 725,00 $
CONSTRUCTION DJL INC. Entente 1338038, 1339665	Achats de différents types d'asphalte d'été	139 892,54 $
	Achat d'asphalte CH-10 (1er décembre 2020 au 31 mars 2021)	29 428,42 $
	Achat d'asphalte CH-10 (1er décembre 2021 au 31 mars 2022)	13 797,00 $
CONSTRUCTION PIRAVIC INC.	Travaux de réfection de la surface amortissante en copeaux de bois du parc Nelson-Mandela	17 976,34 $
	Travaux de réfection de la surface amortissante en copeaux de bois du parc Trenholme	24 858,08 $
	Travaux de réfection de la surface amortissante en copeaux de bois du parc Gilbert-Layton	33 085,21 $
	Travaux de nettoyage et réparations de l'aire de jeux de sable au parc William-Bowie	10 232,60 $
	Enlèvement de la clôture et réparation des surfaces de gazon, entretien et nettoyage au parc Benny	14 969,98 $
	Diverses réparations mineures au parc William-Hurst	4 484,03 $
CONSTRUCTION URBEX INC.	Contrat pour l'aménagement d'un parc à chiens au parc Georges-Saint-Pierre	176 104,36 $
	Contrat pour l'aménagement d'un parc à chiens au parc Loyola	179 931,80 $
	Contrat pour l'aménagement d'un sentier au parc Georges-Saint-Pierre	243 366,86 $
CONSTRUCTION VIATEK INC.	Contrat pour le réaménagement, la construction de saillies et d'intersections surélevées près du CHU Sainte-Justine	472 019,23 $
	Contrat pour le réaménagement, la construction de saillies et d'intersections surélevées près du CHU Sainte-Justine	168 863,74 $
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES	Contribution financière pour le soutien à l'organisation d'activités favorisant l'inclusion, la participation et le développement des résidents de Côte-des-Neiges	55 000,00 $
	Contribution financière dans le cadre de la Politique de l'enfant 2021 « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » pour le projet « Halte-garderie mobile »	49 586,00 $
	Contribution financière pour le projet de concertation et d'animation des ateliers Namur-Hippodrome	70 000,00 $
	Contribution financière pour réaliser la mission de la Table de quartier conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local	16 725,00 $
	Contribution financière pour la réalisation du projet « Comité des résidents pour l'habitation de Côte-des-Neiges »	62 160,00 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
CREUSAGE RL	Contrat pour les services d'excavation pneumatique	160 965,00 $
CYCLO NORD SUD	Convention de contribution financière pour la réalisation du projet « Vélorution »	98 280,00 $
	Convention de contribution financière pour le soutien au programme « Petites roues »	2 195,00 $
DE SOUSA	Contrat pour la reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections, et de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb associés	531 362,70 $
	Contrat pour la reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique des intersections, et de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb associés	63 589,77 $
	Contrat pour la reconstruction de trottoirs, de réaménagement géométrique, de remplacement des entrées de service en plomb associés	3 476 551,96 $
	Contrat pour la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilité publique	789 789,03 $
DEL INNOVATION DESIGN INC.	Acquisition d'éléments d'éclairage pour le terrain de soccer au parc Martin-Luther-King	111 773,23 $
	Acquisition d'éléments d'éclairage pour le terrain de basket-ball au parc Martin-Luther-King	95 860,41 $
DEMIX AGRÉGAT Entente 1382085	Achat d'abrasif pour la saison 2020-2021	20 500,30 $
	Achat d'abrasif pour la saison 2021-2022	34 768,44 $
DEMIX BÉTON Entente 1340657, 1479641, 1479642	Achat de béton pré-mélangé	265 639,42 $
DÉNEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC. Entente 1411739	Service de location d'équipements avec opérateurs pour le nettoyage des trottoirs	73 718,87 $
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG	Contribution financière dans le cadre du programme « Animation de jardins communautaires » dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2021	23 001,17 $
	Gestion des renouvellements, des inscriptions et des listes d'attentes des jardins communautaires de Notre-Dame-de-Grâce en 2021	5 000,00 $
DÉVELOTECH INC.	Achat de balises centrales	22 995,00 $
	Achat de balises pour pistes cyclables Cyclo-Zone	22 995,00 $
DISTRIBUTEUR TAPICO LTÉE	Travaux de réfection du revêtement de plancher de la cafétéria à la cour de voirie de Madison	30 410,89 $
DUOSON MULTIMEDIA INC.	Webdiffusion des séances du conseil d'arrondissement	36 979,70 $
EBI ENVIROTECH INC. Entente 142125	Contrat de nettoyage des chambres de vannes	87 918,60 $
ÉDIFICE 5160 DECARIE INC.	Paiement de stationnements pour l'édifice administratif au 5160 Décarie, comme stipulé au bail	35 349,06 $
ÉMONDAGE SBP	Contrat pour des travaux d'essouchement	183 528,84 $
ENTRETIEN MANA INC. Entente 1302198	Contrat pour les services d'entretien ménager des bureaux administratifs situés au 2ème et 3ème étage du 2140, avenue Madison pour l'année 2021	48 371,45 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
FNX-INNOV INC.	Conception de réaménagement géométrique de l'intersection de l'avenue Coronation et du chemin de la Côte-Saint-Luc munie de feux de circulation	21 254,28 $
	Préparation de plans et devis pour l'ajout de baies de virage avec du marquage sur boulevard Cavendish	22 995,01 $
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.	Services professionnels pour la caractérisation des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et du plomb pour le projet de réaménagement, de rénovation et de mise aux normes du Centre Le Manoir	28 278,10 $
GROUPE ABF INC.	Contrat pour des travaux de réfection mineures de trottoirs	1 259 690,01 $
GROUPE ABS INC. Entente 1410240	Contrat pour la surveillance environnementale dans le cadre du projet de construction d'un nouvel égout sur l'avenue Isabella	17 249,24 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet RESEP-2-2021	73 581,07 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet RMTUP-2021	32 028,87 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet PRR-2021	46 526,34 $
	Contrat pour la surveillance environnementale de l'excavation lors des travaux de réhabilitation pour le 5010, rue Paré	1 598,15 $
	Services professionnels pour la surveillance environnementale de l'excavation lors des travaux de réhabilitation pour le 5010, rue Paré	10 682,22 $
	Contrat pour des travaux de carottage dans les chaussées de rues visées par le PRR-1-2022	5 880,97 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet de construction d'égout sur l'avenue Isabella	14 212,33 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre de travaux de construction de dos d'âne sur divers tronçons de routes	19 464,81 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet RESEP-1-2021	85 707,77 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet de déminéralisation	18 760,68 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet de réaménagement, de la construction de saillies et d'intersections surélevées près du CHU Sainte-Justine	18 568,17 $
	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet de réaménagement, de la construction de saillies et d'intersections surélevées à l'intersection de l'avenue Coronation et du chemin de la Côte-Saint-Luc	19 980,10 $
GROUPE CARBONIC INC.	Services professionnels en mécanique et électricité pour le projet de remplacement de la génératrice et l'installation d'un compteur d'eau dans la bibliothèque et maison de la culture Côte-des-Neiges	49 496,73 $
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC Entente 1268954	Service d'agent de sécurité pour le Bureau d'Accès Montréal - pandémie	22 570,49 $
	Service d'agent de sécurité pour le Bureau d'Accès Montréal - pandémie	26 683,40 $
	Service d'agent de sécurité pour le Bureau d'Accès Montréal - pandémie	24 953,09 $
	Service d'agent de sécurité pour les activités de culture, de sports et de loisirs	21 877,22 $
GROUPE GEYSER INC.	Règlement de la réclamation (portion arrondissement) pour le projet de construction du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce	386 869,79 $
	Règlement de la réclamation (portion ville-centre) pour le projet de construction du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce	1 107 793,58 $
	Règlement de la réclamation pour le projet de construction du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce	334,72 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
GROUPE QUALINET INC.	Service de nettoyage industriel pour le dégât d'eau au 5160, boulevard Décarie	43 104,25 $
GROUPE SANYVAN INC. Entente 1430429, 1503130, 1351878	Travaux d'hydro excavation pour divers adresses de l'arrondissement	42 643,72 $
	Contrat pour les services de nettoyage et de vidange complets de puisards et de chambres de vanne (portion 2021)	156 442,65 $
	Contrat de trois ans pour le nettoyage et l'inspection par caméra des conduites d'égout (portion 2021)	66 340,58 $
	Fin du contrat 2019-2020 pour le nettoyage et l'inspection par caméra des conduites d'égout	101 537,18 $
GROUPE SDM INC. Entente 1443322	Service de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc pour l es arrondissements de Côte-de-Neige-Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont	39 300,52 $
HARDY EXPERT CONSEIL INC.	Remplacer huit unités scellées par des unités scellées en verre trempé et installation d'un film protecteur sur toutes les fenêtres du sous-sol à la bibliothèque de Côte-des-Neige	13 613,50 $
	Services techniques pour le remplacement du verre fissuré sur la rue Botrel et investigation d'infiltration d'eau du côté de la ruelle à la maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce	28 753,87 $
	Remplacement d'une vitre tympan dans la bibliothèque de Notre-Dame-de-Grâce	4 204,64 $
IDÉES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	Contrat de gré à gré pour la fourniture de poubelles de 48 litres	34 205,06 $
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	Service d'impression, notamment du bulletin Le Citoyen	37 075,99 $
INFRAVERT	Contrat pour la construction d'un cyclorama sur la Place Guy-Viau	22 646,86 $
	Fourniture de sept bacs de plantation, deux arches d'entrée et réalisation d'une œuvre d'art pour le projet de la Promenade Jean-Brillant	49 789,29 $
	Construction d'une terrasse urbaine au parc Paul-Doyon	24 682,83 $
	Construction d'une terrasse urbaine au parc Charles-Este	24 800,04 $
	Réaménagement de la terrasse de la Place Guy-Viau	12 475,07 $
INSTITUT FRASER HICKSON MONTRÉAL	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet MinibiblioPlus	35 000,00 $
ISM ART & DESIGN	Contrat de location, d'installation et de désinstallation des décors lumineux hivernaux	45 875,18 $
ITI INC.	Travaux de réfection de la chambre de télécommunication à la bibliothèque de Côte-des-Neiges	26 782,02 $
JEAN-GUY LAVALLÉE	Contrat pour les services des balais aspirateur et mécanique avec opérateur	37 583,03 $
JEUNESSE BENNY	Convention de contribution financière pour le programme « Animation de loisirs »	44 799,63 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour » - Benny camp	25 565,00 $
L. S. M. SON & LUMIÈRES INC.	Équipement de scène pour le Centre culturel de Notre-dame-de-Grâce	12 388,60 $
	Équipement de scène pour la maison de la culture Notre-dame-de-Grâce	19 488,27 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA. (1506794, 1506800, 1506805)	Location annuelle de véhicules pour la Division des sports et loisirs	17 184,35 $
	Location annuelle de véhicules pour la Direction des travaux publics	48 221,82 $
LA SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	Contribution financière pour la réalisation du Projet de corridor écologique Darlington pour la période du 15 mai au 1er décembre 2021	27 000,00 $
	Contribution financière pour la réalisation d'un projet temporaire de verdissement et de plantations sur le site de l'ancien Hippodrome	23 100,00 $
LAFARGE CANADA INC. Entente 1402405	Achat de pierre concassée et pré-mélangée	181 324,33 $
LE GROUPE GENINOV INC.	Contrat de surveillance des travaux dans le cadre du projet RESEP-1	82 327,63 $
	Contrat de surveillance des travaux dans le cadre du projet RESEP-2	80 365,86 $
	Contrat de surveillance des travaux de réaménagement géométrique, de la construction de saillies et d'intersections surélevées près du CHU Sainte-Justine	30 244,17 $
LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL (S.E.N.C.)	Réaménagements et rénovations du chalet des parcs Mackenzie-King, Van-Horne et Somerled	486 785,76 $
LES CONSTRUCTIONS ARGOZY INC.	Travaux de rénovation de la surface amortissante au parc Notre-Dame-de-Grâce	5 133,63 $
	Fourniture, transport et placement de poussière de pierre dans le parc à chiens du parc Trenholme	5 944,21 $
	Diverses réparations au parc Martin-Luther-King et au Centre sportif Notre-Dame-de-Grâce	2 012,06 $
	Contrat pour l'aménagement d'un jardin communautaire au parc YMCA	24 007,68 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc Somerled	37 056,45 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc Coffee	25 477,89 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc Georges-Saint-Pierre	25 658,74 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc Benny	34 956,99 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc Martin-Luther-King	73 480,53 $
	Travaux de réfection des surfaces amortissantes de l'aire de jeu du parc de la Savane	35 374,36 $
	Achat et installation de contreventements au nouveau jardin communautaire du parc YMCA	2 006,31 $
	Contrat pour le nettoyage du site et la réfection des surfaces gazonnées au parc Précieux-Sang	13 003,67 $
	Contrat pour l'agrandissement d'une dalle de béton au kiosque du parc Martin-Luther-King	6 036,19 $
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTÉE	Travaux de réfection de la toiture du chalet du parc Martin-Luther-King	129 754,47 $
LES ENTREPRISES J-C BEAUDET INC.	Contrat de travaux de construction d'un mur antibruit dans le parc Précieux-Sang	49 011,45 $
LES GENS D'AFFAIRES DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Convention de contribution financière dans le cadre du Fonds de dynamisation des artères commerciales	101 143,00 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
LES HABITATIONS POPULAIRES DE PARC EXTENSION (HAPOPEX)	Remboursement des frais d'étude payés en trop pour une demande de permis	48 661,77 $
LES INDUSTRIES POLY INC. Entente 1322302	Service de numérisation pour l'année 2021	27 593,99 $
LES PAVAGES CEKA INC.	Contrat pour la construction d'une nouvelle conduite d'égout sur une section de l'avenue Isabella entre les avenues Macdonald et Clanranald	9 000,00 $
	Contrat pour la construction d'une nouvelle conduite d'égout sur une section de l'avenue Isabella entre les avenues Macdonald et Clanranald	288 874,38 $
	Contrat pour la construction de dos-d'âne sur divers tronçons de rues	420 204,88 $
	Contrat pour des travaux de réaménagement géométrique de l'intersection de l'avenue Coronation et du chemin de la Côte-Saint-Luc	553 904,03 $
LES SERRES RIEL INC.	Contrat de gré à gré pour la production de fleurs annuelles pour la campagne d'embellissement en 2021	32 974,69 $
LES SERVICES EXP INC.	Conception d'un couvercle de chambre électrique pour le projet de réaménagement du parc de la Savane	2 184,53 $
	Services professionnels pour l'assistance à la mise en service au Centre Le Manoir	39 378,94 $
LES YMCA DU QUÉBEC	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet C-Vert	12 500,00 $
	Contribution financière dans le cadre du programme PALÎM visant à aider des personnes vivant avec des limitations fonctionnelles	2 487,00 $
	Contribution financière ponctuelle pour la réalisation d'une programmation en animation de loisirs - Jeunesse et aînés	20 000,00 $
LOCATION GUAY Entente 1421578	Contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, incluant l'entretien et les accessoires, pour la plantation d'arbres et l'entretien des parcs de l'arrondissement	126 526,42 $
	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont	72 347,03 $
LOCATION LORDBEC INC.	Travaux de réparation de fuite d'eau et de la dalle d'une adresse spécifique de l'arrondissement	17 719,04 $
	Travaux de réparation de divers drains privés dans l'arrondissement	41 405,80 $
	Travaux de réparation de branchement d'égout résidentiel	21 592,31 $
LOCATION SAUVAGEAU INC.	Location annuelle de véhicules pour la Division des sports et loisirs	9 713,09 $
	Location annuelle de véhicules pour la Direction des travaux publics (Division des études techniques)	17 587,48 $
	Location annuelle de véhicules pour la Division des sports et loisirs	5 771,23 $
	Location annuelle de véhicules pour la Direction des travaux publics (Division des parcs)	13 900,48 $
	Location annuelle de véhicules pour les activités hors-les-murs de la Division de la culture et des bibliothèques	5 722,83 $
LOISELLE INC. Entente 1399671, 1402167	Traitement et valorisation des sols contaminés de type BC	59 135,08 $
	Traitement et valorisation des sols contaminés de type AB	141 419,25 $
LOISIRS SOLEIL INC.	Contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour »	25 565,00 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Conventions de service pour trois ans pour l'entretien sanitaire, l'accueil et la surveillance du Centre sportif Côte-des-Neiges, du Centre sportif Notre-Dame-de-Grâce, du Centre Trenholme, du Centre sportif Westhill et de certains plateaux sportifs du Collège Jean-de-Brébeuf	927 079,03 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation d'un centre sportif »	1 169 844,86 $
	Convention de contribution pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Simonne-Monet	10 518,00 $
	Convention de service pour l'accueil et la surveillance du Pavillion Notre-Dame-de-Grâce	34 492,50 $
LUMISOLUTION INC.	Acquisition d'éléments d'éclairage pour le terrain de baseball au parc Martin-Luther-King	140 702,53 $
MAISON DES JEUNES CÔTE-DES-NEIGES INC.	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Soutien à la réalisation d'activités de loisirs »	28 633,15 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Maison des jeunes »	22 292,94 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de loisirs - J2000 »	63 463,33 $
MATÉRIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTÉE Entente 1416351, 1468667, 1468688	Acquisition de fournitures horticoles diverses	59,228,92 $
MEUBLES DE PATIO RICHARD CHAMPAGNE ET LES PRODUITS NORD-SUD	Projet de halte et ajout de mobilier urbain pour la Place Guy-Viau	12 479,39 $
	Projet de halte et ajout de mobilier urbain pour la parc Charles-Este et le parc Paul-Doyon	22 445,42 $
	Achat de chaises Adirondack Replast pour les divers parcs	7 680,33 $
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.	Offre de services professionnels d'analyse et de gestion des dossiers CNESST	25 123,70 $
MULTI-SURFACES - F. GIGUÈRE INC.	Mise à niveau des terrains de balle au parc Loyola	43 612,32 $
	Mise à niveau de la piste d'athlétisme au parc de la Confédération	38 328,19 $
	Réparation du gazon du terrain de soccer au parc de la Confédération	6 887,29 $
NCL ENVIROTEK INC.	Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols pour l'aménagement du parc Elie-Wiesel	28 559,79 $
	Étude géotechnique et caractérisation environnementale pour l'aménagement du parc Gilbert-Layton	6 869,76 $
NI PRODUITS INC.	Achat d'îlots de déchets, de recyclage et de résidus alimentaires	44 181,07 $
NOTRE-DAME-DES-ARTS	Contribution financière pour la réalisation du projet « Les amis du parc Notre-Dame-de-Grâce »	17 000,00 $
	Contribution financière pour la réalisation du Festival « La semaine des arts » dans Notre-Dame-de-Grâce	18 000,00 $
OBURO	Achat de mobiliers pour la bibliothèque de Côte-des-Neiges	24 572,11 $
	Achat de casiers pour le partage de bureaux au 6e étage au 5160, boulevard Décarie	20 924,38 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
P2K MONTRÉAL	Ajustement et réparation complète des regards et puisards	**48 289,49 $**
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R. L.	Différents contrats à l'unité pour huissiers de justice	**71 300,60 $**
PARENTS ENGAGÉS POUR LA PETITE ENFANCE	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables » pour le projet « Favoriser l'alphabétisation précoce par le jeu »	**25 379,00 $**
PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC. Entente 1438947	Évaluation de la valeur marchande de terrains	**48 232,02 $**
PÉPINIÈRE ABBOTSFORD INC.	Achat d'arbres pour des plantations dans une forêt urbaine 2021	**29 165,71 $**
PÉPINIÈRE ROUGEMONT ENR	Achat d'arbres pour des plantations dans une forêt urbaine 2021	**41 496,77 $**
PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Contribution financière pour la réalisation des activités du plan d'action relié au Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne dans les arrondissements (portion 2021)	**255 959,91 $**
	Peinture des deux conteneurs de Vélorution	**4 700,00 $**
	Contribution financière afin de permettre la création d'une murale sur la façade nord du Centre sportif de Côte-des-Neiges	**20 000,00 $**
	Contribution financière afin de permettre la création d'une murale sur la façade ouest du 6645, avenue Somerled	**10 000,00 $**
	Contribution financière afin de permettre la création d'une murale sur la façade ouest du 5801, chemin Upper-Lachine	**6 000,00 $**
PRODUITS SANY Entente 1048199	Réparation et entretien d'équipement utilisés aux arénas	**3 449,25 $**
	Achat d'un appareil compact pour nettoyer les planchers pour les installations de sports et de loisirs	**5 415,32 $**
	Achat d'une autorécureuse pour les installations de sports et de loisirs	**5 291,69 $**
	Achat d'une machine électrique pour nettoyage de plancher	**3 674,60 $**
	Achat de produits d'entretien pour la Direction des travaux publics (Division des parcs)	**5 000,80 $**
	Achat de sacs à ordures pour les parcs	**5 624,58 $**
R&D ERGO LTD.	Achat de chariots ergonomiques pour la bibliothèque de Côte-des-Neiges	**36 660,78 $**
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	Contrat pour la construction de fosses d'arbres agrandies dans le cadre du projet de déminéralisation	**304 835,41 $**
RAYSIDE LABOSSIERE INC.	Contrat de services professionnels pour la planification des équipements collectifs dans le quartier Namur-Hippodrome	**190 299,98 $**
RDQ CONSTRUCTION INC.	Achat et installation de soixante bacs surélevés pour le nouveau jardin communautaire	**104 857,20 $**
RECY-BÉTON INC. Entente 1476575	Traitement et valorisation de matériaux de béton et asphalte	**34 377,53 $**

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	Contrat pour le remplacement des entrées de service d'eau en plomb et des travaux de réfection de chaussées et trottoirs	4 426,54 $
	Contrat pour des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb et des travaux de réfection de chaussées et de trottoirs - RESEP 1	8 301 438,75 $
	Contrat pour des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb et des travaux de réfection de chaussées et de trottoirs RESEP 2	7 135 219,14 $
SHELLEX GROUPE CONSEIL INC.	Mandat de services professionnels en surveillance de travaux dans le cadre du projet de construction d'une nouvelle conduite d'égout sur une section du tronçon de l'avenue Isabella entre les avenues Macdonald et Clanranald	47 703,13 $
SIGMUM INC.	Soutien à la rédaction, au suivi et à l'évaluation du Plan d'alignement stratégique 2030	44 265,38 $
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	Service de messagerie et de poste	36 637,55 $
	Service de messagerie et courrier de quartier	12 647,25 $
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES	Contribution financière pour l'année 2021	60 000,00 $
SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL (SHDM)	Contrat pour la réalisation d'un mandat d'évaluation de la faisabilité d'un projet mixte de développement sur le site de l'ancien Théâtre Empress	250 000,00 $
SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE CÔTE-DES-NEIGES	Convention de contribution financière dans le cadre du programme « Animation de jardins communautaires » pour le quartier de Côte-des-Neiges	23 001,17 $
	Convention de service visant une gestion humanitaire et environnementale des biens disposés en bordure de rue lors d'évictions	134 520,75 $
	Contrat de service pour le programme « Éco-Quartier » 2021	381 179,50 $
	Convention de subvention pour la gestion des produits d'hygiène féminine durables	15 372,65 $
	Contrat de gré à gré pour des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation dans le cadre de l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de neuf logements et plus	113 162,99 $
	Projet de contrôle de l'herbe à poux 2021	35 000,00 $
	Programme de subvention de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.	19 800,00 $
	Contrat de gestion des inscriptions pour les jardins communautaires de Côte-des-Neiges	5 000,00 $
	Implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les industries, les commerces, et les institutions	14 463,29 $
SOCIÉTÉ POUR LA PRÉVENTION DE LA CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX (S.P.C.A)	Service de contrôle animalier - solde paiement 2020	18 802,00 $
	Service de contrôle animalier, année 2021	188 880,65 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUÉBEC INC.	Contrat en gré à gré pour les services d'enlèvement de graffitis sur le domaine privé et public	44 121,86 $
ST-GERMAIN ÉGOUTS ET AQUEDUCS INC. Entente 1277188	Achat de pièces diverses pour l'aqueduc	48 121,56 $
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC. Entente 1463003	Contrat pour des services d'hydro-excavation pour l'entretien de divers équipements	202 212,28 $
TECHNIRACK	Projet de fourniture, transport et installation d'équipement de rangement pour la cour de voirie de Darlington	33723.03 $
TECHSPORT INC.	Contrat d'achat de mobilier urbain et d'installation des équipements de jeu d'enfants dans le parc de la Place du 6 décembre	14 801,88 $
	Contrat d'achat de mobilier urbain et d'installation des équipements de jeu d'enfants dans le parc Loyola	14 041,58 $
	Contrat d'achat de mobilier urbain et d'installation des équipements de jeu d'enfants dans le parc Notre-Dame-de-Grâce	2 168,60 $
TELTECH SIGNALISATION INC. Entente 1307671	Location de signalisation routière	29 967,66 $
TELUS COMMUNICATIONS INC. Entente 1408829	Contrats de service de téléphonie cellulaire	75 488,78 $
TESSIER RÉCRÉO-parc INC.	Contrat pour la fourniture, l'installation et la réparation des modules de jeu dans le parc Gilbert-Layton	13 974,07 $
	Fourniture et installation d'une glissoire dans le parc Somerled	9 408,41 $
	Mise en marche, fermeture et entretien des jeux d'eau de cinq parcs	12 702,44 $
	Fourniture et réparation de mobilier urbain	7 024,97 $
TRANSPORT GILBERT HAMELIN INC.	Contrat pour les services de deux citernes avec opérateurs	31 312,80 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	Travaux de remplacement de drains privés	30 397,75 $
TRANSVRAC MONTRÉAL LAVAL INC.	Service de transport des terres pour 2021	24 144,75 $
	Service de transport des feuilles pour 2021	23 997,39 $
VILLE MONT-ROYAL	Abonnement et inscriptions pour les résidents du secteur Glenmount	45 990,00 $
WESTHAVEN ELMHURST COMMUNITY RECREATION ASSOCIATION	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation d'un centre communautaire » se terminant le 31 décembre 2021	36 982,00 $
	Contribution financière dans le cadre du « Fonds Diversité et inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables »	7 090,00 $
	Convention de service de gré à gré pour la gestion d'un centre communautaire afin de permettre un accès aux citoyens	81 932,42 $
	Convention de contribution financière pour la réalisation du programme « Animation de camps de jour » - Camps de jour Westhaven	20 452,00 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes. Ces montants incluent les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés. Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

NOM DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION BON DE COMMANDE	MONTANT TOTAL
WM QUÉBEC INC. Entente 1253901	Service de disposition des résidus de balai de rue et de dépôt à neige - paiement résiduel de 2020	24 196,77 $
	Service de disposition des résidus de balai de rue et de dépôt à neige - contrat 2021	146 075,75 $
ZARATE + LAVIGNE ARCHITECTES INC.	Services professionnels pour le projet de réfection des entrées et plomberie au Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	21 350,86 $
	Services professionnels pour le projet de remplacement de la génératrice et l'installation d'un compteur d'eau à la bibliothèque et maison de la culture Côte-des-Neiges	16 211,47 $

Les montant inscrits incluent toutes les taxes.
Ces montants incluent également les contrats approuvés au Conseil d'arrondissement et financés par la Ville-centre ou subventionnés.
Les lignes bleues correspondent à des engagements non terminés.

TOTAL : 43 317 131,64 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.03

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1229387001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2021.

Il est recommandé,
De déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2021.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 11:56

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1229387001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'adoption du Règlement numéro 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport annuel faisant état de l'application de ladite réglementation à l'égard de son territoire.
Ce rapport doit être déposé au Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 170032	Mme Sue Montgomery dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2019.
CA19 170039	Mme Sue Montgomery dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.
CA18 170048	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2017.
CA16 170056	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015
CA15 170041	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14 170059	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2013.
CA13 170050	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des

	pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12 170245	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2011.
CA10 170432	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2010.
CA10 170068	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2009.
CA09 170177	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2008.
CA08 170168	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2007.
CA06 170382	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2006.
CA06 170052	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2005.
CA05 170063	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2004.
CA05 170199	Édicter une ordonnance pour que le chef de division de la Division des parcs et des installations de la Direction des travaux publics soit la personne désignée pour permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles, dans le cadre de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).
CA04 170163	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides pour permettre l'application de ce Règlement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides dresse un portrait de l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Ce bilan a été réalisé à partir d'une compilation des données.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan et déposer ce bilan annuel au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronique GAUTHIER
agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-893-0495
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-26

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229387001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2021.



Registre Ragweed Off 2021 2 et 3.pdf



Registre Ragweed Off 2021 (1).pdf



Bilan_applic_pesticides_CDNNDG_2021.docx



Interventions extermination Groupe Maheu- CDN-NDG 2021.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronique GAUTHIER
agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-893-0495
Télécop. : 514-872-1670

Groupe Arbo-Ressources Inc.
FORESTERIE ET ENVIRONNEMENT

2021 Registre application Ragweed Off - Montréal - Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-De-Grâce

Contrat	# bon de commande	Date	# du site	Endroit	Superficie traitée (m²)	Quantité (kg)	Ville	Produit	Classe	Code Arla	Traitement (type)	# traitement	Espèce visée	Nom employé	# certification employé	Certification employé	# certification compagnie	Vitesse/vent	Direction vents	Température (ºC)
Montréal	1480147	15 juillet 2021	1	6960 Darlington	2	0,09	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	2	Parc Coffee (sud ouest)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	3	Parc Coffee (entre aire de jeux et chalet)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	4	Piste cyclable Maisonneuve (coin Mayfair)	75	3,32	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	5	Piste cyclable Maisonneuve (face au parc Trenholme)	10	0,44	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	6	Piste cyclable Maisonneuve (coin Park Row Est)	35	1,55	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	7	Piste cyclable Maisonneuve (Coin Walkley	40	1,77	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	8	Parc Trenholme sur Maisonneuve	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	9	Parc Nelson Mandela (centre entre Westbury et Lemieux)	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	10	Parc Nelson Mandela (coin sud-ouest)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	11	Parc Nelson Mandela (clôture, ouest de Lemieux)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	24 août 2021	1	6960 Darlington	2	0,09	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	2	Parc Coffee (sud ouest)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	3	Parc Coffee (entre aire de jeux et chalet)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	4	Piste cyclable Maisonneuve (coin Mayfair)	75	3,32	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	5	Piste cyclable Maisonneuve (face au parc Trenholme)	10	0,44	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	6	Piste cyclable Maisonneuve (coin Park Row Est)	35	1,55	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	7	Piste cyclable Maisonneuve (Coin Walkley	40	1,77	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	8	Parc Trenholme sur Maisonneuve	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	9	Parc Nelson Mandela (centre entre Westbury et Lemieux)	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	10	Parc Nelson Mandela (coin sud-ouest)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	11	Parc Nelson Mandela (clôture, ouest de Lemieux)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30
Montréal	1480147	24 août 2021	12	Piste cyclable Maisonneuve (34 m à l'ouest de la rue Madisson)	20	0,89	Montréal (Côte-des-neiges/ Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	2	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans)*	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	N-O	30

3035 Rang Saint-Malo
Trois-Rivières (Québec) G8V 1X8

819-693-4812

arboressources@gmail.com

Groupe Arbo-Ressources Inc.
FORESTERIE ET ENVIRONNEMENT

2021 Registre application Ragweed Off - Montréal - Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-De-Grâce

Contrat	# bon de commande	Date	# du site	Endroit	Superficie traitée (m^2)	Quantité (kg)	Ville	Produit	Classe	Code Arla	Traitement (type)	# traitement	Espèce visée	Nom employé	# certification employé	Certification employé	# certification compagnie	Vitesse/vent	Direction vents	Température (^0C)
Montréal	1480147	15 juillet 2021	1	6960 Darlington	2	0,09	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	2	Parc Coffee (sud ouest)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	3	Parc Coffee (entre aire de jeux et chalet)	21	0,93	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	4	Piste cyclable Maisonneuve (coin Mayfair)	75	3,32	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	5	Piste cyclable Maisonneuve face au parc Trenholme)	10	0,44	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	6	Piste cyclable Maisonneuve (coin Park Row Est)	35	1,55	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	7	Piste cyclable Maisonneuve (Coin Walkley	40	1,77	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	8	Parc Trenholme sur Maisonneuve	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	9	Parc Nelson Mandela (centre entre Westbury et Lemieux)	5	0,22	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	10	Parc Nelson Mandela (coin sud-ouest)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26
Montréal	1480147	15 juillet 2021	11	Parc Nelson Mandela (clôture, ouest de Lemieux)	6	0,26	Montréal (Côte-des-neiges/Notre-Dame-De-Grâce)	Ragweed Off	3	29190	Terrestre	1	Herbe à la puce (*Toxicodendron radicans*)	Stéphane Lebel	401893936	CD2 - CD3 - CD4 - CD9	401800760	9	S-O	26



Bilan annuel 2021

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce

Table des matières

Lexique 4-5

Introduction 6

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement 7

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 8

Ressources budgétaires et humaines 9

Personnel dédié à l'application du règlement 9

Activités de communication et de sensibilisation 10

Gestion des demandes de citoyens 12

Formation des employés 13

Inspections sur les pesticides 14

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides 15

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides 16

Évolution des demandes de permis 17

Infractions et poursuites judiciaires 18

Lutte intégrée 19-20

Conclusion 21

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique 22

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les orientations et les objectifs de l'arrondissement Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce sont dirigés vers une réduction progressive de tout usage de pesticides et de biopesticides.

Nous visons à contrôler les problèmes d'ordre phytosanitaire par des méthodes de lutte mécaniques mais également par une augmentation de la biodiversité, principalement par l'implantation de végétaux insectifuges et de végétaux hôtes de populations d'insectes prédateurs.

La sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides ainsi que sur les bienfaits d'un écosystème diversifié et équilibré est également une priorité de l'arrondissement afin d'atteindre ces objectifs. La connaissance des problématiques et la tolérance envers les insectes nuisibles par le grand public contribue grandement à la réduction de demandes générées concernant le traitement et l'abattage d'arbre.

Un agent technique en horticulture et arboriculture est responsable du dossier des pesticides. Cependant, tous les membres de l'équipe contribuent à développer, proposer et mettre en œuvre des projets de lutte intégrée. La collaboration entre les différents quarts de métiers est un gage de succès à l'atteinte de ces objectifs.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	X $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des	Interdiction

		pesticides (R.V.M. 04-041-3)	complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA21 170103	2021-04-06	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2020
CA20 170032	2020-02-03	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2019
CA19 170001	2019-02-04	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2018
CA18 170048	2018-02-12	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2017
CA17 170077	2017-03-06	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2016
CA16 170056	2016-03-21	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2015
CA15 170041	2015-02-13	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2014
CA14 170439	2014-01-12	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Sommaire 1141371007 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la propreté (RCA08 17155).

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La responsabilité du dossier des pesticides est chapeautée par la Division des parcs. Un Agent technique en horticulture et arboriculture est mandaté au dossier des pesticides et a pour responsabilité de voir à l'application du règlement, à l'étude des demandes visant la recommandation des permis d'utilisation de pesticides ainsi qu'à la demande et au contrôle des services rendus par un exterminateur de l'externe. La gestion des dossiers tels que celui de l'Agrile du frêne ou lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets de lutte intégrée se fait en collaboration entre les agents techniques, inspecteurs en horticulture et arboriculture et contremaîtres Parcs, Arboriculture et horticulture.

En 2021, l'agent technique mandaté aux pesticides a consacré environ 5% de son temps sur une période d'environ 45 semaines. Le salaire d'agent technique est estimé à 4 250$

Nous avons ajouté 35 % à la somme des salaires investis afin de couvrir les frais des avantages sociaux

Le montant total approximatif est donc de 4 250 $.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	280$	50 Affichettes/herbe à puce
Formation	0$	
Lutte intégrée	240$	25 pqt de 2 Pièges répulsifs/guêpes
Salaires (RH)	4250$	
Budget global	4770$	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	3	Rédaction du bilan annuel, recommandation de délivrance de permis d'utilisation de pesticides, inspection et demandes d'extermination pour nids de guêpes, développement de projets de lutte intégrée, participation aux différentes tables et comités municipaux et régionaux sur les pesticides.
Total	3	

Commentaires et recommandations

Dû à la situation actuelle, en lien avec la situation sanitaire de la Covid-19, la quantité de nos interventions a été réduite. Les pièges répulsifs en parcs n'ont pas été installés et le traitement contre l'herbe à puce a été confié à l'externe.

Toutefois, la division des communications a fait produire 50 affichettes pour aviser de la présence d'herbe à puce. Les affichettes ont été installées lors de tournée d'inspection terrain par l'agent technique.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides. Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2021

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
N/A		

Commentaires et recommandations

L'objectif visé pour 2020, reporté à 2021, était d'améliorer et d'augmenter les activités de communication et de sensibilisation auprès des citoyens débuté en 2019.

En raison de la Covid-19, l'objectif est mis en suspend et sera de retour dès que la situation le permet.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

En 2021, 234 demandes de services ont été générées pour l'activité **Maladies ou insectes-Arbre**, dont 2 demandes concernant l'activité Agrile du frêne-Divers, 10 concernant une problématique de fourmis, 6 concernant des chenilles et 9 concernant le puceron du tilleul.

Pour les autres activités, nous avons reçus10 demandes pour l'activité **Agrile du Frêne-Divers,** 55 pour **Extermination à l'extérieur-Insectes**, 1 pour **Pesticides** et 1 pour **Extermination à l'extérieur-Guêpes**

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	0	10	GDT
Fourmis	0	10	GDT
Chenilles	0	6	GDT
Guêpes	0	56	GDT
Pucerons	0	9	GDT
Dépérissement et autres demandes	0	199	GDT

Commentaires et recommandations

Lors du bilan 2020, il a été recommandé d'ajouter des activités plus précises, plutôt que de les regrouper dans **Maladies ou insectes-Arbre.** Les activités **Extermination à l'extérieur-Guêpes, Extermination à l'extérieur-Fourmis** et **Puceron du tilleul** ont été crées en 2021.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants

Commentaires et recommandations

Aucune formation en 2021.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative et opérationnelle qui assure le suivi des inspections et des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides fonctionne ainsi ;

Les citoyens font des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides par le biais de Bureau Accès Montréal. Les agents de bureaux transmettent ensuite ces demandes à l'agent technique en horticulture responsable du dossier des pesticides. Suite à l'analyse de la demande et inspection terrain au besoin, nous autorisons ou non l'émission du permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
N/A	0

Commentaires et recommandations

Aucune inspection n'a été réalisée en 2021. Une seule demande de permis d'utilisation de pesticides a été reçue et autorisée conformément au paragraphe 7 de l'article 4 du règlement municipal.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Contrôle des fourmis autour de fondations de bâtiments et une bande de 30 cm Article 4.7	0	1	1
	Sous-total	0	1	1
Permis refusés	N/A	0	0	0
	Sous-total	0	0	0

Commentaires et recommandations

Permis accordé selon la réglementation en vigueur.

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides

Cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Guêpes		40	40
Herbe à puce		3 x 211 m2	3 x 211 m2

Commentaires et recommandations

En 2021, le contrôle de l'herbe à puce a été confié à l'externe, à la firme Arbo-ressources. Trois applications ont été réalisées dans 11 sites, sur une surface équivalente à 211 mètres carrés.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2019	1	0	1
2020	1	0	1
2021	1	0	1
Total	3	0	3

Commentaires et recommandations

Aucun

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune infraction ni poursuite pour 2021

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2021	2020	2019
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2021

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende
N/A			

Commentaires et recommandations

N/A

Lutte intégrée

Mise en contexte

En 2021, outre les problèmes récurrents dont le puceron du tilleul, le psylle du micocoulier et l'agrile du frêne, l'arrondissement est également intervenu au niveau de l'herbe à poux, de l'herbe à puce et du nerprun cathartique.

Agrile du frêne
Les actions de contrôle visant l'agrile du frêne sont gérées par le SGPVMR. Les frênes qualifiés pour un traitement ont reçu des injections de TreeAzin. Ces opérations ont été confiées en sous-traitance.

Pucerons du tilleul
L'arrondissement a poursuivi sa lutte contre le puceron du tilleul. Cette intervention consiste essentiellement à contrôler les populations de pucerons à un niveau où les inconvénients sont tolérables pour les citoyens. Sur certaines sections des rues Marlowe, Northcliffe, Beaconsfield et Bedford, un jet d'eau a été pulvérisé sur la cime des arbres ciblés une fois au mois de juillet. Différentes variétés de vivaces ont été distribuées gratuitement aux résidants des rues identifiées lors d'une journée de distribution afin de favoriser la présence de certains insectes prédateurs du puceron.

Psylle du micocoulier
Aucune intervention en 2021

Herbe à poux
Entre le 1er juillet et la mi-octobre, des équipes déployées par la SOCENV ont fait du repérage et de l'arrachage sur les terrains municipaux et para-municipaux ainsi que sur certains terrains institutionnels et privés.

Herbe à la puce

Douze sites avec présence de colonie d'herbe à la puce ont été traités avec le pesticide A.D.I.O.S. dont trois parcs et en bordure de la piste cyclable sur le boulevard de Maisonneuve entre Madison et West Broadway. Des affiches informatives ont également été produites et installées sur ces sites ainsi qu'à certains endroits où le traitement n'était pas souhaité.

Guêpes

Afin de réduire les utilisations de pesticides en zone sensible, des pièges répulsifs contre les guêpes ont été installés dans les parcs et certains espaces verts de l'Arrondissement. (Aucune intervention en 2021)

Nerprun cathartique

Le nerprun cathartique est une plante envahissante présente dans le boisé du parc Mackenzie-King. Il forme une couverture dense en périphérie du boisé en bordure des rues Westbury et de la Côte Ste-Catherine et se propage vers l'intérieur du boisé en contribuant à la disparition des plantes indigènes. Mme Claire Vasseur, citoyenne de l'arrondissement et biologiste à Espace pour la vie, ainsi que Les Amis de la Montagne, ont coordonnés des journées de coupe de tiges de nerprun, de réfection de sentiers avec du paillis et la plantation de végétaux indigènes, aidé de bénévoles. Environ 800 végétaux indigènes ont été plantés pour réduire la reprise du nerprun.

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pulvérisation de jets d'eau	Frédérik Gendron	Juillet et septembre	Une intervention en 2021	209 arbres

Psylle du Micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges collants bleus aux troncs	Véronique Gauthier	Fin août à fin octobre	Suspendu en 2021	N/A

Guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges répulsifs	Véronique Gauthier	Juillet 2021	Suspendu en 2021	N/A

Herbe à la puce

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pulvérisation d'A.D.I.O.S. sur le feuillage	Véronique Gauthier	Juin à septembre	3	211 m2

Commentaires et recommandations

Il est recommandé de poursuivre le traitement de contrôle de l'herbe à puce à l'externe en 2022

Conclusion

En 2021, les interventions impliquant l'utilisation de pesticides se limitent au contrôle de l'agrile du frêne, de l'extermination de nids de guêpes et de contrôle d'herbe à puce.

La poursuite des actions entreprises sur le contrôle de l'herbe à poux et du nerprun est recommandée puisque plusieurs années d'efforts sont nécessaires à l'obtention de résultats satisfaisants.

Les interventions pour contrôler les populations de pucerons du tilleul et du psylle du micocoulier devront reprendre en 2022 pour espérer garder le contrôle.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

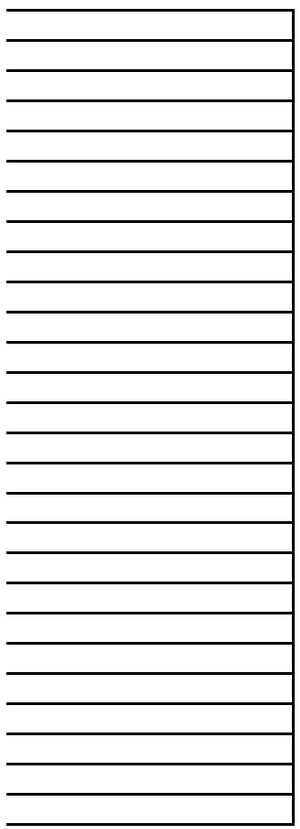
	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

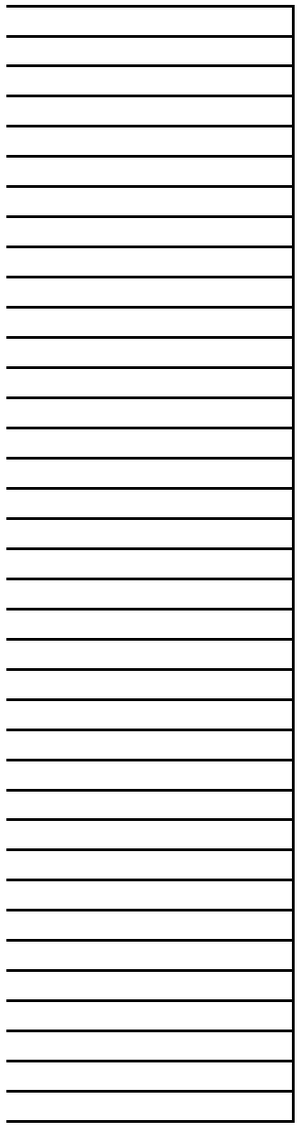
Interventions extermination Groupe Maheu- CDN-NDG 2021

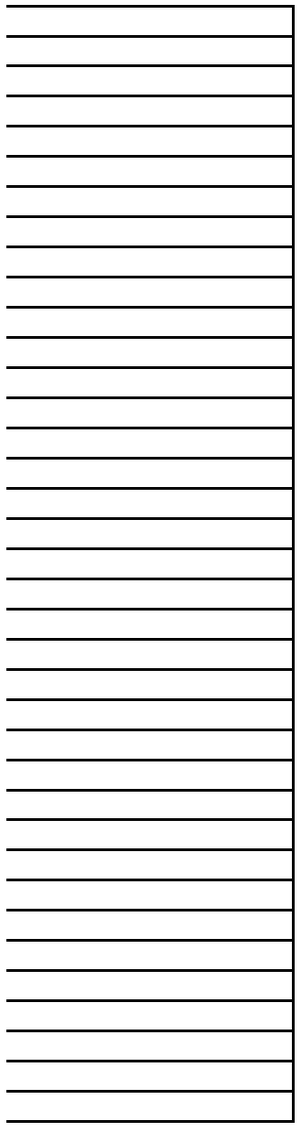
No GDC (Nom du fichier transmis)	No civique Localisation	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Nbr de nids	Nom produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat
	3075 Bedford	04-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	150 g	Kevin	401712183
	3015 Barclay	04-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	5790 Darlington	04-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	3200 Appleton (parc)	29-07-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3		Sylvain	401975002
	5980 Mountain Sights	29-07-2021	Arbre	1					Kevin	401712183
	5401 Clanranald(parc)	27-07-2021	Porte	1	Onguard	31883	3	250 g	Sylvain	401975002
	5421 Dupuis	23-07-2021	Arbre	1	Konk		3	200 g	Kevin	401712183
	5105 Grand	26-07-2021	Haie	1	Onguard	31883	3	200 g	Sylvain	401975002
	5001 Roslyn	24-07-2021	Arbre	1	aucun/traité par citoyen					
	6960 Darlington	28-07-2021	lumière	1	Konk	32618	3		Kevin	401712183
	4253 Hingston	11-09-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	6190 Monkland	11-09-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Kevin	401712183
	3106 Brighton	10-09-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	3145 Fendall	04-09-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	4115 Old Orchard	31-08-2021	Arbre	1	aucun/traité par citoyen					
	6363 Hudson(parc)	31-08-2021	Rampe	1	Onguard	31883	3	150 g		401833992
	6154 Notre-Dame-de-Grâce	01-09-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Edison	401536235
	3501 Marcil (parc)	01-09-2021	corniche	2	Onguard	31883	3	200 g	Edison	401536235
	Parc Roméo-Charrette	02-09-2021	Arbuste	1	Onguard	31883	3	200 g	Edison	401536235
	6928 Somerled	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	4115 Old Orchard (parc)	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	6950 Terrebonne	05-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Sylvain	401975002
	3220 Apleton (parc)	07-08-2021	garage	1	Onguard	31884	3	150 g	Louis-Philippe	401643763
	5851 Somerled	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	4951 Kensington	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	400 g	Sylvain	401975002

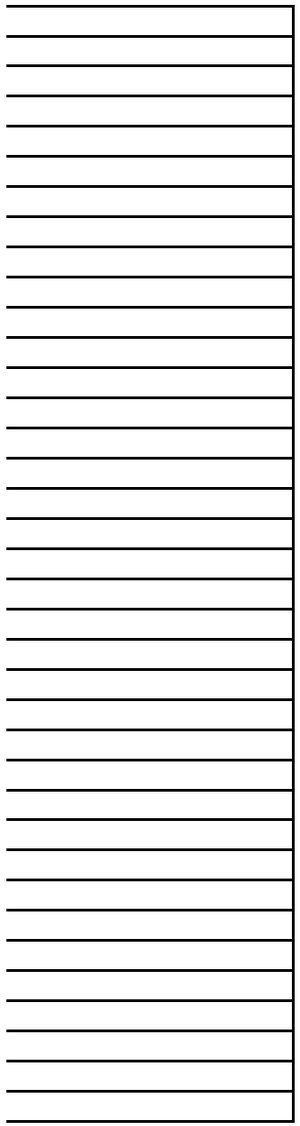
	5210 Cumberland	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	150 g	Sylvain	401975002
	5395 Pl. Grovehill	09-08-2021	Arbre	1	aucun/traité par citoyen					
	6190 Monkland	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	4915 Hampton	06-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	2366 West Hill	05-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	250 g	Sylvain	401975002
	5317 Earnscliffe (parc)	05-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	250 g	Sylvain	401975002
	4805 Draper	15-07-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	350 g	Sylvain	401975002
	4873 Montclair	15-07-2021	Haie	1	Onguard	31883	3	250 g	Sylvain	401975002
	5100 Bessborough	19-07-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3		Sylvain	401975002
	5120 O'Bryan	13-07-2021	lampadaire	1	Onguard	31883	3	150 g	Sylvain	401975002
	Monkland/Girouard	13-07-2021	feu circulation	1	Onguard	31883	3	150 g	Sylvain	401975002
	2890 Douglas	21-08-2021	Arbre	1		31042		100 g		
	5787 Déom	21-08-2021	Arbre	1		31042		100 g		
	3057 Lacombe	20-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	4915 O'Bryan	18-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	100 g	Edison	401536235
	Parc Loyola	18-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	400 g	Edison	401536235
	5540 O'Bryan	18-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Edison	401536235
	4620 Coolbrook	12-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883 23353	3	200 g 150 g	Sylvain	401975002
	4701 Victoria	13-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3		Kevin	401712183
	7455 Sherbrooke	13-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	200 g	Kevin	401712183
	4251 Marcil	12-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	4070 Madison	12-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3	300 g	Sylvain	401975002
	5202 Gatineau (parc J-Brillar	13-08-2021	Arbre	1	Onguard	31883	3		Kevin	401712183











Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.04

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1228894001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Annonce du lancement de l'élaboration du Plan Local de Déplacement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RECOMMANDÉ :
De valider l'annonce du lancement de l'élaboration du Plan Local de Déplacement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-02 11:54

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228894001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Annonce du lancement de l'élaboration du Plan Local de Déplacement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

CONTENU

CONTEXTE

Découlant du Plan de transport de Montréal de 2008, le Plan Local de Déplacement (PLD) traite des stratégies d'intervention pour l'amélioration des conditions de déplacement des personnes et des marchandises à l'échelle de l'arrondissement. Sa planification doit s'adapter aux enjeux spécifiques du territoire d'étude.
Le Plan Transport de 2008 a inscrit 21 chantiers sur lesquels les instances étaient appelées à agir. Comme il est décrit dans le Guide des Plans Locaux des Déplacements : "Le 10e chantier consiste à planifier localement les déplacements. Montréal invite en effet les arrondissements et les villes reconstituées, par le biais d'un Plan local de déplacements (PLD), à planifier leurs besoins en matière de déplacements dans leur territoire. Par ailleurs, le processus d'élaboration d'un PLD doit tenir compte de la relation étroite entre le transport et l'aménagement du territoire, de la gestion de la demande et de l'organisation des divers modes de transport.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan Local de Développement Durable 2019-2022, l'arrondissement s'est donné un ensemble de priorités en accord avec l'objectif ultime de faire de notre arrondissement un acteur contribuant à rendre la métropole montréalaise plus durable. Dans la priorité numéro 01 du plan d'action, qui vise à "réduire les émission de GES et la dépendance aux énergies fossiles", l'action 1 consiste à "augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun". Pour ce faire, la première mesure de cette action invite l'arrondissement à se munir d'un Plan local de mobilité, ou Plan Local de Déplacement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le PLD se veut avant tout comme un outil de planification pour l'arrondissement, avec une composante importante de consultation publique. Le PLD donnera les moyens à l'arrondissement de définir les grandes orientations de mobilité qu'elle souhaite, ainsi que les actions à mettre en œuvre afin d'atteindre ces objectifs, par mode et par secteur.
L'élaboration du PLD suit un processus d'élaboration en plusieurs étapes, permettant de recueillir toute l'information utile, de rencontrer les partenaires clés du projet, de constituer un portrait de la mobilité dans l'arrondissement et finalement, de proposer un ensemble de mesures et d'actions qui permettront de répondre aux besoins et enjeux soulevés tout au long de son élaboration.

Les étapes de l'élaboration du PLD vont comme suit :

- Étape préparatoire : Activités préliminaires (intrants donnés, zones d'études, intervenants, rôles, comités, programme de travail, calendrier, budget, annonce publique);
- Identification des objectifs locaux de transport : Définition des objectifs locaux de transport (priorités pour l'arrondissement) en compatibilité avec les plans (présents et à venir). Présentation et validation par les élus de l'arrondissement;
- Établissement du portrait / diagnostic : Connaissance fine des enjeux de mobilité sur le territoire de l'arrondissement. Inventorier les principales problématiques, établir le portrait actuel (offre/demande) et futur (projets), pistes de solutions;
- Élaboration d'un plan d'intervention : Inventorier les projets, stratégies, coûts et mesures pour répondre aux objectifs définis au diagnostic, organiser les interventions par court, moyen, long termes, définir les thématiques, documenter les modalités d'élaboration et impacts, établir la liste définitive des projets, prioriser et établir les modalités de suivi ;
- Production du document d'un PLD : Fait la synthèse des différents documents produits et consultations tenues.

Le PLD étant un instrument de planification de la mobilité découlant d'une démarche participative, la question de la consultation et de la concertation citoyenne est une partie intégrante du processus.
Il est en effet prévu trois temps de consultation/concertation avec les citoyennes et citoyens du territoire, à différents moments clés du processus.

L'annonce du lancement du PLD par le conseil d'arrondissement permet d'informer la population de son démarrage et de la prochaine sollicitation de leur participation à son élaboration.

JUSTIFICATION

L'annonce du lancement du PLD auprès de la population de l'arrondissement est essentielle pour le succès de la démarche. En effet, le PLD est avant tout un processus collaboratif, qui doit intégrer la question de la mobilité vécue et perçue par les citoyennes et citoyens de l'arrondissement, les acteurs de la mobilité et les partenaires institutionnels et commerciaux importants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Le plan stratégique Montréal 2030 se donne comme objectif d'accélérer la transition écologique en réduisant de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050. Ceci passe notamment par l'augmentation et la diversification de l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Respecter le calendrier de réalisation du PLD

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2021 - Janvier 2022

- Étape préparatoire

Janvier 2022 - Juin 2022

- Identification des objectifs locaux de transport
- Première consultation citoyenne

Juin 2022 - Février 2023

- Établissement du portrait diagnostic
- Deuxième consultation citoyenne

Mars 2023 - Septembre 2023

- Élaboration d'un plan d'intervention
- Troisième consultation citoyenne

Septembre 2023 - Décembre 2023

- Production du document d'un PLD
- Dépôt du document officiel au conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas SOULIERE
Conseiller en aménagement

Tél : 514-758-2729
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-20

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2022/02/07
19:00

Dossier # : 1227616001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion en appui aux Journées de la persévérance scolaire (JPS) qui se tiendront du 14 au 18 février 2022 sur la thématique Merci d'être porteur et porteuse de sens.

ATTENDU QUE la campagne sur les Journées de la persévérance scolaire (JPS) regroupant plusieurs partenaires se tiendra du 14 au 18 février 2022 sur la thématique « Merci d'être porteur et porteuse de sens » et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance et de la réussite scolaire;
ATTENDU QUE l'année scolaire 2020-2021 a été difficile et que l'année 2021-2022 l'est tout autant pour les jeunes ainsi que pour l'ensemble des intervenant.e.s du réseau de l'éducation;

ATTENDU QUE l'appui et la présence bienveillante de tous les adultes sont primordiaux en cette période;

ATTENDU QUE élu.e.s municipaux veulent témoigner de leur solidarité et de leur soutien envers les jeunes et envers l'ensemble des intervenant.e.s du réseau de l'éducation;

ATTENDU QUE les élu.e.s municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de persévérance scolaire et de réussite éducative, entre autres à travers le Mouvement Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent! de Concertation Montréal;

Il est proposé par madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa et appuyé par tous les élu.e.s:

De proclamer la semaine du 14 au 18 février 2022 comme celle des Journées de la persévérance scolaire;

D'exprimer unanimement et publiquement la solidarité et le soutien envers les jeunes et envers l'ensemble des intervenant.e.s du réseau de l'éducation;

D'appuyer la campagne des Journées de la persévérance scolaire (JPS) 2022 sur la thématique « Toutes et tous porteurs de sens » et d'inviter les élu.e.s à y participer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2022-02-01 07:38

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227616001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion en appui aux Journées de la persévérance scolaire (JPS) qui se tiendront du 14 au 18 février 2022 sur la thématique Merci d'être porteur et porteuse de sens.

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Cette motion a été préparée à la demande de madame la mairesse de Gracia Kasoki Katahwa.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 770-8766
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-3644
Télécop. :